CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D’Chamberblietchen

Actualité parlementaire	Nouvelles lois	Séances publiques n^os^ 64 à 66	Questions au Gouvernement
p. 03-04	p. 05-08	p. 09-79	p. 80-99

2022-2023

N°23

Sommaire

Actualité parlementaire .... p. 03-04

Nouvelles lois .... p. 05-08

Séances .... p. 09-79

64e séance du jeudi 13 juillet 2023 p. 09-35

65e séance du jeudi 13 juillet 2023 p. 36-64

66e séance du mardi 18 juillet 2023 p. 64-79

Questions au Gouvernement .... p. 80-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
08/11/2023

PRINTED IN LUXEMBOURG

EU Ecolabel www.ecolabel.eu

FSC www.fsc.org

Rapport de l'ALIA sur la campagne électorale médiatique

« Nous voulons contribuer à un processus démocratique apaisé »

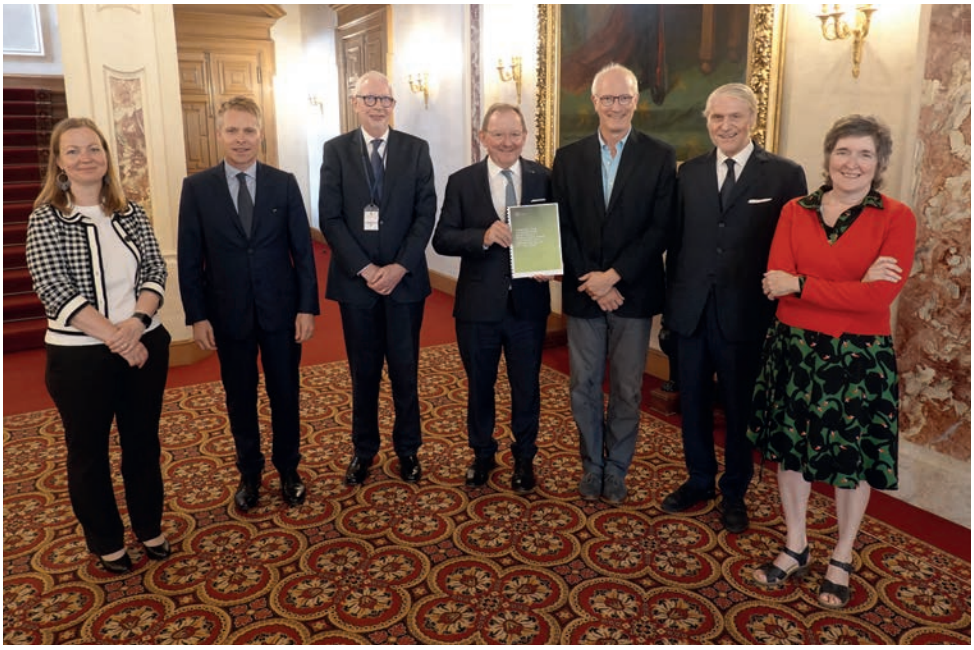
Des représentants de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA) ont remis le 20 septembre 2023 au Président de la Chambre des Députés leur rapport sur la campagne électorale médiatique pour les élections communales du 11 juin 2023.

« Nous voulons contribuer à un processus démocratique apaisé », a déclaré M. Thierry Hoscheit, Président de l'ALIA, en évoquant également l'importance de la notion de crédibilité, d'une part, pour son institution, afin que celle-ci puisse être considérée comme un acteur sérieux quand il s'agit d'œuvrer à ce que l'élément médiatique du processus électoral soit équilibré, et, d'autre part, pour le processus électoral en lui-même. Il faudrait ainsi, selon lui, une surveillance jugée crédible afin que ce processus soit perçu comme équitable auprès des citoyens et que sa légitimité ne soit pas remise en question.

M. Hoscheit a évoqué dans ce contexte une dynamique positive. L'institution qu'il dirige aurait gagné en visibilité et serait de plus en plus sollicitée de part et d'autre pour répondre à des questions qui se posent légitimement dans le cadre du processus électoral. Le rapport sur les élections communales aurait été largement commenté, démontrant l'intérêt qui lui a été porté.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a quant à lui souligné l'importance d'un acteur neutre comme l'ALIA et a estimé que les points mis en avant dans le rapport pourraient servir d'inspiration à des adaptations en vue d'élections futures.

Le rapport a été transmis aux commissions des Médias et de l'Intérieur pour y être examiné. Il s'agit de la première fois que l'ALIA remet un tel rapport à la Chambre des Députés.



Le rapport de l'ALIA sur les élections communales a été remis solennellement au Président de la Chambre.

Synthèse de l'étude POLINDEX 2023 sur les comportements électoraux

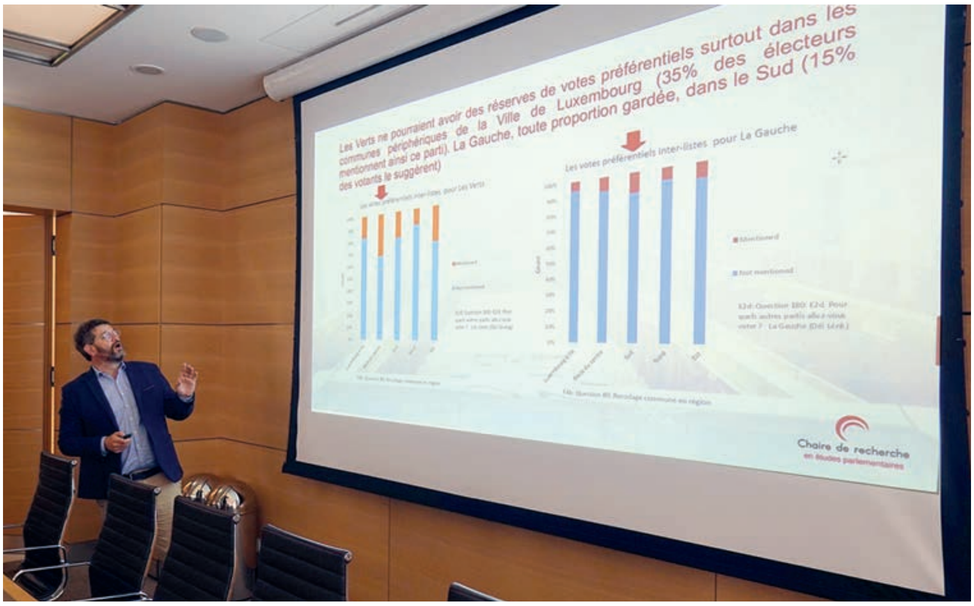
Le Prof. Dr Philippe Poirier a été reçu à la Chambre des Députés pour présenter un document de synthèse de l'étude POLINDEX 2023 aux membres du Bureau de la Chambre. Résultats par structure d'âge, niveau d'instruction, revenu, circonscription électorale et sexe, enjeux des élections législatives 2023, intentions et motifs de vote, sentiments envers la politique… : l'étude POLINDEX traite de manière approfondie de toutes les questions liées aux élections et à la chose politique.

L'étude POLINDEX a été commanditée par la Chambre des Députés. Elle est le résultat d'une collaboration entre la Chaire de recherche en études parlementaires de l'Université du Luxembourg et l'institut de sondage TNS ILReS.

La Chambre soutient activement la recherche en études parlementaires

Depuis octobre 2011, la Chaire de recherche en études parlementaires de l'Université du Luxembourg, financée par la Chambre des Députés, a pour finalité de contribuer à la connaissance, à l'étude et au fonctionnement de la démocratie et du parlementarisme dans le processus décisionnel national, européen et international.

La Chaire contribue à des activités de recherche dans les domaines des politiques publiques, de la sociologie politique, du droit parlementaire et constitutionnel, des études européennes de la législation et de la politique comparée.



Synthèse complète de l'étude : **Rapport analytique de l'étude :**

Session plénière de la Conférence interparlementaire européenne sur l'espace

« S'ils ne travaillent pas dans l'espace, ils ne sont pas prêts pour l'avenir »

Avec cette affirmation, M. Josef Aschbacher, Directeur général de l'Agence spatiale européenne (ESA), n'a pas manqué de rappeler aux participants de la session plénière de l'EISC (European Interparliamentary Space Conference), qui s'est tenue à Vienne le 25 septembre 2023, l'importance de se dédier à l'espace.

Créée en 1999 en tant que forum permanent de coopération interparlementaire entre les parlements nationaux européens intéressés par la politique spatiale, l'EISC se réunit deux fois par an en vue de prioritiser l'échange d'informations sur les activités spatiales ainsi que la promotion de la compréhension mutuelle des politiques nationales en matière spatiale. La session plénière de 2023, organisée par le Parlement autrichien, était dédiée au sujet de la contribution de l'Europe à une économie spatiale en pleine évolution. Les délégations parlementaires présentes (Allemagne, Autriche, Belgique, Estonie, Finlande, Hongrie, Luxembourg, Norvège et Pologne) ont échangé sur le rôle crucial qu'occupe l'espace sur la scène économique internationale avec d'éminents experts en la matière.

M. Sven Clement a participé à cet événement afin d'y représenter la Chambre des Députés. Le député luxembourgeois s'est intéressé à la promotion d'une économie spatiale avant-gardiste en Europe. Il a encore pu faire le point sur la stratégie spatiale pour la période de 2023-2027 que le Luxembourg a publiée l'année passée. Les participants se sont particulièrement intéressés aux objectifs principaux de la stratégie luxembourgeoise, à savoir la compatibilité entre croissance économique et la durabilité dans l'espace.

Le message principal que les experts voulaient transmettre aux parlementaires était celui de ne pas sous-estimer la valeur économique du secteur spatial. Ils ont mis en évidence l'importance de la recherche et de l'infrastructure spatiales. Elles contribuent considérablement, selon eux, au développement de nouveaux services qui, à leur tour, permettent des évolutions économiques dans les secteurs les plus divers tels que la météorologie, l'aviation, les télécommunications ou encore les assurances, pour n'en citer que quelques-uns. C'est dans ce contexte que le Directeur général de l'ESA a averti les parlementaires de l'impérativité d'investir dans l'espace, tout en soulignant que les acteurs économiques qui ne s'intéressent à la politique spatiale pourront potentiellement passer à côté d'opportunités.

Une des leçons principales que les participants ont pu tirer de la session plénière de cette année consiste dans la nécessité, pour l'Europe, d'améliorer l'accès au financement et de privilégier le capital risque dans le secteur spatial en agissant de la manière la plus rapide et stratégique possible. Une perte de temps pourrait engendrer un départ important des talents et du savoir-faire européens vers des pays qui ont d'ores et déjà intégré cette leçon.

En 2024, les parlements membres de l'EISC pourront poursuivre leur travail au Luxembourg, étant donné que la Chambre des Députés assurera la prochaine présidence de l'EISC. Les parlementaires se verront une première fois au printemps à l'occasion d'un workshop et une deuxième fois en automne lors de la session plénière.

La Chambre des Députés était représentée par M. Sven Clement (1re rangée, 4e à droite).

Frühling der Revolution: Europa 1848/49 und der Kampf für eine neue Welt

Wéi eng Bedeitung hunn d'revolutionär Mouvementer vun 1848 an Europa an zu Lëtzebuerg fir d'Gesellschaft vun haut?

De renomméierten Historiker Christopher Clark huet am Kader vun enger Konferenz, déi d'Chamber matorganiséiert huet, viru ronn 300 Leit am Neimënster Äntwerten op dës Fro ginn.

Dir kënnt d'Gespréich mam Geschichtsprofesser vu Cambridge am Replay (op Däitsch a Franséisch) kucken:

Réseau transeuropéen de transport (RTE-T)

7394 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics en vue de la transposition des articles 8 et 9 de la directive (UE) 2021/1187 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 concernant des mesures de rationalisation en vue de progresser dans la réalisation du réseau transeuropéen de transport (RTE-T)

À l'origine, le projet de loi 7394 modifiant la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics, tel que déposé le 8 janvier 2019, avait pour objectif la correction d'erreurs matérielles en corrigeant des libellés, références, renvois et dates incorrectes, en ajoutant une terminologie conforme à la directive 2014/25/UE et en précisant dans la loi certaines procédures dont le recours doit être justifié par voie d'arrêté ministériel.

Depuis lors, la directive (UE) 2021/1187 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 concernant des mesures de rationalisation en vue de progresser dans la réalisation du réseau transeuropéen de transport (RTE-T) est entrée en vigueur et oblige les États membres à mettre en vigueur toutes les dispositions législatives, règlementaires et administratives nécessaires pour s'y conformer au plus tard le 10 août 2023.

S'agissant d'un élément central de la politique européenne des transports, le RTE-T est un programme de développement des infrastructures du secteur. Il a comme objectif de faciliter l'interconnexion entre les réseaux routiers, ferroviaires et fluviaux, ainsi que les ports et les aéroports des États membres et d'éliminer les barrières qui existent entre les réseaux de transport des États membres.

La directive (UE) 2021/1187 prémentionnée vise à simplifier les mesures en vue de progresser dans la réalisation du RTE-T et à clarifier les procédures d'octroi d'autorisations et les procédures relatives aux marchés publics.

À l'exception des dispositions propres aux marchés publics, la directive (UE) 2021/1187 a été transposée en droit luxembourgeois par le vote du projet de loi n° 8144, devenu entre-temps la loi du 15 juin 2023 modifiant la loi modifiée du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement qui est entrée en vigueur en date du 25 juin 2023.

En parallèle, le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics a fait le choix de transposer les dispositions de la directive propres aux marchés publics, c'est-à-dire ses articles 8 et 9, non pas à travers un projet de loi dédié, mais par l'adoption d'une série de quatre amendements gouvernementaux au projet de loi n° 7394 modifiant la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics. Cette approche a impliqué une adaptation de l'intitulé du projet de loi afin de refléter fidèlement l'objet du texte de loi.

Le RTE-T comprend deux niveaux de planification. D'une part, il s'agit du niveau global, comprenant les principaux couloirs d'interconnexion devant être achevés d'ici 2050 et, d'autre part, du réseau central qui couvre les connexions de plus haute importance stratégique du réseau global. Le réseau central doit être achevé d'ici 2030.

Pour le Luxembourg, les dispositions de la directive s'appliquent aux projets suivants :

1) la liaison ferroviaire transfrontalière Bruxelles–Luxembourg–Strasbourg, indépendamment du coût total du projet, en tant que tronçon présélectionné du réseau central répertorié dans l'annexe de ladite directive ;

2) les projets relatifs à trois tracés parmi les corridors du réseau central dont le coût total excède 300 millions d'euros :

– Amsterdam–Rotterdam–Anvers–Bruxelles–Luxembourg ;
– Luxembourg–Metz–Dijon–Mâcon–Lyon–Marseille ;
– Luxembourg–Metz–Strasbourg–Bâle.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 08/01/2019
Rapportrice : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics
(Présidente : Mme Chantal Gary) :

22/06/2023	Désignation d'un rapporteur Présentation et examen du projet de loi Examen des avis du Conseil d'État
06/07/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/07/2023
Loi du 7 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 509, page 1

Création de l'administration publique « Restopolis »

7792 – Projet de loi portant création de l'Administration assurant le service public de restauration collective dénommée « Restopolis » et portant modification de : 1° la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ; 2° la loi du 20 juillet 2018 portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolairempétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire

Le présent projet de loi vise à conférer le statut d'administration au service de restauration collective « Restopolis » et à promouvoir l'alimentation équilibrée et diversifiée dans les cantines scolaires et universitaires.

Aujourd'hui, Restopolis n'est pas seulement responsable des cantines scolaires de l'enseignement secondaire, mais gère aussi la restauration des écoles fondamentales étatiques et internationales, de l'Université du Luxembourg et de divers organismes scientifiques, de l'École de Police et des centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire. Par ailleurs, Restopolis consulte les communes sur des sujets liés à la restauration scolaire et organise des campagnes d'information et d'éducation dans les domaines de la nutrition et du développement durable.

Face à l'extension successive de ses activités, Restopolis a évolué vers un service de l'État à gestion séparée. Aujourd'hui toutefois, la diversité de ses missions et le budget engagé ne justifient plus son statut de simple service public. La révision de son cadre légal s'avère donc indispensable pour garantir la pérennité des services de restauration scolaire.

Le projet de loi sous rubrique vise à modifier le statut de Restopolis et à préciser ses différentes missions. En tant qu'administration publique, Restopolis dispose d'un propre budget. Cette transformation permet non seulement de renforcer l'autonomie de Restopolis, mais aussi de mieux gérer les ressources de cette entité.

Une partie des responsabilités du Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la sécurité au travail et des prestations aux clients sont transférées à la nouvelle administration Restopolis. Bien que le ministre soit moins impliqué dans la gestion courante des restaurants scolaires, il ne perd pas son pouvoir décisionnel en la matière.

Par ailleurs, le projet de loi crée une base légale pour le domaine d'activité de Restopolis qui, au-delà de la restauration scolaire, comprend aussi la gestion des infrastructures des cuisines et des restaurants et le contrôle de la qualité des repas.

Finalement, il fixe les tarifs des repas servis dans les structures gérées par Restopolis, qui sont échelonnés selon le statut des clients, à savoir les apprenants, les apprenants nécessiteux, le personnel des administrations et des établissements ainsi que les autres utilisateurs.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 18/03/2021
Rapporteur : M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :

31/03/2021	Désignation d'un rapporteur Présentation du projet de loi
05/05/2021	Continuation des travaux
02/03/2022	Examen d'une série d'amendements gouvernementaux
15/05/2023	Présentation d'une série d'amendements gouvernementaux complémentaires tenant compte de l'avis du Conseil d'État du 31/05/2022
11/07/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/07/2023
Loi du 20 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 462, page 1

Obligation scolaire jusqu'à l'âge de dix-huit ans

7977 – Projet de loi relative à l'obligation scolaire et portant modification : 1° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ; 2° de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves

Le présent projet de loi entend prolonger l'obligation scolaire jusqu'à l'âge de dix-huit ans afin de réduire le taux des élèves sortant du circuit scolaire sans aucun diplôme. Il s'inscrit dans l'ensemble des initiatives gouvernementales prises ces dernières années en matière de lutte contre le décrochage scolaire et le chômage chez les jeunes.

Au cours de l'année scolaire 2020-2021, 1.736 élèves ont été comptabilisés en tant que décrocheurs scolaires au Luxembourg. Parmi eux, 647 avaient moins de dix-huit ans, représentant un taux de 37,2 %. La plupart des élèves sont âgés entre seize et dix-neuf ans au moment de leur décrochage avec un pic à dix-sept, voire dix-huit ans. Chaque année, environ 500 à 650 jeunes de moins de dix-huit ans décrochent du système scolaire.

Les raisons qui poussent les élèves à quitter l'école avant d'obtenir une qualification sont multiples et diverses. Le manque de motivation, le manque ou le mauvais choix de formation, la mauvaise orientation ou encore des problèmes de santé sont en tête de la liste invoquée par les adolescents. Par ailleurs, il s'agit souvent de jeunes issus de milieux défavorisés ou de jeunes ayant des problèmes de discipline.

Depuis 2009, les Gouvernements successifs ont mis en place de nombreuses mesures et stratégies pour pallier le décrochage scolaire, telles que la mise en place des écoles internationales publiques, les projets pilotes en matière d'alphabétisation en langue française à l'enseignement fondamental, les efforts déployés au cours des dernières années pour améliorer la prise en charge d'élèves à besoins spécifiques, l'élaboration de lieux de scolarisation alternative, et bon nombre d'actions qui tiennent compte des profils types des jeunes décrocheurs.

La prolongation de l'obligation scolaire jusqu'à l'âge de dix-huit ans, prévue par le projet de loi sous rubrique, va de pair avec les diverses mesures adoptées ces dernières années et présentées ci-dessus.

Le projet de loi sous rubrique renforce les dispositions nationales existantes en matière d'obligation scolaire et de garantie de formation et constitue dès lors un maillon important de la chaîne ayant comme but de réduire le taux des élèves sortant du circuit scolaire sans aucun diplôme.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 10/03/2022
Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
(Président : M. Gilles Baum) :

28/03/2022	Présentation du projet de loi
20/04/2022	Continuation des travaux
25/04/2022	Désignation d'un rapporteur Continuation des travaux
07/06/2023	Examen de l'avis du Conseil d'État Examen des amendements gouvernementaux
10/07/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
11/07/2023	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/07/2023
Loi du 20 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 460, page 1

Soutien au développement durable des zones rurales

8060 – Projet de loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales

Le projet de loi sous rubrique entend assurer la relève de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales, ci-après la « loi de 2016 », afin de mettre en œuvre le cadre financier de la politique agricole commune pour la période de 2023 à 2027.

Celle-ci vise, entre autres, à « favoriser des revenus agricoles viables et la résilience du secteur agricole » afin d'améliorer la sécurité alimentaire et la diversité agricole et d'assurer la viabilité économique de la production agricole, à « renforcer l'orientation vers le marché et accroître la compétitivité de l'agriculture » et à « améliorer la position des agriculteurs dans la chaîne de valeur ». Elle vise encore à « contribuer à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci » et à « favoriser le développement durable et la gestion efficace des ressources naturelles telles que l'eau, les sols et l'air, notamment en diminuant la dépendance à l'égard des produits chimiques ». La réalisation de ces objectifs s'appuie sur l'octroi d'aides financières à divers acteurs des zones rurales, dont le principal est l'« agriculteur actif » tel que défini à l'article 1er, paragraphe 2, de la loi en projet.

La politique agricole commune est fondée notamment sur le règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) 1305/2013 et (UE) 1307/2013 et le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) 1306/2013.

Le texte initial fut modifié par voie de trois séries d'amendements gouvernementaux afin de faire droit aux observations émises par le Conseil d'État dans ses avis et te donner suite aux discussions au sein de la commission parlementaire et avec les représentants du secteur.

Dépôt par M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 02/08/2022
Rapportrice : Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
(Présidente : Mme Tess Burton) :

06/10/2022	Désignation d'un rapporteur
22/09/2022	Présentation du projet de loi
29/09/2022	Examen du projet de loi
06/10/2022	Continuation des travaux
21/10/2022	Continuation des travaux
27/10/2022	Continuation des travaux
28/10/2022	Continuation des travaux
10/11/2022	Continuation des travaux
14/11/2022	Continuation des travaux
17/11/2022	Continuation des travaux
21/11/2022	Continuation des travaux
28/11/2022	Continuation des travaux
01/12/2022	Continuation des travaux
12/01/2023	Continuation des travaux
21/04/2023	Examen de l'avis du Conseil d'État
28/04/2023	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
08/06/2023	Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
19/06/2023	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
30/06/2023	Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
10/07/2023	Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/07/2023
Loi du 2 août 2023
Mémorial A : 2023, n° 489, page 1

Utilisation de « bodycams » par la Police grand-ducale

8065 – Projet de loi complétant la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale par un article 43ter relatif à l'utilisation de caméras-piétons par la Police grand-ducale dans l'exercice de ses missions

Le projet de loi a pour objet de compléter la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale par un article 43ter relatif à l'utilisation de caméras-piétons par la Police.

La politique générale de la sécurité intérieure se traduit notamment par le paquet de mesures sur la problématique liée aux stupéfiants. Parmi les sept mesures relevant du Ministère de la Sécurité intérieure figurent les « bodycams », déjà prévues dans l'accord de coalition 2018-2023. Depuis des années, on constate un manque de respect croissant envers les forces de l'ordre et une baisse d'autorité de celles-ci. Les menaces, voire violences physiques et verbales à l'encontre des policiers se multiplient, de même que les plaintes à leur encontre. En plus, une solidarisation de tierces personnes a lieu dans le but de faire opposition aux agents de police et souvent, des vidéos sont faites par le public et répandues dans les réseaux sociaux après manipulation. Par le présent projet de loi, la base légale est créée pour les caméras-piétons pour la Police.

Sur base des expériences positives faites par les pays voisins, les caméras-piétons sont immédiatement intégrées dans l'équipement standard du policier. Elles fonctionneront à charge et à décharge : d'un côté, elles sont un moyen destiné à prévenir les outrages et attaques contre les policiers, un moyen qui permet de contribuer à la désescalade de situations conflictuelles et, lorsque des infractions sont commises, au constat de celles-ci et à la poursuite des auteurs par la collecte des preuves ; de l'autre côté, elles protègent les citoyens en cas de comportement fautif de policiers.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, le 17/08/2022
Rapporteur : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense
(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :
19/07/2022 Présentation de l'avant-projet de loi
16/03/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
22/06/2023 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
11/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18/07/2023
Loi du 29 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 506, page 1

Fonctionnement du CICR au Luxembourg

8093 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement on the status and privileges and immunities of the International Committee of the Red Cross between the Grand Duchy of Luxembourg and the International Committee of the Red Cross », fait à Luxembourg, le 1er juin 2022

Le projet de loi vise à approuver l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) sur le statut et les privilèges et immunités du CICR, fait à Luxembourg, le 1er juin 2022. Cet accord a pour objectif d'assurer le bon fonctionnement du CICR au Grand-Duché de Luxembourg, en reconnaissant la personnalité juridique internationale du CICR et en octroyant au CICR et à son personnel les privilèges et immunités nécessaires.

L'accord permettra au CICR d'établir une présence physique au Luxembourg, qui se composera d'un bureau et de surfaces loués dans un centre de données « Tier IV » au Luxembourg. Concernant ce dernier, un contrat de location entre le Luxembourg et le CICR déterminera les obligations des parties au contrat.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 07/11/2022
Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :
05/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
07/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/07/2023
Loi du 5 septembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 587, page 1

Prolongation de mesures de l'accord tripartite

8230 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Alors que la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine arrive à échéance fin juin 2023, le niveau des prix de l'énergie devrait continuer à avoir un impact profond sur les coûts opérationnels des entreprises et, par voie de conséquence, sur la poussée inflationniste que subissent les ménages.

Face à la subsistance de cette crise énergétique, à l'issue de la réunion du Comité de coordination tripartite qui s'est tenue le 3 mars 2023, le Gouvernement, l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) et les organisations syndicales OGBL, LCGB et CGFP ont élaboré un accord pour prolonger le régime d'aides institué par la loi modifiée du 15 juillet 2022 jusqu'à la fin de l'année 2023. Désormais, les entreprises concernées pourront donc également obtenir une aide au titre des surcoûts énergétiques encourus entre juillet et décembre 2023. Cette modification contribue à stabiliser les prix de l'énergie auxquels s'approvisionnent les entreprises jusqu'à la fin de l'année. À l'heure actuelle, le nouvel encadrement temporaire de crise et de transition pour les aides d'État visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine adopté par la Commission européenne le 9 mars 2023 ne permet pas d'aller au-delà.

Le projet de loi prévoit par ailleurs une prolongation supplémentaire de la période d'éligibilité sous l'article 4ter de la loi modifiée du 15 juillet 2022 au profit des producteurs de chaleur ou de biogaz et des exploitants de réseaux de chaleur. Ces derniers pourront dorénavant obtenir une aide au titre des surcoûts énergétiques encourus en 2022. La prise en compte des surcoûts de 2022 s'impose puisque c'est au cours de cette année que les acteurs importants de l'énergie au Luxembourg ont été le plus affectés par la hausse des prix de l'énergie. Néanmoins, le plafond d'aides de 2 millions d'euros par groupe, imposé par la section 2.1 de l'encadrement temporaire de crise et de transition, reste applicable.

Outre les prix de l'énergie, les frais d'utilisation du réseau électrique ont également connu une forte augmentation par rapport à 2021. Devant ce constat, le projet de loi prévoit la prise en charge d'une partie des surcoûts encourus liés à l'utilisation du réseau pour l'acheminement de l'électricité consommée en 2023. En raison des limites inhérentes à la section 2.4 de l'encadrement temporaire de crise et de transition, cette prise en charge n'est possible que dans le cadre de l'article 4bis de la loi modifiée du 15 juillet 2022. Celui-ci permet actuellement à toute entreprise qui présente une certaine intensité énergétique pendant le mois concerné d'obtenir une aide couvrant une partie de ses surcoûts en gaz naturel et en électricité.

Ces modifications doivent faire l'objet d'une approbation par la Commission européenne avant de pouvoir être mises en œuvre.

De plus, le projet de loi introduit une aide financière sous forme d'une aide de minimis afin de soutenir les associations sans but lucratif qui exercent des activités éligibles à une aide au titre de la loi modifiée du 15 juillet 2022 et sont touchées par la hausse des prix de l'énergie.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 02/06/2023
Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission spéciale « Tripartite »
(Président : M. Gilles Baum) :
30/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
06/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/07/2023
Loi du 14 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 412, page 1

Statut juridique, privilèges et immunités du GGGI

8094 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Global Green Growth Institute regarding the legal status and privileges and immunities of the Global Green Growth Institute », fait à Luxembourg, le 22 juin 2022

Le projet de loi vise à approuver l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et le « Global Green Growth Institute (GGGI) » sur le statut juridique et les privilèges et immunités du GGGI, fait à Luxembourg, le 22 juin 2022. Cet accord a pour objectif de créer le cadre juridique nécessaire à l'installation et au bon fonctionnement du GGGI au Luxembourg en reconnaissant sa personnalité juridique internationale et en octroyant au GGGI et à son personnel les privilèges et immunités nécessaires.

Fondé en 2010 et ayant son siège principal à Séoul, en Corée du Sud, le GGGI a pour mission de promouvoir auprès des pays en voie de développement un modèle de croissance économique durable qui est à la fois socialement inclusif et durable sur le plan environnemental. Ainsi, le GGGI contribue à atteindre les 17 objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies et à mettre en œuvre les contributions déterminées au niveau national (CND) à l'Accord de Paris sur la lutte contre le changement climatique. Doté d'un budget annuel de 50 millions USD, le GGGI compte actuellement 41 États membres. En 2021, le GGGI a soutenu les pays en voie de développement en mobilisant 5 milliards USD, permettant notamment d'atténuer les effets du changement climatique et de créer des emplois, au sein des pays précités, dans des secteurs durables.

Conformément à la vocation du Luxembourg de leader mondial de la finance durable, la présence du GGGI au Grand-Duché renforcera davantage la position du Luxembourg dans ce secteur prometteur. Plus particulièrement, s'agissant de la première organisation internationale active dans la finance durable à s'établir au Luxembourg, la présence du GGGI au Luxembourg revêt une importance stratégique pour le Grand-Duché.

La présence du GGGI contribuera à accroître encore davantage l'attractivité du Luxembourg pour d'autres organisations internationales actives dans ce domaine. Notons dans ce contexte que l'écosystème existant autour de la finance durable au Luxembourg, y compris le fait que la Banque européenne d'investissement a son siège à Luxembourg, a joué un rôle majeur dans la décision du GGGI d'installer une présence physique au Luxembourg.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 07/11/2022
Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile
(Président : M. Yves Cruchten) :
05/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation et examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
07/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/07/2023
Loi du 5 septembre 2023
Mémorial A : 2023, n° 582, page 1

Hélicoptères AIRBUS H-145M

8208 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer les frais d'exploitation, de maintenance et de maintien en condition opérationnelle de deux hélicoptères AIRBUS H-145M

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à financer l'exploitation, la maintenance et le maintien en condition opérationnelle de deux hélicoptères AIRBUS H-145M pour la période d'exploitation de 2024 à 2038 inclus.

La somme totale qui sera dépensée dans le cadre de la future loi est limitée à 86 millions d'euros hors taxe sur la valeur ajoutée et estimée pour la période d'exploitation restante des deux hélicoptères mis en service à partir de 2019.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, le 05/05/2023
Rapportrice : Mme Stéphanie Empain

Travaux de la Commission de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense
(Présidente : Mme Stéphanie Empain) :
11/07/2023 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18/07/2023
Loi du 29 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 504, page 1

Contrôle de proportionnalité

8220 – Projet de loi portant modification de la loi du 2 novembre 2021 relative à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions

L'article unique du projet de loi modifie l'article 3, paragraphe 3, de la loi du 2 novembre 2021 relative à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions.

La loi à modifier a transposé en droit national la directive (UE) 2018/958 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018. Or, la Commission européenne a relevé une lacune dans la loi de transposition en ce qui concerne l'hypothèse d'amendements parlementaires ou gouvernementaux, touchant à des propositions ou projets de loi réglementant l'accès à une profession ou son exercice. En effet, ces amendements ne sont pas expressément soumis à un examen de proportionnalité. L'objet principal de ce projet de loi est donc de remédier à cette lacune.

Le deuxième point de l'article reprend au niveau de la loi un délai de publication initialement prévu dans le projet de règlement grand-ducal d'exécution de la loi à modifier. Dans son avis afférent, le Conseil d'État avait souligné que la fixation d'un tel délai applicable à la procédure d'adoption de dispositions réglementaires appartient au seul législateur. Il s'agit d'un délai d'un mois à respecter avant l'adoption d'une règlementation d'une profession par un établissement public ou un organisme professionnel.

Dépôt par M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 19/05/2023
Rapportrice : Mme Francine Closener

Travaux de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace
(Présidente : Mme Francine Closener) :
22/06/2023 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
13/07/2023 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 18/07/2023
Loi du 21 juillet 2023
Mémorial A : 2023, n° 436, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** **p. 09**

M. Fernand Etgen, Président

2. **7792 – Projet de loi portant création de l'Administration assurant le service public de restauration collective dénommée « Restopolis » et portant modification de :**

1° la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ;

2° la loi du 20 juillet 2018 portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire **p. 09**

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Claude Lamberty

Discussion générale : M. Georges Mischo | Mme Tess Burton | Mme Djuna Bernard | M. Fred Keup (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Charles Margue) | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement (intervention de M. Fred Keup) | M. Roy Reding

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7792 et dispense du second vote constitutionnel

3. **7977 – Projet de loi relative à l'obligation scolaire et portant modification :**

1° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;

2° de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves **p. 14**

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum

Discussion générale : Mme Martine Hansen | Mme Francine Closener | Mme Djuna Bernard | M. Fred Keup | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7977 et dispense du second vote constitutionnel

4. **Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Roy Reding** **p. 20**

Exposé : M. Roy Reding

5. **Dépôt d'une motion par M. Marc Goergen** **p. 21**

Exposé : M. Marc Goergen

6. **Débat de consultation sur le rapport du Fonds spécial de soutien au développement du logement** **p. 21**

Exposé : M. Henri Kox, Ministre du Logement

Débat : M. Marc Lies (interventions de M. Gilles Baum, M. Laurent Mosar, Mme Octavie Modert et M. Gilles Roth) | Mme Semiray Ahmedova (parole pour fait personnel) (intervention de M. Marc Lies) | Mme Barbara Agostino (interventions de M. Gilles Roth et M. Roy Reding) | M. Yves Cruchten | Mme Semiray Ahmedova (dépôt de la motion 1) (intervention de M. Marc Spautz) | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen (dépôt de la motion 2)

Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement | M. Marc Goergen (parole après ministre) | M. le Ministre Henri Kox

7. **Ordre du jour** **p. 35**

M. Fernand Etgen, Président

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Claude Meisch et M. Henri Kox, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Meisch, Ministre | Nee, Här President.

2. 7792 – Projet de loi portant création de l'Administration assurant le service public de restauration collective dénommée « Restopolis » et portant modification de :

1° la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ;

2° la loi du 20 juillet 2018 portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire

M. Fernand Etgen, Président | Mir fänken d'Sëtzung vun de Moien u mam Projet de loi 7792 iwwer Restopolis, deen de Statut vun enger Administratioun am Déngscht vun der kollektiver Restauratioun kritt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporter vun dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Claude Lamberty, deen direkt d'Wuert kritt. Här Lamberty, wannechgelift.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Claude Lamberty (DP), rapporteur | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir fänken de Moie mat Iessen an Drénken un. Et geet am Groussen a Ganzen ëm d'Ernärung an d'Organisatioun dovun, wat e groussen Deel vun eiser Schoulpopulatioun a souguer doriwwer eraus ubelaangt.

De Sujet Ernärung ass hautdesdaags een, deen aus ville Grënn ëmmer méi u Wichtegkeet gewënnt. Ech denken do u gesond Ernärung fir d'Wuelbefanne vun eis alleguer, ech denken do un ausgeglachen Ernärung als Preventioun viru Krankheeten, ech denken do un eng richteg Ernärung, fir dass de Problem vum Iwwergewiicht an eiser Populatioun net Iwwerhand gewënnt an esou zu ville Problemer fir den Eenzelne ka féieren an och ingesamt fir d'Gesellschaft zu engem Problem ka ginn.

Mir schwätze jo oft a vill vu Gesondheetsversuergung. Ma mat an duerch d'Ernärung, déi mir eis selwer operleeën an déi mir eise Kanner a jonke Generatioune mat op de Wee ginn, kënne mir haut scho vill Weiche stelle fir d'Zukunft. Eng ausgeglachen Ernärung ass also als Basis fir e gesond Liewen ze gesinn.

D'Schoulkantinne spillen eng wichteg Roll, wann et drëms geet, de Kanner a Jugendlechen eng gesond Ernärung ze vermëttelen. Si kréien hei net just virgewisen, wat et heescht, sech gesond, equilibréiert an ofwiesslungsräich ze ernären, mee kréien och wichteg sozial a kulturell Valeure mat op de Wee. D'Ënnerstëtzung vun der lokaler Landwirtschaft, de Kampf géint Liewensmëttelverschwendung, de Respekt virun ënnerschiddlechen Iesskulturen, eng gutt Balance tëscht vegetareschen, veganen an déieresche Produkter: Dat alles sinn Andréck, déi d'Schüler an de Schoulkantinne materliewen.

Déi éischt Kantinnen hei zu Lëtzebuerg hunn hir Dieren an de 70er-Joren opgemaach a goufen deemools vum Service des restaurants scolaires geréiert. D'Offer an d'Qualitéit vun de Menüe souwéi den Accueil vun de Gäscht goufen zënterhier kontinuéierlech verbessert, soudatt iwwert d'Joren ëmmer méi Schüler a Schoulpersonal de Wee an d'Kantinne fonnt hunn. Gläichzäiteg krut de Service des restaurants scolaires awer och ëmmer méi Missioune bäi, déi e grousse Grad un Autonomie erfuerdert hunn. Fir dësen Evolutioune Rechnung ze droen an dem Service méi Presenz no baussen ze ginn, gouf de Service des restaurants scolaires 2006 dunn a „Restopolis" ëmbenannt.

Mëttlerweil huet sech Restopolis zu engem strateegesche Bausteen an der Gesamtapproche entwéckelt, deem seng Missioune wäit iwwert d'Produktioun an de Verkaf vu Molzechten erausgeet. Wéi virdru scho gesot, sollen d'Schüler an de Kantinne gewësse Valeure léieren, wéi zum Beispill, wéi ee sech gesond an ëmweltbewosst ernäert. Zu deem Zweck organiséiert Restopolis och reegelméisseg Informatiounscampagnen am Beräich Ernärung an Développement durable.

Nieft der Restauratioun vun de Lycéeë geréiert Restopolis hautdesdaags och d'Kantinne vun der Uni Lëtzebuerg, diverse Fuerschungszenteren, der Policeschoul an och de Kompetenzzenteren. Doriwwer eraus beréit Restopolis och Gemenge bei Froen iwwert d'Restauration scolaire.

Mat enger ëmmer méi heterogeener Schoulpopulatioun a generell duerch déi sozioekonomesch a kulturell Verännerungen an eiser Gesellschaft hunn och d'Erwaardungen un d'Schoulkantinnen iwwert d'Jore staark changéiert. Engersäits gëtt eis Bevëlkerung ëmmer méi gesondheetsbewosst, soudass d'Schüler an d'Eltere sech eng gewësse Qualitéit bei de Molzechten erwaarden. Restopolis muss souwuel op d'Allergien, nei Trends a Changementer vun den Iessgewunnechte vun de Gäscht schnellstméiglech kënne reagéieren.

Anerersäits kréien d'Kantinnen och ëmmer méi Oplagen ze erfëllen, wéi zum Beispill d'Santé publique, d'Inklusioun, de Verkaf vu lokalen a biologesche Produiten oder och de Kampf, wéi gesot, géint d'Liewensmëttelverschwendung. An et goufen an de leschte Jore ganz vill Wënsch an Ufuerderunge gestallt, an deene konnt och meeschtens eng passend Äntwert geliwwert ginn.

Den Ament funktionéiert Restopolis ënnert dem Statutt vun engem „service de l'État à gestion séparée". Dëse Statutt entsprécht allerdéngs net méi de Missiounen an der Realitéit, an där mer eis hautesdaags fir d'Ëmsetzung vun den Ziler befannen. Am Koalitiounsaccord hat d'Regierung dowéinst festgehalen, datt de Gesetzeskader vun der Restauration scolaire misst ugepasst ginn. De virleiende Projet de loi proposéiert deemno, datt Restopolis an Zukunft ënnert dem Statutt vun enger „administration publique" funktionéiert. Dës Ännerunge sollen dann och no bausse siichtbar ginn, andeems mir d'Termen „Administration des cantines scolaires et universitaires" un den Numm „Restopolis" drunhänken.

Mam Changement vum Statutt stäerke mer net némmen d'Autonomie vu Restopolis, mir erméiglechen och eng besser Gestioun vun de Ressourcen. Als Administratioun kritt Restopolis nämlech en eegene Budget an ass deemno net méi un d'Dotatioun gebonnen, déi am Kader vum Budgetsgesetz verdeelt gëtt.

An engem zweete Punkt preziséiert dësen Text och d'Missioune vun der neier Administratioun. En Deel vun de Responsabilitéiten, déi de Moment nach vum Educatiounsministère geholl ginn, sollen an Zukunft u Restopolis iwwerdroe ginn, notamment wat d'Beräicher Sécurité alimentaire, Sécurité au travail a Prestations aux clients betrëfft.

Des Weideren definéiert dëse Projet de loi verschidden Tâchen, déi Restopolis an der Praxis haut schonn iwwerhëlt, mee fir déi et bis ewell keng gesetzlech Basis ginn ass. An zwar sinn dat d'Restauratioun vun der Uni, d'Gestioun vun de Kichen- a Restaurantsinfrastrukturen an d'Qualitéitskontroll vun de Molzechten.

An engem leschte Punkt fixéiert dëse Gesetzesprojet d'Tariffer vun de Molzechten, déi an de Kantinne vu Restopolis zerwéiert ginn. D'Präisser vun de Menüe gi jee no Statutt vum Client gestaffelt, fir datt och jidderee sech d'Iessen an de Kantinne ka leeschten. Konkreet geet et heibäi ëm véier Kategorien, tëscht deenen ënnerscheet gëtt: de Schüler respektiv de Student, d'Personal vum Etablissement, d'extern Visiteuren an déi sougenannt „élèves nécessiteux" aus sozial benodeelegte Familljen. À titre d'exemple wäert e komplette Menü mat Entrée, Plat an Dessert 4,70 Euro fir d'Schüler kaschten, 8,70 Euro fir d'Personal an 19 Euro fir d'Visiteure vu baussen. Fir d'Élèves nécessiteux ass de Menü komplett fir näischt.

Ech wëll op dëser Plaz ënnersträichen, dass och haut schonn d'Präisser an de Kantinne sozial gestaffelt sinn an de Staat d'Iesse fir d'Schüler aus finanziell méi schwaache Famillje subventionéiert. Mam virleiende Projet de loi schafe mir eng legal Basis fir sämtlech Zorte vun Tarifs réduits.

Zu gudder Lescht wëll ech allgemeng op d'Avisen ze schwätze kommen. Allgemeng kann ee soen, dass mer vill – an dat ganz produktiv – diskutéiert an debattéiert hunn, an dat och, well de Sujet vu ganz ville Säite beliicht gouf. Schonn eleng, wann een den zäitleche Parcours vum Projet de loi kuckt, gesäit een, dass sech wierklech Zäit geholl gouf: Am Mäerz 2021 gouf de Projet de loi deposéiert an haut, den 13. Juli 2023, ass e prett, fir kënne gestëmmt ze ginn. Den Input vun allen Acteuren, déi Avisen ofginn hunn, huet aus dem Projet de loi en nach bessert Gesetz gemaach. Ech mengen, dat kann een haut esou soen.

Kuerz am Resümmee: D'Chambre de Commerce begréisst, datt Restopolis souwuel budgetär wéi och strukturell gestäerkt gëtt an d'Regierung hir Efforten am Beräich vun der Promotioun vun der gesonder Ernärung bei de Jonke weiderdreift.

Och d'Staatsbeamtekummer ënnerstëtzt den neie Statutt vu Restopolis a weist sech erfreet iwwert déi kloer Trennung tëscht de Responsabilitéite vum Educatiounsministère an der neier Administratioun.

D'Chambre d'Agriculture begréisst, datt Restopolis an Zukunft nach wéi Wäert op de Verkaf vu lokale Produite wäert leeën. Dëst wär e wichtege Schratt fir d'Ënnerstëtzung vu lëtzebuergesche Produzenten.

Och de Mouvement écologique weist sech erfreet doriwwer, datt de lokale Commerce nach méi gefërdert soll ginn, mee hat bedauert, datt een net nach méi wäit kéint goen, wat de Gebrauch vu Lëtzebuerger Produiten ubelaangt.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis eng Rei Oppositions formelles ausgeschwat, déi no den Amendementer vun der zoustänneger Kommissioun konnten opgehuewe ginn.

An och d'CNEL, also d'Schülerkonferenz, begréisst den amendéierten Text, a ganz besonnesch, dass si als betraffe Schüler zwee Representanten am Comité d'accompagnement vu Restopolis wäerten hunn.

Här President, léif Kolleeginen a Kolleegen, op den éischte Bléck kéint ee mengen, datt et sech beim virleienden Text ëm en – kommt, mer soen – technesche Gesetzesprojet handelt, dee just dorobber ofziilt, d'Gestioun vun de Schoulkantinnen ze vereinfachen an d'Responsabilitéite vu Restopolis ofzeklären. Op den zweete Bléck erkennt een dann awer, datt dëse Projet och méi wäitreechend Konsequenze fir d'Schoulrestauratioun mat sech bréngt an eng wichteg Symbolik do hannendrustécht.

Dësen Text ënnersträicht ganz kloer d'Engagement vun der Regierung, weider an d'Promotioun vun der Santé publique, der nohalteger Entwécklung an dem lokale Commerce ze investéieren. An Zukunft wäert an de Schoulkantinnen nach méi Wäert op déi gesond Ernärung vun de Jonke geluecht ginn, andeems mer eng villfälteg Offer un närstoffräiche Plate proposéieren. Och biologesch, vegetaresch a vegan Produite sollen nach méi present an de Kantinne ginn.

Datt dëse Projet eng ganz wichteg Envergure huet, gesi mir och dorunner, datt mir an der Educatiounskommissioun en long et en large doriwwer diskutéiert an debattéiert hunn. Ech wëll dofir e ganz, ganz besonnesche Merci de Kolleegen aus der Kommissioun an och de Vertrieder vum Ministère soe fir deen interessanten Austausch an déi produktiv Aarbecht.

Dat gesot, ginn ech heimadder den Accord vun der DP-Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Rapporter Claude Lamberty.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Mischo.

Discussion générale

M. Georges Mischo (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem Rapporter, dem Claude Lamberty, als Éischt emol e grousse Merci fir säin detailléierte schrëftlechen a mëndleche Rapport. Eppes emol direkt: Als CSV si mir prinzipiell fir d'Iwwerféierung vu Restopolis an eng eegestänneg Administratioun mat eegenem Budget an entspriechend groussem Handlungsspillraum. Dat mécht Sënn, eleng schonn opgrond vun der Envergure vum Aktiounsberäich vu Restopolis. Hei e puer Zuele vun 2019: 80 Restauranten, 52 Cafeteriaen, 5 Accueilstrukturen, 4 Internater, 72.000 Gäscht, dat heescht bal 2,7 Millioune Clientë pro Joer, bal 600 Leit Personal. Ausgaben: 35 Milliounen Euro. Recetten: 17 Milliounen Euro. An Dotatioun: 18 Milliounen Euro.

Als CSV bedauere mir awer, wéi ënner anerem och vu Landwirtschaftskummer a Chambre de Commerce kritiséiert, dass am Text keng Verflichtung festgeschriwwen ass, fir prioritär Produiten aus lokaler, regionaler an/oder biologescher Produktioun fir d'Preparatioun vun de Platen anzekafen.

Als CSV bedauere mer och, dass doduerch an duerch déi ganz zentralistesch Approche individuell a kleng lokal Produzenten de facto keng Chance hunn, fir hir Produiten u Restopolis kënnen ze verkafen.

Am Interessi vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft bedauere mer an deem Kontext och, dass am Comité d'accompagnement vu Restopolis, deen u sech eng gutt Saach ass, keen aktive Vertrieder aus dem Beräich vun der Landwirtschaft dran ass. Dat ass sécher net am Interessi vun der Promotioun vu lokal, regional a biologesch produzéierte Liewensmëttel.

Als CSV si mer der Meenung, dass et mat enger méi dezentraler Approche, bei där all eenzel Kantin e gewëssenen Handlungsspillraum hätt, duerchaus méiglech wier, fir beispillsweis geziilt saisonal Produite vun hei anzekafen. Dat wier fir all Client vun der Kantin, egal ob Schüler, Enseignant oder soss Mataarbechter, sécher eng Valeur ajoutée, fir punktuell typesch Lëtzebuerger Plate mat Zutaten aus Lëtzebuerger Produktioun zerwéiert ze kréien.

Als CSV weise mer och dorop hin, dass den Text keng Ausname fir de Verkaf vu Liewensmëttel vu Schüler am Kader vun engem karitative Projet virgesäit. Den Text seet och net, wat mat Produkter geschitt, déi an den Ausbildunge ronderëm d'Gastronomie an den eenzelne Schoule fabrizéiert ginn.

Als leschte Punkt, éier ech bei meng Konklusioun kommen, begréisse mir als CSV awer, dass bei der Restopolis-Tarifikatioun d'Prinzippie vun der sozialer Selektivitéit spille gelooss an déi Schüler ënnerstëtzt ginn, déi aus sozial méi schwaache Famillje kommen. Déi feelend sozial Selektivitéit hate mer jo och scho bei de gratis Mëttegiessen am Fondamental kritiséiert.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn elo am Numm vun der CSV eng Partie Kriticken, awer och eng Rei Verbesserungsvirschléi gemaach. Mir droen de Restopolis-Gesetzesprojet mat, well mam neien Text gëtt eigentlech eng eemoleg Geleeënheet geschafen, fir eis Lëtzebuerger Landwirtschaft an hir Produiten nohalteg ze ënnerstëtzen. Ob dat dann och geschitt, dat wäert d'Praxis eis weisen.

A fir dat am Detail ze préiwen, si mir als CSV der Meenung, dass d'Applikatioun vum Restopolis-Gesetz no zwee Joer muss evaluéiert gi vun enger onofhängeger Instanz. Et soll da gekuckt ginn, a wéi engem Mooss d'Produiten aus lokaler Produktioun zum Asaz komm sinn a wou muss nogebessert ginn, am Interessi vun der Lëtzebuerger Landwirtschaft, vun de groussen, awer och vun de méi klenge Produzenten. Well et muss wierklech verhënnert ginn, dass eise Baueren, déi souwisou scho mat héije Produktiounskäschten ze kämpfen hunn, mam neie Restopolis-Gesetz e ganz anere Marché laanscht d'Nues geet!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn domadder den Accord vun der CSV-Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mischo. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton (LSAP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Iessen an der Schoul, am Lycée an op der Uni huet e groussen Impakt op d'Wuelbefannen an op d'Gesondheet vun eise Kanner a Jonken. Am Schoulalldag an an der Kantin léiere si den nohaltegen Ëmgang mat Liewensmëttel an eng equilibréiert Ernärung. Dofir spillt d'Iessen an der Schoulkantin och laangfristeg eng grouss Roll fir d'Gesondheet vun

deene Jonken. Der LSAP ass et immens wichteg, datt all Kanner a Jonker an der Schoul an am Lycée Zougang zu gesondem an equilibréiertem Iessen hunn, och fir géint déi sozial Ongläichheeten an der Ernärung unzekommen.

Eist Iessen an d'Aart a Weis, wéi mer konsuméieren, huet awer och e groussen Impakt op eis Ëmwelt an eist Klima: Wou d'Liewensmëttel hierkommen, hir Qualitéit, wéi se hiergestallt a behandelt ginn, huet e groussen Afloss op eist Klima an op eis Ëmwelt. Eis als LSAP ass et och wichteg, datt d'Kantinnen an den ëffentleche Schoulen an Unien déi lokal, regional a bio Landwirtschaft ënnerstëtzen.

Mat iwwer 110 Restauranten a Schoulgebaier an Unien, ronn 45.000 Plate pro Dag an 3 Millioune Gäscht pro Joer ass Restopolis den zentralen Acteur, fir dës Ziler ëmzesetzen. Dofir begréisse mer als LSAP dëse Gesetzesprojet.

An éischter Linn kritt Restopolis en adaptéierte rechtleche Kader, dee sengen Aufgaben a Fonctiounen, déi Restopolis elo schonn erfëllt, an och sengem Budget Rechnung dréit. Restopolis gëtt also zu enger Administratioun ënnert dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend.

Am Gesetz ginn ausserdeem d'Missioune vu Restopolis verankert. Dat ass fir d'éischt emol déi generell Organisatioun an Exploitatioun vun de Kantinnen an de Lycéeën an an den Unien. Et geet awer och drëms, zu engem nohaltegen Ëmgang mat Ressourcen am Respekt vun der Ëmwelt, dem Klima an dem Déierewuel bäizedroen. An deem Sënn kritt Restopolis och den Optrag, verstäerkt op nohalteg Produktioune mat niddregem Afloss op d'Ëmwelt zréckzegräifen a fairen Handel ze ënnerstëtzen. Dofir soll Restopolis och d'Liewensmëttelverschwendung bekämpfen an e Plan national fir eng ekoresponsabel Offallgestioun ëmsetzen.

E weidere Volet ass d'Ernärungserzéiung. Restopolis kritt d'Missioun, Sensibilisatiounscampagnen ze organiséieren, fir eng ausgewoen an nohalteg Ernärung ze promouvéieren an och d'Enseignanten an dat sozio-edukatiivt Personal beim Theema gesond an nohalteg Ernärung ze ënnerstëtzen.

Eng lescht wichteg Missioun, déi ech gär ernimmen, ass, datt Restopolis den alldeeglechen Zougang zu enger héichwäerteger, gesonder an nohalteger Ernärung soll garantéieren. Dozou zielt explizitt och eng vegetaresch an eng vegan Offer, gradesou wéi eng net vegetaresch Offer. Als LSAP begréisse mer, datt d'Missioune vu Restopolis am Gesetz preziséiert ginn.

De Mouvement écologique begréisst nämlech a sengem Avis vun 2021 och ausdrécklech, datt regional a bio Produite souwéi déi vegetaresch a vegan Offeren explizitt am Gesetz genannt ginn. De Mouvement écologique ënnersträicht ausserdeem déi grouss Roll, déi Restopolis an der Ëmsetzung vum PAN-Bio spillt, souwéi och fir den „Energie- a Klimaplang Lëtzebuerg". An deem selwechten Avis dréckt de Mouvement écologique awer och Bedenken aus, datt d'Zentralisatioun vu Restopolis derzou féiere kéint, datt déi lokal Produzenten et méi schwéier wäerten hunn, fir Produiten u Restopolis ze verkafen, an huet dofir gefuerdert, datt d'Direktioune vun de Schoule méi Autonomie kréien, fir d'Offer vun de Kantinnen ze gestalten.

Änlech Bedenken hat och d'Landwirtschaftskummer an hirem Avis vum Juli 2022. D'Landwirtschaftskummer schreift, datt kleng Produzenten, besonnesch déi, déi Nischeproduiten ubidden, vum Verkaf u Restopolis ausgeschloss géife ginn, well Restopolis sech un den internationale Marché wende géif, fir méi grouss Quantitéite vu Wueren anzekafen.

De Mouvement écologique an d'Lëtzebuerger Landjugend a Jongbaueren hunn dëst Gesetz op sengem laange Wee vu ganz noem begleet. Der Zivillgesellschaft hir Revendicatioune sinn an eise Kommissiounssëtzungen diskutéiert an eescht geholl ginn. An als LSAP si mer frou, datt de Gesetzesprojet an dat neit Konzept vu Restopolis, Food4Future, déi Haaptrevendicatioune vun der Zivillgesellschaft berécksichtegen an een elo soen kann, datt mer mat dësem Gesetz e bedeitende Schrëtt no vir maachen, fir de Lëtzebuerger Betriber méi Debouchéen um lokale Marché ze erméiglechen.

Duerch déi digital Plattform „Supply4Future" kënne Betriber onofhängeg vun hirer Gréisst um Appel d'offres matmaachen. Bei den Appels d'offres ass de Präis vun der Wuer och net méi deen een entscheedende Krittär: Bioproduiten a lokal Produite gi privilegéiert a kréien esou och Prioritéit. An Zukunft wäert d'Dagesoffer vun de Kantinnen tëscht de Schoulen och méi variéieren. Dat gëtt de Kantinne méi Flexibilitéit an et gi méi kleng Quantitéiten u verschiddene Produite gebraucht. Deementspriechend ass et fir kleng a mëttelgrouss Produzenten elo méi einfach, hir Produiten an d'Restopolis-Kantinnen ze bréngen. Déi digital Plattform, déi vu September 2023 u wärend engem Joer getest gëtt, bréngt och méi Transparenz a Planungsssécherheet. Dat ass natierlech begréissenswäert. No dëser éischter Testphas muss natierlech eng Evaluatioun gemaach ginn, fir méi laangfristeg eng Solutioun ze fannen.

Zesummefaassend kann een also soen, datt Restopolis sech net nëmmen um administrative Plang weiderentwéckelt, mee och fir eis Landwirtschaft, eis Ëmwelt an d'Gesondheet vun eise Kanner a Jonken eng ganz Rei positiv Entwécklunge bréngt.

An domat ginn ech hei den Accord vu menger Fraktioun. Ech soen och nach dem Rapporter Merci fir säi Rapport an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Burton. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President. Et kéint ee mengen, mir géifen hei en zimmlech technescht Gesetz stëmmen, wat eng weider staatlech Administratioun schaaft. Et kéint ee vläicht och mengen, dass Schoulkantinne mat Entrée, Haaptplat, Dessert an eventuell e bësse Variatioun jo u sech alles liwweren, wat een esou vun enger Kantin erwaart. Et kéint een awer, wann een eng nohalteg, engagéiert an ambitiéis Ernärungspolitick fir eis Kanner a Jonk wëll hunn, och vill méi draus maachen. An dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, huet dës Regierung gemaach.

Dëst Gesetz huet nämlech enormt Potenzial a sech leien a liwwert richtungsweisend Äntwerten op wichteg Froen: Vu wou kommen d'Liewensmëttel, mat deene gekacht gëtt an déi eis Kanner a Jonk ënnert der Woch iessen? Wéi nohalteg a fair produzéiert sinn dës Liewensmëttel? Wéi kënne kuerz Transportweeër a biologesch Landwirtschaft ënnerstëtzt ginn? A gëtt et och an eise Kantinne planzlech Alternativplaten? Sinn d'Menüe gesond an equilibréiert?

Iwwer dës Facteuren huet sech Restopolis scho virun enger ganzer Rei Jore Gedanke gemaach an den deemolege Projet Food4Future an d'Liewe geruff. Hei gouf de Liewensmëtteloffall, d'Verpackungen, mee och vegan a vegetaresch Alternativen an Ugrëff geholl. Restopolis ass sech also scho wäit virun dësem Gesetz senger Verantwortung a puncto Nohaltegkeet duerchaus bewosst gewiescht.

Am initiale Gesetzestext war dës Ambitioun awer leider kaum ersiichtlech, wat meng Fraktioun duerchaus bedauert huet. Eis Haapterwaardunge waren notamment un dëst Gesetz, dass eng ausdrécklech a prezis Verflichtung vu Restopolis am Beräich Nohaltegkeet dran ze fanne wier, dass e maximalen Asaz vu lokalen a biologesche Liewensmëttel am Gesetz definéiert wier, eng ausdrécklech Verflichtung, fir vollwäerteg vegetaresch a vegan Platen unzebidden, d'Berécksiichtegung vum Déierewuel a vu Fairtrade-Produiten an d'Stäerkung vun der Transparenz an der Konsumentebedeelegung am Kontext vum Comité d'accompagnement.

D'Landwirtschaftskummer, d'Lëtzebuerger Landjugend a Jongbauere geneesou wéi de Mouvement écologique hunn an diverse Stellungnamen an Entrevuë ganz änlech Fuerderungen un d'Restopolis-Gesetz geäussert. Et ass och dank hinnen, dass dës Fuerderungen an den Amendementer vun dësem Gesetz berécksiichtegt goufen. D'gréng Fraktioun felicitéiert hinnen, mee natierlech och dem Här Minister, fir d'Plattform Supply4Future gegrënnt ze hunn. Dës Plattform erméiglecht den Akaf vun nohaltegen a lokale Produiten a schätzt eis regional Landwirtschaft wäert a virun allem och kleng Betriber an d'Biolandwirtschaft.

Här President, mat dësem Gesetz iwwerhëlt de Staat eng Virreiderroll, an zwar do, wou et besonnesch zielt, nämlech bei der Gesondheet an der Bewosstsinnsbildung vun eise Kanner a Jonken. Mir stäerke gläichzäiteg eis lokal Produzent/innen an hir Produiten an erméiglechle Restopolis en effizienten Akafsmanagement. Dëst Gesetz ass e Modellbeispill, wéi Nohaltegkeet eng Win-win-Situatioun fir all Bedeelegt duerstellt, a bréngt dobäi de praktesche Beweis, dass d'Krittären am Beräich vun der ëffentlecher Beschafungspolitick duerchaus eng nohalteg Ausriichtung vun der Akafspolitick fërdere kënnen.

Éier ech zum Schluss kommen, wëll ech kuerz nach ee Punkt erviersträichen, deen der nationaler Schülervertriedung CNEL ganz besonnesch wichteg war. Säit ville Joren ass d'Theema Iessen an de Schoulkantinnen eent, wou si sech ganz staark fir d'Interête vun der Schülerschaft asetzen an awer oft net esou richteg d'Gefill haten, Gehéier fonnt ze hunn. Mam Comité d'accompagnement, wou d'Schülerschaft, d'Direktioun, d'Elteren, mee och eng Rei Ministèrë vertruede sinn, gëtt elo eng wichteg Ulafstell geschaf, bei där och dank engem zweejärleche Rapport e reegelméissege Suivi vun dësem Gesetz a senger ganzer Ëmsetzung gemaach gëtt.

Ech sinn houfreg, dass mer haut e Gesetz stëmmen, dat méi mécht wéi d'Schafe vun enger Restopolis-Administratioun. Mir stëmmen e Gesetz, dat eng Win-win-Situatioun fir eis Schüler an Enseignanten duerstellt a fir eis lokal Landwirtschaft. An dofir ginn ech ganz, ganz gären den Accord vun der grénger Fraktioun a soen dem Rapporter Claude Lamberty e grousse Merci fir säin ausféierleche Rapport.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen der Madamm Bernard Merci a ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, merci och dem Rapporter fir dee Rapport, deen en hei gehal huet. Restopolis gëtt hei zu enger Administratioun. Domadder kënne mer ganz gutt averstane sinn, dat bréngt eng Partie Verbesserunge mat sech, och wa mer awer trotzdeem op verschidde Problemer hiweisen, wéi zum Beispill, dass am Comité d'accompagnement effektiv kee Vertrieder vun der Landwirtschaft ass an dass och eng méi dezentral Organisatioun vun deem Ganze

vläicht besser wier, fir eebe grad méi lokal kënnen ze schaffe mat lokale Produzenten. A mir zweifelen drun, ob elo wierklech hei immens vill lëtzebuergesch Produkter wäerte proposéiert gi bei Restopolis. Do kéint ee sécherlech nach méi maachen, mee trotzdeem begréisse mer d'Gesetz awer.

Et ass gesot ginn hei: „Gesond an equilibréiert soll d'Iesse sinn." Jo, richteg. Et soll awer och gutt sinn. An ech mengen, ech war laang genuch an engem Lycée, ech hat vill Kontakt mat Schüler a vill Proffen, déi ech nach kennen, a ganz oft gëtt et awer un der Qualitéit, déi do zerwéiert gëtt, Mängel, déi d'Leit feststellen. Se sinn net ganz zefridden. Mir wëssen alleguer, dass eng Kantin net e Stärerestaurant ass, mee trotzdeem sollt am Fong derfir gesuergt ginn, dass d'Iesse wierklech esou gutt ass wéi méiglech, well dann huet et och esou vill Succès wéi méiglech.

Et ass och gutt, wa gesond Iesse proposéiert gëtt. Et ass gutt, wa lokaalt Iessen ugebuede gëtt. Alles dat ass gutt, och fir e Beispill ze weisen, wéi da gesond Iessen ausgesäit. Et ass geschwat ginn hei vu „Valeure léieren". Jo, Valeure léieren, mee et muss een awer och soen: D'Bierger, a besonnesch déi Jonk, sollen e fräie Choix hunn, fir hiert Liewen ze gestalten ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | ... a besonnesch fir fräi ze entscheeden, wéi se sech ernäre wëllen, wat se iesse wëllen.

An hei huet d'Regierung am Fong schonn decidéiert gehat viru Méint, dass a verschiddene Schoulkantinnen zum Beispill méindes kee Fleesch méi däerf zerwéiert ginn. E „Veggie-Day" ass vläicht an den Ae vu munchen näischt Schlëmmes, an dach ass et en Agrëff an d'Fräiheet vun de Bierger, sech esou ze ernären, wéi si dat wëllen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Richteg!

(Interruptions)

M. Fred Keup (ADR) | Jiddereen huet d'Recht, fir kee Fleesch oder keng Mëllechprodukter z'iessen, et ass e respektabele Choix, fir sech just vegetaresch oder just vegan ze ernären, mee dat soll e perséinleche Choix bleiwen an däerf net aneren opgezwonge ginn. Dat ass awer mam Veggie-Day gemaach ginn: De Schüler gëtt de Choix ewechgeholl.

(Interruptions)

Dass Schoulkantinnen all Dag eng méiglechst variéiert Offer un Uebst, Geméis, awer och Fleesch a Fësch ubidde sollen, ass eng Selbstverständlechkeet. Mee dass e Minister oder eng Regierung e Menü virschreift a Fleesch verbitt, a sief dat bis elo nëmmen een Dag an der Woch, méindes, dat ass net akzeptabel fir eis a gëtt glécklecherweis vun de Schüler och net akzeptéiert. A wann ee bei de Lycéeë ronderëm geet, da gesäit een iwwerall Gruppe vu Schüler an der Mëttesstonn, déi sech Iesse kafen, dat, wat se wëllen, wou se wëllen. Déi eng sti beim Bäcker, déi aner beim Metzler, déi aner ginn an de Restaurant, kafe sech eppes Italieenesches, eppes Chineesesches, ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, Président | Hei wannechgelift.

M. Fred Keup (ADR) | ... kafe sech en Döner – alles gutt – oder se ginn an de Supermarché a kafe sech do färdeg Produkter oder Séissegkeeten. Alles dat ass méiglech an dat geschitt, well eeben an der Kantin verschidde Restriktioune gëllen, déi net misste gëllen. An dofir soe mir ganz kloer als ADR: Léif Politick, loosst d'Fangeren ewech vum Menü vun onse Kanner!

Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Charles Margue (déi gréng) | Méi domm geet et net!

(Interruptions)

M. Fred Keup (ADR) | Méi domm geet et net!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Keup. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Wannechgelift, Här Margue. Dat doten ass awer en Tounfall, deen ass an dësem Haus net ubruecht!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, d'ëffentlech Kantinne si potenziell e groussen Hiewel, fir d'Landwirtschaft nohalteg ze veränneren. Regional produzéiert Liewensmëttel reduzéieren den Ausstouss vun Zäregase beim Transport a schafe sënnstëftend Aarbechtsplazen an der Regioun. D'biologesch Produktioun reduzéiert den Drock op d'Ekosystemer a schützt d'Aartevillfalt. Ëffentlech Kantinnen, déi regional a biologesch Produiten zerwéieren, droen zu enger gesonder an héichwäerteger Ernierung vun de Schüler/innen an dem Schoulpersonal bäi.

Une voix | Très bien!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | An zousätzlech géifen dës ëffentlech Kantinnen och bedeiten, datt d'Aarbechtsbedingunge beim Kantinspersonal garantéiert gläich wären.

Här President, Restopolis soll an Zukunft eng eegestänneg ëffentlech Verwaltung ginn. déi Lénk hu kee Problem mat der Schafung vun enger ëffentlecher Verwaltung. Am Géigendeel: Eng effikass an eegestänneg Verwaltung ka sécherlech positiv Akzenter setzen. Mee d'Ziler, déi dës Verwaltung verfollege soll, mussen awer kloer am Gesetz stoen.

Dëst soll awer net doriwwer ewechtäuschen, dass déi allermeescht Schoulkantinnen, bis op zéng nach just, vun dräi grousse Privatentreprisen exploitéiert ginn. Dëst bedeit natierlech, dass d'Aarbechtsbedingungen an d'Salairen tëscht den direkt bei de Schoulen agestallte Leit an dem Personal vun dëse Privatentreprisë kënnen ënnerschiddlech sinn. An engem ëffentleche Service dierft et an eisen Aen esou Zoustänn net ginn.

Fir ze verhënneren, dass duerch d'Privatiséierung vun de Schoulkantinnen och Schüler/innen a Personal an de Schoulen ënnerschiddlech behandelt ginn, sief et bei den Tariffer oder der Qualitéit vum Iessen, huet d'Regierung dëse Projet de loi op de Wee bruecht. Mee mir gi méi wäit: D'Schoulkantinnen an den ëffentleche Schoule mussen an eisen Aen alleguer an direkter an ëffentlecher Regie bedriwwe ginn. Mir sinn nämlech der Opfaassung, dass grad d'Privatiséierung vun de Kantinnen der biologescher a regionaler Ernierung an de Schoule ganz oft am Wee steet.

Här President, am ursprénglleche Projet de loi sinn d'biologesch a regional Erzeugnisser awer net an den Zilsetzungen oder de Missioune vun der neier Verwaltung virkomm. Et gouf och keng kloer chiffréiert Ziler, et war éischter eng Absichtserklärung. D'Opklärungsaarbechten, d'Workshoppen, d'Reunioune vum Mouvement écologique an de Bauereverbänn hunn hei gewierkt. Et muss ee wierklech soen, dass de Minister en oppent Ouer hat a verschidde Virschléi, déi immens wichteg sinn, mat opgeholl huet.

Esou ass zum Beispill eng digital Plattform geschafe ginn, wou all Betrib, kleng, mëttel oder grouss, un enger Ausschreiwung deelhuele kann. Den Ofsazmaart ass domadder fir d'landwirtschaftlech Betriber immens gewuess a se kënnen all hir Erträg hei ubidden.

Donieft huet de Minister agesinn, datt de Präis vun de Wueren net kann den ausschlaggeebende Krittär sinn, mee et sollen déi biologesch bezéiungsweis déi regional Produite gefërdert ginn an dowéinst dann och Virrang hu vis-à-vis vun anere Krittären. Dat ass an eisen Ae ganz richteg esou.

Den Usproch, dass an all Kantin am Land déi selwecht Menüen zerwéiert musse ginn, ass och ewechgefall. Hei huet sech d'Logik vun der Vilfalt an de kuerze Weeër duerchgesat. Déi vegetaresch an déi vegan Ugebueter sollen an de Kantinne weider developpéiert an zur Reegel ginn. Dëst kënnt der Landwirtschaft an dem Gaardebau hei am Land zegutt.

Dës Approche steet endlech emol net der regionaler a saisonaler Ernierung am Wee, well déi entspriechend Quantitéiten zu all Moment zu Lëtzebuerg kënne produzéiert ginn a kleng Produzente soumat och net méi ausgeschloss sinn. Hei gëtt endlech eng Bedingung geschafe fir eng qualitativ héichwäerteg an equilibréiert Offer an de Kantinnen.

Här President, mir als déi Lénk verstinn dës nei Verwaltung als eng zentral Koordinatiounsstell vu regionale Reseauen aus Schoulkantinnen a Produzenten, déi am Echange mateneen d'Menüen opgrond vun der méiglecher Offer festleeën an dobäi d'Ziler vu Regionalitéit, Saisonalitéit a biologescher Hierstellung verfollegen, wat jo ganz gutt machbar ass mat der neier digitaler Plattform. D'landwirtschaftlech Betriber sollen hei mat Hëllef vu laangfristege Kontrakter mat de Kantinnen och Planungssécherheet kréien. D'Aarbecht an de landwirtschaftleche Betriber kann iwwert dëse Wee opgewäert an d'Schafung vun neien an d'Rekonversioun vu bestoende Betriber dynamiséiert ginn. An esou engem regionale Kontext kënnen och d'Notzer/inne vun de Kantinnen an aner lokal Acteuren an d'Ausriichtung vun der Offer matabezu ginn.

Nach e grousse Merci un de Rapporteur fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport a merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. An da wier et um honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci als éischt dem Rapporter fir de gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport. Fir direkt op eppes anzegoen: Ech hu mech elo nach eng Kéier ganz séier renseignéiert an ech sinn op d'Websäit vu Restopolis gaangen an ech hu mol d'Menüe vu verschiddene Schoulkantinnen dës Woch an d'lescht Woch gekuckt. An do hunn ech erausfonnt, datt et kee kohärenten a permanente Veggie-Day méindes gëtt, mee datt dat – an ech hunn och extra nach eng Kéier de Minister gefrot – just op Demande vun de Schülerkommiteeë geschitt.

Une voix | Ou?

(Exclamations)

M. Sven Clement (Piraten) | An ech mengen, mir sinn hei am Haus vun der Demokratie, da sollt ee jo awer demokratesch Decisiounen an enger Schoul och respektéieren.

M. Fred Keup (ADR) | Opzwéngen!

M. Sven Clement (Piraten) | O, Här Keup, wësst Der ... Kommt, mir fänken emol un. Dir sot hei „opzwéngen".

(Interruption par M. Fred Keup et coups de cloche de la présidence)

Är Partei steet dach der kathoulescher Kierch esou no. Ech verstinn also net, firwat Dir Iech hei iwwer e Veggie-Day opreegt. Wann et fréier freides kee

Fleesch gouf, ma da gëtt et elo méindes kee Fleesch. Ech weess net, wou do de Problem läit, Här Keup.

(Hilarité et interruption par M. Fred Keup)

O jo, also schwätzt mir net bei der kathoulescher Kierch vu Fräiwëllegkeet, dat ass jo och gutt.

(Coups de cloche de la présidence)

Also, zréck zum Projet de loi. Zil vun dësem Projet ass also, ...

(Interruptions et hilarité)

Nee, ech kommen awer zréck zum Zil vum Projet de loi, Madamm Lorsché.

... datt mer endlech Restopolis en neie legale Status ginn. Wann ee weess, datt Restopolis jo net nëmmen an de Schoulkantinnen an op der Uni aktiv ass, mee och bei verschiddene Verwaltungen, ass dat, mengen ech, och richteg, datt den Educatiounsministère zwar nach involvéiert ass, mee datt mer et propper als Administratioun gesinn, déi sech fir d'Restauration collective asetzt.

A grad den Aspekt vum gesonden Ernieren ass fir eis Piraten awer immens wichteg a mir si frou, datt deem zum Deel och hei an deem Projet de loi Rechnung gedroe gouf. Et solle méi gesond Platen ugebuede ginn, an ech mengen, wie sech d'Menüe vu Restopolis ukuckt, dee mierkt, datt et u sech, jee no Gebai, jee no Gegeebenheet, awer e ganz balancéierte Menü gëtt. Eppes fir jiddwereen, eppes, wou all Schüler säi fräie Choix kann treffen, wat en dann deen Dag wëllt iessen oder net, am Respekt vun demokrateschen Decisiounen, déi zesumme mat de Schülerinnen a Schüler geholl ginn.

Och bei den Aspekter vu Regionalitéit a Saisonalitéit huet sech villes gebessert. Ech soen: „Et huet sech villes gebessert." Ech soen awer och: Et geet eis nach net duer! Och wann dat neit Agrargesetz eréischt muer um Ordre du jour steet, sou ass den Aspekt ... Net muer, pardon, haut, haut. Do gesitt Der, et ass d'nächst Sitzung, also fir mech war dat am Kapp muer. Mir gesinn eis jo de Mëtte schonn nees erëm. Also, wann et de Mëtten um Ordre du jour steet, da muss ee jo awer soen, datt de Marché vu Restopolis e wichtege Marché ass fir eis Lëtzebuerger Baueren. An datt mer all Dag do Dausende Platen zerwéiere mat vill Uebst a Geméis, ass eng gutt Saach, mee et sollt een do, mengen ech, och nach nei Weeër, nach weider Weeër goen, an ech mengen, dat hu verschidde Virriedner virdrun och scho gesot.

Dann, wa mer méi regional, méi saisonal iessen, kënnt dat eiser Ëmwelt zegutt, dat kënnt awer och der Gesondheet vun de Schülerinnen a Schüler zegutt a virun allem schafe mer domadder och erëm e Bewosstsäin. Well et däerf een net vergiessen, wat fir en Impakt och Restopolis huet. Duerch hir Offer, duerch hir Menüen, déi awer vun de Schüler/inne consultéiert ginn an dann duerno consomméiert ginn, huet een natierlech en Impakt, an dee sollt een notzen.

Den zweeten Aspekt dovunner ass dann déi equilibréiert Ernierung. A mir hunn hei viru Kuerzem am Kader vum Sport driwwer geschwat, datt d'Leit ëmmer méi déck ginn a verschidde Krankheete wéi Diabeetes an Häerz-Kreeslaf-Krankheeten ëmmer méi zu Vollekskrankheete ginn, an do kann ee fréizäiteg usetzen. Wann een eng gesond Ernierung schonn an der Schoul zum Standard mécht an eebe grad verhënnert, datt d'Schülerinnen an d'Schüler ausserhalb vun der Schoul sech ongesond ernäre ginn, dann ass dat, mengen ech, ganz wichteg. An nieft dem Sport ass d'Ernärung de wichtegste Pilier, fir eebe gesond opzewuessen.

Wa mer awer d'Realitéit kucken, dann ass et esou, datt vill Leit net genuch iwwert déi equilibréiert Ernierung wëssen. An dobäi kënnt, datt de finanzielle Background vun de Familljen heefeg en Hindernis dozou ass. Well gesond Iesse kascht. Jo, et kascht leider méi wéi Junkfood. An dofir ass et ëmsou méi wichteg, datt mer och hei an deem Projet nach eng Kéier kloer Tariffer festleeën, eeben och fir Schülerinnen a Schüler respektiv Apprenanten, déi vläicht aus enger Famill kommen, wou se e bësse méi Hëllef brauchen. Well net fir näischt heescht et haut nach, datt aarm si krank mécht a krank sinn heefeg och nach aarm ka maachen. An ech hoffen, datt mer mat deem heite Projet do zumindest e klengen Deel fir méi Gerechtegkeet kënne suergen. Domadder ginn ech den Accord vun de Piraten.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | Merci, Här President. Et ass ganz bestëmmt net falsch, Kanner a Jugendleche bäizebréngen, sech gesond ze ernieren, an och op d'Follgen opmierksam ze maachen, déi eng falsch Ernierung ka mat sech bréngen. Dat soll och duerchaus an der Schoul geschéien. Ob dat awer elo an de Restaurante muss geschéien, ass eng aner Fro.

Och datt mer regional an national Produkter privilegéieren, ass luewenswäert a kéint an all Cahier des charges vun all Ausschreiwung vun all Restaurant stoen, dee jo da privat verlount gëtt.

Musse mer alt nees eng ëffentlech Verwaltung grënnen? Do sinn ech dezidéiert anerer Meenung. De Staat muss sech net an all Liewensberäich amëschen. E soll liberal denken an handelen, e schlanke Staat sinn. Dat musse mer och an Zukunft, eleng schonn duerch eis finanziell Situatioun. E soll deene Leit dat iwwerloossen, déi dat dote kënne maachen, quitte datt an engem Cahier des charges Obligatiounen drastinn.

An da wollt ech just nach ee Wuert soen zu mengem Piratefrënd. Et ass falsch ze behaapten, gesond Iesse wier méi deier wéi Junk Food. Dat seet em een, deen eppes dovu kennt als ee vun deenen zwee eenzege Restaurateuren, déi hei an der Chamber sëtzen.

Ech wäert also leider Gottes dëse Projet net kënne matstëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Reding.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, e grousse Merci och fir déi breet Zoustëmmung an Ënnerstëtzung hei, souwuel wat d'Perspektiven an d'Ambitioune vu Restopolis ubelaangt, wéi awer och zu dësem Text. E Merci natierlech och un de Rapporter Här Claude Lamberty, deen eis hei scho ganz vill Detailer erkläert huet.

Datt Restopolis net eréischt zanter dësem Text probéiert, och Kantinnen an de Schoulen, déi Plaz, wou mëttes zesumme giess gëtt, ze notzen, fir eng ganz Rei vun anere Messagen ze vehiculéiere respektiv och aner Wäerter mat ze transportéieren an ze respektéieren, dat wësse mer zanter Laangem. Eng gesond Ernärung steet am Mëttelpunkt. Grouss Initiative goufe geholl, fir méi nohalteg ze ginn, souwuel an der Produktioun wéi awer och an der Consommatioun. Däitlech konnt de Plastik reduzéiert ginn, Anti-Gaspi-Campagnë si geschitt an et ass och gekuckt ginn, datt eeben net ze vill produzéiert gëtt par rapport zu där Demande, déi dann och reell do ass.

Hei ass scho gesot ginn, datt een, wann de Schülerkommitee dat och ënnerstëtzt an am beschte Fall och eng Kéier bei de Schülerinnen a Schüler sondéiert huet an de Gebaier, dann och emol kann e Veggie-Day maachen. Allgemeng ass déi Offer vu veganen a vegetaresche Platen awer däitlech an d'Luucht gaangen nieft der genereller Offer, jo, muss een awer soen, déi een do huet. A wann ee sech do u seng eege Schoulzäit erënnert, da kënnt ee sech awer scho vir, wéi wann een do – soe mer mol – e Véier-Stäre-Luxair-Katalog-Standard hätt, wann een a gewësse Schoulkantinnen erakënnt, wann een tëscht Pizza a Grillade an Zalotebuffet an Dessertsbuffet do wierklech dat ka sichen, wat engem schmaacht, wat och nach gesond ass a wou een dann och dee Moment nach Loscht drop huet.

Eng aner Zilsetzung – an och déi gëtt hei nach eng Kéier verankert mat dësem Gesetz, mee se entsprécht awer och schonn der Volontéit vu Restopolis bis elo –, dat ass natierlech, datt mer méi lokal kënnen akafen, datt mer och méi biologesch Produite kënnen akafen, ech denken, och biologesch Produite sollen akafen, fir och enger breeder Schülerschaft, déi eropwiisst, kënnen d'Virdeeler vun de Bioproduiten ze vermëttelen, well se vläicht doheem net alleguerten an de Genoss dovunner kommen.

An dat huet och zu Erfolleger gefouert. Wann ee kuckt, datt mer 2020 – dat ass jo nach net esou ganz laang hier – bei de bio-lokale Produite just bei 5 % vun allen Acquisitiounen an allen Akeef vu Restopolis louchen, sou louche mer am Mäerz 2023 scho bei 17 %. A mir haten eis jo och zesumme mam Agrarministère am PAN-Bio 2025 Ziler gesat, déi fir 2023 op 14 % gesat waren. Dat heescht, mir sinn nach eng Kéier méi schnell virugaange wéi déi ambitiéis Ziler, déi mer eis am Joer 2020 gesat haten.

D'selwecht ass et ... oder eigentlech nach eng Kéier méi däitlech ass et bei de reng lokale Produiten, wou mer 2020, also virun dräi Joer, bei 30 % louche vun allen Akeef an elo am Mäerz 2023 bei 67 % vun allen Akeef vu Restopolis, déi lokal gemaach ginn. Am PAN-Bio hate mer fir dëst Joer 42 % uviséiert, mir hu se also bei Wäitem depasséiert, an dat fannen ech wierklech formidabel an dat ënnersträicht och nach eng Kéier d'Volontéit vun de Responsabele vu Restopolis, fir an déi dote Richtung ze goen.

Wat net onbedéngt elo am Detail hei am Gesetz steet, wat awer, denken ech, mat dee wichtegsten Impakt wäert hunn, souguer bis hin op d'Entwécklung vun der Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg, dat ass de ganze Programm an de Mechanissem „Supply4Future", fir eeben och der Lëtzebuerger Landwirtschaft d'Méiglechkeet ze ginn, sech der Demande vu Restopolis no hin unzepassen. Well wa mer nach méi Bioproduite wëlle kafen, wa mer nach méi lokal wëllen akafen, wa mer nach méi bio-lokal wëllen akafen, da geet dat jo nëmmen, wann deementspriechend d'Produktion och hei zu Lëtzebuerg an der Regioun an och biologesch Produktioun stattfënnt, well soss si mer do limitéiert, soss ass de Marché dach awer ganz schnell um Enn.

A mir schwätzen haut – an de Chiffer ass hei de Moien e puermol genannt ginn – vun 3 Millioune Clientë pro Joer. Et geet also hei och ëm en enorme Volume, ëm deen et geet. An do denken ech, muss d'Landwirtschaft zu Lëtzebuerg sech och deementspriechend kënnen ëmstellen.

Bei „Supply4Future" steet eeben och eng digital Plattform am Mëttelpunkt, wou mer souwuel Transparenz kënne schafen – Wat brauch Restopolis zu wat fir engem Zäitpunkt an a wat fir enger Quantitéit? – an domadder déi lokal Produzenten och mëttel- a laangfristeg kënne plangen an eventuell och hir Produktioun kënnen upassen, vläicht souguer och kënnen hir Produktioun op Bioproduktioun – an dat ass jo e Prozess, deen net vun haut op muer geet – ëmstellen, well se wëssen, datt do e groussen Abneemer hanendrun ass.

Jo, dat ass eng Innovatioun. Jo, déi Innovatioun baséiert och op dem Marché-publics-Gesetz, wat bewosst déi dote Méiglechkeet zouléisst. Mee ech denken, et ass bis elo nach net ganz dacks applizéiert ginn, fir erëm ze soen: „Mir setzen och Nohaltegkeetskrittäre bei den Auswalkrittär mat dran an eeben net nëmmen de Präis." Jo, de Präis, deen zielt och nach an Zukunft, mee eebe lokal a bio, déi zwee Krittären, déi zielen eebe méi wéi insgesamt de Präis. An dat ass déi grouss Innovatioun, jo, déi mer och mam Mouvement écologique a mat de Jongbaueren an der Landjugend zesummen diskutéiert hunn, fir op deen dote Wee kënnen ze goen, a wou mer amgaange sinn, déi Plattform jo ze testen an enger Pilotphas, fir ze kucken, ob se och wierklech kann arodéiert ginn an dann och herno ka verallgemengert ginn, soudatt souwuel sämtlech Schoulkantinne respektiv all aner Kantinne vu Restopolis wéi awer och op der anerer Säit déi lokal Produzenten do kënne matmaachen.

Ech wëll hei nach eng Kéier ënnersträichen, datt mer hei villes mateneen ënner een Hutt probéieren ze kréien an awer och bis elo kréien. All déi Aspekter vun Ernärungserzéiung, all déi Aspekter vun Anti-gaspillage, all déi Aspekter vu Sech-gesond-ernären, all déi Aspekter awer och vun deem soziale Moment, mëttes convivial beieneenzesëtzen an och do emol eng Kéier e Break ze maachen an engem stressege Schoulalldag – an ech denken, dat gëllt souwuel fir d'Schüler wéi awer och fir d'Enseignanten –, déi ginn hei probéiert, matafléissen ze loossen, donieft awer och nach Entwécklungen, déi ganz kloer sinn an déi vun de Schülerinnen a Schüler kommen, hin zu méi vegetaresche Platen, hin zu vegane Platen, déi kënnen ze begleeden an och duerch eng attraktiv vegetaresch a vegan Offer kënnen dann och zefriddenzestellen, wéi awer och eeben elo nach eng Kéier ze kucken: Vu wou kënnt d'Matière première hier a wéi gëtt se produzéiert? Dat si scho ganz vill Krittären, déi mussen ënner een Hutt kommen.

An dann ass et awer scho remarkabel, datt d'Frequentatioun vu Restopolis, vun de Kantinnen an de Schoule permanent eropgeet, an dat an engem Mooss, dat méi staark ass, wéi d'Croissance démographique, also och d'Schülerzuelen an de Schoulen, sech entwéckelt huet. An dat weist nach eng Kéier, datt et och d'Qualitéit ass, datt et och d'Offer ass, déi finalement awer bei de Schüler an och bei den Enseignanten ukënnt, an dat ass finalement nach ëmmer dat Allerwichtegst.

Villmools merci, Här President.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7792. Den Text steet am Document parlementaire 7792[12].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7792 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme géint 1 Nee-Stëmm ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Francine Closener), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

A voté non : M. Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

3. 7977 – Projet de loi relative à l'obligation scolaire et portant modification :
1° de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;
2° de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves

Mir kommen dann zum Projet de loi 7977 iwwert d'Verlängerung vun der Schoulflicht bis 18 Joer. An ech ginn direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | Merci villmools fir d'Wuert, Här President, mee an dësem Gesetz geet et ëm vill méi. Et geet ëm weesentlech méi wéi just d'Verlängerung vun der Schoulflicht op 18 Joer. Et geet ëm d'Ziler an d'Wäerter an eisem Schoulwiesen, et geet ëm de Contrôle vun der Schoulflicht, et geet ëm alternativ Strukturen, fir Schoul ze halen, an natierlech, Här President, Dir hutt Recht, d'Verlängerung vun der Schoulflicht op 18 Joer.

Duerch d'Kannerrechtskonventioun vun 1989, déi Lëtzebuerg 1993 ënnerschriwwen huet, kritt all Kand d'Recht, an d'Schoul ze goen. Wa mir hei am Land déi demografesch a soziologesch Entwécklung betruechten, awer och d'Diversitéit vun eiser Gesellschaft, d'Entwécklung vum Wëssen, déi sozioekonomesch a soziofamiliär Besoinen, de Wuesstem vun der Bevëlkerung, déi och ëmmer méi heterogeen gëtt, da muss een awer feststellen, dass Lëtzebuerg ëmmer e grousse Wäert drop geluecht huet, dass d'Kanner an déi Jugendlech eng qualitativ héichwäerteg Bildung an Ausbildung kritt hunn, fir dass si an hirem Liewen an an eiser Gesellschaft reusséieren, an der Schoul, um Aarbechtsmaart, dass si sech wuel fillen an dass se och sozial integréiert ginn. Mat dësem Gesetz gi generell Normen opgestallt, déi fir all Unterrecht, fir all Enseignement, gëllen.

E puer Wuert awer zu der Geschicht vun der Schoul zu Lëtzebuerg: Et war 1774, ënnert dem Règne vun der éisträicheschen Keeserin Maria Theresia, wéi d'Schoulflicht fir d'éischt bei eis ernimmt gouf. D'Wirre vun eiser Geschicht wollten awer, dass se ni applizéiert ginn ass. Am 19. Joerhonnert war eist Land nach gréisstendeels op Agrikultur opgebaut. Vill Kanner hate keen Zougang zu de Schoulen a konnten dofir och weeder liesen nach schreiwen. 1881 gouf dunn d'Schoulflicht zwar bei eis agefouert, mee et ass ni zum gewënschten Erfolleg komm.

Et war eréischt mam Gesetz vum 10. August 1912, dass eist Land säin éischt Schoulgesetz krut. An dat Gesetz muss e gutt Gesetz gewiescht sinn, well obschonns et ganz oft ofgeännert ginn ass, huet et bal 100 Joer gehalen. D'Gesetz vun 1912 huet eng Schoulflicht vu siwe Joer festgehalen an d'Kanner sollte mat sechs Joer ageschoult ginn. D'Gemenge konnten déi Schoulflicht op aacht Joer ausbauen. 1976 gouf déi obligatoresch Spillschoul agefouert an de Contrôle vun der Schoulflicht louch bei de Gemengen.

Am Joer 2009 koum et dunn zu enger grousser Schoulreform – a Verschiddener heibanne wäerten déi matgestëmmt hunn – an d'Schoulflicht gouf op zwielef Joer ausgedeent, also bis zum 16. Liewensjoer. Heimat gouf versicht, de Kanner eng besser Ausbildung unzebidden, hir Chancë fir ze reusséieren ze erhéijen an d'Unzuel vun de Schoulofbriecher, den „décrocheurs scolaires", erofzedrécken. A genee dat ass och d'Zil vun dësem Gesetz, wann et ëm eng Verlängerung vun der Schoulflicht op 18 Joer geet: d'Unzuel vun de Kanner, déi ouni Diplom aus der Schoul erausginn, erofzedrécken.

Dat Zil erreeche mer natierlech net, wa mer déi Jonk einfach zwee Joer weider an enger Schoulbänk parken, mee wa mir genee op d'Besoinen an op d'Kompetenze vum eenzelne Jugendlechen aginn a kucken, wat si mat hirem Liewe wëlle maachen. Ech brauch Iech net ze soen, wéi schwéier et dobaussen um Aarbechtsmarché ass. An et ass nach vill méi schwéier, wann een ouni Diplom probéiert, eng Schaff ze fannen. Et ass schwéier, sech eropzeschaffen, an et ass schwéier, sech e Liewen opzebauen.

An dofir ass eng holistesch, eng ganzheetlech, Approche, fir de Jugendlechen ze betreien an awer och fir ze kucken, firwat hien oder hatt net méi wëll an d'Schoul goen, op seng Problemer anzegoen an hien ze begleeden, jo, quasi eng Eent-zu-eent-Begleedung, déi richteg Approche.

E puer Zuelen, déi dat hei ënnermolen: Am Laf vum Schouljoer 2020/2021 hunn 1.736 Schüler d'Schoul ofgebrach – ouni Diplom! 647 dovunner haten ënner 18 Joer, an de Peak läit an der Alterskategorie tëschent 17 an 18. 637 (veuillez lire: 647), dat si 37 % heivunner. All Joer hu mer tëschent 500 a 600 Jonker (veuillez lire: tëschent 500 a 650 Jonker) ënner 18 Joer, déi net méi an d'Schoul ginn, déi decrochéieren an awer keng Aarbecht fannen an och net schaffe ginn.

D'Ursaachen, fir d'Schoul ouni Ofschloss ze verloossen, si mannegfalteg: Manktum u Motivatioun, déi falsch Formatioun erausgewielt, schlecht orientéiert ginn oder och gesondheetlech Problemer. Dat sinn oft déi Grënn, déi vun deene Jonken ugefouert ginn. Et handelt sech bei deene Jonken awer oft ëm Kanner aus

defavoriséierte Familljen, awer och ëm Jonker, déi e Problem mat der Disziplinn hunn.

Zanter 2009 sinn eng Rei Strategien appliziéiert ginn, fir d'Kanner an der Schoul ze halen an ze kucken, dass se all en Diplom kritt hunn, wa se d'Schoul verlooss hunn. Ech nennen der just e puer: déi international Schoulen; Pilotprojete fir d'Alphabetiséierung op Franséisch; d'Prise en charge vun de Kanner mat spezielle Besoinen; alternativ Plaze fir ze léieren – verschidde Kolleegen heibannen haten d'Zäit an d'Chance, fir de Centre Formida op Esch mat kucken ze goen, dat ass eng vun deenen alternative Plazen; ech hu fonnt, dass dat ganz, ganz interessant ass –, an dann eng aner Rei vun Aktiounen, déi dem Profill vun de Schüler Rechnung droen. Ech denken do besonnesch un d'Centres de compétences.

D'Verlängerung vun der Schoulflicht op 18 Joer fir all déi Jonk, déi keen Aarbechtskontrakt hunn, schreift sech an d'Verlängerung vun dësen Efforten an. Jiddweree weess, dass een tëschent 16 an 18 Joer och nach e Maturitéitsprozess duerchleeft. Mat 18 gesäit ee munches anescht wéi mat 16 Joer. Et gëtt ee méi erwuessen. Vläicht gesäit ee mat 18, dass net wierklech alles schlecht ass an dass et och wichteg ass, e Schoulofschloss ze maachen.

Et ass mer wichteg, nach eng Kéier ze ënnersträichen, dass et net drëm geet, déi Jonk zwee weider Joren an der Schoulbänk sëtzen ze hunn, mee se wierklech individuell ze encadréieren, se ze betreien a se ze begleeden, fir eng Formatioun ze maachen an déi Formatioun och ofzeschléissen, an dobäi op hir Problemer an awer och hir Interessen an hir Stäerkte kënnen anzegoen.

Selbstverständlech geet et net duer, wa mer eis iwwerleeën, wat mer mat de Schüler maachen an deenen zwee Joer, mee mir mussen eis och en amont Gedanke maachen, firwat déi Jonk mat 16 wëlle mat der Schoul ophalen. Mir mussen eis Gedanke maachen, fir d'Schouloffer ze änneren, fir dass et emol iwwerhaapt net zu engem Décrochage scolaire kënnt. A fir alles dat opzebauen, d'Strukturen an d'Infrastrukturen, gi mer eis dräi Joer Zäit. An dofir trëtt den Artikel 11 vum Gesetz och eréischt 2026 a Kraaft.

Kommt, mir geheien e klenge Bléck an d'Ausland, bei eis Nopeschlänner an e bësse méi wäit. A Frankräich mussen déi Jonk tëschent 16 an 18 Joer enger Formatioun nogoen. An der Belsch mussen déi Jonk tëschent 15 an 18 op d'mannst eng partiell Formatioun verfollegen, an dat, bis se 18 Joer hunn. An Däitschland ass den Enseignement Ländersache, an do musse se bis 18 respektiv souguer bis 19 Joer an d'Schoul goen. A Portugal gouf et 2009 eng grouss Reform an d'Kanner musse bis 18 Joer an d'Schoul goen, ausser si hätte virdrun e Schoulofschloss gemaach. An Holland ass d'Schoul obligatoresch bis 16 Joer, op d'mannst partiell bis se 18 Joer hunn an e Schoulofschloss.

Ech widderhuelen hei, dass mer d'Obligation scolaire op 18 Joer eropsetzen, ausser bei deene Jonken, déi schonn en Aarbechtskontrakt hunn. A mir ginn eis selwer d'Hausaufgab, an deenen nächsten dräi Joer en alternatiivt Angebot opzebauen.

Elo awer e puer wichteg Wierder zu de Missioune vun der Schoul an och zum Contrôle: D'Missiounen, déi d'Schoul duerch dëst Gesetz kritt, sinn zugläich d'Rechter vun de Schüler a Schülerinnen. All Schoul an all Unterrecht hei am Land muss der Persoun, déi den Unterrecht suivéiert, Fachwëssen a Kompetenze vermëttelen, de Respekt viru sech an och virun aneren, Sënn, fir Verantwortung ze iwwerhuele fir sech a fir anerer, de Respekt virun de Wäerter vun eiser demokratescher Gesellschaft an hiren individuelle Fräiheeten, de Respekt virun der Kultur an de Kulturen an de Respekt virun der Natur.

Den Unterrecht muss dee Jonke begleeden a senger Entwécklung an am Erwerb vun enger Autonomie, senger Kreativitéit, sengem Selbstbewosstsinn, der Entwécklung vu sengen Talenter a Méiglechkeeten, souwuel physesch wéi psychesch. D'Schoul muss et erlaaben, eng Culture générale ze entwéckelen, bereet een op d'Studie vir, an och de Prozess vum Lifelong Learning – fir säin eegent Liewen an der Gesellschaft, awer och professionell a sozial an der Ausübung vu senge Rechter als fräie Mënsch an enger demokratescher Gesellschaft –, an dat an engem Esprit vu Respekt a Fridden, Gläichheet a Frëndschaft mat alle Mënschen, och deenen, déi eng aner Nationalitéit hunn, eng aner Relioun oder aner philosophesch Usiichten.

Och erlaabt den Enseignement an eiser Informatiouns- a Kommunikatiounsgesellschaft, d'Societéit vun haut ze verstoen an de Fonctionnement vun der Gesellschaft vu muer virzebereeden a matzegestalten. Den Unterrecht respektéiert de Prinzipp vun der Gläichheet a widdersetzt sech all Diskriminatioun.

Am Kader vum Intérêt supérieur de l'enfant iwwerhëlt d'Schoul d'Formatioun an d'Erzéiung, an dat am Zesummespill mat der Famill a mat den SEA, de Structures d'accueil socio-éducatif, wann d'Elteren dofir optéiert hunn.

Den Enseignement entwéckelt progressiv Kompetenzen a Wëssen a Fäerdegkeeten an dëse sechs Beräicher: éischtens déi sproochlech Entwécklung, lauschteren a schwätzen, verschidde Sprooche kenne léieren, Literatur kenne léieren a plurilingual Kompetenzen; zweetens dat logescht Denken an d'Problemléisung, Mathematik a Kompetenzen am Beräich Computer; déi motoresch Entwécklung a motoresch Kompetenzen, d'Entwécklung vun de Sënner a physesche Capacitéiten; véiertens de Respekt virun der Ëmwelt an d'Sensibiliséierung fir d'Nohaltegkeet duerch Fächer wéi Éveil aux sciences, Human- a Sozialwëssenschaften, Naturwëssenschaften, Informatik a Kommunikatioun, Handwierk an Entrepreneurship; sech ausdrécken a kreativ sinn duerch Musek, Bastelen a Konscht; a sechstens Eethik, Philosophie, Kultur, de Meenungspluralismus an déi verschidde Reliounen.

Den Enseignement soll awer och an all Domän dat kritescht Denken ureegen, déi intellektuell Fäegkeete souwéi d'Méiglechkeet, ze urteelen an ze kommunizéieren, mat Informatiounen eens ze ginn, Léierstrategien ze entwéckelen, an den Initiativgeescht ureegen.

Voilà, et war mer wichteg, Iech déi wichtegst Punkten aus de véier éischten Artikelen aus dësem Gesetz virzeliesen.

Kolleeginnen a Kolleegen, dës Artikelen hunn et a sech, well se stellen eng Aart „Grondgesetz" fir d'Schoulwiesen zu Lëtzebuerg duer. An ech soe „Schoulwiesen", well si gëlle fir alleguer d'Beschoulungsformen hei am Land – net nëmmen déi ëffentlech Schoulen, mee och déi privat Schoulen an och den Homeschooling. Et däerf nom Vott vun dësem Gesetz keng Beschoulung zu Lëtzebuerg méi ginn, wou e Jonken net de géigesäitege Respekt an och dat kritescht Denken entwéckele soll. Mir verankere mat dësem Text déi Wäerter, déi eiser demokratescher Gesellschaft zugronn leien an op deenen hir Vermëttlung all Jonken hei am Land e Recht huet.

Wat elo d'Schoulflicht ugeet, esou ass déi mat 18 Joer eriwwer oder éischter ënnert dëse Konditiounen: Et huet een en Ofschlossdiplom am Secondaire oder an der Formation professionelle vun enger Lëtzebuerger Schoul – oder en Diplom, deen als equivalent unerkannt ass.

Et kënnt een der Schoulflicht no, wann een an enger Schoul ageschriwwen ass an och déi Coursen, Aktivitéiten oder Stagë mécht am Kader vum Schoulprogramm, entweeder an enger Lëtzebuerger Schoul, enger Europaschoul, enger Privatschoul, déi hei agreéiert ass, oder enger Schoul am Ausland.

Och den Enseignement à domicile ass unerkannt, wann deen de Konditioune vum Gesetz entsprécht.

Fir d'Kanner mat spezifesche Besoinen ass d'Schoulflicht bindend, wa se vun der Commission nationale d'inclusion oder enger Commission d'inclusion unerkannt ass.

D'Léiermeedercher an d'Léierbouwen, déi mindestens 15 Joer hunn, kommen hirer Schoulflicht natierlech och no, wa se hir Coursë beruffsbegleedend maachen, dat heescht am Régime concomitant.

Wat elo de Contrôle vun der Schoulflicht ugeet, sou ass et un den Eltere respektiv den Tuteuren, derfir ze suergen, dass d'Kanner an d'Schoul ginn. De Contrôle, dee kënnt elo ewech vun de Gemengen an e kënnt bei de Ministère, dee mat informatesche Moyenen an am Ofgläich mam Registre national des personnes physiques op d'mannst eemol am Mount kuckt, wat fir eng Schüler net an der Schoul waren. Wann ee feelt, mussen d'Elteren den Dag selwer dem Enseignant Bescheed soen. Nom drëtten Dag ass e Certificat vum Dokter néideg. Kommen d'Elteren elo hirer Schoulflicht net no, kréie si eng Mise en demeure. A wann d'Kand dann nach ëmmer net an d'Schoul geet, geet säin Dossier bei de Jugendriichter.

Dass de Contrôle vum Anhale vun der Schoulflicht vun de Gemenge bei de Staat wiesselt, dat gouf vum Syvicol ausdrécklech begréisst. An ech mengen och, dass déi eenzel Gemengen dat wäerte bestätegen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, zu dësem Gesetz gouf et, wéi Der Iech virstelle kënnt, eng Hellewull Avisen: d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, d'Chambre des Salariés, d'Association luxembourgeoise pour la liberté d'instruction, de Syvicol, d'ASTI, d'CNPD, d'Chambre des Métiers, d'Chambre de Commerce an d'CNEL. A mir hunn och zwou Ronne beim Staatsrot gedréit. Fir d'Detailer vun dësen Avise géif ech gären op de schrëftleche Rapport verweisen.

Op dëser Plaz wéilt ech awer e ganz grousse Merci soen dem Här Pierre Reding an dem Här Dany Assua aus dem Educatiounsministère, déi eis wärend dësem Projet suivéiert hunn. An um Enn vun enger Legislaturperiod géif ech och ganz gäre Merci soen alle Kolleegen, déi an der Educatiounskommissioun waren. Ech hu fonnt, dass mer an deene fënnef Joer ëmmer ganz flott a ganz fair matenee geschafft hunn. E grousse Merci u meng Mataarbechterin, d'Lynn Strasser, an en extra, extra grousse Merci un d'Joëlle Merges, dat déi Kommissioun hei wärend deene fënnef Joer de main de maître mat geleet huet. An ech muss soen: D'Joëlle Merges hat, wann ech heiansdo den Iwwerbléck verluer hunn, ëmmer den Iwwerbléck doriwwer, wat mer nach ze maachen hätten, wat nach géif opstoen. An dofir Dir, Joëlle, e ganz, ganz grousse Merci vun dëser Plaz!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP), rapporteur | An da ginn ech op dëser Plaz och schonn den Accord vun der Demokratescher Partei zum virleienden Text. Merci Iech alleguer.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Gilles Baum.

An éischten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President, an och merci dem Rapporter, dem Gilles Baum, fir den ausféierleche Rapport. Ech hu just fënnef Minutten, da sinn ech also frou, datt dat meescht scho gesot ginn ass iwwert den Inhalt. Mat dësem Gesetz soll also elo d'Schoulflicht bis 18 Joer verlängert ginn, an dat mam Zil, d'Unzuel vun de Schüler, vu de Jugendlechen, déi d'Schoul ouni Diplom verloossen, ze reduzéieren. Fir et direkt ze soen: Als CSV si mer natierlech mat deem Zil averstan, mee mir mengen net, datt een dëst Zil mat enger renger Schoulflichtverlängerung kann erreechen.

Alternativ Strukture vu Scolarisatioun solle geschaf ginn, fir deene Schüler, déi am normale Schoulsystem net eens ginn, u sech eng aner Offer ze ginn. Et ass och wichteg, soe mer, jo, et ass wichteg, eng nei Offer ze schafen. Déi muss och ausgebaut ginn. A mir waren – ech war mat – op Esch de Projet Formida kucken. Ganz interessant. Et si ganz vill motivéiert Enseignanten do. Déi Jugendlech kënnen do zum Deel och eng Deelzertifikatioun maache vu verschiddene beruffleche Moduler. Si profitéieren allerdéngs och – wouvu se an der normaler Schoul net profitéieren – vun enger Eent-zu-eent-Betreiung oder enger Eent-zu-zwee-Betreiung.

Detailer zum Funktionnement, genau Modalitéiten hu mer nach net kritt. Wie bezilt wat? Eng privat Gesellschaft féiert hei de Projet. Wéi vill där Strukture bräichte mer? De Projet Formida leeft fir zwee Lycéeën. Brauche mer eng Struktur an där Gréisst fir zwee Lycéeën? Wie gëtt ugeholl an deene Strukturen? Huelen dës Strukturen tatsächlech jiddereen un, dee riskéiert, aus där enger oder anerer Ursaach en Decrocheur ze ginn, oder just deen, dee motivéiert ass, dee sech behëlt a sou weider?

Am Allgemenge muss ee soen, datt et nieft dem Projet Formida och schonns aner Projete gëtt, wéi zum Beispill de Projet „Liewenshaff", deen och ganz gutt do mam Lycée vu Wolz schafft, mee datt d'Offer nach net flächendeckend do ass. A well dat eeben esou ass, wäert d'Schoulflicht, déi dann elo nach onbedéngt virun de Wale muss duerchgebaatscht ginn – soen ech hei –, eréischt an dräi Joer a Kraaft trieden.

Als CSV soe mer: Mir solle mol Erfarunge sammele vun deene Strukturen, déi do sinn. Mir solle weider alternativ Scolariséierungsstrukturen opbauen. A mir sollen iwwer hire Statutt legiferéieren. Mir brauchen eng zousätzlech Offer vun dëse Strukturen. Mee fir d'éischt emol schéin eent nom aneren, well hei gëtt elo erëm eng Kéier d'Päerd vun hanne gesuedelt. Eng Virwëlztut soll gestëmmt ginn. Mir sollen nämlech elo eppes stëmmen, wat an dräi Joer soll ëmgesat ginn a wou mer nach net wëssen, wéi a wou et soll ëmgesat ginn. Dat maache mir als CSV net mat!

A virun allem muss een, wann een iwwer Décrochage scolaire schwätzt, emol iwwert d'Preventioun schwätzen. An do hätt ee missen als Éischt upaken!

Dozou gehéiert eng aner Aart a Weis vun Orientéierung.

Dozou gehéiert och, datt d'Kanner zum Beipill an der Primärschoul scho gewise kréien, wéi wichteg déi handwierklech Kompetenze sinn.

Dozou gehéiert eng anstänneg Hausaufgabenhëllef, an net eng Hausaufgabesurveillance, déi elo agefouert gëtt, déi awer reng theoreetesch schonn hätt misse viru Jore lafen.

Dozou gehéiert eng Reform vum Cycle inférieur vum Secondaire général mat engem ugepassten, transparente Promotiounssystem, an net engem System, wou ganz vill Jugendlecher op der 5e eréischt mierken, datt se net dat kënne léieren, wat se wëlle léieren, an da si se kuerz virum Décrochage scolaire.

Dozou gehéiert och eng aner Aart a Weis, fir Schoul ze halen: geziilt d'Kompetenze vum 21. Joerhonnert ze fërderen. Mir sinn nach ëmmer vill ze vill beim „Wëssen erantriichteren an duerno erëm erausspruddelen". Mir hunn a ville Schoulen nach ëmmer d'Mentalitéit vu „Vogel, friss oder stirb!", wat zum Deel och ze verstoen ass, wann ee Klassen huet mat 28, 29 Schüler. Den „normale" Schüler, dee kritt nämlech net déi Eent-zu-zwee-Betreiung.

Dozou gehéiert och eng aner Aart a Weis vun Evaluatioun.

Dozou gehéiert och eng Schoul, wou d'Wuelbefanne wichteg ass. Déi vill Mobbingfäll weisen awer, datt mer dat nach längst net hunn. Dozou gehéiert dann awer och, datt den Täter d'Konsequenzen ze spiere kritt, an net e Schoultourismus bis 16 Joer. A wa mer dat heiten hunn, hu mer e Schoultourismus bis 18 Joer.

An all dat ass awer an deene leschte Joren net gemaach ginn!

An och net nëmme mir gesinn dëse Gesetzesprojet ganz kritesch. De Staatsrot seet a sengem Avis complémentaire: „Le Conseil d'État prend acte de ces explications", iwwert d'Strukturen, „qui constituent des informations complémentaires, sans pour autant apaiser ses doutes concernant la probabilité d'atteindre les objectifs poursuivis par le relèvement de la durée de l'obligation scolaire."

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics hält an hirem Avis complémentaire um Rejet vun dësem Projet de loi fest.

D'Chambre des Salariés hält och an hirem Avis complémentaire un den Zweifele fest, ob d'Schoulflicht bis 18 Joer en adequat Mëttel géint den Décrochage scolaire wier, genausou wéi d'Chambre de Commerce an och d'Chambre des Métiers.

D'CNEL, d'Schülerkonferenz, dréckt sech eebefalls ganz kloer géint dëse Projet aus. Anstatt déi Jonk ze deresponsabiliséieren, soll ee se besser begleeden, orientéieren, Alternativen ubidden, d'Schoul méi attraktiv maachen, an all dat ouni Verlängerung vun der Schoulflicht, sou d'CNEL. A si hu vollkomme Recht! Et ass u sech keen – keen! – fir dëse Projet de loi, ausser de Minister an dann natierlech d'blo, rout a gréng Deputéiert, déi hei sëtzen.

Mir als CSV hunn op jidde Fall net dat Vertrauen an de Minister an och net an dës Regierung, fir datt mer hei e Fräifaartschäi ginn, andeem mer elo eppes géife matstëmmen, wat an dräi Joer soll ëmgesat gi mat Hëllef vu Strukturen, déi nach net do sinn, wou mer net wëssen, wéi se solle funktionéieren, wou se sollen hikommen, wéi vill der gebraucht ginn an esou weider. Mir wäerten also dëse Projet de loi net matstëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Francine Closener (LSAP) | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, virop e grousse Merci un de Kolleeg Gilles Baum fir säi Rapport, dee sou gutt, sou exzellent wéi ëmmer war. Dëse Projet de loi poursuivéiert en Zil, dat d'LSAP mat zwou Hänn ënnerschreift: den Décrochage scolaire ze verhënneren an domadder och de Wee an de Jugendchômage, an d'Perspektivlosegkeet respektiv an d'Aarmut an an déi sozial Exklusioun ze verhënneren.

De Rapporter huet d'Zuele virdru genannt: Ronn 700 Jonker ënner 18 Joer halen all Joer mat der Schoul op, aus diverse Grënn: vläicht well se schlecht orientéiert sinn, well se keng Loscht méi hunn, net méi wëssen, wat d'Schoul hinnen eigentlech nach soll bréngen, gesondheetlech Problemer oder soss aner Suergen hunn.

Bei engem Decrochage ouni Diplom ass de Wee an de Chômage ganz, ganz dacks virgezeechent. An de Jugendchômage läit bei eis jo e bësse méi héich wéi 9 %. Dat ass am europäesche Verglach eigentlech ganz ok, mee eis Ambitioun muss natierlech sinn, fir deen Taux erofzekréien an déi Jonk sou gutt et geet an d'Aarbecht ze kréien. Dat ass fir den Individu essentiell a fir d'Gesellschaft allgemeng natierlech och.

D'„Garantie jeunesse", déi vum deemolegen Aarbechtsminister Nicolas Schmit agefouert gouf, war e grousse Schratt, fir der Jugendaarbechtslosegkeet entgéintzewierken. Se ass och bedeitend erofgaangen déi lescht Joren, an elo soll mat der Verlängerung vun der Obligation scolaire bis 18 nach e weideren Hoff gemaach ginn.

Ech muss soen, datt d'LSAP mat deem alleréischten Entworf vum Projet de loi Problemer hat, a mir begréissen et ausdrécklech, datt d'Regierung de Projet de loi dunn an deem Sënn amendéiert huet, datt Jugendlecher vu 16 a 17 Joer eng Dispens vun der Schoulflicht bis 18 kënne kréien, wa se wëlle schaffe goen an en Aarbechtsvertrag hunn.

Dozou eng Fro, déi och vun der Chambre des Salariés opgeworf gëtt: Wat ass ënner „contrat de travail" ze verstoen? Fällt Deelzäitaarbecht och dorënner, Interimkontrakter? Wat ass mam Service volontaire? Gëtt et dofir och eng Dispens? Vläicht kann de Minister dorop agoen.

Op alle Fall begréisse mer et, datt déi Jonk, déi jo dacks e richtegen Degoût an d'Schoul hunn, de Choix behalen, eng Léier ze maachen oder mat 16 kënne schaffen ze goen, wa se dat wierklech wëllen, quitte datt se vläicht méi spéit an hirem Liewen decidéieren, dann awer eng Formatioun oder en Diplom nozemaachen. An et muss an eisen Ae jo och eng Selbstverständlechkeet sinn, datt déi jonk Leit dann erëm mat oppenen Äerm empfaange ginn, wa se sech méi spéit fir eng schoulesch oder berufflech Ausbildung decidéieren, fir Diplomer ze kréien, déi hir Kompetenzen an hiert Wësse beleeën an hinnen einfach méi Dieren opmaachen. Et ass net seelen, dass grad esou Leit, grad esou Jonker, héich motivéiert sinn, fir awer en Ofschloss ze maachen. Déi wëssen, firwat se léieren. Gradesou wichteg ass natierlech och, datt se eng Qualifikatioun en cours d'emploi kënne maachen.

Här President, dëse Projet de loi huet jo d'Partikularitéit, datt een Artikel, nämlech den Artikel 4, also d'Schoulflicht bis 18, net direkt a Kraaft trëtt, mee eréischt an dräi Joer, den 1. September 2026. Dat ass net vu Muttwëll, well et sonner Zweifel Zäit an och déi néideg finanziell a personnell Ressourcë brauch fir weider CISPen, also Centres d'insertion socio-professionnelle, dat heescht déi alternativ Strukture fir déi Schülerinnen a Schüler, déi mam übleche schoulesche Kader net eens ginn. Dat ass e wichtegen, wann net souguer zentralen Aspekt vun dësem Projet de loi, fir eeben den Decrochage ze verhënneren, ouni datt déi Jonk awer an hirem Kader musse bleiwen, wou se net méi eens ginn – an d'Schoul éierlecherweis och net méi wierklech mat hinnen.

D'CISPe sollen déi Jonk individuell encadréieren, also en Encadrement bidden, dat am „normale" Klassesall am Lycée net méiglech ass. Esou Zentere gëtt et der a mir hu jo schonn dovunner héieren, et sollen der nach derbäikommen als PPP, Public-private-Partnership, Träger aus dem soziale Secteur zesumme mat de Schoulen. Vläicht kann de Minister och hei op d'Froen agoen, déi sech an den Avise gestallt hunn, a wéi engem Verhältnis d'CISPen zu de Lycéeë stinn a wéi och ka garantéiert ginn, datt et net zu enger schläichender Privatiséierung kënnt.

D'CISPe riichte sech jo engersäits u Jonker vun 12 Joer a méi an anerersäits u Jonker vu 16 Joer a méi. A bei der méi héijer Alterskategorie ass virgesinn, eng Aglidderung an den Aarbechtsmarché ze privilegéieren. D'Fro stellt sech: Wat geschitt, wann déi Aglidderung dann net reusséiert?

Här President, et gëtt Grënn, fir d'Obligation scolaire vu 16 op 18 unzehiewen, de Rapporter huet se genannt. Mir sinn net déi Éischt, déi dat maachen, mir sinn net déi Eenzeg, déi dee Wee ginn. Trotzdeem gëtt et eng Rei méi kritesch Avisen zu dësem Projet de loi, déi een net sollt komplett ignoréieren. D'LSAP ass jiddefalls fest iwwerzeegt, datt d'Eropsetze vum Schoulflichtalter eleng net duergeet, fir géint Schoulofbréch unzekommen. Eise Schoulsystem muss änneren: D'Orientatioun muss änneren, revaloriséiert ginn. D'Unterrechtsmethoden an d'Didaktik mussen ugepasst ginn. D'Promotiounskrittäre musse reviséiert ginn. De Sproochenunterrecht muss iwwerschafft ginn. Déi franséisch Alphabetiséierung ass eng gutt Optioun, déi eventuell soll generaliséiert ginn. Méi konsequent Nohëllef an Tutorat sinn dréngend néideg, méi Encadrement. Och déi nonformal Bildung vu Jugendleche spillt eng grouss Roll. Ech ernimmen hei just d'Aarbecht vun de Jugendhaiser, déi nu wierklech net ze ënnerschätzen ass.

Mir mussen och weiderhin alternativ Weeër ubidden, déi et Jonke méiglech maachen, ausserhalb vum Lycée en Ofschloss ze maachen: den eBac, dee soll reforméiert ginn, d'ENAD, „Fit fir d'Léier" an, wéi gesot, d'CISPen.

Fir d'LSAP ass et evident, datt de Staat e Bildungsoptrag huet, dee sech un alleguerten d'Kanner riicht. Privat Acteure kënnen d'Offer completéieren, mee de Staat dierf seng Verantwortung ni ganz u si ofginn.

Virun allem awer ass et eis wichteg, datt mer net waarden, bis d'Kand am Pëtz läit. Mir wësse jo aus allen Etüden, datt déi schoulesch Problemer meeschtens scho ganz fréi ufänken, am Fondamental, am Cycle 2, souguer schonn heiansdo am Cycle 1. Et ass deemno vun allerhéchster Bedeitung, datt een de Problem do, am Prescolaire an am Fondamental, un der Wuerzel paakt, do, wou en entsteet, amplaz datt d'Problemer vu Schouljoer zu Schouljoer ëmmer méi grouss ginn, ëmmer matgeschleeft ginn an dann herno mussen onheemlech personell a finanziell Ressourcen an alternativ Strukturen investéiert ginn, fir dee Misär, dee wärend 10, 12 Joer entstanen ass, nach iergendwéi opzefänken. Dat hei ass ee Puzzlestéck, mee et gëtt nach ganz vill ze dinn!

Domadder ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Closener. An dann ass et un der honorabeler Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Här President, d'Obligation scolaire ass eigentlech eng Obligatioun fir de Lëtzebuerger Staat, alle Jonken ënner 18 Joer eng Offer unzebidden, och a besonnesch deenen, déi et méi schwéier hunn an déi dofir zu engem bestëmmten Zäitpunkt aus dem klassesche Schoulsystem erausfalen. Mir sinn der Meenung, dass alles muss drugesat ginn, fir och dës Jonk erëm opzefänken.

Wann dëst Gesetz gestëmmt gëtt, huet de Staat maximal dräi Joer Zäit, fir déi entspriechend Centres d'insertion socio-professionnelle, also kuerz d'CISPen, en place ze setzen. Vill Kriticken um Projet de loi koumen dohier, dass d'Ausgestaltung vun deene CISPen nach net ëmmer kloer war.

Fir eis Gréng ass et wichteg – an dat krute mer verséchert –, dass et hei net zu enger Privatiséierung kënnt. Hei gëtt mat konventionéierten Träger geschafft, wéi der Croix-Rouge oder arcus, mat deenen de Staat a villen anere Beräicher scho ganz enk zesummeschafft. D'Schüler/innen an de CISPe bleiwen och alleguerten am Lycée ageschriwwen, deen eleng zouständeg ass fir d'Zertifikatioun an d'Diplomer.

Et gëtt aktuell scho véier Strukturen zu Esch, Bartreng, Mëtscheed a Fure mat insgesamt 100 Schüler/innen. Et sollen zwou weiderer kommen zu Kolpech an zu Miersch. Et wäert och wichteg sinn, déi CISPe genau ze suivéieren an och am Allgemengen ze kucken, wéi een Erfolleg se an hirer Missioun och an Zukunft wäerten hunn.

Et geet also primär ëm Strukturen, an déi méi inhaltlech Froen zu Pedagogik, Didaktik, Inhalter, jo, déi gëlle fir de ganze Schoulsystem a si mat dësem Projet de loi natierlech net beäntwert. Hei wäert déi nächst Joren nach Aarbecht op d'Politick an op de gesamte Schoulsystem zoukommen, dee muss innovéieren an de Realitéiten, mee virun allem den Inegalitéite vun haut besser gerecht ginn.

Här President, mir Gréng gesinn am Projet eng ganz Rei Stäerkten, zum Beispill dass d'CISPen en aneren, e méi komplette soziopedagogeschen Encadrement ubidde wéi d'Schoulen. Och gutt fanne mer de Modell vun der Deelzertifizéierung mat Moduler, déi och Moduler aus der Beruffsausbildung kënne sinn. Déi Acquise kënnen esou unerkannt ginn, a wann e Jonke sech zu engem spéideren Zäitpunkt iergendwou wëll melle fir ze schaffen oder sech weider wëll qualifizéieren, ma da kann en dës Deelqualifikatioune virweisen. A wa mer vu schaffe goe schwätzen, da begréisse mir Gréng och d'Aféierung vun enger Dispens fir Jonker, déi wëlle schaffe goen an déi schonn en Aarbechtskontrakt hunn.

Mat dësem Gesetz gëtt d'Anhale vun der d'Schoulflicht vum Staat kontrolléiert, an net méi vun de Gemengen. Och dat begréisse mer ausdrécklech.

Mir erkennen och un, dass eng Rei aner Länner an Europa schonn an d'Richtung vun enger Schoulflicht bis 18 Joer gaange sinn, ënner anerem Frankräich, d'Belsch a grouss Deeler vun Däitschland. Mir sinn also hei kengesfalls an enger komplett neier, innovativer Pilotlogik. Mir sinn an enger logescher Konsequenz vun engem Trend iwwerall an Europa.

Ech wëll kuerz op d'Kommunikatioun ronderëm dëse Projet agoen. Ech bedaueren, dass vill Kontroversen ëm deen heite Projet eigentlech aus enger ganzer Rei Mëssverständnisser eraus entstane sinn. An dat louch och un der kuerzfristeger Virstellung vum Projet op der Rentréespressekonferenz 2020/2021. De Minister huet dat entre-temps och zouginn, mee de Verlaf vun den Diskussiounen huet awer gewisen, dass ee Schwieregkeeten huet, aus der schlechter Dynamik an deene sëllege Mëssverständnisser erauszekommen. Ëmsou méi wichteg fanne mer et, dass an Zukunft op eng besser, méi proaktiv an inklusiv Kommunikatioun gesat gëtt, an zwar ier e wichtegt Gesetz an den ëffentleche Debat geheit gëtt. Dat Fangerspëtzegefill ass ganz wichteg, well et entscheet letztendlech mat doriwwer, wéi ee Verlaf e Projet huet.

Enger Rei vu Kriticken, déi sech méi op de Fong vum Text bezunn hunn, gouf an den Amendementer Rechung gedroen, an dat begréisse mer ausdrécklech. E Gesetz kënnt eebe seelen esou aus der Chamber eraus, wéi et erakoum, an dat ass och gutt esou.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nee, dëse Projet de loi stellt keng Wonnerléisung fir de Problem vum Decrochage vun der Grondschoul bis an d'Erwuessenenalter duer. Déi Léisung – oder déi Wonnerléisung – gëtt et nun emol och einfach net. D'Kreatioun vun de CISPen ass eng Äntwert op sälleg komplex Situatioune vu jonke Leit an eisem Schoulsystem. D'Verantwortung vum Staat, fir Jonker net einfach opzeginn, se aus dem System ze verléieren, d'Aen zouzemaachen, wa se bis 16 Joer hunn, an datt se da kucke kënnen, fir eens ze ginn, ma déi ass reell an där musse mer eis alleguerten heibanne stellen.

D'Zuelen aus dem leschten Decrochagerapport vum MENJE soen, dass ënnert den 1.765 Decrocheuren aus dem Joer 2021/2022 sech 316 erëm ageschriwwen hunn. Ëm déi aner 1.450 Jonker, ëm déi geet et hei. Ob dëse Projet hinnen eppes bréngt, dat ass d'Fro, déi sech stellt an där mer och an den nächste Joren e ganze enke Suivi musse ginn. Näischt maachen, d'Ae verschléissen, keng strukturell Léisunge fannen, ma dat ass awer fir eis Gréng keng Optioun!

An dofir gi mer haut ganz gären dësen Accord fir dëse Projet de loi a soen dem Rapporter Merci fir säin ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport, mee awer och fir seng konstruktiv a gutt Dynamik, déi mer an der Educatiounskommissioun konnten hunn. Mir hate sälleg wichteg Debatten do gefouert an ech wëll mech och de Mercien un d'Kommissiounssekretärin an un déi ganz Zesummenaarbecht innerhalb vun der Kommissioun uschléissen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Bernard. An dann ass et um honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och ufänke mat engem Merci un de Rapporter fir de Rapport, de mëndlechen an de schrëftlechen. D'Zil ass et natierlech, dass all Kand, all Schüler, en Diplom kritt. D'Realitéit ass déi, dass dat net de Fall ass, dass eng ganz Partie vu Jonker d'Schoul ouni Diplom ofbriechen – woubäi een iwwert déi Zuele jo awer diskutéiere kann, well heiansdo weess een och net, wou se duerno genee landen. Et sinn der, wéi gesot, jo eng ganz Partie, déi erëm ufänken, et sinn der och, déi ginn an d'Ausland an eng Schoul. Déi Zuele sinn do vläicht net honnertprozenteg prezis.

D'Fro ass dann och: Ka jiddereen en Diplom kréien? Ass all Schüler iwwerhaapt derzou fäeg, en Diplom ze kréien, wa mer deen Niveau halen, wou mer sinn? A provokativ kann ech froen: Muss jiddereen iwwerhaapt en Diplom hunn, och wann dat natierlech eis Wonschvirstellung ass? Mee ech mengen, mir mussen e bëssen op eppes oppassen, och bei de Wierder, déi mer benotzen. An Dir hutt jo elo matkritt, et waren elo Diplomiwwerreechunge bei de Premièren, an op Facebook hunn d'Leit natierlech alleguerten houfreg hir Kanner gepost, déi dann d'Première gepackt haten. An natierlech muss een awer och bedenken, dass et eng ganz Partie Jonker sinn, déi net an dee Fall komm sinn an och net an dee Fall komme wäerten. A mir mussen ëmmer drun denken, dass mer, wa mer dovu schwätzen, vun Diplomer, net dierfen an déi Fal falen, fir de Leit ze verstoen ze ginn, dass de just mat Diplom eppes wäert bass an ouni net, well d'Zil soll eigentlech si vun

enger Gesellschaft, dass och Leit ouni Diplom gutt an anstänneg liewe kënnen a respektéiert ginn. Ech soen dat einfach, fir beim Schwätzen dobaussen eeben do liicht opzepassen.

E bësse méi konkreet ass et esou, dass eng Partie vu Schüler, wéi dat och gesot ginn ass – an ech war jo och laang genuch an engem Lycée derbäi –, eeben an engem gewëssenen Alter d'Motivatioun verléieren a se duerno awer erëm zréckfannen. Dann deet et hinnen natierlech leed, mee gottseidank gëtt et eng zweet Chance. Et gëtt jo och d'École de la 2e chance, wou eng ganz Partie Schüler, déi vläicht e Choix getraff hunn an hirer méi fréier Jugend, deen net esou gutt war, dat erëm kënne guttmaachen.

Da kommen ech kuerz eng Kéier op de Rapport ze schwätzen. Am Rapport … Also, den Här Baum huet och gesot, do wiere verschidde Mesures anti-décrochage, an hien huet do déi international Schoulen an déi franséisch Alphabetiséierung genannt. Ech wëll awer dozou soen: Ech mengen, déi dote Strukture gëtt et nach net laang genuch. D'franséisch Alphabetiséierung a véier Pilotprojeten, déi mer hei am Land hu säit, ech mengen, engem oder zwee Joer, déi gëtt et nach net laang genuch, fir ze soen, fir ze behaapten, dass dat als Mesures anti-décrochage kéint duergoen.

An deem Kontext nach e klengt Wuert zu de Missioune vun der Schoul, déi mer och begréissen, mee ech mengen och, dass et d'Missioun vun der Schoul ass, Kanner zesummenzebréngen, gemeinsam Wäerter ze schafen, gemeinsam Erfarungen ze schafen, an dofir zweifele mer natierlech souwisou un deenen zwee Modeller, déi fir eis, an eisen Aen, d'Kanner éischter trenne wéi zesummeféieren.

Konkreet Froe bestinn natierlech zum Gesetz, an ech mengen, dat ass och scho vu villen Acteuren dobausse gesot ginn: Wat geschitt dann elo mat engem 17-Järegen, deen doheembleift? Mir haten d'Situatioun ganz oft – ech war an engem Lycée technique am Süde vum Land –, dass Schüler net an d'Schoul komm sinn. Wat maacht Der dann do? Do sinn et Prozedure ginn, dat huet net ëmmer funktionéiert, mee wann ee wierklech net wëll kommen, dann ass d'Fro: Wat mécht een do? Zwéngt een en, an d'Schoul ze kommen? Bon, elo gëtt et verschidde Strukturen, déi gi geschaf. Oft sinn dat jo awer Schüler, déi och iergendwéi soss Verhalensschwieregkeeten hunn. Wat maacht Der mat Leit, déi an d'Schoul kommen, fir just Zodi ze schloen? Och där hate mer. Ech mengen, et ass oft geschitt, dass bei eis d'Direktioun engem 16-, 17-Järege gesot huet: „conseille de s'orienter vers la vie active", fir ze soen: „Hei, gutt, dann ass et fort. Wann s de net fir d'Schoul gemaach bass, da kanns de eppes aneres maachen." Dat si konkreet Froen, déi sech dobaussen och eeben d'Lycéeën an d'Proffe stellen, wéi dat soll fonctionéieren.

Da gëtt elo eng nei Struktur geschaf, den CISP, Centre d'insertion socio-professionnelle. An ech muss awer och soen, dass mer mëttlerweil esou vill verschidde Strukturen hunn, Centres de compétences, Classes mosaïques, Service psycho-social et d'accompagnement scolaires, Service socio-éducatif, Équipe de soutien des élèves à besoins spécifiques, Tutorat individuel et cetera, et cetera, et cetera a Lycéeën, dass ech am Fong elo kee kennen, dee wierklech nach richteg den Iwwerbléck huet iwwer alleguerten déi dote Saachen.

Wichteg ass och, dass bei all deenen Institutiounen … oder soe mer mol, nee, Strukturen, déi mer do schafen, dass déi mussen dem Ministère ënnerstoen, an am beschten direkt dem Ministère ënnerstoen a guer net sollten ausgelagert ginn. A mir warnen och do virun enger schläichender Privatiséierung, déi eventuell kéint an der Schoul stattfannen. A wéi mer dat esou gäre maachen, erënnere mir och drun, dass all Persoun, déi an der Schoul fir de Lëtzebuerger Staat schafft, muss déi dräi administrativ Sprooche kënnen an eisen Aen.

Summa summarum: Ech si frou, dass deen éischte Projet, deen den Här Meisch presentéiert hat, dass en deen net duerchkrut, dass en huet missen zréckrudderen, dass deen ëmgeännert ginn ass, well dat hei ass elo besser wéi dat, wat am Ufank dostoung. Mee d'Realitéit ass awer nach ëmmer esou – an dat hu mer gemierkt an den Avisen –: D'ganzt Land ass am Fong géint dës Erhéijung op 18 Joer a mir sinn dat och, ausser eebe vläicht hei déi 32. Mee ech mengen, mir schléissen eis do un a mir wäerte géint dëst Gesetz stëmmen.

Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Villmools merci, Här Keup. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti. Madamm Cecchetti, Dir hutt d'Wuert.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, dëse Projet de loi huet zum eenzege But, eise jonke Leit hir Scolaritéit vu 16 op 18 Joer eropzesetzen. Ursaach dovu wier, fir den Décrochage scolaire ze bekämpfen. Sou wäit, sou gutt. Mee als Alleréischt koum dëse Projet de loi aus heiterem Himmel an et stoung och näischt dovun an de Koalitiounsprogrammer. D'Majoritéit war an eisen Ae gradesou iwwerrascht wéi d'Oppositioun, woe mir ze behaapten. Mee wien an der Politick ass scho gär géint eng Mesür, déi de jonken Decrocheuren zeguttkënnt – wa se hinnen dann zeguttkënnt?

An hei komme mir dann op den zweete Mee: Ass dat doten da wierklech eng Mesür, fir jonk Decrocheuren opzefänken? Här President, mir sinn der Meenung, datt dat net de Fall ass. Well kommt, mir kucken eis emol d'Chifferen u vun eisen Decrocheuren a wéini se decrochéieren: 2019/20 waren et 1.670 Schüler, dat sinn 8,16 %, a just ronn een Drëttel sinn zwësche 16 an 18 Joer al – d'Chifferen aus der Pressekonferenz zum Bildungsbericht 2020/2021. Zwee Drëttel vun hinne sinn also méi al wéi 18 Joer an hunn eng Rei vun Extraronnen an eisem Schoulsystem gedréit.

Deene meeschten hire Frust virun der Schoul datéiert vu laanger Zäit, nämlech schonn aus dem Fondamental, do, wou alles ugeet. All Etüden, all Evaluatioune soe ganz kloer an däitlech – an dat ass och schonn hei vun enger Virriednerin gesot ginn –, datt déi Zäitspann zwëschen dem Cycle 2 an dem Cycle 3 ausschlaggeebend ass. Genau do geet d'Schéier auserneen a bis op 9e geet se ëmmer weider auserneen. Do déngt et och näischt, parallell Privatschoulen opzebauen oder eng Alphabetisatioun op Franséisch anzeféieren. Dat sinn alles just Drëpsen op de waarme Steen a kënnt just deenen zegutt, déi an engem bildungsnoe Stot opwuessen, awer nach ëmmer net deenen aneren.

D'Evaluatiounen, déi gemaach goufen a wou d'Resultater am Bildungsrapport stinn, oder och den Observatoire national de la qualité scolaire, deen eis eng Orientéierung zur Reduktioun vun den Inégalités scolaires duerch d'Origine sociale beschreift, soen eis scho jorelaang, datt et net nëmmen déi sëlleg Sprooche sinn, déi de Jonken am Wee stinn, well Méisproochegkeet misst definitiv en Atout sinn. Niewent Lëtzebuergesch, Franséisch, Däitsch an Englesch nach eng aner Mammesprooch ze kënnen, ass einfach phenomeenal, wann een dat richteg ugeet.

Villméi hunn dës Jonker e ganz aneren Handicap: „De sozioekonomeschen a sproochlechen Hannergrond spillt am Bezuch op de schoulesche Parcours vun de Schüler/innen nach ëmmer eng entscheedend Roll: Déi sozial Schéier geet am Lëtzebuerger Schoulsystem weider auserneen. De Schoulsystem gëtt der sozialer a kultureller Diversitéit vum Land net flächendeckend gerecht" – Extrait aus der Pressekonferenz zum Bildungsbericht 2021.

Dës Jonker kommen aus bildungsfriemen Elterenhaiser. Hir Inegalitéite baséieren op sozial-kulturellen an ökonomesche Krittären. Hei spille souwuel den Ausbildungsgrad wéi och de Beruff an d'Gehalt vun den Elteren eng grouss Roll, souwéi awer och de Migratiounshannergrond. Dës Elteren hu ganz oft kee Clou, wéi eise System, eise Schoulsystem, richteg funktionéiert, schwätze ganz oft hir eege Mammesprooch net richteg mat de Kanner, well se dervunner ausginn, datt et besser ass, iergendee franséische Kauderwelsch ze schwätzen, fir datt d'Kanner wéinstens eng Landessprooch vun Ufank u kënnen. Et huet och keen hinne gesot, datt et besser ass, hir Mammesprooch richteg mat de Kanner ze schwätzen, fir datt se kënnen eng aner Sprooch dropsetzen. Au contraire, si kréien nach e schlecht Gewësse gemaach!

Här President, eise Schoulsystem mat enger fréizäiteger Orientéierung am Fondamental op de Secondaire kënnt deem Ganzen och net entgéint. Hei gëtt nämlech net gekuckt, wat d'Atoute vun deene jonke Leit sinn, mee se ginn dohinner orientéiert, wat nach iwwregbleift no all den Echecken, déi si am Fondamental haten. Zwar ass déi Lëtzebuerger Bildungslandschaft an de leschte Jore méi villfälteg ginn, fir soi-disant …

(Coups de cloche de la présidence)

M. Fernand Etgen, Président | Et wier gutt, wann et e bësse méi roueg wier!

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | … iwwert dee Wee fair Bildungschancë fir all Kand ze schafen. Zanter 2016 funktionéiere sou zum Beispill ëffentlech international Schoulen an alle Regioune vum Land. Hei ginn ënner anerem alternativ Alphabetiséierungssproochen ugebueden.

Eng éischt Evaluatioun, ob an a wéi engem Mooss déi ëffentlech international Schoulen eng Äntwert op d'Diversitéit vun der Lëtzebuerger Schoulpopulatioun sinn, ass gëschter presentéiert ginn. Dës Evaluatioun soll dann d'Grondlag si fir eng méi breet Diskussioun par rapport zu engem eventuelle Rapprochement tëschent dem traditionellen an dem internationale Schoulsystem. Ma da loosse mer dat emol ofwaarden!

Mee virun allem vergläiche mir hei Äppel mat Biren, dat ass och gëschter zum Deel gesot ginn. Déi Kanner, déi an dës Schoule ginn, sinn net d'Spigelbild vun der Gesellschaft, well se jo net flächendeckend aus enger Gemeng, aus engem Quartier sinn. Hei ass schonn eng Selektioun gemaach ginn. De Bericht seet eis och, datt déi Kanner aus sozioekonomesch schwaachen Haushalter net genuch an dëse Schoule representéiert sinn. Hei kommen och nëmme Kanner a Fro, déi eng universitär Ausbildung maache wëllen, well beruffsorientéiert sinn déi Schoulen net. Dat dierft et eigentlech och net ginn!

Här President, eng vun de Mesure-pharë vun dësem Projet de loi ass d'Schafe vun alternative Scolariséierungsstrukturen, de sougenannte CISPen, Centres d'insertion socio-professionnelle, an dës och nees ausserhalb vun der Reegelschoul iwwer ASBLe gereegelt. Et gëtt déi fir déi 12-Järeg, déi am Léierprozess schonn esou wäit hannendra sinn, dass se am normale Schoulsystem riskéieren ofzebriechen, an et gëtt déi fir Jonker ab 16, déi d'Handduch scho geworf hunn, mee déi elo solle gehollef kréien, eng Léier ze maachen.

Mee um Enn vun engem Parcours an engem CISP huet e Jonken nawell keen unerkannten Diplom. Hie kritt nämlech just eng Zertifizéierung fir verschidde Formatiounen an domat soll hien dann alt erëm zréck an d'Schoul an den normale System, fir do kënnen Diplomer an der Formation professionnelle ofzeschléissen. Dorobber muss een dann awer och nach Loscht hunn!

Här President, Dir héiert, zu wat dat heite féiert. Mir mussen d'Schrauwen do dréien, wou et Sënn mécht, an net eréischt, wann et scho laang ze spéit ass, wa fir déi Jonk keng Issuë méi do sinn, fir eppes kënnen ze léieren, wat hinne Spaass mécht. Dëse Projet de loi ass an eisen Aen dofir net grad de richtegen. Dofir menge mir, dass mir dësen net kënne matstëmmen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt merci dem Rapporter fir de mëndlechen a schrëftleche Rapport. Et gouf jo scho gesot: Duerch dëse Projet soll den Alter vun der Obligation scolaire vu 16 op 18 Joer eropgoen. An ech kann Iech elo schonn direkt soen: Als Piraten wäerte mer dee Projet net stëmmen, well dat Gesetz ass fir eis katastrophal an inakzeptabel!

„De Prozentsaz vum Décrochage scolaire läit bei iwwer 9 % an et ass dat erkläert Zil, en op ënner 9 % erofzekréien." Wann dat den Artikel 1 wär an de leschten Artikel, da géif ech dat och nach ënnerschreiwen. Dat wäert awer an eisen Aen net geschéien, wann een einfach de schoulflichtegen Alter eropsetzt. Dofir ass dat heite Gesetz fir eis Piraten einfach just e Wee, fir ze probéieren, déi offiziell Statistiken e bësse méi schéin ze maachen, se e bëssen ze poléieren an eis doduerch besser duerzestellen an ze weisen: „Jo, mee et si manner Jonker, déi decrochéieren" – well et decrochéiert ee jo da méi spéit!

Well de Problem vum Decrochage hänkt jo net nëmme mam Alter zesummen. D'Grënn, fir d'Schoul ofzebriechen, si ganz ënnerschiddlech an dacks fänken d'Problemer net eréischt am Secondaire, mee schonn am Fondamental un, also dann, wann d'Kanner nach méi kleng sinn. Déi Problemer ginn da vun engem Joer an dat nächst Joer mat weidergeschleeft, ouni datt se wierklech am Kär geléist ginn. Am Géigendeel: Dacks ginn d'Problemer mat de Joren zu engem ëmmer méi groussen an iergendwann oniwwerwannbaren Hindernis. Dowéinst sinn aner Mesüren de richtege Wee, fir den Décrochage scolaire ze bekämpfen, awer net déi heiten!

Am Géigendeel: Mir Piraten fäerten, datt duerch dëst Gesetz vill Jonker, déi elo schonns e Risiko hunn, fir an der Schoul ze echouéieren, ofzebriechen, nach an hirer Positioun kéinte bestäerkt ginn. An da bréngt dat nach en anere Problem mat sech, well och duerch eng méi laang Schoulflicht wäerten dës Schülerinnen a Schüler dann net méi laang d'Schoulbänk drécken. An dann, wa se dann d'Schoulflicht net respektéieren, wat geschitt dann? Ma da ginn d'Police, jo, d'Geriichter, d'Justiz involvéiert. Mir riskéieren also, datt mer doduerch och nach befeieren, datt jonk Leit, déi souwisou scho vill Problemer hunn, esou e grousst Hindernis gesinn, fir net méi an d'Schoul ze goen, och nach Problemer mat der Justiz kréien, jo, domadder weider Steng an de Wee geluecht kréien. An da kënne mer soen, datt mer gutt geschafft hunn, well dann hu mer genau de Géigendeel erreecht!

A mat dëser Positioun sti mer jo och net eleng do. Dat weisen déi verschidden Avisen, déi zu dësem Projet virleien. Fir eis ass mat all der Oppositioun onverständlech gewiescht, datt iwwerhaapt weider um Projet festgehale gouf. Et kann een iwwert dat politescht Derhannert schwätzen – mir hätten en anere Wee ageschloen. D'Kanner musse schonn am Fondamental besser encadréiert a betreit ginn, fir datt déi Problemer esou séier wéi méiglech bemierkt ginn an esou séier wéi méiglech kann am Interêt vum Kand intervenéiert ginn.

Mir mussen d'Problemer, zum Beispill d'Sproochebarriären, esou fréi wéi méiglech ugoen. Dozou gehéiert fir eis zum Beispill d'Alphabetiséierung an anere Sproochen, zum Beispill Franséisch oder Englesch.

Dozou gehéiert fir eis och, datt eng richteg Hausaufgabenhëllef ugebuede gëtt, an net just eng, déi zwar esou genannt gëtt, mee u sech am Prinzipp eng Surveillance ass oder – wéi dat zu menger Zäit an der Schoul nach geheescht huet – „de Silence".

Dozou gehéiert eng besser Orientéierung vun de Schülerinnen a Schüler an datt de Schülerinnen a Schüler méi fréi gewise gëtt, wat et u Beruffer a Méiglechkeete gëtt a wat am beschten zu hire Stäerkten an Interête passt. Well wa si mat engem festen Zil virun den Ae schaffen, dann ass och d'Motivatioun fir si méi grouss, well d'Schülerin oder de Schüler konkreet kann op en Zil hischaffen. An dat si just e puer Punkten, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi een den Decrochage kéint bekämpfen.

Woumadder een en net bekämpft, ass, andeem een einfach de Leit seet: „Bleif nach zwee Joer méi laang an engem System, wou s du elo schonn den Echec virun der Nues hues!" Mir mussen also dergéint ukämpfen, datt Leit iwwerhaapt an eng Situatioun kommen, wou sech dee Bierg virun hinnen ëmmer méi optiermt. Mir mussen an eng Situatioun kommen, wou u sech jiddwereen eng Perspektiv gesäit, an dat maache mer net doduerjer, datt mer hinnen einfach soen: „Bleift méi laang hei!"

Deementspriechend wäerte mir dëse Projet och net matdroen. Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ma merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, a merci all de Riedner hei. Mir schéngen eis eens ze sinn, datt mer eppes musse maache fir déi Jonk, déi aus ganz ënnerschiddlechen Ursaachen der Schoul fréizäiteg de Réck dréien. Mir mussen eppes maachen, fir se esou gutt wéi méiglech ze qualifizéieren, well mir musse kucken, datt se staark ginn, fir duerno als Erwuessener hir Responsabilitéite kënnen ze huelen am Beruffsliewen, am private Liewen, an der Gesellschaft.

Mir schéngen eis net ëmmer eens ze sinn, wat de richtege Wee dozou ass, mee dat ass och normal, datt een doriwwer kann a soll diskutéieren, an dofir fannen ech et och normal, datt ee sech, grad wann et ëm d'Obligation scolaire geet an d'Eropsetze vun där selwechter, domadder beschäftegt, well et ass sécherlech en Aschnëtt an d'Fräiheet vun engem jonke Mënsch, deen zwar nach mannerjäreg ass, mee wou de Staat seet: „Nee, du hues net méi all Choixméiglechkeeten, déi s de bis elo schonn ab 16 Joer has, an déi kriss de elo réischt ab 18 Joer!" An datt dat eis preoccupéiert, schéngt mer evident ze sinn. An datt mer do mussen ofweien tëschent ganz ënnerschiddlechen Interessien, do sinn ech frou, datt mer dat och hei an der Chamber maachen an datt mer dat net liichtfankeg maachen.

Op der anerer Säit wëll ech awer soen, datt mer mat dësem Gesetz och en Deel Moderniséierung vun eisem Schoulsystem weiderdreiwen, well wa mer – an ech mengen, d'Djuna Bernard huet et gesot gehat – an eis Nopeschlänner kucken, déi dräi Nopeschlänner, vill aner europäesch Länner, ënner anerem Portugal, dat mer gutt kennen, well mer ganz vill Schüler och vun do nach ëmmer heihinnerkréien, ass et haut normal, datt ee bis 18 Joer an d'Schoul geet, a Formatioun geet, deelweis an der Formatioun bleift. Dat hänkt virun allem mat den ënnerschiddleche Praxissen a Systemer an der Beruffsausbildung zesummen. An ech mengen, datt et Lëtzebuerg och gutt zu Gesiicht steet, an déi dote Richtung ze goen, do net abseits ze stoen, well och déi aner hate sécherlech gutt Grënn, wéi se déi dote Schrëtt gemaach hunn.

Den Decrochage ass eppes, wat e permanenten Effort erfuerdert, an ech ginn all deene Recht, déi soen: „Mir mussen op deem Punkt, op deem Punkt, op deem Punkt, op deem Punkt an op deem Punkt an op deem Punkt an op deem Punkt an och op deem Punkt weider usetzen." Ech mengen, op villem vun deem, wat hei diskutéiert gouf, maache mer och ëmmer nees hei ..., mécht d'Regierung ..., diskutéiere mer an der Chamber, probéiere mer schrëttweis och ëmmer nees weiderzekommen. Dat hei entbënnt eis net vun allen aneren Efforten, eise System ze verbesseren, weider ze moderniséieren, Methoden ze adaptéieren, fréi unzefänken, Vernetzung ze maache vu formaler an nonformaler Bildung, generell déi Jonk ze stäerken, se wuessen ze doen an ze kucken, datt se prett gi fir d'Liewen duerno – sécherlech net!

Déi Efforten, déi gemaach goufen an de leschte Joren a Joerzéngten, fir den Décrochage scolaire ze evitéieren, déi hunn och hir Friichte gedroen, well d'Chifferen, déi sinn och erofgaangen. Mir hunn awer och gemierkt, datt mer bei deenen ongeféier 9 % stagnéiert sinn an trotz alle weideren Efforten net méi richteg weiderkomm sinn.

An ee vun den zentrale Problemer läit awer nun emol dodranner, datt mer ouni Obligation scolaire e Jonken, dee mat 16 oder mat 17 Joer d'Schoul verléisst, komplett vum Radar verléieren. En ass net méi an iergendenger Mesür dran, e muss net méi op den Telefon goen, wa seng fréier Schoul oder iergendwellech aner Servicer, déi mer ganz ënnerschiddlech ugeluecht hunn, mat ënnerschiddleche Methode schaffen, probéieren, en ze kontaktéieren an zréck an eng Formatioun, an e Programm – well och där gëtt et haut scho ganz ënnerscheedlecher – ze kréien. An ech kéint jo nach domadder liewen, datt mer 600 Jonker an der Moyenne pro Joer hunn am Alter vu 16 a 17 Joer, déi d'Schoul ouni Ofschloss verloossen, wann déi allermeescht da gutt Fouss géife faassen an der Beruffswelt, Perspektiven do hätten, sech vläicht am Lifelong Learning kéinten eropschaffen. Dann, denken ech, bräichte mer hei net doriwwer ze schwätzen.

Erféiert, Dir Dammen an Dir Hären, war ech allerdéngs, wéi ech gesinn hunn, datt dat fir 88 % vun deene 600 am Alter vu 16 a 17 Joer net de Fall ass, datt déi net an der Sécurité sociale ugemellt sinn, datt se also kenger Aarbecht noginn an datt se och néierens bei eis am Ministère oder a soss an iergendenger Formatioun opgefall sinn. Dat heescht, mir schwätzen do vun de sougenannten NEETs, Not in Employment, Education or Training. Déi souzen doheem oder hu sech d'Zäit iergendwéi aneschters verdriwwen, mee net an enger Formatioun, net an enger Schoul an och net op der Aarbecht, an dofir denken ech, musse mer eis awer doréms këmmeren, an et geet net duer ze soen: „Dat kann op ganz villen anere Punkte preventiv gemaach ginn", well sou einfach ass et och net!

Wéi ech e puer Deeg Minister war, krut ech – dat ass jo elo schonn eng Zäitchen hier – Besuch vun enger jonker Doktorandin vun der Uni.lu, déi hir Thees geschriwwen huet iwwer grad de Profill vun den Decrocheuren an eisem Schoulsystem. An et huet mer d'Aen opgemaach a kloer gewisen, datt et grad bei Decrocheuren eeben net nëmmen déi schoulesch Problemer sinn. Jo, dat kann e Facteur sinn. Jo, eng falsch Orientatioun, dat kann eng Ursaach sinn. Jo, Léierschwieregkeeten, och dat ass méiglech. Mee d'Resultat vun där Etüd war, datt et bei 50 % vun den Decrocheuren, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, éischter och e schlechte Gesondheetszoustand war, virun allem am Beräich vun der mentaler Gesondheet, an datt mer also och musse kucken, datt mer déi Jonk do aneschters kënne stäerken.

An dat interpelléiert eis jo ganz besonnesch nach eng Kéier, datt et och hei – an ech mengen, datt dat wierklech e staarke Punkt vun dësem Gesetzesprojet ass – net drëms geet, einfach déi Jonk an der selwechter Formatioun ze halen, an déi selwecht Schoul zréckzebréngen oder do festzehalen, mee datt mer hei gläichzäiteg – an ech denke wierklech, d'Djuna Bernard huet et richteg gesot – dem Staat d'Obligatioun operleeën, deementspriechend Strukturen ze schafen, déi besser adaptéiert sinn un déi Jonk, un hir Besoinen, och wat d'mental Gesondheet ubelaangt, wéi dat haut de Fall ass.

Well mer deen Encadrement ganz dacks an eise Schoulen ..., wat grouss Strukture sinn, déi kloer hierarchesch organiséiert sinn, wou awer fir eng grouss Majoritéit dat absolutt kee Problem duerstellt, mee fir déi doten Zilgrupp stellt et e Problem duer an et kann eigentlech net deementspriechend adequat no hinne gekuckt ginn a se kënnen net an deem Mooss gestäerkt ginn.

Dofir wiisst mat der Schafung vun de Centres d'insertion socio-professionnelle jo och eppes zesummen, wat eigentlech grad benefique ka si fir déi dote Populatioun, fir eng extreem fragill Populatioun, wou nieft schoulesche Problemer familiär a sozial Problemer kënne bestoen, wéi gesot, mental gesondheetlech Problemer kënne bestoen, wou et dann drëms geet, natierlech weider schoulesch mat hinnen ze schaffen, se schoulesch net falen ze loossen, weiderhin ze kucken, Schrëtt fir Schrëtt ze maachen, vläicht an engem aneren Tempo, vläicht och aner Schrëtt a Richtung vun engem Ofschloss, datt een op d'mannst dat nach erreecht an där Zäit, déi ee mat hinne ka schaffen, an awer gläichzäiteg den Accent vill méi staark dorop leet, se psychosozial kënnen ze ënnerstëtzen an datt se eigentlech selwer emol erëm op d'Féiss kommen, selwer emol nees u sech gleewen a selwer nees kënnen e Plang developpéieren, wat se mat hirem Liewe wëlle maachen.

An dofir ass déi Vernetzung hei tëschent der Schoul an de Servicer an den Acteure vun der Aide à l'enfance esou wichteg a versprécht eigentlech ganz, ganz, ganz, ganz vill. An et ass dat eigentlech och d'Logik vum Ministère, vum MENJE, vum Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, wou mer d'Kompetenz hu mat och der Aide à l'enfance, fir grad och emol doheem ze ënnerstëtzen, fir eebe grad och de Jonken eng Kéier aneschters ze ënnerstëtzen, wéi dat reng schoulesch Servicer, och déi sozioedukativ an déi psychosozial Servicer an der Schoul, kënne maachen, well d'Erausfuerderung eng ganz, ganz aner ass. Da kommt, da loosse mer dach do, am Interessi vun deene Schülerinnen a Schüler, dat zesummewuessen, wat zesummegehéiert!

Ech denken och, datt een hei wierklech net vu Privatiséierung ka schwätzen. Mir mussen eis awer nach eng Kéier virun Ae féieren, wien déi Acteuren aus der Aide à l'enfance sinn. Dat sinn déi, déi all déi aner Aufgaben all Dag wouerhuelen am Beräich vun der Aide à l'enfance, déi d'Familljen doheem ënnerstëtzen, déi eenzel Kanner ënnerstëtzen, déi Kannerheemer bedreiwen, déi mat Flüchtlinge schaffen an déi all déi Strukturen do geréieren, déi ganz vill Crèchen a Maison-relaisen a Jugendhaiser queesch uechtert d'Land geréieren, déi direkt konventionéiert si mam Staat. De Finanzement ass staatlech ofgeséchert, de Kollektivvertrag ass een, deen och honoréiert gëtt vum Staat, deen also, ech denken, gutt Aarbechtskonditioune bitt. Do si mer jo ganz wäit ewech vun deem, wat een hei als Privatiséierung kéint bezeechnen.

Ech denken, datt mer hei e wichtege Schratt maachen, fir grad enger Schoulpopulatioun eppes unzebidden, déi soss ganz dacks vergiess ginn ass. Well maache mer eis näischt vir: Et war fir ganz vill Acteuren – an och verständlech – den einfachste Wee, wa se vläicht net méi erëmkomm sinn. Well deen, deen net méi erëmkënnt, deen huet d'Schoulcommunautéit virdrun heiansdo och richteg beschäftegt. Jo, et gëtt der och, déi a sech gekéiert waren an déi lues a lues a lues sech verabschit hunn, an et huet keen et matkritt. Mee et gëtt der och, déi eng richteg Erausfuerderung waren an der Schoul, an dann ass net jiddereen traureg, datt den normale Betrib an der Schoul och emol erëm eng Kéier ka weidergoen an datt ee sech fir déi 97, 98, 99 % vu Schülerinnen a Schüler weider kann asetzen, wann deen een oder aneren gefeelt huet, an et huet keen esou richteg gestéiert bis elo. Ech muss soen: Mech huet et gestéiert an dofir hunn ech trotz alle Kriticken un dësem Projet de loi, un der Käriddi festgehalen.

Ech muss soen, datt et sécherlech derwäert war, driwwer nozedenken, ob mer déi Dispens maachen, wann een awer en Aarbechtskontrakt kritt, datt een dann net der Obligation scolaire ënnerläit. Dat fannen ech e Schrëtt, deen absolutt vertrietbar ass. Ech fannen, datt mer duerno an deenen Diskussiounen, déi mer haten tëschent de politeschen Acteuren, mat de Beruffskummeren an aneren Acteuren, gutt Brécke gebaut hunn, fir deen Text hei besser ze maachen – dat ass wouer.

Ech muss awer och soen, datt déi awer zum Deel vehement Reaktioun op déi awer gutt Iddi, déi – an dat stëmmt net, wat hei gesot ginn ass – schonn am Koalitiounsaccord festgehale war an deem dote Mooss, datt mer eng Ausbildungsflicht wéilte maachen op Basis vun enger gudder Iddi, déi awer grouss Oppositioun am Ufank erfueren huet, mech schonn e bësselche gewonnert huet, an et interpelléiert mech haut nach, wou déi Oppositioun ëmmer hierkomm ass

Mee dat ass haut Niewesaach: Wa mer dëse Projet gestëmmt kréien, da sollte mer kucken, dat och ëmzesetzen, eis déi dräi Joer Zäit ze ginn, fir deementspriechend Strukturen opzebauen. An dat ass vill opzebauen, mir schwätzen awer hei vun zweemol 500 oder iwwer 1000 Schülerinnen a Schüler, déi an héich spezialiséierte Strukturen och warscheinlech zum groussen Deel mussen accompagnéiert ginn. An dat ass eng Erausfuerderung, déi gi mer eigentlech hei u mat dëser Decisioun an déi erleeë mer dem Staat op fir déi nächst dräi Joer.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7977. Den Text steet am Document parlementaire 7977[16].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7977 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 31 Jo-Stëmme géint 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann (par M. Gusty Graas), MM. Pim Knaff (par Mme Barbara Agostino), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

4. Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Roy Reding

Da géif ech d'Wuert ginn un den honorabelen Här Roy Reding fir den Depot vun enger Rei Modifikatioune vum Reglement.

Exposé

M. Roy Reding (Liberté Chérie), auteur | Jo, merci, Här President. Et ass u sech eng Propositioun vu Modifikatioun, déi effektiv dräi Punkten ëmfaasst:

Dat eent war: Op Ufro vun der CSV hu mer eis an der Reglementskommissioun beschäftegt mat der Roll vum Chamberspresident a senger néideger Neutralitéit.

Am Rame vun deenen Diskussioune si mer dann och op d'Neutralitéit vun der Chambersverwaltung ze schwätze komm, déi mer och wëlle ganz kloer festschreiwen, datt eis Verwaltung par rapport zu all Deputéierten, egal zu wat fir engem Grupp oder wat fir enger Sensibilitéit e gehéiert, neutral ze sinn huet.

An dat Drëtt, wat mer da maachen: D'Conférence des Présidents huet eng Nott gefrot bei der Cellule scientifique, an do geet et ëm d'Opnamen, den Enregistrement, vu Kommissiounssëtzungen, vum Bureau an och vun der Conférence des Présidents.

Voilà, mir wäerten deen Text ganz geschwënn elo diskutéieren an normalerweis nächst Woch nach kënnen hei an de Plenum bréngen.

Ech soen Iech Merci.

8273 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au Président, à l'Administration parlementaire et à l'enregistrement des réunions des commissions, du Bureau et de la Conférence des Présidents

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Reding.

5. Dépôt d'une motion par M. Marc Goergen

Da géif ech d'Wuert ginn un den honorabelen Här Marc Goergen fir den Depot vun enger Motioun. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Merci, Här President. Bekanntlech gëtt et doënne bei mir am Eck am Moment vill Diskussiounen iwwert de Busreseau vum TICE. An et ass mer en Uleies, dass mer do als Chamber eise Support géifen ausschwätzen. A well mer de Mëtteg bei engem Punkt iwwert d'Busse wäerte schwätzen, wou den Här Bausch och wäert present sinn, wollt ech de Moien dës Motioun deposéieren, fir dass sech alleguer déi eenzel Fraktioune scho kënnen e puer Gedanke maachen, wéi mer eise Support kënnen ausschwätzen.

Dofir froen ech an der Motioun, dass weiderhin d'finanziell Moyene vum TICE solle bestoe bleiwen an net gekierzt ginn, wéi et am Moment vun der Regierung ugefrot ginn ass, an dass de Reseau vum TICE esou soll bestoe bleiwen, wéi en am Moment bedriwwe gëtt.

Merci.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Aus engem Schreiwes vun der Personaldelegatioun vum TICE geet ervir, dass déi bestoend Konventioun bis 2024, tëscht dem TICE an dem Ministère fir Mobilitéit, net méi soll verlängert ginn.

– Am Schreiwes gëtt erkläert, dass verschidde Linnen net méi solle subventionéiert ginn.

– Den TICE-Reseau ass ouni d'Ënnerstëtzung vum Staat net finanziell ze stemmen.

– Ouni déi weider voll Ënnerstëtzung vum Staat kéint et zum Sträiche vu Linne kommen an Aarbechtsplaze missten ofgebaut ginn.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

1. fir d'Konventioun mam TICE och no 2024 weiderlafen ze loossen, dëst ouni Sträiche vu finanziellen Hëllefen;

2. fir den TICE-Reseau gradewéi den RGTR weider ze fërderen.

(s.) Marc Goergen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

6. Débat de consultation sur le rapport du Fonds spécial de soutien au développement du logement

Da kéime mer elo zum leschte Punkt vun eisem Odre du jour, der Consultatiounsdebatt iwwert de Rapport vum Spezialfong fir de Logement. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Marc Lies, d'Madamm Barbara Agostino, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Semiray Ahmedova, den Här Fernand Kartheiser, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Marc Goergen. An d'Wuert huet elo de Logementsminister, den Här Henri Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Jo, merci, Här President. Ech si frou, de Moien den drëtten Debat vun eisem Fonds spécial hei kënnen ze debattéieren. Et ass e wichtege Rapport, well e beschreift e bëssen eis konsequent Politick, fir den ëffentlechen erschwénglech Wunnengsbau hei am Land weiderzebréngen, an dat hu mer och déi lescht fënnef Joer bewisen.

Dofir wollt ech awer och profitéieren, fir e klenge Réckbléck ze maachen an dat a siwe Punkte kënnen ze developpéieren, ouni awer hei e grousse Bilan wëllen ze zéien. Dofir kommen ech och direkt bei den éischte Punkt, dee seet, dass dat, wat mer op d'Schinn gesat hunn, wierklech an eng gutt a richteg Richtung féiert. Well eleng wann een d'Zuele kuckt vun de leschten zwee Joer, ass duerch déi massiv Energie, déi mer dragestach hunn, an och déi Suen, déi mer dragestach hunn, den ëffentleche Wunnengsbau, de bezuelbare Wunnengsbau, insbesondere an enger Spart, nämlech an der Locatioun, ëm 14 % an d'Luucht gaangen.

Domat ass de Problem nach laang, nach ganz laang net geléist, mee de Paradigmewiessel hu mer agelaut, dass mer, wa mer e kollektiven Effort maachen, dat vu staatlecher a kommunaler Säit, dat Zil – an dat solle mer net aus den Ae verléieren –, eng Kéier op déi 20 % bezuelbar Wunnengen an der ëffentlecher Hand respektiv an der Hand vum soziale Secteur ze kommen, erreechen. Dat ass awer guer keng Selbstverständlechkeet an dofir brauche mer d'Ënnerstëtzung vun der ganzer Chamber, fir dat och an Zukunft kënnen unzepaken.

Erlaabt mer just, e puer Zuelen erauszehuelen, wat déi lescht, jo, 30, 40 Joer an den ëffentleche Wunnengsbau investéiert gouf, nämlech d'Zuelen, déi an de Rapporte kënnen nogelies ginn, déi weisen, dass et awer laang gedauert huet, bis mer déi massiv Investitioune gemaach hunn. Sou sinn an de Joren 1990–2013 an der Moyenne 23 Milliounen an den ëffentleche Wunnengsbau investéiert ginn. Déi lescht Regierung, dat heescht also 2014–2018, sinn et der scho 50 Millioune gewiescht. An dës Kéier hu mer wierklech en Effort gemaach a mir konnten dat sechsmol méi héich gestalte vis-à-vis vun de Joren an den 90er- an an den 2000er-Joren. Mir sinn nämlech haut op enger Moyenne vun 140 Milliounen Euro.

Jo, d'ëffentlech Hand ka liwweren an huet och hei schonn net schlecht geliwwert. Mat 190 Milliounen, déi dëst Joer warscheinlech kënnen ausgi ginn, fir den ëffentleche Wunnengsbau no vir ze bréngen, maache mer e gudde Schrëtt no vir, mee d'Enn ass bei Wäitem nach net erreecht. Dofir hoffen ech ... a mir wäerten och an den nächste Joren op eng hallef Milliard Investitioun an den ëffentleche Wunnengsbau kommen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

An da kënne mer déi 1.000 Wunnenge pro Joer bezuelbar an awer och bezuelbar bleiwend halen an dem ëffentleche Wunnengsbau. An dat ass en zweete Paradigmewiessel, dee ganz wichteg ass, deen dës Regierung generaliséiert huet.

Wou komme mer awer hier? Et ass net vun näischt, dass mer an déi Richtung hu misse goen, well d'Demandespolitick vun de leschte Joerzéngten huet awer net dat néidegt Resultat fonnt. Mir sinn och international ëmmer erëm an all Rapport, dee mer international kritt hunn, hannerfrot ginn: Firwat maacht Dir nach ëmmer déi staark Offerpolitick statt eng Orientéierung op d'Demande? Och do e puer Zuelen: Dir wësst kloer, dass mer iwwert d'TVA Logement iwwer, jo, 2 Milliarden an de Joren 1990–2010 ... Weider Milliarden hu mer Dépenses fiscales: Amortissement accéléré, Quart-taux, dee mer a sech nach ni sou kritesch hannerfrot hunn, an d'Effikassitéit, ob da wierklech abordabel Wunnengen erauskomm sinn. A leider musse mer awer feststellen, dass dat net passéiert war.

Grad an de leschte 15 Joer hu mer gesinn, datt déi Demandespolitick ganz staark derzou bäigedroen huet, datt d'Präisser deels exponentiell an d'Luucht gaange sinn an datt souwuel den Neibau – jo, den Neibau hätt ee vläicht kënne verstoen – wéi och de Bestand gläichzäiteg mat an d'Luucht gaange sinn, ugeheizt natierlech vun enger Null-Zëns-Politick déi lescht Joren. Dat huet sécherlech och als weideren Ausléiser dozou gefouert, mat dramatesche Konsequenzen, dat wësse mer, fir ganz, ganz vill Leit, sief et beim Kaf oder sief et fir déi, déi an enger Loyerssituatioun sinn. An dat ass och eng Konsequenz fir de Wuelstand hei am Land an och eng Konsequenz fir d'Verdeelung vun deem Wuelstand, dee mer hei am Land hunn.

Dobäi koum natierlech elo déi lescht dräi Joer eng Dramatik. Duerch d'Covidkris, Liwwerketteschwieregkeeten an duerch de Krich si mer an eng Präisexplosioun komm, déi Schluss gemaach huet mat enger niddreger Zënspolitick an déi dann zu enger ganz staarker Zënserhéijung gefouert huet, insbesondere déi lescht zwee Joer. Dat war u sech esou e Ponzi-Scheema – Dir wësst, wou sech d'Geld selwer erëm investéiert an dat Ganzt – an dat huet sech héichgespillt, dass mer zu deem Resultat komm sinn. Et war en Doping u sech, dee mer gemaach hunn, ouni awer dann direkt d'Resultat zalbar oder bezuelbar an deene Beräicher ze hunn. D'Resultat kenne mer: De VEFA ass agebrach – VEFA, also Kafen um Plang – an d'Betriber, jo, froen, jäizen no Hëllefen, fir dass se net a Kuerzaarbecht geroden.

Mee ech muss awer och soen: Et ass net déi éischt Kéier an eiser Geschicht, dass mer esou Präisschwankungen am Wunnengsbau hunn. Dat war 2008 – Dir kënnt Iech erënneren, dat ass ganz present a rezent gewiescht –, 1992, 1982 an natierlech och an de 70er-Joren ass et dozou komm. Et huet ëmmer zu enger Präiskorrektur gefouert, mee ëmmer huet dat awer och grouss Problemer bei de Leit ausgeléist. Ugefaangen natierlech beim Bau: D'Aktivitéite ginn erof, Kuerzaarbecht gëtt riskéiert an natierlech déi Leit, déi haut wëlle kafen oder rezent kaf hunn oder wëlle verkafen, kommen hei an en Dilemma. An ech hoffen, dass eis Banken och do Nachsicht hunn an hëllefen, déi Iwwergangssituatioun hei och ze begleede bei deenen erhéichten Zënsen.

Dofir sinn ech immens frou an ech hoffen, dass mer d'nächst Woch eng ganz breet Zoustëmmung fanne fir déi Aides individuelles, well déi hëllefe grad elo an dëser Situatioun duerch eng staark Erhéijung vun den Zënssubventiounen. Natierlech hu mer och d'Eligibilitéit méi breet gemaach, an dat wäert eng substanziell Hëllef ginn. Dofir hei schonn hoffentlech e Merci fir déi Ënnerstëtzung an der Chamber.

En drëtte Punkt ass dann natierlech wichteg elo grad: dass mer déi lescht Joren ugefaangen hunn, massiv an den ëffentleche Wunnengsbau ze investéieren. An dat brengt elo zumindest e Message fir d'Industrie, fir d'Handwierk, dass mer do sinn, fir weider ze investéieren. Et war zwar verwonnerlech, dass déi lescht Jore kee komm ass an eisem Ministère ugebueden huet, fir erschwénglech Wunnengsbau ze bauen, dee vläicht op d'Margë verzicht hätt, well et wier gutt fir eis Ekonomie gewiescht, fir d'Handwierksbetriber, fir d'Banken,

well och déi brauche bezuelbare Wunnengsbau fir hir eege Mataarbechter.

Bon, och dat huet gewiesselt. Jo, eng Rëtsch spekulativ Projete wäerten net méi esou kënne weidergefouert ginn, an dofir ass et gutt, datt de Staat och probéiert, eng Rei vu private Projeten an der VEFA ze kafen, wëssend, dass dat eng länger Diskussioun a länger Prozedur ass, bis et schlussendlech beim Nottär lant, fir kënnen ënnerschriwwen ze ginn. Dofir ass et esou wichteg, dass souwuel d'SNHBM an de Fonds du logement weider investéieren an nach weider drop drécken, well all Dag diskutéiere mer driwwer, wéi mer déi Projete wierklech kënne beschleunegen, fir dass mer och hei dat Resultat kréien: éischtens, déi Suen ëmzesetzen, an zweetens awer och, déi néideg Wunnengen um Terrain ze kréien. Den Tempo ass virginn an et ass wichteg, dass mer an dësem Moment déi antizyklesch Politick bedreiwen an doduerch och eng ganz Rei bezuelbar Wunnenge kënne kreéieren, awer gläichzäiteg d'Aktivitéiten am Bausecteur bäibehalen.

Alles dat ass d'Resultat, wat een och an deem Rapport vum Fonds spécial hei kann noliesen. Ëffentlech Gelder an d'Wunnengen, fir de Kaf, fir ze bauen an ze renovéieren, sinn also elo ganz wichteg. Et hält Aarbechtsaktivitéiten am Handwierk a schaaft virun allem erschwénglech Wunnengen. An déi Zuele sinn opgelëscht am Fonds spécial – fir d'drëtt. Mir sinn op Ureegunge vun enger Rei vun Diskussiounen, déi mer gefouert hunn, ëmmer méi no un der Realitéit an deem Fong.

An ech wëll Iech just déi puer Zuelen nennen, déi een hei zréckfënnt: Et sinn am Ganzen am Fong 3.306 konventionéiert Wunnengen an 261 Projeten. Et koume 464 neier derbäi am Joer 2022. Ëm 400 hu mer der geliwwert. 174 Millioune konnten ausgi ginn direkt am Joer 2022. 59 % vun deene Wunnenge gi mëttlerweil an d'abordabel Locatioun, wat wichteg ass. Mir hunn och 1,1 Hektar (veuillez lire: 11 Hektar) kaf, Potenzial fir 450 Wunnengen. Iwwregens, virun dräi Deeg konnte mer zesumme mam Finanzminister bei weideren Terraine vun 2,18 Hektar zouschloen, wou mer och e Volume vu 7,6 Millioune wäerten investéieren. An 88 % vun deene Wunnenge gi vun der ëffentlecher Hand gebaut, an dat ass fir mech de Staat eeben zesumme mat de Gemengen, déi dat am Alldag ëmsetzen.

Véierte Punkt ass: De Fonds spécial ass en Deel vun enger ganzer Maschinerie, déi huet missen op de Leescht geholl ginn. Éischtens, mir hunn d'Konventioun vun 20 op 40 Joer verlängert, ganz wichteg, well domadder hu mer d'office eng Verdueblung vun de Wunnenge kritt, déi an d'Locatioun gaange sinn, an et war jo awer och selbstverständlech, dass d'Ekonomie ... oder dass déi Projeten, wou mir 75 % subventionéieren, eng sozial Bindung vu mindestens 40 Joer ophalen.

Dann de Cahier des charges, deen an der Diskussioun war: E bleift awer e wichtegt Instrument, fir eng Planungssécherheet ze ginn, och e wichtege Bestanddeel vun dësem Fonds spécial, deen och lafend ëmmer wäert ugepasst ginn. Dëst Joer wäerten och mat neien Typologien ... respektiv präislech musse mer upassen, fir der Evolutioun dobausse kënne gerecht ze ginn. De Cahier des charges huet mat sech bruecht, dass mer eng Ekipp, eng Rei vun Ekippen um Ministère hunn, fir de Gemengen, fir de Promoteuren, de Promoteurs sociaux kënnen entgéintzekommen.

Dat huet eis och erlaabt – an déi si jo och resüméiert op der Säit 32 am Rapport –, déi grouss Projet-d'envergure n – sechs konnte mer hei stëmmen an dofir nach eng Kéier merci, well hei hu mer vill Ënnerstëtzung fonnt – kënnen ëmzesetzen. Dat ware jo Finanzéierungsprojeten. Dat si sechs grouss Chantieren.

Bis 2030 sinn dat 1.800 Wunnengen an doriwwer eraus kommen nach eng Kéier 2.000 Wunnengen derbäi. Dat ass de Grondsteen, fir weider 3.000 Wunnengen, déi do dra sinn.

Wat am Fonds spécial och zréckzefannen ass, ass de fënnefte Punkt, dat ass de Pacte Logement. Dat erlaabt nämlech, och d'Zesummenaarbecht mat de Gemenge méi konkreet, awer och noweislech mat Suen a Projeten ze duerzeleeën. Natierlech sinn do eng Rei Diskussiounen ze féieren, ëmmer erëm Diskussiounen ëm de PAP, ëm d'Densitéit, och zesummen d'Abannung vun de Bierger, wann e Projet méi héich gëtt, wéi a sech geduecht. Sou musse mer dat – och déi Virurteeler, déi do opkommen – opfänken dès le début, fir héich a gutt Projete kënnen ze maachen.

An ech huelen d'Beispill Diddeleng, wou mer an d'Diskussioun komm sinn, well ursprénglech waren 950 Wunnenge geplangt. D'Resultat ass, dass mer elo 1.575 Wunnengen do hunn. A wann ee kuckt, wéi vill Sue mer nach investéieren zu Diddeleng, bis mer iwwerhaapt Wunnenge kënne bauen, nämlech fir d'Sanéierung an d'Erhalung vun Industriekultur, dat ass eleng 300 Milliounen. Wa mer dat duerch 950 dividéieren, ass dat pro Haus oder pro Wunneng 300 Milliounen (veuillez lire: 300.000). Et kann ee soen, déi 950 waren e bësse Gepiddels. Wann een dat esou héiert, dann hu mer dat hei awer an d'Luucht gemaach. Ech géif mer souguer wënschen, dass mer nach eng Kéier an d'Diskussioun ginn, fir vläicht d'Potenzial an d'Luucht ze setzen.

Et ass also Loft no uewen, an dofir ass de Pacte Logement dat richtegt Instrument, fir zesumme mat de Gemengen ze diskutéieren an och hinnen eng Hand ze reechen, fir dat ëmzesetzen. Am Rapport fannt Der nämlech och dat, wat mer u Suen ausginn hunn. Mir hunn der 25 Milliounen ausbezuelt, da komme mer sou lues erëm op dee Chiffer, dee mer am Pacte Logement 1.0 haten. Do hate mer 40 Milliounen. Deen ass awer gebonnen un e Resultat, dofir sinn déi Suen, déi elo gefloss sinn, nëmmen un déi Gemenge gaangen, déi de PAL scho gemaach hunn. Dat sinn der 43. 56 sinn äifreg um Ëmsetzen, well ech kréien elo doduerch, dass d'Walen eriwwer sinn, gottseidank all déi PALen zougeschéckt, déi dann eebe virun der Wal plus ou moins scho bal fäerdeg waren. Hei schwätze mer nach vun 99 Gemengen am Rapport, wëssend, dass zwou Gemenge jo fusionéiert hunn (veuillez lire: wëssend, dass et jo zwou Gemengefusioune gouf). Mir hunn elo 97 Gemengen en tout, déi ënnerschriwwen hunn, dräi feelen der nach. An ech hoffen, dass mer déi dräi och nach an d'Boot kréien.

Wat awer wichteg ass, ass, dass an deem Pacte Logement 2.0 par rapport zum Pacte Logement 1.0 d'Berodung derbäikomm ass, déi wichteg war, well déi gefrot ginn ass, an datt dat derzou gefouert huet, dass net nëmme Sue gefloss sinn, mee déi si gebonnen un d'Ëmsetzung vu Wunnengsbauprojeten. An dofir hu mer jo och de Betrag, deen et pro abordabel Wunneng gëtt an der Gemeng, vun 19.000 op 25.000 an d'Luucht gesat a gläichzäiteg, an dat ass dat Wichtegst, mengen ech, wa se sech un de Krittär elo nach vun dem Reglement vun 1998 halen, da kréie se zousätzlech 2.500 Euro. An dat, mengen ech, ass ganz wichteg.

Ech gesinn dofir, wann ech déi sälleg Deklaratioune vun de Gemengen, neie Gemengeréit liesen, dass wierklech de Wëllen do ass, déi Politick och gläichzäiteg an de Gemengen ëmzesetzen. An all déi Diskussiounen, déi ech mat de Gemenge féieren, weisen an déi Richtung hin, dass d'Gemengen dat Signal vun deem Paradigmewiessel, dass mir Sue mussen an de Grapp huelen, fir kënnen abordabel Wunnengen, insbesondere Locatioun, ze schafen, opgegraff hunn a si wäerten dat och entsprechend ëmsetzen.

Wichteg ass awer och dofir, zwee Wierder iwwert deen ze verléieren – an dat ass de sechste Punkt –, deen a sech déi Wunnengen herno verdeelt. Dat ass de sougenannte „Bailleur social", deen och misst hei ernimmt ginn, well en och Sue kritt mat deem Projet de loi, dee mer nächst Woch stëmmen. Well et ass deen, deen déi Wunnengen all verdeelt, et ass deen, dee kuckt, dass Equitabilitéit do ass, et ass deen, dee kuckt, dass d'Wunnengen dohi kommen, bei déi Leit, déi et am meeschte brauchen.

Dir wësst, haut hu mer jo ënnerschiddlech Krittären. De Fonds du logement kritt esou vill, d'SNHBM, d'ASBLen hu missen iwwert de Loyer kucken, dass dat opgeet. An dat, mengen ech, ass net richteg gewiescht. Mir mussen no der Bedürftegkeet vun dem Eenzelnen, deen an der Wunneng wunnt, de Facteur vum Loyer berechnen, dann huet en eeben e Loyer vu 5, 6 oder 7 Euro an de Rescht, dat musse mir iwwerhuelen, muss de Staat kompenséieren, soudass déi ASBLen, Gemengen oder wien och ëmmer do kann anstänneg funktionéieren. An dofir hu mer déi Ongerechtegkeet, géif ech soen, Ongläichbehandlung an de Konventiounen opgehuewen an dofir ass dat Gesetz vun nächster Woch esou wichteg.

Zum Schluss dann als siwente Punkt d'Perspektiven: Et ass de kollektiven Effort ... an do sinn ech och frou, ech hoffen, dass déi Motioun, déi elo hei dem Ministère d'Erlabnis gëtt, weiderhin an den ëffentleche Wunnengsbau ze investéieren, unanime gedroe gëtt, wéi dat d'lescht Joer oder och déi Jore virdrun de Fall war. Dat weist, dass mer zumindest parteiiwwergräifend an dem Invest vu bezuelbare Wunnengen um richtege Wee sinn a kollektiv do eruginn.

Dofir vläicht just eng Klamer: Mir hu jo elo, mengen ech, mat nächster Woch villes am Logement ëmgesat. Eppes feelt fir mech, dat ass d'Virkafsrecht. Dat ass deposéiert, ass awer leider nach net ëmgesat. An ech muss awer och ee Wuert awer zum Bail à loyer soen. Deen hätt d'Wunngemeinschaften awer besser gereegelt, hätt awer och de Loyer besser encadréiert. An een, deen d'Noutwennegkeet vun deem Gesetz net erkennt, dee souguer seet: „Hei, geheit en iergendwou hin, mee kommt net domat an d'Chamber!", dee verkennt, ignoréiert awer, dass de Moment ganz vill Leit mat niddregem Akommes, insbesondere a Cafészëmmeren oder Zëmmeren, ausgebeut ginn. A mir hu kee Schutz de Moment fir déi Leit. An dofir wär ech frou gewiescht, mir hätten do och nach kënnen iwwert den Avis vum Staatsrot hei d'Diskussioun féieren, ob dat Gesetz da wierklech wichteg wier. Ech mengen, et wär wichteg, well d'Präisser – dat hutt Der gesinn – ginn am Loyer ëm 11 % an d'Luucht a mir hunn net dat richtegt Instrument, fir do awer déi ze schützen, déi et am noutwendegsten hunn.

An dofir si mir ëmsou méi – an do nach eng Kéier en Opruff un eis alleguerten – gefuerdert, éischtens mir als Staat, ech als Representant jiddefalls vun deem Beräich, deen a menger Kompetenz läit. An ech gi jo ëmmer fir alles dann am Logement op eemol responsabel, awer an engem Beräich kënnt Der mech gären op d'Prouf setzen, dat ass den Invest, dee mer an den ëffentleche Wunnengsbau gemaach hunn. An do hu mer geliwwert! Ech hunn net eleng geliwwert, mir hunn zesumme geliwwert. Mir hunn zesumme geliwwert, mat de Gemengen, Hand an Hand a mir mussen déi Responsabilité partagée iwwert dës Chamber eraus och an déi nächst Chamber dann droen, wien et och ëmmer ass. Ech denken, dass et an dëser Politick keen anere Wee gëtt, fir wierklech e Stack vun abordabele Wunnengen ze erreechen, well et ass Inklusiounssozialpolitick. Mir huelen d'Leit mat an

d'Boot a mir grenze keen an eiser Gesellschaft aus. Dat ass en Optrag, dee mir als Staat hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Lies. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Lies (CSV) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, bon, ech mengen, haut schwätze mer iwwert de Fonds spécial du logement. De Logement, wéi mer et an de leschten Deeg och an de Sondagë gesinn hunn, ass eeben en Dauerbrenner iwwert déi lescht Joren. An dofir ass et wichteg, datt och haut nees eng Kéier iwwert dëse Spezialfong diskutéiert gëtt.

Et steet am Gesetz vun 2020, datt dëse Fong all Joer eng Kéier soll analyséiert an doriwwer diskutéiert soll ginn, an och an enger Motioun vun 2009, wou dann effektiv d'Cofibu d'Kontroll mécht vu Projeten, déi iwwer 10 Milliounen Invest leien, wéi dat iwwert d'Jore scho bei den Travaux publics bei de Grands projets d'infrastructure de Fall war. Dofir, mengen ech, ass dat e wichtegen Akt an och e wichtegen Exercice, dee mer haut hei maachen.

Une voix | D'Comexbu.

M. Marc Lies (CSV) | Comexbu, pardon, merci fir d'Berichtegung.

Dofir, datt mer deen Exercice haut hei maachen, dat ass richteg a wichteg.

Ech wéilt dem Minister hei awer direkt soen, wann e seng Retrospektiv mécht, eng Retrospektiv, déi bis 2013 geet: Déi Retrospektiv do ass vläicht intellektuell net ganz éierlech. Bon, 2013, mir wësse jo, wat dat fir en Datum ass a firwat déi Retrospektiv och gemaach ginn ass. Wa gesot gëtt, datt iwwert d'Jore just esou vill Milliounen investéiert gi sinn, dat virun 10, 15 oder 20 Joer, mengen ech, sollt een dat awer e bëssen a Relatioun setzen. Virun 20 Joer: Eischtens emol déi ganz Indexatioun vun deemools bis haut. Zweetens, wann een déi Beträg vun deemools kuckt an et kuckt een de Gesamtbudget, dann ass dat prozentual sécherlech net ganz wäit vun deem, wat haut och an de Wunnengsbau investéiert gëtt.

Ech hu virun enger Rei vu Joren emol den Exercice gemaach, fir ze kucken, wat vun erschwéngleche Wunnengen iwwert d'Jore gebaut ginn ass. A wann ech do de Constat maachen, da leie mer net wäit vun deem, wat och haut pro Joer realiséiert gëtt. Et muss een eppes soen, nämlech datt virun enger Rei vu Joren, besonnesch ënnert der Direktioun vum Guy Entringer, d'SNHBM hir Effectiver extreem an d'Luucht gesat hunn an doduerch dann och vill méi Wunnengen iwwer eng SNHBM iwwert d'Jore gebaut gi sinn, wat, mengen ech, och e richtegen Effort an och e richtegen Exercice war. Dofir mengen ech, sollt een dat Ganzt e bëssen a Relatioun setzen an net ëmmer déi Retrospektiv an de Bashing vu virun enger Rei vu Jore maachen. Dat just gesot, wat dann effektiv d'Remarke vum Minister ugeet.

Ech wëll eng aner Remark maachen, dat ass déi iwwert d'Funktiounsweis awer och hei an der Chamber respektiv wéi mat verschiddenen Oppositiounsdeputéierten an de jeeweilege Chamberskommissiounen ëmgaange gëtt. De Logement, wéi ech virdru scho gesot hunn, ass, mengen ech, eng vun de gréisste Erausfuerderungen an dëse Joren, an de leschte Joren, awer och an den nächste Joren. An dofir mengen ech, wär et wichteg, datt och an der Kommissioun, wa Froe gestallt ginn, datt een dat au sérieux hëlt, och wa Froe vläicht zweemol gestallt ginn, vläicht ënner enger anerer Interpretatioun, datt et awer net dorëms geet, fir dann ze soen: „Et geet elo duer, mir halen elo op. Et ass alles gesot, et ass schonn alles gefrot." Ech mengen, dat ass an engem Haus wéi der Chamber, wou d'Demokratie héichgehale soll ginn, Dialog, Participatioun, Transparenz an de Respekt, dee Moment net onbedéngt erfuerdert.

An et kënnt mir vir, als wär effektiv da genau déi Presidence, als wär méi de „Basta"-Prinzipp erfuerdert iwwert déi lescht Méint a Joren hei an der Chamber. Besonnesch och ee Riedner, deen zur „Basta"-Fraktioun dann dee Moment gehéiert, dat ass de Spëtzekandidat vun der grénger Partei an der Stad. Dofir dat just gesot, ech fannen dat net normal an dee Moment net gutt, datt engem Deputéierten, och wann et vun der Oppositioun ass, dann effektiv oft d'Wuert geholl gëtt.

Ech wéilt den Här Minister awer do erausshuelen, well d'lescht Woch an där Kommissiounssëtzung, wéi et hei ëm de Fong gaangen ass, huet de Minister gesot: „Ech sinn hei, ech hunn Zäit an ech géif gär doriwwer diskutéieren." Dofir, merci, Här Minister, datt Dir Iech wéinstens Zäit geholl hutt, och wann dat Verschiddener vun Äre Leit net ëmmer sou gesinn! Voilà, an deem Sënn nach eng Kéier dem Minister merci fir déi Ënnerstëtzung, dann awer och fir déi Froen, déi hien d'lescht Woch beäntwert huet, wéi et ëm dëse Fong gaangen ass.

Dir hutt et gesot, Här Minister: De Fong ass geschaaft ginn, fir méi Transparenz ze schafen. Ech muss Iech awer, éierlech gesot, soen: Wann ech d'Zuelen eng Kéier analyséieren, da soen ech och: „eventuell méi Transparenz", well ech hunn d'Zuele vum leschte Joer, vun dësem Joer analyséiert. D'lescht Joer stoungen am Fong 4.420 Wunnengen, déi sollte fäerdeggestallt gi bis 2026. Dëst Joer elo stinn 3.900 Wunnengen am Fong, déi solle bis 2027 fäerdeggestallt ginn. Do feelen op eemol 570 Wunnengen (veuillez lire: 520 Wunnengen). Rechent een déi 3.900 Wunnengen op 2027, da géife pro Joer 780 erschwénglech Wunnenge fäerdeggestallt ginn. Här Minister, d'lescht Joer waren et der 387!

Bon, dat ass praktesch dat Duebelt, wat vun engem op dat anert Joer soll fäerdeggestallt ginn. Wien dat soll maachen, wou et soll geschéien, bon, ech mengen, déi Fro, déi muss ee sech stellen. Kuckt een dann awer, wat vu Projeten oder vu Wunnengen konventionéiert ass: Et sinn 261 Projete konventionéiert, an do sollen 3.306 konventionéiert Wunnenge geschaaft ginn. Op där anerer Säit, do steet 3.900. Bon, wou ass elo effektiv déi Diskrepanz vun deene 600 Wunnengen?

Also, ech muss Iech éierlech gesot soen: Ech kréien d'Enner net beieneen. Sinn do Zueleverdréier? Oder wat ass déi eng Zuel, wat ass déi aner Zuel? Mir haten och an der Kommissiounssëtzung gefrot, datt mer sollten e Rapport kréien iwwert déi Wunnengen, déi beispillsweis d'lescht Joer fäerdeggestallt gi sinn, vu wiem an och wou se gebaut gi sinn, fir dat dann och e bësse méi detailléiert an e bësse méi transparent ze gesinn.

Dat selwecht dann och fir d'Projektioun vun deene Projeten, déi da konventionéiert sinn. Wou a vu wiem a wéini solle se gebaut ginn? Ech kann Iech just soen: Am „Programme de construction d'ensembles", deen eigentlech de Virgänger war vun dësem Fong, do stoung e bësse méi detailléiert dran, wat fir eng Projete wou sollten ëmgesat ginn. D'Joreszäit respektiv d'Frist, déi stoung och net dran. Mee an dësem Rapport, Här Minister, sti se och net dran! Dofir, mengen ech, muss een effektiv och d'Transparenz hei e bëssen a Fro stellen.

Dir Dammen an Dir Hären, fir op d'Transparenz an déi éierlech Kommunikatioun elo a Virwalzäiten och do nach anzegoen, sinn ech allerdéngs bass erstaunt iwwer verschidden Aussoen, déi ech elo an deene leschten Deeg an der Press gelies an awer och héieren hunn. Bon, ech hu mir d'Ae misse reiwen elo virun e puer Deeg no dem Kongress vun der Demokratescher Partei, wéi op eemol ...

(Interruption par M. Gilles Baum)

Très bien. Jo, jo, Här Baum.

(Interruption)

Do huet d'DP vun enger „Wunnengsbauoffensiv" geschwat.

M. Gilles Baum (DP) | Wëllt Dir déi net?

M. Marc Lies (CSV) | Ma, Här Baum, 2014 ... Den Här Bettel an d'Madamm Nagel hunn deemools vun enger „Wunnengsbauoffensiv" geschwat. Deemools den Här Bettel, Ufank 2014: ...

(Brouhaha)

... 10.500 Wunnengen, déi am Programme de construction d'ensembles stinn.

M. Laurent Mosar (CSV) | Wou si se?!

M. Marc Lies (CSV) | Wou si se?

Une voix | Très bien!

M. Marc Lies (CSV) | Wou si se, déi 10.500? Déi sollten „im Eilverfahren" gebaut ginn. D'Madamm Nagel sot ëmmer: „O, elo si mir do. Elo rullt de Bagger!" An de Bagger ass gerullt. Soll ech Iech soen, wéi vill erschwénglech Wunnengen an deene leschten zéng Joer ...

(Interruption)

... vun deenen 10.500 fäerdeggestallt gi sinn? Knapps 3.000!

Wësst Der, wat d'Madamm Nagel gesot huet virun zéng Joer? Du sot se: „De Bagger wäert elo rullen." – „Wéini ginn déi Wunnengen da gebaut?" – Du sot se: „Jo, bis 2024." – „A sou! A wie baut déi dann?" – „Jo, d'Promoteurs publics. A sollte se net fäerdeggestallt gi bis 2024, déi 10.500, dann ass et d'Schold vun de Promoteurs publics."

(Interruption)

Dat kënnt Der noliesen, 2014 stoung iwwerall an der Press: „De Bagger rullt an d'Promoteurs publics, déi sollen elo liwweren."

Wat huet d'DP gemaach 2015? De Fonds du logement zerschloen!

(Interruption)

Dat war dee Promoteur, deen zu där Zäit déi meescht Wunnenge gebaut huet. De Fonds du logement war wärend véier Joer – véier Joer! – ineffektiv an huet haut nach ëmmer e bëssen un deem ze knabberen, wat da wärend véier Joer geschitt ass, wéi de Fonds du logement zerschloe ginn ass! Donc, à qui la faute?

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Lies (CSV) | Dir Dammen an Dir Hären, d'Wunnengsbaupräisser hu sech ënner Blo, Rout a Gréng ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Lies ...

M. Marc Lies (CSV) | ... an deene leschten zéng Joer méi wéi verduebelt. Wou bleift hei d'Responsabilitéit

vun eisem Premierminister, dem Här Bettel? Zéng Joer – méi wéi verduebelt!

Den Här Baum huet eng Fro. Ganz gär.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, ok.

M. Gilles Baum (DP) | Soll ech se elo stellen oder herno? Ech stelle se elo.

(Hilarité)

Ech stelle se elo. Et ass eng relativ einfach, well mir hunn elo ... Dir hutt gesot, zéng Joer wär sou vill Logement abordable geschaaft ginn. Ech wollt Iech d'Fro stellen: De fréiere Premier hat 2002 de Logement zur „Chefsaach" erkläert.

Plusieurs voix | O!

M. Gilles Baum (DP) | A wa mer elo einfach déi selwecht Zäitspan huelen – ech ginn Iech souguer nach ee Joer méi – vun 2002 bis 2013, wou den Här Juncker net méi Premier war, ech wollt Iech d'Fro stellen, wéi vill Logement abordable an deenen eelef Joer geschaaft gi wär – wann Der dat net wësst, kënnt Der dat jo gär nofroen – am Verglach zu deenen 3.000, déi Dir elo genannt hutt, an där Period, wou den Här Bettel Premier war.

Une voix | Très bien!

M. Marc Lies (CSV) | Här Baum, ben, Dir schwätzt elo d'Responsabilitéit vum viregte Premier Juncker un. Mee ech mengen, no zéng Joer verfeelter Logementspolitick wär et och un dësem Regierungschef, ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Lies (CSV) | ... Responsabilitéit ze iwwerhuelen an ze soen, datt effektiv dës Logementsbaupolitick – wat jo keng Bauoffensiv bis elo war, well se soll jo eréischt kommen ..., fir och do Responsabilitéit ze iwwerhuelen.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Also, wann ech gefillt 100 Joer de Logement gehat hätt, an Dir hutt d'Ministeren opgezielt kritt, da géif ech hei e bësse méi demüteg optrieden!

(Exclamations et brouhaha)

M. Marc Lies (CSV) | Här Baum, ech fuere virun.

Mme Octavie Modert (CSV) | Firwat spëtzt dat sech dann haut esou zou, de Problem?

M. Marc Lies (CSV) | Ech hu mir d'Aen nach vill méi geriwwen, wéi ech da gelies hunn, wat d'DP proposéiert huet. D'DP ass op eemol fir de Mietkauf! 2019 hunn ech am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Proposition de loi eragereecht, fir de Mietkauf bei erschwéngleche Wunnengen anzeféieren. Äre Vertrieder deemools an der Kommissioun huet, wéi entre autres och dann de gréng Wunnengsbauminister, sech do dergéint ausgeschwat. Elo op eemol steet de Mietkauf am Walprogramm vun der DP!

Mee et geet weider! De Privatinvestisseur steet och elo op eemol am Walprogramm vun der DP, fir erschwénglech Mietwunnengen ze bauen. D'lescht Joer, wéi iwwert dëse Fong diskutéiert ginn ass ... Ech war leider net do. De Félix Eischen hat mech ersat an huet am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Motioun eragereecht, wou mer gefrot hunn, datt effektiv soll gekuckt ginn, datt de Privatinvestisseur och beim erschwéngleche Mietwunnengsbau soll participéieren. Äre Spriecher deemools vun der DP huet sech do dergéint ausgeschwat. Mir hunn eng Motioun eragereecht. An ech kann Iech soen, mat wéi vill se votéiert ginn ass: 33-mol Nee! Dofir, virun engem Joer dat eent an elo dëst Joer op eemol dat anert!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Lies ...

M. Marc Lies (CSV) | Ech sinn nach net fäerdeg!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Lies, just eng Sekonn. Den Här Roth hat sech gemellt.

(Interruption)

Kee Problem. Här Roth, wann Der wëllt. Et war eng Reaktioun op eng Reaktioun.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, ech hätt just eng Fro un den Här Baum. Hien huet elo d'Ahnengalerie erëm eng Kéier widderholl, déi deemools. De Xavier Bettel géintiwwer vun der CSV, déi hätten nach ... Den Här Wolter père ass nach ernimmt ginn, den Här Spautz père ass nach ernimmt ginn.

(Hilarité)

Mee ech stelle just eppes fest, an dat ass déi Fro, déi ech Iech stellen.

(Interruption)

Dir hat dach am Joer 2015 e Referendum gefrot. An do war eng vun deene Froen, dass e Minister sollt maximum zwou Legislaturperioden am Amt sinn, well duerno hätt hie keng Iddie méi. An do wollt ech Iech froen ... D'Lëtzebuerger haten deem zwar eng Ofso ginn. An do wollt ech Iech froen: Stitt Der nach ëmmer zu deem? Well wann Der an zwou Legislaturperiode keng Iddie virbruecht hutt, wéi sollt Dir dann nach an der nächster Legislaturperiod eng Iddi virbréngen, fir de Wunnengsbauproblem ze léisen?

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ech mengen, mir missten ...

M. Gilles Baum (DP) | Här Roth ... Ech muss jo kënnen äntweren. Här Roth ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dir kënnt äntwerten an da rezentréiere mer ...

M. Gilles Baum (DP) | ... eis op d'Debatt.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | ... eis Debatt erëm ronderëm dat, ëm wat et geet. Ech ginn emol dervun aus ...

M. Gilles Baum (DP) | Här Roth, et ass relativ einfach: Mir stinn zu deem souveräne Vott an zu deem Resultat, wat d'Lëtzebuerger Vollek ginn huet.

(Exclamations et hilarité)

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Sou. An elo huet den Här Lies d'Wuert an hien adresséiert sech un d'Chamber an u soss keen.

M. Marc Lies (CSV) | Här President, ech soen Iech villmools Merci, datt ech d'Wuert nees zréckkréien. Bon, wéi gesot, ech wollt awer virufueren, well ech hunn och bei der DP am Walprogramm gelies, et soll elo e Biergerfong geschaaft ginn. Ech hu mer d'Fro gestallt: Wat ass de Biergerfong? Virun e puer Wochen huet d'DP nach vum Pensiounsfong geschwat, datt do sollt ... Aus dem Pensiounsfong ass elo de Biergerfong ginn. Biergerfong, Pensiounsfong, ass dat elo dat selwecht oder ass et eppes aneres? Dat sief elo mol dohinnergestallt. Bon, ech mengen, mir kënnt et e bësse vir, als wär et en änleche Gadget wéi viru Joren d'Klimabank. Bon, ech mengen, mir wëssen, wat aus der Klimabank ginn ass: net ganz vill!

De Biergerfong, Här President, dat kann eigentlech just dat sinn, datt Privatinvestisseuren, also Geldgeeber, dann dee Moment och Suen huelen, fir dat an dee Fong dann ze leeën. Dat heescht, et brauch awer eng gesetzlech Basis, fir datt dat och ka begleet ginn. Dofir, ech froe mech éierlech gesot: Wat ass elo genau dee Biergerfong? Ech kéint just d'DP drop verweisen: Mir hunn am Juli 2021 als CSV-Fraktioun eng Proposition de loi gemaach, fir dann de privaten Investisseur mat an dat erschwénglecht Mietwunnengsboot ze huelen. Liest dat vläicht eng Kéier duerch, vläicht kritt Der do nach e puer nei Iddien!

Bon, da kommen ech bei eis léif Kolleege vun der grénger Partei, wou ...

Plusieurs voix | A!

(Brouhaha)

Une voix | D'LSAP ass iwwerspronge ginn.

M. Marc Lies (CSV) | Nee, déi kënnt zum Schluss.

Plusieurs voix | A!

M. Marc Lies (CSV) | Déi kënnt zum Schluss.

(Hilarité)

Léif Gréng, bon, ech mengen, bei den Zueleverdréier ... Ben, dat hu mer virdru scho gesinn. Ech kommen duerno nach drop zréck, mee awer och mat Proposen. Ech mengen, eng Propos, datt 20 % erschwénglech Mietwunnenge solle kommen, ass eis alleguerten e Wonsch. Momentan sti mer bei 1,64 %. An do sollen an deenen nächste Joren 20 % draus ginn. Wou Der déi awer hierhuelt, dat ass mir net plausibel.

Ech ginn och hei e Rechebeispill: Mir sti momentan bei 251.000 Wunnengen, déi am Bestand sinn. Locatifs abordables sinn der 4.117, dat sinn 1,64 %. Alljoers solle 5.000, 6.000 Wunnenge gebaut ginn. Bon, anerer soe 7.000 oder 8.000. Gi mer dervun aus, wéi et momentan ass: Et ginn 300 erschwénglech Mietwunnengen d'Joer gebaut. Dat si 6 % vun deene 5.000, déi am Joer potentiellement géife gebaut ginn. Rechne mer dat elo op zéng Joer erop mat 5.000 Wunnengen, da géife 50.000 Wunnenge geschaaft ginn. Da komme mer op 301.000 Wunnengen, déi am Gesamtbestand sinn. Zéng Joer mat 300 erschwéngleche Mietwunnengen, da kommen ech op 3.000. Dat wieren da 7.117 erschwénglech Mietwunnengen. Dividéieren ech dat – no zéng Joer Bauzäit! – duerch déi 301.000, da kommen ech op 2,3 %. Bon, 20 % ass dat Zéngfacht. Dofir, wou effektiv elo déi 20 % sollen hierkommen ...

Et ass, mengen ech, eis alleguerten en Uleies, datt verstäerkt an déi Form vu Wunnengen investéiert gëtt. Dofir si mer eis alleguerten eens, datt dat och an Zukunft soll verstäerkt gemaach ginn. Just, déi Prognosen, déi Der hei maacht mat 20 %, schénge mer definitiv awer e bësse wäit vun der Realitéit fort ze sinn.

Déi léif Kolleege vun der LSAP, ...

(Exclamations et hilarité)

... bon, do hunn ech an deene leschten Deeg leider d'Méiglechkeet net gehat, fir vill ze liesen, well och net vill kommunizéiert ginn ass. Ech hunn et nogekuckt, ech hunn och näischt fonnt. Bon, ech mengen, d'LSAP hält sech genausou bedeckt, wat de Logement ugeet, wéi och déi lescht zéng Joer.

(Interruption)

Dofir, an deem Sënn, Dir Dammen an Dir Hären, elo zréck op de Spezialfong.

Une voix | Très bien!

M. Marc Lies (CSV) | Wann een d'Zuele kuckt iwwert déi lescht Joren: 170 Millioune fir d'Joer 2021 an dann 172 Millioune fir d'Joer 2022, dat ass eng kleng Hausse, déi vun 2021 op 2022 gaangen ass. Ech mengen, mir sinn eis alleguerte bewosst, datt méi an den erschwéngleche Mietwunnengsbau soll

investéiert ginn. An all dat Geld ass och gutt investéiert.

Wat allerdéngs d'Projektiounen ugeet, Här Minister – ech hunn dat virdru scho gesot –: Ech verstinn déi Zuelen net esou richteg. Wann ech dann d'Joren 2023–2024 kucken an déi da mat dem leschte Joer vergläichen: 2022 sinn am Ganzen 170 Milliounen investéiert ginn, an et goufen 387 Wunnengen domat gebaut. Rechnen ech dat eng Kéier erof op eng Bruttofläch vun 100 Meterkaree a Baukäschte vun ëm 5.000 Euro de Meterkaree, wat à peu près der Realitéit entsprécht, an ech rechnen dat dann elo op 2023 héich, wat d'Prognose sinn, mat 236 Milliounen – an do sollen 650 Wunnenge realiséiert ginn. Éischtens emol froen ech mech, wien déi soll realiséieren. A wann ech dann de Budget kucke vun 236 Milliounen mat deem selwechten, wat ech elo just gesot hunn – 5.000 Euro pro Meterkaree op 100 Meterkaree Bruttofläch –, da kommen ech am Ganzen op 472 Wunnengen. Do ass och eng Diskrepanz vun 180 Wunnengen, déi feelen. Dofir, déi Zuelen, déi stëmmen iergendwéi net a passen och, wat d'Budgeten ugeet, net zesummen.

Ech kommen nach eng Kéier op de Projet um Kierchbierg zréck, wat d'Gebai K22 ugeet. 273,5 Milliounen, domat hätt een, mat deem Rechebeispill, wat ech Iech elo just gesot hunn, 574 Wunnenge (veuillez lire: 547 Wunnenge) kënne bauen! Dat muss ee sech op der Zong zergoe loossen: Mat 273,5 Milliounen Euro fir e Prestigeprojet hätte kënne 547 Wunnenge gebaut ginn. Dat, mengen ech, hätt eis alleguerte gutt zu Gesiicht gestanen, amplaz dëse Prestigeprojet domat ze finanzéieren.

Une voix | Très bien!

M. Marc Lies (CSV) | D'Logementspräisser sinn an deene vergaangene Joer ëm iwwer 100 % an d'Luucht gaangen. D'Locatiounspräisser, Dir Dammen an Dir Hären, sinn an deene leschte Joer ëm 10 % an d'Luucht gaangen. Tëscht 2021 an 2023 ass d'Demande, fir erschwénglech Wunnengen ze kréien, ëm 43 % explodéiert! D'Candidats-locataires si vun 3.881 am Joer 2021 op 5.555 an d'Luucht gaangen. Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, dës Zuelen dokumentéiere ganz kloer, datt d'Logementspolitick vu Blo, Rout a Gréng an de leschte Joren kläglech gescheitert ass.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Lies (CSV) | Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Ech kéint nach en Exkurs maachen – dat, wat de Minister virdrun och gesot huet – iwwert d'Reform vum Mietgesetz. Bon, ech mengen, et ass gutt, datt d'Mietgesetz momentan do ass, wou et ass. Ech kéint och nach en Exkurs maachen iwwert de Pacte Logement 2.0, wat zurzäit éischter eng Brems ass, fir nei Wunnengen ze bauen, wéi datt en effektiv soll férderlech déngen. Ech kéint och en Exkurs maachen an d'1979er Gesetz iwwert d'Aide au logement mat der Nummer 7937. Bon, ech mengen, do wäerte mer an deenen nächsten Deeg – den nächste Freiden – nach driwwer diskutéieren. Momentan ginn um Privatmaart net vill Mietwunnenge gebaut. An ech fäerten, Dir Dammen an Dir Hären, datt mat dem Vott vum Gesetz 7937 an Zukunft och nach manner erschwénglech Mietwunnenge wäerte gebaut ginn.

Dofir, an deem Sënn Iech alleguerte merci fir d'Nolauschteren. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ech hat nach d'Wuertmeldung vun der Madamm Semiray Ahmedova. Wann ech dat richteg verstanen hunn, fir Fait personnel.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Fait personnel als Presidentin vun der Logementskommissioun, net elo fir mech.

(Interruptions)

Also, ech ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, dann ...

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Däerf ech eppes dozou soen?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, wann et e Fait personnel ass, dann ass et e Fait personnel.

(Interruptions)

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Also, ech wëll wierklech just kuerz drop reagéieren.

De Rôle vun engem President an enger Kommissioun ass et, neutral an objektiv seng Kommissioun ze féieren. Ech fannen, ech maache mäi Bescht, fir dat och esou ze maachen!

(Interruption)

Ech si parteionofhängeg a mir sinn als Kommissioun allegueerte Membere vun där Kommissioun a mir wëlle jo, datt déi Saach virugedriwwe gëtt. An eis geet et ëm d'Saach, also mir geet et ëm d'Saach.

M. Marc Lies (CSV) | Mir och!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | An ech hu wierklech net d'Gefill gehat iwwer all déi Kommissiounen, déi mer haten – well et waren der wierklech eng jett –, datt ech do engem ze no getruede sinn oder engem op d'Féiss geträppelt sinn. Ech hu jidderengem ëmmer d'Wuert ginn, en ëmmer bis zum Schluss schwätze gelooss.

Par konter, erlaabt mer ze hoffen, datt déi Leit, déi an der Kommissioun sëtzen, ëmmer virbereet sinn. Also, ech ginn ëmmer dovunner aus, wann een an eng Kommissoun geet, virun allem an eng wichteg Kommissioun wéi de Logement – ech wëll net ënnerstellen, datt déi aner manner wichteg sinn –, datt déi Saachen, déi wierklech virun zwee Deeg disktuéiert goufen an eng Kéier viru véier Deeg diskutéiert goufen, net mussen nach iwwer eng Stonn an der Kommissioun diskutéiert ginn.

Mee, wéi gesot, ech mengen net, datt ech do een net zu Wuert komme gelooss hunn oder soss eppes, well fir mech ass et wierklech groussgeschriwwen, Neutralitéit an där Kommissioun ze hunn.

Merci, Här President.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Da géif ech d'Wuert weiderginn un d'Barbara Agostino.

Mme Barbara Agostino (DP) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Usproch vun der Politick muss et sinn, jidderengem eng bezuelbar Wunneng zu Lëtzebuerg ze garantéieren. An et ass meng fest Iwwerzeegung, dass et net ka sinn, dass jonk Leit an d'Ausland musse plënneren, well se sech hei am Land keen Daach iwwert dem Kapp kënne leeschten. All Mënsch soll hei an dësem Land zu engem anstännege Präis an ënner éierbaren Ëmstänn kënne liewen. All Mënsch soll kënnen en dezent Liewen hei féieren, ouni dass de Gros vun der Pai fir d'Wunneng dropgeet. Am Moment ass et natierlech méi einfach gesot wéi gemaach.

Ech sinn zwar eréischt viru Kuerzem an d'Chamber komm, mee scho viru fënnef Joer war de Logement eng vun den Haaptursaachen, firwat ech mech politesch engagéiert hunn, wéi ech gesinn hunn, datt vill vu menge Frënn hu missen an d'Ausland plënneren. Schonn deemools also war d'Sich no enger Wunneng net ouni Grond déi gréisst Suerg vun de Biergerinnen a Bierger an och en Haaptfaktor fir déi wuessend sozial Ongläichheeten a fir d'Hausse vum Risiko, an d'Aarmut ozerutschen.

Mir mussen haut feststellen, dass sech wéineg dru geännert an d'Situatioun sech héchstens nach verschäerft huet – och wann dat zu engem net onweesentlechen Deel op extern Afléss zréckzeféieren ass. Mee déi extern Afléss interesséieren net den Dausendsten, deen iwwert d'Rout Bréck geet.

Iwwert déi lescht Joren ass d'Logementsproblematik lues awer sécher an der Mëtt vun der Gesellschaft ukomm. Och Leit mat enger gudder Ausbildung, enger sécherer Plaz an enger anstänneger Pai hunn et ëmmer méi schwéier, hiren Dram vun der eegener Wunneng ze verwierklechen.

Mat der Energiekris krut d'Logementsproblematik eng ganz nei Dimensioun. Déi héich Zënsen hunn e Marché, dee scho laang ugespaant war, komplett op d'Kopp geheit. Liwwerengpäss, héich Materialkäschten an deier Energiepräisser hu sech quasi direkt op de Logement ausgewierkt an d'Präisser nach weider an d'Luucht gedriwwen. Sou ass de Baupräisindex op ee Joer gekuckt, tëschent Oktober 2021 an Oktober 2022, ëm bal 16 % geklommen. Dat ass den héchste Wäert zënter 1975!

Mee et si virun allem d'Zënsen, déi e ganz neie Moment par rapport zu deene leschte Joren duerstellen. D'Tatsaach, dass d'Präisser sou laang a sou héich konnte klammen an dass d'Leit déi Präisser iwwerhaapt bezuele konnten, läit och zu engem groussen Deel un de ganz niddregen Zënse wärend deene leschten zéng Joer.

Haut hu mer d'Situatioun, dass vill Leit sech viru Kuerzem nach eng Wunneng konnte leeschten, mee elo vun der Bank just nach zwee Drëttel oder d'Hallschent geléint kréien an domat hire Projet net méi realiséiere kënnen. Louch den Taux fixe nach virun engem Joer bei ongeféier 1,5 %, sou läit en haut schonn iwwer 4 %. De selwechte Prêt vun engem Montant vun 800.000 Euro kascht haut méi wéi 1.000 Euro de Mount méi. A si mer éierlech: E Projet vun 800.000 Euro ass zu Lëtzebuerg duerchaus näischt Aussergewéinleches.

Alles dat féiert derzou, dass sech um normale Marché ëmmer manner Leit ëmmer manner leeschte kënnen. De Besoin un abordabelem Wunnraum gëtt ëmmer méi grouss. Iwwert déi lescht Méint gouf et e Réckgang vun der Demande an deemno och vun der Aktivitéit an der Constructioun, wéi mir et nach net erlieft hunn. Kucke mer just d'Appartementer, sou ass d'Demande am éischten Trimester vun dësem Joer ëm 50 % zréckgaangen. Bei neien Appartementer ass de Verkaf souguer ëm ganzer 70 % agebrach!

D'Auswierkungen dovu si gravéierend: Wa manner kaaft gëtt, gëtt natierlech manner gebaut. Wa manner gebaut gëtt, hunn d'Betriber manner Aarbecht a riskéieren, Leit mussen ze entloossen oder am schlëmmste Fall souguer Faillite ze maachen.

Une voix | Ganz richteg.

Mme Barbara Agostino (DP) | Wa manner kaaft gëtt, verlagert sech d'Demande ausserdeem op d'Locatioun. Doduerch klammen och d'Präisser. Dir musst wëssen, dass d'Präisser ëm 11 % geklomme sinn an engem Joer, an dat bei der Locatioun vun Appartementer an Haiser. Et ass en Däiwelskrees, deen derzou féiert, dass nach manner gebaut gëtt an d'Wunnkäschte weider klammen.

Als DP si mer iwwerzeegt: Et ass grad elo an dëse wierklech kriteschen Zäiten d'Aufgab vun der ëffentlecher Hand, hei massiv anzesprangen an de Logement- a Bausecteur ze stäipen. Mir kënnen eis et net erlaben nozekucken, wéi de Marché mat 200 Kilometer an der Stonn an eng Mauer rennt. Mir kënnen eis et net leeschten, dass den historesche Retard, dee mir zënter Joerzéngten am Logement hunn, nach méi grouss gëtt. Well all Wunneng, déi haut net gebaut gëtt, feelt muer duebel.

A mir kënnen och net zouloossen, dass Dausenden Aarbechtsplazen op d'Spill gesat ginn, well déi privat Demande esou staark nogelooss huet, dass verschidde Betriber riskéieren, nom Congé collectif keng Aarbecht méi ze hunn. Et ass rieds vu 6.000 Aarbechtsplazen, déi kéinten ewechfalen! A mir wësse vun der Coronapandemie: Wann déi qualifizéiert Aarbechtskraaft sech anescht orientéiert huet, dann ass se fort an da feelt se an Zukunft ëmsou méi!

Et ass dowéinst dréngend néideg, dass de Staat kuerzfristeg Moossnamen ergräift, fir d'Situatioun an den Ekiliber ze bréngen. Et besteet déi reell Gefor, dass souwuel de Logement wéi de Bausecteur nohalteg geschiedegt ginn. Dat kënne mer net akzeptéieren!

D'Regierung huet effektiv och schonn eng ganz Rei Mesüre geholl, fir d'Constructioun nees unzekuerbelen an d'Schafe vu Wunnraum ze encouragéieren. Ech denken un den drëtte Solidaritéitspak, mat deem de bëllegen Akt vun 20.000 Euro op 30.000 Euro an d'Luucht gaangen ass, an de Plaffong, fir d'Scholdzënsen ofzesetzen, ëm 50 % gehéicht gouf.

Ech denken awer och un de Moossnamepak, deen elo viru Kuerzem presentéiert gouf. D'Taskforce Logement a Constructioun, déi op Initiativ vum Premier agesat gouf, huet a ganz ville verschiddene Beräicher eng Panoplie u Mesüren ausgeschafft, fir dëse Secteur zousätzlech ze stäipen. Insgesamt hëlt d'Regierung hei net manner wéi 150 Milliounen an de Grapp, fir d'Leit ze entlaaschten an d'Baubranche nei ze dynamiséieren. Schliisslech ass d'Regierung jo och zënter November amgaangen, Projeten um Privatmarché opzekafen. Bis elo goufen 2 Projeten à 90 Unitéite fir jeeweils 55 Millioune kaaft.

Als DP begréisse mer dës Mesüren ausdrécklech an hoffen, dass se séier ëmgesat ginn an och séier hir Wierkung entfalen. Mir sinn awer och der Meenung, dass déi Efforten eleng net wäerten duergoen an nach weider ausgebaut solle ginn. De konsequenten Ausbau vum ëffentlechen abordabele Wunnraum stellt net just iwwert déi lescht Joren eng zentral politesch Prioritéit vun dëser Regierung duer – elo ënnert den aktuellen Ëmstänn ass et eng absolutt Noutwendegkeet!

De Staat muss seng Investitiounen an de Logement konsequent héichhalen an nach weider eropschrauwen. Et ass also de Moment fir ze profitéieren, fir de Stock un ëffentlechen Locatiounswunnenge weider auszebauen an de Betriber Aarbecht ze ginn.

De Fonds spécial de soutien au développement du logement, dee virun dräi Joer geschaaft gouf, ass e weesentlecht Instrument, fir d'Efforte vum Staat beim abordabele Wunnraum ze verstäerken. D'Finanzementer vun esou Projeten, déi soss all e bësse verstreet am Budget vum Logementsministère waren, kënnen esou op enger Plaz regruppéiert ginn. Doduerch huet een natierlech e besseren Iwwerbléck an eng besser Handhab.

Mir hunn zu Lëtzebuerg net wierklech eng Traditioun am deem Beräich, wéi dat op anere Plazen de Fall ass. Am Verglach mam Ausland läit eisen Taux un ëffentleche Wunnenge relativ niddreg. Eist Zil ass et, dëse Retard opzehuelen an d'Offer u staatlech subventionéierte Wunnenge konsequent auszebauen. Dës Regierung huet hei an deem Beräich e reegelrechte Paradigmewiessel agelaut.

Engersäits hu mer grouss Projeten, wéi Elmen zu Kielen, wou 375 Haiser, 375 Appartementer wäerten entstoen a ronn 2.000 Awunner wäerte liewen, Wunne mat der Wooltz, NeiSchmelz an nach anerer, déi an der Maach sinn. An der Kommissioun krute mer och eng Partie weider Projete virgestallt, déi nach an der Pipeline sinn.

Anerersäits wäert och de Pacte Logement 2.0 iwwert déi nächst Joren derzou féieren, dass systematesch, an zwar bei all neiem PAP, automatesch abordabele Wunnraum geschaaft gëtt.

All déi Projete gi vum Fonds spécial matfinanzéiert. An eleng un den Zuele vum Budget gesäit een, dass d'Regierung sech hei konsequent Moyene gëtt, fir effektiv och eppes ze beweegen.

Hate mer d'lescht Joer Depensë vun 174 Milliounen, sou wäert dee Montant iwwert déi nächst Joren op 246 Millioune fir dëst Joer, op ronn 300 Millioune fir d'nächst Joer a souguer op knapp 318 Milliounen fir 2025 klammen. Wa mer dat vergläiche mat den Depensë vun de leschte Joren – 2020 ware mer bei knapp 100 Milliounen –, dann hu mer et also mat enger Verdräifachung an Zäit vu véier Joer ze dinn.

Dat ass ouni Zweiwel och néideg. Wann een eppes am Logement erreeche wëll, da muss een och anstänneg Geld an d'Hand huelen, fir dat ze maachen. Dofir hu mir als DP jo och d'Iddi vun engem Biergerfong lancéiert gehat, fir nach weider Moyenen ze mobiliséieren an an de Logement ze investéieren.

Här President, et ass eis als DP wichteg, dass mer dës Diskussioun haut op dëser Plaz féieren, wéi dat jo och schonns de Fall war viru Joren. Ech sot et schonn: Déi ëffentlech Hand huet an dësem Fall eng weesentlech Roll ze spillen. An dofir ass et gutt, dass mer en Iwwerbléck kréien, wat geleescht gouf a wat nach fir déi nächst Zäit geplangt ass.

An deem Sënn kann ech dann och schonn am Numm vun der DP-Fraktioun eis Zoustëmmung zur Motioun ginn, déi d'Madamm Ahmedova wäert deposéieren.

Här President, am Rapport vum Fonds spécial gesi mer, dass aktuell eng 3.306 Wunnengen am Inventaire sinn. Dat heescht, dass se entweeder an der Elaboratioun oder an der Konstruktioun si respektiv dass de leschten Decompte nach aussteet. Bis 2027 sollen eng 3.900 weider Wunnenge fäerdeggestallt ginn. Dat sinn am Duerchschnëtt ëm déi 800 Wunnengen am Joer.

Am Verglach zu anere Joren ass dat natierlech net näischt, well soss waren et der emol bedeitend manner, mat Chiffere vun 100 oder 200. Et entsteet also esou lues a lues eng gewëssen Dynamik, lues a lues droen d'Efforte vun dëser Regierung hir éischt Friichten.

Den Direkter vum Fonds du logement sot emol an engem Interview, dass de Fonds du logement net onbedéngt déi schéinsten Terraine géif kréien. Vill vun deenen Terrainen, déi de Fong huet, missten nach dekontaminéiert an amenagéiert ginn. Mir fannen et als DP elo gutt, dass de Staat eis Industriefrichen net einfach si léisst, mee wéi beim Beispill vun der NeiSchmelz e flotte Projet drop mécht. Mee dat kann awer net dat Eenzegt sinn.

Firwat soll een net iergendwou eng gréng Wiss kafen an do richteg Vollgas ginn? De Projet Elmen ass jo e gutt Beispill heifir. Amplaz nëmmen ze kleckeren, kéint ee mol einfach eng Kéier klotzen an e Quartier mat e puer Dausend Unitéite bauen. Dat ass dat eent.

Dat anert ass eng Iddi, déi scho méi dacks genannt gouf, an zwar déi vu modulare Bauten. Déi ëffentlech Hand kéint entweeder op Terrainen, déi hir selwer gehéieren, oder Terrainen, déi se lount, falls dat néideg ass, a kuerzer Zäit modular Konstruktiounen opriichten, Gebaier aus Holz, jee, et gëtt do hautzudaags ganz vill flott Méiglechkeeten. A virun allem hu se de Virdeel, datt se relativ séier, ouni allze groussen Opwand kënne realiséiert ginn.

Här President, mir als DP sinn iwwerzeegt, dass mer beim abordabele Wunnraum nach vill Efforte musse maachen. De Fonds spécial ass e gudde Schrëtt an déi richteg Richtung. Mir dierfen eis awer net just eleng dorop fokusséieren. D'Zil muss et trotz allem sinn, dass d'Leit eppes um reguläre Marché fannen. Selbstverständlech musse mer deenen hëllefen, déi sech näischt leeschte kënnen, mee de Logementsproblem zu Lëtzebuerg kréie mer net doduerch an de Grëff, dass just de Staat abordabele Wunnraum schaaft.

Mir erliewen de Moment jo grad, wat geschitt, wann de privaten Investor ewechbleift: Et ginn däitlech manner Locatiounswunnenge gebaut an duerch déi niddreg Offer geet de Loyer natierlech an d'Luucht. De Logementsproblem kréie mer nëmmen an de Grëff, wa méi a virun allem méi séier gebaut gëtt. D'Vereinfachung vun de Prozedure gëtt an dësem Kader nees an d'Spill bruecht – zu Recht! Mee et huet een net den Androck, wéi wa sech do géif eppes doen.

Et geet jo wierklech net drëms, an Zäite vu Klimakris an der Fragiliséierung vun eisen Ekosystemer a Biodiversitéitsverloscht Naturschutz a Logement géinteneen auszespillen. Mee wann een awer seet, datt hei Bauland ass, hei dierft gebaut ginn, ma da soll een do och baue kënnen. Mir mussen einfach soen: Bauland ass Bauland, do maache mer eng Kéier eng Etüd an da kann de Bagger do rullen, egal ob dat direkt ass oder an e puer Joer.

(Interruptions)

Haut ass et esou, dass, wann een en Terrain am Perimeter huet, een all Interêt huet, reegelméisseg ze kucken, dass näischt do wiisst, sech keng Fliedermais a keng Maus do nidderloossen a kee Biotop entsteet.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Barbara Agostino (DP) | Well wann een dann enges Daags baue wëllt, da muss net just nach eng Etüd gemaach ginn, mee da kritt ee virun allem och d'Rechnung presentéiert vun de Kompensatiounsmesüren.

Une voix | Richteg!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Barbara Agostino (DP) | Domadder ass kengem e Gefale gemaach, ...

M. Gilles Roth (CSV) | Dir hutt nach Plaz an eise Reien, Madamm.

Mme Barbara Agostino (DP) | ... weeder der Natur nach dem Logement!

Wa mer vu Prozedurebeschleunegung schwätzen, da si mer och séier bei Stéchwierder wéi der Digitaliséierung an dem Zesummeleeë vu Kompetenzen, dass Leit kohärent an effizient zesummeschaffen: Gemengen, Ministèren, Privatpersounen a Betriber.

Une voix | Très bien!

Mme Barbara Agostino (DP) | Här President, e weidere wichtege Volet ass natierlech d'Mobiliséierung vun Terrainen. Et kann net sinn, dass ëmmer méi Leit vum normale Marché verdrängt ginn an eng subventionéiert Wunneng mussen ufroen, wärend anerer hektarweis Bauland hunn an et einfach leie loossen!

Dat selwecht gëllt och fir Leit, déi hiert Appartement eidel stoe loossen, amplaz et ze verlounen. An där Logementskris, wéi mer se zu Lëtzebuerg hunn, ass dat nëmme schwéier nozevollzéien an och kaum ze rechtfertegen!

Dës Regierung huet eng Reform vun der Grondsteier net just annoncéiert, mee och am leschten Oktober deposéiert. An engem Dossier, dee Joerzéngten net virugaangen ass, huet dës Majoritéit Neel mat Käpp gemaach. Zousätzlech sinn Texter, fir eng national Spekulatiounssteier an e Regëster vun eidele Wunnengen ze schafen, op den Instanzewee gi ginn.

Als DP sti mir natierlech vollkommen hannert dëse Moossnamen. Mir sinn eis bewosst, dass dëst komplex Dossiere sinn, déi een net vun haut op muer stëmmt. Déi nächst Regierung muss dowéinst prioritär bei dësen Texter nobesseren, fir datt se trotzdeem esou séier wéi méiglech a Kraaft triede kënnen. Dat selwecht gëllt fir de Baulandvertrag an de Remembrement ministériel.

Et geet eis an deem Kader net drëms, d'Leit ze bestrofen, déi en Terrain fir hir Kanner halen. Et sinn déijéineg, déi ganz vill Terrainen hunn, déi sougenannt „Großgrundbesitzer“, déi mer responsabiliséiere wëllen, fir datt si eppes mat hiren Terraine maachen, amplaz se einfach broochleien ze loossen. Dat muss jo net heeschen, dass se hiren Terrain verkafen. Als DP schwätze mer eis och kloer fir e Modell aus, wou ee säin Terrain fir eng Zäit verloune kann an no souvill Joren zréckkritt.

Zur Wourecht gehéiert an deem Kontext awer och, wéi scho gesot, dass déi ëffentlech Hand och zu deene gréisste Proprietären am Land gehéiert, sief dat staatlech Bauträger oder och verschidde Gemengen. Si hunn also eng besonnesch Verantwortung, déi si iwwerhuele mussen, fir sech um gemeinsamen nationalen Effort am Logement ze bedeelegen.

Iwwert de Pacte Logement 2.0 kréien d'Gemengen net nëmme Subventiounen, fir méi abordabele Wunnraum ze schafen, mam Logementsberoder a mam PAL, dem Programme d'action local, kréie si och d'Instrument an de Grapp, fir hir Projeten ze realiséieren. Als DP hoffe mir dowéinst, dass dës Mesüren an den nächste Joren hir Friichten droe wäerten an op lokalem Niveau d'Efforten däitlech an d'Luucht ginn.

Här President, zum Logement gëtt et nach ganz vill ze soen. Ech kéint nach op vill aner Punkten agoen, mee déi Zäit hunn ech net. Ech wëll just soen: ...

(Hilarité)

... D'Politick gëtt un hire Resultater gemooss. Dat, wat d'Leit um Enn vum Dag interesséiert, ass, ob si sech eppes leeschte kënnen oder net. Bis elo ass et kengem gelongen, d'Präisspiral nohalteg ze briechen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Barbara Agostino (DP) | Mee et sinn awer eng ganz Partie wichteg Weiche gestallt ginn, déi hir Wierkung eréischt iwwert déi nächst Jore wäerten entfalen. Dës Efforte mussen an alle Beräicher weider intensivéiert ginn. Mir musse mat alle concernéierten Acteuren zesumme kucken, Hindernisser aus dem Wee ze raumen, zesummenzeschaffen an ze kucken, all mateneen, privat an ëffentlech Acteuren, zur Léisung bäizedroen.

De Spezialfong ass e wichegt Instrument, fir d'Offer un abordabelem Wunnraum iwwert déi nächst Joren däitlech an d'Luucht ze setzen. Grad an dësen Zäiten ass dëst méi relevant wéi jee.

Erlaabt mer just, eng kuerz franséisch Expressioun ze zitéieren: „Gouverner, c'est d'abord loger son peuple.“ An do musse mer all zesumme weider un engem Strang zéien.

E grousse Merci fir déi gutt Denkustéiss geet awer och un e Member aus der Oppositioun wärend der Logementskommissioun.

Dat gesot, soen ech Merci fir den interessanten Debat an och Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Madamm Agostino, erlaabt Der, dass den Här Reding Iech eng Fro stellt? Hien hat ganz disciplinéiert gefrot virdrun, hie wollt Iech och net ënnerbriechen.

M. Roy Reding (Liberté Chérie) | Ganz genau sou ass et, Här President. Ech hunn eng Fro. No Ärer zum Deel exzellenter Analys vun der Situatioun – et huet elo net direkt eppes mat deem Fonds spécial ze dinn – hutt Der notamment déi ganz dramatesch Kris mentionéiert, déi elo am Moment duerch de Logement geet. Et gi keng VEFAe méi verkaaft, Dir hutt vun engem Abroch geschwat vu 70 %. Ech mengen ze wëssen, dass et souguer nach e bësselche méi ass. Mir wäerten och deemnächst vum Enregistrement déi genau Chiffere kréien. Mir gesi jo dann, wat de Staat manner anhëlt op den Nottärsakten, da gesi mer jo och, wéi wéineg Akten iwwerhaapt nach gemaach ginn.

An Dir hutt an der Analys vun där wierklech dramatescher Kris benannt, datt privat Investisseuren net méi géifen a Mietwunnengen investéieren. Sidd Dir net der Meenung, datt eng Ursaach dovunner kéint sinn, datt den Amortissement fiscal accéléré vun Iech net ganz ofgeschaaft, mee ganz, ganz staark reduzéiert gouf an nach méi soll reduzéiert ginn? A wiere mer haut net an enger besserer Situatioun, wann deen exzellenten Amortissement fiscal accéléré bliwwe wier?

Une voix | Nee!

Mme Barbara Agostino (DP) | Nee!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Am Numm vun der ganzer Chamber merci, Madamm Agostino. An elo huet d'Wuert den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Et schéngt mer och ganz normal ze sinn, datt mer esou kuerz virun den nächste Walen hei beim Theema Logement e bësse méi animéiert, vläicht e bësse méi hëtzeg Debatte kréien an dass och vläicht zu dësem Moment déi kloer Trennlinnen tëscht Majoritéit an Oppositioun esou e bëssen amgaange sinn, verschwommen ze ginn.

Mee dat ass eigentlech guer kee Problem, ech fannen dat eigentlech och gutt a richteg, well ech der fester Meenung sinn, dass et net däerf drëms goen, just hei de Schwaarze Péiter ronderëmzereechen. Dorunner wollt ech mech ni bedeelegen, hunn ech mech och ni bedeelegt. Mee ech mengen, dass déi Problematik esou komplex an eigentlech esou gewalteg ass, dass et ubruecht ass, dass mer zesummen no Léisunge sichen. An do wëll ech ganz kloer soen, dass all gutt Iddien hei wëllkomm sinn.

Mee zréck zu deem, firwat mer haut hei sinn, zum Spezialfong, deen 2020 geschafe gouf. Seng Rapporte ginn eis all Joer eigentlech e gudden Iwwerbléck iwwert d'Entwécklung vum ëffentleche Wunnengsbau. Eng Rëtsch vun deene Projeten iwwerschreiden am Eenzelne gekuckt net de Käschtepunkt vun de 40 Milliounen Euro. Dat ass jo déi budgetär Limitt, vun där u mer hei mussen e Gesetz stëmmen. Zesumme geholl komme mer hei awer op Montanten, déi héich genuch sinn, dass eng parlamentaresch Kontroll eigentlech néideg gëtt. Esou wéi dat jo och an anere Beräicher vun de Grands projets d'infrastructure de Fall ass, muss d'Chamber eemol am Joer e Rapport virgeluecht kréien an hiren Accord de principe heizou ginn, wat mer haut wëlle maachen.

Ech wéilt dofir fir d'alleréischt déi Froe beäntwerten, déi mir vun der Regierung gestallt kruten. Jo, d'LSAP gëtt hire prinzipiellen Accord zu de Projeten, fir abordabele Wunnraum ze schafen, déi eventuell méi wéi 10 Milliounen Euro wäerte kaschten. An d'LSAP ass och d'accord, dass d'Etüden an d'Preparatiounsaarbechte fir dës Projete solle weidergoen. D'LSAP steet och zu den Ziler an der Strategie, déi sech d'Regierung ginn huet, fir weiderhi grouss Efforte fir d'Schafe vun abordabelem Wunnraum ze maachen. Mir fannen et och ëmmer nach richteg, verstäerkt an d'Locatioun ze investéieren an den Undeel u Wunnengen, déi am Kader vun engem Bail emphytéotique verkaaft ginn, e bësse méi kleng ze halen.

D'Regierung huet sech zum Zil gesat, den ëffentlechen Immobiliepark esou ze vergréisseren, dass de Logement abordable herno 20 % vun alle Wunnenge soll ausmaachen. Dat entspriécht deem Undeel vun der Bevëlkerung, dee riskéiert, am meeschte Schwieregkeeten ze hunn, fir um private Marché eppes ze kafen oder ze lounen. Wa mer vu Sozialwunnenge schwätzen, denke mir meeschtens un déi Leit, déi effektiv an Aarmut liewen.

Fakt ass awer, dass d'Wunnen zu Lëtzebuerg esou deier ginn ass, dass och Leit mat engem – ech soen elo emol – normalen Akommes sech et net méi leeschte kënnen, hei am Land ze wunnen, wa se net scho virdrun eppes kaaft haten, geierft hunn oder op d'Ënnerstëtzung vun der Famill kënnen zielen. Wa mir also wëllen, dass Lëtzebuerg eng gewësse Mixité sociale behält an net nach just déi Räich kënnen hei wunnen, da musse mer däitlech méi ëffentleche Wunnraum schafe wéi bis elo, well mir si vun deem 20-Prozent-Zil ganz, ganz wäit ewech.

Wann ech de Rapport richteg gelies hunn, Här Minister, da louche mer ugangs dëses Joers knapps bei 1,64 %. Dat bedeit, dass mir dëst Zil souguer dann eréischt a 15 oder 20 Joer géifen erreechen, wann nach just an eleng Logement abordable géif gebaut ginn. An dat ass natierlech net méiglech! Mir mussen eis also agestoen, dass mir och mat groussen Efforten eleng vum Staat an de Gemengen dës Kris net wäerte léisen. Wat mir awer kënnen a musse maachen, ass, derfir ze suergen, dass op d'mannst déi Schwaach an eiser Gesellschaft en Daach iwwert dem Kapp behalen.

Mir bekloen eis, dass ëmmer méi Lëtzebuerger Awunner iwwert d'Grenz wunne ginn. Déi, déi elo schonn op Sozialhëllef ugewise sinn, déi hunn dee Choix awer guer net, well eis Hëllefen hei zu Lëtzebuerg doru gebonne sinn, dass een och hei zu Lëtzbuerg wunnt. Wéinst der Zënshausse kréie vill Leit, déi en uerdentlecht Akommes, mee net genuch Garantien hunn, kee Kreditt méi. Dës Leit kënnen awer am Schnëtt méi en héije Loyer bezuele wéi d'Locatairen, déi mer bis elo hunn. Dës Leit drängen also den Ament op ee schonn – soe mer emol – iwwerhëtzte Locatiounsmaart an dreiwe soumadder d'Loyeren nach méi an d'Luucht.

An dofir ass dat Amendement, dat mer zesummen um Bail-à-loyers-Gesetz geholl hunn, esou wichteg: Et plafonéiert nämlech déi Haussë vun de Loyeren. An der aktueller Situatioun ass et dréngend, datt mer dat Gesetz stëmmen. Grad déi Leit, deenen hir Situatioun am prekärsten ass, riskéieren also, op d'Strooss gesat ze ginn. Wa mer dann emol net fir dës Leit genuch ëffentlech Wunnengen hunn, dann hunn de Staat an d'Gemengen, jo, dann huet d'Politick versot!

D'LSAP ass dofir der Meenung, dass mir grad elo richteg vill Sue mussen an de Grapp huelen, fir den

ëffentlechen Immobiliepark kuerzfristeg op d'mannst esou wäit ze vergréisseren, dass mer déi schlëmmst Auswierkunge vun der Wunnengsnout kënnen opfänken.

An den Zäitpunkt dofir ass eigentlech gutt: De Bausecteur beklot sech driwwer, dass se keng Investisseure méi fannen. Dat bedeit, datt de Staat als Investisseur endlech e bësse méi Verhandlungsspillraum beim Präis kritt an net automatesch nach derzou bäidréit, d'Präisser an d'Luucht ze dreiwen. An d'Regierung huet jo schonn decidéiert, eng ganz Partie Privatprojeten opzekafen. Mir géifen eis wënschen, dass där nach vill derbäikommen.

D'LSAP ass och generell derfir, dass den Undeel um Logement abordable nach eemol an d'Luucht gesat gëtt bei Neibauprojeten. Anescht komme mir deem Zil vun 20 % iwwerhaapt net no.

Zanter zwou Wochen hu mir d'Recht op Wunnen als Staatszil an eiser Verfassung stoen. Mir mussen eis dësem Zil geneeesou staark verflicht fille wéi anere chiffréierten Ziler, déi eis dacks vun EU-Säit operluecht ginn. Domat huet de Staat awer och d'Recht, fir aner Acteure mat an d'Flicht ze huelen. Ech denken do als Alleréischt un d'Banken, déi hir eege Krittäre fir d'Kredittvergab esou verschäerft hunn, dass just nach wéineg Leit en Immobiliekreditt kréien. Souguer bei den Iwwergangskreditter, wou d'Leit schonn en Haus oder eng Wunneng am Besëtz hunn, gëtt et dacks e Refus.

Zum enge sollte mir iwwer nei Forme vu Staatsgarantien nodenken, fir den Accès zur Proprietéit ze erliichteren, ma anerersäits mussen d'Banken och méi flexibel ginn an net ëmmer Dräifachgarantië vun hire Clientë verlaangen. D'Banken hunn ouni ze zécken op d'Solidaritéit vun der ganzer Gesellschaft gezielt, wéi si viru Joren an der Kris waren. Si stinn elo och an der Flicht, hire Bäitrag ze leeschten, fir dass déi Wunnengskris net komplett ausser Kontroll geréit!

E Bäitrag leeschte mussen natierlech och déi Acteuren um Marché, déi all déi Joren extreem gutt un de reegelméissege Präishaussë verdéngt hunn. Si kënnen net verlaangen, dass de Staat elo aspréngt, fir dass si och weider zu hiren zum Deel enorme Margë kënne kommen.

Et ass richteg, dass d'Baukäschten an d'Luucht gaange sinn an dass dës Méikäschten net méi esou einfach vum Client kënne gedroe ginn. Geneesou wouer ass et awer och, dass vill Promoteuren d'Bauterraine viru Jore kaaft hunn, wéi d'Präisser nach weesentlech méi niddreg waren, an elo net wëllen op hir Plus-valuë verzichten. Déi Handvoll Leit, déi richteg vill Bauland besëtzen, kënne sech et leeschten, einfach emol ofzewaarden. D'Demande gëtt net méi kleng an et ass nach laang net sécher, dass mëttelfristeg d'Präisser wierklech stagnéiere wäerten oder souguer erofginn.

Fir deem entgéintzwierken, brauche mir esou séier wéi méiglech eng national Mobiliséierungssteier. An de Projet de loi ass jo um Instanzewee, wäert awer leider net méi an dëser Sessioun kënne gestëmmt ginn. Ech hoffen, dass déi nächst Regierung, onofhängeg vun hirer Kompositioun, dëse Projet esou séier wéi méiglech finaliséiert. Domat wäert mëttelfristeg net nëmme méi Terrain bebaut ginn, mee och méi Bauterrain op de Marché kommen.

D'ëffentlech Hand muss weiderhin Terrainen opkafen, mee de Staat an d'Gemenge musse genee wéi de Privatsecteur derfir suergen, dass déi Terrainen, déi si hunn, esou séier wéi méiglech bebaut ginn. An ech widderhuele mech: Wann de Staat dat net eleng packt, da muss iwwer nei Forme vu Public-private-Partnership nogeduecht ginn!

Parallell musse privat Initiativen ënnerstëtzt ginn, déi derzou bäidroen, dass den Undeel un erschwénglechem Wunnraum méi grouss gëtt. Ech denken do u Wunnkooperativen, ...

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | ... awer och u Betriber, déi bereet wieren, selwer Wunnenge fir hir Mataarbechter ze bauen.

Nee, et gëtt keng Wonnerléisung fir de Logementsproblem hei zu Lëtzebuerg. Dat hunn der scho vill gesot, an dat stëmmt och! Et ass awer ganz kloer, dass all d'Acteuren – an do mengen ech de Staat, d'Gemengen, déi Privat, awer och d'Banken – mussen un engem Strang zéien, wa mer verhënnere wëllen, dass aus enger Immobiliekris eng massiv Sozialkris gëtt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci. Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Fonds spécial pour le développement du logement erlaabt et, eng méi kohärent an eng méi diligent Approche fir d'Finanzéierung vun ëffentlechen a private Projeten ze ënnerhuelen a gläichzäiteg eng Transparenz vis-à-vis vun eiser Chamber ze hunn. Haut ass et am Fong déi leschte Kéier an dëser Legislaturperiod, wou mer däerfen en Debat iwwert dëse Fong féieren. Ech erlabe mir also dowéinst, e bësse méi wäit auszehuelen.

Et goufen nach ni – nach ni! – esou vill Gesetzesprojeten am Logement deposéiert a gestëmmt hei an der Chamber wéi ënnert dem grénge Minister Här Kox. Eis Logementskommissioun war och ganz aktiv a mir hunn an all Hisiicht ganz dynamesch Debatte gefouert, well mir alleguerte wëssen, virun allem och an der Logementskommissioun, datt dat wierklech eng grouss Suerg ass bei den Awunner dobaussen an eisem Land.

Den Accès zu engem bezuelbaren Doheem war 2018 eng vun de gréisste Suergen hei am Land. Eng Covidkris, eng Energiekris an eng massiv Hausse vun den Zënse méi spéit bleift de Logement weiderhi ganz uewen op der Agenda. 2018 waren déi gréng och bereet, Verantwortung fir dëse Ressort ze iwwerhuelen. Et war e groussen Challenge, well si woussten, dass een net kéint a fënnef Joer 30 Joer falsch oder inexistent Logementspolitick komplett réckgängeg maachen.

De Problem ass nach net geléist, dat ass sécher, mee de Paradigmewiessel ass agelaut. Ënner gréngem Leadership sinn d'Investitiounen an den ëffentleche bezuelbare Wunnraum endlech massiv erhéicht ginn: vun 72 Milliounen 2018 op 171 Milliounen 2022 a bis op 300 Milliounen iwwert déi nächst Joren.

Ech hunn och vill Leit héiere soen: „De Marché wäert et scho selwer reegelen!" A genau déi Leit hu momentan wierklech e risegrousse Problem, well et dem Bausecteur net gutt geet. An déi Approche ass definitiv och net déi richteg gewiescht, well déi Politick gouf 30 Joer laang esou gefouert a mir gesinn, wou mer haut gelant sinn.

Une voix | Très bien!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Wa mir elo net just 2 bis 3 % abordabele Wunnraum hätten, mee 20 %, wa mir scho viru 15 Joer e Pacte Logement gehat hätten, dee geziilt op abordabel Wunnenge gesat hätt, anstatt einfach op e blanne Wuesstem, wa mir amplaz steierlech Avantagë fir déi Multiproprietären oder déi, déi iwwer Nuecht räich gi sinn, well se mat Immobilie spekuléiert hunn, op abordabel Wunnenge gesat hätten, dann hätte mir dëse Misär haut och net.

Une voix | Très bien!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Dofir ass et eist Zil, e Stock vun op d'mannst 20 % bezuelbaren, ëffentlechen an nohaltege Wunnengen ze schafen.

An de leschte Méint huet d'Logementssituatioun sech duerch steigend Zënse verschlechtert an domadder ass de sozialen Desequiliber an eiser Gesellschaft verstäerkt ginn. Mir Gréng hunn als Zil, de Leit dobausse Sécherheet a Stabilitéit unzebidden an all Hisiicht, an dozou gehéiert virun allem den Accès op eng würdeg Wunneng.

Dofir huet och de Logementsminister eng ganz nei Dynamik an der Entwécklung vu Sozialwunnengen opgebaut, déi mer „abordabel" Wunnengen oder „bezuelbar" Wunnengen, „logement abordable" op Franséisch, genannt hunn, fir deem Ganzen eng ganz nei Dynamik ze ginn an dës Amibitioun souzesoen ze ënnersträichen.

Wa mir vill Wunnengen an der ëffentlecher Hand hunn, hu mer natierlech e positiven Impakt op d'Präisser dobaussen, an natierlech wäert och den Drock op eise Marché entlaascht an esou och d'Recht op Wunne fir all Akommesklasse vereinfacht ginn.

Logementspolitick heescht och Sozialpolitick. Et ass eng Politick am Interessi vun der ganzer Gesellschaft. Mir sinn dat och der Gesellschaft schëlleg, all deenen, déi all Mount wierklech ganz héich Loyere musse bezuelen, all Dag vu moies bis owes musse schaffe goen a keng Zäit hunn, fir mat hirer Famill doheem ze verbréngen, well se sech meeschtens mat méi wéi der Hallschent vun hirem Revenu verschëlt hunn – all deene Leit! An dofir hu mir no Léisunge gesicht a mir hunn och Léisungen ugebueden. Dofir musse mir massiv an de Bau vu Wunnengen investéieren, fir aus deem Desequiliber erauszekommen – mee net nëmmen investéiere fir ze bauen, et muss natierlech och bezuelbar sinn!

Fir eis ass et wichteg, nei Wunnengen ze schafen – an net nei Millionären, déi duerch Immobiliespekulatiounen ëmmer méi räich ginn. Mir däerfen net vergiessen, datt ee vun den Haaptproblemer oder eng Haaptbrems fir de Bau vu bezuelbarem Wunnraum an der ëffentlecher Hand de Mangel un Terrainen ass. Wéi déi Baukris awer ugefaangen huet, huet den Här Minister Kox séier reagéiert: Fir och ënner anerem dem Bausecteur ze hëllefen, huet hien ugefaangen, mat sengem Ministère VEFA-Projeten opzekafen – dat heescht „vente en l'état futur d'achèvement", dat heescht do, wou d'Promoteure schonn amgaange waren ze bauen a wou se a Schwieregkeete komm sinn – an och Terrainen opzekafen. Dat ass och méiglech gewiescht, well mer de Fonds spécial haten. Dëse Fong, dee geziilt d'Entwécklung vun de Wunnengen ënnerstëtzt, erlaabt et der ëffentlecher Hand, och ganz séier ze reagéieren an esou och Terrainsreserve kënnen opzebauen.

Ech kommen hei kuerz op de Bauperimeter ze schwätzen. Dat ass ëmmer erëm eng Diskussioun hei an der Chamber, mee et ass och legitimm, fir kënnen driwwer ze schwätzen. Mir däerfen awer och net vergiessen, datt op der Grénger Wiss ze bauen net ëmmer esou evident an net ëmmer esou einfach ass. Dovunner ofgesi soen ech elo just d'Stéchwierder Biodiversitéit, Iwwerschwemmungen a Versigelung. A wann ee wëllt de Perimeter opmaachen, kascht et natierlech, wat d'Infrastrukturen ugeet, an et dauert

och vill méi laang. Ech kommen aus dem Bausecteur an ech weess wierklech, vu wat ech schwätzen, wann ech soen, datt, wann ee muss nei Infrastrukture bauen, et sécherlech net fir muer geplangt ass, datt do Wunnengen entstinn.

Dat heescht awer net, dass mir eis géint all Form vu Perimetererweiderung wieren. Do, wou se geziilt an intelligent duerchgefouert gëtt, si mer natierlech bereet, mat op de Wee ze goen. Et muss een natierlech definéieren, wat „geziilt, intelligent a gerecht" heescht. „Geziilt" heescht no de landesplanerescheKrittären, déi wierklech explizitt soen, wou et Sënn mécht, dass eist Land wiisst. „Intelligent" heescht, vun ufanks un esou ze plangen, datt mer wierklech dat Ganzt direkt verbauen an datt mer net an zéng Joer erëm mat Baulücken ze kämpfen hunn, well d'Leit drop spekuléieren. A „gerecht" heescht natierlech, wa mer nei Terrainen ausschreiwen, muss een och bezuelbar Wunnengen drop bauen. Egal wéi eng Form vu Perimetererweiderung: Wunnraum op der Grénger Wiss ze schafen, dauert!

Wou mer méi schnell agéiere kënnen a mussen, dat ass natierlech am Bauperimeter, wou mer e Potenzial vu 5.000 Hektar disponibel hunn. An domadder kann een eng ronn 300.000 zousätzlech Awunner an Awunnerinnen ënnerkréien. Mir mussen awer och hei méi séier virukommen, mat eise Prozeduren natierlech, awer och mat der Mobiliséierung vun Terrainen. Dofir brauche mir och esou dréngend eng Reform vun der Grondsteier an eng Aféierung vun der Spekulatiounssteier, déi héchstwarscheinlech an der nächster Legislaturperiod wäert kommen.

Mir hunn haut awer en Debat iwwert de Spezialfong, an ech wëll puer pertinent Zuelen opzielen: Zwëschen 2017 an 2022 sinn d'Aidë vum Logementsministère vu 40 op ronn 175 Milliounen geklomm. Dat ass eng Hausse vun 330 %! Am Joer 2022 ass de Stock u bezuelbare Mietwunnengen an der ëffentlecher Hand ëm méi wéi 6 % geklomm. Dës Erhéijung läit awer – dat muss een och gesot hunn – iwwert dem Bevëlkerungswuesstem, deen am Joer 2022 bei 2,4 % louch. Dobäi kommen och bezuelbar Wunnengen, déi vum Ministère matgedroe ginn a vu „sozialen Entwéckler" gebaut ginn.

D'Prioritéit vun der grénger Logementspolitick ass et, bezuelbar Präisser am Logement unzebidden, an dofir investéiert eis Regierung an de Bau vun ëffentleche Wunnengen. Dat hunn ech och scho virdru gesot, ech wëll mech net widderhuelen. Mee wat wichteg ass, ass, datt déi Wunnengen och an der ëffentlecher Hand bleiwen. Well jorelaang – a mir sinn elo bei 2 % – si Sozialwunnenge gebaut gi mat Steiergelder an no zéng Joer konnten d'Proprietären déi erëm un de fräie Marché verkafen. An ech mengen, och wann ech gäre molen, ech brauch Iech awer kee Bild hei ze mole fir ze soen, datt et an der Keess gerabbelt huet! An de Problem ass net, datt déi Leit sech beräichert hunn, mee mir hu keng Resilienz opgebaut, wat d'Sozialwunnengen ugeet!

Mir hunn e Manque vun 2.500 Wunnengen am Joer, an dat ass e legitimme Constat, dee sech hei stellt. An der ëffentlecher Hand ass et eeben esou, dass si keng Bauterrainen huet. Déi grouss Majoritéit läit – dat ass e Fakt – an der privater Hand. Dofir ass et wichteg, d'Mobiliséierung vun Terrainen, eidel stoende Wunnengen an och Baulücke vläicht op eng aner Manéier unzegoen.

An ech kommen hei kuerz op d'Baulücken zréck. Ech hat viru sechs Joer eng Etüd an e Memoire geschriwwen, wou ech konkreet Pisten ugedeit hunn, wéi ee kann temporär Baulücke mobiliséieren, ouni beim Proprietär ze kafen. Well et ass wierklech jidderengem säi Recht, säin Terrain wëllen ze halen, sief et fir d'Kanner oder fir d'Enkelkanner. Mee et huet een eng gewësse Perspektiv an et weess ee jo, wéini vläicht déi Kanner wäerte vum Terrain profitéieren, an en attendant kéint een déi Terraine vläicht fir 3, 6, 9, 10 Joer der ëffentlecher Hand zur Verfügung stellen an dann – vu datt et mat modularer Bauweis séier geet – kéint een déi Terrainen do mobiliséieren an no där gewëssener Zäit erëm un den ursprüngleche Proprietär en l'état zréckginn.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Bauterrain ass e wichtege Vecteur an der ëffentlecher Hand. Dofir hu mir hei de Pacte Logement. Eent vun den Haaptziler ass et, Terrainen ze mobiliséieren. Mam Pacte Logement wäerte mer an Zukunt och kënne méi dicht bauen. Dat ass en anert Stéchwuert, dat immens wichteg ass. Doduerjer gëtt de Baubuedem, awer och d'Infrastrukturen optimal ausgenotzt. Et ass iwwert den Artikel 39bis (veuillez lire: iwwert den Artikel 29bis) – ech ginn elo net an den Detail vum Pacte Logement –, datt mer däerfe bis 10 % méi baue wéi dat, wat de PAG virgesäit. Dat heescht, de Promoteur ka jo 10 % méi bauen an op där anerer Säit ass et esou, datt d'Gemengen och 10 % Terraine gratis zur Verfügung gestallt kréien. An do ass et esou – ech brauch Iech dat net ze soen –, datt mer wierklech eng Win-win-Situatioun hunn, dat heescht eng Optimisatioun vum Bauperimeter an an engems baue mir déi Resilienz vu verschiddene Gemengen a puncto Sozialwunnengen op.

Firwat ass et wichteg, méi dicht ze bauen? Bauland ass endlech, virun allem bei eis am Land. Dofir ass et wichteg, ganz intelligent domadder ëmzegoen. Méi dicht bauen, dat proposéieren och d'Promoteuren, wann ee mat hinne schwätzt an no Léisunge freet. Dicht ass net onbedéngt méi no unenee bauen, well ech weess, datt vill Leit sech déi franséisch HLMen hei elo virstellen. Nee, dat ass et net. Mir mussen nohalteg, intelligent an natierlech sozial noverdichten. An hei spillt natierlech d'Liewensqualitéit eng wichteg Roll. Déi ganz Planung muss ëmgeduecht ginn. Beim Pacte Logement ass et och esou, datt Liewensqualitéit ganz grouss geschriwwe gëtt an och subventionéiert gëtt an deem Sënn. An natierlech ...

Une voix | Très bien!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Merci. An natierlech musse mir den urbane Raum aneschters noverdichte wéi de ländleche Raum. A wann een dat wierklech esou richteg verstanen huet, da kann een eréischt dat Ganzt matdroen.

E weidere Punkt, deen hei ënnerstrach muss ginn, ass, datt bis elo d'Gemengen ... Wann ee mat de Gemenge schwätzt, war et esou: Jo, si géife gär entwéckelen, mee si hätten net genuch Ressourcen. An do si mer och frou, de Pacte Logement ze hunn, well iwwert de Pacte Logement wäerten d'Gemengen, sämtlech Gemengen, déi ënnerschriwwen hunn – mee ech mengen, dat si se elo mëttlerweil alleguerten –, e Logementsberoder gratis zur Verfügung kréien. An dee Logementsberoder ka wierklech fir all Gemeng individuell op Mooss en Entwécklungsplang opstellen.

Dir gesitt: An noer Zukunft wäerte mir méi Terraine kréien, fir kënne méi ëffentlech Wunnengen ze bauen. A genau dofir brauche mer dëse Fonds spécial. De Fonds erlaabt et, déi néideg Suen direkt do ze investéieren, wou och Bau- oder Entwécklungspotenzial sech ubitt. A mir hunn dofir déi néideg Flexibilitéit.

Ech wëll awer nach kuerz betounen, datt iwwert de Fonds spécial net nëmmen Terraine kënnen opkaf ginn a Wunnenge gebaut ginn, et kann och Renovatioun domadder subventionéiert ginn, et kënnen och Infrastrukturen domadder subventionéiert ginn a sämtlech Etüden, déi derzou bäidroen, datt mer eng gutt a flott Liewensqualitéit hunn an dat Ganzt natierlech dat soziaalt Liewen och fërdert.

Dëse Fong erlaabt et eis, Budgetscontrainten ze vermeiden an awer eng Previsibilitéit an Transparenz a puncto Aarbechten am Beräich Logement ze kréien. Wichteg fir eis Parlamentarier ass et, datt mer e klore Suivi vun de Logementsdepensë kréien, an dat hu mer bis elo all Joer vum Här Minister Kox kritt. Mee fir déi Leit och dobaussen: Et ass ganz einfach, de Rapport ze fannen, op logement.lu, wou Der wierklech kënnt sämtlech Zuelen noliesen an all déi Aarbechten, déi amgaang sinn, gemaach ze ginn.

An deem Sënn deposéieren ech och eng Motioun an ech wëll ënnersträichen, datt se wierklech vu sämtleche Parteien an och vun eisem onofhängege Member, deen awer Member an der Logementskommissioun ass, ënnerschriwwe ginn ass. An ech wäert nach eng Kéier zum Schluss nach eng Kéier dozou kommen, fir Iech dat ze erklären.

Motion 1

« Les projets d'envergure en matière de logements abordables »

La Chambre des Députés,

considérant

– la nécessité de garantir une transparence optimale lors de l'élaboration des projets d'envergure en matière de logements abordables ;

– les procédures à suivre en matière de préparation et de présentation des grands projets d'infrastructure adoptées en date du 3 avril 2006 par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes sur proposition de Monsieur le Ministre des Travaux publics et dont les points principaux ont été repris dans une motion « grands projets d'infrastructure travaux publics » en date du 23 octobre 2008 ;

– la motion du 13 mai 2009 de la Chambre des Députés invitant le Gouvernement à veiller à ce que ces procédures soient appliquées, mutatis mutandis, par tous les départements ministériels lors de la mise en œuvre de projets d'infrastructure susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros ;

– la motion de la Chambre des Députés du 1er mars 2018 prise dans le contexte du débat de consultation sur la problématique du logement et invitant le Gouvernement à inciter le Fonds du logement et la Société nationale des habitations à bon marché ainsi que les communes à construire davantage de logements locatifs ;

– le rapport spécial de la Cour des comptes du 28 janvier 2019 sur la réalisation des logements sociaux et ses recommandations visant notamment la nécessité de mettre en place les outils nécessaires afin d'avoir une vue globale des projets, particulièrement en matière de consommation financière, d'état d'avancement et de réalisation effective de logements ;

– la volonté du Gouvernement de dynamiser la création de logements abordables publics en développant en premier lieu le parc public de logements en location abordable et en second lieu celui des logements en vente abordable et en vente à coût modéré ;

– la motion de la Chambre des Députés du 10 décembre 2019 prise dans le contexte du débat de consultation sur le Pacte Logement 2.0 et considérant qu'une des priorités en matière de politique du logement consiste dans la création d'une offre nettement plus large de logements abordables destinés en premier lieu à la location ;

– l'article 5 de la loi du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement et obligeant le ministre à soumettre annuellement à la

Chambre des Députés un rapport sur le fonctionnement et les activités du fonds, ainsi qu'un programme pluriannuel des dépenses du fonds tenant compte des besoins de logements et des projets soumis par les promoteurs ;

– le projet de loi n° 7937 relative au logement abordable déposé le 24 décembre 2021 par lequel le Gouvernement entend mettre en œuvre un programme public concerté, responsable et ambitieux pour le développement de logements abordables qui renforce ainsi l'équité dans la société et qui la rend non seulement résiliente face au changement climatique, mais également au risque d'un clivage sociétal provoqué par l'enchérissement continu des logements du marché privé[1],

invite le Gouvernement à

– présenter chaque année, avec le rapport sur le fonctionnement et les activités du Fonds spécial de soutien au développement du logement et en vue d'un débat à mener par la Chambre des Députés, une liste des projets d'envergure en matière de logements abordables à réaliser prioritairement par les promoteurs sociaux avec l'appui financier de l'État au cours de l'exercice suivant, voire les exercices suivants, et dont l'appui financier de l'État est susceptible d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros,

considérant en outre

– la liste des projets d'envergure en matière de logements abordables susceptibles d'atteindre un coût d'au moins 10 millions d'euros, soumis à l'approbation de la Chambre des Députés en vue de l'autorisation pour l'imputation des dépenses pour frais d'études et d'élaboration d'un avant-projet détaillé (APD) ;

– que les projets susceptibles d'engendrer un engagement financier de l'État de plus de 40 millions feront l'objet d'un projet de loi d'autorisation budgétaire spécifique permettant ainsi de présenter en détail l'évaluation critique des coûts ;

– que, dans le but d'accélérer les procédures, le Gouvernement adaptera en concertation avec la Chambre des Députés ce seuil de 40 millions d'euros à 60 millions tel qu'il est prévu par l'article 80, paragraphe 2 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État et ceci sans dépasser la variation constatée de l'indice annuel des prix à la construction par rapport à la valeur de 669,88 sous-jacent au montant actuellement en application ;

– que, suite aux informations détaillées fournies par les responsables du Ministère du Logement, du Fonds du logement et de la Société nationale des habitations à bon marché, la Commission du Logement a avisé favorablement les projets présentés,

marque son accord

– à l'élaboration des études nécessaires à la réalisation des onze projets suivants regroupant un ensemble de 837 logements :

a) en ce qui concerne les projets à réaliser par le Fonds du logement

Promoteur public	*Commune d'implantation du projet*	*Adresse Lieu-dit*	*Durée de réalisation*	*Unités de logement*	*Participation étatique estimée en millions*
Fonds du logement	*Luxembourg*	*Auf der Langfuhr*	*2023-26*	*57*	*16-20*
Fonds du logement	*Winseler*	*Duerfstrooss*	*2024-28*	*70*	*20-25*
Fonds du logement	*Sanem*	*Wenschel*	*2024-28*	*34*	*13-17*

b) en ce qui concerne les projets à réaliser par la Société nationale des habitations à bon marché

Promoteur public	*Commune d'implantation du projet*	*Adresse Lieu-dit*	*Durée de réalisation*	*Unités de logement*	*Participation étatique estimée en millions*
SNHBM	*Luxembourg*	*Rue des Ligures*	*2027-37*	*320*	*48-72*

c) en ce qui concerne les projets à réaliser par les Communes

Promoteur public	*Commune d'implantation du projet*	*Adresse Lieu-dit*	*Durée de réalisation*	*Unités de logement*	*Participation étatique estimée en millions*
Ville de Luxembourg	*Luxembourg*	*Rue Annette Schwall-Lacroix*	*2023-26*	*47*	*20-26*
Ville de Luxembourg	*Luxembourg*	*Rue de Merl*	*2023-26*	*25*	*10-14*
Ville d'Esch-sur-Alzette	*Esch-sur-Alzette*	*Rout Lëns – Résidence Senior*	*2023-35*	*130*	*50-70*
Ville d'Esch-sur-Alzette	*Esch-sur-Alzette*	*Rout Lëns – Lot 2b (étudiants)*	*2023-35*	*21*	*22-28*
Ville d'Esch-sur-Alzette	*Esch-sur-Alzette*	*Rout Lëns – Lot 4*	*2023-35*	*33*	*18-22*
Ville d'Esch-sur-Alzette	*Esch-sur-Alzette*	*Rout Lëns – Lot 6*	*2023-35*	*42*	*22-28*
Ville d'Esch-sur-Alzette	*Esch-sur-Alzette*	*Rout Lëns – Lot 24a*	*2023-35*	*58*	*24-30*

(s.) Semiray Ahmedova, Barbara Agostino, Yves Cruchten, Marc Goergen, Fernand Kartheiser, Marc Lies, Nathalie Oberweis, Roy Reding.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | An ech fueren da weider mat e puer pertinenten Zuelen aus dem Rapport. Jo, bei den Zuelen hei muss ee sech e bëssen unhalen. Am Joer 2022 huet de Fong 309 Milliounen Euro investéiert, wou ursprünglech 300 virgesi waren. Dat heescht, Dir gesitt, et ass méi geschafft ginn, wéi dat iwwerhaapt, wat virgesi war, an et war schonn eng grouss Ambitioun dofir!

Mir zielen 3.306 konventionéiert Wunnengen op den 31. Dezember 2022. D'Detailer, wéi déi Suen opgedeelt ginn, stinn op der Säit 27, mee grosso modo 41 % si fir de Verkaf gewiescht ënner Emphyteos an 59 % fir eng Location abordable. Eng konkreet Perspektiv, wat de Bau vun abordabele Wunnengen ugeet, ass, datt bis 2027 ganzer 3.900 nei Wunnenge wäerte gebaut ginn. Dat si ronn 780 Wunnengen am Joer, déi zousätzlech wäerte kommen.

Als Konklusioun vu menge Chiffere wëll ech nach soen, datt 2015 just 39 Milliounen Euro ausgi gi sinn. Am Verglach mat 2022, wou mer ganz konkreet 309 Milliounen Euro ausginn hunn an nach weider Projeten an der Pipeline hunn, wäerte mer och déi Investitiounen héichhalen a mir gesinn 300 Millioune pro Joer fir deen Zweck vir.

Ech maachen dann direkt den Iwwergang, well ech wëll Iech do och net e puer Zuelen virenthale vu Grand-projet-d'enverguren, wou amgaangen ass, gebaut ze ginn, oder eeben Terrainen amgaange sinn, preparéiert ze ginn, fir datt den nächste Bagger rullt: NeiSchmelz zu Diddeleng, ronn 1.600 Eenheeten, an do gi 507 Milliounen investéiert; Wunne mat der Wooltz an „Haargarten", ronn 1.100 Wunnenge fir 500 Milliounen; Elmen, wou mer wierklech schonn immens gutt virukomm sinn, wou déi éischt Leit schonn dra wunnen, 154 Wunneenheeten, 125 Milliounen; Syrdall, ronn 170 Eenheeten; Wëltgebond zu Mamer, ronn 160 Wunneenheeten. Wéi gesot, ech erspueren Iech all déi Zuelen, Dir fannt se am Rapport erëm, mee mir hunn nach Iechternach, mir hu véier grouss Projeten hei an der Stad Lëtzebuerg, mir hunn Dikrech. A wéi gesot, kuckt Iech dat einfach un, an da gesitt Der och dee Moment, wéini déi Wunnenge wäerte fäerdeggebaut ginn.

Insgesamt goufen an däser Legislaturperiod – dat wëll ech awer nach ënnersträichen – eng ronn 10

[1] Extrait de l'exposé des motifs du projet de loi

Projet-d'enverguren op de Wee bruecht. Projet-d'enverguren heescht wierklech grouss Arealer, wou Wunnengen – exklusiv Wunnengen – wäerte gebaut ginn. Zesummen hu mer hei en Invest vun 1,5 Milliarden Euro. Mir schafen domadder ganzer 3.300 nei bezuelbar Wunnengen. Jo, dat sinn Invester, déi natierlech daueren, a mir freeën eis ganz ongedëlleg alleguerten drop.

A wat ee ka soen, ass, datt wierklech an noer Zukunft alljoers kontinuéierlech de Bau vum bezuelbare Wunnraum wäert an d'Luucht goen. Dat lescht Joer waren et nach 464. Ech mengen, den Här Minister ass virdrun dorobber agaangen, dofir maachen ech et kuerz: Dëst Joer si mer eleng scho bei 200 Wunnenge méi a fir 2027 hu mer 1.000 Wunnengen, déi geplangt sinn, an der Maach sinn, déi wäerte gebaut ginn. Just fir iech e Verglach ze maachen: Wärend dem ale Pacte Logement, deen zwielef Joer laang en vigueur war, hu mir iwwert déi zwielef Joer 1.000 Wunnenge gebaut.

Une voix | Et kann dach net sinn!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Dach! Just 1.000 Wunnengen iwwer zwielef Joer! An domadder halen ech op mat mengen Zuelen.

Dir Dammen an Dir Hären ...

(Interruption)

Jo, natierlech.

M. Marc Spautz (CSV) | Ech wollt just froen, Madamm Ahmedova: Wéi zum Beispill de Quartier Sauerwiss gebaut ginn ass, wéi de Quartier Kierchbierg gebaut ginn ass, wéi vill Wunnenge waren dat, wannechgelift? Merci.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Et sinn ëmmer 10 % virgesinn, dat kann ech Iech elo auswenneg net soen. Ech hunn ëmmer d'Gefill, ech géif wierklech an der Schoul un der Tafel hei stoen.

(Interruptions)

Et ass alles am Rapport, jo. Ech hunn elo net déi 30 Säite Rapport mat Zuelen auswenneg am Kapp. Ech kann dat awer gären nokucken.

(Interruption)

Jo, ech komme mer wierklech vir wéi am Examen.

Ech erlabe mer op dëser Plaz, meng Konklusioun ze maachen an ze soen, datt dëse Fonds spécial wierklech néideg ass an e weidere Meilesteen ass, fir aus der Logementskris erauszekommen. A wéi gesot, all déi budgetär Efforten, déi bis elo gemaach goufe vun 2018 un, fannt Dir explizitt am Detail am Rapport vum Fonds spécial.

Fir eis ass et wichteg, e Recht op Wunnen ze hunn. Dat ass eng Fro vu sozialer Gerechtegkeet an awer och vun Integratioun. Et kënnt nach en zweete Facteur erobäi, an dee kënnt net vu mir, ech zitéieren: „Die Wohnungsfrage ist die soziale Frage schlechthin. Und sie ist eine ökologische Frage." An dat kënnt vum Architekturprofesser Här Hertweck.

D'Konklusioun ass: Mam Pacte Logement, der Reform vum Logement abordable, der Reform vun den Aide-individuellen an dem ganze Package u fiskale Moossnamen hu mir eis eng konsolidéiert national Strategie ginn, fir bezuelbare Wunnraum ze schafen an esou och eist ultimatiivt Zil ze erreechen: Wunne fir jiddereen.

Domadder schléissen ech den Debat iwwert de Fonds spécial of an ech komme ganz kuerz zu der Motioun, déi ech deposéiert hunn, fir Iech ze soen, wat an der Motioun steet. Mir fuerderen natierlech d'Regierung op, sou wéi déi lescht dräi Joer och, datt si eis wierklech en detailléierten, explizitte Rapport an der Logementskommissioun mécht, am Hibléck op en Debat hei an der Chamber, sou wéi dat haut de Fall ass.

An et muss gesot ginn: Iwwer all Projet, wat Infrastrukturen oder de Bau vu Wunnengen ugeet, deen iwwer 40 Millioune läit, muss natierlech duerch e Gesetzesprojet hei an der Chamber ofgestëmmt ginn, mee mir fuerderen, datt all Projet ab 10 Millionen och an der Chamberskommissioun presentéiert an och diskutéiert gëtt. Schlussendlech ass am Wunnengsbau all Projet, egal wéi grouss oder wéi kleng en ass, immens wichteg. Zil vun der Motioun ass et natierlech, e besseren Iwwerbléck ze kréien an natierlech och déi néideg Previsibilitéit, Transparenz an Anticipatioun am Logement ze kréien.

Dat alles gesot, merci fir d'Nolauschteren an natierlech merci un den Här Minister dofir, dës Debatt ugefrot ze hunn, well et ass ëmmer interessant, hei ze diskutéieren. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den Här Kartheiser ass scho prett.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus e grousse Merci un d'Regierung, déi eng Konsultatiounsdebatt elo freet, e puer Méint virun de Walen. Also, ech huelen un, datt déi Resultater, déi mer hei erauskréien an där Debatt, och fir déi nächst Regierung interessant sinn. Mee et ass elo ganz kloer: Et ass sënnvoll, datt mer emol iwwert d'Situatioun um Wunnengsmaart schwätzen, well se ass effektiv dramatesch, an dee Fong, iwwert dee mer haut diskutéieren, ass vläicht en Deel vun der Léisung.

Mee ech wéilt awer vläicht ufänken an iwwert den Elefant am Raum schwätzen, dee bis elo nach keen ugeschwat huet, an dat ass d'Problematik vum Wuesstum. Mir hunn eng demografesch Explosioun am Land par rapport zu allen europäesche Staaten. All Joer kommen Dausenden an Dausende vu Leit bäi, an datt dat natierlech en enormen Drock op de Wunnengsmaart ausüübt, ass jo eng Selbstverständlechkeet, y inclus op den abordabele Wunnengsraum!

An ech mengen, et ass ganz kloer, datt mer, wa mer wëllen enges Daags déi Situatioun um Wunnengsmaart an de Grëff kréien, dann och déi Problematik vum Wuesstum upaken a vun engem onkontrolléierten – wäitgeeënd onkontrolléierten – wëlle Wuesstum op e méi qualitativen, gesonde Wuesstem fir eist Land iwwergoe mussen. An datt mer Wuesstem brauchen, steet jo net zur Debatt, mee mer mussen en endlech kënne steieren. An ech mengen, déi Situatioun um Wunnengsmaart, wa mer Joer fir Joer Dausende vun neie Leit hunn a mir bauen e puer Honnert Wunnengen, ass dat natierlech net ze léisen.

Mir hunn och déi Kris am Bausecteur, a bei där Kris am Bausecteur, do huet dës Regierung eng evident Matschold un där Situatioun, well si huet esou vill gemaach, fir d'Wunnengen ze verdeieren a fir d'Bauen onattraktiv ze maachen: D'Erhéijung vun der TVA op Zweetwunnengen op 17 %, dat huet jo selbstverständlech en direkten Impakt op d'Mietpräisser. En Amortissement accéléré, deen awer vill méi onattraktiv ginn ass – eng schwéier Feeldecisioun. Elo gëtt vun ëmmer neie Steiere geschwat, déi op d'Proprietäre solle kommen. Dat ass en Agrëff an d'Proprietéitsrecht! An et ass ganz kloer, datt all déi Steieren – Grondsteier, Mobilitéitssteier an esou weider – d'Leit éischter decouragéieren, nach am Immobiliesecteur aktiv ze sinn, wéi datt si sech do géifen dralancéieren.

A mir hunn och déi Flexibilitéit, déi eis feelt an de Mietverträg an esou weider. Mir hunn als ADR elo dës Woch eng Proposition de loi gemaach, fir do emol erëm méi Flexibilitéit an d'Mietverträg eranzekréien an et doduerch och fir d'Proprietäre méi interessant ze maachen, Saachen op de Wunnengsmaart ze bréngen. Well et ass esou, wéi een eng Kris upeekt: Et muss een d'Leit motivéieren, et ze maachen, an net ëmmer mat méi Steiere strofen, mat Agrëffer an hir Rechter, mat Verdeierungen. Nee, Motivatioun an effektiv och méi Vertrauen an de Maart an an d'Privatinitiativ! Dorobber kommen ech nach zréck.

Datt d'Präisser explodéiert sinn, dat ass effektiv zum Deel net an der Kompetenz oder an der Responsabilitéit vun dëser Regierung, awer och nëmmen zum Deel. Awer och déi Zënspolitick an alles dat huet eppes mat enger makroekonomescher Situatioun ze dinn, wou Lëtzebuerg e ganz, ganz klengen Deel ka matschwätzen, an dat muss een awer och dann notzen, déi Méiglechkeeten, déi een do huet.

D'Situatioun ass also dramatesch. A vill jonk Stéit, och déi mat enger Staatspai ..., dat ware jo fréier déi, déi eigentlech nach e bëssen à l'abri vun deene Situatioune waren, mee och déi hu jo haut Problemer, fir iwwerhaapt kënnen nach un de Kaf vun enger Proprietéit ze denken. Si gi lounen an hu kaum eng Chance, wa se net ierwen, fir jeemools kënnen eege Proprietéit ze kafen.

18 % vun de Leit leien ëm oder ënnert dem Seuil de pauvreté. Och fir si ass dat natierlech dramatesch, déi Explosioun vun de Präisser, a si sinn et natierlech, déi mer an dësen Debatten och ni däerfe vergiessen, fir datt jiddereen – jiddereen! – awer kann d'Méiglechkeet hunn, dezent ze wunnen.

Déi aktuell Besoine sinn also enorm. Do ginn d'Zuelen auserneen, e puer goufen der haut genannt, mee mir wëssen, datt mer en enormen Defizitt hunn. Ech wëll deen also elo net hei chiffréieren. Do ass de Moie scho gesot ginn: 780 am Joer, 2.000 Wunnengen am Joer, do ginn déi genau Chifferen auserneen, jee nodeem, wat ee kuckt. Mee de Constat ass ganz kloer: Mir kënnen dat net opfänken an och déi ëffentlech Hand aleng kann dat net opfänken. An dofir ass eise Plädoyer ganz kloer, fir onbedéngt mam private Secteur zesummenzeschaffen. Et kann nëmme sinn, datt déi ëffentlech Hand en Deel mécht, wat se eebe packt, awer och virun allem déi privat Investisseure solle sollicitéiert ginn, fir och am abordabele Mietwunnengsbau do matzemaachen.

An do ass decouragéiert ginn an de leschte Joren, well am Rapport steet – an dat ass de Moien och schonn ernimmt ginn –, datt zënter 2019 déi Konventioune mat méiglleche Privatinvestisseuren am abordabele Wunnengsbau vun 20 op 40 Joer eropgesat goufen. Den Här Minister selwer huet dat ernimmt. Awer dat heescht, datt och do den Invest manner attraktiv ginn ass. Do, denke mir, misst et méiglech sinn, zum Beispill no 20 Joer, wann dat da méiglech ass, datt een déi 40 Joer net muss anhalen, mee datt een awer do vläicht duerch Remboursementer, degressiv Remboursementer, compte tenu vun den Amortissementer an esou weider erëm kéint Initiativen huelen, fir méi privat Investisseuren och an den abordabele Wunnengsraum ze bréngen.

An do sinn der, déi sinn interesséiert. Ech denken zum Beispill un d'Kierch oder un anerer, déi awer do aktiv waren an déi sech vläicht elo méi zréckgezunn hunn. An et ass awer och wichteg, datt esou Investisseure kënne mat erukommen. De Staat selwer – en ass vill gelueft ginn de Moien, mee et muss een awer och d'Grenze vu senge Méiglechkeete gesinn – ass par rapport zum Privaten einfach vill méi lues a vill méi bürokratesch, an dat ass en Nodeel. Wann et drëm geet, méiglechst séier ze bauen, ass hien net onbedéngt de beschte Promoteur.

Wéi vill Terrainen huet de Staat – dat ass eng gutt Fro – a wat ass effektiv do gemaach ginn? A ville Gemengen – dat wësse mer ganz gutt – wësse mer, datt déi Gemengenterrainen eigentlech déi sinn, wou als Lescht drop gebaut gëtt. Also, do ass e Problem, datt eeben de Staat an d'Gemengen dacks méi lues si wéi déi privat Hand.

An och de Pacte Logement 2.0, och dee vergréissert éischter nach d'Bürokratie an e respektéiert och net ëmmer d'Gemengenautonomie: D'Gemenge kréie Conseillers climat, Conseillers logement an esou weider an esou fort. Et ass ëmmer méi eng grouss Mainmise vum Staat eigentlech och op d'Gemengen.

De Staat blockéiert, wéi gesot, Terrainen. Et wär mol gutt, eng Analys ze maachen, wat en effektiv huet a wat an där Réserve foncière, wéi dat genannt gëtt, dann effektiv mobiliséiert gëtt.

A wann de Staat baut, baut en och eng Ideologie mat. Ech wëll hei just op d'Parkinge verweisen. Dat ass jo och eng permanent Problematik, datt da vläicht net Parkingen do sinn, wou se solle sinn, oder net genuch.

De Staat verhënnert d'Verméigensbildung, well en Deel vun där Programmatik, déi e mécht, ass jo de Bail emphytéotique. De Bail emphytéotique ass sécher net déi bescht Léisung – zumools an Inflatiounszäiten. Do gëtt et besser Modeller, wéi de Portage foncier zum Beispill. Mee Verméigensbildung mat dem Bail emphytéotique ass eigentlech net méiglech.

De Staat ënnerhält och säi Wunnengspark net séier genuch, dat muss een och soen. Dacks ass e Stau a Renovatiounen, wat bei Privaten awer am Prinzipp méi séier ka goen, well et einfach da wichteg ass wéinst dem Rendement.

An da muss een och wëssen, datt e ganzen ..., ech weess net wéi vill, dat ass am Rapport elo net genau preziséiert gewiescht, awer e gudden Deel vun deem Logement abordable geet och a Foyere fir Demandeurs de protection internationale – dat hate mer déi lescht Jore ganz vill –, déi de Staat zu 100 % finanzéiert. Och déi sinn an deene Statistike vun den ëffentleche Fongen eebe mat dran, kommen awer net deenen normale Leit zegutt, déi grad eng Wunneng sichen, mee eeben enger bestëmmter Kategorie Persounen, den Demandeurs respektiv zum Deel de Bénéficiaires de protection internationale, well déi um fräie Wunnengsmaart och net séier eppes fannen.

Wie kritt also déi Wunnengen? Dat ass och eng Diskussioun, déi ee muss féieren. Well mir si kloer fir eng national Lëscht mat transparente Krittären, hu mer ëmmer gesot. An op Gemengenniveau, wa Gemengen abordabele Wunnraum hunn, denke mir – dat hate mer och am Gemengewalkampf ëmmer erëm betount –, datt mer sollten iwwer e Punktesystem erméiglechen, datt Leit, déi e Lien zu enger bestëmmter Gemeng hunn, och kënnen an där Gemeng wunne bleiwen an net mussen iergendwou anescht hiplënneren. Wann een do opgewuess ass, wann een do an d'Schoul gaangen ass, wann een do an engem Veräin ass an esou weider, datt dann awer eng gewësse Prioritéit kënnt fir déi Leit, fir datt dee Lien zu de Gemengen, datt wierklech dat Duerfliewen oder dat Gemengeliewen awer kann erhale bleiwen. Et ass also net egal, mengen ech, wie wou wéi eng Wunneng kritt, wa mer vum abordabele Wunnraum do schwätzen, mee et sollt schonn do och un dat Gemengwuel an och d'Gemengeliewen, d'Zesummeliewen an enger Gemeng, geduecht ginn.

Mir hu ganz kloer Virstellungen. Mir wëllen, datt de Staat Garantien iwwerhëlt fir Leit, déi wëllen e Prêt ophuelen, well déi meescht Leit packen dat net méi vu sech aus. An dat misst méiglech sinn, well vill Leit kréien emol net e Prêt, wou de Remboursement an der Héicht wier vun deem Loyer, dee se elo bezuelen. Dat ass net logesch.

Mir wëllen och, datt de Staat méi generéis Hëllefe gëtt, well do sinn dacks d'Hëllefen nach op engem Niveau, deen net méi den aktuelle Besoinen entsprécht, an datt d'Steiere reduzéiert ginn. Bei de Steieren, do denke mer och zum Beispill u Frais d'enregistrement, also déi Zommen, déi de Staat selwer kasséiert, encaisséiert, wann eng Transaktioun gemaach gëtt. Déi sinn am internationale Vergläich hei zu Lëtzebuerg einfach ze héich.

Mir wëllen och manner Ëmweltoplagen an ausgewisene Perimeteren oder Bauzonen oder och Industriezonen. Et soll méi einfach ginn, Wunngemeinschaften ze maachen. A mir wëllen och manner restriktiv Kredittbedingungen, quitte datt do virun allem mat de Finanzinstituter muss geschwat ginn. Et soll einfach sinn, fir eng Wunneng ze kréien. De privaten Engagement soll favoriséiert ginn, och bei Firmen, déi wëlle Logementer fir hir Mataarbechter schafen.

Dat gesot, si mir ganz frou iwwert déi Debatt a mir hoffen, datt mer an enger nächster Regierung eng méi realistesch Wunnengspolitick kréie wéi dat, wat dës Regierung gebueden huet.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächst Riednerin ass d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. „Und täglich grüßt das Murmeltier". Et fillt ee sech e bësse wéi de Bill Murray an dësem Klassiker aus den 90er-Joren, wou hien als Haaptduersteller all Dag de selwechten Dag geneesou erëmerlieft wéi den Dag virdrun. All Moien erwächt en an der Hoffnung, dass d'Zäit elo erëm weidergeet, mee all Moie geschitt genee dat selwecht.

Mir féieren elo fir d'drëtt dës Debatt iwwert de Fonds spécial. An all Joer op en Neits mengt een, et kéim vläicht eppes Neies, well et vläicht eppes Neies gëtt. Mee nee, wat soll et grouss Neies ginn, well grosso modo gesi mer, dass alles beim Alen ass.

D'Virwuert vum Minister liest sech och deementspriechend. Et liest een ëmmer erëm, dass d'Mesüren elo hir Friichte géifen droen, dass dat ab elo alles besser wäert goen, dass Joerzéngte Stëllstand elo iwwerwonne wären. A fir dee fade Menü e bësselchen ze würzen, kommen all Joer nei Annoncen derbäi, déi ëmmer méi abenteuerlech kléngen. Dëst Joer liest een elo vun 20 % abordabele Wunnengen, déi dann iergendwa sollen do sinn. D'lescht Joer war d'Zilsetzung nach manner héich, do goung vu Wunnraum fir déi 18 % rieds, déi ënnert der Aarmutsgrenz liewen.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Dës Korrektur no uewe vun der Zilsetzung ass virum Hannergrond vun der sozialer Situatioun hei zu Lëtzebuerg legitimm, well den Aarmutsrisiko klëmmt a soumat méi Leit op eng ëffentlech a gënschteg Wunneng ugewise sinn. Natierlech ass et richteg, dass de Logement ee vun de grousse Facteuren ass, deen zu Lëtzebuerg d'Aarmut verstäerkt. Mee eleng mam Bau vun neie Wunnengen ass et awer net gedoen, besonnesch net, wann den Output ëmmer wäit ënnert dem Bedarf bleift, deen néideg wier, fir d'Präisser um Locatiounsmarché ze stabiliséieren. Wat do direkt hätt kënnen hëllefen, wier eng Reform vum Loyersgesetz gewiescht, déi d'Loyeren um Privatmarché limitéiere géif. Déi Loyere lafen eis awer elo duerch déi héich Zënsen op Immobiliekreditter ëmmer méi fort.

D'Regierung wollt mat hirer proposéierter Reform zouloossen, dass d'Loyeren op bestoende Locatiounswunnengen nach méi klamme kéinten, wéi dat haut schonn de Fall ass. Se ass awer wéinst dem staarke Géigewand an den Tirang geluecht ginn, wou se warscheinlech nach laang wäert leien. Mee dat ass awer keng Léisung. De Kapp an de Sand ze stiechen, ass an eisen Ae keng Léisung!

Et gëtt een den Androck awer net lass, dass déi offensiv Kommunikatioun hei, wou op eemol d'Recht op Wunne plakativ iwwerall genannt gëtt vun enger Regierung, déi awer net kapabel war, dat ënnert de Grondrechter an d'Verfassung ze schreiwen, an éischter Linn iwwert de relative Stëllstand an der Wunnengsbaupolitick soll ewechtréischten.

Här President, ech hu virdru vum grousse Lach geschwat, dat tëscht dem Output vu Wunnengen an dem Bedarf u Wunnenge besteet. Dat Lach gëtt nach ëmmer méi grouss a steet den Annoncë vum Minister souwéi och den neie Krittäre fir d'Verdeele vu gënschtege Wunnengen entgéint. Mir soen dat alljoers op dëser Plaz: De Rapport vum Fonds spécial liest sech wéi e Verspriechen an d'Zukunft, e Verspriechen, dat awer esou bal net wäert kënnen agehale ginn!

Wa mer eis ukucken, wéi d'lescht Joer d'Zuel vun de konventionéierte Wunnengen am Fonds spécial evoluéiert huet, da stellt ee fest, dass et der 2022 manner ware wéi 2021. An 2021 waren et der och scho manner wéi 2020. Natierlech kann et Schwankunge ginn, mee déi Zuelen eleng soen effektiv net alles aus. Mee wa se awer par rapport zu 2020 ëm zirka 50 % falen, da soll dat engem ze denke ginn. Well hei geet et jo ëm Projeten, déi am Bau oder an der Renovatioun sinn, also déi an den nächste Jore fäerdeggestallt a bewunnt kënne ginn.

D'Zuel vun de konventionéierte Wunnengen, déi insgesamt am Fonds spécial stinn, variéiert och nëmme marginal. Mee wann do keng seriö Beweegung no uewen ze gesinn ass, wéi soll dann den Output an e puer Joer ausgesinn? Ausser d'Wunnenge ginn op eemol duebel esou séier gebaut, mee mir zweifelen, dass dat wäert passéieren.

Dobäi kommen déi plakeg Zuele vun de fäerdege Wunnengen. Am Joer 2022 koumen insgesamt 244 gënschteg lokativ Wunnengen zu Lëtzebuerg derbäi. Mir beweegen eis do ëmmer nach an deem Beräich, iwwert dee scho viru fënnef bis zéng Joer gesot ginn ass, dass et bei Wäitem net duergeet. De Logementsminister betount, dass dat awer eng Progressioun vu 6,3 % wier, mee 6,3 % op ganz wéineg bleift nach ëmmer ganz wéineg. A wa mer esou weiderfueren, ass et och 2030 nach ëmmer ganz wéineg.

D'Perspektive vum Fonds spécial bestätegen eis do och ganz däitlech. De Rapport vun 2020 huet eis fir 2022 en Output vun 800 Wunnenge virausgesot. De Rapport vun 2021 huet eis fir 2022 750 Wunnenge virausgesot. Iwwreg bliwwen ass zirka d'Hallschent, wann een och gënschteg Wunnenge fir d'Vente matarechent.

Fir 2023 da gouf am éischte Rapport vum Fonds nach vun 820 neie Wunnenge geschwat, ee Joer méi spéit war de Ministère du bei 840. Elo dëst Joer gi méi kleng Bréidercher gebak an et bleiwen der 650. Wann alles gutt geet, da rechne mer fir 2023 also mat ronn 300 Wunnengen.

An och mëttelfristeg stëmmt villes net. Virun zwee Joer hu mer fir d'Period 2021–2025 nach 4.300 Logementer annoncéiert kritt, duerno sollten et der 4.450 bis 2026 sinn, duerno ass de Ministère op eng méi laangfristeg Schinn gaange bis 2027, wou dann elo 3.900 Wunnenge solle gebaut ginn.

Et kéint een dat elo weider ausféieren, well et ass dat, wat de Lieser vun deene Berichter all Joer direkt frappéiert: Annoncen iwwer Annoncen, déi sech lues a lues iwwer méi laang Zäithorizonter no hannen erstrecken, mee ni erreecht kënne ginn, sou schéngt et. Déi vill gënschteg Wunnengen do sinn e bësse wéi eng Fata Morgana, d'Oas an der Wüüst, déi a Wierklechkeet, wat ee méi no kënnt, net wierklech eppes ass.

Här President, mam Opkaf vu Wunnengen an der VEFA, déi de Logementsminister annoncéiert huet, gesi mir eng Méiglechkeet, fir séier méi gënschteg Wunnenge bäizekréien. Et sinn der elo net vill, fir déi bis elo en Accord mam Privatpromoteur fonnt ginn ass, mee prinzipiell menge mir, dass de Wee esou richteg ageschloe ginn ass. Wat mir awer dobäi bemängelen, ass, dass d'Regierung hei elo net méi konsequent op de Wee geet, fir déi schwiereg Situatioun am Logementsmarché awer zumindest dofir ze notzen, den ëffentleche Wunnengspark géigeniwwer deem private méi séier wuessen ze loossen.

D'Moyene fir esou eng méi volontaristesch Acquisitiounspolitick, déi net de Staat eleng, mee och d'Gemenge mussen ugoen, kéint mat enger Opstockung vum Fonds spécial och finanzéiert ginn. Donieft widderhuele mir och dann eis Fuerderung, fir de Rentefong an der Schafung vun ëffentlechem Wunnraum a besonnesch och bei der Renovatioun méi anzesetzen.

Mir widderhuelen och op dëser Plaz eis Fuerderung nom TVA-Taux super-réduit vun 3 % fir Wunnprojete vun net lukrative Bauhären, an éischter Linn Gemengen an Associatiounen. D'Präisser kéinten esou staark gedréckt ginn.

Här President, de Rapport geet vill op de Pacte Logement 2.0 an. Den neie Pakt ass sécherlech e Fortschrëtt géigeniwwer dem éischten, mee mir kritiséieren ëmmer nach, dass dëse reng fräiwëlleg ass. D'Depensen an dësem Beräich fale jo beim Fonds un, fir de Conseiller logement a virun allem fir d'Dotation financière ze bezuelen, déi eng Gemeng mat konventionéiertem Plan d'action logement pro am Virjoer konventionéiertem Logement op sengem Territoire kritt. Dëse Montant gouf jo vun 19.000 op 25.000 Euro eropgesat.

Als déi Lénk hu mir dës Decisioun zwar ënnerstëtzt, hunn eis awer scho beim Vott vum neie Pacte Logement gefrot, wéi dëse Modell zu méi Gemengewunnenge wäert bäidroen, soulaang de Wunnengsbau net zu enger zentraler Missioun an zu enger politescher Prioritéit fir d'Gemenge gëtt, wéi mir et mengen an och proposéieren. Sou wéi de Modell haut ausgeluecht ass, wäerten déi meescht Gemenge maximal op de Wee goen, fir ëffentlech Bauprojete vum Fonds du logement oder der SNHBM ze dulden oder souguer ze promouvéieren, mee fir selwer aktiv ze ginn, feelt et eis u verflichtenden Zilsetzungen, déi och mam neie Pacte Logement bekanntlech net kommen. Et ass begréissenswäert, dass esou vill Gemengen entre-temps hir Konventioun ënnerschriwwen hunn an eng Partie och schonn e Plan d'action opgestallt hunn.

Ech liesen am Rapport vum Fonds, dass 67 Gemengen abordabel Wunnengen hunn. Do si mer also bei engem Drëttel Gemengen, wou nach Potenzial no uewe besteet. A meng Fro wär do: Wat ass do virgesinn an deem Kontext vum Pacte Logement a vun den ënnerschriwwene Konventiounen? Wat kann ee sech do erwaarde bei deem engen Drëttel vu Gemengen? A wat kéint konkreet dobäi erauskommen, wa bei deem engen Drëttel vun de Gemengen, déi nach keng abordabel Wunnengen op hirem Territoire hunn, elo keng ëffentlech wäerten derbäikommen? Da stellt sech d'Fro, firwat dat esou ass. Dat wär och eng Fro.

Et bleift just ze hoffen, dass déi Aktiounspläng tatsächlech och zu méi kommunale Wunnengen, sief et am Bau, am Kaf oder der Renovatioun, féieren. Wann d'Vergaangenheet hei awer e Guide fir d'Zukunft ass, da si mir den Ament éischter skeptesch, well wéi mir wëssen: Op engem ale Betribssystem lafe keng nei Programmer.

Merci fir d'Nolauschteren.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Oberweis. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Här President, haut schwätze mer iwwert dat wichtegst Theema fir alleguerten eis Bierger, well jidderee muss wunnen, wat direkt och d'Sozialpolitick souwéi eis Wirtschaftspolitick beanträchtegt: eise Logement. Sozial, well de Logement vill Leit hei am Land vum Liewen ausschléisst, well et finanziell Problemer mat sech bréngt. D'Wirtschaft, well och d'Attraktivitéit vun eisem Land dervunner ofhänkt, dass talentéiert Mënschen hei zu Lëtzebuerg wunne bleiwen oder heihinnerkommen.

Dëse Rapport gëtt e Réckbléck, mee d'Fro ass éischter: Wat ass mam Ausbléck um Logementsmaart? An do si ganz grouss Fragezeichen, Froen, déi ee sech ka stellen.

Ech hunn an de leschte Jore vill Rieden zum Logement dierfen hei halen. No all deene Jore sti mir Piraten awer weiderhin zu eiser fester Positioun: Et muss méi ëffentlech gebaut ginn, den ëffentlechen Träger muss méi maachen. D'Wunne soll net e Kapital sinn, mee et soll eng Leeschtung si vum Staat, fir a sengem Land kënnen ze liewen. De Staat, d'ëffentlech Bauträger an d'Gemenge musse méi Suen an d'Hand huelen, fir d'Wunne méiglech ze maachen, dat fir jiddereen.

Mir Pirate soen dofir zënter Jore ganz kloer: Wann de Staat baut, kann en d'Wunnenge fir 10 Euro de Meterkaree ubidden an de Leit soumat erschwéngleche Wunnraum erméiglechen. A jo, dat ass eng realistesch Präisvirstellung, wéi mer och d'lescht Kéier an der Logementskommissioun am Dokument vum Minister gesinn hunn, deen och op dee Wee geet vun ëm déi 10 Euro de Meterkaree, souguer zum Deel eemol drënner.

Dir wénkt elo Nee, Dir hat et awer an Ärer PowerPoint-Presentatioun – ech hat mer et nämlech extra ugekuckt –, wou der op 10 Euro de Meterkaree waart, 9 Euro an e puer Zerquetschtener, ...

(Interruption)

... 9 Euro an e puer Zerquetschtener.

Also, ech wollt Iech eigentlech luewen, Här Minister, dass Der eppes gemaach hutt, dass d'Leit op 10 Euro de Meterkaree kommen, dat war elo keng Kritick. Ech hu gären, wann Der de Präis erofsetzt. Ech hätt Iech kritiséiert, wann Dir de Präis eropgesat hätt.

Mir Piraten sti kloer fir eng Politick vum Choix. Mir wëllen net, dass d'Leit hiert ganzt Liewe musse lounen, well se keng Suen hunn. Dofir froe mir och, dass de Mietkauf endlech bei staatleche Wunnenge soll Realitéit ginn. De Mietkauf gëtt de Leit e wierkleche Choix tëschent kafen a lounen an et ass elo eng Léisung, déi d'Leit brauchen, wann et schwiereg ass, fir e Kreditt ze kréien.

Eng Wunneng ze kafen, ass a bleift an eiser Gesellschaft e Faktor, fir kënne finanziell onofhängeg ze sinn. A finanziell Onofhängegkeet bedeit fir eis och Fräiheet. Esou wéi mer fréi an eng Pensioun abezuelen, sollte mer fréi d'Méiglechkeet ginn, fir d'eege Wunneng esou fréi wéi méiglech ofzebezuelen a soumat e gudde Liewensowend ze liewen.

Mee ech sinn awer och erstaunt, dass elo aner Parteien de Mietkauf entdeckt hunn. De Premierminister huet sech jo um DP-Kongress och fir de Mietkauf ausgeschwat. Dofir hunn ech och haut direkt eng Motioun matbruecht, fir elo endlech Eescht ze maachen.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– De Staat wëll an den nächste Jore méi ëffentlech Wunnenge bauen, soudass mindestens 20 % vun alle Wunnengen am Land sollen an ëffentlecher Hand sinn, no den Aussoe vum Logementsminister vum 29. Juni 2023.

– Aktuell hunn d'Bierger/inne just d'Méiglechkeet, fir eng ëffentlech Wunneng ze kafen (mat oder ouni Subsid) oder ze lounen.

– Fir de Mënschen de Choix tëschent kafen a lounen ze ginn a fir de Locatairen eng Chance ze bidden, fir Proprietär ze ginn, kéint de Staat d'Formel vum Mietkauf fir ëffentlech Wunnengen abauen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

1. de Mietkauf bei ëffentleche Wunnengen ze erméiglechen, ugeleent u follgend Richtlinnen:

• All Mount, un deem ee Locataire fir eng staatlech Wunneng Loyer bezilt, kritt en een Deel guttgeschriwwen.
• De Locataire kann dës Guttschrëft notzen, fir eng Reduktioun um Kafpräis vun enger Wunnunitéit am Besëtz vun der ëffentlecher Hand ze kréien.
• D'ëffentlech Hand behält ëmmer ee Virkafsrecht op d'Wunnengen am Fall vun engem spéidere Verkaf;

2. der Chamber zäitno eng Selektioun vu méigleche steierleche Moossnamen ze presentéieren, fir de Mietkauf um privaten Immobiliemaart ze fërderen.

(s.) Marc Goergen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | An ech kréie mat, vun der DP reegt kee sech op, also si se averstanen.

Une voix | Très bien!

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech wëll an dëser Debatt dann awer och soen, dass mer d'Iddie vum Fong natierlech ënnerstëtzen. Mir hunn de Fong jo och 2020 matgestëmmt an och d'lescht Joer scho gesot, dass d'Wunnengskris just duerch den Asaz vun der ëffentlecher Hand ka geléist ginn. Dofir soe mir jo och, dass all weidere Bauprojet beim Fong derbäi soll kommen, grad elo, wou d'Handwierker d'Aarbecht brauchen, grad elo, wou d'Kapazitéiten do sinn.

Natierlech kann och elo all Logementsminister, an egal wéi eng Partei d'Kaarten herno wäert hunn, all Joer heihikommen an eis presentéieren, dass nach ni zu Lëtzebuerg esou vill ëffentlech Wunnenge stoungen. Dat ass awer och einfach nëmme logesch. Wann ech eppes op de Buedem bauen, verschwënnt dat jo net, mee et accumuléiert sech. Da kann een natierlech ëmmer soen, dass erëm eng Rei Wunnenge bäikomm sinn an d'Zuelen eropgaange sinn, wat mer jo och gutt fannen, mee et geet einfach net duer. Dofir, de Gesetzesprojet, fir d'Virkafsrecht an Zukunft ze sécheren, geet an déi richteg Richtung. Och dat wäert hëllefen, fir dass d'ëffentlech Hand méi schnell an der Wunnengspolitick weiderkënnt.

Eis Positioun ass kloer: All Terrain a Wunneng, déi mat Steiergelder kaaft oder gebaut gouf, muss fir d'Piraten am Besëtz vum Staat bleiwen. Ëmmer nach

Privatsecteur opkënnt, wou ee mat Zuelen emol eng Kéier kéint bestätegen oder widderleeën, ob de Staat dann a senge Projete wierklech méi oder manner Zäit brauch wéi am Verglach d'Privatbranche.

Dat erklärt Zil vum Minister, dass an Zukunft 20 % vun de Wunnengen hei am Land sollen erschwénglech sinn, kënne mir nëmmen ënnerstëtzen. Mir hätten dat awer op 30 % gesat.

Ech wëll nach eng Kéier umierken, dass et och gutt wier, wann de Staat géif derfir suergen, dass d'Leit méi einfach e Privatprêt um Marché kreien. Dat kéint nämlech derfir suergen, dass en Deel vum Drock aus dem Marché kéint geholl ginn, an de Leit hëllefen, schnell hir eege Wunneng ze kréien. Och stelle mir eis vir, dass de Staat kéint higoen an d'Garantien iwwerhuele fir déi Prêten, grad bei sengen eegene Banken, wéi der Spuerkeess.

Op där anerer Säit hate mer virun annerhallwem Joer scho gefrot, dass mer endlech d'Scholdzënsen zu engem méi héije Saz kënnen an der Steiererklärung ofsetzen. Dir hutt et vun 2.000 op 3.000 gesat. De Problem ass just, d'Banke froen elo Zënsen a se froen elo de Leit Geld! Dir kritt et awer eréischt bei der nächster Steiererklärung erëm. A sou, wéi mer d'lescht Kéier bei der Finanzministesch nogefrot haten, goufe jo mol net d'Avancen deementspriechend ugepasst. Dat heescht, d'Leit mussen elo hire Banken Zënse bezuelen, wärend op där anerer Säit se dat dann iergendeng Kéier op der Steiererklärung erëmkréien. Do muss eng vill méi pragmatesch Léisung vum Staat fonnt ginn, fir de Leit direkt ze hëllefen, well si brauchen dat Geld elo direkt.

Fazit: Jo, lauschtert een de Regierungsparteien no, ass nach ganz vill ze maachen, an de Bilan ass net onbedéngt gutt, fir net ze soe schlecht. Mee d'Selbsterkenntnis ass jo den éischte Schrëtt zur Besserung.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

De Logementsminister huet d'Wuert, den Här Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Merci, Här President. Ech wäert et och net allze laang maachen, awer et sinn eng Rei Remarken a Froe gestallt ginn, op déi ech awer nach gär wëll agoen, vu dass elo Mëttespaus ass, soss fänkt de Mo un ze grommelen.

Ech fänken dann domat un, éischtens, Iech alleguerte Merci ze soen. Mat allen Divergenzen, déi hei awer optrieden – an a Virwalzäiten ass och e bësse méi Nervositéit dann do –, ass jo eppes Fakt: dass déi Politick hei fir den Invest an ëffentleche Wunnengsbau gedroe gëtt vu sämtleche Fraktiounen, an dat ass emol en éischte konkreete Fakt.

Zweetens awer och: Jidderee seet, wéi vill Zuele mer dann elo hunn. Fakt ass, dass mer elo endlech ufänken, déi, déi mer subventionéieren, zumindest déi, déi an ëffentlecher Hand sinn, och ze halen a se net verschwannen ze loossen um Privatmarché, wéi dat awer de Fall beim Pacte Logement 1.0 war. Dofir wollt ech dat awer hei nach eng Kéier ernimmen, well de Pacte Logement ass bei verschiddenen Intervenanten ernimmt ginn an den Ënnerscheed zwëschent deem engen an deem aneren. Fakt ass ganz kloer, dass mer hei natierlech elo higinn a mir wäerten déi Wunnengen an der ëffentlecher Hand halen.

An dat ass jo dee groussen Ënnerscheed, deen awer do ass, dass mer endlech erkannt hunn, dass mer besser Statistike musse maachen. Mir hunn elo e LISER, deen eis och emol weist, wéi vill Fonge mer dann nach hunn, oder Baufongen, fir ze bebauen, ech kommen herno drop zréck. Wéi vill Leit sinn dann do, déi eng Demande gestallt hunn? A faktuell, wéi vill Wunnengen hu mer dann hei an deem Land? An do muss ech drop hiweisen.

An da kommen ech bei den Här Lies als éischten Intervenant virdrun. Bon, iwwer intellektuell Éierlechkeet kéint een elo wäit aushuelen. Et sinn och net 100 %. Wann Der déi lescht Donnéeë kuckt vum LISER, si mer bei 80 %, an d'Präisser ginn erof, a verschiddener wäerten och nach weider erofgoen. Ass dat elo meng Schold, ass dat elo mäi Meritt?

Eppes ass awer ganz kloer: Mir haten eng Zënspolitick – an dat huet ee jo och am Ausland gesinn –, déi en Turbo ausgeléist huet mat deenen Nullzënsen. Et ass an de Steen investéiert ginn. An elo duerch déi Dramatik vun der Zënshausse an enger ganz kuerzer Zäit ass am ganze Marché, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mee och international, dat ganz zesummegebrach. Dofir, déi Zuelen, do muss ee sech dermat ausenanersetzen.

Dir sot: „Den abordabele Wunnengsbau ass nëmmen op 1,64 % an d'Luucht gaangen." Dofir hu mer Iech jo déi Tabell ginn, déi hannen am Rapport vum Fonds spécial dran ass. Déi bezitt sech natierlech op den ëffentleche Wunnengsbau. Do sinn net déi dran, déi vun ASBLe gemaach ginn, do sinn net déi dran, déi an d'Vente emphytéotique gaange sinn. Et si faktuell – an et ass jo dat, wou de Manktem do ass – Locatiounswunnengen. An dofir ass dee Surplus 1,64 %. Iwwer zwee Joer gekuckt ass et 14 % an d'Luucht gaange par rapport zu dem Ist-Zustand 2021. De Park als solches mécht awer leider nëmmen 1,64 % aus.

Jo, d'Visioun mussen déi 20 % sinn. Déi 20 % sinn déi, déi mer bei der gréisster Nopeschstad, zu Kaiserslautern, hunn, an do ass de Wunnengsbau an der ëffentlecher Hand méi resilient, well se déi Wunnengen, déi se gebaut hunn, och an der ëffentlecher Hand gelooss hunn.

Dofir ass et wichteg, dass mer endlech dee RENLA kréien. Dee RENLA, dat ass jo de Registre national des logements abordables. Deen hu mer agefouert an e wäert hoffentlech d'nächst Woch gestëmmt ginn, fir dass mer endlech awer méi viabel sinn.

Dir kritiséiert d'Zuelen, déi hei dra sinn. Déi Zuelen, déi kréie mir geliwwert vun all Promoteur public, vun all Gemeng a vun ASBLen an déi schwanke vu Joer zu Joer. Mir kënnen nëmmen den Ist-Zustand vun deem Joer hei an déi Zuelen erabréngen, an dee Rapport, an dofir ass et esou wichteg, dass mer eis domadder ausenanersetzen. Awer d'Tendenz – d'Tendenz – ass ganz kloer erkennbar, an dat geet ganz kloer no uewen!

Dir kritiséiert, dass mer d'lescht Joer wuel budgetiséiert hunn, dass mer méi géifen ausginn. Et muss een awer soen, dat ass e klenge Rappel: Mir haten awer eng Pandemie, eng Explosioun vun de Präisser, Liwwerketteschwieregkeeten, an dat hat natierlech och Auswierkungen, Här Lies, op de Park, deen do konnt gebaut ginn. Dofir ass et vläicht awer éierlech ze soen, dass mer déi Zuelen, déi mer hei hunn, och lafend ëmmer adaptéieren. A mir haten awer e gutt Gespréich an der Kommissioun, Här Lies, wou mer driwwer geschwat hunn: „Hei, passt op, mir kommen aus engem Regimm, wou mer net déi genau Zuelen haten." Mir sinn ëmmer méi no un dem Zuelematerial, dat mer haut kréien. An e Bauprojet, deen hänkt vu sëllege Facteuren of, dofir ass et net ëmmer einfach, dat genau festzeleeën.

Vläicht, op der Säit 32, wann Der Iech dann awer d'Méi maacht, do sinn déi grouss Projet-d'enverguren dran, déi sechs Projeten, déi mer hei gestëmmt hunn. Do hu mer probéiert, eng Projektion dranzemaachen. An dès le départ hu mer gesot: „Mir mussen elo fir d'éischt emol extreem an d'Sanéierung investéieren!" Zu Wolz si mer elo fäerdeg mat den éischte Projeten an der Sanéierung, do kënne mer da mat den éischte Wunnengen ufänke mat bauen. An dofir ass déi Projektioun awer hei ganz wichteg.

Zu der Madamm Agostino: Jo, klotzen. Ech hu kee Probleem ze klotzen! Ech wëll awer just soen: ...

(Interruptions)

... Wann ech op d'Gemenge kommen an ech wëll abordabel Wunnengen an enger gewëssener Densitéit bauen, dann ass et awer schwiereg, dat direkt ëmzesetzen.

An dat Zweet: Dir wësst jo, ëmmer déi Ausenanersetzung mat der IGF, der Finanzinspektioun, wéi de Wuesstem vun engem Budget däerf an d'Luucht goen! Ech wëll net an d'Detailer goen, awer ech hätt mer do nach e bësse méi Support gewënscht. An dat wäert zwar och elo an der Zukunft kommen, awer dee Support, ouni ëffentlech Gelder kënne mer dat alles net stemmen.

An déi ëffentlech Gelder, do soen ech net fir näischt: „Mir brauchen eng hallef Milliard pro Joer!" Firwat steet haut den Tram, firwat den ëffentlechen Transport? Och do ass nach Loft no uewen. Firwat komme mer do weider? Ma well mer ëffentlech Gelder kritt hunn – a mir brauchen déi! Awer mir mussen dann an där Philosophie an am Paradigmewiessel et esou maachen, dass déi Wunnengen, déi mer bauen, och bleiwen an net um Privatmarché verluer ginn. An dat hu mer awer an der Vergaangenheet gemaach!

Zum Perimeter da just ee Wuert: Mir hunn haut 4.294 Hektar am Perimeter disponibel. An eppes huet dës Regierung jo awer probéiert ëmzesetzen, dat ass de Remembrement ministériel. An ech muss Iech soen: Ouni dee Remembrement ministériel kréie mer dat net mobiliséiert! Ech wëll drun erënneren: 1964 gouf de Remembrement viticol gemaach. Deen ass ëmgesat ginn. Do ass et vläicht méi einfach gewiescht, well do hu se de Wënzer einfach gesot: „Allez hopp, Dir musst elo!" Mee firwat ass dat net méiglech bei de Bauterrainen? Also, et ass ouni dat Instrument Expropriatioun, well et gëtt där keng, mee et gëtt vertässelt, awer de Projet kréie mer doduerch mobiliséiert. Et ass schued, vun dëser Regierung sinn do vill Efforte gemaach ginn, fir dat duerchzekréien, leider hänkt dat beim Staatsrot.

Ech wëll och dem Här Cruchten Merci soe fir déi Ënnerstëtzung, iwwregens och am Bail à loyer, well dat ass dramatesch, wat do passéiert. Déi 11 %, dat sinn déi nei Locatiounen, an et gëtt gesot, mir géife mam Bail à loyer déi al Locatiounspräisser an d'Luucht dreiwen. Nee, dee steigt elo nëmmen ëm 2 %. Mir mussen de Schutz maache vun deenen, déi elo eng Locatioun huelen! An do wär et gutt gewiescht, wa mer deen elo nach hätte kënne stëmmen. Dofir merci awer fir déi Ënnerstëtzung.

Och déi Privat mat an d'Boot huelen: Jo, ech sinn derfir, déi Privat mat an d'Boot ze huelen. Dat ass déi Diskussioun vum Här Kartheiser, wou hie gesot huet: „Jo, Dir gitt d'Konventioun vun 20 op 40 Joer an d'Luucht setzen." Hien huet sech entschëllegt virdrun, well e fortgaangen ass. Ech sot, ech géif awer äntwerten op déi 20 a 40 Joer. Mir gi 75 % u Subventioun, mir kënnen dann net am Intérêt général ëffentlech Gelder benotzen, fir Quersubventiounen ze maachen, egal wien dat ass, deen dat ëmsetzt. Déi Sue sinn do, fir deejéinege Beneficiaire ze ënnerstëtzen, dass deen

en abordabele Loyer kritt, net 10 Euro, wéi Dir sot, Här Goergen, mee abordabel ugepasst u säin Akommes.

An et ass dat, wat elo d'nächst Woch an d'Gesetz kënnt vum Logabo, also Logement abordable, an der Hoffnung, dass et et packt, dass et hei gestëmmt gëtt. Do gi mer ganz kloer op d'Bedürfnisser vun dem Eenzelnen an a mir belaaschten en nëmmen esou wäit, wéi en och fäeg ass, belaascht ze ginn. Dat heescht, do komme Loyerspräisser eraus vu 4, 5, 6 oder 7 %. A mir geheien déi Leit och net direkt eraus aus deene Wunnengen!

(Interruption)

Pro Meterkaree, pardon, merci.

A mir geheien déi Leit och net méi eraus aus der Wunneng, well d'Stabilitéit vun all Mënsch ass, wann en en Daach iwwert dem Kapp huet, wann en a senger Societéit kann evoluéieren. Wann e vläicht dann evoluéiert a sengem Akommes, ma da bezilt en einfach méi, mee e bleift a sengem sozialen Environnement. An ech si frou, dass mer do e Konsens fonnt hunn an dass mer dann och mat der nationaler Lëscht, dat ass gesot ginn, no klore Krittäre kënne virgoen. Do kann de Bailleur social – dofir hunn ech deen erwäänt – sech seng Krittären erauswielen, awer déi sinn an d'Gesetz komm – net wéi am 1979er Gesetz! De Staatsrot huet eis Opposition-formellë gemaach. Firwat? „Matière réservée à la loi". Mir musse kloer identifizéieren: Wien ass dann de Beneficiaire? Wien däerf? Wie soll? An dofir ass et wichteg, dass mer dat gemaach hunn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Vläicht nach zu deenen Abezéiunge vun der Privatwirtschaft: Jo, mir hunn dat probéiert. Se si jo elo am Logement abordable mat dran. Mee kuckt emol ronderëm an deenen anere Länner. An Däitschland, wann e grousse Promoteur kënnt an e baut eppes, dann huet deen d'office eng Obligatioun, 20 % – a verschiddene Stied, wéi zu Düsseldorf, 30 % – wärend 20 Joer an der Abordabilitéit um Privatmarché unzebidden. Do kënne mer gären driwwer diskutéieren. Ech hätt dat gär. Ech hätt dat gär, well dat ass eng Responsabilitéit, déi do ass!

An dann déi Präisser, déi elo evoluéiert sinn, wie war dann den Nutznießer? Wa mer soen, d'Privatwirtschaft géif alles reegelen. Nee. Wat war dann? D'Präisser sinn explodéiert. An déi, déi um Hongerege bliwwe sinn, dat sinn d'Leit, déi hei schaffen an och wunnen.

Ech mengen, dass ech elo vläicht nach op d'Gemengen zréckkommen, wou och e Potenzial vun de Wunnengen oder vum Baupotenzial läit, well dat eng Fro ass. De Staat huet 2,2 %, an do, wou mer kënnen, si mir amgaang ëmzesetzen. Dofir déi sechs Projet-d'envergurен. Ech hu se hei stëmme gelooss a se sinn amgaang, gebaut ze ginn. D'Gemengen hu 7,1 %. Et muss een awer och soen, dass se ëffentlech Infrastrukture musse bauen. Si musse ganz vill Infrastrukturen hunn, dofir musse se awer och Terrainen en réserve hunn, fir déi da kënnen ze ginn. Awer – an dat ass d'Realitéit – 64 % gehéiere Personnes physiques an 19 % Societéiten, sou wäit, dass de Staat muss virleeën. Mir hunn do virgeluecht, wou mer dat hu misse maachen, an dat hu mer och gemaach.

Zu de Gemenge vläicht, Madamm Oberweis: Ech hunn zwar och net vill Neies hei héieren. D'Gemengen, jo, mir mussen déi an d'Responsabilitéit huelen. An dofir fannt Der jo eng Lëscht am Rapport vum Fonds spécial, wéi vill Prozent vun ëffentlechen abordabele Wunnengen da pro Gemeng ze fanne sinn. Eng Gemeng – se ass mol net representéiert, awer den Deputéierten ass hei –, Maacher, déi läit bei – wou ass se? – 6,7, mengen ech. Dat heescht, déi läit wäit iwwert dem Duerchschnëtt.

Ech hunn déi elo just ernimmt, et sinn och aner Gemengen, an ech kucken op Elmen, Richtung Kielen, wou d'Responsabilitéit do ass. Dat geet nëmmen Hand an Hand. Ech hat Diddeleng genannt virdrun, och do hätte mer kënnen nach méi bauen. Mee et geet nëmmen, wa mer eis zesummesetzen a Gas ginn an zesumme kucken, wou d'Schwieregkeete leien. Awer da kréie mer flott Resultater. Zu Elme sinn déi éischt Wunnengen haut bewunnt, an ech mengen, mir leie schonn iwwer 200 Awunner, déi elo mëttlerweil do kënne wunnen.

Den Artikel 29bis wäert en Automatismus matbréngen, deen am ganze Land wäert funktionéieren. Dofir, déi Gemengen, déi haut feelen – an haut feelen am Fong u sech 13 Gemengen –, déi hunn näischt, keng Wunneng. Mee se hätten awer 1997 ënnerschriwwen. Dat heescht, zumindest déi Gemengen, déi nach net ënnerschriwwen hunn, wäerten do och mat an d'Boot geholl ginn, fir dass eppes passéiert, an dat wäert en Automatismus ginn, iwwert den 29bis, wou jo en Deel vu Wunnengen dann an d'ëffentlech Hand geet, zum Nullpräis, wat de Präis vum Terrain ugeet. Awer dat anert gëtt am Prinzipp vun deem kaaft wéi elo mat deem Opkaf vun der VEFA de Moment mat der Privatwirtschaft.

Dat dauert, mir geet et och net séier genuch. Ech hätt och gär déi Ënnerschrëft, mee elo geet dat bei den Nottär an esou weider. Mee ech kann Iech versécheren, dass déi 55 Milliounen an 90 Wunnengen, dass dat leeft. Déi lescht Diskussioune si positiv ofgeschloss, elo muss natierlech den Nottär kommen, an, an, an, bis dann dee Projet ënnerschriwwen ass. An da gëtt en natierlech public gemaach, well eng Clause de confidentialité nach dran ass, an dofir kënne mer leider nach net driwwer diskutéieren.

Jo, ech si bereet, nach vill méi Wunnengen ze kafen, wann d'Moyenen do sinn. Absolutt kee Problem, mee de Präis muss stëmmen. Dofir ass dee Cahier des charges jo esou wichteg, dee Cahier des charges, deem sech jidderee muss – wéi soll ech soen? – ënneruerdnen, fir kënnen dann déi Wunnengen ze maachen. Well mir brauche keng Kartongskëscht a mir wëllen awer och keng gëlle Klensch. Dat heescht, mir wëllen eng gutt, abordabel, zukunftssécher, nohalteg Wunneng an am beschten eng – an dee Begrëff huet mer gutt gefall – resilient ëffentlech Wunneng.

Wat heescht dat? Resilient heescht – an d'Madamm Ahmedova huet dat hei gesot –, widderstandsfäeg ze sinn, widderstandsfäeg op Krisen ze reagéieren. An déi Länner, Wien, Holland, Kaiserslautern, déi ware wärend der ganzer Pandemie an och elo vill méi kriseséscher, well se e Prozentsaz vu mindestens 20 % do hunn. D'Hollänner hunn hiren Terrain, dee se dem Mier ewechgeknäppt hunn, ni privatiséiert. D'Emphyteos war do säit éiweg en Instrument, et war eng Mise à disposition, a mir mussen eng Mise à disposition vun eisen ëffentlechen Terrainen eise Bierger ginn, no engem Prinzipp, deen novollzéibar an transparent ass, an dorobber baue mer dann abordabel Wunnengen.

An do leeft de Mietkauf schonn, dee leeft schonn, e wäert elo nach besser formuléiert ginn am Gesetz, wa mer dat da stëmmen d'nächst Woch, am Logement abordable. Dann ass et méiglech, wann een esou laang an enger ëffentlecher Wunneng lount, dat och ze kafen. Dat war och haut scho méiglech, mee et war relativ komplizéiert, fir et awer ze maachen, mee et kënnt elo am Vermierk, ganz kloer. Mir hunn dat nach diskutéiert an der Chamberskommissioun, dat wäert elo Bestanddeel vun deem neie Gesetz ginn.

Ech soen Iech Merci fir déi oppen Ausenanersetzung. Ech si gespaant, wien dann och ëmmer dee Glécklechen ass. Ech mengen, mir hu geliwwert, dass mer endlech e Paradigmewiessel fäerdegbruecht hunn, dass jiddwereen – an dat weist jo d'Motioun – iwwert d'Parteigrenzen ewech hei den ëffentleche Wunnengsbau no vir muss bréngen. A wa mer d'Gemengen all am Boot hunn – an et si ganz vill Intentiounen elo ze liesen an de Schäfferotserklärungen –, sinn ech sécher, dass mer do wierklech e Stéck weiderkommen.

Merci fir d'Debatt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Logementsminister Henri Kox. Parole après ministre fir den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Ech maachen et och ganz kuerz, Dir hutt mer jo drop geäntwert. Et freet mech wierklech, dass Der nach ënnert déi 10 Euro gitt. Mir hu jo ni gesot, dat wär de Mindestpräis. Mir si schonn ëmmer kritiséiert ginn, wéi mer gefrot hunn, ob 10 Euro iwwerhaapt realistesch wär. Do hu se scho gesot: „Déi béis Piraten, déi ënnerdreiwen awer do ferm!" Ech sinn awer elo frou, dass Dir op dee Wee gitt. Dir hutt 5, 6 Euro genannt. Dat ass nëmmen ze ënnerstëtzen.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Kox.

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Ma nee, dat maache mer schonn ëmmer am Ëffentlechen. Et ass näischt Neies, wollt ech Iech soen, Här Goergen. Déi 10 Euro, déi Dir do verlaangt hutt, dat war scho laang iwwert deem, wat mir haut applizéieren. Nämlech muss all ëffentlech Wunneng – all ëffentlech Wunneng! – nom Gesetz vun 1979 an dem Reglement grand-ducal vun 1998 de Loyer froen. An dee Loyer gëtt genau nom Akommes berechent an dofir ...

(Interruption)

Nee, se sinn obligéiert, dat ass Gesetz. Wie sech net dru gehalen huet, dat sinn alleguerten d'Associatiounen. Déi waren iwwer 10, 11, 12 Euro. Déi sinn elo matintegréiert an deem neie Gesetz, an dofir ass et jo jiddwereen, dee 75 % elo freet. Och wann d'Baufirmae mat an dat Boot ginn, déi Privat, mussen déi sech un déi selwecht Krittären halen. An et geet net no deem, dee se baut, et geet nom Client, deen do sëtzt. An de Client ass eise Kinnek dee Moment a mir kucken, wat dee fäeg ass, do ze bezuelen, a mir orientéieren eis un deem.

Voilà, merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Wunnengsbauminister Henri Kox. D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss.

7. Ordre du jour

De Vott zu deenen zwou Motioune wäerte mer de Mëtte maachen.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung fir de Moien ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtten um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 13.18 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 36
   M. Fernand Etgen, Président
2. **Question élargie n° 194 de M. Fred Keup relative à la représentation et au rôle de l'histoire du Luxembourg** p. 36
   M. Fred Keup | M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | M. Fred Keup | M. le Premier Ministre Xavier Bettel
3. **7394 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics en vue de la transposition des articles 8 et 9 de la directive (UE) 2021/1187 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 concernant des mesures de rationalisation en vue de progresser dans la réalisation du réseau transeuropéen de transport (RTE-T)** p. 37
   Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary
   Discussion générale : M. Aly Kaes | Mme Barbara Agostino | M. Carlo Weber | M. Jeff Engelen | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 7394
4. **Ordre du jour** p. 38
   M. Fernand Etgen, Président | M. Gilles Roth | M. Sven Clement (intervention de M. Marc Goergen)
5. **Motion de M. Marc Goergen au sujet de la convention concernant la participation financière de l'État au TICE** p. 38
   Exposé : M. Marc Goergen
   Discussion générale et prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics (intervention de M. Michel Wolter) | M. Michel Wolter (intervention de M. Gilles Baum) | M. le Ministre François Bausch (intervention de M. Michel Wolter) | M. Dan Kersch | M. Marc Hansen | M. Fernand Kartheiser | Mme Myriam Cecchetti | M. Michel Wolter | M. le Ministre François Bausch | M. Marc Goergen | M. Michel Wolter
   Vote sur la motion (rejetée)
6. **Débat de consultation sur le rapport du Fonds spécial de soutien au développement du logement (suite)** p. 44
   Motion 1 : M. Marc Lies
   Vote sur la motion 1 (adoptée)
   Motion 2 : M. Yves Cruchten | M. Marc Lies | Mme Nathalie Oberweis | Mme Semiray Ahmedova | M. Fernand Kartheiser | Mme Semiray Ahmedova | M. Marc Goergen | M. Yves Cruchten
   Vote sur la motion 2 (rejetée)
7. **8060 – Projet de loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales** p. 45
   Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural : Mme Tess Burton (dépôt de la motion 1)
   Discussion générale : Mme Martine Hansen (dépôt de la motion 2) | M. Gusty Graas | M. François Benoy | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen | Mme Octavie Modert
   Prise de position du Gouvernement : M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (intervention de Mme Octavie Modert)
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8060 et dispense du second vote constitutionnel
8. **7394 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics et visant à transposer les articles 8 et 9 de la directive (UE) 2021/1187 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 concernant des mesures de rationalisation en vue de progresser dans la réalisation du réseau transeuropéen de transport (RTE-T) (suite)** p. 59
   Dispense du second vote constitutionnel
9. **8060 – Projet de loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales (suite)** p. 59
   Motion 1 : Mme Tess Burton | M. Sven Clement | Mme Martine Hansen
   Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)
   Motion 2 (retrait du rôle des affaires)
10. **8230 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine** p. 60
    Rapport de la Commission spéciale « Tripartite » : M. Yves Cruchten
    Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8230 et dispense du second vote constitutionnel
11. **8093 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement on the status and privileges and immunities of the International Committee of the Red Cross between the Grand Duchy of Luxembourg and the International Committee of the Red Cross », fait à Luxembourg, le 1er juin 2022** p. 61
    Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten
    Discussion générale : Mme Martine Hansen | M. Gusty Graas | Mme Djuna Bernard | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement
    Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8093 et dispense du second vote constitutionnel
12. **8094 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Global Green Growth Institute regarding the legal status and privileges and immunities of the Global Green Growth Institute », fait à Luxembourg, le 22 juin 2022** p. 63
    Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten
    Discussion générale : Mme Martine Hansen | M. Gusty Graas | Mme Stéphanie Empain | M. Fernand Kartheiser
    Prise de position du Gouvernement : M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
    Vote sur l'ensemble du projet de loi 8094 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Franz Fayot et M. Claude Haagen, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, Premier Ministre | Nee, Här President, dat ass net de Fall.

2. Question élargie n° 194 de M. Fred Keup relative à la représentation et au rôle de l'histoire du Luxembourg

M. Fernand Etgen, Président | Mir kommen elo zur erweiderter Fro Nummer 194 vum Här Fred Keup iwwert d'Duerstellung an d'Roll vun der Geschicht vu Lëtzebuerg. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Staatsminister, de Service information et presse vun der Regierung huet de Pit Péporté mat enger Aktualiséierung vun der Broschür „Apropos ... Geschichte Luxemburgs" beopftraagt.

D'Broschür, déi den 20. Dezember 2022 erauskoum, gouf ganz ëmgeschriwwe par rapport zu där Versioun vu virdrun. Déi nei Synthees vun der Lëtzebuerger Geschicht erweist sech als extreem ikonoklastesch, jiddefalls esou staark, dass ee sech, fir eng Marketingbroschür, déi vum Staatsministère editéiert, finanzéiert an approuvéiert gouf, awer wonnere kann. Éischtens: No den Nimm vun de grousse Protagoniste vun der Nationalgeschicht sicht een ëmsoss; de Grof Siegfried kënnt net dra vir, d'Joer 963 och net. De Jang de Blanne feelt och, ëmmerhin eng ganz wichteg historesch Persoun, net nëmmen de Grënner vun der Schueberfouer. Dann drëttens: D'Trennung vum Territorium, déi dräi Deelunge vu Lëtzebuerg, déi feelen och.

Nächste Punkt, komme mer e bëssen an déi haiteg Zäit: Wärend an der aler Broschür – dat war de Guy Thewes, deen déi geschriwwen hat – d'Finanzplaz Lëtzebuerg nach als Ausdrock vun der Reussite vu

Lëtzebuerg duergestallt gouf, schildert de Pit Péporté déi rezent Skandaler wéi d'Panama Papers a LuxLeaks. Den Image vum europäesche Musterschüler gëtt massiv an der Broschür ugekraazt.

Da komme mer bei den Éischte Weltkrich, wou ee muss feststellen, dass Lëtzebuerg ewell an där Broschür zu de Verléierer vum Éischte Weltkrich gerechent gëtt. Mee de Broch mat der bisheereger Geschichtsschreiwung gëtt haaptsächlech am kuerze Kapitel iwwert den Zweete Weltkrich däitlech. An der neier Broschür ginn zwee wichteg Evenementer aus der Geschicht vum Zweete Weltkrich net erwäänt, an zwar d'Personenstandsaufnahme mam dräimol „Lëtzebuergesch" vun 1941 an de Generalstreik vun 1942. De Generalstreik vun 1942 ass awer e ganz wichtege Moment gewiescht an eiser Geschicht. D'Ursaach vum Streik war d'Proklamatioun vun der obligatorescher Wehrpflicht den 30. August 1942. Dee Streik, dee sech vu Wolz aus iwwert d'ganzt Land ausgebreet hat, hat fir kuerz Zäit d'Industrie am ganze Land un d'Stoe bruecht an hat als Folleg, datt den däitsche Besatzer 21 Leit higeriicht huet. Et war e grousse gemeinsamen Akt vu Resistenz géint den Okkupant.

An dann eisen nationale Kommemoratiounsdag, deen all Joer den 10. Oktober ass, deen erënnert un de Widderstand vum Lëtzebuerger Vollek géint déi däitsch Occupatioun. An dee Kommemoratiounsdag erënnert konkreet all Joer un eebe grad d'Personenstandsaufnahme, déi den 10. Oktober 1941 war a wou d'Lëtzebuerger Vollek couragéiert zu iwwer 90 % – obwuel explizitt verbueden – op sengen Ziedele dräimol mat „Lëtzebuergesch" geäntwert huet. Dësen Datum, den 10. Oktober 1941, fënnt ee bei de wichtege Schlësseldaten net an der Broschür iwwert d'Lëtzebuerger Geschicht erëm. Dat ass gestrach ginn.

Duerfir meng Froen un Iech ganz konkreet: Sidd Dir der Meenung, dass den Datum vum Kommemoratiounsdag, den 10. November 1941, ...

Une voix | Oktober!

M. Fred Keup (ADR) | ... an der Broschür iwwert d'Geschicht vu Lëtzebuerg virkomme sollt? Sidd Dir der Meenung, dass de Streik vum 31. August 1944 an der Broschür virkomme sollt?

Plusieurs voix | 1942!

M. Fred Keup (ADR) | 1942, pardon. Merci.

(Interruption)

Fannt Dir net, dass d'Kommemoratioun vum historeschen Hannergrond a vun de Sacrificen am Lëtzebuerger Land a vun der Resistenz am Zweete Weltkrich wichteg genuch sinn, fir méi erwäänt ze ginn?

Véiertens: Ass esou eng Ëmschreiwung – well dat ass et jo awer par rapport vu virdrun – vun eiser Geschicht gewollt gewiescht vun Iech?

A fënneftens – an ech mengen, dat ass déi wichtegst Fro, déi awer trotzdeem vill Leit hei am Land beschäftegt –: Sidd Der bereet, déi Broschür iwwerschaffen ze loossen, fir déi Saachen do mat afléissen ze loossen?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Villmools merci, Här President. Ech wëll direkt am Viraus soen, esou wéi den Här Keup et och preziséiert huet, dass d'Broschür „Apropos" weeder vum SIP nach vun engem Regierungsmember geschriwwe gëtt. Déi gëtt geschriwwe vun engem Historiker. Dat war den Här Thewes 2008, et ass den Här Péporté 2022.

Et soll kee mech falsch verstoen, mee d'Missioun, déi do ass, ass, dass een engem Historiker déi Aarbecht gëtt. Ech hale mech do eraus als Premierminister – an ech mengen, dass et och wichteg ass, dass kee Regierungsmember engem Historiker seet, wann hien eppes ze schreiwen huet, wéi hien dat ze gesinn huet, mee au contraire, dass hien déi Aarbecht och muss kënne fräi maachen! Dowéinster huet den Här Péporté dat esou geschriwwen, wéi et hei ass.

Ech hu weeder wëlles, eng Améschung vun engem Minister bei der Redaktioun vu Chercheuren ze diktéieren, ze dirigéieren ... Et kann ee selbstverständlech en Echange hunn. Déi Broschür muss iergendeng Kéier souwisou jo erneiert ginn; hei sinn et elo bal 15 Joer, déi et gebraucht huet. Mee ech sinn net dee Minister, dee bereet ass, engem Chercheur ze soen, wat en ze schreiwen huet, wéi en ze schreiwen huet a wat en ze publizéieren huet.

Wann ee mam Här Péporté senger Versioun net averstanen ass, da kann ee gären driwwer diskutéieren. Ech mengen, en Historiker huet och, dat hu mer och an der Vergaangenheet gesi mam Rapport Artuso, fir vill Diskussioune gesuergt. Dat heescht, d'Geschicht, d'Analys, do muss net jiddwereen ëmmer dee selwechte Point de vue hunn.

Dir sot et selwer, et wär eng „Glanzbroschür" fir d'Regierung. Wann den Här Péporté selwer seet, dass mer an de Finanze vill Saachen hu missen änneren, well mer eeben éischter an engem Eck waren, deen net grad dee recommandéiertste war, dann ass dat e Constat, deen den Här Péporté mécht. An ech géif et och dann net gutt fannen, wann d'Regierung géif soen: „Dat dierft Der net schreiwen. Et muss just eng Glanzbroschür sinn, wou mer nëmmen dat Positiivt kënne gesinn!" Mir mussen och heiansdo an eis kucken. Dat, wat wichteg ass, ass, dass mer haut eis eens sinn, dass déi Efforten, déi gemaach gi sinn, déi richteg sinn. An ech géif wierklech ... Et géif mer leed doen, wann ech hei vun der Chamber gesot géif kréien, dass an d'Zukunft d'Chercheuren dat ze maachen hunn, wat der Regierung dann och am beschte passt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Premierminister. D'Zousazfro vum Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, ech mengen net, dass d'Chamber do ass, fir Iech ze soen, wat Der sollt do draschreiwen. Et ass einfach eng Fro gewiescht, an, ech mengen, et muss een awer och soen, dass dat heiten elo net eng privat Recherche war vum Här Péporté, mee trotzdeem eng Broschür, déi erausgi gëtt ënnert der Responsabilitéit eebe vum Staatsministère, also ënnert Iech, also hutt Dir jo d'Responsabilitéit. An an deem Sënn ass dat elo net iergendeng Aarbecht, déi e Chercheur komplett onofhängeg op enger Universitéit beispillsweis schreift, mee de Staat huet schonn do eng Responsabilitéit.

An ech mengen, Dir hutt elo net op d'Froe geäntwert. Dofir géif ech awer elo trotzdeem eng Kéier froen: Sidd Der net der Meenung, dass déi wichteg Datumer elo, quitte datt Der et maacht oder net, einfach esou ..., ob déi wichteg Datumer wéi de Streik oder och wéi déi Personenstandsaufnahme, wat jo awer d'Kommemoratioun hei am Land ausmécht, ob déi net awer sollten an esou enger Broschür iwwert d'Geschicht vu Lëtzebuerg, déi vum Staatsministère editéiert gëtt a verantwort gëtt, drastoen?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État | Ech widderhuelen, Här President, wat ech gesot hunn: Et ass net u mir, dem Historiker ze soen, wat en ze schreiwen huet oder net. An d'Meenung ... „Sidd Dir där Meenung?" Ech hunn do keng Meenung ze hunn! Ech sinn e Lecteur hei. Tatsächlech, mir produzéieren et – mee d'Liberté scientifique, d'Liberté historique, d'Liberté d'auteur muss déi sinn, déi den Auteur huet! En huet eeben en anere Bléckpunkt geholl.

Wann een dat dote wëll komplettéieren, kann ee jo och um Site ..., do gëtt et aner Méiglechkeete beim SIP, wou een och nach genuch aner Informatiounen huet. Dat doten ass elo déi lescht Broschür an ech wéilt wierklech ... Ech sinn houfreg, an engem Land ze sinn, wou awer de Gros vun der Politick déi Liberté scientifique och zouléisst, an net d'Politick decidéiert, wat gutt oder net gutt ass, a wat do eppes ze sichen huet a virun allem duerno, wat fir ee Resultat engem am beschte passt.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Premierminister. Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

3. 7394 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics en vue de la transposition des articles 8 et 9 de la directive (UE) 2021/1187 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 concernant des mesures de rationalisation en vue de progresser dans la réalisation du réseau transeuropéen de transport (RTE-T)

Mir kommen elo zum Projet de loi 7394, der Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv am Beräich vum transeuropäeschen Transportreseau. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo d'Madamm Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, ursprénglech hat dëst Marchés-publics-Gesetz, de Projet de loi 7394 also, deen 2019 deposéiert gouf, just als Zil, eng Rëtsch Erreurs matérielles ze korrigéieren: Referenzen an Datumer, déi ugepasst musse ginn, Terminologie, déi muss en ligne gesat gi mat der EU-Terminologie, a fir am Gesetz méi genee ze preziséieren, bei wéi enge Marchés-publics-Prozeduren en Arrêté ministériel néideg wier.

Säitdeem ass d'Direktiv (EU) 2021/1187 vum europäesche Parlament a vum Conseil vum 7. Juli 2021 iwwert d'Rationaliséierungsmoossname fir d'Fërderung vum transeuropäesche Verkéiersreseau, ofgekierzt RTE-T, a Kraaft getrueden. Dës Direktiv verflicht d'Memberstaaten, all néideg legislativ, reglementaire an administrativ Dispositiounen ëmzesetzen a spéitstens den 10. August dëst Joer konform ze sinn.

Här President, de Réseau transeuropéen de transport ass en zentraalt Element vun der europäescher Verkéierspolitick an huet als Zilsetzung d'Entwécklung vu kohärenten an effikassen Infrastrukturen am Verkéierssecteur. Et geet deemno ëm grenziwwerschreidend europawäit Interkonnexiounen tëscht de verschiddene Verkéiersreseauen, spréch Stroossen-, Schinnen- a Banewaasserstroossennetzer souwéi den Häfen an de Flughäfen.

De Réseau transeuropéen de transport besteet momentan aus zwee Planifikatiounsniveauen, mee eng Reform ass grad an der Maach, fir nach e weideren Niveau bäizesetzen. Engersäits geet et ëm de globalen

Niveau, dat sinn d'Haaptinterkonnexiounscouloiren, déi bis 2050 fäerdeggestallt solle sinn, an anerersäits de Réseau central, de Kärreseau also, deen déi strateegesch wichteg Verbindunge vum globale Reseau ofdeckt. De Kärreseau soll bis 2030 ofgeschloss sinn. A bei der erwäänter Reform sollen nach Tëschenziler bis 2040 bäikommen.

Déi ugangs erwäänten Direktiv (EU) 2021/1187 viséiert elo d'Vereinfachung vun de Prozeduren a Mesüren, fir besser mat der Realisatioun vum transeuropäesche Verkéiersreseau virunzekommen. Mat Ausnam vun den Dispositiounen zu de Marché-publiquen ass se awer schonns duerch de Vott vum Projet de loi 8144 a lëtzebuergescht Recht transposéiert ginn. Dee Projet de loi huet d'Gesetz vun 2018 iwwert d'Ëmweltimpaktevaluatioun ofgeännert an ass elo virun dräi Wochen, de 25. Juni 2023, a Kraaft getrueden.

Eis bleiwe mam virleiende Projet de loi just nach zwee Artikelen ze transposéieren. Den Artikel 8 vun der Direktiv concernéiert d'Marché-publiquë bei de grenziwwerschreidende Verkéiersprojeten, déi an de Champ d'application vun dëser Direktiv falen. Fir Lëtzebuerg gëllen d'Dispositioune vun der Direktiv domadder ...

(Brouhaha)

Kënnt Der wannechgelift e bësse méi roueg sinn? Dat wier immens léif! Merci.

Den Artikel 8 vun der Direktiv concernéiert d'Marché-publiquë bei de grenziwwerschreidende Verkéiersprojeten, déi an de Champ d'application vun dëser Direktiv falen. Fir Lëtzebuerg gëllen d'Dispositioune vun der Direktiv domadder fir follgend véier op EU-Niveau definéiert Projeten, déi all am Beräich vum Schinnentransport leien: Engersäits d'Liaisoun ferroviaire transfrontalière Bréissel–Lëtzebuerg–Stroossbuerg, onofhängeg vum Gesamtkäschtepunkt vum Projet, an anerersäits dräi weider Projete vum Kärreseau mat Gesamtkäschte vu mindestens 300 Milliounen Euro. Heibäi handelt et sech ëm d'Eisebunnscouloiren Amsterdam–Lëtzebuerg, wou och déi grouss Häfe vu Rotterdam an Antwerpen mat dra sinn, zweetens Lëtzebuerg–Marseille an drëttens Lëtzebuerg–Basel.

An den zweeten Artikel, deen et nach ze transposéiere gëllt, ass den Artikel 9 vun der Direktiv, bei deem et sech ëm noutwendeg Iwwergangsbestëmmungen handelt, déi mir eebenfalls an d'Marchés-publiques-Gesetz integréiere mussen.

De Staatsrot hat zum ursprénglecha Projet de loi fir d'Korrektur vun eenzelne Erreurs matérielles keng inhaltlech Remarke gemaach. A sengem Avis complémentaire zu den Amendements gouvernementaux gouf et dunn allerdéngs eng Opposition formelle zum Amendement Nummer 3, där am final proposéierten Text vun der Mobilitéitskommissioun Rechnung gedroe gouf.

Här President, heimat wier ech och schonn um Schluss. Ech soen deene Leit Merci, déi nogelauschtert hunn, an ech ginn den Accord vun der gréinger Fraktioun. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Gary.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Aly Kaes agedroen. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Aly Kaes (CSV) | Jo, merci, Här President, fir d'Wuert. Merci der Madamm Chantal Gary fir den exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Si war esou komplett, datt et sech eriwwregt, nach zu deenen eenzelne Punkte Stellung ze huelen. Ech géif domadder den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kaes. An da geet d'Wuert weider un d'Madamm Barbara Agostino.

Mme Barbara Agostino (DP) | Merci fir de schrëftlechen a mëndleche Rapport vum Chantal Gary als Rapportrice. D'Demokratesch Partei ënnerstëtzt natierlech d'Verbesserung vun der Interkonnexioun tëschent de Memberstaaten. Dat gesot, ginn ech den Accord vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Agostino. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här Carlo Weber.

M. Carlo Weber (LSAP) | Jo, och villmools merci der Rapportrice, dem Chantal Gary, fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech ginn heizou den Accord vun der LSAP. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Weber. An da ginn ech d'Wuert weider un den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. En häerzleche Merci un d'Madamm Chantal Gary fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass deem näischt méi bäizefügen. An ech ginn den Accord vun der ADR zu dësem Gesetz. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Merci dem Chantal Gary. Och mir ginn eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Vizepremier- a Mobilitéitsminister François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här President, merci un d'Madamm Gary fir hire gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport an och allen Deputéierte fir d'Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7394. Den Text steet am Document parlementaire 7394[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7394

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 57 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf (par M. Paul Galles), Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies (par M. Félix Eischen), Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Diane Adehm), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Elisabeth Margue) et Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Barbara Agostino), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, MM. Dan Kersch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

4. Ordre du jour

Da kéime mer elo zu deene Motiounen, déi de Moien deposéiert gi sinn, wou mer de Vott nach net gemaach hu bei der Consultatiounsdebatt. Fir d'éischt, emol ...

(Interruption)

Jo?

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, ech mengen, mir haten ofgemaach, dass de Vott iwwert déi Motioune géif no 14.30 Auer gemaach ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Dann huele mer déi Motiounen um 14.30 Auer. Mir géifen dann elo direkt ufänke mam Modell-1-Gesetz, dat heescht, mam Agrargesetz, an duerno huele mer eréischt d'Motiounen.

Als nächste Punkt um Ordre du jour ...

M. Sven Clement (Piraten) | Kënne mer net den Debat als Éischt maachen an d'Votten herno?

M. Fernand Etgen, Président | Wat gelift?

M. Marc Goergen (Piraten) | Eis Motioun iwwert den TICE brauch eng Véierelstonn.

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Solle mer dann net vläicht ... Ech denken, datt mer warscheinlech iwwer zwielef Minutte brauchen, fir déi ze debattéieren, datt mer den Debat vun de Motiounen elo maachen an datt mer de Vott, esou wéi ofgemaach, ëm hallwer dann – respektiv kuerz no hallwer – maachen, dann hätt all Kolleeg Zäit fir zréckzekommen, well soss muss de Vizepremier hei awer waarden. Ech denken, dat ass ...

5. Motion de M. Marc Goergen au sujet de la convention concernant la participation financière de l'État au TICE

(Motion déposée en séance publique n° 64 du 13 juillet 2023 – à consulter en page 21 de ce compte rendu)

M. Fernand Etgen, Président | Da fänke mer u mat där Motioun, déi den Här Goergen de Moien deposéiert huet iwwert den TICE.

Da géif ech dem Auteur vun där Motioun, dem Här Marc Goergen, d'Wuert ginn.

Exposé

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Merci, Här President. Ech ka se nach eng Kéier ganz kuerz erklären, dann huele mer och déi zwielef Minutten erëm eran. Dir hutt alleguerte matkritt, dass et beim TICE immens vill Gerumouers gëtt, grad wéi et mam ...

Une voix | Pscht!

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | ... Personal a mam Statutt sollt weidergoen. An den Här Bausch, nodeems mer de Moien d'Motioun deposéiert haten, hat jo och e Communiqué erausginn, dass do scho Gespréicher waren. Do hunn ech awer duerno nach e Communiqué op Social Media fonnt vum President vum TICE, vum Pierre Mellina, deen op Facebook gesot huet, et wär absolutt falsch, ze behaapten, dass dësen Dossier scho sechs Méint bekannt wär an dass de 26. Juni 2023 an enger Reunioun mam TICE – wou dem Minister seng Vertrieder, huelen ech un, derbäi waren; ech weess net, ob Dir selwer dobäi waart – nei Elementer op den Dësch komm wären, déi fir den TICE sécher net akzeptabel wären.

An dofir hunn ech de Moien déi Motioun deposéiert, fir dass mer am TICE ..., ech weess, ech sinn do e bësse verbonnen als ..., ech komme vun doënne vu Péiteng, mir si Member vum TICE, dass mer awer op dëser Säit der Regierung awer och do e bëssen d'Missioun matginn, fir ze soen: Hei, dat kann net sinn, dass den TICE do reduzéiert gëtt! Et kann net sinn, dass d'Personal aner Statutten herno soll kréien, bezéiungsweis alles, wat d'Sozialvertrieder opgeworf hunn, mee dass den TICE soll dat bleiwen, a sech, wat en ass! Well mir als Piraten wëlle keng Verännerung vum TICE. Den TICE soll einfach esou kënne weiderfueren, wéi am Moment säi Statutt ass. D'Personal soll weiderhin esou agestallt ginn an et soll och weiderhin zu deene Bedéngunge vun der Regierung bezuelt ginn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

Da géif ech direkt dem Här Minister d'Wuert ginn.

Discussion générale et prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här President, ech mengen, hei ginn esou munch Saachen duercherneegehäit!

Une voix | Très bien!

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Fir d'éischt emol fir op dat Lescht anzegoen, wat den Här Goergen gesot huet iwwert de Statutt vum Personal vum TICE: Dir musst wëssen, d'Personal vum TICE gëtt net vun der Regierung agestallt. Et ass och kee staatleche Betrib. Et ass en interkommunale Betrib, an déi Leit, déi do agestallt sinn, hunn dee Statut, deen déi Gemengen iwwert hire Gemengesyndikat TICE decidéiert hu viru laange Joren – dat ass scho laang viru menger Zäit gewiescht –, deen déi sollen hunn. Also kann et ergo och net esou sinn, datt d'Regierung iergendwéi decidéiere géif, éischtens, ob déi Leit en anere Statut solle kréien, zweetens, wivill se astellen oder wivill se der net astellen.

Dat ass Matière vun der Autonomie communale vun deem Gemengesyndikat, deen hei responsabel ass. D'Regierung mëscht sech do net an an huet sech och doran net anzemëschen. Dat Eenzegt, wat ass: Den TICE, dee kritt e Subsid vum Staat, genau esou iwwregens wéi och den AVL e Subsid kritt vum Staat a genau esou och wéi d'Regierung mat dem AVL, mat der Stad Lëtzebuerg, eng nei Konventioun ausgeschafft huet an och schonn ënnerschriwwen huet, déi och schonn a Kraaft ass, wou festgehale gëtt, wéi héich de Montant vum Subsid ass, deen de Staat dem TICE gëtt.

A wann ech dat géif maachen, Här Goergen, wouzou Dir mech opfuerdert hei an Ärer Motioun, nämlech d'Konventioun mam TICE och no 2024 weiderlafen ze loossen, dëst ouni sträiche vu finanziellen Hëllefen, wéi Der dat hei sot, wann ech déi géif einfach esou weiderlafe loossen ... Da muss een natierlech och fir d'éischt emol kucke goen, wat an der Konventioun steet. An där Konventioun do steet dran, datt dem TICE säi Subsid berechent gëtt en fonction vun de Leeschtungen, déi den TICE fir de Staat erbréngt, awer an der Héicht vun engem Plaffong vun dem Tariff vum RGTR. Dat heescht, mir bezuele souwisou net fir all Linn. Iwwregens bei der Stad Lëtzebuerg ass dat genau d'nämmlecht. Mir bezuelen net de Maximum, wat et kascht, mee mir bezuelen en fonction vun der Héicht vum Tariff RGTR.

An Zwëschenzäit ass et awer esou, datt den Tariff RGTR geännert huet, well am RGTR eng Ausschreiwung war a well den Tariff RGTR duerch déi Ausschreiwung fir de Staat méi gënschteg ginn ass. Ergo, wann ech elo dat esou à la lettre géif applizéieren, wéi Dir et verlaangt hei – et kënnt awer nach en anere Punkt derbäi, firwat dat net geet –, da géif d'office ganz sécher doduerjer, well dat wier eng strikt Applikatioun vun der Konventioun, den TICE manner kréien.

Well ech dat awer net wollt – well ech dat net wollt! –, hunn ech d'office dem TICE garantéiert – an an der Regierung hate mer och eng länger Diskussioun doriwwer –, datt mer fir d'Joer 2023, also dëst Joer, a fir d'ganzt Joer 2024 nach den normale Montant géifen applizéieren, souguer iwwert dat eraus, wat eigentlech do steet. An der Konventioun fannt Der nämlech nach eng ongeféier Héicht vu bal, net grad, 38 Milliounen, mee mir kommen do driwwer.

Ech hu souguer misse mam Contrôleur financier negociéiere goen a mam Contrôle financier, well Dir wësst jo, datt entre-temps d'Interpretatioun vum Gesetz a vun dem Artikel 99 vun der Verfassung eng aner ass, a wann een iwwer 40 Millioune geet, datt een dann d'office e Gesetz muss maachen.

An do hunn ech gesot: „Ok, mir hunn awer e Problem." Wa mer dat elo hei mussen d'office esou uwenden, da kéint ech dem TICE manner ginn, wéi dat, wat ech dem TICE soss kéint ginn. An doropshi war dunn awer den Accord do vum Contrôle financier, vu datt mer d'Konventioun gekënnegt hunn a vu datt eng Perspektiv gesat ass, fir dat iwwer 2024 eraus lafen ze loossen, an dann, datt den 1. Januar 2025 eng nei Konventioun kéim, datt mer da kéinten déi Sue fir dëst Joer virgesinn, also och iwwert de Staatsbudget bezuelen, wéi dat an de vergaangene Joren de Fall war.

Dat heescht also: Fir 2023 a fir 2024 ännert sech fir den TICE strictement näischt. Den TICE fiert déi nämmlecht Reseauen, e fiert déi nämmlecht Leeschtungen an e kritt och de Subsid vum Staat genau d'nämmlecht, wéi et esou virgesi war 2023 an 2024, also wéi déi Jore virdrun. Dat ännert also guer näischt.

Wat awer nach ass, dat ass, datt et eng europäesch Direktiv gëtt. An déi seet, datt an deem heite Fall, wann Der iwwer 40 Millioune gitt ... Well Dir wësst jo, an der europäescher Direktiv iwwert d'Direktvergab vun Déngschtleeschtungen am Beräich vum Transport, do hutt Der zwou Méiglechkeeten:

Entweeder dierf Äre Radius, wou Der fuert, net onbedéngt iwwert d'Grenz erausgoen. Et ware vill Diskussiounen, déi mer mat der Stad haten, wou mer mat der Stad och dowéinst e gudden Accord fonnt hunn: datt mer ewechkomm si vun enger aler Reegelung an eriwwergaange sinn zu enger Konventioun mat engem absolutte Subsid, fir eeben do op der sécherer Säit ze sinn, well dann de Risiko grouss ass, dass de dat a Fro kanns gestallt kréien, wann een zu Bréissel do dergéint kloe geet. Well da misst de et ausschreiwen.

Mee dat Zweet ass awer och, dass och do eng Barriär vu 40 Millioune virgesinn ass. Mee dat ännert awer näischt dorunner, datt ech, wéi gesot, och d'Gewerkschafte consultéiert hunn an deene leschte Méint. Ech hunn am Abrëll ... An iwwregens, Dir kënnt dann och ...

Mir baséieren eis jo neierdéngs ewell op d'sozial Medie bei allem. Gitt emol op d'sozial Medien noliesen! Den OGBL/Landesverband huet en Aushang gemaach, wou e fairerweis genau dat seet, wat ech mat hinnen diskutéiert hunn, nämlech datt iwwerhaapt kee Risiko do ass, fir d'Leit, déi do schaffen, datt mir dat als Staat versprach hunn, an datt mer eeben, well mer dat propper wëlle maachen, wärend enger laanger Iwwergangszäit vun dësem Joer plus deem ganzen nächste Joer eng nei Konventioun verhandelen, an datt meng Meeung och déi ass, datt et an där neier Konventioun op kee Fall soll zu engem Ofbau kommen – au contraire.

Et ass virgesinn, datt den ëffentlechen Transport am Süden, a virun allem och de Bus, massiv soll ausgebaut ginn. Mee mir hunn awer eng Rei Spezifissitéiten, wa mer wëllen ausbauen. Zum Beispill, wa mer wëlle Linne verlängeren iwwert d'Grenz, da kann den TICE déi net fueren. Dat geet net, legal gesinn.

M. Michel Wolter (CSV) | Dach!

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, mee, Här Wolter, Dir sot, dat wär falsch. Wann et net falsch ass ... Wësst Der, wéi et ass, Här Wolter? Wann et richteg ass, tant mieux, da brauche mer dat net ze maachen. Méi ass dat net! Mee mir si jo ... Déi Konventiounsverhandlung, déi geet jo eréischt un. Déi ass jo eréischt amgaangen, déi geet jo eréischt un. Wou ass de Problem?!

Et bleift, datt dëst Joer an d'nächst Joer garantéiert sinn. Dat heescht, datt dës Regierung wäert déi Aarbechten elo ufänken a mat dem neie Gemengesyndikat verhandelen. An no de Wale wäert déi nächst Regierung se weiderféieren. Am Joer vun 2024 wäert déi ofgeschloss ginn. An dann ass et souwisou un där nächster Regierung ze decidéieren, wat se wëllt. Mee bis Enn 2024 ännert sech näischt. Mee et bleift derbäi, datt mer d'Konventioun hu misse kënnegen aus deenen anere Grënn, wou ech Iech gesot hunn, par rapport zu de Montanten a par rapport zu der Situatioun, datt an der Konventioun drasteet, datt den Tariff RGTR ugewannt gëtt um Subsid, dee mir ginn. Da wär den TICE-Syndikat méi schlecht ewechkomm, wa mer dat gemaach hätten. A well ech dat net wollt maachen, hunn ech hinne garantéiert, datt mer déi nämmlecht Montante wëlle weider schreiwen.

Et geet hei net ëm Ofbau! Et geet der Regierung ganz sécher net drëms – wierklech net drëms! – fir ze verschlechteren. Et geet drëms fir ze verbesseren, fir bäizesetzen, fir natierlech ze kucken, wa mer alles dat bauen, wat mer wëlle bauen am Süden, an aféieren an den nächste Joren, datt mer dat esou openeen ofstëmmen, datt dat nach besser fonctionéiert. An do kritt den TICE net manner, mee méi ze fueren an deenen nächste Joren! Dat ass ganz sécher. Dofir kann iwwerhaapt net rieds dovunner sinn, datt herno Leit géifen entlooss ginn.

An dofir, Här President, wann déi heite Motioun ugeholl gëtt, esou wéi se hei formuléiert ass, da geet dat op Käschte vum TICE zu Esch. Dofir géif ech der Chamber wäermstens recommandéieren, se ofzeleenen. Well ech wäert se soss esou applizéieren!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Mobilitéitsminister.

Wie wëllt nach d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen? Den Här Wolter.

M. Michel Wolter (CSV) | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci fir d'Wuert. Ech sinn e bësse vun

der Intendanz elo hei erféiert gewiescht, well ech gemengt hunn, dass déi Diskussioun nom Projet de loi géif kommen. Soit!

Ech hunn d'Impressioun ...

M. Fernand Etgen, Président | Si ass nom Projet de loi komm.

M. Michel Wolter (CSV) | A, deen ass scho fäerdeg?

M. Fernand Etgen, Président | Genau!

(Hilarité)

M. Michel Wolter (CSV) | Okay, entschëllegt! Esou schnell ass dat da gaangen ..., Modell 1. Also, mäi Feeler.

(Interruptions)

M. Gilles Baum (DP) | Loosst Iech net stéieren!

M. Michel Wolter (CSV) | Nee, ech loosse mech och net stéieren.

Ech wollt e puer Saache soen, déi den Här Minister richteg gesot huet. An ech wollt och e puer Saache soen, wou ech net mat em d'accord sinn.

Déi éischt ass déi, datt ech menger Fraktioun wäert recommandéieren, déi Motioun hei ofzeleenen, well déi Motioun total laanscht de Sujet geet an och wierklech laanscht d'Problematik geet, ëm déi et geet. Et gesäit een, dass et eng Motioun ass, déi geschriwwen ass vu Leit, déi zwar matkritt hunn, dass e Problem ass, mee awer net verstinn, wat de Problem wierklech ass.

Op där anerer Säit, Här President, hunn ech awer d'Impressioun, wéi wann den TICE der Regierung e klengen Dar am A wier. Wéi kënnt Der Iech soss erklären, dass am Oktober vum leschte Joer „mir nichts, dir nichts" mer e Bréif kréien, deen eis seet, datt decidéiert gi wier am Finanzministère, dass den TICE 8 Millioune manner Subsid géif kréie wéi dat, wat se dat Joer virdru géife kréien? D'Regierung hätt decidéiert, also de Finanzministère hätt decidéiert, datt dem TICE amplaz 47 Millioune Subsid, déi en zegutt hätt opgrond vun de Kilometeren, déi géife gefuer ginn, opgrond vun där Konventioun, déi mer elo hunn, nëmmen nach 39 Millioune géife bezuelt ginn.

Doropshin hate mer eng Reunioun am Oktober am Ministère – de Minister ass doriwwer informéiert –, wou ech de Leit fir d'éischt gesot hunn: Mir sinn hei an engem Crédit non limitatif, an zum Zweete si mer an enger Konventioun. An Dir kënnt net einfach aus enger Konventioun erauskommen, andeem Dir decidéiert, unilateralement, ouni mat dem Conventionnaire ze diskutéieren, dass Der em 8 Millioune sträicht.

Mee ech hu menge Kolleegen am TICE deemools gesot: „Kolleegen, mir hunn e Problem. Mir mussen oppassen!" Well dat do ass net normal. Et ass net normal, datt e Staat higeet bei engem Syndikat, deen 100 Joer fonctionéiert a „mir nichts, dir nichts", ouni Virwarnung, ouni Diskussioun, iergendeppes, e Bréif schreift fir ze soen: „Mir ginn Iech elo mol vun engem Dag op deen aneren 8 Millioune manner."

An elo gëtt et e bësse méi reng. Well de Minister huet Recht – ech ginn ëm 100%eg Recht ... En huet nämlech elo d'Konventioun esou opgeléist, wéi dat virgesinn ass: 18 Méint Preavis, esou wéi d'Konditioun dat virgesäit. Mir sinn also vertraglech gebonne bis den 31. Dezember am Joer 2024.

Dat ass dem Minister säi gutt Recht, well eeben d'Konventioun dat virgesäit. A well – an dat muss een offensichtlech och esou gesinn – et eng aner ass, an den ëffentlechen Transport sech muss aneschters organiséieren ... Deen organiséiert sech aneschters. Also ass et kloer, dass an enger Welt, déi aneschters fonctionéiert, een och muss d'Méiglechkeet hunn, fir sech dorobber virzebereeden.

An ech soen Iech, datt den TICE haut net méi deen TICE wäert sinn an 10 Joer oder 15 Joer, well d'Welt eeben eng aner ass. An den TICE muss sech nei erfannen. Den TICE muss déi Erausfuerderung unhuelen.

Do, wou ech net méi domadder d'accord sinn, dat ass, wann ech déi Aart a Weis gesinn, wéi déi Diskussioune gefouert ginn. Mir hunn nämlech d'Impressioun, dass vun dëser Situatioun soll profitéiert ginn, fir souwuel de Fonctionnement wéi och de Subventionnement vum TICE a senge Linne komplett nei ze gestalten.

Dat ouni Linn, op jidde Fall keng siichtbar Linn, aus deem, wat ech bis elo hat. Dir waart, Här Minister, ni an enger Diskussioun derbäi – wat ech och bedaueren.

(Interruption par M. François Bausch)

Ech wär frou gewiescht, wann Der eng Kéier derbäi gewiescht wiert, fir de Kader och fir Är Beamten ze setzen. Mee mir gesi keng Linn, mir gesi keen Zil a mir gesi keng richteg Diskussioun.

Mir hunn an dräi Reuniounen dräi verschidde Propositioune virgeluecht.

Also, wann ech soe „mir", dann huet dat domadder ze dinn, datt ech hei Vizepresident si vum TICE. Also, ech misst mech elo un d'Chamber wenden. Dat sinn dann esou Lapsusen, déi virkommen.

Also, den TICE huet an deene Reuniounen dräi verschidde Propositioune kritt. An déi Propositiounen, an do sinn ech net méi mat Iech mat, déi wäerte mat sech bréngen, dass, jee nodeem wat fir eng vun deene Propositiounen ugewannt gëtt, tëschent 40 an 130 Aarbechtsplaze beim TICE wäerten ze vill sinn. Dat heescht, dass mer tëschent 8 Milliounen an tëschent 20 bis 25 Millioune manner Bedeelegung vum Staat wäerte kréien.

Ech behaapten, Här Minister, dass déi lescht Propositiounen, déi vun Äre Beamten – mat Ärem Wëssen oder ouni Äert Wësse sief dohinnergestallt – an där leschter Verhandlungsronn dem TICE virgestallt gi sinn, näischt méi an näischt manner bedeiten, wéi dass d'Zukunft vum TICE um Spill steet.

Mir wäerten, wa mir manner Subsid kréien als Gemeng – dat ass eng Reegelung haut, 70:30 –, an d'Situatioun kommen, dass Gemengen dat Ganzt finanziell net méi wäerte kënne stemmen.

Wann Dir eis, wéi an där leschte Propositioun elo gesot, 7 vu 14 Linnen à disposition setzt vum TICE, da wäerten ...

(Interruption)

7 vu 14 Linne sinn à disposition gesat an der leschter Reunioun. Ech kann Iech d'Linnen elo virliesen, mee ech hunn nëmme fënnef Minutten. Ech si schonn eigentlech driwwer.

Wann dat esou de Fall ass, da wäerte mir also Buschaufferen hunn, déi net méi kënne fueren, well d'Linnen net méi do sinn, déi mir fueren, déi vun engem anere gefuer ginn. Déi Leit am TICE sinn alleguerten agestallt am Regimm vum Fonctionnaire communal. Déi kënnen, dat ass eng vun den Äntwerte vum Interieur, net un e Privatbetrib ausgeléint ginn. Dat geet iwwerhaapt net. An dat ass d'Angscht, déi d'Gewerkschaft huet! Dat ass d'Angscht, déi bei der FGFC erauskomm ass, nodeems se Kenntnis krut vun deem Rapport. Ech hunn domat näischt ze dinn – wierklech näischt ze dinn, dat soen ech Iech. Mee dat ass eng berechtegt Angscht, déi d'Leit hunn.

Dat d'autant plus, datt den TICE haut ganz vill fiert, well de Staat e gefrot huet, fir et ze fueren! Den TICE fiert – huet also Leit agestallt, huet Bussen agestallt, huet seng Capacitéit erweitert –, well de Staat an deene leschte Jore gesot huet: „Dir musst méi fueren!"

Wann also dat geschitt, op dat et elo erausgeet an dësem Moment an op dat d'Gewerkschafte reagéiert hunn, da komme mer an eng Situatioun, dass mer jee nodeem d'Linn 1, d'Linn 4, d'Linn 6, Linn 7, Linn 8, Linn 9, 10 an 12 bis zu 126 Chaufferen, 27 Bussen an 2,3 Millioune Kilometer net méi wäerte kënne fueren.

An dat ass strictement inakzeptabel! A wann Dir heihinner kommt an Dir sot: „Et brauch kee sech Gedanken ze maachen", da stellen ech Iech d'Fro, Här Minister: Wéi kënnt Der esou eppes behaapten an Är Beamten, déi erzielen en fin de compte an de Reuniounen de Contraire?

A wat mir bedaueren, dat ass, datt net eng Propos um Dësch läit, wou sech emol eng Kéier mat deene Froen ausenanergesat gëtt, ëm déi et geet! Wéi ass den zukünftege Finanzement vun de Gemengen ze garantéieren? Wéi ass de Statut vun de Leit ze organiséieren? Wat fir eng Linne fuere mer dann en fin de compte?

Bis elo si mer an enger Diskussioun, wou permanent gesot gëtt: „Mir baue Linnen of." Mol eng, mol zwou, mol sechs, mol siwen – da komme mer nees zréck. Mir diskutéieren iwwer 40 Millioune Subsid. An där leschter Reunioun ass iwwer 21 Millioune Subsid geschwat ginn. Mir hu bis elo 47 Millioune Subsid kritt.

(Interruption par la présidence)

Gitt Der dann dervun aus, dass déi néng Gemengen aus dem Süden zousätzlech zu deenen 18 Milliounen, déi se dëst Joer scho bezuelen ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Wolter, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

M. Michel Wolter (CSV) | Ech komme ganz gär zum Schluss. Et deet mer Leed, mee et ass e Sujet, dee fir 500 Familljen am Süden esou wichteg ass – wierklech esou wichteg ass! –, well d'Opreegung am Betrib a ronderëm ass riseg.

Ech kann domadder liewen, datt Der elo sot: „Här Wolter, haalt op!" Ech füge mech dann och, datt ech ophalen.

Ech wëll just soen, dass dat, wat elo um Dësch läit, strictement inakzeptabel ass an datt ech hoffen, dass déi néng Gemengen aus dem Süden hir Responsabilitéit huelen, haut, muer an an der nächster Woch, oder wéini och ëmmer, fir ze soen: „Dat, wat elo um Dësch läit, dat ass fir de Süde vun eisem Land inakzeptabel", well, contrairement zu deem, wat Dir elo gesot hutt, absolutt näischt um Dësch läit fir ze soen, wat dann dee Verloscht, deen an de Syndikat géif kommen, géif kompenséieren. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wolter. An d'Wuert geet direkt zréck un den Här Mobilitéitsminister François Bausch. An dann huet den Här Dan Kersch d'Wuert gefrot gehat. Mir fuere schéin der Rei no.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Här President, ech ginn de Verdacht awer net lass, datt déi Diskussioun, esou opgehëtzt, wéi déi hei gefouert gëtt, eppes mat engem gewëssenen Datum am Oktober ze dinn huet.

(Interruptions)

Et deet mer Leed. Well wann ech hei soen, datt mir als Regierung garantéiert hunn, datt deen nämmlechte Montant – berechent op de Linnen, wéi se haut sinn – de Gemengen, dem TICE-Syndikat soll garantéiert bleiwen ... Also, kommt, mir huelen emol un, den TICE kréich dëst Joer 40 Milliounen.

M. Michel Wolter (CSV) | 47.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, oder 47. Dat ass egal.

(Interruption par M. Michel Wolter)

Jo, nee … Wësst Der, Här Wolter, de Punkt ass awer och deen: Dir hutt virdrun hei monéiert, datt et esou vill géif kaschten. Et ass awer och normal, datt den TICE, wann en nei Linne wëllt aféieren an dat Ganzt dann doduerjer méi deier gëtt, da mam Staat, well de Staat jo awer de Gros dovunner bezilt, muss negociéieren, an datt de Staat awer och muss kënne seng Meenung dozou hunn, ob déi Linnen do sënnvoll sinn oder net sënnvoll sinn.

Dat hu mer iwwregens och mat der Stad Lëtzebuerg esou diskutéiert. An do war dat bis elo ni e Problem, wëll ech Iech just nëmme soen.

Duerfir, et ass net, datt eppes dohinnergeluecht ginn ass à prendre ou à laisser. Well wann dat esou gewiescht wär, hätte mer jo net d'Meenung duerno vun der Regierung …, Iech eng aner Propositioun gemaach a gesot: „Ok, da bleiwe mer derbäi", obscho mer wossten, datt et vum finanztechneschen hier net esou evident ass, wat mer dëst Joer gemaach hunn. Mee egal!

Da kommt, mir soe 47 Milliounen. Wann ech Iech soen, datt d'Regierung deen nämmlechte Montant wëllt garantéieren, dann heescht dat och, datt se deen nämmlechte Montant garantéiert! Dann heescht dat: Souguer wa mer Linne géifen elo huelen a mir géifen déi eriwwerhuelen an den RGTR, den TICE näischt géif verléiere par rapport zu haut. Datt mer dann och musse kucken, den TICE natierlech esou ze reorganiséieren, datt en eng aner Roll huet wéi haut. Well dat ass jo d'Zil!

D'Zil ass, datt den TICE – fir dat, woufir en eigentlech och do ass – virun allem méi innerstättesch oder zwëschent zwou Uertschafte vläicht Verbindunge mécht, a Verbindunge mécht op deenen zukünftege Pôle-d'échangen, déi solle gebaut ginn.

Dat Ganzt huet jo ze di mat dem Plan national de mobilité 2035 a mat all deene Projeten, déi do dra sinn. An, Här Wolter, ech wëll Iech awer soen: Ech hunn awer och e Bericht kritt iwwer Sëtzungen. Dir waart awer och net ofgeneigt par rapport zu der strateegescher Diskussioun, déi am Ufank gefouert ginn ass, esou wéi se gefouert ginn ass.

Also, wéi gesot, et ass einfach falsch, wéi dat hei duergestallt gëtt. An ech wëll nach eng Kéier betounen: Et gëtt hei gesot „vun de Gewerkschaften". Et ass eng Gewerkschaft! Et ass eng aner: den OGBL/Landesverband – déi huet de Moien en Aushang gemaach, deen de Contraire seet –, déi ganz zefridde war an där Sëtzung, wou se mat mir war am Abréll …, wou ech selwer derbäi war, an déi dat schrëftlech bestätegt huet, déi en Aushang am Betrib maache gelooss huet, wou se seet, de Minister hätt do schonn dat versprach, wat ech Iech haut hei soen. Also kann et net esou gewiescht sinn, datt dat nach ni um Dësch war.

Mee fir de Rescht, wat d'Konventioun ubelaangt: Wann hei gesot gëtt: „Et läit näischt um Dësch." Ma, et läit nach näischt Prezises um Dësch! Eeben aus dem Grond eraus, well et kloer ass, dass de déi Konventioun jo eréischt kanns verhandelen no de Gemengewalen, wann deen neien TICE steet, wann déi nei Gemengeréit en place sinn, déi nei Schäfferéit en place sinn! Du kanns jo net am Virfeld iwwer eppes diskutéieren, wat 2025 betrëfft, mat Schäfferéit, déi dräi Méint duerno souwisou net méi am Amt sinn, oder engem TICE, dee vläicht ganz aneschters ausgesäit!

Also, ënnert dem Strëch: Ech huelen dat zur Kenntnis, wat hei gesot gëtt. An ech weess jo och, wéi dat da leeft virun de Walen. Ech bleiwen hei bei där Meenung, esou wéi et och richtegerweis … An dofir sinn ech mindestens dem OGBL dankbar, datt se dat esou fair gemaach hunn an dat och esou publizéiert hunn, fir dat och esou ze soen, datt déi Verhandlung soll korrekt oflafen an datt et den Objektiv vun der Regierung net ass, fir kierzen ze goen, mee, au contraire, fir bäizesetzen. An dat wäert och esou geschéien – zumindest wann dës Regierung nach do ass a meng Partei nach dran ass, ganz sécher. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Bausch. An dann huet den Här Dan Kersch d'Wuert gefrot an duerno den Här Marc Hansen.

M. Dan Kersch (LSAP) | Merci, Här President. E grousse Merci och un de Minister fir déi relativ kloer Wierder, déi en elo zweemol hei op der Tribün gesot huet, dass et en Engagement vu senger Säit aus gëtt an, ech mengen, och vun der aktueller Regierung, fir den ëffentlechen Transport am Süden net ze kierzen, mee fir en, am Géigendeel, auszebauen.

Ech mengen, dat ass eppes, wat wichteg ass, dass dat haut hei preziséiert ginn ass, well, an dat ënnerstëtzen ech, awer eng relativ Opreegung bei den Ugestallte vum TICE am Moment virherrscht. Dat, mengen ech, bestreit keen zu dësem Moment.

Ech deelen d'Meenung och vum Här Wolter, deen hei gesot huet, déi Motioun vun de Piraten, déi mer virleien hunn, wier tel quel net ze iwwerhuelen, well se um Sujet erlaanschtgeet a well se dat, ëm wat et geet, am Fong net beréiert.

Här Minister, eng gewëssen Opreegung ass awer entstanen opgrond vun enger Zesummekonft vun Äre Leit mat dem Büro vum TICE. Do gëtt et Rapporten iwwert déi Sitzung. Déi Rapporte leien och deene Leit an zumindest enger Gewerkschaft, déi beim TICE aktiv ass, vir. Dat heescht, déi hu Kenntnis dovunner. A well se Kenntnis dovunner haten, ass et, mengen ech, vun hirer Säit eng Reaktioun ginn, déi ech zumindest awer mënschlech ka ganz gutt novollzéien.

Wann een an engem Rapport liest, dass an Zukunft fir den TICE confirméiert Linne wären d'Linn 1, d'Linn 2, d'Linn 3, d'Linn 5, d'Linn 13, d'Linn 14 an d'Linn 15 fir e Gesamtmontant vun 21,5 Milliounen, an et liest een op där anerer Säit, dass et nach eng Rei vun anere Linnen ze diskutéiere géif ginn – dat wären d'Linn 4, d'Linn 6, d'Linn 7, d'Linn 8, d'Linn 9, d'Linn 10 an d'Linn 12, plus alleguerten de Scolaire – fir ronn 10,5 Milliounen, iwwert déi nach misst diskutéiert ginn, dann ass et, mengen ech, normal, dass déi Leit, déi kënne rechnen, soen: „Dat géif jo heeschen, datt an Zukunft fir e Maximum vu ganz genau 32 Milliounen nach géife Subside bezuelt ginn", wuelwëssend, dass dee Betrag, deen actuellement bezuelt gëtt, bei 45 Millioune läit. Dohier kënnt menger Meenung no och eng gewëssen Onrou, déi ech, wéi ech gesot hunn, méi wéi novollzéie kann.

Da gëtt och konkreet iwwer eenzel Linne geschwat, wann déi ewechfalen, dass dann eleng duerch d'Ewechfale vun enger Linn – ëm d'Linn 4 geet et am Moment – 37 Chauffeuren ze vill wäre beim TICE. A wann een natierlech als Gewerkschaftsvertrieder, egal vu wéi enger Gewerkschaftscouleur een ass, dat dote liest, dann ass een, mengen ech, an der Berechtegung, fir sech eng Rei Froen ze stellen.

Ëmsou méi frou sinn ech, Här Minister, dass Der de Courage hat, haut heihinner ze kommen, well et ass wierklech grouss Opreegung am Land, a virun allem am Süden, an dass Der esou kloer Wierder fonnt hutt, fir kloerzestellen, dass et absolutt net Är Absicht ass, fir iergendwou ze kierzen.

Déi Prezisioune ware wichteg a wäerten an deenen nächsten Deeg, mengen ech, derfir suergen, dass méi Rou an den Dossier erakënnt an dass een dann, entweeder mat enger neier Regierung, egal wéi se zesummegesat ass, an och mat engem nei zesummegesate Büro respektiv Kommitee vum TICE, kann un enger neier Konventioun schaffen, déi den TICE dohinner féiert, wou mer e brauchen, nämlech dass mer e méi an e besser organiséierten ëffentlechen Transport am Süde kréien. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kersch. An da wier elo d'Wuert fir den Här Marc Hansen.

M. Marc Hansen (déi gréng) | Merci, Här President. Et ass schonn interessant ze gesinn, wéi sech eng Diskussioun op en Depot vun enger Motioun kann entwéckelen, besonnesch nieft dem Sujet vun der Motioun. Well hei geet et an där Motioun jo eigentlech ëm verschidde Punkten, déi gefrot ginn, wou ech herno wäert drop zréckkommen.

Mee bon, dat, wat och schonn ugeklongen ass: Et ass e bësse Virwalkampfstëmmung an dofir gëtt dat heiten elo benotzt, fir d'Theema no vir ze bréngen an u sech mat de Suerge vun de Leit ze spillen. Well duerch déi ganz Debatt, déi hei u sech och, ouni vläicht Kenntnisser vum Dossier ze hunn … an ech muss éierlech agestoen: Ech hunn d'Kenntnisser vum Dossier net, well ech sinn net am TICE. Ech baséiere mech och op dat, wat ech vu baussen héiere vu Communiquéen, awer och vu Saachen, déi op de soziale Medie geschriwwe ginn. An ech weess net, ob dat ëmmer déi richteg Sourcë sinn.

Ech sinn effektiv verwonnert iwwert dee Communiqué vun der Delegatioun vum TICE, well, wéi de Minister et och scho gesot huet, vun Ufank u kloer gesot ginn ass, dass d'Aarbechtsplaze garantéiert wären. An dat ass och an den Diskussiounen esou gesot ginn. An ech mengen, dass dat och an der Diskussioun mam OGBL/Landesverband esou duerchgesickert ass.

Et lafen och scho länger Diskussioune mam TICE – hu mer jo och elo héieren. Do si kontradiktoresch Meenungen iwwert de Verlaf vun deenen Diskussiounen. Mee eppes ass sécher: D'Diskussioune lafe scho laang! Dat heescht, et kann een net soen, dass hei iergendwéi aus dem Vide eraus eng Decisioun geholl ginn ass.

Notamment hunn den Här Wolter an och den Här Kersch bestätegt, dass déi Konventioun elo ze kënnegen, eigentlech den normale Wee ass. An och dat war bekannt, well wann ee wëll Enn 2025 eng nei Konventioun ulafe loossen, dann ass dat den Delai, wou een elo muss kënnegen. An dat war u sech och gewosst.

An da muss ech awer effektiv dorobber zréckkommen: De Plan national de mobilité 2035, dat wäert eng riseg Erausfuerderung gi fir de Süden – net nëmme fir de Süden, mee och fir de Süden. Mir wäerten de schnellen Tram kréie vun der Stad op Esch. Dee geet bis op Bieles. A mir wäerten e Couloir à haute mobilité fir d'Achs vu Westen no Oste kréien. Et ass evident, datt den TICE, esou wéi en elo fonctionéiert, mat deene Linnen, wéi en elo fonctionéiert, net méi esou wäert kënne fonctionéieren! E wäert sech mussen am Zesummespill mat deenen zwou grousse Strukturen ëmorganiséieren.

An dat ass, mengen ech, dat, wat eigentlech hei an der Diskussioun steet a wou d'Erausfuerderung u sech ginn ass: Wéi kréie mer den TICE an eng Gesamtstrategie vum Plan national de mobilité 2035 konstruktiv agebonnen? An natierlech mat deene Leit, déi do sinn, an eventuell mat Perspektiven, mat méi Leit, déi do sinn.

Well kloer ass: Wa mer wëllen, dass mer op de Stroossen hei zu Lëtzebuerg eng Kéier aus dem Stau erauskommen, da brauche mer méi ëffentlechen Transport. A méi ëffentlechen Transport heescht och méi Busser. A méi Busser heescht och méi TICE.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Hansen (déi gréng) | Voilà. Dat heescht, au contraire, den ëffentlechen Transport am Süde gëtt d'Perspektiven, dass deen eigentlech wäert ausgebaut ginn.

Bon, zu de groussen Theemen hunn ech, mengen ech, alles gesot. Ech bedaueren dofir och, datt elo dat heiten als Sujet e bëssen op eng awer poleemesch Manéier benotzt gëtt. An ech bedauere virun allem eeben, dass déi Beschäftegt aus dem TICE doduerch eigentlech nach méi veronséchert ginn.

Ech wëll awer och zwee Wuert zu der Motioun soen, oder dräi. Ech mengen, do ass eigentlech a kengem Punkt eppes, wou mer kënne soen, dass dat ofzestëmmen ass.

Do steet am éischten Tiret: „net méi soll verlängert ginn". Dat ass jo guer net de Plang! De Plang ass: Mir kënnegen elo, fir datt se 2025 mat enger neier Konventioun kënne weiderfueren.

Verschidde Linne sollen net méi subventionéiert ginn. Jo, wéi ech elo erkläert hunn: An engem Kader vum Plan national de mobilité 2035 wäert alles e bësse reorganiséiert ginn. Ech weess net, wéi vill Linnen am Endeffekt 2035 nach esou wäerte fueren, wéi se haut fueren.

„Aarbechtsplaze missten ofgebaut ginn." Do hu mer gesot kritt, dat wär net richteg. D'Zilsetzung ass éischter, se op jidde Fall ze halen, wann net souguer weider eropzegoen.

An dann hannen an den Invitten: „fir den TICE-Reseau, grad wéi den RGTR weider ze fërderen". Ma dat stoung jo nach ni a Fro! Natierlech gëtt den TICE weider gefërdert.

Voilà! An aus all dësen Argumenter wäert ech dann och menger Fraktioun proposéieren, dës Motioun net ze stëmmen. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Hansen. Dann huet nach den Här Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President. Ech kann et relativ kuerz maachen, awer ech wëll vläicht och e puer Punkte soen am Numm vun eiser Partei.

Deen éischte Punkt – an dat ass eppes, wat een awer muss ganz kloer ënnerstraichen –, dat ass, datt kee Mënsch heibannen, bestëmmt och net d'Auteure vun däser Motioun, wëllen, wéi et elo grad geheescht huet, mat der Angscht vun de Leit spillen, datt se eventuell géifen hir Aarbechtsplaz verléieren. Dat ass hei ganz sécher net de Fall, well et muss ee soen: Déi Angscht kënnt vun deene Leit selwer opgrond vun enger Kommunikatiounspolitick oder vun Akten, déi d'Regierung gesat huet.

An déi Debatt hei féiert derzou, datt mer d'Leit kënnen éischter berouegen – dat ass op jidde Fall dat, wat mir eis wënschen – an där berechtegter Onrou en Enn maachen. Et ass also just de Contraire vun deem, wat eis gréng Kolleegen elo gesot hunn.

Eng zweet an eng ganz positiv Saach, ass, datt mer alleguer insistéieren, datt den ëffentlechen Transport éischter muss ausgebaut ginn an net däerf zréckgeschrauft ginn. Ech mengen, dat ass e kloren Optrag, deen d'Regierung och hei mathéiert, matkritt. Vläicht ... Ech huelen och un, dat war schonn d'Intentioun, den Här Bausch hat dat scho gesot. Awer et däerf keen Zweifel dorunner bestoen.

Den ëffentlechen Transport gëtt ëmmer méi wichteg, aus verschiddene Grënn. Eenzelner si scho genannt ginn. Mee ee vun deene Grënn ass och de Vieillissement vun eiser Populatioun. A mir mussen och deene Saache Rechnung droen, soudatt déi Qualitéit vum ëffentleche Service an d'Intensitéit vun de Liaisoune muss ëmmer deem ugepasst ginn, wat da wierklech de Besoin ass. An deen hëlt zou, deen hëlt net of!

Eng drëtt Saach, dat muss een awer och soen, dat ass, datt d'Kredibilitéit vun der Regierung an esou Dossiere wéi deem hei niddreg ass. Ech wëll just drun erënneren, datt mer hei grouss Diskussiounen haten a vill versprach kruten an der Reform vum Adapto. Ech wëll dat just hei zitéieren, well do ass eis och gesot ginn: „Jo, d'Qualitéit, déi leit net an et gëtt nach eng App an et gëtt ëmmer besser an esou weider." De Contraire ass wouer.

An ech sinn es e bësse midd, a bestëmmt net ech eleng, datt hei aus dem Transportministère esou dacks Verspriече gemaach ginn iwwer eng Qualitéit an eng Verbesserung duerch eng Reform, an dat stëmmt einfach net. An hei däerf dat net geschéien!

Mir hätte gären, wa mer hei erausginn – och wann déi Motioun elo e bësse laanscht de Sujet läit, mee et ass awer ëmmerhin de Meritt, datt mer konnten hei driwwer diskutéieren –, ganz einfach vun der Regierung den Engagement, datt dës Reform zu enger Ofsécherung vun den Aarbechtsplaze féiert, zu enger Intensivéierung vum ëffentlechen Transport, zu enger méi grousser Rücksichtsnam op d'Besoine vun de Leit, an dann hu mer haut duerch dës Debatt awer kënnen eng positiv Kontributioun leeschten.

Ech soen Iech Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Dann huet nach d'Madamm Cecchetti d'Wuert gefrot.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, villmools merci. Also, ech fannen et immens schued, datt, wann hei e Sujet ugeschwat gëtt, wou et Problemer gëtt, wou Leit Suergen hunn, da gesot gëtt, et wier wéinst de Walen, et géif mat de Suerge vun de Leit gespillt ginn, dat wier Poleemik, déi mer hei géife maachen.

Dee Sujet hei ass zënter November 2022 e Sujet. Dee stoung a Rapporten, an, den Här Wolter, mengen ech, huet et gesot, wann d'Leit esou Rapporten zougespillt kréien an déi liese kënnen, dann ass et ganz normal, datt se sech Suerge maachen. A wann et da brauch bis Juli 2023, éier hei reagéiert gëtt, an da gëtt nach nëmme reagéiert, well op Facebook soi-disant eng Poleemik ass a well hei elo Leit, d'Piraten, eng Motioun deposéiert hunn! Dofir gëtt hei reagéiert.

Firwat net direkt kommunizéieren? Firwat net oppen domadder ëmgoen? Firwat? Ech froe mech dat heiansdo. Dat géif villes erspueren, et géif vill Suergen erspueren.

Datt een déi Konventioun da muss kënnegen, ok, alles an der Rei. Mee déi nächst Konventioun, et weess keen, wat do wäert drastoen. Dat ass eng Kaz am Sak.

Ech soen och nach: Bis 2035 – mir sinn elo 2023 –, dat sinn nach laang Joren. An den TICE muss an deene Jore funktionéieren. Ech kommen aus dem Süden. Ech klappe mech all Dag mam TICE ronderëm. Ech klappe mech all Dag ronderëm mat de Verspéidungen, mat Linnen, déi net klappen – jo, elo bléist den Här Minister, well och dat gëtt net gär gehéiert –, ...

(Interruption par M. François Bausch)

... mat Linnen, déi net funktionéieren, mat Takter, déi net funktionéieren. Véier Busser, déi déi nämmlecht Zäit fueren, amplaz datt dat gereegelt gëtt. Och dann, wann een dat seet, dann ass et op eng Kéier e Waltheema an et wëllt ee just Poleemik maachen. Et weist een awer scho jorelaang drop hin.

Ech mengen, dat, wat och hei gesot ginn ass, datt den TICE wäert erhale bleiwen, do muss ee sech awer och froen: Wéi bleiwen dann d'Aarbechtskonditiounen? Wéi bleiwen d'Léin? Gëtt dat dann ausgelagert? Bleift de Statut? Gi mer op den RGTR-Statut iwwer? Bleift et am Statut, wéi et elo ass? Dat si Froen, déi déi Leit, déi do schaffen, sech awer stellen. An déi stelle sech se net einfach esou aus dem Himmel eraus. Et ass berechtegt, datt déi sech déi stellen. An do dierf een awer net maachen, wéi wa mir hei elo just wéinst de Walen heiriwwer géifen diskutéieren. Mir hätten dat do och scho kënne vill méi laang maachen.

Ech wëll Iech just soen, datt déi Lénk och schonn eng Pressekonferenz doriwwer haten. Dee Moment huet et kee Mënsch interesséiert vun der Press.

(Coups de cloche de la présidence)

Mee elo interesséiert et awer. Elo soll een driwwer schwätzen. An ech si frou, datt den Här Minister och déi Erklärunge ginn huet, déi e ginn huet. En huet villes méi kloer gemaach.

M. Fernand Etgen, Président | Madamm Cecchetti, mir komme ganz wäit ewech vun dem Inhalt vun der Motioun. Duerfir géif ech elo dem Här Wolter d'Wuert ginn an dann däerf den Här Minister nach äntwerten an da misste mer ofschléissen. Den Här Wolter. Den Auteur kritt och nach d'Wuert.

M. Michel Wolter (CSV) | Ech si jo net Auteur.

M. Fernand Etgen, Président | Nee, dee kritt et och nach, dat sidd Dir net, Här Wolter.

M. Michel Wolter (CSV) | Ech wollt eigentlech, Här President, Parole après ministre hei invoquéieren – well den Här Minister jo no menger Interventioun erausgaangen ass –, fir e puer Saachen ze soen.

Fir d'éischt wëll ech kloer an däitlech soen, dass, wa mer déi Debatt haut féieren, dann ass dat zréckzeféieren op d'Suerge vun de Leit, déi am Betrib schaffen. Déi 500 Familljen, déi representéiert sinn, hunn très largement an enger Gewerkschaft, déi, mengen ech, dräi Véierels vun de Mandaten huet, an opgrond vun Diskussiounen, déi stattfonnt hunn, d'Alarmanlag no bausse gespillt.

Dat huet näischt mat Virwalen oder Nowalen ze dinn. Dat huet einfach eppes domadder ze dinn, dass Diskussiounen amgaange sinn. Si sinn amgaangen! Si fänken net eréischt no de Walen un. Si sinn amgaangen. Et ware schonn dräi Reuniounen, fir eng Konventioun, déi de Staat elo gekënnegt huet, ze ersetzen.

An ech soen dat nach eng Kéier, well den Här Minister dat gesot huet, den Här Hansen huet dat gesot: Ech stinn do derhannert! All verstännege Politiker am Süde steet derhannert, dass d'Welt amgaangen ass ze changéieren, dass d'Linne amgaange sinn ze changéieren, dass mer iwwert den Transfrontalier mussen diskutéieren, dass mer net méi kënnen eleng eng Diskussioun féieren, fir am Süde vu lénks no riets a vu riets no lénks ze fueren. Dat ass kloer.

An dofir hu mir Iech am Oktober jo och gesot an där Reunioun: „Kënnegt Är Konventioun wannechgelift en bonne et due forme an huelt eis net einfach gären 8 Milliounen ewech!" Wat mer eigentlech als eng éischt Attack op den TICE ugesinn hunn a wat ech nach ëmmer als eng éischt Attack op den TICE ugesinn, ass, dass dat ouni Angab vun iergendwelleche Grënn geschitt ass. Dat ass rektifizéiert ginn.

Sou. Elo gehéieren ech zu deenen, déi och à même sinn, aus engem Debat Konklusiounen ze zéien. An ech héieren hei e Minister Saache soen, déi mir weesentlech besser gefale wéi dat, wat seng Beamten an de Reunioune mam TICE soen. An elo ginn ech jo mol dervun aus, datt déi selwecht Beamten deen Debat hei

verfollegen. An déi hu jo an deem Debat elo matkritt, datt de Minister gesot huet, datt hien net wëlles hätt, ënnert déi 47 Milliounen ze goen, déi den TICE haut als Ënnerstëtzung kritt, quitte, an dat ass Sujet vun der Diskussioun, datt den TICE vläicht aner Saache muss maachen, aner Linne muss fueren, aner Besoine muss opgräifen, wou mir d'ailleurs als Gemengen aus dem Süden och Demandeur sinn, dass dat geschitt.

Dir sot: „Mir géife gär méi innerstättesch fueren." Är Beamten hu virun dräi Wochen an der Reunioun gesot, datt si den TICE net méi wëlle finanziell ënnerstëtzen, well ze vill innerstättesch géif gefuer ginn. Dat, wat Dir sot, Här Minister, dat ass de Contraire, exakt de Contraire! An ech géif Iech da bieden, Äre Beamten, wann Der se begéint an Ärem Ministère, ze soen, datt se sollen ophalen, dem TICE ze erklären, datt zu Diddeleng, zu Esch an esou weider déi Linnen, déi éischter innerstättesch fueren, net méi géife subventionéiert ginn, an dass Der hinne sot, si sollen dann erëmkommen am Hierscht mat där neier Ekipp a si solle mat deenen driwwer diskutéieren, wéi mer dann den innerstätteschen Transport am Süde kéinten ausbauen, amplaz en en fin de compte op d'Schëllere vun de Gemenge wëllen ofzeleeën. Dat ass dat, wat ech gären hätt.

Ech héiere scho 47 Milliounen. Ech sinn d'accord domadder, dass den TICE muss aner Weeër goen. All Mënsch ass domadder d'accord. Mee wann awer gesot gëtt: „Mir hunn esou vill Linnen à disposition!", wa gesot gëtt: „Amplaz vu 47 Millioune schwätze mir driwwer, datt mer Iech nach 21 Millioune ginn oder 31 Milliounen!", da musst Der awer dervun ausgoen, dass d'Gewerkschaftler an d'Betribsleit – also, hei ass et jo d'Betribsassociatioun vun de Chauffeuren – sech revoltéieren an dass déi soen: „Mee wann dat esou ass, dann ass jo keng Plaz méi fir eis!" An d'Direktioun huet eis jo ausgerechent, wat d'Konsequenze sinn.

Da géif ech also Är Beamten an Iech – Dir sidd jo dann net méi do, mee deen, deen dann duerno do ass – bieden, nom Oktober bei den TICE ze kommen, bei déi, déi dann am TICE do d'Responsabilitéit hunn an ze soen: „Mir diskutéiere mat Iech gären iwwer en neie Modell vun ëffentlechem Transport am Süden." Dat hutt Dir elo haut de Mëtteg gesot. Vu datt Der dat de Mëtteg gesot hutt an ech Iech op deene Punkten ëmmer gleewen – ech hunn Iech ëmmer op deene Punkte gegleeft, wann Der dat sot –, ginn ech dervun aus, datt Äre Nofollger mat deenen néng Gemengen aus dem Süden am Oktober e ganz – wéi soll ech soen? – objektiivt Gespréich driwwer féiert: Wat sinn d'Erausfuerderunge vun där nächster Zäit, vun deenen nächste Joren? Wat sinn am PNM35 d'Erausfuerderungen, déi mer hunn? A wéi kënne mer mat deene Leit, mat deem Outil, dat mer zur Verfügung hu säit 100 Joer, Politick gestalte fir de Süden, fir d'Leit vum Süden, fir den Transport vum Süden?

A wann dat geschitt wär, da wär déi Debatt vun haut héchstwarscheinlech iwwerflësseg gewiescht, dann hätt nämlech d'Belegschaft net missen erausgoe fir ze soen: „Mir maachen eis ganz vill Suergen ëm eis Zukunft an ëm d'Zukunft vun eisem Syndikat!"

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Wolter. An ech ginn elo d'Wuert zréck un den Här Minister.

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Jo, Här President, heiansdo wonneren ech mech awer e bëssen, wéi mer hei diskutéieren iwwer eng Struktur, wat den TICE ass, déi natierlech mat engem Ministère Verhandlunge féiert, a wéi déi Verhandlungen ofzelafen hunn – soit datt natierlech Leit hei zwou Kapen ophunn, Deputéierten a Buergermeeschter sinn –, an iwwert d'Beamten, déi do sëtzen. Ech soen Iech just fir den nächste Minister, deen a menger Plaz wäert domat ze dinn hunn: Wann hei verlaangt gëtt, datt an Zukunft d'Ministeren alleguerten déi Ënnerverhandlunge musse vu moies bis owes selwer féieren, da soen ech Iech, da braucht der fënnef Staatssekretären, fir bei all Minister ze setzen, fir datt et iwwerhaapt nach fonctionéiert!

Mee et kann awer och net esou sinn, datt, wann do Sëtzunge stattfannen um Gemengenniveau, tëschent Gemengen an engem Ministère, datt hei an der Chamber dann iwwer esou Beamten diskutéiert gëtt. Do muss ech Iech soen: Da si mer op enger Schinn, déi fannen ech net ganz korrekt!

Wien hëlt herno d'Decisioun, Här Wolter? Dat wësst Dir dach genausou gutt wéi ech och. Et si jo net d'Beamten, déi d'Decisioun huelen. Et sinn d'Politiker. Et ass d'Regierung. Et ass d'Regierung en conseil, déi herno déi definitiv Decisioun hëlt. An et ass och herno de Minister, dee virun der Chamber muss riichtstoe fir d'Decisioun, déi geholl ginn ass.

Dat heescht, wann an där nächster Regierung de Minister, oder d'Regierung, heihikënnt a seet: „Dat ass mir elo alles egal. Mir kierzen dat do alles ëm 10 Milliounen!", da muss deen hei virun dësem Parlament dofir riichtstoe kommen an dann ass hei déi richteg Plaz, fir politesch mam Minister, mat där Regierung, dann doriwwer ze streiden.

Mee souwäit si mer awer, wéi gesot, nach net. Mir si jo hei iwwerhaapt eréischt um Ufank vun Diskussiounen iwwert déi Ziler, wéi Dir se alleguer beschriwwen hutt. A mir sinn iwwerhaapt eréischt um Ufank vun den Diskussioune vun enger Konventioun. A wéi awer och d'Beamten an de Sëtzungen ëmmer gesot hunn: „Déi richteg Diskussioun iwwert d'Konventioun kënnt Der eréischt ufänken no de Gemengewalen, logescherweis, well dann deen neien TICE en place ass!"

Dofir, ech verstinn net – dat muss ech Iech ganz éierlech soen –, wéi mer hei diskutéieren. Ech wëll Iech och just soen, datt ech natierlech, wann ee bei mir ufreet als Minister fir eng Entrevue, dat maachen, an eigentlech, wann d'FGFC, an deem hei Fall d'Delegéiert, den Telefon geholl hätten a si hätte bei mir gefrot: „Här Minister, mir hunn awer elo hei déck Suergen op Basis vun enger leschter Sëtzung. Kéinte mir bei Iech laanschtkommen, fir emol eng Kéier doriwwer ze schwätzen?", dann hätten déi selbstverständlech eng Entrevue kritt.

Mee wësst Der, wéini ech de Bréif kritt hunn? Haut de Moien. A wësst Der, wéini se d'Entrevue kréien? D'nächst Woch. Mee ech krut de Bréif, nodeem fir d'éischt e ganzen Orchester lassgetréppelt ginn ass an dirigéiert ginn ass, en vue vun engem gewëssene Momentum, deen awer am Hierscht ass, egal wat hei gesot gëtt, fir dann natierlech dee Brouhaha ze kréien, dee mer dann och kritt hunn an der ëffentlecher Debatt. An dat ass dat, wa mer vu Fairness schwätzen an der Diskussioun: Esou diskutéiere mer net! A wann een ënner faire Partner schwätzt: Den OGBL huet dat gemaach am Fréijoer an den OGBL krut direkt eng Entrevue! An duerfir hu si och haut kommunizéiert, datt am Fong et net korrekt ass, wéi dat duergestallt gëtt, well si déi dote Garantien alleguerte kritt hunn am Fréijoer!

Also, wann d'FGFC e bësselche seriö gewiescht wär an eng Verhandlung – wéi een normalerweis domat ëmgeet – gemaach hätt, hätte se d'Entrevue kritt, se hätte se scho laang kritt an dann hätte mer dat dote scho laang kënnen ausdiskutéieren. Dann hätte mer ons déi ganz Opreegung hei kënne spueren.

A fir de Rescht, Här President, par rapport zu deem, wat nach gesot ginn ass hei iwwert den Invest am ëffentlechen Transport a wat mer alles gemaach hunn oder musse maachen oder solle maachen. Ech wäert der Chamber an där nächster Woch en Tablo hei iwwerreechen, fir ze weisen, wat an deene leschten zéng Joren investéiert ginn ass. An da kann d'Chamber jo hei vergläichen, wéi dat virdru gelaf ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Minister. An da kritt nach just den Auteur vun der Motioun d'Wuert an da komme mer zum Vott.

M. Marc Goergen (Piraten), auteur | Merci, Här President. Ech hale mäi Bluttdrock och zimmlech déif. Et ass einfach: Et sinn d'Gewerkschaften a ganz vill Chauffeuren, déi mech kontaktéiert haten, an deementspriechend hunn ech dofir déi Motioun gemaach. Dat ass weeder Poleemik nach en Orchester oder soss iergendeppes.

Ech hunn och gëschter gesinn, dass en aneren Deputéierten, den Här Kersch, e Posting op Facebook gemaach huet. Ech mengen, den Här Wolter war dat mam Video, oder, net dass ech et elo verwiesselen, mee et war ee mat Video. Dat heescht, et ass elo einfach awer en Theema, wat do am Süden opkomm ass, an et sollt guer net poleemesch sinn.

Ech weess och net, firwat dee gréng Vertrieder dat erwäänt huet. En plus – ech hunn nach eng Kéier de Posting vum Här Kersch erëmgesicht – huet et souguer de Wee fonnt an den LSAP-Programm, wouzou ech felicitéieren. Dir hutt vun der Diddelenger Sektioun geschriwwen, ech kennen Äre Programm nach net, mee Dir hutt dat geschriwwen. Dat heescht, de Besoin ass do.

An dofir sinn ech och frou, dass mer haut eng Kéier driwwer geschwat hunn, well et sinn eeben déi Chauffeuren, déi eis kontaktéiert hunn, déi déi Suergen hunn. An ob se elo haut méi zouversiichtlech an d'Zukunft kënne kucken ...? Well ech hunn haut keng Äntwert kritt, wat no 2024 kënnt.

Bon, Dir kënnt d'Motioun natierlech deementspriechend kritiséieren. Ech hätt och nach anstatt „d'Konventioun" einfach „d'Servicer" vum TICE gesot, dass déi keng finanziell Aboussen hunn. Do hätt ech och nach kënnen dermat liewen. Mir war et einfach drëm gaangen, fir haut en Zeechen ze setzen, fir de Leit ze soen: „Deen TICE, dee kritt weiderhi säi Budget, e brauch net ze fäerten, dass deen an de Verhandlunge géif erofgeschrauft ginn." Dat war d'Zil vu menger Motioun.

Meng Motioun war net den Detail vun enger Linn. Iwwregens stëmmt dat net, wat déi gréng gesot hunn. Den Tram wäert keng TICE-Linnen iwwerhuelen, well den TICE huet keng Linn vun Esch an d'Stad. Dat heescht, dat ass souwisou erëm iergendeppes, wat Der sot, fir dat ze excuséieren, wat do gesot ginn ass, dass déi Linne sollen ofgeschaaft ginn.

(Interruption)

Jo, e fiert bis op Bieles. Mee och dat sinn net TICE-Linnen, déi herno wäerten ofgeschaaft ginn. A jo, ech sinn net am Kommitee vun dem TICE. Dat ass leider esou. Péiteng huet do dräi Vertrieder. Déi dräi Vertrieder huet d'CSV sech selwer genannt. Si huet der Oppositioun ...

(Brouhaha)

Si huet der Oppositioun kee ginn.

(Interruption)

Dat ass richteg. Dat ass den Här Mellina, den Här Arendt an den Här Remacle.

(Coups de cloche de la présidence)

Déi dräi sinn ...

(Interruption par M. Jean-Marie Halsdorf)

Majo sécher, Här Halsdorf, déi dräi si fir d'CSV fir de Gemengerot Péiteng do an deem Kommitee. Dir hutt der Oppositioun keen Zougang ginn zu dem TICE. Deementspriechend musse mir eis dorop beruffen, wat an de Rapporte steet.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Ech mengen, mir kënne geschwënn zum Vott komme vun der Motioun.

(Brouhaha)

Här Wolter, Dir kënnt net méi d'Wuert kréien, well u sech ass et esou, datt „au cours d'un débat, tout membre peut [...] obtenir la parole après un orateur". Dat heescht, mir si bei engem Debat, an Dir hat schonn zweemol d'Wuert. An dann invoquéiere mer do den Artikel 39, datt een net méi wéi zweemol kann heihikommen.

(Interruption par M. Michel Wolter)

Dir kéint héchstens nach d'Wuert kréien ...

M. Michel Wolter (CSV) | ... fir Parole après ministre.

M. Fernand Etgen, Président | Nee, Parole après ministre, dat geet net opgrond vun deem Artikel, deen ech fir d'éischt zitéiert hunn. Dat ass de 40, Punkt 8, well dat ass nëmme bei engem Debat, wou dat spillt.

An dat anert ass, dass een net méi wéi zweemol hannerenee schwätzt, soudatt u sech d'Reglement et net méi zouléisst, Iech nach eng Kéier d'Wuert ze ginn.

M. Michel Wolter (CSV) | Ech sinn ...

M. Fernand Etgen, Président | À moins, datt et wier fir Fait personnel ...

M. Michel Wolter (CSV) | Nee, nee.

M. Fernand Etgen, Président | ... an ech hunn deen net bemierkt. Ech hunn deen net gespuert.

M. Michel Wolter (CSV) | Ech hunn absolutt kee Fait personnel, mee ech sinn an enger Debatt.

(Hilarité)

Jo, Dir kënnt ...

M. Fernand Etgen, Président | Nee.

M. Michel Wolter (CSV) | ... esou vill laachen, wéi Der wëllt, mee mir sinn also elo an enger Situatioun, Här President, datt no Ärer Interpretatioun et ëmmer esou ass, datt an der Chambre des Députés hei zu Lëtzebuerg d'Regierung dat lescht Wuert huet. Dont acte. Dont acte.

Dir erlaabt mir also net, wann e Minister eppes seet, wat ech als fundamental net richteg empfannen, fir dozou Stellung ze huelen, well Dir sot: „Den Artikel sou an esou erlaabt Iech als Deputéierten net méi ze schwätzen!" Dont acte.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools. Da kënne mer elo zum Vott komme vun der Motioun.

Vote sur la motion

Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmme géint 53 Nee-Stëmmen an 3 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Max Hengel), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Cécile Hemmen), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

M. Roy Reding.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup.

6. Débat de consultation sur le rapport du Fonds spécial de soutien au développement du logement (suite)

Motions

(Motions déposées en séance publique n° 64 du 13 juillet 2023 – à consulter en page 29 respectivement 33 de ce compte rendu)

Da kéime mer elo zu deene Motiounen, déi de Moien nach deposéiert gi si bei dem Débat de consultation iwwert de Rapport vum Fonds spécial.

Motion 1

Fir d'éischt déi Motioun, déi vun der Madamm Ahmedova deposéiert ginn ass. Wëllt dozou nach een d'Wuert ergräifen? Den Här Lies.

M. Marc Lies (CSV) | Jo, Här President, ech wollt nach zwee Wuert zu dëser Motioun soen. Ech mengen, wat hei an den Exposéë steet, dat deele mer alleguerten zu 100 %. An den nächste Jore muss effektiv méi erschwéngleche Wunnraum geschafe ginn.

Wat mech de Mueren awer an der Diskussioun gestéiert huet, och zum Schluss, wéi d'Madamm Ahmedova dann nach eng Kéier d'Wuert gefrot hat ...

(Interruption)

Ech mengen ... Nee, nee, nee, dat huet och heimat ze di gehat.

Well déi lescht Woch an dëser Diskussioun – an ech hunn dat de Muere gesot, wéi ech gefrot hunn, fir d'Wuert ze kréien –, datt mer sollten iwwert dëse Fong schwätzen, do war et entre autres d'Presidentin an dann dee Moment awer och den Här Benoy, déi gesot hunn, et wär elo gutt, et bräicht net weider driwwer diskutéiert ze ginn.

Mir haten näischt virleien! Näischt! An d'Wuert ass eis geholl ginn, fir doriwwer ze diskutéieren.

D'Madamm Ahmedova huet mir de Muere gesot, wa Froe gestallt géifen, kéint et ganz gutt sinn, datt d'Leit net preparéiert wären. Ech hunn dat perséinlech geholl, Madamm Ahmedova! Ech mengen, ech sinn deen Eenzegen – deen Eenzegen! –, deen iwwert déi lescht Wochen a Méint Froe gestallt huet an der Kommissiounssëtzung, wou et ëm de Projet vum Logement abordable gaangen ass.

Ech hu mir d'Zäit geholl, fir dee ganze Projet duerchzeliesen. Et kommen esou vill Amendementer wärend deem Ganzen. Natierlech, iergendwann eng Kéier verléiert een e bëssen d'Schlappen. A wann een dann an den Detail geet an dann ass dat ze vill, fir eppes iwwert den Detail ze froen, da froen ech, wou mer effektiv hei an der Chamber nach dru sinn! Geet et hei ëm Demokratie? Geet et ëm Participatioun? Oder geet et just ëm de „Basta"? Dat wollt ech gesot hunn.

Mir ginn hei den Accord zu dëser Motioun, an domat merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Lies. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen?

(Négation)

Da kënne mer iwwert dës Motioun ofstëmmen.

Kënne mer à main levée ofstëmmen?

Vote sur la motion 1

Wien d'accord ass mat dëser Motioun, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass d'Motioun Nummer 1 eestëmmeg ugeholl.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2, déi war vum Här Marc Goergen deposéiert ginn. Wie wëllt zu där Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Den Här Goergen rifft hei a senger Motioun d'Regierung op, dass mer sollen e Gesetz ausschaffen iwwert de sougenannte „Mietkauf". Deen ass jo e puermol och ugeschwat ginn. Richtegkeetshalber muss ee soen, dass mer schonn eng länger Debatt iwwert de Mietkauf haten. Ech mengen, dat war viru sechs Joer an der Kommissioun. Do hate mer eng breet Debatt doriwwer. Et ass interessant fir déi Leit, déi sech dofir interesséieren, fir dat eng Kéier nozeliesen.

Mee vill méi wichteg ass awer, dass genee zu dësem Sujet den Här Lies sech déi grouss Méi gemaach huet, fir eng Proposition de loi ze schreiwen, déi och, mengen ech, wann ech richteg verstanen hunn, entre-temps aviséiert ass, déi mer also geschwënn eng Kéier kënnen en long et en large an der Kommissioun diskutéieren. An dofir géif ech et net fair fannen, fir elo hei eng Motioun ze stëmmen, wann ee vun de Kolleege sech d'Méi gemaach huet – an den Här Lies huet sech eng ganz Partie Kéieren d'Méi gemaach –, fir verschidde Propositiounen ze maachen. An ech fannen, aus Respekt virun där Aarbecht, déi do gemaach ginn ass, sollte mer hei net iwwert déi Motioun ofstëmmen, mee mir sollten dat Theema an der Kommissioun beschwätzen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten. Dann huet den Här Lies d'Wuert gefrot.

M. Marc Lies (CSV) | Jo, Här President. Ech kann dem Kolleeg Cruchten do nëmmen zoustëmmen. 2019 hu mir eng Proposition de loi gemaach, déi effektiv genau dat heiten dee Moment freet, bon, wéi gesot, och nidderschreift, wat den Invite ugeet. An ech kann dem Här Cruchten do nëmme Recht ginn, datt mer dat nach eng Kéier op den Ordre du jour sollen huelen, fir driwwer ze diskutéieren.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Lies. Dann huet d'Madamm Nathalie Oberweis d'Wuert gefrot.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci och.

Mir kënnen dat hei och net esou matdroen, well mer der Meenung sinn, dass d'Logements abordables sollen an ëffentlecher Hand bleiwen, voilà, an op kee Fall solle kënnen aus der ëffentlecher Hand erausgoen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Oberweis. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Ahmedova.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech wollt just wierklech kuerz konkreet op déi Motioun reagéieren. Do gëtt gefrot, datt en Deel vum Loyer soll op d'Säit geluecht ginn. Mee am Moment bezuelen déi Leit ... De Minister huet et de Moie gesot: De Loyer ass esou à la tête du client ausgerechent dorop – wierklech hei positiv gemengt –, wivill de Revenu ass, wouropshin ee wierklech e ganz niddrege Loyer bezilt.

Sou, dat kënnt dorop eraus, datt déi Leit zwëschent 4 a 5 Euro Loyer de Meterkaree bezuelen. A fir nach en Deel dovunner op d'Säit ze leeën, ass e bëssen illusoresch, jo. Dat wëll ech zu deem Punkt soen.

An dat anert ass: Et muss een och bedenken, datt et Leit gëtt, déi an der Locatioun bleiwen. An an deem Sënn: Wat maache mer dann? Mir leeën dann en Deel vun deene Suen op d'Säit an déi Sue ginn da verluer? Oder wat geschitt? Dofir muss een eng Politick maachen, fir deene Leit einfach ze hëllefen an, wéi gesot, par rapport zum Revenu kucken, datt si wierklech e ganz déiwe Loyer bezuelen – mir schwätzen hei vun zwëschent 15 % bis 35 % vum Akommes – an hinnen op deem Wee hëllefen, an net ufänken dermat, Suen op d'Säit ze leeën. Dann trenne sech Leit, da gi se eraus, da wëlle se wiesselen. Dat gëtt wierklech en Opwand. Voilà. Dat dozou gesot, géif ech proposéieren, datt mer dat net wäerte matdroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Ahmedova. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, de Mietkauf, dat ass och eng Fuerderung vun der ADR. Dofir hu mir u sech eng ganz positiv Astellung zu deene Propositiounen, souwuel zu der Proposition de loi wéi och hei zu dëser Motioun, déi awer allen zwou déi do Problematik uschwätzen.

Eis wär et am léifsten, Här President, mir géifen dat do un d'Commission du Logement verweisen. A wa mer d'Endversioun vun der Proposition de loi hunn, da kënne mer dat nach eng Kéier heimadder vergläichen an d'Iddien diskutéieren, déi zwou. An da kënne mer kucken, ob mer eng gemeinsam Positioun hei kënnen ausschaffen.

Mee u sech ass et eng positiv Saach, datt méi Parteien heibannen, ech zielen der am Abléck op d'manst dräi, awer déi Optioun vum Mietkauf als eng sënnvoll gesinn. An dowéinst wär et schued, dat elo einfach esou ze ecartéieren. Mir géife proposéieren, se an d'Kommissioun ze huelen an do zesumme mat der Endversioun vun der Proposition de loi dann ze vergläichen an ze diskutéieren. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. Dann hat d'Madamm Ahmedova nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Jo, vläicht hunn ech dat net kloer gesot, mee den Här Cruchten hat proposéiert, dass mer déi an d'Kommissioun huelen.

(Interruption par M. Yves Cruchten)

A ok, dann hunn ech falsch verstanen. Mee ech wollt soen, de Sujet gëtt souwisou an der Kommissioun diskutéieren, vu datt den Här Lies eng Proposition de loi deposéiert huet. Dat heescht, de Sujet gëtt souwisou diskutéiert an doropshi kéinten d'Piraten da vläicht eng méi passend Motioun dee Moment deposéieren. Mee voilà, mir géifen déi an deem Sënn net stëmmen.

M. Fernand Etgen, Président | Da ginn ech d'Wuert nach zréck un den Auteur, den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Jo, Här Cruchten, ech weess dat vun dëser Propositioun. Mee déi läit och schonn zënter 2019 do. Dat heescht, mir hätte scho gären, dass den Dossier virukënnt, grad am Mietkauf. Et sinn awer och Ënnerscheeder do. Mir si jo och net d'CSV. Et sinn och Ënnerscheeder, déi mir dra geschriwwen hunn. Mir hätten et jo och gären a privaten Immobilien. A fir déi Lénk ze äntwerten: Et ass e ganz kloert Virkafsrecht drop! Dat heescht, wa mir esou e Modell vu Mietkauf hätten, fir de Leit ze hëllefen, muss dat net nëmmen op deene soziale Loyere sinn, fir Är Fro ze beäntweren, mee dat ass am Allgemengen. Generell hätte mer et gär gehat. Dofir hu mer déi Motioun och haut nach eng Kéier passend zum Theema bruecht.

Jo, mir kënnen nach iwwert déi Propositioun schwätzen, mee déi wäert awer och dëst Joer net méi zum Vott oder soss iergendeppes kommen. Dat heescht, deementspriechend ass dat heiten a sech dee leschten Zuch, deen een nach kann huelen. Wann ee wëllt kredibel dobausse soen, dass ee fir Mietkauf ass, da muss een a sech haut mat op dëse Wee goen a soen: „Hei ok, mir stëmmen déi Motioun." Well all dat anert wäert nom Oktober sinn an da kann een net kredibel op senge Kongresser soen, et wär ee fir de Mietkauf, wann een haut dergéint stëmmt.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Da geet d'Wuert nach eng Kéier un den Här Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Et deet mer leed, wann ech mech och elo nach eng Kéier muss widderhuelen. Mee ech fannen, et gëtt awer en Ënnerscheed tëscht enger Motioun mat sechs Sätz an enger Aarbecht, déi en Deputéierte gemaach huet, fir eng Proposition de loi auszeschaffen.

Une voix | Très bien!

M. Yves Cruchten (LSAP) | De concernéierten Deputéierten hat mol nach net d'Geleeënheet, fir se an der Kommissioun eng Kéier virzestellen!

(Interruption par M. Marc Goergen)

An elo verlaangt Dir, jo, elo verlaangt Dir, dass mir hei sollen iwwer eng Motioun ofstëmmen. Wann ech richteg matkritt hunn, ass viru Kuerzem deen Avis och vum Staatsrot komm, wat eis et also erlaabt, eng Kéier eng Diskussioun doriwwer ze féieren. An ech fannen, aus Respekt virun der Aarbecht, déi do gemaach gouf, sollte mer dat virzéien an net dat heiten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Cruchten.

Ech mengen, mer kënnen elo zum Vott vun der Motioun kommen.

Vote sur la motion 2

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 5 Jo-Stëmme géint 54 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff et Claude Lamberty ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

7. 8060 – Projet de loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales

Als nächste Punkt um Ordre du jour vun de Mëtteg kënnt de Projet de loi 8060 iwwert d'Ënnerstëtzung vun der nohalteger Entwécklung vum ländleche Raum. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an d'Rapportrice vun dësem Projet de loi ass déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, iwwert dee mer de Mëtten ofstëmmen, reegelt de Kader fir déi finanziell Bäihëllefe fir d'Landwirtschaft, déi an de Joren 2023 bis 2027 kënnen ausbezuelt ginn.

Wéi Der all wësst, baséiert d'Agrargesetz op där gemeinsamer europäescher Agrarpolitick. Den Traité iwwert de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun gesäit am Artikel 312 vir, dass déi gemeinsam Agrarpolitick allkéiers fir mindestens fënnef Joer festgeluecht gëtt. An deene leschten 30 Joer waren dës Programmatiounsperioden awer ëmmer siwe Joer laang. Déi leescht Period ass am Prinzipp schonn den 31. Dezember 2020 ausgelaf. Well d'Verhandlungen um EU-Niveau awer net matzäiten ofgeschloss waren, gouf et eng Iwwergangsreegelung bis Enn 2022 an et gouf decidéiert, dass déi nei Period nëmme fënnef Joer soll hunn. Dës Period leeft deemno ab dem 1. Januar 2023 bis den 31. Dezember 2027.

Well mer eist Agrargesetz e gutt halleft Joer nom Ufank vun där neier Programmatiounsperiod eréischt stëmmen, trieden all d'Bestëmmungen, déi sech aus där neier PAC erginn, réckwierkend op den 1. Januar a Kraaft. Et gëtt och Dispositiounen am Projet de loi, déi net un der PAC drunhänken an dës wäerten net réckwierkend gëllen. Ech kommen herno nach eemol dorop zréck.

Här President, an der europäescher Agrarpolitick gëtt et eng gewësse Kontinuitéit, mee mat all Programmatiounsperiod gëtt et och eng Reorientéierung vun der Politick, déi de verännerte Realitéiten um Terrain, awer och de verännerten Erwaardunge vun der Gesellschaft Rechnung dréit.

D'Akraafttriede vun engem neien Agrargesetz ass deemno och ëmmer mat Ëmstellunge fir d'Bauere verbonnen. Wann ech hei vun de Bauere schwätzen, mengen ech domadder virun allem aktiv Baueren

am Sënn vum neien Agrargesetz. Ech kommen herno nach eemol op dës nei Definitioun zréck, wéilt awer betounen, dass hei Wënzer, Uebst- a Geméisbaueren an aner landwirtschaftlech Beruffer matgemengt sinn.

Déi nei PAC leet de Grondstee fir eng Transitioun vun der Landwirtschaft, déi däitlech méi Efforte vun de Bauere verlaangt, wat de Klima- an Naturschutz ugeet. Si ass entspriechend den Ziler vum sougenannte „Green Deal" an der „Farm to Fork"-Strategie ausgeriicht.

Grouss Ännerunge gëtt et bei den Direktbäihëllefen aus dem éischte Pilier. Zum enge goufen d'Basiskonditiounen, fir dës Hëllefen ze kréien, verschäerft. Zum anere goufe se ëm 25 % reduzéiert. Déi feelend 25 % kënnen d'Baueren nëmmen nach da kréien, wa se un enger Rei vu järlechen Ëmweltprogrammer deelhuelen, déi als Eco-schemes oder Eco-Regimme bezeechent ginn. Dës Mesüre sinn zwar fräiwëlleg an et handelt sech ëm e Katalog, aus deem d'Bauere kënnen déi Programmer auswielen, déi fir hir Produktioun am beschten ëmsetzbar sinn. Mee nëmme wa si dorun deelhuelen, kënne se d'Héicht vun den Direktbäihëllefen, déi se bis elo kruten, halen.

D'Konditiounen, fir d'Direktbäihëllefe kënnen ze kréien, déi bis elo direkt vun der EU-Reglementatioun bestëmmt an applizéiert goufen, sinn elo Bestanddeel vun deem neien Agrargesetz, dat och d'Base légale fir d'Eco-Regimmer enthält. Déi verschidde Programmer ginn iwwer Règlement grand-ducal definéiert. Um Internetsite vun der Landwirtschaft kann ee sech awer schonn e konkreeten Androck vun deene Mesüre verschafen.

Nei am Agrargesetz ass d'Definitioun vum „aktive Bauer", wéi se vun der EU-Reglementatioun virgesinn ass. Dës Definitioun gëllt elo fir all d'Bäihëllefen, also och fir d'Direktbäihëllefen. Bei den Dispositiounen zu deenen eenzelne Bäihëllefe kann d'Erfëlle vun zousätzleche Konditioune verlaangt ginn. Et gëtt awer och eenzel Bäihëllefen, déi och Leit kënne kréien, déi net der Definitioun vum aktive Bauer entspriechen, wéi zum Beispill wann et ëm den Erhalt vun Infrastrukture geet.

Här President, d'Ziler vun der PAC entspriechen enger nohalteger Landwirtschaft. Dat bedeit, dass net nëmmen ekologesch, mee och ekonomesch a sozial Aspekter gläichermoosse musse berücksichtegt ginn. Dat spigelt sech zum Deel erëm an enger Rei vun Hëllefen, déi d'Wettbewerbsfäegkeet vu bestëmmte Secteure soll verbesseren. Dat gëllt zum Beispill fir den Uebst- a Geméisbau oder fir Leguminosen.

Zousätzlech Hëllefe gëtt et weiderhi fir jonk Bauere vu manner wéi 40 Joer. Si kënnen och an Zukunft eng Installatiounsprimm kréien. Nei ass, dass dës entspriechend hirem Niveau vu Formatioun gestaffelt ass.

Wat d'Investitiounsprimmen ugeet, sou gëtt hei der Tatsaach Rechnung gedroen, dass net méi ënnerscheet gëtt tëscht dem haaptberufflechen an dem nieweberuffleche Bauer. D'Konditiounen, déi ee muss erfëllen, fir eligibel ze sinn, ginn entspriechend ugepasst. Dës sinn esou definéiert, dass och méi kleng Betriber a Quereinsteiger eng Chance hunn an dass Startuppe kënne gehollef kréien, wa si méi kleng ufänken a sech duerno entwéckelen.

D'Investitiounsbäihëllefe fir Gebaier, déi nei gebaut ginn, sinn un d'Konditioune gebonnen, dass dës „bio-ready" sinn. Dat heescht, dass an engem neie Stall d'Déieren duerchaus entspriechend de konventionellen Norme kënne gehale ginn, mee dass keng Ëmbauten herno däerfen néideg sinn, wann de Bauer wéilt op Bio ëmklammen.

Änlech Konditioune gëtt et och bei der Renovatioun a beim Ëmbau vu Gebaier. Allerdéngs bezéie sech déi Konditioune just op en Deel vum Gebai, dat ëmgebaut gëtt.

Nei Gebaier mussen och esou gebaut ginn, dass eng spéider Notzung vu Biogas respektiv vun neien Technologien, déi d'Ammoniak-Emissioune reduzéieren, kënnen nogerüst ginn (veuillez lire: dass eng spéider Notzung vu Biogas méiglech ass, respektiv dass nei Technologien, déi d'Ammoniak-Emissioune reduzéieren, kënnen nogerüst ginn), an d'Diech mussen et erlaben, fir eng Solaranlag drop ze installéieren.

Bei den Investitiounsbäihëllefe fir Maschinnen an aner Biens meubles gëtt et besonnesch Majoratiounen, déi d'Notze vun deene beschtméiglechen Technologien erliichteren.

Geférdert gëtt ausserdeem d'Entwécklung vu Mikroentreprisen, déi hir eege Produkter direkt vermaarten.

Nieft bestoenden Aidë kënnt eng nei méiglech Bäihëllef fir d'Aquakultur derbäi. Hei sinn d'Konditioune méi vag formuléiert, well et am Moment keen esou e Betrib gëtt, mee nei Initiative sollen encouragéiert ginn.

De Gesetzesprojet gesäit nach eng Hellewull weider Bäihëllefe vir, déi ech elo net am Eenzelnen opzielen, well et hei manner Verännerunge gëtt. Dat sinn zum Deel Hëllefe fir Transformatioun a Commercialisatioun vu landwirtschaftleche Produkter, Hëllefen am Katastrophefall, Hëllefe fir d'Innovatioun a Recherche an natierlech Hëllefen am Ëmweltberäich, wéi zum Beispill d'Biodiversitéitsprimm, déi am Agrargesetz hir Base légale huet, awer vum Ëmweltministère ausgeschafft an iwwer Règlement grand-ducal preziséiert gëtt.

Och eis regional LEADER-Initiative gi weider mam Agrargesetz finanziell ënnerstëtzt. Si spillen eng ganz wichteg Roll fir déi ländlech Entwécklung vun eise Regiounen. Hire Startschoss war virun 20 Joer. Dofir waren och rezent eng Rei Gebuertsdagsfeieren an de Regiounen. Déi lescht Feier hu mer leschte Freideg mam LEADER Miselerland-Moselfranken op der Musel gefeiert.

Ech kennen d'LEADER-Regioun Miselerland-Moselfranken am beschten. Et ass eng LEADER-Regioun, déi souguer grenziwwerschreidend schafft, dat zesumme mat där däitscher Regioun Moselfranken. Si brénge ganz vill Acteure beieneen, deenen hiert Zil et ass, eppes Guddes fir hir Regioun ze maachen, wéi zum Beispill d'Valorisatioun vu regionale Produiten, d'Férderung vum Tourismus, den Erhalt vu Kulturlandschaften, de Schutz vun Natur an Ëmwelt, d'Integratioun an d'Inklusioun ze férderen, fir just e puer Ziler ze nennen, déi sech alleguer ëm d'Entwécklung vun de Regiounen dréien.

Eng ganz Rei innovativ Projete konnten esou iwwert déi lescht Joren an all de Regiounen ëmgesat ginn. Fir just e puer Projeten ze nennen, wëll ech hei op Projete vum LEADER Miselerland-Moselfranken agoen. Sou konnte Projete wéi déi bekannten Eventer Wine Taste Enjoy an d'Brenner am Miselerland an d'Liewe geruff ginn. Mee och d'Organisatioun LuciliVines, déi Frae ronderëm de Wäi gruppéiert, konnt gegrënnt ginn, gradesou wéi de Projet RentaBike, dee sech fest an der Regioun etabléiert huet.

De Gesetzesprojet gesäit awer nach eng grouss Verännerung vir, déi fir vill Diskussioune gesuergt huet an déi näischt mat der Ëmsetzung vun der PAC ze dinn huet. Ech schwätzen hei vun där neier Geneemegungsprozedur, fir de Véibestand ze vergréisseren. D'Zil vun döser Mesür ass et, fir d'Ammoniakemissiounen ze reduzéieren.

Effektiv muss Lëtzebuerg am Kader vun der NEC-Direktiv seng Ammoniakemissioune bis 2030 ëm 22 % reduzéiere par rapport zum Referenzjoer 2005. Dëst Joer louche mer allerdéngs 6 % iwwert deem Niveau. Well d'Landwirtschaft, a méi prezis d'Véizuucht fir ronn 95 % vun dësen Emissioune verantwortlech sinn, kann dëst Zil just iwwer Verännerungen an deem Secteur erreecht ginn.

Här President, ier ech méi an den Detail vun dëser Problematik ginn, wéilt ech e puer Wuert soen zu där Aart a Weis, wéi mer an der Chamberskommissioun geschafft hunn. Den 22. September d'lescht Joer krute mer de Projet de loi a senger éischter Fassung virgestallt. An enger ganzer Rei vu Reuniounen, déi bis Enn des Joers stattfonnt hunn, huet d'Kommissioun dee Gesetzesprojet Artikel fir Artikel analyséiert. Well et e ganz komplexen an techneschen Dossier ass, gouf et ganz vill Froen zu deenen eenzelnen Dispositiounen, déi den Här Minister respektiv seng Beamten eis beäntwert hunn.

Et gouf an deem Kader awer och direkt ganz kritesch Diskussiounen zu eenzelne Punkten, woubäi och d'Argumenter vun der Landwirtschaftskammer an anere Beruffsverbänn mat agefloss sinn.

Déi Debatte si jo zum Deel och an der Ëffentlechkeet gefouert ginn, well d'Bauere sech an engem éischte Moment net gehéiert gefillt hunn an dergéint protestéiert hunn.

De Projet de loi gouf iwwert d'Amendementer op deene kritesche Punkte substanziell iwwerschafft, soudass dës Froen an der Kommissioun och bei der Analys vun den Amendementer erëm diskutéiert goufen.

Ech géif dofir a mengem mëndleche Rapport net am Detail op déi eenzel Avisen agoen, déi sech zum Deel thematesch iwwerschneiden, mee just d'Diskussioun an der Kommissioun zu deene Punkte resüméieren, woubäi an der Kommissioun d'Kriticken, déi an deene verschiddenen Avisen zur Sprooch bruecht gi sinn, agefloss sinn.

D'Kommissioun hat awer och den 12. Januar dëst Joer d'Vertrieder vun der Landwirtschaftskammer invitéiert, déi domat d'Geleeënheet haten, hir Iwwerleeungen a Kriticken zu deem initiale Projet de loi virzebréngen.

De Staatsrot hat a sengem éischten Avis ganz vill Opposition-formellen ausgeschwat. D'Ursaach dofir war awer oft déi selwecht. Esou huet hien op enger Rei vu Punkte verlaangt, dass d'Bestëmmungen, déi sollten iwwer Règlement grand-ducal definéiert ginn, an d'Gesetz ageschriwwe géife ginn. Et gouf och a villen Dispositioune „Kann"-Bestëmmungen, déi dem Minister eng Marge d'appréciation ginn hätten, déi de Staatsrot esou net akzeptéiert huet. Donieft waren Agremente virgesinn, ouni dass Krittären, déi ee muss erfëllen, fir den Agrement ze kréien, am Gesetz festgeluecht waren. Op ville Punkten huet hie weider Prezisioune gefrot.

Onkloer war fir de Staatsrot och, ob déi nei Geneemegungsprozedur fir d'Vergréissere vum Véibestand zilféierend a verhältnisméisseg ass. Déi selwecht Froen hu sech och d'Memberen an der Kommissioun gestallt, soudass de 27. Oktober 2022 eng Reunioun speziell zu deem Sujet organiséiert gouf. D'Vertrieder vum Ministère hunn am Detail virgeluecht, wat fir Méiglechkeeten et gëtt, fir op d'Ammoniakemissiounen anzewierken, a wat fir eng Berechnunge si gemaach hunn, fir eng Trajectoire festzeleeën, déi de Reduktiounsziler Rechnung dréit. Doraus ergëtt sech, dass sech d'Ammoniakemissioune mat Hëllef vun enger systematescher Notzung vun deene beschte verfügbaren Technologien zwar reduzéiere loossen, mee dass dat bei Wäitem net duergeet. Wann

d'Reduktiounsziler sollen erreecht ginn, féiert kee Wee laanscht eng Reduktioun vum Véibestand. Et gëtt am Kader vum Agrargesetz Mesüren, déi verbonne si mat enger reduzéierter Besatzdicht. Et ass novollzéibar, dass ee parallell dozou wëll verhënneren, dass Betriber d'Zuel vum Véi, dat se halen, eropsetzen.

D'Membere vun der Kommissioun hunn et awer net richteg fonnt, dass opgrond vun engem Zil, dat national muss erreecht ginn, den individuelle Betrib a senger Entwécklung géif begrenzt ginn, onofhängeg dovunner, wéi seng eegen Haffbilanz ausgesäit.

Et war d'Meenung, dass Betriber, déi besonnesch effizient a ressourcëschounend schaffen, sollten eng Méiglechkeet behalen, fir sech ze vergréisseren. Opgrond vun Echangë mat de Beruffsorganisatiounen huet de Minister eng Kompromëssléisung proposéiert, déi vun den Acteuren um Terrain an och vun de Membere vun der Kommissioun akzeptéiert gouf.

D'Gréisst vum Betrib gëtt an deem Fall un der Zuel un theoreeteschen Aarbechtskräfte gemooss, déi sougenannten UTA. Dat ass eng theoreetesch Berechnung, déi et scho gëtt an déi ganz direkt op der Zuel an der Aart vun Déiere berout, déi et an engem Betrib gëtt. Esou kann an Zukunft e Betrib mat manner wéi zwou UTAen ouni Geneemegung zousätzlecht Véi halen, soulaang en dëse Wäert net iwwerschreit. Fir Betriber iwwer fënnef UTAe gëtt et keng Geneemegung méi, fir de Véibestand ze vergréisseren. Betriber, déi do dertëscht leien, mussen eng Geneemegung ufroen. Nëmme wa si am Kader vun engem Monitoring iwwer dräi Joer noweisen, dass si eng Rei vu Parametere kënnen erfëllen, kréie se erlaabt, hire Véibestand ze vergréisseren.

Opgrond vun den Erklärungen, déi de Ministère geliwwert huet, goufen dës Bestëmmungen och vum Staatsrot ugeholl.

En anere Sujet, dee fir vill Diskussioune gesuergt huet, ass déi nei Definitioun vum aktive Bauer. De Beruffsstand hat gefuerdert, dass d'Pensionären dovun ausgeschloss géife ginn, wat initial net esou virgesi war. D'Suerg war déi, dass d'Baueren nach just wéinst de Primmen eng minimal Aktivitéit op hire Fläche géifen oprechterhalen, amplaz dass se fir d'landwirtschaftlech Aktivitéit genotzt géife ginn.

Ee vun de grousse Problemer, besonnesch fir jonk Baueren, ass et jo, fir un Terrainen ze kommen. D'Kommissioun huet déi Suerg verstanen an de Ministère huet d'Definitioun entspriechend ugepasst. Gläichzäiteg sinn d'Iwwergangsbestëmmunge mat erakomm fir ze verhënneren, dass Baueren, déi elo an der Pensioun sinn oder se grad ugefrot hunn, vun engem Moment op deen anere vun enger Rei vun Hëllefen ausgeschloss ginn.

Ganz änlech war et bei de Konditioune ronderëm d'Formatioun. D'Kommissioun war hei der selwechter Meenung wéi d'Landwirtschaftskummer, dass déi landwirtschaftlech Beruffer net kënne vu Leit ausgeüübt ginn, déi guer keng relevant Formatioun hunn. Entspriechend Konditioune sinn am Kader vun den Amendementer an d'Definitioun vum aktive Bauer erakomm.

Wichteg war et der Kommissioun och, dass Ureizer sollte geschaf gi fir jonk Baueren, fir méi en héijen Ausbildungsniveau unzestriewen. D'Installatiounsprimm ass an deem Sënn gestaffelt ginn. Eng substanziell Majoratioun vun der Primm an Héicht vun 30.000 Euro gëtt et elo fir Jonker, déi e Stage vu sechs Méint op engem Haff am Ausland maachen.

Et goufen och Demandë vu Beruffsverbänn, deenen net Rechnung gedroe gouf, sou hat d'Chambre de Commerce an hiren Avisen drop opmierksam gemaach, dass et eng kleng Zuel vu Wäinhändler gëtt, déi an hirer Gesellschaft keen Indépendant agricole hunn an domat eng Konditioun aus der Definitioun vum aktive Bauer net erfëllen.

De Ministère huet dat iwwerpréift an de Kommissiounsmembere versécheert, dass et Méiglechkeete géif ginn, dee konkreete Problem ze léisen, ouni d'Gesetz an deem Sënn ofzeänneren.

D'Produzente vu Gromperen hate gefrot, fir méi Ënnerstëtzung ze kréien a mat de Geméisbauere gläichgesat ze ginn. Den Här Minister hat eis erkläert, dass dat net konform zu den EU-Bestëmmunge wier. Fir dësem Secteur entgéintzekommen, gouf awer eng Majoratioun bei den Investitiounsbäihëllefe bäigesat.

Méi Ënnerstëtzung fir hire Secteur hat och d'Vereenegung fir Biolandwirtschaft gefrot. Bei den Diskussiounen, déi an der Kommissioun dozou gefouert goufen, huet den Här Minister erkläert, dass Lëtzebuerg fir de Biolandbau de Maximum un Hëllefen agesat huet, déi d'EU-Reglementatioun zouléisst.

D'Kommissioun huet sech insgesamt 19-mol zesummegesat, fir iwwert dat neit Agrargesetz ze schwätzen. Et sinn nach eng ganz Rei Sujeten dobäi diskutéiert ginn, déi ech elo net erwäänt hunn. Aus Zäitgrënn kann ech leider hei net op all eenzelne Punkt agoen.

Här President, ech wëll zum Schluss nach emol ënnersträichen, dass et eis bewosst ass, dass eis Baueren a Wënzer viru grousse Erausfuerderunge stinn. Mir wëlle se mat dësem Gesetz, wat mir haut hei stëmmen, begleeden an ënnerstëtzen. Duerfir ass et wichteg, dass d'Regierung de reegelméissegen Austausch mam Secteur assuréiert, de Secteur bei der Ëmsetzung vum Plan national stratégique begleet an och nodeems d'Mesüre vum Agrargesetz a Kraaft sinn, eng Evaluatioun gemaach gëtt.

Verschidden Dispositiounen aus dem Gesetz trieden eréischt no e puer Joer a Kraaft. Deemno wëlle mir d'Regierung opfuerderen, 2026 eng Evaluatioun vum Gesetz ze maachen. An ech géif an deem Sënn och gären eng Motioun am Numm vun der Majoritéit hei deposéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– rappelant que la loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales (« loi agraire ») vise notamment la mise en œuvre du cadre financier de la politique agricole commune pour la période de 2023 à 2027 ;

– rappelant la nécessité selon le règlement d'exécution (UE) 2022/1475 de prévoir une évaluation du plan stratégique national relevant de la politique agricole commune ;

– rappelant que la loi vise notamment à soutenir la résilience du secteur agricole, la viabilité économique de la production agricole, l'atténuation du et l'adaptation au changement climatique, la gestion efficace des ressources naturelles, la compétitivité de l'agriculture et la position des agriculteurs dans la chaîne de valeur ainsi que le respect des règles dans le domaine du travail,

invite le Gouvernement à

– assurer un suivi régulier de la mise en œuvre du plan stratégique et de la loi agraire et de procéder en 2026 à une évaluation de l'application de la loi, en prenant en compte les recommandations émises par la Commission européenne dans le cadre de son rapport de 2025 d'évaluation du fonctionnement du nouveau modèle de mise en œuvre par les États membres.

(s.) Tess Burton, Gilles Baum, François Benoy, Yves Cruchten, Chantal Gary, Gusty Graas.

M. Fernand Etgen, Président | Merci!

Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice | An domadder wär ech fäerdeg mat mengem Rapport an ech wëll och heimadder nach den Accord vun der LSAP-Fraktioun ginn. An domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Burton.

An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. Eis Landwirtschaft, an dozou gehéiert och de Gaardebau a Wäibau, d'Madamm Burton huet et gesot, ass fir eist Land extreem wichteg. D'Liewensmëttelproduktioun, d'Produktioun vu gesonde Liewensmëttel, dat ass der Landwirtschaft hir Haaptaufgab, déi muss fir eis am Vierdergrond stoen.

Mir mussen an Europa, awer och hei zu Lëtzebuerg, d'Liewensmëttelsouveränitéit och erëm eng Kéier als Haaptzil gesinn. A mir dierfen hei net zousätzlech och nach an deem Beräich ofhängeg ginn. An op Lëtzebuerg erofgebrach, heescht dat, datt d'Agrargesetz duerfir déi néideg Moyene muss zur Verfügung stellen, fir datt mer dat Zil och kënnen erreechen. Mir brauchen nämlech eng nohalteg Landwirtschaft och hei zu Lëtzebuerg mat den dräi Sailen am Gläichgewiicht, der sozialer, der ökologescher an der ökonomescher.

Ob dat elo mat dësem Agrargesetz, wat haut hei zur Ofstëmmung kënnt, geléngt, dat ass ze bezweifelen. Et ass definitiv kee grousse Worf. Et ass e Kompromëss, deen ënner Zäitdrock entstanen ass, e Kompromëss, deen awer just doduerch entstanen ass, well déi geballte Kraaft vun de Bauerevertriedungen zesumme sech gewiert huet géint dem Här Minister seng Virschléi, déi hien iwwert de Summer ausgeheckt hat.

Wéi gesot, e Kompromëss, mee kee gudde Kompromëss. An en Zäitdrock war just do, well de Minister wollt iwwert de Summer Neel mat Käpp maachen, ouni iergendeng Concertatioun mam Secteur. An d'Landwirtschaft ass nach net esou schwaach, datt se sech net ka wieren. A si huet sech gewiert – ech mengen, Dir hutt dat alleguer dobausse gesinn – mam grénge Kräiz a mam roude Stiwwel.

Wat hat de Minister wëlles? Ma hie wollt einfach ouni iergendeng wëssenschaftlech Krittären enger Partie vu Betriber e Corselet undi respektiv Fesselen uleeën, fir eeben d'Reduktiounsziler virun allem am Beräich vum Ammoniak ze erreechen. An déi Ziler, déi sinn extreem ambitiéis fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg, wou eis Landesfläch oder eis landwirtschaftlech Notzfläch zu 50 % aus Gréngland besteet. Mir hunn nämlech hei zu Lëtzebuerg ronn 120.000 Hektar landwirtschaftlech Notzfläch. Dovunner si 50 % – 60.000 Hektar – Gréngland. An dëst Gréngland muss a soll och als Gréngland erhale ginn aus Klimaschutzgrënn, aus Waasserschutzgrënn, aus Erosiounsschutzgrënn, an et kann nëmmen iwwert d'Déiereproduktioun – Mëllechvéi, Randbéischten, Schof, Geessen – genotzt ginn, wa mer déi Fläch och gäre fir d'Liewensmëttelproduktioun wëlle weiderhin notzen.

A genau duerfir wäert hei zu Lëtzebuerg d'Déiereproduktioun och nach ëmmer een Haaptpilier vun der Landwirtschaft bleiwen a genau duerfir wär et wichteg gewiescht, am Virfeld vun der Zilfestleeung sech och do mam Secteur ze concertéieren an ze kucken, ob d'Ziler iwwerhaapt erreechbar wären.

Dir kënnt Iech vläicht drun erënneren, wéi mer hei iwwert de Klimaplang geschwat hunn, dunn hat ech eng Glaskugel matbruecht, well ech hunn dee Moment gesot: Mir hunn zwar hei extreem vill Ziler dran, mee et ass keen eenzege siichtbaren, gräifbaren, gangbare Wee ze erkennen, fir dës Ziler ze erreechen.

Dir Dammen an Dir Hären, a virun allem schéngt et elo dem Här Minister iwwert de Summer agefall ze sinn, datt misst un dësem Erreeche vun den Ziler geschafft ginn, well et ass déi Jore virdru verschlof ginn, déi néideg Weichen ze stellen.

2019 hate mer hei eng Partie Virschléi gemaach. Déi sinn net ugeholl ginn. Dunn ass d'Upassung vum Agrargesetz 2021 komm. Do ass awer weider geschlof ginn. Ech zitéieren aus menger Ried zu dëser Upassung. Deemools hunn ech gesot: „Haut wäerte mer hei e Gesetz vun de verpasste Chancë stëmmen. Mat dësen Upassungen, déi haut gestëmmt ginn, ass d'Chance verpasst ginn, fir d'Schinne konsequent an déi richteg Richtung ze leeën." An ech hunn och nach gesot: „Dir maacht e kruziale Feeler, wann Der elo nëmmen hallefhäerzeg upasst." De Minister sot nämlech deemools: „Et ginn elo just eenzel Upassunge gemaach. Mir waarde bis 2023." Ech hunn du gesot: „Dir kënnt net op där enger Säit vun Urgence schwätzen an op där anerer Säit net handelen!" Enn vum Zitat.

Dir hutt Iech also als Regierung extreem ambitiéis Ziler gesat, mee verpasst, matzäit ze agéieren. An dat ass Är Verantwortung. Et ass net de Baueren hir Schold. An ech fäerten, wéi gesot, och nach ganz, datt mat dësem Agrargesetz, esou wéi et elo formuléiert ass, déi Ziler och net wäerten erreecht ginn, virun allem well net proaktiv genuch mat positiven Ureizer an déi richteg Richtung gelenkt gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng nohalteg Landwirtschaft behalen, dat geet och nëmmen, wa mer d'landwirtschaftlech Betriber nohalteg ofsécheren, an dozou gehéiert och d'Betribsnofolleg. An déi gesäit net roseg aus.

Ech hat eng Question parlementaire gestallt am Oktober 2022. Do huet den Här Minister mer geäntwert, datt u sech e bësse méi wéi 30 % vun de Betribsleeder scho méi wéi 60 Joer hunn an datt vun deenen iwwer 50 Joer just bei 30 % d'Nofolleg geséchert ass. An dat ass dramatesch fir de Secteur. A fir deem entgéintzewierken, misst d'Agrargesetz kloer Zeeche setzen, fir d'Bedeitung an d'Wäertschätzung vun enger nohalteger, produktiver Landwirtschaft, fir d'Bedeitung vun der Liewensmëttelproduktioun, fir d'Opweise vu mëttel- a laangfristege Perspektiven, fir eng – an dat ass weesentlech – der Aarbecht entspriechender Entlounung. Well leider geet hei och d'Schéier tëschent dem Referenzloun – dat ass dat, wat ee verdéngt mat enger entspriechender Ausbildung – an deem, wat een an der Landwirtschaft verdéngt, ëmmer méi wäit auserneen, a leider net zugonschte vun der Landwirtschaft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madamm Rapportrice huet den Inhalt vum Gesetz beschriwwen – villmools merci –, ech ginn also net méi dorobber an. Ech wäert mech op véier Punkte beschränken. A meng Kolleegin, d'Octavie Modert, wäert duerno nach spezifesch op de Wäibau agoen.

Deen éischte Punkt: den aktive Bauer. Och elo hei soen ech direkt: Am Wäibau ass dat nach méi e spezifesche Problem, dee wäert d'Octavie Modert nach behandelen. Hei allgemeng: Et gëtt keen Ënnerscheed méi gemaach tëschent Haapt- an Niewenerwerbsbetrib. Dat fanne mer nach ëmmer schued. Och Personnes morales kënne vun de Bäihëllefe profitéieren. D'Dëppen huet awer nëmmen eng bestëmmte Gréisst a mir mussen oppassen, datt déi Personne-morallen net zu engem zousätzleche Konkurrent vun de Bauere ginn. Et riskéiert awer ze geschéien, well dës Vereenegungen – nennen ech et emol, well et kënnen och Vereenegunge sinn –, déi kënnen och nach iwwer aner Méiglechkeeten ënnerstëtzt ginn, wat d'Baueren net kënne maachen.

Virun allem awer fanne mer, datt d'Definitioun vum aktive Bauer misst gekoppelt sinn un en Noweis vu landwirtschaftleche Fachkenntnisser. An dat gesäit dëst Gesetz net vir. Et geet nämlech duer, wann een iergendeen DAP huet – Coiffeur, Bäcker, Metzler, Estheticienne, ech weess net wat – a wann een zwee Joer op engem landwirtschaftleche Betrib ugemellt war. Dat kënnen awer och véiermol en halleft Joer sinn oder aachtmol e Véierelsjoer oder wat och ëmmer.

Dann huet ee laut Agrargesetz d'Bedingungen erfëllt, fir alleguer d'Bäihëllefen ze kréien, och d'Éischtinstalléierungsprimm. Dat ass an eisen Aen am krasse Géigesaz zu den Ufuerderungen, déi un d'Landwirtschaft gestallt ginn. Bauer ass e schwierege Beruff, och an der Gestioun. D'Rahmenbedingungen ännere jo andauernd. D'Madamm Burton huet dat och gesot, d'Agrargesetz ännert jo andauernd. Bauer ass e Beruff mat grousser Verantwortung fir d'Liewensmëttelproduktioun, fir den Déiereschutz an awer och am Beräich vun der Ëmwelt. An déi ginn nach ëmmer méi grouss, déi Verantwortungen. De Bauer muss eppes iwwert de Stéckstoffkreeslaf kennen. Hie muss eppes iwwert de Kuelestoffkreeslaf kennen, och fir seng Närstoffbilanz am Betrib ze verbesseren an den negativen Afloss op d'Ëmwelt ze reduzéieren. An all dat kann een net, wann een zwee Joer laang op engem Betrib ugemellt war a genau dat mécht, wat de Patron een ustellt.

Wann ech bei engem Metzler ugestallt wier zwee Joer an ech géif genau dat maachen, wat hie mer géif soen, da wéisst ech herno net ..., da kéint ech net herno Metzler sinn. Dat selwecht beim Coiffeur, wann ech do géif zwee Joer laang d'Hoer zesummekieren an d'Keess maachen a Shampoing verkafen, da kéint ech net herno e Coiffeursbetrib leeden.

Awer beim Bauer soe mer: „Dat geet duer!" Fréier ass heiansdo gesot ginn: „Deen do spillt Bauer." Mee déi Zäite vum Bauerspillen, déi sinn definitiv eriwwer. D'Definitioun vum aktive Bauer misst u Fachkenntnisser gekoppelt sinn. Een, deen dëst net kann iwwer en Diplom noweisen, deen huet no dräi Joer Praxiserfarung d'Méiglechkeet, iwwert d'Gesetz, iwwert d'VAE, d'Validation des acquis de l'expérience, esou en Diplom nozekréien. Dat huet een an all Beruff. Déi Méiglechkeet besteet och beim Bauer. Firwat gëtt dat net genotzt hei?

Deen zweete Punkt sinn d'Klimaziler an – ech nennen et elo mol esou – d'Betribswuesstumsbrems, déi berüümt Artikele 6 a 7. D'nei Versioun ass besser wéi dat, wat virgeschloe war. An d'Verbesserung hu mer erëm eemol nëmmen dem gemeinsamen Asaz vun de Baueren ze verdanken.

Mir hate vun Ufank un den Här Minister gefrot, fir no wëssenschaftleche Krittären de Wuesstum ze begleeden. Dat huet dunn am Ufank ze vill kompliziéiert geschéngt. Ech soen et nach eng Kéier: schued! Well 2019 hate mer schonn an enger Motioun dee Betribsmonitoring an e Klimacheck fir d'Betriber gefrot. Mee natierlech erëm eng Kéier: D'Majoritéit huet et ofgeleent a se hunn et verschlof.

Ech wëll just nach eng Kéier kuerz am Resümmee soen, wat drasteet. Wann een e Betrib huet an der Déiereproduktioun, deen tëschent zwou a fënnef theoreeteschen Aarbechtskräften – déi gi berechent – huet an der Déiereproduktioun, da kann ee säi Betrib an deem Beräich just vergréisseren, wann ee verschidden Normen, déi elo an deenen Artikele 6 a 7 stinn, u sech berücksichtegt. Dat heescht, d'Eewäissautarkie, do verschidden Normen net ënnerschreit, dat heescht, net ze vill Eewäiss zoukafen am Fuddermëttel, an op där anerer Säit e Stéckstoffsaldo net iwwerschreit, dat heescht, allgemeng net vill méi Stéckstoff zoukafen, wéi dat, wat aus dem Betrib erausgeet. Well de Stéckstoff ass jo am Ammoniak, am NH_3 dran. Esou e Betrib, dee méi wéi fënnef theoreetesch Aarbechtskräften huet, deen däerf an deem Beräich guer net méi wuessen.

An ee Betrib, dee manner wéi zwee theoreetesch Aarbechtskräften huet, dee kann am Prinzipp maachen, wat e wëll, dee muss keng Grenzwäerter kucken.

Stellt Iech just eemol vir, an engem anere Secteur géif dat gemaach ginn. Den Transportsecteur zum Beispill, do hu mer och Emissiounswäerter ze erreechen. Stellt Iech emol einfach vir, de Minister géif do soen: „Nee, de Busentrepreneur mat méi wéi" – ech weess net wat – „50 Bussen, deen däerf net méi wuessen, egal wat e mécht, och wann e mat Elektrobusse fiert. Een, deen tëschent 20 a 50 Bussen huet, deen däerf just nach wuessen, wann e verschidde Konditiounen erfëllt. An deen, deen ënner 20 ass, dee ka maachen, wat e wëll." Ech mengen, dat géif a kengem Secteur iergendeen akzeptéieren.

Eis Remarken zu dësem Artikel: En ass besser, wéi e war, dank de Baueren. Zweetens: Mir bezweifelen, datt heimadder d'Ziler erreecht ginn, well d'Betribsgréisst seet näischt aus, ob e Betrib ëmweltméisseg gutt oder net gutt ass. An et musse guer net vill Betriber dee Monitoring maachen, well et wäerte just déi Betriber dee maachen, déi eeben tëschent zwou a fënnef theoreetesch Aarbechtskräften hunn an déi sech wëlle vergréisseren.

Mir fuerderen, fir méi zilorientéiert virzegoen, u sech e gratis Monitoring fir all d'Betriber, gekoppelt un eng betribsspezifesch Berodung an der Fidderung, an der Technik, am Stallbau, an der Düngung, awer och vläicht an der Betribsëmstellung. Mir brauchen eng ganzheetlech Berodung.

Eng proaktiv Reklamm heifir, well mir mussen et fäerdegbréngen, datt d'Bauere fräiwëlleg esou vill wéi méiglech hei matmaachen. An de Monitoring soll duerfir och tatsächlech eng Hëllef sinn an net als eng fierchterlech Kontroll empfonnt ginn. D'leschte Kéier ware mer bei engem Bauer, dee sot: „Wann déi Leit heihinner kommen, da mengt ee scho bal, et wier ee mat engem Fouss am Prisong." Wann dat esou ass, da maachen d'Baueren net fräiwëlleg mat. Also: Et muss eng Hëllef sinn.

Den Här Minister sot eis an der Kommissioun, et wär net méiglech, de Monitoring fir all Betriber ze maachen. Mee da soe mir hei: Da wäert et och net méiglech sinn, déi Ziler, déi gesat gi sinn, ze erreechen. An dann ass dat erëm eng Kéier awer der Regierung hir Verantwortung.

A mir soen och: All Betrib, deen ëmweltméisseg an der Rei ass, dee mat Hëllef vum Monitoring kann noweisen, datt en déi am Gesetz virgeschriwwe Bedingungen erfëllt, dee soll sech och kënne weiderentwéckelen. Mir hu Fusiounsbetriber, déi si viru Joren an d'Fusioun gedriwwe ginn, elo misste se sech am Prinzipp erëm eng Kéier splécken. Dat kann net sinn! D'Gréisst seet näischt aus, ob e Betrib ëmweltméisseg gutt oder schlecht schafft.

Dann deen drëtte Punkt: allgemeng d'Investitiounen an de Klima-, Ëmweltschutz an och an d'Déierewuel. Ech hunn et scho méi wéi eemol gesot: D'Politick muss mat positiven Ureizer dës Investitioune fërderen. An duerfir wär et wierklech wichteg gewiescht, wann dee gesamte vun der EU virgesinne Spillraum ausgenotzt gi wier, fir u sech dës Investitiounen ze

férderen, sief dat iwwert de Plaffong oder och d'Bäihëllefsätz, separat Plaffongen an esou weider.

Dozou gehéiert och d'Digitaliséierung, well Precision Farming ass e wichtegt Hëllefsmëttel am Beräich vum Ëmweltschutz. Et muss dann och derfir gesuergt ginn, datt fir d'Agrarëmweltmoossname wierklech genuch Suen zur Verfügung stinn – net datt mer déck Reklamm maachen an herno gesot gëtt: „D'Dëppen ass eidel" –, fir datt wierklech all Bauer, dee wëll matmaachen, ka matmaachen.

An da mussen déi Programmer och esou definéiert ginn, datt esou vill wéi méiglech Bauere wierklech matmaachen. Esou ass et zum Beispill kontraproduktiv, datt bei der Primm fir d'Reduzéierung vum Véibestand – d'Madamm Burton war drop agaangen – nëmmen d'Fläch am Inland gekuckt gëtt. Wann e Betrib zum Beispill 50 % vu senger Fudderfläch déi aner Säit vun der Grenz huet, huele mer emol un, en hätt 50 Hektar hei, en hätt 50 Hektar an der Belsch – där Betriber gëtt et vill – an en hätt 110 Groussvéieenheeten. Dat ass och erëm esou eng Eenheet, theoreetesch Berechnung vu Béischten, 110. Da kommen ech op eng Besatzdichte – 110 gedeelt duerch 100 – vun 1,1 Groussvéieenheete pro Hektar Fudderfläch.

Sou, dës Primm kritt een, wann een – éischt Konditioun – ënner 1,8 Groussvéieenheet pro Hektar Fudderfläch läit. Awer, ech hunn net grad alles gesot, hei gëtt just d'Fudderfläch am Inland gekuckt. Dat heescht, dëse Betrib am Beispill läit bei 2,2. Och wann dee Béischte géif reduzéieren, kréich e keng Primm. Dee reduzéiert also keng Béischten.

Wa mer awer gären hätten, datt e soll Béischte reduzéieren, firwat passt Der dat net praxisno un an Dir berechent och d'Fudderfläch am Ausland mat? Well mir hu vill Betriber, déi un der Grenz leien, déi vläicht géifen hëllefen, eist Zil ze erreechen.

Och beim Déierewuel soll mat positiven Ureizer an net mat kontraproduktive Virschrëfte geschafft ginn. An hei bezéien ech mech op deen Artikel 21, deen elo virschreift, datt all subventionéierte Stall de Bionorme muss entspriechen. Laut den Informatiounen, déi mer kritt hunn, ass dat bei de Randbéischte kee Problem, beim Gefligel och net. Den Aly huet e puermol nogehaakt: beim Gefligel och net. Mee eng konventionell Schwéngsproduktioun, esou krut ech erkläert, déi kann ënnert dësen Normen net rentabel schaffen. Ech krut gesot: „Déi ass da fort."

Mee wat bedeit dat? Ech war och an d'Schluechthaus an ech hu mech do informéiert. An d'Schluechthaus sot: „Ma mir hunn elo schonn 30 % ze mann Schwäin, fir kënne rentabel ze schaffen."

Wann ech déi konventionell Schwéngsproduktioun och nach forthuelen ... Et ass sécher, datt mer déi Schwäin, déi do fort géife falen, net kënnen duerch Bioschwäin ersetzen. A mat dëser Entscheedung wäert also d'Schwéngsproduktioun zu Lëtzebuerg riskéieren, weider ofzehuelen. Mir hale fest: Dat ass eng politesch gewollten Decisioun. An dës Decisioun riskéiert, och nach Konsequenzen op eist eenzegt Schluechthaus ze hunn.

Fir eis wär et, wéi gesot, wichteg a sënnvoll gewiescht, d'Déierewuel mat zousätzleche Bäihëllefen ze ënnerstëtzen, amplaz dann hei wierklech mam Biobriecheise virzegoen. Ech hu léiwer, d'Leit ginn iwwerzeegt.

An dann hunn ech et wierklech net gär, wann ech eng gekréckelt kréien; an ech soe wierklech: Hei krute mer eng gekréckelt! Ech hat gefrot: Firwat kënnt dat op eemol mat deene Bionormen? Do krute mer an der Kommissioun gesot: „Ma well dat an engem EU-Reglement steet respektiv dat soll iwwert en EU-Reglement kommen." Du hunn ech den Text gefrot. Den Text krute mer awer ni, an da kann ee sech scho bal soen: ein Schelm, wer Böses denkt! An dunn hunn ech eng Question parlementaire gemaach, well ech dat jo net gären hunn, wann ech eppes net kréien, an du krute mer gesot, et kéim eng nei Fassung vun der europäescher Industrieemissiounsrichtlinn fir grouss Déierenhaltungsbetriber. Et ass also net, datt déi Biorichtlinne musse fir d'Stallbaute kommen, datt dat vun der EU-Virschrëft kënnt. An ech hu léiwer, wann een esou eppes seet, datt een einfach seet: „Ma dat ass eis politesch Decisioun, datt mer dat maachen", an net alles einfach op d'EU dréckt an hofft, datt mir et net géifen nokucken!

De véierte Punkt: d'Diversifizéierung vun der Landwirtschaft. Mir begréissen hei déi zousätzlech Bäihëllefen am Uebst- an am Geméisbau – dat ass extreem wichteg, mir mussen do virukommen! –, och d'Bäihëllefe fir d'Mikroentreprisen a fir d'Biolandwirtschaft.

Da soen ech, och wann d'Déiereproduktioun jo nach en Haaptstandbee bleift, sou musse mer hei kucken, datt mer Alternative férderen an datt mer Alternativen opweisen, datt mer déi och rentabel maachen. Dat ass awer bei villen Déiereproduktiounen erëm eng Kéier wichteg, datt mer déi komplett Wäertschëpfungsketten hunn, duerfir bräichte mer Schluechthaiser, zum Beispill bei der Gefligelmaascht. A mir fannen et schued, datt do och net dat, wat vun der EU virgesi war, fir do kënnen ze ënnerstëtzen ..., datt de Maximum do net erausgeholl gi wär. Well dat wär nach eng Alternativ, déi vill Baueren hätten. Och do krute mer gesot, et wär eng politesch Decisioun.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Agrargesetz ass e Kompromiss, ech hunn et gesot, eng Schadensbegrenzung, awer e Kompromiss, dee just dank dem gemeinsamen Asaz vun de Baueren zustane komm ass. An dëse gemeinsamen Asaz wëlle mer ënnerstëtzen a mir wëssen natierlech och, datt dat Gesetz endlech muss a Kraaft trieden, fir datt déi noutwendeg Investitioune kënne getätegt ginn.

Mir wëllen awer der Regierung kee Fräifaartsschäi ginn! Duerfir fuerdere mer d'Regierung an enger Motioun op – ech hunn déi aner Motioun elo nach net gesinn –, dëst Agrargesetz an déi entspriechend Reglementer no zwee Joer ze evaluéieren, virun allem a puncto Geneemegungsreegelen, Monitoring, Berodung, aktive Bauer an Ëmweltmoossnamen, a praxisno unzepassen, an dëst am Sënn vun der Nohaltegkeet mat den dräi Sailen am Gläichgewiicht. A wa mer hei eng Eenegung fannen op d'Motioun, da wäerte mer dëse Projet de loi ënnerstëtzen.

Plusieurs voix | Très bien!

Motion 2

La Chambre des Députés,

– soulignant l'importance du secteur primaire en matière de sécurité et de souveraineté alimentaire ;

– considérant l'existence vitale de l'agriculture pour le Luxembourg ;

– eu égard aux défis que l'agriculture et la viticulture doivent relever ;

– rappelant les changements répétés et la complexité grandissante de la politique agricole commune ;

– soulignant les défis environnementaux auxquels les agriculteurs et les viticulteurs doivent faire face dans les années à venir, et où ils veulent à la fois être une partie de la solution ;

– soulignant l'importance croissante de la formation, du conseil et du suivi scientifique pour l'évolution durable des entreprises agricoles et viticoles ;

– soulignant l'importance de la diversification du secteur agricole,

invite le Gouvernement

– à évaluer après deux années d'application la présente loi agraire ainsi que ses règlements grand-ducaux d'exécution, en mettant un accent particulier sur les procédures d'autorisation, le monitoring, le fonctionnement du système de conseil, la définition de l'agriculteur actif et l'effet des mesures environnementales ;

– à adapter, si nécessaire, la loi et les règlements grand-ducaux y relatifs en prenant en considération les expériences pratiques des agriculteurs et des viticulteurs.

(s.) Martine Hansen, Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Octavie Modert.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hansen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Dat éischt Agrargesetz, dat datéiert vum 23. Abrëll 1965. Entre-temps huet d'Landwirtschaft sech natierlech fundamental geännert. Net nëmme sinn d'Päerd duerch Trakteren ersat ginn, mee och de Véibestand huet ganz aner Dimensiounen ugeholl a sämtlech nofollgend Agrargesetzer hu sech natierlech och zu Recht där Evolutioun ugepasst.

Haut komme mer dann zu der aachter Editioun. Et kann een och soen, haut ass e groussen Dag fir den Agrarsecteur, well dat neit Gesetz – endlech, muss ee soen – och gestëmmt gëtt. A mir schwätze jo, wéi gesot, net nëmme vun de Baueren, mee och vun de Wënzer a vun de Gäertner, a si waarden och natierlech scho laang dorobber.

Elo gëtt virun allem och eng legal Basis geschafen, fir datt se méi Sécherheet hu bei der Planung fir déi nächst Joren. Den Interessi jiddefalls fir dat Agrargesetz hei war ganz grouss. Dat hu mer jo och an der Kommissioun gemierkt, och un der Unzuel vun deene villen Avisen. Dowéinst wëll ech och elo schonn hei Merci soen all deenen Acteuren, déi derzou bäigedroen hunn, a virun allem awer deenen Acteuren, déi ausserhalb vun dem legislative Prozess agéiert hunn. Mir haten, wéi gesot, net manner wéi 19 Sitzungen. An dat Gesetz hei ass voluminös; et huet jo 121 Artikelen.

Et grefféiert sech op de PSN, also de Plan stratégique national, an duerfir brauch eeben dat Dokument jo virun allem och den Aval vun der Europäescher Kommissioun. De PSN ass nun eeben awer eng wichteg Basis, déi virzeechent, wéi och de ländleche Raum sech soll an Zukunft entwéckelen.

D'Landwirtschaft ass, och wann ee se an de Kontext vum PIB setzt, natierlech méi bescheiden, mee et ass awer nach wie vor e ganz interessante Secteur. Ech wollt do op e puer Zuelen hiweisen. Natierlech ass e staarke Réckgang och ze vermierken: 1907 hate mer nach 39.942 Betriber, 1990 3.803, 2021 nach 1.869. Par konter huet awer d'Surface agricole zougeholl. Déi ass am Joer 2000 bei 127.643 Hektar gewiescht an 2021 louch se bei 132.811 Hektar. D'Hallschent dovun ass u sech Weedeland. Mir hu bal 190.000 Ranner. Do gesäit een also schonn, wéi wichteg och d'Mëllechproduktioun hei zu Lëtzebuerg ass. Déi mécht ongeféier 40 % vun der gesamter landwirtschaftlecher Produktioun aus.

De Wäibau wëll ech direkt hei och mat implizéieren, well wa mer iwwer Landwirtschaft schwätzen, soll een net d'Gefill kréien, mir géifen nëmmen iwwert d'Bauere schwätzen. Mir schwätze selbstverständlech och iwwert d'Wënzer. Mir schwätze

selbstverständlech och iwwert de Gaarden- an Uebstbau. Mee am Wäibau ass d'Produktioun réckleefeg: Do hate mer 2000 nach 184.300 Hektoliter an 2021 waren dat der nach 99.700.

1954 hate mer och nach 958 landwirtschaftlech Organisatiounen a Kooperativen. Déi puer Zuele beweisen also schonn, wéi d'Landwirtschaft sech fundamental geännert huet.

Op där anerer Säit muss een awer och ënnersträichen, datt op EU-Niveau bal een Drëttel vun de gesamten Ausgaben an den Agrarsecteur ginn. Dowéinst ass dat Gesetz, wéi gesot, natierlech staark dependant vun der PAC, also vun der Politique agricole commune. An déi Subventioune beweege sech deementspriechend och an engem EU-Kader.

Ech wëll awer direkt hei ënnersträichen, wa mer, wéi gesot, nach eng Kéier iwwer Landwirtschaft schwätzen, datt mer do alles aneneen abegräifen, wat fir eis als DP ouni Zweifel awer och ganz wichteg ass, besonnesch de Wäibau, dee jo vläicht awer bei den Diskussioune munchmol ze kuerz kënnt. An ech wëll och hei zum Beispill op den Avis vun der Chambre de Commerce hiweisen. Déi hu jo sech Suerge gemaach ëm de Wäibau, dat virun allem am Kontext mat der Definitioun vum Agriculteur actif.

An da sinn ech och scho bei deem éischte Punkt, bei deem weesentleche Punkt, dee jo hei schonn ugeschnidde ginn ass, dat ass eeben d'Definitioun: Wat ass en aktive Bauer? Do hate mer jo eng Rei vu méi laangootmegen Diskussiounen. Ech wëll awer hei ënnersträichen, datt d'Demokratesch Partei awer elo mat deem Kompromëss do ka liewen. Ech mengen, wann een 72 Joer huet, da kann een net méi onbedéngt als aktive Bauer ugesi ginn. A well awer och de Bauer haut net nëmme reng e manuelle Beruff duerstellt, mee en ass och haut en Dirigeant d'entreprise, fanne mer et awer och ugemiess, datt den Term „aktive Bauer" awer och un de Besëtz vu verschiddenen Diplomer gebonnen ass.

Wat een an deem Gesetz hei och muss feststellen – an dat kënne mer awer och nëmme begréissen –, ass, datt dee gewëssenen ekologesche Fuedem sech duerch dee ganzen Text zitt. Dat mierkt een zum Beispill och un den neie Constructiounen, déi jo mussen nohaltege Krittären entspriechen, déi natierlech awer duerno kënne selbstverständlech fir d'konventionell Landwirtschaft genotzt ginn. Mir mengen, datt dat awer schonn eng richteg Approche ass. Duerfir soll zum Beispill ënner anerem awer och e Maximum u Fotovoltaik op den Diecher do genotzt ginn. Dat selwecht gëllt och fir de Maschinnepark. Do muss een och eng Optimiséierung ustriewen, fir datt am Endeffekt manner Dünger a virun allem och manner Pestizide mussen agesat ginn.

Op jidde Fall: Et ass keng Diskussioun, wa mer vun enger moderner Landwirtschaft schwätzen, an déi wëlle mer jo och hunn, da kann een déi net méi lassgekoppelt gesi vun enger allgemenger Astellung zu enger nohalteger Entwécklung. An de Lien zwëschent Naturschutz a Landwirtschaft ass jiddefalls méi enk wéi jee virdrun. Natierlech muss een awer och do dee richtegen Equiliber fannen.

Déi Astellung spigelt sech u sech jo och an der PAC 2023–2027 erëm, wou zum Beispill 25 % vun den direkten Aidë fir ekologesch Projeten agesat ginn. 40 % vum Budget vun der PAC si fir Klimaschutz virgesinn. Duerfir mengen ech also och, datt een net ka behaapten, datt net och um Niveau vun der Europäescher Unioun géif versicht ginn, ëmmer méi – an zu Recht natierlech – och an d'Nohaltegkeet ze investéieren. Hei zu Lëtzebuerg gi jo da 25 % Direktaidë fir Ekoregimmer an Agroëmweltmesüren accordéiert.

En anere wichtegen Detail ass den Artikel 22 Paragraf 2. Do geet et jo drëms, datt een eng Majoratioun vun 10 % zegutt huet, zum Beispill beim Kaf vun elektresch ugedriwwe Vehikel oder enger Maschinn, fir d'Onkraut physesch ze bekämpfen.

De Bauere fält also ouni Zweifel eng wichteg Roll och am Naturschutz zou. Dat geet natierlech och zum Deel op d'Produktiounskäschten, och dat muss ee ganz éierlech soen. Also ass et net méi wéi normal, datt de Staat awer och de Bauer ënnerstëtzt, dee gewëllt ass, méi am Sënn vum Ëmweltschutz ze agéieren, quitte datt en doduerch vläicht kann e gewëssene Produktiounsausfall hunn. Dat muss jiddefalls vum Staat kloer kompenséiert ginn. Ech verweisen hei op d'Artikele 65 a 66.

D'Landwirtschaft muss natierlech och gewëssen Efforte maachen, wat de Véibestand ubelaangt. Muss e reduzéiert ginn? Muss en net reduzéiert ginn? Dat ass dee Punkt, iwwert dee mer vill diskutéiert hunn, iwwert deen och wäert nach an Zukunft diskutéiert ginn. Ech verweisen hei zum Beispill och op den Avis vun der Vereenegung Biolandwirtschaft Lëtzebuerg, déi jo am Fong geholl den héije Véibestand och a Relatioun setze mat der eventueller Verschmotzung vu Gewässer.

An ech wëll dat och ganz däitlech hei soen: D'Demokratesch Partei ass der Meenung, dass mir musse mat de Baueren de Wee goen, fir a méi eng nohalteg Zukunft, well mir wëlle keng hollännesch Zoustänn hei zu Lëtzebuerg hunn!

Da si mer natierlech och, wéi gesot, bei deem kruziale Punkt ukomm, dat ass eeben de Véibestand, ob e kann ausgebaut ginn oder net. Ech mengen, et ass jo just dee Punkt, wou ganz vill diskutéiert ginn ass. Ech verweisen hei natierlech och op d'Artikele 6 a 7. Déi hunn zu ganz villen Onroue gefouert mat dem Resultat, wat mer kennen. Ënner anerem och ass hei virun der Chamber demonstréiert ginn, manifestéiert ginn. U sech war dat och richteg. Et ass normal, datt de Secteur sech muss zu Wuert mellen, wann en d'Gefill huet, datt d'Entwécklung net an déi Richtung geet, wéi en dat virgesäit. An dat huet jo och zu engem positive Resultat gefouert, ouni Zweifel.

Ech mengen, et muss een natierlech och hei ënnersträichen, datt mir net déi Méiglechkeeten hu wéi an anere Länner. Mir hunn net déi grouss Territoiren, mir kënnen net dee grousse Véibestand hei akzeptéieren, wéi dat vläicht an anere Länner de Fall ass. Duerfir ass et och akzeptabel, datt e Maximum vun Unités de travail elo festgesat gëtt. Dee läit jo da bei fënnef, an duerfir kann awer den Akzent méi op Familljebetriber geluecht ginn, an dat ass och ouni Zweifel richteg esou, an datt och d'Subventioune fir Betriber mat enger maximaler Gréisst vu 70 Hektar u sech kënnen dee Moment bezuelt ginn.

Déi Berechnung no den Unités de travail kléngt zwar a priori elo e bësse komplizéiert, ass awer ganz logesch. Wann ee sech méi am Detail domadder auserneesetzt, da versteet een dat schonn. Och den Artikel 7, ginn ech ganz gären zou, kléngt no der éischter Lektür e bësse konfus, baséiert awer trotzdeem op enger gewëssener Logik.

Ech weisen an dësem Kontext awer och op eng Ëmfro hin, déi elo vum Mouvement écologique kierzlech gemaach ginn ass, an zwar tëschent Juni a September 2022. Ech mengen, dat muss een hei ganz kloer ënnersträichen: Dat ass elo ee Joer praktesch hier, dofir kann ee se net als onbedéngt representativ duerstellen, mee et koum awer eng oder déi aner Konklusioun eraus, op déi et sech awer lount, vläicht hei kuerz anzegoen. Ënner anerem gëtt hei de bürokrateschen Opwand als ze grouss duergestallt. Da gëtt eng besser Koordinatioun tëschent deenen eenzelne staatleche Verwaltunge verlaangt a schlussendlech och méi eng héich finanziell Ënnerstëtzung fir d'Ëmweltmesüren.

Ech sinn awer bal iwwerzeegt, nodeems datt mer dat Gesetz hei gestëmmt hunn, datt awer vläicht dann d'Meenungen dierften och vläicht änneren. Positiv ass jo awer och zum Beispill op EU-Niveau, datt elo eng Reserv vu 450 Millioune virgesinn ass. An eppes ass sécher: Datt de Bauer nëmme ka produktiv schaffen an och nëmme motivéiert ass, wann en natierlech och e gewëssene finanzielle Rendement huet, wat eng ganz normal Saach ass.

Vläicht e Wuert dann och: Wat nei ass, dat ass déi sougenannte „Gläichstellungspolitick", wat mir a priori natierlech akzeptéieren. Ech wëll awer ganz kloer hei soen, datt d'Demokratesch Partei awer elo net hofft, datt nach op eemol mussen och Quoten am Agrarsecteur agefouert ginn!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutéiere jo och reegelméisseg hei iwwer Uebst a Geméis.

Gefält Iech dat net, wat ech gesot hunn? Neen?

Une voix | Ma Dir sidd immens!

M. Gusty Graas (DP) | A mir diskutéiere jo hei och oft iwwer Uebst a Geméis. A grad dëst Gesetz gëtt jo am Fong och deem Secteur elo méi Méiglechkeeten. Et däerf een net vergiessen: De Selbstversuergungsgrad hei zu Lëtzebuerg läit jo beim Geméis bei 5 % bis 6 %, beim Uebst nach bei vill manner, bei 2 %. Dat ass jo extreem wéineg. Et kann een natierlech net verkennen, datt déi lescht 20 Joer eng Rei Ustrengunge gemaach goufen. A bis den Horizont 2035 ..., an ech maache mech hei zum Interpret vum Här Jean-Claude Muller, dem President vum Uebstbauveräin, deen an engem Artikel vum „Bauerekalenner" geschriwwen hat, wéi gesot, datt bis den Horizont 2035 eng Selbstversuergung vu 35 % beim Geméis unzestriewe wier respektiv 25 % beim Uebst. Dat heescht also am Konkreeten, datt mer do nach mussen eng ganz Rei Efforte maachen.

Mir hunn natierlech ee ganz grousse Problem, dat ass och d'Waasser. Well d'Geméis an d'Uebst brauchen natierlech ganz vill Waasser. Do muss een natierlech no Alternative sichen. Do gëtt geschwat vu méi Reewaasser opfänken. Do gëtt och souguer dervu geschwat, fir Ofwaasser aus de Kläranlagen ze benotzen. Jiddefalls schéngt mer dat ee vun den Haaptproblemer ze sinn, firwat datt mer dee Secteur net nach méi no vir dreiwe kënnen.

Dann hu mer natierlech och de Problem vun den Aarbechtskräften, haaptsächlech bei der Recolte. Fréier sinn do Polen a Rumäne rekrutéiert ginn. Dat schéngt elo net méi esou liicht ze sinn, vu datt sech déi allgemeng ekonomesch Situatioun an deene Länner glécklecherweis fir si verbessert huet, soudatt een elo muss op aner Regiounen ausweechen. Zum Beispill de Balkan wier eng Méiglechkeet.

Dann natierlech kënnt erëm déi laang Diskussioun iwwert d'Zären. Och do muss versicht ginn, nach méi Efforten ze maachen. Ech mengen, dat géif eis erlaben, awer eng ganz Rei aner Saachen nach unzeplanzen. Ech denken hei u Kornischongen, un Zucchini, Paprika an esou weider. An an enger Zär káint jo e ganzt Joer klimaneutral u sech ugebaut ginn.

Bon, den Här Muller seet, datt 10 bis 20 Gewächshaiser missten hei zu Lëtzebuerg gebaut ginn. Et mengt ee jo awer, mir missten iergendwéi eng Kéier deen Effort fäerdegbréngen. Da gëtt och virun allem iwwer Äppel hei geschwat, wou de Moment nëmmen tëschent 20 an 30 Tonne recoltéiert ginn. Och dat geet natierlech largement net duer. Dann hu mer

natierlech och de Problem vun den Ubauflächen, déi net grouss genuch sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi an alle Beräicher vun der Politick, muss een natierlech ëmmer den Akzent op den Nowuess setzen, ganz kloer, an ech mengen, och an dësem Gesetz ass dat kloer erkennbar, datt hei versicht gëtt, och de Jongbaueren eng Zukunft ze bidden, wat mer och ganz kloer begréissen.

Hei geet et natierlech an éischter Linn och ëm d'Formatioun, déi jo och dee Moment e Krittär ass, fir eng gewësse Staffelung vun den Aiden ze erreechen, well dat muss een och ganz däitlech hei ënnersträichen: Dat geet net nëmme reng duer mat praktesche Kenntnisser. Et muss een doriwwer eraus och nach, wéi gesot, Kenntnisser hunn, wéi een e Betrib féiert. An dowéinst ass d'Formatioun an deem Beräich ganz, ganz wichteg.

Bon, elo gëtt jo eng zolidd Ausbildung virausgesat. Elo gëtt geschwat vun engem Diplomtechniker oder souguer Universitär. Ech mengen awer, beim Universitär misst een dat e bëssen agrenzen. Ech hunn dat d'lescht Woch scho gesot oder d'viregt Woch, wéi mer hei iwwer déi nei Verwaltung vun der Ëmwelt, vun der Waasserverwaltung geschwat hunn an och vun der Forst- an Naturverwaltung: Och do ass einfach nëmme gesot ginn, wann een am Besëtz wier vun engem universitären Diplom, dat géif duergoen. Dat géif jo also am Kloertext heeschen, datt een, deen en Diplom als Theolog huet oder als Museker, datt deen och an de Genoss kann ...

Bon, den Här Minister wénkt zwar elo mam Kapp, mee ech hunn et zumindest esou am Gesetz gelies. Da kann e mech herno jo dann awer op de richtege Wee vläicht féieren, wann déi Interpretatioun sollt aneschters sinn.

Den Openthalt vu sechs Méint am Ausland, jo, dat ass u sech eng gutt Saach. Ech mengen, hei sollen och déi Jonk kënnen d'Erfarung maachen, wéi d'Landwirtschaft am Ausland fonctionéiert. Hoffentlech fanne se ëmmer eng adequat Ausbildungsplaz dann och am Ausland.

Déi Prime d'installation ass natierlech fir d'Jongbauere ganz wichteg, besonnesch well jo net jiddwer Jongbauer kann e Familljebetrib iwwerhuelen, wa se sech dann an enger Gesellschaft zesummendinn. Ech gesinn dat elo manner schwiereg, wéi dat d'Virriednerin vun der CSV hei gemaach huet. Dat ass evident, datt se sech och vläicht kéinten an enger Gesellschaft zesummeschléissen; se brauchen natierlech e gewëssene Plan d'entreprise. Datt do awer de Staat muss och déi néideg Ënnerstëtzung ginn, schéngt eis jiddefalls ganz normal ze sinn.

Dann eriwwer natierlech zur Biolandwirtschaft; dat ass e bëssen esou en Dauerbrenner, iwwert dee mer jo reegelméisseg hei iwwert d'Agrargesetz eraus zu Recht och diskutéieren. Ech verweisen hei natierlech op den Artikel 63. Ech mengen, iwwert d'Avantagë vun der Biolandwirtschaft brauch ee sech net méi weider hei auszedrécken. Vläicht just kuerz gesot, datt jo awer do déi wierklech zu engem aktive Klimaschutz bäidréit, well et sinn engersäits biologesch kultivéiert Biedem mat CO_2-Senken, anerersäits dréit se awer och derzou bäi, eng Reduktioun vun den Dreifhausgasen unzestriewen.

Allerdéngs muss een eppes hei kloer soen: Ech mengen, mir waren ugetrueden – wann ech elo soe „mir", d'Majoritéit –, datt solle bis d'Joer 2025 20 % vun der landwirtschaftlecher Fläch kënne biologesch genotzt ginn. Kommt, loosse mir dat ganz kloer soen: Dat Zil hu mer wäit verfeelt! Et muss een einfach realistesch sinn. Mir wäerten dat och net déi nächst fënnef Joer erreechen. D'selwecht wéi emol eng Kéier viru Joren hei Leit gesot hunn: „Bis 2050 hu mer eng 100%eg biologesch Landwirtschaft", och do, loosse mer éierlech sinn, och do wäerte mer kaum ..., datt ech zumindest dat net méi wäert erliewen, op dëser Plaz op alle Fall emol net ..., mee awer, datt dat och eng utopesch Virstellung ass. Natierlech soll eisen Akzent kloer op Biolandwirtschaft geriicht sinn, mee et muss een an där ganzer Diskussioun awer och ëmmer mat de Féiss um Buedem bleiwen.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg eng plus ou moins 100 Biobaueren. Et kann een nëmmen hoffen, datt déi Zuel nach an d'Luucht geet. Wat e bësselche speziell ass: Mir sinn zum Beispill op där drëtter Plaz an der EU, wat d'Consommatioun vu Bioprodukter ubelaangt. Mee op där anerer Säit musse mer awer feststellen, datt grad déi Produkter hei zu Lëtzebuerg awer e bësse Problemer hunn, fir awer dobaussen um Maart unerkannt ze ginn. An da wëll ech nach eng Kéier op déi ILReS-Ëmfro och zréckkommen. An déi huet awer de Ministère elo gemaach. Do ware 56 % vun de gefrote Baueren, déi gesinn an der Biolandwirtschaft net onbedéngt d'Zukunft. Ech mengen, och dat ass natierlech en Taux, deen awer muss zum Nodenken ureegen.

Bis 2030 solle mer dann eng Reduktioun vun 22 % vum Ammoniak erreechen. Bon, d'Rannerzuucht steet fir 46 % vun den Emissiounen an der Landwirtschaft. An deem Kontext muss een natierlech dann och iwwert d'Problematik vun der Ausbréngung vun der Gülle schwätzen. Natierlech ass och do eng Verbesserung vun der Technik unzestriewen.

Ech wollt dann awer nach op e puer aner interessant Punkten an dem Gesetz agoen, zum Beispill d'Ënnerstëtzung vu Mikroentreprisen. Dat erlaabt och eng Direktvermaartung. Ech mengen, eng Direktvermaartung, wou awer mat Sécherheet nach Potenzial besteet.

Dann den Artikel 28, dee gesäit de sougenannte Service de remplacement vir. Jo selbstverständlech, ech mengen, och e Bauer muss awer emol d'Recht hunn, Congé ze maachen. Och e Bauer gëtt emol leider krank. An dowéinst ass dat eng ganz wichteg Dispositioun. Dat selwecht gëllt eeben och, datt en, wéi gesot, Congé ka bis zu 15 Deeg guttgeschriwwe kréien. A 50 % vum Ausfall iwwerhëlt de Staat jo dee Moment och. D'Bezuele bei Assurancen oder Schied bei Naturkatastrophen ass jo u sech näischt Neits, dat war jo schonn an deem fréiere Gesetz. Datt dat u sech och vum Staat deementspriechend kann iwwerholl ginn, fanne mer och ganz richteg, well et ass jo praktesch kee Beruff, deen esou ofhängeg ass vun de klimatesche Verhältnisser wéi eebe grad de Bauer.

Dat selwecht gëllt och fir Déierekrankheete respektiv bei doudegen Déieren. Ech erënneren nëmmen hei un d'Schwéngspescht, wat do Dramaen a Famille kënnen entstoen, wann op eemol muss dee ganze Bestand gekeult ginn, oder un d'BSE-Krankheet, wat dat awer alles vun negative Konsequenze matbréngt.

Ech mengen, och zu Recht kënnen d'Wënzer natierlech hei vun enger Rei vun Aidë profitéieren.

Dann, wat jo nei ass, dat ass dee sougenannten Term „Aquaculture". Do hate mer jo e puermol elo an der Kommissioun driwwer rieds. Ech mengen, den Här Minister war ëmmer e bësse méi zréckhalend, wann et drëms gaangen ass, fir do méi konkreet Erklärungen ze ginn. Vläicht kann en eis haut schonn e bësselche méi zielen. Ech verweisen hei op ee Projet, deen, mengen ech, an dee Beräich ka goen. Dat ass de Projet Fësch Haff, deen ech ganz interessant fannen. Dat heescht, do ginn u sech Fësch gezillt a mat deenen Exkrementer gëtt dann awer d'Züchtung vun Zaloten a vun anerem Geméis gefërdert. Also et ass eng innovativ Iddi. Déi Leit sinn ze begléckwënschen an et kann een nëmmen hoffen, datt sech do dat vläicht eng Kéier zu engem gréissere Produit entwéckelt.

Dann d'Artikelen 59 bis 61 befaasse sech jo mat der Landwirtschaft a Gewässer. Ech hat dat virdru scho kuerz ugeschnidden. Och do muss een drop hiweisen, datt dat ëmmer e sensibele Beräich ass. Ech mengen, datt de Bauer natierlech d'Méiglechkeet muss hunn, datt säi Véi sech kann an d'Gewässer beginn, fir eeben do ze drénken. Mee op där anerer Säit däerf een awer och net vergiessen: Eis Gewässer si schrecklech sensibel. Also do muss een eng ganz virsiichteg Manéier awer hunn.

Tëschent der Landwirtschaft an dem Patrimoine architectural besteet natierlech e ganz grousse Lien och. Ech brauch hei net ze ënnersträichen, datt d'Schéinheet vun eisen Dierfer am Éislek – queesch duerch all d'Bezierker, mee virun allem Éislek, Musel –, awer virun allem geformt sinn duerch eebe Bauerenhaiser, duerch Wënzerhaiser. An et wier schued, wa mer dee Cachet géifen zerstéieren. Leider ass dat op e puer Plaze geschitt. Dat ass e spezielle Charme. An datt ee fir d'Erhale vun där Architektur ënnerstëtzt gëtt, ass net méi wéi richteg.

Doriwwer eraus muss een och un d'Atmosphär denken, déi an deenen Dierfer virun allem herrscht. An datt et och hei d'Méiglechkeet gëtt, wa gewëssen Aktivitéiten organiséiert ginn, sief dat Mäert, sief dat kulturell Ausstellungen, datt déi och kënnen iwwert d'Gesetz hei ënnerstëtzt ginn, ass u sech net méi wéi richteg.

E Wuert dann awer och nach iwwert d'Digitaliséierung: Selbstverständlech mécht d'Digitaliséierung och net halt virun der Landwirtschaft. Dat ass och richteg esou. Et muss een ëmmer déi positiv Säiten och dovunner gesinn, well hei kann am Fong geholl de Produktiounsprozess nach optiméiert ginn duerch zum Beispill manner Asätz vu cheemeschen Düngemëttel oder phytopharmazeutesche Produkter.

De Bauer vu muer, oder vun haut kann ee scho bal soen, dee benotzt natierlech verschidden Informatiounsquelle wéi Satellittebiller oder och Date vu Wiederstatiounen.

Da gëtt et natierlech och nach eng Rei Nieweprodukter, iwwert déi mer och kuerz scho geschwat hunn, déi och an dem Gesetz mat verbonne sinn. Ech denken hei zum Beispill un d'Beien an un d'Brennen. Virun allem d'Apiculture ass eppes, wat vläicht oft ënnerschat gëtt. Et geet jo elo net nëmmen ëm d'Produktioun vun Hunneg u sech, mee et geet awer och ëm de Wäert vun engem Beiebestand, dee jo doriwwer eraus fir d'Diversifikatioun, fir d'Biodiversitéit eng extreem grouss an eng ganz wichteg Roll soll spillen.

Et kënnt een natierlech net derlaanscht, ganz kloer ze soen: De Bauer vun haut ass gréisstendeels ofhängeg vu staatleche Subventiounen. Mee ouni Landwirtschaft kéint eis Gesellschaft och net existéieren. Dowéinst ass et also ganz kloer justifiéiert, datt de Staat e finanzielle Kader setzt, fir eng modern produktiounsfäeg Landwirtschaft ze ënnerstëtzen.

Ënnert dem Stréch kann ee soen: Dat hei ass e gutt Gesetz. Jo, et war net einfach. Jo, an ech wëll awer och de Minister hei beluewegend ervirhiewen, dee bereet war, wéi e gespuert huet, datt awer och vun der professioneller Säit aus e gewëssenen Drock entstanen ass, wat eenzel Dispositiounen ubelaangt, mat deene Leit zesummen ze diskutéieren. An, ech mengen, an der Kommissioun hu mer jo och do ganz konstruktiv Diskussioune gefouert, soudatt ech ënnert dem Stréch ka soen, datt deen Text, deen elo virläit, ouni Zweifel awer och e gudden Text ass.

Datt natierlech de Staat awer ëmmer muss gewësse Rechter behalen, wat d'Kontroll ubelaangt, ass net méi wéi normal. Wann de Staat Subventiounen ausdeelt, muss en op där anerer Säit awer och kënne gewësse Kontrollfonctiounen ausüben.

Jiddefalls hoffen ech, datt mat deem Akraafttriede vum neie Gesetz manner wéi 43 % vun deenen 332 befrote Bauere bei der ILReS-Ëmfro an Zukunft pessimistesch wäerte sinn. Well dat ass och en Taux, deen een awer trotzdeem e bëssen zum Nodenken ureegt. A wann dat Gesetz dann elo a Kraaft trëtt, wéi gesot, kann een hoffen, datt deen Taux awer erofgeet.

Ech wëll dann ofschléissend awer och nach der Madamm Burton Merci soen, merci och fir d'Leedung vun de Sitzungen, merci fir hir verschidde Rapporten. A selbstverständlech ginn ech d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Une voix | Bravo!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Graas. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy (déi gréng) | Här President, Dir Dammen an Hären, Här Minister, ech fänke meng Ried haut esou un, wéi ech dat eigentlech, wann ech mech gutt erënneren, nach ni gemaach hunn, nämlech mat engem Zitat: „Problemer kann een ni mat der selwechter Denkweis léisen, wéi se entstane sinn."

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | En Zitat vum Albert Einstein. An an deem Geescht wëll ech Iech fir d'éischt e puer Fakte mat op de Wee ginn an duerno dann och de Lien mam Gesetz maachen, iwwert dat mer haut ofstëmmen.

Mir hunn ëmmer manner landwirtschaftlech Betriber an onsem Land. Virun 20 Joer ware mer bei knapp 3.000. Elo si mer bei knapp 2.000. Dat ass e Secteur, deen am Wandel ass, also vill Erausfuerderungen huet, deen et och sécher net ëmmer einfach huet. An dofir wëll ech och ufänken a fir d'alleréischt alleguerten de Leit, déi an der Landwirtschaft schaffen, villmools Merci soe fir hiren Asaz.

D'Baueren hu Schwieregkeeten, hir Produiten zu anstännege Präisser verkaaft ze kréien. An et ginn zum Deel och Saache produzéiert, déi haut net méi dee Marché hunn, grad och an onser Regioun, respektiv et feelt un den néidege Filièren.

An onsem Land da sinn zwee Drëttel vun den Habitater respektiv véier Fënneftel vun den Aarten an engem net gudde respektiv schlechten Zoustand, an de Gros dovun an der Agrarlandschaft. Fir deem entgéintzewierken, brauche mir eng nohalteg Landwirtschaft a méi Strukturelementer am Offeland.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

D'Hallschent vun onse Gewässer an onse Biedem sinn an engem net gudden Zoustand. An de Secteur huet duebel esou vill Zäregaser wéi am europäesche Verglach, an dat geet op den héije Véibestand zréck.

Här President, Dir Dammen an Hären, dass mir dës Situatioun hunn, déi ech grad beschriwwen hunn, ass e kloren Echec vun der Politick vun de leschte Joerzéngten, déi der Landwirtschaft dee Corselet ugedoen huet iwwert déi gemeinsam Agrarpolitick an déi an deem Sënn och zu Lëtzebuerg an de leschte Joerzéngten ëmgesat gouf. D'Baueren an d'Landwirtschaft sinn tributaire vun der Politick an dofir ass et och d'Verantwortung vun der Politick, d'Weiche richteg ze stellen.

Ma och déi aktuell GAP, déi mir mat dësem Gesetz zu Lëtzebuerg ëmsetzen, ännert näischt Grondleeëndes un dëser an onsen Ae falscher Politick mat gréisstendeels Flächeprimmen, déi u wéineg Konditioune gebonne sinn a mat der Strenz verdeelt ginn, amplaz déi ëffentlech Gelder u méi Leeschtungen an Hëllefen ze koppelen, déi de Secteur esou besser op déi zukünfteg Erausfuerderunge preparéieren. Ech wëll rappeléieren, dass mer mat dësem Gesetz am Ganzen 813 Milliounen Euro fir fënnef Joer fräiginn.

Bréissel gëtt den Nationalstaate wuel e bësse méi Méiglechkeete mat dëser GAP, sief et bei der Konditionalitéit an der sougenannter grénger Architektur, déi d'Länner sech kënne ginn an hiren nationale Strategiepläng, déi d'Basis si vun den Agrargesetzer.

Ech kommen an deem Kontext nach eemol drop zréck, wat Bréissel ons mat op de Wee ginn huet fir dëst Agrargesetz an hirem Avis virun iwwer zwee Joer: Mir hätten iwwerduerchschnëttlech grouss Betriber. Den Accès fir jonk Leit an d'Landwirtschaft wär schwéier. Mir géife bal duebel esou vill déieresch Produite maache wéi am europäesche Verglach mat de bekannte Konsequenze fir Buedem, Loft, Waasser an d'Klimakris an och am Déiereschutz géif et nach Loft no uewe ginn.

An hirer Reaktioun op de finale strateegesche Plang aus dem Mee zejoert, dee Lëtzebuerg agereecht huet, huet d'Kommissioun op en Neits geschriwwen, dass de Plang déi ökologesch Transitioun nëmmen deelweis assuréiert an déi uviséiert Reduktioun vum Véibestand wuel net wäit genuch geet.

D'Kommissioun huet ons also keng gutt Nott ginn, wat déi lëtzebuergesch Agrarpolitick ugeet, an huet ons mat op de Wee ginn, fir se fundamental unzepassen, wat jo och vu Wëssenschaftler, ONGen an och verschiddene Bauereverbänn scho laang gesot gëtt. Dat soen iwwregens och eng Rei vun onsen nationale Strategien – Rifkin, den Nohaltegkeetsplang, de Bioaktiounsplang – an op europäeschem Niveau d'„Farm to Fork"-Strategy, de Green New Deal an anerer.

Här President, Dir Dammen an Hären, mir maache mat dësem Agrargesetz och e puer Verbesserungen. Mee wann d'Landwirtschaft eng gutt Zukunft wëll, dann heescht et, d'Erausfuerderung méi déifgräifend unzegoen.

Am Koalitiounsvertrag war souwuel eng buedemgebonne wéi och d'Biolandwirtschaft als Leitmotiv fir d'Agrarpolitick virgesinn. Ech muss leider feststellen, dass Lëtzebuerg am Bio an de leschte Joren op der Plaz getrëppelt ass, de Bioaktiounsplang also net engagéiert genuch ëmgesat ginn ass an och an dësem Gesetz goufe keng substanziell Mesüren an deem Sënn geholl. D'buedemgebonne Landwirtschaft, also eng Agrikultur, déi mat der Fläch schafft, déi se huet, gëtt och net als generell Reegel festgehalen. En Ufank hätt zum Beispill en obligatoreschen Nohaltegkeetscheck oder d'Knäppen u méi Ziler als Konditioune fir d'Subventioune kënne sinn.

Här President, Dir Dammen an Hären, et gëtt awer eng Rei Verbesserunge mat dësem Agrargesetz, déi an déi richteg Richtung ginn, och wa se an onsen Aen hätte kënne méi ambitiéis sinn:

Den zoustännege Minister muss elo autoriséieren, wann de Betrib méi Déieren hale wëll. An dës Autorisatioun fléissen och Parametere wéi Stéckstoff an d'Autonomie beim Fudder. Et ass och net méiglech, eng Autorisatioun ze kréien, wann een de Betrib op méi wéi fënnef Aarbechtsunitéiten a Relatioun mat der Déierenhaltung wëll vergréisseren. Mir fäerte just, dass dës Mesür net duergeet, fir d'Emissiounen och kuerzfristeg erofzedrécken an d'Waasser- an d'Buedemqualitéit ze verbesseren.

Dann ass d'Aide redistributive ëmmer nach pro Hektar, mee si ass awer ab 70 Hektar gedeckelt. Vu dass 2019 ronn 800 vun den 1.872 Betriber iwwer 70 Hektar haten, gëtt de Prinzipp vun „den Déckste kritt am meeschte" liicht gebrach.

Hëllefe fir Investissementer an nei Gebailechkeete kritt een nach just, wann d'Gebaier den Norme vun der Haltung vun der Biolandwirtschaft entspriechen. An och bei Aarbechten u bestoende Gebaier muss do, wou et méiglech ass, an dësen Norme geschafft ginn.

An neie Gebaier mussen och déi beschten technesch Méiglechkeeten, wat d'Reduzéierung vun Emissiounen ugeet, ëmgesat ginn. An nei Gebaier mussen och esou gebaut ginn, dass PV-Anlagen drop kënnen installéiert ginn.

Flott ass dann och, dass ee beim Kaf vun engem elektresche Gefier 10 % méi Hëllefe kritt, a fir Maschinnen zur mechanescher Onkrautbekämpfung kritt een 20 % méi.

Da gëtt et och eng Rei Hëllefe fir méi Biodiversitéit. Mee all déi Hëllefe musse separat ugefrot ginn. Et ass also vill Opwand fir de Betrib.

Et gëtt och eng Rei Aidë fir Innovatioun a Recherche, wat och gutt ass, mee de Fokus soll hei awer wierklech op der Nohaltegkeet leien. An et gëtt och nach soss verschidde Primmen, déi wierklech ze begréisse sinn. Ech denken un d'Installation des jeunes agriculteurs, dass déi steierfräi ass.

Wat d'Eco-schemes dann ugeet, also Primmen, op déi de Betrib ugewisen ass, wann e wëll de selwechte Montant u Primmen halen, wéi en et bis elo hat, do gëtt et zum Beispill d'Bäihëllef fir net produktiv Flächen, et gëtt och eng Primm fir Zwëschefriichten oder fir Zonen, déi manner geméit ginn. Et gëtt awer och Primmen zum Beispill, fir dass d'Mëscht séier erausbruecht gëtt oder fir de Verzicht op Pestiziden. An do stellt sech natierlech fir eis d'Fro, ob dat wierklech schonn ökologesch Reegelunge sinn oder ob dat einfach nëmme gutt landwirtschaftlech Praxis ass.

Allgemeng ginn och vill Detailer a Règlement-grand-ducalle gekläert an do bleiwen och nach eng Rei Froen op.

Wat dann d'Definitioun vun dem Agriculteur actif ugeet, dee jo d'Konditioun ass, fir Aiden ze kréien, do gëtt et elo net méi einfach fir Quereinsteiger, déi nach keng Formatiounen hunn an der Landwirtschaft oder zwee Joer Beruffserfarung hunn, respektiv fir Betriber, déi mat klenge Surfacë schaffen. Ech wëll awer soen, dass mer grad och op Quereinsteiger ugewise sinn, allgemeng op jiddwereen ugewise sinn, dee wëll an der Landwirtschaft schaffen, an dass et do och e grousst Potenzial gëtt an dass mer et schued fannen, dass mer deenen et net esou einfach wéi méiglech maachen.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen zu menger Konklusioun: Dëst neit Agrargesetz gëtt de Baueren a Betriber Planungssécherheet, déi se brauchen, fir och an den nächste Jore kënne weiderzeschaffen. Et gëtt och e puer Verbesserungen, déi an déi richteg Richtung ginn. Mee et gëtt net dee Paradigmewiessel agelaut, fir de Secteur nohalteg op d'Zukunft opzestellen, och am Aklang mat aneren Zilsetzungen.

An deem Sënn ginn zum Beispill och déi ambitiéis Ziler vun der Koalitioun vum Biolandbau am Text negligéiert, grad wéi och de Fait, dass mir eng Landwirtschaft brauchen, déi méi mat onser Natur an Ëmwelt schafft, buedemgebonnen, fir dass mer manner Emissiounen hunn a mat manner negativem Impakt op Buedem a Waasser. An d'Fro vum Véibestand ..., also dass mer déi méi resolutt ugaange wären.

Mir kenne jo och déi dramatesch Realitéit vun der Biodiversitéit am Offeland, déi zum gréissten Deel op d'landwirtschaftlech Praxis zréckgeet. Dofir misste mir bedeitend méi naturno Strukturen an der Fläch kréien, ewéi dat am Moment mat dësem Text ze erwaarden ass.

Wa mir als Gréng d'Gesetz haut matstëmmen, da well mir de Baueren an den nächste Joren d'Aiden assuréiere mussen an et e puer Verbesserunge gëtt. Mee mir hätten ons méi erwaart an hunn ons och fir méi agesat.

D'Problemer kann een eeben net mat der selwechter Denkweis léisen, wéi se entstane sinn.

Une voix | Très bien!

M. François Benoy (déi gréng) | Ech wëll an deem Sënn awer och nach dovu profitéieren, fir der Rapportrice villmools Merci ze soe fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport, gradewéi och hir exzellent Presidence vun der Landwirtschaftskommissioun. Si huet sech wierklech ëmmer drëm beméit, fir alleguerten de Memberen entgéintzekommen. An dofir soen ech hir villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Jeff Engelen. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll domat ufänken, fir der Madamm Tess Burton en häerzleche Merci ze soe fir deen ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass villes do gesot ginn.

Mir stëmmen haut iwwer e Gesetz of, wat noutwendeg ass, fir datt eis landwirtschaftlech Betriber weider Ënnerstëtzung kréien, fir kënne weiderhin ze fonctionéieren.

Et muss ee wëssen, datt een de landwirtschaftleche Secteur net ka gläichsetze mat anere Wirtschaftszweiger. D'Akommes vun de landwirtschaftlechen Acteuren ass um europäeschen Niveau ronn 40 % méi niddreg, wéi dat an anere Wirtschaftsberäicher de Fall ass.

Doriwwer eraus ass d'landwirtschaftlech Produktioun méi onstabill wéi an anere Wirtschaftsberäicher. D'Klima- an d'Wiederverhältnisser spillen eng Roll a Mëssernte sinn net ausgeschloss. Do derbäi droe si och, wat ganz wichteg ass, zur Gestaltung vun eiser Natur bäi. Duerfir ass et un der Politick, derfir ze suergen, datt dës Acteure mat engem stabillen Akommes kënnen a musse rechnen.

Hei kënnt dann déi gemeinsam europäesch Agrarpolitick mat an d'Spill. Mir wëssen, datt déi lëtzebuergesch an europäesch Landwirtschaftspolitick staark ofhängeg ass vun de weltpoliteschen Entwécklungen. Duerfir begréisse mer prinzipiell, datt ee sech op europäeschem Niveau koordinéiert. Et muss ee wëssen, datt den Agrarbudget mat ronn 40 % vum gesamten EU-Haushalt dee gréisste Budgetsposten duerstellt. 22 Millioune Mënsche schaffen europawäit an deem Secteur.

D'Haaptziler vun der gemeinsamer europäescher Agrarpolitick berouen op dräi Sailen: d'Ëmsetze vun dem europäesche Pacte vert, d'Ëmsetze vun der Strategie „Vum Haff op den Dësch" an d'Ëmsetze vun der Biodiversitéitsstrategie.

Och mat dësem Gesetz integréiere mir zum Deel europäesch Bestriewungen an nationaalt Recht. Mat der Manéier, wéi dëst Gesetz virgeet, fir eis Betriber ze ënnerstëtzen, kënne mer awer just deelweis zefridde sinn.

Als Éischt géife mer eis generell wënschen, datt déi europäesch Legislatioun manner rigid wär an de jeeweilege Gegeebenheeten op dem nationale Plang méi Rechnung géif droen.

Déi europäesch Agrarreglementatioun gëtt de Länner imposéiert. Dacks hu si ze mann Spillraum an ze wéineg Flexibilitéit an et muss ee jo och d'Villfalt oder d'Natur vun den eenzelne Regioune mat berücksichtegen.

Am Text, deen d'Richtlinn vun der gemeinsamer Agrarpolitick bis 2027 festleet, ass den Haaptakzent op dem Natur- an dem Klimaschutz. Dat weise ganz einfach d'Zuelen. 40 % vum Budget vun der gemeinsamer europäescher Agrarpolitick sinn dem Klimaschutz consacréiert.

Et ass dobäi ganz evident, datt mer all gäre gutt Klimaverhältnisser hätten. Eng gesond Natur, Aartevillfalt an Déierewuel sinn och héichzehalen.

Allerdéngs wënsche mir eis awer vun der europäescher Agrarpolitick, datt si virun allem dem Fait Rechnung dréit, datt mer eng gewësse Bevëlkerung mussen ernieren. Et kënnt engem heiansdo e bëssen esou vir, wéi wa mer aus den Ae verléieren, datt an der EU a grad och zu Lëtzebuerg ganz héichwäerteg Liewensmëttel produzéiert ginn, dëst no Krittären, déi elo scho ganz streng sinn, och fir déi konventionell Landwirtschaft. Esou ass et zum Beispill e Fakt, datt déi Lëtzebuerger Landwirtschaft staark ausgeriicht ass op d'Mëllechproduktioun. Hei kënne mer vun enger richteger Erfollegsgeschicht schwätzen. Den CO_2-Foussofdrock fir e Liter Mëllech ass zu Lëtzebuerg historesch niddreg.

Egal ob mer vun der Biolandwirtschaft oder vun der konventioneller Landwirtschaft schwätzen, eppes ass kloer: Klima- an Naturschutz geet just mat de Baueren – mateneen an net aneschters.

Iwwer 50 % vun de Flächen hei am Land sinn Dauergrénglland a musse kultivéiert ginn, zum Deel och duerch eis Béischten, déi op deene Fläche weeden. Mee wat net allze vill bekannt ass: Och si droen zur Aartevillfalt bäi.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | D'Hale vu Béischten an d'Produktioun vun héichwäertege Fleeschwuere musse weiderhin hir Plaz zu Lëtzebuerg hunn. Eis Bauere schaffe jo scho säit Joerhonnerte mat der Natur zesummen an net géint d'Natur.

Et huet duerfir fir eis e schlechte Bäigeschmaach, wa mer a méi Texter, Gesetzer oder Direktiven, déi ausgeschafft ginn, de Bauer duerstellen als éischter e Klimasünder. Dat fanne mer net gutt an dat musse mer redigéieren (veuillez lire: rectifiéieren). Mir musse matenee schaffen.

An hei kann een och emol roueg Zuelen zur Hand huelen. Am Bericht „Die luxemburgische Landwirtschaft in Zahlen" aus dem Joer 2020 heescht et, datt d'Landwirtschaft en Undeel vu ronn 6,5 % vun der gesamter Zäregasemissioun zu Lëtzebuerg huet. 8 % vum gesamte Waasserverbrauch zu Lëtzebuerg geet op d'Landwirtschaft zréck, och dat e virbildleche Wäert, wann ee bedenkt, datt de Waasserverbrauch duerch net ofgerechent Waasser, zum Beispill duerch e Leck an der Leitung, souguer nach méi héich läit.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll hei einfach an aller Däitlechkeet emol soen, datt eis Baueren, och déi konventionell Landwirtschaft, elo schonn am Hibléck op den Natur- a Klimaschutz eng absolutt virbildlech Roll spillen ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | ... an all eise Respekt verdéngen.

(Interruption)

Eis landwirtschaftlech Acteure bréngen et fäerdeg, gesond an héichwäerteg Liewensmëttel ze produzéieren. Si maachen dat op eng nohalteg Manéier am Respekt vum Natur- an Déiereschutz. Dat solle mer klipp a kloer am Kapp behalen, ier mer eis Baueren ëmmer mat neien ideologesche Virschrëften dirängelen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

Une voix | Ganz richteg!

M. Jeff Engelen (ADR) | Duerfir si mer och dergéint, datt déi gemeinsam europäesch Agrarpolitick e Prozentsaz festleet, dee virschreift, wéi vill landwirtschaftlech Flächen no biologesche Krittäre bewirtschaft solle ginn. Als ADR hu mer eng kloer Positioun: D'Politick soll souwuel déi biologesch wéi och déi konventionell Landwirtschaft ënnerstëtzen an dobäi de Baueren e wierkleche Choix loosse fir dee Modell, fir dee si sech dann entscheeden. Dat hänkt jo och deelweis vum Maart of.

Et muss een och wëssen, datt an dësem Gesetz 25 % vun de Beträg, déi direkt un d'Acteuren ausbezuelt ginn, fir de Prinzipp vun den Éco-régimes reservéiert sinn. Duerch dës Éco-régimes verflichte sech d'Acteuren, d'Emissiounen ze reduzéieren an d'Biodiversitéit ze garantéieren. Mee dat huet och derzou gefouert, dass eis landwirtschaftlech Acteuren hei quasi ënner Generalverdacht stinn, net klima- an naturfeindlech ze agéieren. An et ass genau deen Tenor, dee mir net wëllen. Ech mengen, do musse mer all dru schaffen – ech hat et virdru gesot – an dat huet sech am Fong geholl wéi e roude Fuedem duerch dat ganzt Gesetz hei gezunn. Et hat e fade Bäigeschmaach an dat ass net gutt an dat ass net glécklech.

Mir setzen eis och derfir an, datt d'Baueren no baussen hi positiv duergestallt ginn. Et soll een also net urteelen iwwer eis Baueren, ouni hir Aarbecht ze verstoen an ze kennen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Et ass net fir näischt, datt vill Bauere bei Demonstratioune Pannoen op hiren Trakter gepecht hunn, wou drop stoung: „Si séien net, si ernten net, awer si wëssen alles besser!"

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Mir schléissen eis dowéinst och dem Avis vun der Landwirtschaftskummer un, déi alt erëm de feelenden Dialog beim Ausschaffe vun dësem Gesetz mat den Acteuren um Terrain bemängelt huet. De Prinzipp vum feelenden Dialog ass scho bal en Dauerbrenner an der Lëtzebuerger Landwirtschaftspolitick. Iwwer Joren hu sech Baueren, Wënzer, Gäertner driwwer beschwéiert, datt hir Erfarung um Terrain ze wéineg a kommend Gesetzestexter mat erafléisst. Eng Aktioun, déi letztendlech och zum Opstelle vun de grénge Kräizer mam roude Stiwwel gefouert huet.

Grad am Beräich vun der Landwirtschaft, ass den Dialog mat de Baueren, Gäertner a Wënzer den A an O. D'Erfarung um Terrain ass net duerch theoreetescht a bürokratescht Wëssen ze ersetzen. Wann ee wëllt eppes erreechen, muss een déi betraffe Leit mat an d'Boot huelen.

Iwwer eenzel Ziler vun der gemeinsamer europäescher Agrarpolitick kënne mer dann och nach de Kapp rëselen, zum Beispill iwwert de Geschlechterequiliber an der europäescher Landwirtschaft.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Jeff Engelen (ADR) | Dat huet an eisen Aen hei absolutt näischt verluer: Nieft de Männer kennen ech

perséinlech och vill engagéiert Fraen, déi sech mat Passioun fir hire landwirtschaftleche Betrib asetzen. Et hänkt also net um Geschlecht, wie sech fir d'Landwirtschaft begeeschtert.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer nach zum Schluss, en Uleies unzegoen, dat och an den Avisen ugeschwat gouf a wou et ëm eis Wënzer geet. Hei gëtt beklot, datt d'Dispositiounen, notamment wat d'Notioun vum „Agriculteur actif" ugeet, am Hibléck op eis Wënzer e bësse schwammeg an onkloer wären. Mir wäre frou, wa mer an deem Sënn do e bësse méi eng kloer Stellungnam kréichen.

Mir stëmmen dësen Text mat, awer ouni grouss Begeeschterung. Eis landwirtschaftlech Acteure brauchen an engem schwéiere globale Kontext weiderhin all Ënnerstëtzung. Mir musse verhënneren, datt mer mussen Import maachen aus Drëttlänner, wou mer keen Afloss hunn op d'Qualitéitskrittären. Ech mengen, dat muss ee wëssen, an ech mengen, et ass ëmmer nach besser, mir hunn hei de Verzehr vun eisen eegene Wuere wéi vun auslänneschen, wou mer net wëssen, wat alles dran ass.

An da vläicht nach zum Schluss: Och an de Geneemegungsprozedure misst ee vläicht dat e bësse beschleunegen, well ech mengen, wann e Mënsch wëllt e Stall bauen, en Héngerstall zum Beispill, an e brauch dräi oder véier Joer fir eng Geneemegung, dat ass net glécklech. An ech mengen, do musse mer un de Prozedure schaffen.

(Interruption par M. Claude Haagen)

Et huet näischt mat Iech ze dinn, Här Minister, ech wëll dat ganz kloer soen.

(Interruption par M. Claude Haagen)

Dat huet mat Ärem ... Et huet näischt mat Iech ze dinn. Dat wollt ech awer elo ... Entschëllegt, et war net fir Iech gemengt, Här Minister. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An d'Wuert huet elo d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, d'Landwirtschaft ass wéi wéineg aner Beräicher an eiser Gesellschaft betraff vun de villen Erausfuerderungen, déi sech eis stellen. Si zitt deementspriechend immens vill Konflikter op sech, déi och fir eis Gesellschaft matbestëmmend sinn. Si ass dowéinst engersäits enorm belaascht, anerersäits awer och e wichtege Beräich vum gesellschaftleche Wandel a Fortschrëtt.

Landwirtschaft erfëllt natierlech als Éischt emol déi essenziell Funktioun vun der Iessensproduktioun an ass domat eng Bedingung fir d'mënschlech Existenz. Duerfir gëtt d'Aarbechtskraaft gebraucht, déi an der Landwirtschaft méi schlecht bezuelt ass wéi an deene meeschten anere Secteuren. Se brauch Land a steet domadder matten am Konflikt ronderëm den Accès zu Terrainen an engem Land, wou den Terrain enorm vill kascht. Si brauch Investitiounen an d'Produktiounskapazitéiten an ass domat op Kapital an d'Kapitalmäert ugewisen. Si ass e Spillball an de globaliséierten Handelsbezéiungen, déi derfir gesuergt hunn, dass d'Betriber wéineg Kontroll iwwer hir Präisser behalen a sech staark spezialiséiere musse fir ze iwwerliewen.

D'Landwirtschaft ass besonnesch staark betraff vun der Klimaverännerung an d'Upassung un dës Verännerung ass iwwerliewensnoutwendeg fir eis Betriber. Gläichzäiteg dréit d'Landwirtschaft zu der Klimaverännerung bäi a biergt vill Potenzial bei der Reduzéierung vum Ausstouss. D'Landwirtschaft huet an der Déierenhaltung och d'Méiglechkeet, fir d'Déierewuel ze verbesseren. De Landwirt oder d'Landwirtin, si droen all dës Laaschten a Konflikter op hire Schëlleren, wa si hire Betrib féieren.

D'Politick kann hinnen dobäi hëllefen, déi richteg Decisiounen ze huelen an d'Landwirtschaft esou opzestellen, dass se mat deene villen Erausfuerderungen ëmgoe kann.

Här President, ech ginn elo op verschidden Aspekter vum Gesetzesprojet an, déi eis besonnesch wichteg sinn. E ganz zentraalt Element an deem Agrargesetz sinn déi verschidden Investitiounshëllefen, déi de Staat de Betriber zur Verfügung stellt. Et sinn dëst Hëllefe fir nei Ställ oder nei Maschinnen zum Beispill.

Positiv ass am neie Projet, datt elo ageschriwwe gëtt, dass bei deene ganz héije Montanten d'Betriber eng Analys iwwert d'Wirtschaftlechkeet, mee och iwwert den ekologeschen a sozialen Impakt musse maachen.

Dës Investitioune mussen och fir konventionell wirtschaftlech Betriber de Bionormen entspriechen. Mir wëssen awer och, dass vill Betriber an enger Investitiounsfal hänken. Als Betrib muss du erapompelen, dech moderniséieren, oder du muss wäichen. Den Investitiounsdrock ass eng logesch Folleg vum Konkurrenz- a Spezialiséierungsdrock, deen et an der europäescher Landwirtschaft gëtt. A wann déi héich Investitioune bis gemaach sinn, da muss de Betrib weider an déi ageschloe Richtung goen, se souguer nach forcéieren, fir kënnen ze iwwerliewen.

Mir stellen d'Investitiounshëllefen u sech natierlech net a Fro, froen eis awer, ob se net méi staark eng Diversifizéierung vun de Betriber misste subventionéieren, dat och virum Hannergrond vun de Mesüren, déi eng Reduktioun vum Véibestand zum Zil sollen hunn. Geneesou missten Investitiounshëllefen och un d'Déierewuel gekoppelt sinn.

Wann ech vun der Investitiounsfal schwätzen, dann hänkt natierlech d'Viabilitéit vun de Betriber mat hannendrun. Wa Betriber sech ëmstelle wëllen, mee dat net kënnen, well se an engem Rentabilitéitszwang stiechen, dann ass dat sécherlech fir iwwerhaapt kee förderlech. Dofir schéngt et eis interessant ze sinn, fir iwwer e gesécherten Desendettement fir Betriber nozedenken, déi sech fir eng Rekonversioun an d'Biolandschaft entscheeden.

Här President, eng Limitt fir d'Vergréisserung an d'Intensivéierung op der Fläch gëtt jo mat dësem Gesetz agefouert. D'Betriber, déi hire Véibestand iwwer e gewëssene Seuil erhéije wëllen, brauchen an Zukunft eng Autorisatioun op Grondlag vun enger Préiwung vum Betrib. Ab enger gewëssener Gréisst soll et da guer keng Autorisatioune méi ginn.

Dës Neierung am Gesetz als Deel vun der Äntwert op déi vill ze héich Ammoniakemissiounen huet jo fir vill, deelweis hëtzeg, Debatte gesuergt. Mir kënnen deels mat dëser Léisung hei liewen, bedaueren awer, dass déi betriblech Préiwung a Berodung, déi Ëmwelt- wéi wirtschaftlech Aspekter beliichten, net fir all Betrib noutwendeg sinn. Mee mir hunn awer och d'Erklärungen dofir geliwwert kritt.

Esou eng Gesamterfaassung hätt nämlech direkt eng Rei Virdeeler bruecht, besonnesch natierlech och, fir verschidden Zilsetzunge mat Zuelen an Entwécklunge kënne méi konkreet ze maachen.

Donieft – an dat ass awer och wichteg – ass jo net eleng d'Zuel vun de Béischte relevant, mee och, wéi se gehale sinn, wéi d'Närstoffbilanzen am Betrib sinn an esou virun. Wann all Betrib e Bilan maache kéint oder misst, kéint een och do geziilt weider Verbesserungen erzilen. A mir hoffe wierklech, datt dat fir d'Zukunft esou kann agefouert ginn.

Mee doriwwer eraus geet déi proposéiert Mesür am Gesetz awer net duer, fir d'Ammoniakemissioune staark genuch ze reduzéieren. Et ass kloer, datt d'Zuel vun de Béischte pro Hektar Fläch dofir méi staark muss falen an net just stagnéiere kann. Esou eng Entwécklung ass och méiglech. Mee da mussen d'Landwierten déi Leeschtung, déi se fir d'Ëmwelt an d'Klima am Interessi vun der Gesellschaft maachen, och entlount kréien, soss ass dat net méiglech.

Et ass zwar eng Mesür virgesinn an den Agrarëmwelt- a Klimamoossnamen, fir d'Reduktioun vum Véibestand ze kompenséieren, mee mir mengen, dass dee Betrag net héich genuch ass par rapport zu engem Ertrag, deen eng Mëllechkou pro Joer abréngt. Dat hänkt jo dann och vum Mëllechpräis of, an, wéi gesot, Betriber, déi sech an engem Invest engagéiert hunn an d'Infrastruktur fir e gewëssene Véibestand opgebaut hunn, wäerte sech schwéierdoen, fir dësen Deal anzegoen.

Här President, wichteg an eisen Aen ass virun allem d'Ënnerstëtzung fir kleng a mëttel Landwirtschaftsbetriber. Mir wëssen, datt se iwwer Joerzéngte massiv zréckgaange sinn. D'europäesch Agrarpolitick fërdert en plus dës Tendenz, wärend d'EU-Kommissioun mat hirer Strategie „Farm to Fork" jo awer eigentlech och d'Stäerkung vun de klenge Betriber viséiert. D'EU ass e schizophreent Konstrukt an dësem Fall hei.

Am neie Gesetzestext steet elo eng ëmverdeelend Hëllef fir Kleng- a Mëttelbetriber, déi pro Hektar berechent bis op eng Fläch vu 70 Hektar ausbezuelt gëtt. Staark ëmverdeelend ass dës Hëllef awer net a mir hätten eis hei méi eng staark Progressioun gewënscht. Well den Iwwerbau vun der europäescher Agrarpolitick grouss Betriber bevirdeelegt, fäerte mir, datt dës Ëmverdeelungsprimm esou no an no verpufft.

Déi ganz zentral Fro, déi mir mat drunhänken, ass och déi vun der Entlounung, déi e Landwiert vun enger klenger oder mëttelgrousser Exploitatioun kann hunn. Mir mengen, datt d'Landwierte vill méi staark an hirer duerchaus nach auszebauender Roll als Naturschützer sollten entlount ginn. D'Kopplung vun der sozialer a wirtschaftlecher Ofsécherung vum Landwiert a sengem Betrib un den Erhalt an d'Stäerkung vun der Aartevillfalt an den natierleche Ressourcen hätt an eisen Aen e puer entscheedend Virdeeler: D'gesellschaftlech Unerkennung fir d'Landwierte géif eropgoen, d'Akommessituatioun vun de Betriber géif sech verbesseren an doduerch kéinte mer d'Betribsstierwen och stoppen.

Mir kéinte moossbar Fortschrëtter bei Ëmwelt- a Ressourcëschutz realiséieren. An net zulescht kéim och d'Verbindung tëscht der sozialer an der ekologescher Fro an der Persoun vum Bauer kloer ervir.

Bei den Eco-schemes an der éischter Sail an den Ëmwelt- a Klimamoossnamen an der zweeter Sail stinn eng Partie Mesüren dran, déi duerchaus an enger méi breeder Konditionalitéit kéinten opgeholl ginn, déi da géife qualifizéiere fir méi héich Basisprimmen.

Bei den Eco-schemes huet sech de Minister net allze ambitiéis gewisen, weeder bei den do agesatene Montanten – et ass de Minimum vun der EU – nach beim Choix vun de Mesüren, déi e Betrib all Joer kann ëmsetzen, déi deelweis och belibeg ausgewielt wierken.

Wann een hei kuckt, wat e Betrib ka maachen a wat e sënnvollerweis och maache sollt, kënnt ënnert dem Stréch keng zolidd Akommenssécherung zustan. Deels gëtt a verschiddenen Avisen och bemängelt, datt et sech ekonomesch éischter loune kann, fir verschidde Mesüren einfach net ze maachen.

D'Iddi vun der Gemeinwohl-Primm, also d'finanziell Honoréierung vun der Aarbecht, déi e Landwiert leeschte ka beim Erhalt vun ëffentleche Gidder am Interessi vun der Allgemengheet, fanne mir dofir prinzipiell och gutt.

Eng Ëmfro, déi den Oekozenter an d'Jongbauere rezent bei de Bauerebetriber gemaach hunn, weist jo och ganz däitlech, datt déi meescht Betriber sech staark mat ekologesche Froe befaassen a Bereetschaft hunn, méi fir Ëmwelt- a Ressourcëschutz ze maachen. Si musse just d'Méiglechkeet dofir kréien.

Här President, ofschléissend nach e Wuert zu der biologescher Landwirtschaft: D'Zilsetzung vum PAN-Bio war et jo, bis 2025 20 % vun der Fläch biologesch ze bewirtschaften. Säit 2018 ass dësen Undeel awer just ganz liicht geklommen op haut zirka 7 %. Fortschrëtt gesäit anescht aus. De PAN-Bio ass natierlech Géigestand vun dësem Gesetz hei, mee vu dass de PAN-Bio esou onwierksam war bis haut, muss gekuckt ginn, awéifern d'Hëllefe fir d'Biobetriber an d'Rekonversioun vu Betriber besser ënnerstëtzt kënne ginn. Et kann net sinn, datt Biobetriber, déi dat, wat mir als Aarbecht fir d'Gemeinwohl bezeechnen – also zum Schutz vun de Biedem, vum Waasser an der Aartevillfalt an och am Déiereschutz –, schonn haut leeschten, sech wirtschaftlech net genuch rentéiere géigeniwwer vu konventionelle Betriber.

D'Biobauere soe jo selwer, datt et sech eigentlech net méi rentéiert, fir den Ëmstig ze maachen, wann et net déi néideg finanziell Hëllefe gëtt. Säit d'Deierecht explodéiert ass, hunn d'Biobetriber natierlech nach e weidere Problem: d'Ofsazméiglechkeeten, well d'Demande fir d'Bioprodukter zréckgaangen ass.

Déi nei Ausriichtung vu Restopolis a Saache Beschafung an Organisatioun vun de Kantinne kann hei sécherlech hëllefe fir en neie grousse Marché fir biologesch a regional Produkter – à voir.

Mee doriwwer eraus mussen d'Vermaartungsstrukture fir biologesch Produkter méi staark ënnerstëtzt ginn.

Här President, mir hu ganz laang misse waarden op dëst Gesetz a sinn elo am Drock, fir dat nach virun der Summerpaus ze stëmmen, fir datt eis Landwirtschaft weider e legale Kader huet fir hir finanziell Ënnerstëtzung, op déi se esou staark ugewisen ass.

D'Gesetz ass fir eis net iwwerzeegend. Et huet punktuell Verbesserungen, mee et léist keng vun den zentrale Froen, adresséiert déi vill Erausfuerderungen, déi ech agangs opgezielt hunn, och héchstens marginal. Et ass kee ganz grousse Worf, mee mir wäerten et awer matstëmmen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den nächste Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Fir d'éischt merci dem Tess Burton fir dee gudde schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Haut diskutéiere mer iwwer e Gesetz, wat déi lescht Méint fir vill Diskussiounen am Land bei de Landwierte gesuergt huet. D'Gesetz baséiert am Fong op der Reform vum europäeschen Agrikulturpakt, dee sech vun 2023 bis 2027 zum Zil gesat huet, fir d'Landwirtschaft méi nohalteg ze maachen. Nohalteg, dat bedeit fir eis, méi klimaneutral an am Respekt mat der Ëmwelt, dem Déiereschutz an den natierleche Ressourcen.

An eisen Ae bedeit Nohaltegkeet och, dass mer ewechkomme vun enger Véizuucht, wou d'Déier just als Profittobjet fir d'Produktioun vu Fleesch gesi gëtt. Déi Moossnam, déi wuel am meeschten diskutéiert a kritiséiert gouf, ass d'Deckelung op der Zuel vun den Déieren, déi dierfen an engem Véizuuchtbetrib gehale ginn. D'Betriber solle maximal nach 200 Ranner hale kënnen.

Aus engem Déiereschutzgedanken eraus gesäit eng Reduzéierung vum Véibestand op den éischte Bléck no enger Verbesserung fir d'Déierewuel aus, well ee jo mengt, dass da fir all Déier méi Plaz op engem Bauerenhaff ass. Mee esou einfach ass dat dann awer och net an et wär och an der Realitéit net esou gewiescht.

En Deckel um Véibestand seet nach laang näischt iwwert d'Déierewuel ass. An d'Déierewuel ass et, wat eis als Déiereschutzpartei wichteg ass. Hei brauch een an eisen Ae ganz kloer Krittären, déi derfir suergen, dass d'Déieren aartgerecht gehale ginn.

D'Deckelung gëtt dann och als Ëmweltschutzmoossnam duergestallt. Dat kléngt u sech jo och gutt, just dass d'Unzuel un theoreeteschen Aarbechtskräften, d'Unzuel un Déieren oder d'Gréisst vum Betrib net wierklech eppes doriwwer ausseet, ob e Betrib a puncto Ëmweltschutz gutt oder schlecht opgestallt ass.

Dee proposéierte Monitoringsystem ass fir eis elo mol en Iwwergangskompromëss, deen an Zukunft awer weider muss analyséiert ginn. Et ass awer fir eis och ganz kritesch, wéi de Ministère hei wëllt an d'Betriber agräifen. A kengem anere Wirtschaftssecteur gëtt esou direkt an d'Betriber agegraff. No laangem Hin an Hier ass déi aktuell Versioun vum Deckel wuel éischter, nenne mer et „soft", an et bleift ofzewaarden, wéi vill Betriber elo tatsächlech wäerten dovunner betraff sinn. Mat der aktueller Léisung kënne mir awer wuel liewen.

Ech wëll dann nach e puer Wuert zu der biologescher Landwirtschaft soen. E grousst Zil vun eisem Land sollt et jo sinn, dass mer bis 2050 op 100 % biologesch Landwirtschaft kommen. Biologesch Landwirtschaft, dat bedeit, naturgebonnen ze schaffen, ouni dass een der Chimieindustrie d'Feld iwwerléisst – manner Quantitéiten, dofir méi Qualitéit.

Mir Piraten mengen, dass Lëtzebuerg u sech eng gutt Plaz wier, fir als Virreider ganz Europa ze weisen, wéi et mat der Biolandwirtschaft geet. Leider gouf dëst Zil net erreecht, a wa mer héieren, dass de Marché net do ass, da musse mer nach eng Kéier mat eiser Iddi kommen, déi mer schonn zënter 2018 vertrieden, fir un der Steierschrauf op de Bioproduiten ze dréien a se einfach TVA-fräi ze maachen, fir de Konsum no vir ze bréngen.

Grad eis méi kleng Gréisst an déi net grouss Unzuel u landwirtschaftleche Betriber géifen et eis erméiglechen, an enger enker Zesummenaarbecht a Kooperatioun mat de Betriber déi beschtméiglech Weeër auszeschaffen, fir op eng méi grouss Biolandwirtschaft ze kommen.

An ech betounen hei d'Wuert „Zesummenaarbecht", well mir musse mat de Betriber zesumme schaffen, amplaz hinne vun uewen erof just Reegelen opzëerleeën, déi vläicht guer net an hire Betriber fonctionéieren.

De Verloscht vun nach méi Betriber ass nämlech weeder wënschenswäert nach de richtege Wee. Ech widderhuelen, wat ech a menger Ried vum Januar scho sot: Et wär illusoresch ze mengen, Lëtzebuerg kéint sech zu 100 % selwer mat Liewensmëttel versuergen. Dofir ass eist Land ze kleng a mir hunn net dat richtegt Klima. Trotzdeem ass nach ganz vill ongenotzent Potenzial do. Grad beim Geméis- an Uebstbau sti mir ganz schlecht do.

Duerch d'Erlabe vun Zärentunnelle goufen zwar déi éischt Schrëtt gemaach, mee mir Piraten wëllen do nach méi wäit goen, an zwar iwwert de Wee vun héich effizienten Zären. Et gëtt am Ausland elo schonn esou Zären, déi extreem effizient an ëmweltfréndlech fonctionéieren, andeem si mat engem zouene Waassersystem schaffen, deen dat selwecht Waasser ëmmer nees benotzt. Dës kéinten och hei zu Lëtzebuerg gebaut ginn, zum Beispill an der Géigend vun Industriezonen oder Industriesitten, wou vill Wäermt entsteet.

Mir dierfen hei dem technologesche Fortschrëtt net hannendrunhinken. Dat kascht natierlech vill Geld, dat gi mer och gären zou, mee duerch genuch staatlech Ënnerstëtzung kéint een hei eng effizient biologesch, quantitativ a qualitativ héichwäerteg Produktioun kréien. D'Landwierten an d'Entrepreneure brauchen och eng Planungssécherheet.

An d'Landwirtschaft brauch dofir och méi Hëllef vum Staat. Déi aktuell Moossname gi fir eis net duer. Dat gesi mer jo, wa mer kucken, wéi niddreg d'Ëmstellung op Bio an deene leschte Jore war. Wann ech eleng kucken, wéi sech de Budget bei dem Landwirtschaftsministère iwwert déi lescht sechs Joer entwéckelt huet, da musse mer hei eng kräfteg Schëpp bäileeën. Virun allem musse mer de Baueren den Accès op Kreditter vereinfachen oder Hëllefen direkt ausbezuelen an net eréischt, nodeems d'Investitioune gemaach goufen. Well d'Hëllefe kritt ee jo eréischt, wann een noweise kann, dass een d'Suen och ausginn huet. Dofir brauch een d'Suen awer fir d'éischt emol.

Des Weidere muss onbedéngt gekuckt ginn, fir de Bauere keng bürokratesch Steng an de Wee ze leëen. Mir si berouegt (veuillez lire: besuergt) iwwert déi Definitioun vum Agriculteur actif, wéi d'Chambre de Commerce et och an hirem Avis schreift.

Et wier gutt, wann de Minister heibannen och nach eng Kéier kéint bestätegen, dass d'Wënzer, déi hir Wéngerte selwer bewirtschaften, weider kënne vun den Hëllefe profitéieren. Dat war e Commentaire, deen am Avis vun der Chambre de Commerce opgeworf ginn ass.

Des Weidere géif ech mer och nach wënschen, dass den Hëllefskatalog fir Subside méi einfach a verständlech wär. Eng zentral Internetsäit, wou all Landwiert einfach duerch d'Kategorië kéint klicken, seng Demanden ausfëllen an erashécken, a souguer mat engem agebaute Rechner direkt seng Hëllefen ausrechne kéint, ouni vill Gesetzer mussen ze liesen, dat wär eng Propos, déi mir hätten. An domadder wär sécherlech villen Acteuren an der Landwirtschaft gehollef.

Dat gesot, Här President, an trotz deene puer Kritiken: Dat heiten ass e Gesetz, wat op de richtege Wee geet, wa leider och e bësse méi lues, wéi mir dat gäre gehat hätten. Dofir stëmme mir dat haut mat.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An déi lescht ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Octavie Modert. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Mme Octavie Modert (CSV) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, „mir diskutéieren haut en Agrargesetz vun de verpasste Chancen", huet d'Martine Hansen gesot.

D'Baueren an d'Wënzer hunn awer net méi vill Chancen, déi se verpassen däerfen. Ech wëll spezifesch op de Wäibau als zweetwichtegsten Zweig vum Agrarsecteur agoen a gläich virewech der Rapporterin a Presidentin Madamm Burton fir hire Rapport Merci soen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt am Wäibau nach just 43 Betribsinhaber ënner 40 Joer. Den

Exodus aus dem Wënzerberuff muss gestoppt ginn, grad ewéi d'Erofgoe vun der Wéngertsfläch, déi domadder zesummenhänkt. Dëst Gesetz dréit net do derzou bäi.

En Agrargesetz muss Weiche stelle fir eng Siwejoresperiod. Ëmsou méi muss et och Zukunftsperspektive bidden. An dofir muss och fréi ugefaange ginn, de Beruff ze consultéieren. Och bei de Wënzer ass deen Dialog eréischt nom Text ugaangen. D'Martine Hansen ass dorobber agaangen.

Am Agrargesetz ass souwisou net esou vill dra fir d'Wënzer. Et hätt een awer kënne probéieren, e besseren Ausgläich ze fannen. Zum Beispill, wann déi nei Landschaftsfleegeprimmen – elo heesche se Férderprimme fir den Astig an en nohaltegen an ëmweltfrëndleche Wäibau – op den Hektar eropgesat géife ginn; esou gëtt dat awer keen insgesamt ganz héije Betrag.

Hätt ee sech vläicht sollen iwwerleeën, méi en héije Jeton fir d'Wéngerten anzeféieren? En Hektar Land an en Hektar Wéngert ass jo net dat selwecht. An d'Hektarzuel pro Betrib am Wäibau ass net dat selwecht wéi an der Landwirtschaft.

(Interruption)

D'Ëmstrukturéierungsprimm, fir Wéngerten an Zorten ëmzestellen: Déi géif anscheinend vun elo un erofgoen. Et freet ee sech, firwat, wou et dach ëmmer heescht, d'Wënzer missten aner Zorten usetze wéinst dem Klimawandel. Wéi solle mer dat elo verstoen?

Iterativ hat d'CSV dat scho monéiert an der Vergaangenheet, awer trotzdeem bleift eng limitativ Maschinnelëscht bestoen. Wéi soll esou der Innovatioun an dem technesche Fortschrëtt fir méi Ëmwelt-, Buedem- a Waasserschutz zum Beispill Rechnung gedroe kënne ginn? Bei enger figéierter Lëscht kann net séier a flexibel reagéiert ginn.

Bei d'Eenheetspräisser: Wa se dann net indexéiert sinn, esou misste se awer op d'mannst sporadesch ugepasst ginn, well d'Präisser variéiere vill a séier, awer d'Referenzpräisser, déi souwisou schonn ze déif ugesat sinn, ziele fir fënnef bis siwe Joer.

Do stinn och e puer Inkohärenzen dran. Firwat ass et zum Beispill fir eng „Cave à vins", wéi do steet, e manner héijen Eenheetskubikmeterpräis wéi bei enger Scheier oder Hangar? Dat verstinn ech net richteg, grad esou, firwat de Kubikmetereenheetspräis fir en „Hangar pour matériel apicole" duebel esou héich ass wéi bei deenen aneren Hangaren. Vläicht kënnt Der eis dat erklären, wou do d'Ënnerscheeder sinn. Ech gesi jiddefalls keng. Ech gesi se just an der Berechnung vun den Eenheetspräisser, déi ganz, ganz grouss do variéieren.

Bon, fir d'Hangaren an Ateliere ginn et souwisou nëmmen nach just 30 % amplaz 40 % bäi. Dat ass eis och net ganz stéchhalteg erkläert ginn.

Mat deene puer Beispiller, an ech kéint awer och nach anerer soen, gesäit een: Et ass eebe manner fir d'Wënzer an dësem Gesetz dran.

Ech mengen, bei der Berodung hätt een och am Wäibau kënnen eppes aneres maachen, well do wär eng ganzheetlech Berodung vun de Betriber vu groussem Notzen – jo, Wichtegkeet, wéi d'Martine Hansen se virdru fir d'Landwirtschaft duergeluecht huet. Hei bräicht ee se am Wéngert, am Keller, an der Betribsféierung.

D'Tatsaach ass, datt d'Berodungsmoduler, esou wéi se elo virgesi sinn a wéi se schonn am leschten Agrargesetz geännert waren, deenen Erausfuerderungen net Rechnung droen. De Wënzerbetriber an der Nohaltegkeet ass domadder jiddefalls keen Déngscht geleescht.

De Familljebetrib soll jo awer weiderhin de Modell si fir eis Betriber – also: alles, ausser woufir an dësem Gesetz d'Dieren dann nei opgemaach ginn –, dann ass jo eng ganzheetlech an ausserbetriblech Berodung ëmsou méi wichteg, fir hinne virunzehëllefen.

D'Berodung kéint och bei der Betribsiwwernam vun engem jonke Wënzer besser a méi individuell gestalt ginn iwwert d'Installéierungsprimm eraus, déi an dësem Gesetz nei gestaffelt an och eropgesat gëtt, wat bei den haitege Präisser och net vu Muttwëll an ze begréissen ass.

À propos: d'Definitioun vum aktive Bauer respektiv Wënzer. Dir sidd, Här Minister, ganz houfreg op Är Léisung vun der 72-Joer-Grenz fir d'Pensioun, mee dat wäert an der Praxis net opgoen.

Am Wäibau kritt dat allerdéngs eng ganz aner Bedeitung, well et éischtens ëmmer manner Wënzer gëtt a well zweetens awer d'Wéngertsfläch zesummenhänkend erhale gi muss. An dat gëtt ëmmer manner garantéiert, dat ass aneschters wéi an der Landwirtschaft. Och hei ass der Spezifissitéit vum Wäibausecteur net Rechnung gedroe ginn an alles iwwer ee Kamm geschäert ginn.

Et mécht och kee Sënn bei der RAK-Primm, der biologescher Schädlingsbekämpfung, wou doduerch keen Insektizid méi gesprëtzt brauch ze ginn am Wéngert. Dofir muss awer groussflächeg an zesummenhängend matgemaach gi an deem Programm ouni ënnerbrache Parzellen! An dofir brauche mir d'Matmaache vun alle Wënzer, déi Wéngerte maachen, och déi, déi dat nach an der Pensioun maachen, soss ass der Ëmwelt e Bärendéngscht geleescht. An dofir brauche mir all d'Wënzer aus allen dräi Gruppementer: Genossenschaft, Privatwënzer, Händler.

An dësem Kontext muss ech och bedaueren, datt, fir déi richteg Rechtssécherheet ze hunn, keen Amendement gemaach ginn ass, fir déi haut bestoend Situatioun vum Wäinhandel kloerzestellen. Är Interpretatioun, Här Minister, ass fir mech „extra legem" an ech si mer net sécher, datt déi enger geriichtlecher Beanstandung standhale géif. Ech kann nëmmen hoffen, datt et net bis dohinner kënnt.

Fazit: Am Wäibau bréngt Är Definitioun vum aktive Bauer a Wënzer insgesamt e Réckschrëtt. An dobäi gëtt et nëmmen nach knapps 250 Wënzerbetriber. Duebel esou vill Wënzer sinn iwwer 60 Joer, wéi Wënzer ënner 40 Joer sinn. Et gëtt nëmmen nach 43 Betribsinhaber ënner 40 Joer. Hu mir also geschwënn net méi genuch Wënzer?

D'Wënzer brauchen deemno Perspektiven. Kréie se där awer genuch mat dësem Gesetz?

Dat neit Agrargesetz kënnt also zu engem kruziale Moment, well en Agrargesetz soll jo Ëmweltschutz a Biodiversitéit stäerken, d'Wettbewerbsfäegkeet an d'Weiderbestoe vun de Betriber ënnerstëtzen, de Wëssenstransfert an d'Innovatioun encouragéieren. An do geet et net duer mat „weniger ist mehr".

D'CSV fënnt dofir och, datt Investitiounen am Ëmweltberäich spezifesch geférdert sollte ginn, well den Ëmweltschutz an d'Biodiversitéit sinn de Wënzer wichteg, egal ob se biologesch oder integréiert bewirtschaften.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op der Musel muss de Wäibau fir Familljebetriber méiglech bleiwen, net datt nëmmen nach grouss Betriber oder Betriber mat auslännesche Kapitel sech et souwuel organisatoresch wéi finanziell leeschte kënnen, fir Wäibau ze bedreiwen.

Bei 43 Liter Wäin, déi zu Lëtzebuerg op de Kapp konsuméiert ginn an der Moyenne an an der Statistik, do sinn nëmmen 9 Liter Lëtzebuerger Wäin, nëmmen 9 Liter Wäi vun eiser Musel! Dat sinn nëmmen 20 %!

Et ass also op ville Fronten Handlungsbedarf. Beim Agrargesetz hätt een ufänke kënnen, well ouni Perspektive kënne mir keng Jonker encouragéieren, fir de Wee vum schéine Beruff vum Wënzer anzeschloen a fir e Betrib ze iwwerhuelen, an dat, wou souwisou scho genuch administrativ Schwieregkeete bestinn, fir de Betribsalldag ze meeschteren.

Déi jonk Wënzer hu Passioun. Si brauche Perspektiven. Si brauchen en zukunftsfäege Wäibausecteur, keen, deen an der Kris ass, mee een, deen hinnen d'Iwwerliewen erméiglecht. Soss ass de Wäibau op der Musel mat senge Kulturlandschaften, mat sengen Aarbechtsplazen, mat sengen Ureizer fir den Tourismus iwwer kuerz oder manner laang a Gefoer.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir mussen de Wënzer an dem Wäibau zu Lëtzebuerg eng Zukunft ginn. D'Agrargesetz kéint do méi maachen. Et ass net dee gréisste Worf, et muss awer elo a Kraaft trieden, fir datt d'Wënzer an d'Bauere plange kënnen a wëssen, wou se dru sinn.

D'CSV besteet jiddefalls drop, datt d'Gesetz mat sengen Ausféierungsreglementer no kuerzer Zäit evaluéiert gëtt, wat seng Praktikabilitéit an Uwendung ugeet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An domatt ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss.

An de Landwirtschaftsminister, de Claude Haagen, kritt d'Wuert. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gären ufänken, fir jiddwerengem Merci ze soe fir déi verschidde Remarken, Observatiounen a Kriticken zu dësem neien Agrargesetz. Och e Merci vu mir direkt, bei deene sëllege Chamberskommissiounen, wou Froe komm sinn a wou mer, denken ech, och als Ministère op de Gros vun deene Froen agaange sinn. A wa Froen do waren, krut Der och ëmmer eng Äntwert drop, vläicht net direkt, awer dann déi Seance duerno.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Dofir och e ganz grousse Merci un d'Madamm Burton fir dee schrëftlechen a mëndleche Rapport an och fir déi ganz Leedung um Niveau vun der Kommissioun fir dat neit Agrargesetz.

Verschidden Artikelen aus dem neie Landwirtschaftsgesetz sinn ugeklongen. Ech wäert dorobber kuerz agoen. Ech géif och gären ufänke mam Agriculteur actif, dee vill diskutéiert ginn ass. Ech ginn zum Schluss – ech hoffen, dass ech dann nach Zäit kréien oder Zäit hunn – op déi verschidde Froen an.

Ech wëll soen, datt den Agriculteur actif am Fong och duerch d'Bréisseler Reglementatioun agefouert ginn ass – dat kann een elo gutt fannen, schlecht fannen, dat ass ee Fait – an datt dëst een allgemengen Eligibilitéitskrittär fir d'Flächeprimmen an och fir d'Investitiounsaiden an de Betriber ass.

Bon, et steet dran am Gesetz, datt nëmmen déi Betriber, déi eng Mindestfläch vun 3 Hektar, 50 Ar Pepinière, 30 Ar Uebstbau, 25 Ar Geméisbau oder 10 Ar Wäibau hunn, a gläichzäiteg vun enger Personne physique, an dat ass wichteg, geleet ginn, déi net pensionéiert ass, eng Mindestausbildung CATP oder driwwer – ech kommen herno op d'Fro vum Här Graas nach zréck – am landwirtschaftleche Beräich

huet, oder awer eng aner Ausbildung vum selwechten Niveau plus zwee Joer Beruffserfarung an der Landwirtschaft huet an als Indépendant agricole an der Gesondheetskeess agestuuft ass, an Zukunft kënnen un déi Aiden aus der PAC kommen.

Ech wëll direkt soen ..., d'Virriednerin huet uklénge gelooss, datt gesot ginn ass, datt ech op meng Léisung mat 72 Joer esou stolz sinn. Ech muss Iech soen: Ech hunn déi 72 Joer iwwerhaapt net proposéiert! Dat ass de Beruff selwer, d'Landwirtschaftskummer, déi mat där Propos komm ass, well d'Landwirtschaftskummer dat an hirem Avis – an dat ass jo deen Avis, deen Der gelies hutt, deen éischten Avis – den Term vun de Pensionnairen agefouert huet. Deen ass also net vum Ministère komm, just fir dat eng Kéier kloerzestellen. Wat elo net weider schlëmm ass. Ech fannen, wann de Beruff dat esou wënscht, dann ass et och, fir dat ze respektéieren, mat alleguerten deene Remarken, déi ugeklonge sinn.

Bei enger Personne morale, an dat ass och wichteg, muss ...

Mme Octavie Modert (CSV) | Ech hu spezifesch vum Wäibau geschwat!

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | ... op d'mannst een Associé vun der Societéit d'Konditiounen erfëllen, déi ech elo virdru genannt hunn. An et ass och eng Iwwergangszäit virgesi fir déi Pensionnairen, déi elo schonn am System sinn, déi bleiwe bis 72 Joer, dat hunn ech elo grad gesot, eligibel. Och dat ass eng Propos vun der Kummer, déi natierlech mat dem Ministère och zesummen ausgeschafft ginn ass an och dann an d'Gesetz erakomm ass.

D'Formatiounsverflichtung gëllt fir nei Betriber, dat ass och wichteg, respektiv fir d'Betribsleiter. An do ass och eng Période transitoire virgesi vun 2025 un.

Dëst, an dat wëll ech awer kloer soen, entspriecht dem Wonsch vum Beruff, fir d'Aidë méi geziilt op déi Betriber ze orientéieren, déi eng reell ekonomesch Aktivitéit an der Landwirtschaft wëllen hunn an dëst net nëmmen als Hobby ugesinn. Och dat ass eng Reflexioun, déi vum Beruff kënnt an déi ech och kann deelen. Ech weess, datt dat zu Diskussioune féiert mat Leit, déi als Seiteneinsteiger intituléiert ginn. Mee do hu mer a am neien Agrargesetz, wat mer haut zum Vott stellen, och Méiglechkeeten, fir an d'Innovatioun eranzegoen.

Mir sinn och amgaang, dat wëll ech direkt am Ufank soen, fir eng Léisung ze fanne fir déi Problematik, déi ugeschwat ginn ass um Niveau vum Wäinhandel. Wann ech dat nach richteg am Kapp hunn, sinn et, mengen ech, fënnef Entreprisen, déi concernéiert sinn. Dat wäerte mer maachen. Do ware gëscht déi éischt Diskussioune mat der Sécurité sociale, déi schonn ugefaangen hunn. Och do ass et mer net baang, datt mer do eng Léisung fannen, déi am Interêt vu jiddwerengem ass.

D'Beschäftegungsinitiativen, déi ugeschwat gi sinn: Do ass et esou, datt och Beschäftegungsinitiativen – dat wëll ech awer hei eng Kéier kloer soen – an de Genoss komme vun deem Agrargesetz, wa se een Agriculteur actif hunn, deen Terrainen zur Verfügung stellt. Dann ass dat net ausgeschloss. Dat ass just net d'Kompetenz vum Landwirtschaftsministère, mee vum Ministère du Travail, wéi dat Ganzt dann organiséiert gëtt. Och dat gesi mer haut schonn.

Da wëll ech op déi verschidden Artikele 6 bis 9 am neien Agrargesetz kommen. An do ass dermadder verbonnen, datt Lëtzebuerg sech als Zil ginn huet, seng Ammoniakemissioune bis 2030 ëm 20 % par rapport zu 2005 ze reduzéieren. Och deen Datum vun 2005 gëtt oft diskutéiert an a Fro gestallt. Bon, mir sinn 2023, ech gleewen net, datt mer den Datum vun 2005 elo nach geännert kréien. Et ass eebe vun do aus, wou d'Analys gemaach gëtt. Dat kënne mer gutt fannen, dat kënne mer schlecht fannen, dat kënne mer actuellement op jidde Fall net änneren.

A wann ech d'Ammoniakemissioune kucken: 2020 louche mer bei 6 % an duerno bei ronn plus 8 %. Mir mussen an eng Diminutioun goen, dann ass et vläicht déi falsch Richtung, déi mer ageschloen hunn, an dofir musse mer och ..., an dat ass kloer, datt eppes huet misse geschéien. Bon, datt dat am Ufank zu groussen Diskussioune gefouert huet, däers sinn ech mer 100%eg bewosst. Dat hu mer awer och direkt gemaach mat verschiddenen Infrastrukturen, also och mat Maschinnen, wou mer eng Période transitoire gemaach hunn, wouriwwer mer och de Beruff a Kenntnis gesat hunn. Fir net all Developpementer vun der Déiereproduktioun anzefréieren, ass sech ..., an dat wëll ech trotzdeem hei och soen, well dat och ugeklongen ass: Dat ass mam Beruff zesummen ausgeschafft ginn.

Et kann een ...

(Interruption par Mme Martine Hansen)

Jo, jo, Madamm Hansen, ech kommen elo direkt dobäi, firwat datt dat am Juli deposéiert ginn ass, dat Gesetz, de Projet de loi. De Projet de loi ass am Juli deponéiert ginn, well ganz einfach dee Moment d'Agrargesetz provisoresch als Projet de loi fäerdeg war. A wann Der Iech gutt kënnt erënneren, war do bis dohinner emol de PSN nach net geneemegt. An et ass kloer, datt eng Informatiounsversammlung virdru war, datt de Projet de loi géif op den Instanzewee goen an datt en am September géif diskutéiert ginn. Dat war ëmmer meng Intentioun. Dat ass vläicht herno duerch gréng Kräizer mat roude Stiwwelen – woumat ech awer kee Problem hunn –, e bëssen a Fro gestallt ginn. Mee dat war haaptsächlech op d'Initiativ vun de Jongbaueren a vun der Landjugend a vun de Jongwënzer gemaach, deenen ech awer fir hiert Engagement wëll Merci soen. Well am Fong ass do d'Initiativ komm, fir och aktiv do matzediskutéieren. An dat stellen ech iwwerhaapt net a Fro.

Ech wëll Iech just soen, datt de PSN am Oktober d'lescht Joer geneemegt ginn ass an datt mer, wa mer iwwert eppes diskutéieren – an dofir hu mer jo d'Chamberskommissioun, dofir hu mer jo d'Avise vun de Kummeren, dofir hu mer den Avis och haaptsächlech vun der Landwirtschaftskummer –, da muss jo awer en Text do leien. Elo kënne mer soen, mir preparéieren deen Text an deen ass dann 100%eg fest an da gi mer en op den Instanzewee. Dir wësst, datt mer ongeféier fir dat Gesetz hei ee Joer gebraucht hunn, wann ech elo mol kucke vum Depot vum Juli 2022 bis haut, da si mer ee Joer ënnerwee mam Avis an den Avis-complémentairë vum Staatsrot, deen hei och eng exzellent Aarbecht gemaach huet, a mat de Kontakter, déi mer duerno mam Beruff geholl hunn, wat wichteg ass.

An nach eng Kéier, eise PSN Lëtzebuerg ass am Oktober approuvéiert gi vun der Kommissioun. Ech kenne Länner, do ass en eréischt am Dezember approuvéiert ginn. Dann hätte mer e grousse Problem gehat. Well wéi wiere mer am Agrargesetz weiderkomm, wa mer déi Informatiounen net gehat hätten?

Bon, dunn ass natierlech iwwert deen ominéisen Artikel iwwert déi fënnef UTAen – ech ginn elo net méi drop a bezüglech Déierepromotioun, fir kee Wuesstum méi zouzeloossen – diskutéiert ginn.

Et ass ugeklongen, och vun der Rapportrice: tëschent 0 bis 2, 2 bis 5 UTAen a bis iwwer 5, datt do d'Effikasitéit muss am Fong iwwer Stéckstoffemissiounen nogewise ginn. Hei gëtt et véier Parameteren, déi stinn och am Gesetz an Hisiicht op eis Produktioun an d'Stickstoffbilanz, déi ginn do ugewannt.

Dës Parameteren, wëll ech och soen, si vum Beruff mat ausgeschafft ginn an och diskutéiert ginn, wat och dee richtege Wee a wat och gutt ass a wou och am Ufank vill Skepsis do war, well mer am Fong hei e Paradigmewiessel gemaach hunn um Niveau vun der Landwirtschaft, deen awer am Ufank contestéiert ginn ass, deen awer elo mat dem Beruff ausgeschafft ginn ass. Ech rechne perséinlech dermat, dass mir mat dësem System op der richteger Trajectoire op jidde Fall sinn an déi gesaten Ziler wäerten erreechen.

Ech komme kuerz, well dat och schonn ugeschwat ginn ass, op d'Depensen: Do hu mer ronn 2 Milliounen an der Berodung, déi mer agefouert hunn. D'Digitalisatioun musse mer do méi konform maachen an encouragéieren. Dat wäerte mer weider maachen, wou mer och Verhandlungen hunn, fir déi selwecht Berodung ze maachen, wat de Matériel informatique an de Programme informatique ubelaangt fir dee ganze Secteur.

D'Innovatioun, de Fonds national de la recherche: D'Leeschtungskontrolle si bei ronn 2,5 Milliounen, d'Innovatioun bei 3,5 Milliounen an de Fonds national de la recherche bei enger hallwer Millioun. Luxinnovation ass de Moien ënnerschriwwe ginn, e Projet, deen an déi verschidde Veraarbechtungssecteure mat wäert erafléissen. Do si mer op dräi Joer bei ronn 1 Millioun, déi mer als Landwirtschaftsministère doranner investéieren.

D'Installatiounsprimm ass vu 70.000 op 100.000 Euro eropgesat ginn.

De Stage vu sechs Méint am Ausland: Et ass schonn ugeschwat ginn, datt e facultatif ass, awer och een Deel, 30.000 Euro, vun der Primm just ausbezuelt gëtt, wann een dee mécht. Och dat ass op Wonsch vun de Jongbaueren an de Jongwënzer komm, an dee selwechten Ënnerscheed beim Technikerdiplom a beim Universitéitsdiplom. Ech wëll och soen, datt déi Jonk ëmmer nach eng Majoratioun vu 15 % bei den Investitiounsbäihëllefen an de Biens meubles kréien.

Fir d'Lafzäit vun dësem Gesetz – dat si fënnef Joer vun 2023 bis 2027 – sinn insgesamt 812 Milliounen Euro virgesinn. Dovu kommen der 225 vun der EU a 587 aus dem nationale Lëtzebuerger Staatsbudget. Dat ass ouni déi Montanten, déi elo duerch d'Ukrainkris och nach an de Secteur gefloss sinn, fir Hëllefen ze maachen, déi och natierlech an der ganzer EU decidéiert gi sinn, a wou Lëtzebuerg och do eng Roll matgespillt huet, éischtens fir d'Repartitioun an och d'Determinatioun an d'Definitioun, wéini datt se sollen ugewannt ginn a wou se sollen ugewannt ginn. Deen neie PSN, dat heescht de Plan stratégie national, dee géif dann 2028 ulafen. Ech kommen herno nach drop zréck.

Ech wëll just soen, Här President, wa mer alleguerten zesumme mat der Landwirtschaft, dem Wäin-, Uebst- a Geméisbau wëllen déi ekologesch an energeetesch Transitioun hikréien, sou ass dat gradesou e Kraaftakt – an dat erënnert mech wierklech drun – wéi bei der Stolkris viru 40 bis 50 Joer. Mir mussen d'Landwirtschaft an de Wäibau hei finanziell ënnerstëtzen a begleeden, soss packe si a mir dat net. An et ass am Interêt vun eiser ganzer Gesellschaft, dat ze maachen! Mir stinn hei virun engem Paradigmewiessel an dësem Secteur, dee vum Beruff ugeholl gëtt, an déi néideg finanziell Mëttele wäert natierlech och déi nächst Regierung mussen deblockéieren. Wann dat net kënnt, da wäert dat net méiglech sinn!

Et ass geschwat ginn iwwert d'Investitiounen – nei Gebeier mussen d'Bionorm respektéieren, dat ass

natierlech och fir d'Déierewuel; Biogas-ready sinn; d'Emissioune vun Zäregas an Ammoniak reduzéieren –, domat gëtt eis Landwirtschaft an de Wäibau, haaptsächlech d'Landwirtschaft an de Bauer, op d'Zukunft preparéiert. D'Investissementsplaffonge si vun 1,9 op 2 Milliounen eropgesat ginn, de Maschinneplaffong vun 100.000 op 200.000, d'Prix-unitairë sinn ëm 15 % eropgesat ginn an de Plaffong, wou ee kann ouni Accord vum Minister ufänken, mat 200.000 op 300.000 Euro.

Mat de Veraarbechtungsbetriber ass de Plaffong vu 15 Milliounen op 16,7 Milliounen eropgesat gi fir Micro-, Petite- a Moyenne-Entreprisen, an op 31,5 Milliounen – vu 16,7 op 31,5 Milliounen – fir all déi aner. Den Taux, deen ass 35 %, ass 35 Punkten an d'Luucht gesat ginn, Uebst- a Geméisgebaier plus 20 %, bei deene Jonke 60 % bis 75 % an op d'Maschinnen, well ech just soen, wa se limitatif ass, dann hu mer zwee verschidde Systemer. Eng Kéier gëtt gewënscht, fir en net limitatif ze maachen, wat d'Unzuel ubelaangt. Eng Kéier soll e limitatif gemaach ginn. Mir hunn eis fir dat heiten entscheed, mam Beruff. Do sinn elektresch Maschinnen, Gromperemaschinnen, Geméisbaumaschinnen, déi sinn ëm 10 % an d'Luucht gesat ginn, och fir d'Diversifikatioun. Dat sinn 30 % am Ganzen. An duerch de Beruff si Grénglandmaschinnen, Direktsatmaschinnen, Véiunhänger, Laubschneider am Wäibau, Gabelstapler, Bewässerung – e ganz wichtege Punkt an all Wéngert – och bäigesat ginn.

Uebst- a Geméisgebaier ginn 20 % an d'Luucht a mir hunn, wéi gesot, bei verschiddene Plaffonge bei der Weiderveraarbechtung jo och gehollef.

Startup-Betriber, ganz wichteg: 3.000 Euro, wann een ufänkt, an d'Hëllefen duerno 12.000 Euro fir de Projet selwer.

Aquakultur ass ugeschwat gi vum Här Graas. Och dat ass am Agrargesetz, dat ass och een neie Moment. A mir wäerten natierlech och, wa mer do Projete kréien, déi begleeden. Dat ass och an der Reflexioun vu Luxinnovation mat där Konventioun, déi mer ënnerschriwwen hunn de Moien, iwwregens och wéi d'Produktioun, déi dann an den Zäre wäert stattfannen. Do sinn dräi Projeten an deem Kontrakt mat virgesinn, déi elo weidergedriwwe ginn. Och wat d'Waasser ugeet, wat Der ugeschwat hutt, do sinn dräi Pilotprojeten amgaang, deelweis mat Gemengen a mat anere Partner, wou et gemaach gëtt.

Développement rural ass e wichtege Punkt. LEADER-Initiativ, do ginn ech net méi drop an, do sinn d'Maarthalen an d'Gefierer fir d'Produktioun, fir d'Vermaartung. D'Solarpannoe sinn ugeschwat ginn. Agri-PV, Zäreprojeten, hunn ech genannt. PAN-Bio ..., bon, et geet net esou, wéi mer et wëllen. Mir drécke weider an déi selwecht Richtung. Ech gesinn awer, datt et um Marché selwer ëmmer weidergeet.

D'Basis vun den Direktzuelungen ass ganz staark an d'Luucht gaange beim éischte Pilier. An do wëll ech awer e puer Remarken dozou soen. Déi Agrarëmweltmoossnamen, déi maache 25 % vum éischte Pilier aus. A wéi mer dat agefouert hunn an diskutéiert hunn, huet jiddweree gemengt, déi Sue ginn ni gebraucht. Mir sinn elo an der Situatioun, wat gutt ass, datt de Contraire agetraff ass. Dat heescht, d'Nofro ass däitlech méi héich wéi dat, wat ..., d'Baueren an d'Wënzer hu sech do ganz staark engagéiert, besonnesch am Beräich vun der Reduktioun vun de Planzeschutzmëttel. Dat ass véiermol méi héich, wéi erwaart. A bei den Zwëschefriichten ass et zweemol méi héich, wéi erwaart. Dat heescht – an dat wëll ech awer eng Kéier hei soen –, den normale Budget, den normativen, also den nominale Budget an dësem Fall, gëtt am Fong mat deene geplangte 25 % däitlech iwwerschratt. Ech wëll awer hei de Message soen, datt de Finanzement ofgeséchert ass, de Subventionnement ass ofgeséchert!

Gëschter war nach eng Reunioun par rapport zum éischte Pilier, well mir eent vun deenen éischte Länner sinn, déi esou e Succès an deenen doten Domänen hunn, datt et jo net ka sinn, datt mer de Beruff elo strofen. Dat heescht, och mat Bréissel ass diskutéiert ginn, fir dat ofzeséchreren. Déi Diskussioune si gëschter, net méi spéit wéi gëschter, gefouert ginn an dat ass och ofgeséchert, soudatt ech de Secteur do ka berouegen. An am zweete Pilier sinn d'Agrarëmweltmoossnamen däitlech an d'Luucht gaangen. Et gëtt däitlech méi gefrot, wat jo de Sënn och heivunner ass, och fir eng Production agricole ze assuréieren an eng Sécurité alimentaire ze assuréieren.

Ech ginn net op déi coupléiert Primmen a bei de Mutterkéi a beim Uebst- a Geméisbau, wat och vill geschwat gëtt, och do gi mer vu plus 1.000 Euro pro Hektar aus. D'Ëmverdeelungsprimm ass schonn ugeschwat ginn. All dat si Primmen, déi kommen. Dir gesitt: Mir hunn eng ganz Rei vun Neierungen am Agrargesetz, déi en neien Opbau vum Text néideg maachen. Et ass also e groussen Challenge. An dofir hunn ech absolutt kee Problem, opgrond vun der Motioun, déi hei vun der Majoritéit deponéiert ginn ass wéi och déi vun der Oppositioun, fir e Midterm Review ze maachen no zwee Joer.

Ech géif awer ... Mir kënnen den 31. Dezember 2025 draschreiwen; ech géif d'Joer – wann ech nach dierf zu der Motioun schwätzen – 2026 draschreiwen. Firwat? Well mer dann ... Mir musse jo och d'Donnéeën hunn, iwwert déi mer diskutéieren. Mir sinn elo 2023. Dat heescht, Enn 2025 hu mer d'Donnéeë vun 2023, 2024 a vläicht een Aperçu vu 2025. Dann hu mer zwee Joer, iwwert déi mer kënnen dat Agrargesetz hei kucken. Iwwregens ass dat selwecht och beim PSN virgesinn, ass also par analogie dat selwecht.

Ech wëll just nach zum Schluss ganz kuerz soen: Déi nei PAC, déi misst schonn 2028 erëm prett sinn. An déi ganz Prozedur, déi mer elo hei gemaach hunn, wa mer gesinn, wéini datt se ugefaangen huet – ech schwätzen net iwwert d'Diskussiounen, ob jiddwereen agebonnen ass, ech schwätze just zäitlech – dann hu mer d'Propositioun vun den Texter vun der Kommissioun am Juni 2018 kritt. Mir hunn negociéiert zu Bréissel. D'Ausschafung vum Plan stratégique ass komm. An deem neien Agrargesetz hu mer mat der Negociatioun am Ganzen elo fënnef Joer gebraucht, fir dat hei ze maachen, fënnef Joer. An dofir ass et fir mech an och aner Membersstaaten – also fir mech, fir Lëtzebuerg – op jidde Fall am Agrarconseil ganz kloer, datt mer och elo eng Analys do musse maachen, well soss fuere mer hypotheetesch weider an engem Dossier, wou mer alleguerte gefuerdert sinn, wou mer net d'Resultater vun deem neien Agrargesetz oder vum PSN hunn. An dat, menger Meenung no, wier de falsche Wee!

An dofir ass et wichteg, eng Revisioun dovun ze maachen an net eng Revolutioun ze starten. Eis Betriber, op jidde Fall, wann ech fir Lëtzebuerg däerf schwätzen, an der Landwirtschaft an am Wäibau, déi brauche Previsibilitéit. An et kann net elo schonn erëm ugefaange ginn, en neie PSN ze developpéieren an dann erëm en Agrargesetz. Ech weess, datt dat mat de fënnef Joer drasteet, mee mir mussen hei och e bësse Rou drakréien. An dofir ass et wichteg, datt mer dat heiten zesumme maachen.

Bon, dëst Gesetz zum Schluss gouf mam Secteur fir de Secteur ausgeschafft an et garantéiert eis kompetitiv an zukunftsorientéiert Familljebetriber wéi och eng ökologesch an energeetesch Transitioun. Et entsprécht domadder souwuel de Besoine vun eise Familljebetriber wéi och de Besoine vun enger nohalteger Landwirtschaft.

D'Jongbaueren an d'Jongwënzer musse finanziell op jidde Fall, wéi déi aner och, ofgeséchert ginn a mir mussen hinnen d'Perspektive ginn. An dat ass de Rôle vun der Politick, datt jiddwereen, deen an dësem Beruff schafft, sech op déi sozialekonomesch an ökologesch Sailen, déi hei schonn ernimmt gi sinn, och ka verloossen.

Wann ech d'Qualitéit kucken an och d'Lëtzebuerger Produiten, sou hunn an där Etüd, déi de Ministère iwwer ILReS an Optrag ginn huet, néng vun zéng Konsumenten e gutt Bild – dat wëll ech och eng Kéier hei soen, well dat wichteg ass – vun eiser Landwirtschaft. Hei schätzt jiddwereen hir Qualitéit an och hire Goût, an et ass genau dat de Schlëssel fir d'Landwirtschaft, dee mer hei wëllen. Mir wëllen héich qualitativ a sécher Liewensmëttel. An dat wäerte mer och weider developpéieren, well mir wëllen natierlech d'Erwaardunge vun de Konsumenten, dat heescht vun eis alleguerten, vun de Verbraucher, mat den Erausfuerderunge vun de Produzente méi no beieneebréngen. An dëst wäerte mer mat deem neien Agrargesetz – an dat ass op jidde Fall meng fest Iwwerzeegung –, wat stabill an zukunftsorientéiert ass, erreechen; dat ass de Garant fir qualitativ héichwäerteg Produite vun heiheem an eng weider Diversifikatioun vun eiser Landwirtschaft!

Bon, ech gesinn, ech hunn net méi d'Zäit, fir op d'Froen ze äntwerten, ...

(Interruption par la présidence)

... da loossen ech dat goen. Ech kann awer ganz ..., wann Der mer zwou Minutte gitt, da ginn ech séier doduerch, dann hunn ech drop geäntwert. De Wäinhandel, Madamm Modert, well Der grad laacht, dorop hunn ech grad geäntwert. Ech ginn awer nach ganz gären, wann Der mer déi Zäit loosst, op dat anert an. Maschinnelëscht, hunn ech gesot, limitativ, wat d'Opzielung ass oder net. Do gëtt et déi zwou Diskussiounen ëmmer. Mir hunn eis fir déi heiten entscheed. De Règlement grand-ducal iwwert d'Investissementer hunn och d'Wënzer gesinn, hu se och approuvéiert, soss wieren déi aner Saachen net derbäikomm. Dëst sinn d'Berodungsmodüller. Et ass richteg, dass mer nei Berodungsmodüller brauchen, net nëmme bei de Wënzer, mee och an der Landwirtschaft. An déi ginn elo erstallt an do ass d'Iddi, fir och verschidde Berodungsmodüller obligatoresch ze maachen, fir datt mer eng Obligation de résultat kréien a fir och all Beruff aus deem Secteur mat an d'Boot ze kréien, soudatt se och hiren eegene Betrib kënnen analyséieren.

Ech weess, datt jiddwereen elo mengt, mir sollen direkt déi 1.800 Betriber op de Leescht huelen. Dat ass organisatoresch guer net méiglech. Dat heescht, dat hänkt vun den Autorisatiounen of, déi elo erausginn, an dann ass natierlech ..., à moyen terme an esou séier wéi méiglech géife mer gären all Betrib analyséieren, op jidde Fall, och wou de Wonsch vun de Betriber erakënnt. Dat ass den Zweck dovun. Wann ech elo hei géif stoen an ech géif soen: „Mir maachen elo eng Berodung an eng Analys fir déi 1.800 Betriber", da muss ech Iech soen, da weess ech emol net, wou ech d'Leit hierhuelen!

D'RAK-Primm ass ugeschwat ginn. Do sinn ech voll bei Iech. D'RAK-Primm kann net Flecken an de Wéngerte loossen. An dofir ass d'Diskussioun par rapport zu der RAK-Primm, datt mer dat och eng Kéier koordinéiert maachen, vläicht iwwert den Institut viti-vinicole, fir datt mer, wa Leit dat net wëlle maachen, Wënzer dat net wëlle maachen, dat an d'Boot huelen. Dann ass net de Montant, deen do ausschlaggeebend ass, et ass e bëssen d'Organisatioun. Wann dat de Fall ass, ass dat och scho virgesot.

Op de Wäihandel war ech agaangen. Beim Här Graas hat ech ... Do muss ech elo mäi Bréll undoen, ganz séier. Mat den Universitären, dat ass, wa se an deem

Domän ausgebilt sinn. Duerno, ech mengen, Dir verwiesselt e bësse bei den Investitiounsprimme ..., par rapport zum Artikel 45, mengen ech, ass dat. Wann een do en aneren Diplom huet, aneren Universitéitsdiplom, da kann een awer en Agriculteur actif hunn, wann een dat iwwert d'Promulgatioun vu sengem Diplom par rapport zu deenen zwee Joer Ausbildung oder iwwert d'Validation des acquis ka maachen. Ech mengen, dat ass ..., do ass eng kleng Confusioun komm.

Waasser, hat ech gesot. Zären, Luxinnovation, hat ech gesot. Aquaponie, do sinn ech drop agaangen.

(Interruption par la présidence)

Ganz kuerz. A, et gëtt oft – an de leschte Saz vu mir, Här President –, et gëtt oft gesot, déi gemeinsam Agrarpolitick, déi misst méi flexibel sinn, déi misst aneschters orientéiert sinn, déi misst och méi diskutéiert ginn. Ech muss Iech soen: Dat, wat ech festgestallt hunn, ass, dass Lëtzebuerg nëmme ka frou sinn, datt mer eng gemeinsam Agrarpolitick an Zäiten hu wéi deenen heiten, well am Ukrainkrich ouni eng gemeinsam Agrarpolitick weess ech net, wéi mir als Lëtzebuerg dogestanen hätten. An d'PAC huet wärend 60 Joer – 60 Joer! – hir Déngschter gemaach, ass oft kontrovers diskutéiert ginn, mee Lëtzebuerg war ëmmer ee Fervent, fir dat ze maachen.

An ech war net méi wéi rosen – an dat ass och vläicht eriwwer komm, ech hoffen, datt et eriwwer komm ass –, wéi déi fënnef Länner, an ech nenne se hei net, op eemol de Corridor de solidarité zougemaach hu fir de Weess, deen aus der Ukrain komm ass, an dann 59 Milliounen Euro kréien an da vun enger Kommissioun versprach kréien, déi net an der Landwirtschaftskommiss..., also net am Agrarconseil vun der Landwirtschaft war, am Conseil vun der Landwirtschaft, einfach 100 Millioune kréien, wou net driwwer diskutéiert gëtt, wou datt se hierkommen, wie se kritt, wéi se verdeelt ginn an datt dann duerno, fir datt d'Länner da solle roueg sinn, fir déi aner nach eng Kéier 330 Milliounen deblockéiert ginn, fir datt mer dann iwwert d'Crise temporaire dat kënnen upassen.

Lëtzebuerg huet dat zähneknirschend ugeholl am Kader vun der EU, well mer och den Top out do kréie par rapport zu deenen 200 %.

(Interruption par la présidence)

Dat just, fir dat eng Kéier ze soen. Ech soen Iech op jidde Fall Merci. Ech spieren eng Zoustëmmung zu dësem Agrargesetz. An dofir wëll ech Iech alleguerte Merci soen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Landwirtschaftsminister Claude Haagen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen och elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8060. Den Text steet am Document parlementaire 8060[16].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8060 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Félix Eischen), Aly Kaes (par M. Jean-Marie Halsdorf), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Martine Hansen), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Jean-Paul Schaaf), Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

8. 7394 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics et visant à transposer les articles 8 et 9 de la directive (UE) 2021/1187 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 concernant des mesures de rationalisation en vue de progresser dans la réalisation du réseau transeuropéen de transport (RTE-T) (suite)

Dispense du second vote constitutionnel

Bei deem Projet de loi virdrun, beim 7394, wou et ëm d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv am Beräich vun dem transeuropäeschen Transportreseau gaangen ass, hat ech vergiess, d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze froen. Kënne mer och déi do accordéieren?

(Assentiment)

Dann ass dat och esou decidéiert.

9. 8060 – Projet de loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales (suite)

Motions

Da musse mer nach iwwert déi zwou Motioune befannen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vun der Madamm Burton deposéiert ginn ass. D'Madamm Burton freet direkt d'Wuert.

Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice | Jo, merci fir d'Wuert, Här President. Ech hat mat der Madamm Hansen kuerz geschwat, ob mer eis vläicht kéinten eenegen, dass d'CSV-Fraktioun och eis Motioun hei matstëmmt.

Mir géifen nämlech eppes um Text änneren. Dat heescht, bei deem éischten Tiret, wou mer geschriwwen hunn, dass d'Regierung e Suivi régulier vum PSN a vum Agrargesetz mécht, dass mer do och d'Reglementer géifen derbäisetzen. Dat heescht, mir iwwerhuelen der CSV hiren Text ab „ainsi que ses règlements grand-ducaux ..." an esou weider an esou fort. Dat géife mer ersetzen.

An dann hu mer eis och gëeenegt op 2026. Do ass jo grad de Minister nach eng Kéier drop agaange gewiescht, dass en am Fong déi zwee Joer brauch, fir déi Evaluatioun ze maachen. Dat heescht, dat bleift.

A mir géifen dee leschten Tiret vun der Madamm Hansen och iwwerhuelen, dass, wann eebe festgestallt gëtt, dass do Problemer sinn, dann och Adaptatioune gemaach ginn.

Voilà!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Burton. Den Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Mir kënnen déi Motioun matdroen.

Ech wëll just eng Kéier der Chamber awer ee Gedanke mat op de Wee ginn, mat all deene Motiounen, déi mer déi lescht Deeg gestëmmt hunn, wou mer Evaluatioune froen, an och an deene vergaangene fënnef Joer ëmmer gefrot hunn: Et gëtt eng ganz Rëtsch vun deene Motiounen, déi mer och an der Vergaangenheet ëmmer erëm gestëmmt hunn. An ech fäerte ganz, datt déi nächst Chamber, wa se dann am Oktober zesummekënnt, déi éischt sechs Méint näischt anescht wäert maachen, wéi déi Evaluatiounen ze kucken, déi mer déi lescht fënnef Joer gestëmmt hunn. Well ech fäerte ganz, dass eng ganz Rëtsch dovunner ni gemaach goufen.

An dofir géif ech mer wënschen, datt mer vläicht an där nächster Legislatur, fir déi Kolleeginnen a Kolleegen, déi dann d'Chance hunn, vum Wieler erëm e Mandat ze kréien, datt se sech dat awer zu Häerzen huelen, datt mer an Zukunft dee Suivi vun eeben der Politique publique maachen an net nëmme Motioune stëmmen, déi dat fuerderen, mee datt mer och tatsächlech eis hei am héijen Haus domadder beschäftegen. Dat gesot, kann ech awer hei eisen Accord ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement. Dann huet d'Madamm Hansen d'Wuert gefrot.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, merci, Här President. Vu datt d'Madamm Burton gesot huet, datt eis zwee Tirete vum Invite u sech iwwerholl gi sinn, ausser datt mer eis beim Datum ugepasst hunn, wäerte mer dëst natierlech matstëmmen, well et eis eege Fuerderungen am Prinzipp sinn.

Une voix | Très bien!

Mme Martine Hansen (CSV) | Ech wëll awer just soen, datt mer fest dovunner iwwerzeegt sinn, datt mer Adaptatioune brauchen. Dofir hu mer d'Motioun gemaach.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hansen.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

– rappelant que la loi concernant le soutien au développement durable des zones rurales (« loi agraire ») vise notamment la mise en œuvre du cadre financier de la politique agricole commune pour la période de 2023 à 2027 ;

– rappelant la nécessité selon le règlement d'exécution (UE) 2022/1475 de prévoir une évaluation du plan stratégique national relevant de la politique agricole commune ;

– rappelant que la loi vise notamment à soutenir la résilience du secteur agricole, la viabilité économique de la production agricole, l'atténuation du et l'adaptation au changement climatique, la gestion efficace des ressources naturelles, la compétitivité de l'agriculture et la position des agriculteurs dans la chaîne de valeur ainsi que le respect des règles dans le domaine du travail,

invite le Gouvernement à

– assurer un suivi régulier de la mise en œuvre du plan stratégique et de la loi agraire ainsi que de ses règlements

grand-ducaux d'exécution, en mettant un accent particulier sur les procédures d'autorisation, le monitoring, le fonctionnement du système de conseil, la définition de l'agriculteur actif et l'effet des mesures environnementales ;

– de procéder en 2026 à une évaluation de l'application de la loi, en prenant en compte les recommandations émises par la Commission européenne dans le cadre de son rapport de 2025 d'évaluation du fonctionnement du nouveau modèle de mise en œuvre par les États membres ;

– à adapter, si nécessaire, la loi et les règlements grand-ducaux y relatifs en prenant en considération les expériences pratiques des agriculteurs et des viticulteurs.

(s.) Tess Burton, Gilles Baum, François Benoy, Yves Cruchten, Chantal Gary, Gusty Graas.

Vote sur la motion 1 modifiée

Kënne mer dann elo iwwert déi Motioun ofstëmmen? Wien d'accord ass, dee soll dann d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat ass déi Motioun eestëmmeg ugeholl.

Motion 2

(La motion 2 de Mme Martine Hansen est retirée.)

10. 8230 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 juillet 2022 visant à mettre en place un régime d'aides aux entreprises particulièrement touchées par la hausse des prix de l'énergie causée par l'agression de la Russie contre l'Ukraine

Als nächste Punkt um Ordre du jour steet de Projet de loi 8230 iwwert d'Bäihëllefe fir Entreprisen, déi vun der Energiepräishausse betraff si wéinst der Aggressioun vu Russland géint d'Ukrain.

Op Propositioun vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapporter ouni Diskussioun iwwert de Projet de loi ofgestëmmt. An d'Wuert huet elo direkt de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Yves Cruchten.

Rapport de la Commission spéciale « Tripartite »

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. Och ech probéieren, et esou kuerz wéi méiglech ze maachen, mee e puer Wuert muss ech awer leider dozou soen. D'Energiekris ass nämlech leider nach net eriwwer. Och wann d'Froe ronderëm den Approvisionnement un Energie fir de Bierger bei den héijen Temperaturen, déi mer de Moment hunn, vläicht manner present ass, sou bleift d'Energiekris fir déi ekonomesch Acteure leider nach ëmmer op der Dagesuerdnung.

D'Gesetz vum 15. Juli, wat e Regimm vun Hëllefe fir d'Entreprisen agefouert huet, ass op en Enn komm.

Den 3. Mäerz dëst Joer ass allerdéngs schonn am Kader vun der Tripartitt déi politesch Decisioun geholl ginn, fir dat Gesetz ze verlängeren.

D'EU-Kommissioun huet an hirem Schreiwes vum 9. Mäerz de Memberstaaten de Wee opgemaach, fir kënnen d'Hëllefe bis Enn Dezember dëst Joer ze verlängeren. Domadder war dann och de Wee fräi fir dat Gesetz hei.

Déi politesch Decisioun aus dem Tripartitt-Accord gëtt mat dësem Text ëmgesat. Dëst Gesetz bewierkt eng Stabiliséierung vun den Energiekäschte fir d'Betriber hei am Land. Dëst si Betriber ... Also ech wéilt nach eng Kéier rappeléieren, dass mat dësem Gesetz an der Haaptsaach déi energieintensiv Betriber viséiert sinn. Dëst si Betriber, déi méi wéi 1,5 % respektiv méi wéi 3 % vun hirem Chiffre d'affaires ausginn hunn oder vun der Valeur vun hirer Produktioun fir Energiekäschte wärend der Referenzperiod. Dës Referenzperiod ass d'Joer 2021.

Bei Betriber, déi eréischt am Laf vum Joer 2021 gegrënnt gi sinn, erstreckt sech d'Referenzperiod just op déi Méint vun deem Joer, wärend deenen de Betrib och effektiv existéiert huet. Fir Biogasproduzenten, Produzente vu Wäermt oder Exploitante vu Wärmenetzer geet mat dësem Gesetzestext d'Period, fir déi si eng staatlech Hëllef an Usproch huele kënnen, vu 6 Méint elo op 23 Méint erop, dëst well d'Joer 2022 an Zukunft an déi eligibel Period mat integréiert gëtt.

Dës Ännerung mécht och Sënn, well grad d'lescht Joer de Sprong bei de Präisser vun der Energie besonnesch grouss war.

ASBLe kënnen an Zukunft och an de Genoss vun enger staatlecher Hëllef kommen, wa si dann eng Aktivitéit aus dem Gesetz iwwert den Accès zum Artisanat, Commerce, Industrie oder zu liberale Beruffer ausüben. D'Hëllefe moosse sech op Basis vun de Méikäschten un Äerdgas, Stroum, Wäermt, Keelt, Diesel oder Biogas, déi de Betrib par rapport zu der Referenzperiod 2021 hat.

Et gëtt also Mount fir Mount d'Differenz gerechent tëschent deem Präis, deen de Betrib bezuele muss, an deem duerchschnëttleche Referenzpräis. Esou wäit déi eligibel Käschten.

De Montant vun der Hëllef variéiert en fonction vun der energeetescher Intensitéit vun der Aktivitéit engersäits a vun der wirtschaftlecher Situatioun vum Betrib anerersäits.

E Beispill vläicht: Eng Entreprise, där hiert Resultat viru Steieren negativ ass oder wéinstens ëm 40 % erofgaangen ass par rapport zu 2021, kritt 65 % vun den eligibele Käschten als Hëllef an net just 40 % oder 50 %. Schafft dës Entreprise dann och nach an engem Secteur, deen an engem besonnesche Mooss vun der Hausse vun den Energiepräisser betraff ass, da kann d'Hëllef souguer bis op 80 % klammen. Kritt e Betrib méi wéi 50 Milliounen Euro staatlech Hëllef, da muss dëse Betrib ee Joer, nodeems en d'Hëllef kritt huet, dem Minister e Plang virleeën, wéi e seng Empreinte carbonique reduzéiere wëll oder alternativ Mesüren huelen am Sënn vun der Ëmwelt oder nach vun der Sécherheet vum energeeteschen Approvisionnement, wéi zum Beispill Investissementer an d'Energieeffizienz.

Wéi mer erkenne kënnen, sinn d'Hëllefen aus dësem Gesetz esou agencéiert, datt se beschtméiglech den individuelle Situatioune vun engem Betrib Rechnung droe kënnen.

Mir weiten also dat bestoend Gesetz aus op méi potentiell Beneficiairen, ouni d'Approche vun der Verhältnisméissegkeet an der Selektivitéit falen ze loossen.

Et ass also vun Ufank un e gudden Equiliber an dësem Gesetz fonnt ginn, well d'Hëllefe méiglechst ciblé iert sinn, ouni datt se esou verschachtelt wären, dass een den Iwwerbléck komplett verléiere géif. De Staatsrot huet a sengem Avis vum 20. Juni keng Oppositioun formelle ausgedréckt a just e puer Modifikatioune proposéiert.

Zum Schluss nach e Wuert zu de Beruffskummeren: Souwuel d'Chambre des Salariés wéi d'Chambre de Commerce begréissen dësen Text. D'Chambre des Salariés wënscht sech, dass d'Betriber net vun der Situatioun géife profitéieren, fir hir Margen elo ze héijen. An d'Chambre de Commerce hirersäits gëtt ze bedenken, dass de budgetären Impakt warscheinlech géif eropgoen a weist sech am Fong verwonnert doriwwer, dass d'Fiche financière vum Gesetz net vun engem zousätzleche finanziellen Impakt ausgeet.

Wichteg ass menger Meenung no, dass mir e breede Konsens an eiser Gesellschaft behalen, dass mir souwuel d'Stéit wéi d'Betriber musse souwäit ënnerstëtzen, wéi et eeben néideg ass.

Mir wäerten alleguerten nach e bëssen Ausdauer behale mussen.

Am beschte wäert eis dat geléngen, wa mir een deem anere Versteesdemech entgéintbréngen an als Gesellschaft zesummenhalen. An ech wéilt der Regierung felicitéieren duerfir, datt se Weeër gesicht huet a fonnt huet, zesumme mat de Sozialpartner, fir souwuel de Bierger wéi och de Betriber an dëser Situatioun séier a konsequent ënnert d'Äerm ze gräifen.

Ech erënneren drun, datt sech de Budget fir dësen Hëllefsregimm op 375 Milliounen Euro beleeft. Dat ass net näischt. Mee nieft villen Hëllefe fir d'Privatmenagë sinn dat heiten och gutt investéiert Suen.

A vun dëser Plaz soen ech Iech Merci an ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporter Yves Cruchten.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Jo, merci, Här President. Merci och dem Yves Cruchten fir säi ganz gudden a komplette Rapport.

Ech géif mer wënschen, dass et géif eng breet Zoustëmmung gi fir dëst Gesetz. Et ass, mengen ech, e Gesetz, wat och relativ konsensuell ass a wat och de Betriber Planungssécherheet gëtt, fir effektiv an enger Energiekris, déi nach net fäerdeg ass, gutt iwwert d'Ronnen ze kommen an engem Ëmfeld, wat wirtschaftlech fir de Moment keen einfacht ass. Dofir hoffen ech op déi breet Zoustëmmung vun der Chamber.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Minister.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8230. Den Text steet am Document parlementaire 8230[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8230 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 57 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par M. Jean-Marie Halsdorf), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Aly Kaes (par Mme Martine Hansen), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Marc Lies), Claude Wiseler (par Mme Elisabeth Margue) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann,

MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par Mme Cécile Hemmen), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenues : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also dann esou decidéiert.

11. 8093 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement on the status and privileges and immunities of the International Committee of the Red Cross between the Grand Duchy of Luxembourg and the International Committee of the Red Cross », fait à Luxembourg, le 1er juin 2022

Mir kommen elo zum Projet de loi 8093, en Accord mam Internationale Kommitee vun der Croix-Rouge iwwer hire Statut, Privileegien an Immunitéit. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. A Rapporter ass nach eng Kéier den honorabelen Här Yves Cruchten.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Merci, Här President. De Projet de loi 8093, deen de 7. November zejoert vum Ausseminister deposéiert ginn ass, approuvéiert den Accord tëschent Lëtzebuerg an dem Kommitee vum Internationale Roude Kräiz, kuerz CICR. Dësen Accord erméiglecht, datt de CICR sech hei zu Lëtzebuerg néierloosse kann an eng Partie Privileegien an Immunitéiten zougesprach kritt.

Mir erkennen am Accord d'Personnalité juridique vum CICR un a ginn dem CICR an och sengem Personal Privileegien an Immunitéiten, déi fir de Fonctionnement vun dëser wichteger Organisatioun noutwendeg sinn.

Zum Sëtz vum CICR gehéiert och en Datacenter vun der Sécherheetsnorm Tier IV. D'Obligatioune vun dësem Datacenter ginn an engem zousätzleche Contrat de liaison definéiert.

Et ass en eemolege Projet, datt d'Cyberspace-Delegatioun vum CICR sech zu Lëtzebuerg wäert néierloossen. D'Zesummenaarbecht tëscht dem Internationale Roude Kräiz a Lëtzebuerg geet op 1991 zréck an de CICR ass um finanziellen an och um strateegesche Plang eisen éischte Partner am Beräich vum Humanitären. Dobäi kënnt, datt den eetheschen a verantwortungsvollen Ëmgang mat Donnéeën en neit Theema an der humanitärer Hëllef ass. D'Konflikter ginn eeben haut och am Cyberspace ausgedroen an domat sinn och déi humanitär Organisatioune betraff.

Dat Internationaalt Rout Kräiz huet en eenzegaartegt Mandat vun der internationaler Gemeinschaft, dat sech op d'Genfer Statute baséiert, e Mandat fir Liewen ze retten an Affer vun arméierte Konflikter ze schützen. Dofir huet de CICR e spezielle Statut, dee sech vun den ONGen ënnerscheet.

Onparteilechkeet a Confidentialitéit si fir d'Aarbecht vum Internationale Roude Kräiz ganz, ganz, ganz wichteg. Fir déi nei Missioune vu senger Cyberspace-Delegatioun huet dat Internationaalt Rout Kräiz sech ganz bewosst fir Lëtzebuerg decidéiert mam Zil, Léisungen ze entwéckelen, fir zum Beispill Beneficiairë vun humanitärer Hëllef an hir Donnéeë viru Cyberattacken ze schützen. Eist Land kritt domat d'Geleeënheet, och am Beräich vun der Action humanitaire seng Virreiderpositioun, wat d'Datenzentre mat héije Sécherheetsnormen ugeet, weider auszebauen.

Dat Ganzt léisst sech och an eis Strategie „Digital Luxembourg" aschreiwen, mat där mir eis aktiv fir eng positiv digital Transitioun asetzen.

Fir op de Projet de loi zréckzekommen: De Staatsrot hat a sengem Avis vum 26. Mee zwar keng Remark zu deem eenzegen Artikel vum Gesetzesprojet, en ass awer op den Accord agaangen. An zwar huet de Staatsrot ervirgestrach, datt dat Internationaalt Rout Kräiz net dem RGPD ënnerläit.

De Staatsrot fënnt et komplizéiert, datt am Accord keen Ënnerscheed gemaach gëtt tëschent Donnéeën, déi mat der humanitärer Aarbecht vum Internationale Roude Kräiz a Verbindung stinn, an aneren Donnéeën, beispillsweis de Personaldonnéeën.

Mir hunn dëse Punkt och an der Kommissioun de 5. Mee (veuillez lire: de 5. Juni) diskutéiert. Do hu mir ausféierlech erkläert kritt, datt d'Neutralitéit vum Internationale Roude Kräiz essentiel ass. De CICR muss vun alle Parteien als neutral unerkannt ginn, fir seng Roll kënne voll wouerzehuelen a fir och dat néideg Vertrauen ze hunn. Dofir muss dat Internationaalt Rout Kräiz seng eege Reegele kënnen applizéieren, woubäi ze ënnersträichen ass, dass ganz vill Dispositioune vun den Dateschutzreegele vum Internationale Roude Kräiz identesch zu eisem RGPD sinn oder op d'mannst deem selwechte Standard entspriechen. Nëmmen esou kann de CICR als „honest broker" unerkannt ginn.

Iwwregens sinn och d'UNO, Interpol oder nach de Conseil de l'Europe änlech vum RGPD ausgeholl.

Zum Projet de loi goufen et weider keng Avisen. D'Kommissioun huet de schrëftleche Rapport de 7. Juli ugeholl.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der LSAP.

M. Fernand Etgen, Président | An ech soen dem Rapporter Yves Cruchten Merci a ginn d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, déi honorabel Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, merci, Här President. Dem Rapporter, dem Yves Cruchten, e ganz grousse Merci. En huet alles gesot. An domadder ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Jo, u sech kann ech dat selwecht soen, wat d'Madamm Hansen elo gesot huet, just am Numm vun der DP. Ech soen och dem Här Cruchten villmools Merci an da ginn ech och d'Zoustëmmung. Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Graas. An elo ass d'Wuert fir d'Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Bon, ech géif elo ganz gären e bëssen op d'Geschicht vum CICR agoen. 1863 gegrënnt, d'Schluecht vu Solferino, den Henry Dunant, wie kennt et net. Et läit eis alleguer um Häerz.

Ech weess awer, Dir hutt alleguerten nach ganz vill aner wichteg Projeten an dowéinster ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Bernard. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Och vun eiser Säit aus e grousse Merci fir de Rapport. Ech mengen, datt mer selbstverständlech, wat de Contenu vum Gesetz ugeet, hei all d'accord sinn. Mee mir sollten eis vläicht net domadder zefridde ginn. Well mir sinn an enger Situatioun, wou mer och an Europa Krich hunn. Ech weess elo net, ob den Internationale Kommitee vum Roude Kräiz aktiv ass an der Ukrain. Ech ginn emol dovun aus, datt en dat ass. An ech mengen, datt mer sollte méi wäit goen hei a vläicht och dës Geleeënheet huelen, an dat ass vläicht de Message och un den Här Minister Fayot, fir d'Ënnerstëtzung fir den Internationale Kommitee vum Roude Kräiz nach ze verstäerken. Mir hu jo elo nach méi en direkte Lien mat deem Internationale Kommitee wéi bis elo. An den humanitäre Besoin ass onendlech grouss.

An ech mengen, mir sollten hei vläicht dann den Här Minister froen, ob et net méiglech ass, fir d'Ënnerstëtzung fir den Internationale Kommitee vum Roude Kräiz a sengen humanitäre Missiounen nach ze erhéijen, besonnesch an deene schreckleche Situatiounen, déi mer am Abléck op eisem eegene Kontinent hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kann et leider net ganz esou kuerz maache wéi d'Kolleeginnen an d'Kolleege viru mer.

Plusieurs voix | O!

M. Sven Clement (Piraten) | Erlaabt mer awer dofir, direkt a menger Ried op déi zwee Projeten anzegoen, also op deen heiten an op deen nächsten, da spueren ech Iech dat herno.

Fir d'éischt also zum Projet vum Roude Kräiz: Lëtzebuerg huet eng grouss Chance, datt d'Rout Kräiz hei esou gutt etabléiert ass an och eng ganz wichteg Aarbecht leescht. Well ouni d'Rout Kräiz an d'Caritas hätt den Accueil vun den ukrainesche Flüchtlingen net esou gutt geklappt.

(Interruption)

E wier ouni si deelweis guer net ze meeschtere gewiescht. An ech ginn ... Dat ass ee Beispill vu villen. Et kéint een nach ganz vill aner Beispiller ginn.

Et gesäit een et och un den Aussoe vum Generalsekretär vum Internationale Roude Kräiz, deen explizitt d'Aarbecht vun dem lëtzebuergesche Roude Kräiz gelueft huet an där Situatioun. Et ass och wierklech ze begréissen, datt d'Rout Kräiz d'Urgence vun der Klimakris unerkennt an aktiv matschafft, fir d'Effekter vun der Kris op déi vulnerabelst Mënschen ofzefiederen.

D'Rout Kräiz huet domat d'Vernetzung vun den internationale Problemursaache besser verstane wéi verschidden Acteuren hei am Parlament, an dat erkenne mer un.

Mee an dësem Text geet et jo net dorëms, wat d'Rout Kräiz gutt mécht, mee et geet dorëms, datt se ënner anerem en Zenter fir Cyberspace hei zu Lëtzebuerg opbauen, dëst am Kader vun hirer Missioun, fir a Konfliktgebidder ze hëllefen an d'Leit do och digital virun Ugrëffer ze schützen. Et ass gutt, datt se hei vum Knowhow vu Lëtzebuerg, dee mer mëttlerweil mat eisen E-embassies fir eng Rëtsch Länner bewisen hunn, kënne profitéieren.

D'Rout Kräiz kritt hei awer och vill Rechter, déi mer elo aneren Organisatiounen nach net ginn. Och dat muss ee sech ëmmer erëm bewosst sinn. ONGen, déi méi kleng sinn an doduerch och manner kënne beweegen, mee déi awer dofir op kee Fall manner wichteg sinn oder manner gutt Aarbecht maachen, hunn déi Rechter zum Beispill net.

Dee Projet hei, an dat ass och de Grond, firwat ech eropkomm sinn, huet awer am Ausland fir gréisser Welle gesuergt. Esou war et an der Schwäiz dach zu enger klenger Opreegung komm, ob dat heiten den Ufank vun der Delokaliséierung vum Headquarter vum Internationale Roude Kräiz vu Genève fort a Richtung Lëtzebuerg wär an ob Lëtzebuerg aktiv géif eng Politick verfollegen, fir international Quartier-générallen op Lëtzebuerg ze zéien.

Ech kann hei, mengen ech, eppes soen, dat ass, datt deen heite Projet dat net ass, mee datt et complementaire ass zu enger physescher Presenz an datt et u sech souguer gutt ass, wann deng Cyberaktivitéiten net op där nämmlechter Plaz si wéi deng physesch Presenz, a wann et just ass aus Resilienzgrënn, sief dat wéinst Klimawandel, sief dat wéinst Attacken, physescher wéi digitaler Natur.

An deementspriechend, mengen ech, ass et och gutt, datt déi Dezentraliséierung stattfënnt an datt eeben net alles op engem Site strukturéiert ass.

An da kommen ech zum zweete Projet, Här President, dofir erlaabt mer, datt ech kuerz d'Theema wiesselen. Déi zweet Konventioun vum Global Green Growth Institute geet an déi selwecht Richtung. D'Global Green Growth Institute – GGGI, also et muss een ëmmer oppassen, datt een net ee G ze vill oder ze mann zielt – ass de Leit dobausse manner e Begrëff wéi elo d'Rout Kräiz.

Et ass déi éischt international Organisatioun, déi sech op nohalteg Finanze spezialiséiert huet, déi hei zu Lëtzebuerg e Büro opmécht. Si ass am Wuessen a si hëlleft eis virun allem haut schonn, fir kleng pazifesch Inselstaaten am Kampf géint de Klimawandel ze ënnerstëtzen.

An do schléisst sech de Krees jo och zum Internationale Roude Kräiz, déi änlech déi Urgence climatique unerkannt hunn. Och hei stellt sech fir mech awer d'Fro, firwat grad dës Organisatioun déi Virdeeler kritt, déi aner Organisatioune vläicht net kréien.

Bon, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, generell baséieren esou Accorden op dem Vertrauen tëscht eisem Staat an der jeeweileger Organisatioun. Béid Organisatiounen hunn eist Vertrauen an der Vergaangenheet gehat, wäerten et an Zukunft och nach hunn, a mir hoffen, datt se et net wäerten enttäuschen. An dofir gi mir och den Accord fir déi zwee Projeten.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Kooperatiounsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Här President, léif Deputéiert, fir d'éischt e grousse Merci un den Yves Cruchten fir säi ganz gudde Rapport. Hien huet dat wierklech exzellent beschriwwe mat senger ganzer Komplexitéit, och wat den Avis vum Staatsrot ugeet an déi Bedenken, wat insbesonnesch de GDPR-Dateschutz hei ugeet.

Hien huet awer och de wierklech relativ eenzegaartegen an historesche Charakter vun dësem Projet ënnerstrach. An ech géif och wierklech gären, mengen ech, domadder ufänken.

Gradesou wéi bal all aner Organisatioun ass de CICR amgaang, sech ze digitaliséieren, ass amgaang, eng digital Transformatioun matzemaachen. A si mussen dat och maachen, wa se wëlle méi effikass an och méi käschteneffizient intervenéieren. Well et ass effektiv gesot ginn, d'Besoinen am humanitäre Beräich sinn enorm a si sinn Tendenz steigend, an dat Internationaalt Rout Kräiz ass déi Organisatioun, déi humanitär Organisatioun, déi weltwäit iwwerall an all Krisegebitt do ass, a si kann dat, well se effektiv déi Neutralitéit huet, wat fir déi Organisatioun en essentielle Prinzipp ass, deen och effektiv seng Wuerzele fënnt an deenen internationale Konventiounen, déi se gegrënnt hunn.

An dofir ass dat wierklech souwuel an der reeller Sphär, an der reeller Welt, wéi och an der Cybersphär wierklech e ganz essentiellen Aspekt.

Mëtt Januar 2022, ironescherweis just dee Moment, wéi mer den Accord ënnerschriwwen hu mam CICR, hat de CICR eng Cyberattack, bei där Donnéeë vu 500.000 Beneficiairë gehackt gi sinn. A wärend déi Cyberattacken natierlech ëmmer méi heefeg ginn, war dat hei wierklech och an der Gréisst, an der Envergure eppes, wat bis elo nach ni do war. An dofir ass och op déi Manéier do e Paradigmewiessel komm fir déi ganz humanitär Welt.

Mat sengen héichwäertegen Infrastrukturen a mat eiser Expertis, an ech mengen, dat ass dee Grond, firwat Lëtzebuerg hei erausgesicht ginn ass, mengen ech, kënne mer awer e bëssen houfreg sinn, dass de CICR eis gewielt huet, fir dat doten opzesetzen, wéi gesot, eng Delegatioun fir de Cyberspace, wou se Léisunge probéieren, testen, wou se innovéieren, fir eeben, voilà, Léisungen ze fannen, wéi se kënne mat humanitären Date méi eng effektiv humanitär Aktioun och maachen.

Mëttlerweil huet dem CICR seng Cyberdelegatioun hei zu Lëtzebuerg och schonn, mengen ech, eng eelef Leit, déi hei schaffen. An dat ass eng Tendenz, déi och nach méi an d'Luucht geet. An ech mengen, dat effektiv hei essentiel ass, an dat, mengen ech, och en réponse op dat, wat de Sven Clement gesot huet a senger Interventioun: Hei geet et wierklech net drëm, fir dat Internationaalt Rout Kräiz op Lëtzebuerg ze bréngen. Et ass effektiv eng Diversifikatioun. Et geet och net drëm, fir d'Daten op Lëtzebuerg ze zéien. Et geet hei drëm, wierklech eng digital Infrastruktur hei opzebauen, wou ka probéiert ginn, wou ka mat artificieller Intelligenz geschafft ginn, wou och kënnen zesumme mam Supercomputer Saache getest ginn, an dat alles an engem ganz ofgesécherte Kontext, wou natierlech elo déi Protectioun, déi mer dann haut stëmmen hoffentlech, wat d'Confidentialitéit ugeet an och wat d'Neutralitéit ugeet, insbesonnesch am Dateschutz natierlech en essentielle Bestanddeel dovunner ass.

Wann dat kritiséiert gëtt op verschiddene Plazen, spillt do vläicht och e bëssen e klengen Näid mat, well ech mengen, et wären och aner Länner, déi frou gewiescht wären, wann déi doten Infrastruktur bei hinnen opgebaut gi wier. Mee dat ass nun emol zu Lëtzebuerg gemaach ginn an dat ass eppes, wat eise Rapport, eis Relatioun mam Internationale Roude Kräiz nach méi renforcéiert. De CICR ass haut schonn dee wichtegste Partner am humanitäre Beräich vu Lëtzebuerg. Mir hu mam CICR all Joers eng Enveloppe vun ongeféier enger Millioun (ndlr: M. Franz Fayot rectifiera ce chiffre dans sa prise de position du projet de loi 8094). Mir ënnerstëtzen och d'Federatioun vum Internationale Roude Kräiz an och mam Lëtzebuerger Roude Kräiz schaffe mer ganz staark zesummen. Do ass d'Enveloppe dräi Milliounen. Dat sinn also bei Wäitem eis gréisst Partner am humanitäre Beräich, well se eebe wierklech eng remarkabel Aarbecht maachen an dohi kommen, wou keng aner humanitär Organisatioun hikënnt.

An nach eng Kéier, dat huet domat ze dinn, dass déi Neutralitéit esou staark verankert ass an internationalen Traitéen, awer och bei all deene Länner, wou d'Rout Kräiz bilateral esou en Accord huet. Do fënnt ee ganz änlech Clausen zréck wéi déi, déi mir elo hei an dësem Accord hunn. An ech menge wierklech, dass sech hei souwuel an der Hiérarchie des normes wéi och am GDPR selwer Argumenter fannen, déi dat justifiéieren, well, wéi gesot, déi Neutralitéit anescht wéi, mengen ech, bei aneren ONGen, déi och alleguerten hire ganz grousse Meritt hunn, därmoossen essentiel ass fir de Funktionement a fir d'Effektivitéit vun där Organisatioun.

An et weess ee jo, an dat huet een am Ukrain-Konflikt gesinn, dass mat där Neutralitéit och emol heiansdo ka gespillt ginn, dass déi a Fro gestallt gëtt, dass och e Rout Kräiz do heiansdo kann an d'Kräizfeier gerode vun esou Konflikter. An dofir ass et wichteg, nach eng Kéier, dass souwuel am Kär, awer och an der Perceptioun déi Neutralitéit do preservéiert a gewaart ass. An ech mengen, dat ass dat, wat mer hei mat dësem Accord erreechen, deen d'Chamber dann haut approuvéiert.

An dofir soen ech Iech alleguerten e ganz grousse Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Kooperatiounsminister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8093. Den Text steet am Document parlementaire 8093[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8093 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Félix Eischen), Aly Kaes (par Mme Diane Adehm), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Jean-Paul Schaaf), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Elisabeth Margue), Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Yves Cruchten), Francine

Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

12. 8094 – Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Grand Duchy of Luxembourg and the Global Green Growth Institute regarding the legal status and privileges and immunities of the Global Green Growth Institute », fait à Luxembourg, le 22 juin 2022

De leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 8094, en Accord mam Global Green Growth Institute iwwer hire Statut, Privileegien an Immunitéit. An de Rapport mécht eis nach eng Kéier den honorabelen Här Yves Cruchten.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur | Merci, Här President, an och merci dem Här Clement, dee scho gutt Erklärunge ginn huet. Elo konnt ech schonn erëm e gudden Deel vu menger Interventioun hei sträichen an da si mer och méi séier fäerdeg.

Hei geet et, wéi hien och gesot huet, effektiv dës Kéier ëm en Accord tëscht Lëtzebuerg an dem Global Green Growth Institute, GGGI, an erlaabt mer, dass ech dat och elo allkéiers ofkierzen. Dësen Accord erméiglecht, datt den GGGI sech hei zu Lëtzebuerg néierloosse kann an och hien eng Partie Privileegien an Immunitéiten zougesprach kritt, fir kënne gutt ze fonctionéieren.

Et handelt sech hei ëm e klasseschen Accord de siège. Den GGGI wäert hei zu Lëtzebuerg säin internationale Büro fir Europa opmaachen. E puer Wuert awer zum GGGI. Deen ass 2010 gegrënnt gi mat sengem Haaptsëtz zu Seoul. Den GGGI promouvéiert d'Entwécklung vun nohaltegen Ekonomien, déi sozial inklusiv an och fir eis Ëmwelt nohalteg sinn. Si si virun allem och an de gréngen an nohaltege Finanzen aktiv an domat verfollegt den GGGI ënner anerem déi 17 nohalteg Entwécklungsziler vun der UNO.

Den Institut selwer ass an iwwer 40 Länner aktiv a mobiliséiert considerabel Zommen, fir beispillsweis géint d'Auswierkunge vum Klimawandel unzekommen oder Aarbechtsplazen an nohaltege Secteuren ze schafen.

Wéinst eisem Ekosystem vun den nohaltege Finanzen, dee mir hei zu Lëtzebuerg schonn hunn, an och der Europäescher Investitiounsbank ass et fir den GGGI interessant, sech bei eis am Land néierzeloossen. Dofir begréisse mir den GGGI als éischt international Organisatioun, déi an den nohaltege Finanzen aktiv ass, an hoffen, datt eist Land och fir weider international Organisatiounen aus dësem Beräich nach méi attraktiv gëtt.

De Staatsrot hat a sengem Avis vum 26. Mee keng Remarken zum Text. Et gouf ausserdeem nach en Avis vun der Chambre de Commerce, déi deen Text hei ausdrécklech begréissen. D'Kommissioun huet de schrëftleche Rapport de 7. Juli ugeholl.

An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der LSAP.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Ech soen dem Här Rapporter Yves Cruchten Merci a ginn d'Wuert un d'Madamm Martine Hansen.

Discussion générale

Mme Martine Hansen (CSV) | Merci, Här President. De Rapporter, den Yves Cruchten, huet alles iwwert d'GGGI gesot an ech soen him villmools Merci an ech ginn den Accord vun eiser Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. An dann ass et um Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. U sech kann een awer eng Parallell zu deem Projet virdru feststellen, an zwar an där Hisiicht, datt Lëtzebuerg u sech säin Image verbessert, och op deem heiten Niveau, wéi virdru bei dem Internationale Kommitee vum Roude Kräiz och bei dem GGGI elo e gutt Zeeche setzt, haaptsächlech eebe wat déi gréng Finanzen ubelaangt, wat och ganz gutt bei eis Finanzplaz passt. Duerfir fanne mer dat hei e ganz gudden, e ganz interessante Projet.

An ech soen och dem Yves Cruchten Merci fir seng Rapporten, souwuel säi schrëftleche wéi säi mëndlechen, a ginn dann och d'Zoustëmmung vun der DP. Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Graas. An ech ginn d'Wuert weider un d'Madamm Stéphanie Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Villmools merci, Här President. Merci villmools och dem Här Cruchten fir säi Rapport. Ech hu wierklech net vill, wat ech elo nach kéint méi soe wéi dat, wat de Rapporter gesot huet, wat den Här Sven Clement scho gesot huet. Ech mengen, ech brauch Iech net ze verstoppen, et steet scho gréng am Titel, dass dee Projet hei an de Contenu, ...

(Interruption et hilarité)

... dass d'Zilsetzung vun dësem GGGI eis natierlech och ganz, ganz gutt gefält. An deemno ginn ech natierlech och ganz gären den Accord vu menger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Empain. An ech ginn d'Wuert weider un den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Nach eng Kéier Merci dem Här Cruchten fir dee Rapport. Jo, mir freeën eis natierlech all, datt den GG..., GG...GI, ech muss dat nach üben, bis dat elo sëtzt ...,

(Interruptions)

... voilà, hei elo dee Siège, deen Accord de siège mat Lëtzebuerg huet.

Mir hate virdrun an enger Interventioun awer eng Observatioun héieren, op déi ee misst vläicht kuerz reagéieren. Et ass gefrot ginn: Firwat déi Organisatiounen an net anerer? Et ass ganz einfach esou, datt den GGGI an den Internationale Kommitee vum Roude Kräiz e Statut ënnert dem internationalen ëffentleche Recht hunn. Si si Subjekt respektiv quasi Subjekt vum internationalen ëffentleche Recht. An et kann eis ... Als Staat kënne mir nëmmen en Accord de siège oder Privileegien an Immunitéite consideréiere géintiwwer engem Rechtssubjekt am internationalen ëffentleche Recht. Aner ONGe sinn dat net onbedéngt. Dofir ass e Verglach tëschent deenen zwou Organisatiounen an aneren ONGen an dësem Kontext net onbedéngt ubruecht.

Dat gesot, ënnerstëtze mir dat heite selbstverständlech. Et ass gutt fir de Siège Lëtzebuerg. Ech wëll just rappeléieren, datt och Institutioune vun der Europäescher Unioun schonn an deem dote Beräich vun de Finanzen aktiv sinn, och hei zu Lëtzebuerg, datt dat heiten dat completéiert a weider ausbaut, wat mer hei schonn hunn. A mir kënnen dat als ADR nëmme begréissen a mir wäerten et ënnerstëtzen.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Kartheiser.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Kooperatiounsminister Franz Fayot.

Prise de position du Gouvernement

M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire | Jo, merci, Här President. Och merci all den Intervenanten. Merci virun allem och dem Yves Cruchten fir säi ganz gudde Rapport. Den GGGI – oder si nenne sech selwer heiansdo Triple G-I, fir et e bësse méi einfach ze maachen, well se selwer, mengen ech, net eens gi mat hirem Numm –, dat ass eng Organisatioun, déi effektiv net nëmmen am Beräich vun de grénge Finanze wichteg ass, mee déi awer och mat eis am Beräich vun der Kooperatioun scho Projete mécht an deene verschiddene Partnerlänner. Dat huet ugefaangen effektiv mam Ëmweltministère, dee jo och selwer en Deel Aide au développement mécht an deen ugefaangen huet, mat där Organisatioun ze schaffen, zum Beispill a Länner wéi dem Ruanda, wou se eppes maachen am Beräich vun den Déchets électroniques, awer och an anere Länner. Dat heescht, dat ass wierklech och eng Organisatioun, déi ganz konkreet Projete mécht am Beräich vun der Bekämpfung vum Klimawandel an am Ëmweltberäich an deene verschiddenen Entwécklungslänner, an deene mir och aktiv sinn.

An duerfir ass et esou wichteg an esou interessant, dass se elo op Lëtzebuerg kommen, well dat einfach déi Zesummenaarbecht mat hinne vereinfacht, dass een net ..., et muss een net méi nëmme mat Korea schaffen, mee et huet ee wierklech och hei Leit sur place, mat deenen ee vill méi konkreet kann zesummeschaffen an och mat LuxDev wäert do e Lien bestoen, fir dann déi Projete sur place kënne besser ze transposéieren an ëmzesetzen.

Dofir fir eis Aktioun am Beräich vum Developpement, wat d'Klimaaktioun ugeet, ass dat heiten e ganz wichtege Bestanddeel dovun.

Här President, just nach vläicht ee Wuert vu Rektifikatioun par rapport zu deem, wat ech virdru gesot hunn, wat eise Budget mam Roude Kräiz ugeet. Ech hat dat e bëssen ënnerschat. Déi eng Millioun fir d'Federatioun vum Roude Kräiz an och fir de CICR, dat ass eleng nëmmen d'Ukrain. D'ganz Enveloppe ass vill méi wichteg. Do huet de CICR fir 2022 17 Milliounen Euro vu Lëtzebuerg kritt a mir hunn en Accord pluriannuel, dee vun op d'mannst 9 Millioune pro Joer ausgeet, mee wou mer natierlech dann nach allkéiers au grè des crises nach Rallongë maachen, fir eeben och op déi verschidden Appelle vum CICR a vun der Federatioun vum Internationale Roude Kräiz kënnen ze reagéieren.

Merci fir d'Zoustëmmung.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Minister Franz Fayot. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8094. Den Text steet am Document parlementaire 8094[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8094 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir maachen de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel (par M. Félix Eischen), Aly Kaes (par M. Jean-Paul Schaaf), Marc Lies, Mme Elisabeth Margue (par M. Jean-Marie Halsdorf), M. Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth (par M. Marc Lies), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton (par Mme Cécile Hemmen), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si fir den 18., 19., 20. an 21. Juli virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 18.11 heures.)

66e séance

Présidence : M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 64
   M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance
2. **Communications** p. 64
   M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance
3. **Ordre du jour** p. 65
   M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Mme Martine Hansen | M. François Benoy (intervention de Mme Martine Hansen) | M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Mme Martine Hansen | M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | M. Gilles Roth | Mme Josée Lorsché | M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | M. Michel Wolter | M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance
4. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser** p. 66
   Exposé : M. Fernand Kartheiser
5. **8065 – Projet de loi complétant la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale par un article 43ter relatif à l'utilisation de caméras-piétons par la Police grand-ducale dans l'exercice de ses missions** p. 66
   Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense : Mme Stéphanie Empain (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance)
   Discussion générale : M. Léon Gloden (intervention de M. Dan Biancalana) (dépôt de la motion 1) | M. Claude Lamberty | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | M. Marc Goergen (parole après ministre) | M. le Ministre Henri Kox
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8065 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : Mme Stéphanie Empain | M. Marc Goergen | Mme Nathalie Oberweis
   Vote sur la motion 1 (rejetée)
6. **8208 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer les frais d'exploitation, de maintenance et de maintien en condition opérationnelle de deux hélicoptères Airbus H-145M** p. 75
   Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense : Mme Stéphanie Empain
   Discussion générale : Mme Diane Adehm (dépôt de la motion 1) | M. Claude Lamberty | M. Dan Biancalana | M. Fernand Kartheiser | M. Marc Goergen
   Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) | M. Sven Clement (parole après ministre) | M. le Ministre Henri Kox
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8208 et dispense du second vote constitutionnel
   Motion 1 : Mme Stéphanie Empain
   Vote sur la motion 1 (adoptée)
7. **Dépôt d'une proposition de loi par M. Laurent Mosar** p. 79
   Exposé : M. Laurent Mosar
8. **8220 – Projet de loi portant modification de la loi du 2 novembre 2021 relative à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions** p. 79
   Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace : Mme Francine Closener
   Vote sur l'ensemble du projet de loi 8220 et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouve : M. Henri Kox, Ministre.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, heimat maachen ech d'Sëtzung op a stellen déi traditionell Fro un d'Regierung, ob se eng Matdeelung ze maachen huet.

M. Henri Kox, Ministre | Nee, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

2. Communications

Da géif ech Iech e puer Kommunikatioune maachen.

D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président – séance publique du 18 juillet 2023

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8274 – Projet de loi portant modification du mécanisme temporaire de changement de groupe de traitement de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure, le 13/07/2023

8275 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 13/07/2023

8276 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 13/07/2023

8277 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des gardes sur place et des astreintes des médecins hospitaliers dans les centres hospitaliers et dans les établissements hospitaliers spécialisés et portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 17/07/2023

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

2836 – Demande de pétition publique : Création de cimetières pour animaux domestiques au sud du pays : tout animal de compagnie a le droit d'être enterré et de reposer en paix

Dépôt : Mme Daniela Domingos Dos Santos, le 11/07/2023

2837 – Demande de pétition publique : Aféierung vun enger Scholdebrems

Dépôt : M. Romain Reiter, le 12/07/2023

2838 – Demande de pétition publique : Fir méi juristesch Konsequenze bei all Zort vun Diskriminatioun, Gewalt, Mobbing, Stalking an Hate Speech

Dépôt : Mme Zoe Evans, le 13/07/2023

2839 – Demande de pétition publique : Enlever la taxe sur les boissons dites « alcopops » au Luxembourg

Dépôt : M. Lex Knoop, le 17/07/2023

2840 – Demande de pétition publique : Fir d'Entlaaschtung vu medezinneschem Personal a Schafe vun neie Servicer, dass Famillje mat beanträchtegte Kanner déi néideg Ënnerstëtzung fannen

Dépôt : Mme Vicky Wishof, le 17/07/2023

2841 – Demande de pétition publique : Congé de paternité – 25 jours

Dépôt : M. Emmanuel Becker, le 18/07/2023

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Dann zum Ordre du jour. Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Op Ufro vun der Justizkommissioun gëtt proposéiert, datt fir de Projet de loi 7959, deen e Mëttwoch de Mëtten um Ordre du jour steet, d'Riedezäit vun engem Modell 1 op e Basismodell geännert gëtt.

Et gëtt och proposéiert, fir fir de Projet de loi 8007, deen e Mëttwoch de Mëtten um Ordre du jour steet, d'Riedezäit vun engem Basismodell op e Basismodell ouni Debat ze änneren.

Op Ufro vun der Reglementskommissioun gëtt dann och nach proposéiert, bei der Reglementsofännerung 8271, déi en Donneschdeg de Mëtten um Ordre du jour ass a fir déi de Basismodell virgesi war, fir doraus e Basismodell ouni Debat ze maachen. Dat si Propositiounen an ech wollt froen, ob d'Chamber do dermat d'accord ass.

(Assentiment)

D'Madamm Hansen freet d'Wuert zum Ordre du jour a si kritt och direkt d'Wuert.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo, merci. Also, mat deene Propose si mer averstanen. Ech wëll awer zum Ordre du jour allgemeng zwou Saache soen.

Dat Éischt ass: Esou, wéi mer hei schaffen dës Woch, dat ass wierklech onméiglech a keng seriö parlementaresch Aarbecht méi. Dat fannen ech wierklech extreem traureg, well dat Eenzegt, wat mer maachen, ass just nach kucken: De Staatsrot, ass eng Oppositioun formelle do, jo oder nee? A wa keng do ass, da gëtt et duerchgebaatscht. Dat ass net seriö!

Et si ganz vill Avisen do vun de Kummeren, déi mer bei de Projet-de-loien net méi duerchkucken. Mir kucke souguer d'Artikelen net méi Article par article duerch bei de Projet-de-loien. Dat ass definitiv keng Aarbecht méi, déi dem Parlament würdeg ass. An u sech huet de Chamberspresident awer och d'Aufgab, derno ze kucken, datt mer hei eng anstänneg Aarbecht maachen. Dat ass den éischte Punkt.

Deen zweete Punkt. Ee Gesetz erausgepickt, dat ass d'Naturschutzgesetz. U sech stoung den Avis vum Staatsrot de leschte Freideg um Ordre du jour, mir hunn awer keen Avis kritt. Elo hu mer de Moien eng Convocation d'urgence kritt fir, mengen ech, muer de Mëtteg um 13.45 Auer, wou ech nach net weess, ob mer Mëttespaus maachen oder net. Et war emol eng Kéier virgesinn, mir géife keng Mëttespaus maachen hei an der Chamber, mir géifen duerchschaffen.

Elo soll um 13.45 Auer eng Chamberskommissioun sinn, Environnement, wou d'Naturschutzgesetz um Ordre du jour steet, wou mer d'Gesetz ... Et ass am Januar deposéiert ginn. Mir hunn dat Gesetz nach net an der Chamberskommissioun duerchgekuckt. Dat fannen ech also eng absolutt Frechheet, well vu Januar bis elo wär Zäit gewiescht! Et misst also net muer de Mëtteg gekuckt ginn. Et gëtt elo muer de Mëtteg presentéiert, den Avis vum Staatsrot kënnt, de Rapport gëtt ugeholl an da soll et en Donneschdeg gestëmmt ginn. Dat geet net! Zumindest misste mer bis e Freideg Zäit hunn. Mee ech soen Iech just hei, allgemeng, déi Aarbecht, wéi se dann do an der Kommissioun gemaach gëtt, dat ass – dat Wuert soen ech elo net! – net akzeptabel vun eiser Säit!

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci der Madamm Hansen. Ech géif da feststellen, zum ...

(Interruption)

A, den Här Benoy zum selwechte Sujet. Ech wollt elo just en ordre principal den Ordre du jour unhuelen, wann d'Chamber domat d'accord ass, an dann en ordre subsidiaire op d'Interventioun vun der Madamm Hansen d'Wuert weiderginn. Den Här Benoy.

M. François Benoy (déi gréng) | Jo, villmools merci, Här President. Entschëllegt mäi Retard, ech krut elo also och net alles mat, wat gesot ginn ass, och net vun der Madamm Hansen. Ech entschëllege mech dofir.

Jo, Dir hutt jo matkritt, dass mer schonn e puermol eng Convocatioun erausginn hu fir d'Ëmweltkommissioun, eebe justement, fir op deem dote wichtege Gesetz ze schaffen, iwwregens e Gesetz, dat mer am Dezember scho presentéiert kruten an der Kommissioun ...

Mme Martine Hansen (CSV) | Nee, nee, nee. Mir hunn den Avant-projet de loi presentéiert kritt, mir hunn net iwwert d'Gesetz gekuckt. Also, ech hunn nach ganz vill Froen zum Gesetz, déi ech net ka stellen.

M. François Benoy (déi gréng) | Jo, jo, wéi gesot ...

(Interruption)

... jo, wéi gesot, mir kruten en Avant-projet presentéiert, wou mer an der Kommissioun dee Moment eng Diskussioun haten, wou all Mënsch vun den Deputéierten, notamment och aus Ärer Fraktioun, gesot huet, dass dat Ännerunge sinn um Naturschutzgesetz, déi an déi richteg Richtung ginn.

Dat hutt Der dee Moment gesot, soudass ... Et geet hei ëm Vereinfachungen, et geet och drëm, nodeems mer Arrêtéen hunn, fir do Praxissen ëmzesetzen, déi wierklech wichteg sinn, déi, mengen ech, eis alleguerten och um Häerz leien. Mir haten deen dote Projet iwwregens och schonn um Ordre du jour vum Staatsrot an de leschte Wochen, dunn ass en awer erëm erofkomm.

Also, wéi gesot, doduerch, dass d'Conférence des Présidents jo och festgehal huet, dass dee Projet dës Woch nach soll gestëmmt ginn an dass mer en hei op dem Ordre du jour sollten hunn, hunn ech probéiert, do beschtméiglech ze kucken, fir déi Kommissioun ze organiséieren. Elo ass et esou, dass mengen Informatiounen no mer en Avis sollte kréien, an dofir hunn ech dunn och gekuckt, esou séier wéi méiglech, also muer, eng Kommissioun anzeberuffen.

Ech hunn do eeben drop gesat, dass mer den Avis vum Staatsrot, dee mer alleguerten net kennen, duerchkucke kënnen an dass mer natierlech och iwwert d'Gesetz schwätzen. An da steet dann drop: eventuell e Rapport. Dat heescht awer natierlech net, dass een dat muer muss maachen. Ech mengen, mir hunn den Avis vum Staatsrot nach guer net, dat heescht, voilà, do steet jo och, „eventuell" dat ze maachen. Wéi gesot, ech mengen, et ass e Gesetz, wou et wierklech wichteg ass, et nach ze stëmmen, dat heescht awer net, dass een elo muer alles an där enger Seance muss maachen.

A fir d'alleréischt solle mer elo mol waarden, bis mer den Avis vum Staatsrot hunn an da solle mer weiderkucken. Ob dat elo e Freiden oder en Donneschden eventuell um Ordre du jour ass, dat ass, mengen ech, fir eis elo egal.

Mee ech mengen, et ass awer wichteg, dass mer als Chamber, fir e wichtegt Gesetz wéi dat do, wou mer alleguerten och gesot hunn, dass et Ännerunge sinn, déi eis um Häerz leien, déi Kommissioun muer sollte maachen an deen Avis sollten analyséieren an dann zesumme weiderkucken.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. A just vläicht ee Wuert, well d'Madamm Hansen sech un de Chamberspresident adresséiert huet. Ech sinn zwar nëmme Sëtzungspresident an entschëllege ganz häerzlech eise Chamberspresident, mee ech hat och d'Méiglechkeet, doduerch, datt ech nëmmen am Moment f.f. sinn, fir un enger Rei vu Kommissiounssëtzungen deelzehuelen iwwer wichteg Projeten, wou sech déi Zäit geholl ginn ass.

Wann dat bei eenzelne Projeten net de Fall sollt gewiescht sinn, dann ass dat net gutt – dat ass esou! –, well mer och an Ausnamesituatioune wéi Covid ganz schnell legiferéiert hunn, eis awer ëmmer Zäit geholl hunn, fir am Detail d'Projeten ze analyséieren. Dat gesot, merci fir deen Echange.

Da géif ech elo mam Ordre du jour, deen d'Chamber ugeholl huet, wann ech dat richteg gesinn ...

(Brouhaha)

Mir stëmmen of. Wien ass net mam Ordre du jour d'accord, wéi e festgehale gouf?

(Brouhaha)

Jo.

Mme Martine Hansen (CSV) | Den Avis vum Staatsrot war nach net do, ass nach net do. Mir hate keng Zäit, Amendementer ze maachen.

Une voix | De Mikro ass net un.

Mme Martine Hansen (CSV) | En ass un.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo. Jo, da misste mer ...

Une voix | Dir musst d'Fro nach eng Kéier stellen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Da misste mer gegeebenefalls ofstëmmen. Well fir elo ze zielen ...

Da géife mer de Vote électronique maachen iwwert den Ordre du jour, esou wéi dat sech passt.

Une voix | Jo.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Well et ass eng Propos vun der Conférence des Présidents, déi selbstverständlech vum Plenum muss ugeholl ginn. Well hei e Vott verlaangt gëtt an ech net esou genee kann detektéieren, wien dann elo wéini an der Majoritéit ass, maache mer de Vote électronique. Sinn eis Leit prett fir de Vote électronique?

(Brouhaha)

Also, wie fir den Ordre du jour ass, wéi d'Conférence des Présidents e proposéiert huet, stëmmt mat Jo, a wie mat den Explikatiounen, déi mer kritt hunn, net d'accord ass, stëmmt mat Nee. Kënne mer de Vott lancéiere wannechgelift?

Plusieurs voix | Jo.

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo.

M. Gilles Roth (CSV) | D'Reglement vun der Chamber léisst jo guer net méi zou, dass dat Gesetz kann en Donneschdeg gestëmmt ginn. Anscheinend ass nach kee Rapport do.

(Brouhaha)

Den Avis vum Conseil d'État soll den Owend kommen. Muer kënnt da fréistens e Rapport, an en Donneschdeg soll dat Gesetz gestëmmt ginn. Dat geet guer net no eisem Reglement. An d'Conférence des Présidents, wou ech selwer Member sinn, déi huet en Ordre du jour fixéiert, wou déi Rapporte sollten en temps utile do sinn. Mir kënne jo net en Ordre du jour arrêtéieren, dee géint d'Chambersreglement geet.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Mir kënnen ... Madamm Lorsché.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Also, mir sinn awer net an engem neien Zenario hei, Här Roth. Mir hunn an der Lescht immens oft de commun accord gesot: „Kommt, mir stëmmen dat Gesetz nach, mir brauchen et, et ass wichteg!" A mir bleiwen der Meenung, also meng Fraktioun op alle Fall, dass mer hei e gutt Gesetz brauchen, a mer wëllen alles maachen, fir et och nach ze kréien. Mir hu Covidgesetzer oft an deem do Zenario gestëmmt, mir hunn de Mueren nach den Avis vun de Staatsbeamten, den Accord salarial, ugeholl, de Rapport. Mir hu ganz vill Delaien net esou appliziéiert, a grad an dësem Gesetz soll et dann ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ier ech dem Michel Wolter d'Wuert ginn, wollt ech vläicht eng Propos maachen, wou mer eis kéinten alleguer erëmfannen. Mir géifen den Ordre du jour unhuelen, mat der Klammer bei dësem Projet, an deen dann op den Ordre du jour huelen, wann e prett ass.

(Brouhaha)

Wann e prett ass, dann huele mer en ...

(Interruption)

Jo, mee mir hunn och, souwäit wéi ech gesinn, nach ni en Text gehat, deen een Dag ...

(Brouhaha)

Jo, d'Covidgesetzer, do war och normalerweis e klengen Delai dertëschent.

Also, ech wollt déi Propos maachen, dat ass eng Propos vu mir. An dat mécht iwwerhaapt keng Schwieregkeet. Wann nämlech dann de Projet prett ass, da kënnt jo d'Demande, fir dee Projet op den Ordre du jour ze huelen, an da gëtt et eng Ofstëmmung. An da sinn déi eng Leit vläicht derfir an déi aner sinn dergéint, mee dann ass dat eng kloer Decisioun.

Ech wëll hei net eng Kampfofstëmmung, vu dass et souwisou schonn eng animéiert Woch gëtt, zum Ordre du jour kréien. Also proposéieren ech Iech dat, an den Här Benoy huet et jo selwer gesot: Entweeder mir packen dat ënner gudde Konditiounen, da maache mer dat esou, oder mir packen et net, jo, dann ass et esou, da maache mer d'Klammer definitiv zou!

Sidd Der mat där Propos ...?

Här Wolter.

M. Michel Wolter (CSV) | Et deet mer leed, datt ech d'Debaten elo nach eng Minutt ophalen, mee ech si strictement net domadder d'accord, datt eng normal, onuerdentlech gefouert parlamentaresch Aarbecht, esou wéi dat dës Woch de Fall ass an dëser Chamber, verglach gëtt mat Gesetzer, déi mer am Kader vum Covid gestëmmt hunn. Dat eent ass eng Pandemie gewiescht, wou et drëm gaangen ass ze kucken, fir séier ze resüméieren. An dat, wat dës Woch geschitt, dat ass en Hon fir d'Chamber, well a quasi kengem Projet, deen um Ordre du jour vun dëser Woch steet, déi normal parlamentaresch Aarbecht normal gemaach ginn ass! An dofir verwieren ech mech dergéint, ...

(Interrruptions)

An enger ganzer Rei ass et net de Fall, an enger ganzer Rei ass et net de Fall! An dofir verwieren ech mech eigentlech dergéint, dass hei eng Noutsituatioun an enger Pandemie verglach gëtt mat engem normale parlamentareschen Zoustand.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dir hutt jo net meng Ausso viséiert zu der Analys vun de Covidgesetzer, do ginn ech dervun aus.

Sidd Der dermat d'accord, dass mer dat esou géife maachen? Mir huelen den Ordre du jour vun der Chamber mat der Klammer un, a wann déi Klammer opgeet, komme mer nach eng Kéier drop zréck, an dann huele mer eng Decisioun hei am Haus.

Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Däerf ech och déi selwecht Fro hei stellen? Sidd Der mat där Approche d'accord?

(Assentiment)

Da soen ech Iech Merci do derfir.

4. Dépôt d'une proposition de loi par M. Fernand Kartheiser

An ech hunn eng weider Wuertmeldung, mee net zum Ordre du jour. Mee den Här Kartheiser freet, fir eng Proposition de loi kënnen ze deponéieren. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur | Jo, villmools merci, Här President. Dir Dammen an dir Hären, déi Proposition de loi, déi ech Iech haut wëll virstellen, do geet et ëm Logementspolitick. En Zoufall, datt och grad den zoustännege Minister bei eis ass.

An zwar geet et do ëm déi Notioun vun der Résidence secondaire. Wéi mer wëssen, plangt d'Regierung d'Aféierung vun enger ganzer Rei vun neie Steieren, dorënner och eng Leerstandssteier fir Wunnengen, déi net – a mir musse kucken, wat am Gesetz steet –, mee op jidde Fall dann net reegelméisseg benotzt ginn. An eise Souci ass et, fir enger Tatsaach Rechnung ze droen, nämlech, datt ganz vill Leit awer méi Plazen hunn, déi se benotzen.

Do si Leit, déi hunn zum Beispill e Weekendhaus, oder am Fall vu Familles recomposées gëtt et och emol méi Plazen, déi reegelméisseg benotzt ginn. An eise Souci ass, datt déi Plazen net als eidel Wunnenge consideréiert ginn. Dofir wollte mer dat am Gesetz preziséieren, wat eng Résidence secondaire ass an och de Statut fiscal, fir datt déi Leit net op eemol konfrontéiert si mat deenen awer konfiskatoresche Steieren, déi do viséiert sinn.

En zweeten Objet vun dëser Proposition de loi ass eng Prezisioun am Interessi vun de Proprietären, datt se eng rechtlech Basis hunn, fir gewuer ze ginn, wien an hirem Bien immobilier ugemellt ass. Dat ass e Problem, dee mer relativ vill am Land hunn, datt zwar zum Beispill e Bien a Locatioun gi gëtt, mee awer en fin de compte de Proprietär schlussendlech net ka kontrolléieren, wien alles do ugemellt ass.

Do gëtt et eng Rei vun Abusen, déi geschéien a verschiddene Gemengen, an dofir ass dat och, mengen ech, an eisem Interessi gewiescht. Op jidde Fall wollte mir dat, fir dat kloerzestellen, wat elo d'Rechter vum Proprietär sinn iwwer e Bien, deen hien a Locatioun gëtt.

An deem Sënn, Här President, wollt ech Iech dat hei iwwerreechen. Merci.

8278 – Proposition de loi du 18 juillet 2023 concernant la résidence secondaire

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Da géife mer zu eisem Ordre du jour iwwergoen.

5. 8065 – Projet de loi complétant la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale par un article 43ter relatif à l'utilisation de caméras-piétons par la Police grand-ducale dans l'exercice de ses missions

Den éischte Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 8197 iwwert de Gebrauch vu sougenannte „Bodycams" wärend Polizeiasätz. An d'Wuert huet direkt d'Rapportrice, déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Villmools merci, Här President. Ech si mer elo just grad net sécher mat der Nummer vum Projet de loi. Et ass den 8065.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | O, jo, et deet mer leed, hei ass en Iertum geschitt. Et ass selbstverständlech den 8065. Dat war méiglecherweis e Copy-Paste, mee ...

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Kee Problem. Ech wollt just, dass mer ....

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Den 8065.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Tipptopp, villmools merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ma merci fir den Hiweis.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Dir Dammen an Dir Hären, ech dierf Iech dann haut de Rapport maachen iwwert de Projet de loi iwwert d'Bodycams. A mat dësem Projet de loi iwwert d'Benotze vun de Bodycams bei der Police, dee mer dann haut stëmme wäerten, gëtt dann och ee vun de Punkten aus dem Koalitiounsaccord ëmgesat.

Wat war de Basisconstat? Ben, dass ëmmer méi festgestallt gëtt, dass et e Mangel u Respekt virun der Police gëtt, dass d'Autoritéit vun de Polizisten a Polizistinnen net méi ëmmer garantéiert ass. Et ginn ëmmer méi Menacen an Aggressioun géint Polizistinnen a Poliziste festgestallt, an da kënnt eeben nach derbäi, dass et ëmmer méi gängeg gëtt, dass Drëttpersoune sur place filmen. Déi Filmercher, déi zirkuléieren da ganz oft op Social Media. Se ginn awer ganz oft och just e klengen Deel vun enger Situatioun, engem Geschéien, erëm.

An dofir ass d'Demande dann och opkomm fir esou Bodycams, well Bodycams och kënnen deeskaléierend wierken. Se kënnen domat preventiv wierken, andeems een och muss den Hiweis ginn, dass eng Situatioun gefilmt gëtt. An dat ass dann och oft dissuasiv fir déi Leit, déi vläicht grad e bësselche lancéiert sinn.

(Interruption)

Ech weess jo, dass et net den Här Mosar ass, deen iwwert de Projet schwätzt, mee ...

(Brouhaha)

Jo, mee nee, et ass e bësselchen ustrengend, wann ee sech selwer bal net héiert.

Voilà, dat wierkt preventiv, dissuasiv, wann ee weess, dass eng Situatioun gefilmt gëtt. Gutt, domadder kënnen Aggressiounen och verhënnert ginn.

Dofir brauch een dann awer eng legal Basis. Fir dës ze schafen, ass natierlech och gekuckt ginn, wéi de legale Kader an eisen Nopeschlänner ausgesäit. A wa mer dann dëse Projet de loi bis gestëmmt hunn, da kënnen dës Bodycams och ugeschaaft ginn. A mir schwätzen hei vun engem Budget vun ongeféier 6 Milliounen op fënnef Joer. An natierlech mussen deen Ament d'Polizisten an d'Polizistinnen och eng extra Formatioun dofir kréien.

Wat seet de Projet de loi elo genau?

Mat dësem Projet de loi ännere mer d'Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert d'Police of, andeems en Artikel 43ter bäigesat gëtt. Am Paragraf 1 geet et ëm déi Cas-de-figuren, wou eng Bodycam dierf benotzt ginn. Do hate mer effektiv Diskussiounen och an der Kommissioun, awéifern den Text soll d'Méiglechkeet ginn, en tout lieu déi Kamerae kënnen anzesetzen. Dës Iddi, en tout lieu kënnen d'Kameraen ze benotzen, ass awer ganz staark vun der CNPD, vun der CCDH an och vum Staatsrot kritiséiert ginn, well dëst ze vill eng grouss Ingerence an d'Privatsphär géif mat sech bréngen. An hei gouf gefrot, dëse Paragraf ze preziséiere fir sécherzestellen, dass domadder d'Recht op de Respekt vun der Vie privée garantéiert gëtt an dass och d'Inviolabilité vum Domicile net a Fro gestallt gëtt.

Deementspriechend huet de Staatsrot gefrot, dass Enregistrementer am private Raum nëmmen ënner ganz spezifische Bedéngunge kënne virgeholl ginn. Dës Bedéngunge wiere ginn zum Beispill bei Verbriechen in flagranti oder wann Indikatioune bestinn, dass e Verbriechen oder en Delikt imminent kéint stattfannen.

Genee dësen Amendement ass effektiv awer och relativ kontrovers an der Kommissioun diskutéiert ginn, well et notamment fir d'Kolleege vun der CSV Bedenke gouf, dass et ze komplizéiert wier, fir ëmmer an an all Situatioun kënnen ze beurteelen, ob et e Lieu public ass oder net, dat besonnesch eeben och a Stresssituatiounen.

Hei war et awer de Wëlle vun der Majoritéit vun der Kommissioun, fir dem Avis vum Staatsrot Rechnung ze droen, dëst awer och, nodeems mer säitens der Policedirektioun de Message kritt hunn, dass dëst an der Praxis net zu gréissere Schwieregkeeten dierft féieren.

Da gesäit den Text och vir, wéi déi Kameraen um techneschen Niveau solle funktionéieren. Si huelen en permanence op, mee déi Sequenze ginn ëmmer erëm bis op déi lescht 30 Sekonnen iwwerspillt, soudass déi Enregistrementer net permanent sinn. Gëtt dann awer eng Bodycam declenchéiert, da sinn déi viregt 30 Sekonnen automatesch gesëchert a gehéieren zum Enregistrement. An dëst garantéiert dann, dass eng Zeen och déi 30 Sekonne virum Declenchement mat erëmgëtt.

Wisou elo déi 30 Sekonnen? Do gëtt et Beispiller vun 30 Sekonne bis eng Minutt, zou Minutten. Hei war d'Iwwerleeung, dass, wa mer méi wéi 30 Sekonne géife maachen, da kritt een och erëm Dateschutzproblemer, well da relativ vill opgeholl gëtt, och am ëffentleche Raum oder wat am ëffentleche Raum geschitt, oder vu Leit, déi iwwert d'Strooss ginn. An ausserdeem soll jo och verhënnert ginn, dass Poliziste virun engem Asaz géifen zécken, wat si dann elo soen dierfen a wat net, an aus Angscht, et wier eventuell herno ze vill um Tounband ze héieren, wann ze vill laang am Enregistrement zréckgaange gëtt.

Wichteg ass op alle Fall, dass de Polizist fräi genuch ass, sech gutt ze fille bei sengem Asaz a fir direkt kënnen ze declenchéieren, zum Beispill och schonn am Auto, fir et herno, wann et hektesch gëtt, net ze vergiessen.

Déi 30 Sekonne sinn deemno eng Kompromëssléisung, fir dass déi Kamera vum Polizist ka gedroe ginn, ouni dass hie sech ageschränkt fillt a senger Kommunikatioun am Virfeld vun engem Asaz.

Dann zum Paragraf 4, do geet et ëm d'Ausléise vum Enregistrement. D'Leit mussen ëmmer informéiert ginn, dass d'Kamera ausgeléist gëtt, et sief dann, et handelt sech ëm e Fall, wou esou eng Ukënnegung konträr wier zum Asaz, deen ze féieren ass.

Dem Staatsrot war et och wichteg, deen Ermiessensspillraum net ze grouss ze loossen, an en huet sech dem initialen Text mat enger Opposition formelle widdersat gehat, deen op deem Punkt ursprénglech e bësselche méi large war an u sech effektiv wollt en compte huelen, dass et Stresssituatioune gëtt, wou een d'Annonce vergësst oder well eng imminent Gefor drot. Fir de Staatsrot géif esou eng Dispositioun awer vill ze vill Cas-de-figuren ofdecken an en huet dovunner ofgeroden.

An der Kommissioun hu mer och diskutéiert, ob de Bierger net misst kënnen d'Recht kréien ze froen, dass d'Kamera ageschalt gëtt. Dëst ass awer net virgesinn an och net zréckbehale ginn, well et eleng d'Entscheedung vum Polizist soll sinn, déi zielt. Esou Dispositioune gëtt et och net am Ausland.

Am Paragraf 5, do geet et dann ëm d'Sécherung vun den Enregistrementer. Déi Enregistrementer, déi ginn erofgespillt op en externen, gesécherten Träger, an nëmmen de Polizist, deen den Enregistrement ausgeléist huet, huet dann och d'Recht, sech déi Enregistrementer erëm ukucken oder ulauschteren ze goen.

Sollten aner Beamten e Besoin hunn, am Kader vun hirer Aarbecht op dës Enregistrementer zréckzegräifen, da musse se heifir eng motivéiert Demande maachen an hei gëllt dann och de Prinzipp vum Interêt légitime. Dëse Punkt huet an der Kommissioun och zu verschiddenen Diskussioune gefouert, woubäi sech d'Fro gestallt gouf, ob dat d'Prozeduren net géif relativ schwéierfälleg maachen. Op där anerer Säit muss een dës Fro awer och gesinn am Kontext vun den Diskussioune ronderëm den Accès zu Daten am Fichiersgesetz, déi mer jo och parallell gefouert hunn am Kader vun deem Projet de loi. Do war jo och de Credo, dass den Accès sollt op e Minimum reduzéiert ginn. An an deem Sënn si mer hei och an deem selwechten Esprit ënnerwee, wou mer den Dateschutz dann och héichhalen.

Ausserdeem gëtt am Paragraf 5 festgehalen, wéi et sech mam Archivage vun de Logfiles verhält. Also, dat ass d'Journalisatioun vun den Accèsen op eenzel Fichieren, an hei ass festgehale ginn, dass dës op d'mannst fënnef Joer géifen enregistréiert bleiwen.

De Paragraf 7 dann, dee reegelt, dass d'Donnéeë sollen 28 Deeg gehale ginn. Dës Zäitspann gëtt natierlech verlängert, wann dat gebraucht gëtt am Kader vun enger Enquête préliminaire oder enger Instruktioun.

Voilà, mir ginn heimadder also der Police d'Méiglechkeet, an Zukunft am Kader vun hire Missiounen op Bodycams kënnen zréckzegräifen, fir audiovisuell Opname virzehuelen, dëst am Fall, wou en Incident amgaang ass, sech ze produzéieren, oder riskéiert virzekommen. Domadder bidde mer engersäits méi Schutz fir eis Polizisten a Polizistinnen, ma an engems ergëtt sech heirauser och d'Méiglechkeet festzestellen, ob en Agent oder eng Agentin hir Funktiounen op appropriéiert a proportionell Aart a Weis ausféiert par rapport zu där Situatioun, wéi se sech grad presentéiert.

Dat ass dat, wat mer och an der Kommissioun geschwat hunn, andeems mer soen, dass esou Bodycams souwuel à charge wéi och à décharge kënne funktionéieren. Hei kann dann objektiv beurteelt ginn, ob den Agent oder d'Agentin an engem bestëmmte Fall eventuell iwwert d'Sträng geschloen huet oder awer och, fir Polizisten a Polizistinnen ze schütze virun ongerechtfertegten Uschëllegungen. Dëst bréngt eng Proportionalitéit an de Gesetzestext eran, deen an den Ae vun der Majoritéit vun der Kommissioun ganz wichteg ass. Mir schafen also déi legal Basis, fir kënnen esou Enregistrementer virzehuelen, mir definéieren, wéini an ënner wéi enge Konditioune kann enregistréiert ginn a mir definéieren och, wéi et sech duerno mam Dateschutz verhält.

Nach kuerz zu den Aarbechten an der Kommissioun. Dëse Projet de loi ass den 19. Juli 2022, nach virum Depot vum Projet de loi, an der Kommissioun presentéiert an diskutéiert ginn. En ass dunn de 17. August deposéiert ginn. Den Avis vum Staatsrot koum den 23. Dezember. Duerno hu mer den Avis vum Staatsrot an der Kommissioun am Mäerz analyséiert, wouropshi mer den 20. Abrëll eng Rëtsch parlamentaresch Amendementer dunn un de Conseil d'État geschéckt hunn.

Doropshin hu mer en Avis complémentaire vun der CNPD kritt an och en Avis complémentaire vum Staatsrot, dëst de 6. Juni. Dësen Avis complémentaire vum Staatsrot ass den 22. Juni an der Kommissioun gekuckt ginn. Mir haten och weider Avise kritt vum Parquet aus der Stad a vun Dikrech, vum Parquet général, vun der Cour supérieure de justice, vum

Tribunal d'arrondissement vun Dikrech an aus der Stad, vum Syvicol, vun der CCDH a vun der CNPD. De Rapport hu mer den 11. Juli elo ugeholl.

Ofschléissend géif ech gären nach eng Kéier drop hiweisen, dass dëst e Projet ass, op dee laang gewaart ginn ass, deen, wéi ursprünglech gesot, och am Koalitiounsaccord virgesi war an deen och enger Demande säitens der Police entsprécht. Mir si frou, dësen Text elo nach stëmmen ze kënnen, well en eeben och enger laangjäreger Demande vun de Beamten um Terrain nokënnt.

A grad just aktuell schléit de Pendel och net en faveur vun de Polizisten, well bis elo ëmmer nëmmen dat gewise gouf, wat anerer gefilmt hunn, an et ass eeben net ëmmer alles drop a gëtt och net d'Integralitéit vun enger Situatioun erëm. Dofir ass et eebe wichteg, dass mer op dëse Wee ginn an der Police och déi Moyenen zur Verfügung stellen. An natierlech ass et och wichteg, dass an der Ausbildung kloer gëtt, dass déi Kameraen do sinn, fir d'Polizisten ze schützen, awer och, dass e Feelverhalen och strofbar ass.

Domadder wär ech fäerdeg mat mengem Rapport. Ech soen Iech alleguerte villmools Merci, an och jidderengem villmools merci fir déi ganz konstruktiv Zesummenaarbecht an der Kommissioun. An ech ginn heimadder den Accord vun der gréng Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och der Madamm Rapportrice.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Léon Gloden (CSV) | Merci, Här President. Direkt merci der Madamm Rapportrice fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport.

D'CSV seet ganz kloer Jo zu de Bodycammen, mee Nee zu engem Deel vun de Modalitéite vun dësem Gesetz.

Jo zu de Bodycammen. Et ass eng laang Fuerderung vun der CSV. Ech mengen, déi lescht fënnef Joer hunn ech reegelméisseg an den Debatten iwwert d'Sécherheet an d'Police d'Bodycammen ëmmer gefuerdert.

Ech erënneren och e bëssen un den Historique vun de Bodycammen. De Virgänger vum Här Kox, den Här Schneider, oder de Virvirgänger, mengen ech, war et, nee, de Virgänger, war et, deen ...

(Interruption par M. Dan Biancalana)

Watgelift?

M. Dan Biancalana (LSAP) | Virvirgänger.

M. Léon Gloden (CSV) | Jo, et ännert esou schnell an däser Regierung, et behält een net den Iwwerbléck.

(Interruption par M. Gilles Baum)

Mir si konstant gutt.

(Hilarité)

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Léon Gloden (CSV) | An dofir ...

Une voix | Na ja!

M. Léon Gloden (CSV) | Et ass e bëssen Opreegung, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, jo.

M. Léon Gloden (CSV) | Mee ech verdroen dat, keng Angscht.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dir drot jo derzou bäi.

M. Léon Gloden (CSV) | Ech hunn op dee Saz gewaart.

(Hilarité)

Zréck zu de Bodycammen. Ech ka mech erënneren, deemools hat ech op dësem Riednerpult virgeschloen, datt mer eis inspiréieren un der Testphas vun der Polizei zu Tréier. Den deemolege Minister, den Étienne Schneider, war och d'accord, fir esou eng Testphas ze maachen, et ass awer dunn net un d'Rulle komm. A wann een déi Testphas gemaach hätt, hätt een eng Rei Saachen erausfonnt, déi eebe vläicht net esou gutt funktionéieren, an et hätt een dann e Gesetz kënne schreiwen, dat Kapp a Schwanz huet.

Wéi gesot, mir begréissen déi Iddi vun de Bodycammen, mee mir si mat enger Rei Modalitéiten net d'accord. An dat ass awer sou e bësse representativ fir eng Rei Reformen, déi am Policeministère geschriwwe ginn, ech erënneren och un de Platzverweis. Et ass ëmmer esou, d'Iddi ass gutt, mee se gëtt dann hallefhäerzeg ëmgesat, wat derzou féiert, datt d'Beamten um Terrain am Fong méi onsécher gi wéi sécher.

An ech mengen, d'Rapportrice ass op de But vun der Bodycam agaangen, an ech deelen deen och ganz kloer. D'Bodycam huet à la fois e preventiven, dissuasive Charakter – erlaabt mer déi Expressioun, et schreckt vläicht déi kleng Filouen of, fir aggressiv virzegoe géint d'Agenten um Terrain –, an op där anerer Säit, wann et da wierklech zu engem Strofprozess kënnt, da kënnen d'Enregistrementer geholl ginn, fir eeben dat ze dokumentéieren.

Mir als CSV, wéi och d'Policegewerkschaft, hu Problemer mat zwou Modalitéiten. Ech erënneren drun, datt dat Gesetz hei, wéi et deposéiert ginn ass, e Copy-Paste war vum franséische Gesetz. An d'Rapportrice huet dat och hei korrekt zréckbruecht, wéi se gesot huet, datt am éischten Text, am Texte de base, am Fong stoung, datt déi Bodycamme kéinten en tout lieu utiliséiert ginn, op Basis vu verschiddene Krittären.

Dunn ass den Avis vum Staatsrot komm an och den Avis vun der CNPD. Ech ënnersträichen awer, datt de Staatsrot keng Opposition formelle gemaach huet. Ech mengen, dës Woch steet och nach en anert Gesetz hei um Ordre du jour iwwert de Virage ambulatoire, wou de Staatsrot och ganz kritesch war, wou awer eeben net op de Staatsrot gelauschtert ginn ass. An hei hätt een eiser Meenung no kënnen den initialen Text ...

O, Här Minister, Dir braucht de Kapp net ze rëselen, dat ass esou! Dir sidd jo net Gesondheetsminister, Dir kennt den Text vläicht dann net esou gutt.

Mir waren der Meenung, datt een den initialen Text sollt bäibehalen. Ech hat och dunn der Kommissioun an dem Ministère d'franséisch Jurisprudenz vun der franséischer Cour de cassation geschéckt, wou mir dorobber argumentéiert hunn, den initialen Text ze halen, well en eeben duerch d'Jurisprudenz a Frankräich gaang ass an eeben och guttgeheescht gouf.

Mir hunn do net déi selwecht Interpretatioun vun deem Urteel, ech huelen dat zur Kenntnis. Mee mir sinn eeben net domadder d'accord, datt déi Distinctioun tëschent Lieu public a Lieu non public oder Lieu privé esou strikt gemaach gëtt. An 80 % kann dat gutt goen, mee et gëtt eeben och Limittfäll.

A wat een eeben net däerf vergiessen: Wann d'Polizisten um Terrain mussen aschreiden, sief et preventiv oder och repressiv, ass en Agent an enger Stresssituatioun. Dat ass einfach inherent zu hirem Job an do kann et dann zu Feelverhale kommen, an dat ass net gutt. Net am Sënn vun der Sécherheet vum Polizist an net am Sënn herno, fir déi néideg Preuven ze hunn, fir viru Geriicht kënne gebraucht ze ginn. Mir liewen an engem Rechtsstaat an dofir muss et kloer Reegelen um Terrain ginn, fir déi dann och kënnen ëmzesetzen.

Den zweete Punkt, an dat huet och d'Madamm Rapportrice ervirgestrach: Dee Polizist, deen op der Affär schafft, deen awer net selwer den Enregistrement gemaach huet, wann dee wëllt Accès op den Enregistrement hunn am Kader vu senger Enquête, muss deen den Accord vum Direkter kréien. Ech kann nach verstoen, datt en iergendwou en Accord muss siche goe wéinst Data-Protection-Reegelen, mee mir sinn awer der Meenung, datt dat e bëssen iwwerdriwwen ass, fir bei den Direkter ze goen. Ech mengen, den Direkter huet aner Saachen ze dinn an den Direkter ass jo och net ëmmer do. Dofir ass dat eng Lourdeur administrative, déi mir souwéi och d'Policegewerkschaft net gutt fannen.

Dofir, in fine, enthale mir eis bei dësem Gesetz, well mer op der enger Säit d'Iddi natierlech begréissen, mee besonnesch mat dësen zwou Modalitéiten net averstane sinn.

An, Här President, ech deponéieren och eng Motioun, wou mer d'Evaluatioun vun der Utlisatioun vun de Bodycams an den nächsten zwee Joer froen, fir datt een dann herno kann d'Gesetz nobesseren. An ech sinn iwwerzeegt, datt, wa mer an zwee Joer hei stinn, mer da wäerten nobesseren, wéi dat och herno muss beim Platzverweis sinn.

Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– saluant l'introduction des caméras-piétons pour les policiers permettant d'assurer la sécurité des agents de police dans leur travail ;

– considérant que la distinction entre lieux publics et lieux privés n'est pas toujours aisée à opérer par un agent de police dans le cadre d'une intervention ;

– considérant certaines lourdeurs administratives dans le suivi et l'utilisation des enregistrements opérés via les caméras-piétons, notamment le fait que les agents de police doivent rédiger une demande écrite motivée au directeur général de la Police grand-ducale chaque fois qu'ils aient besoin des enregistrements de leurs collègues policiers pour analyser une affaire,

invite le Gouvernement,

– à évaluer l'utilisation des caméras-piétons dans la pratique au cours des deux années suivant leur introduction et à adapter le cadre légal.

(s.) Léon Gloden, Diane Adehm, Martine Hansen, Laurent Mosar, Gilles Roth.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Lamberty. Här Lamberty, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty (DP) | Villmools merci, Här President. An ech fänken och direkt mat engem weidere Merci un, an dee geet un d'Rapportrice, d'Stéphanie Empain, fir hire ganz detailléierte schrëftlechen an och gudde mëndleche Rapport de Mëtten. Dat erlaabt mer, fir net mussen an all d'Detailer ze goen.

Eng vun de wichtegsten Aufgabe vun der Politick ass d'Sécherheet vun de Biergerinnen a Bierger, a fir derfir ze suergen, hinnen ze hëllefen, wa se Hëllef brauchen. D'Politick muss eng sécher an eng stabel Gesellschaft garantéieren, andeems se potenziell Menacë fir déi ëffentlech Sécherheet erkennt a beschtméiglech och drop reagéiert. Et gëllt awer natierlech och, d'Policebeamten esou ze ekipéieren an och ze schützen, wéi si et an hirem Alldag verdéngen.

D'Sécherheet betrëfft eis alleguerten a mir hu scho méi wéi eemol zu Recht an der Lescht doriwwer hei an dësem héijen Haus debattéiert an diskutéiert. Dobäi gëllt et och ëmmer, tëschent der objektiver Sécherheetslag an engem subjektive Sécherheetsgefill ze ënnerscheeden. An all Kéier schwätze mir doriwwer, wie responsabel derfir ass a wéi mir d'Police optimal bei hiren Aufgaben ënnerstëtze kënnen. An ech hunn och scho méi wéi eemol gesot: An enger idealer Gesellschaft hätte mer kaum bis keng Kriminalitéit a bräichten och warscheinlech vill, vill manner Beamten um Terrain. Mee d'Realitéit ass eng aner, déi mer all Dag kënnen erliewen.

Jo, déi rezent publizéiert Zuelen an och Statistiken a puncto Kriminalitéit, iwwert déi mer jo hei an der Chamber debattéiert hunn, mussen eescht geholl ginn an dierfen op kee Fall verharmloost ginn. Wichteg ass awer och, dass ee bei dësem sensibelen a wichtegen Theema ëmmer bei de Fakte bleift a keng onnéideg Onsécherheeten oder Ängschten opkomme léisst.

Et ass un der Politick, derfir ze suergen, dass eise Rechtsstaat effikass géint d'Kriminalitéit ka virgoen an esou eis Demokratie an d'Grondrechter vun de Bierger ka garantéieren. Genau dofir brauche mer eng effikass, eng modern an eng biergerno Police. Eng Police, där hir Aufgab et ass, eis Demokratie, d'Grondrechter vun de Bierger, ze garantéieren an eventuell Geforen ofzewenden, Strofdoten ze verhënneren a se kënnen ze poursuivéieren. Eng Police, déi déi Ënnerstëtzung kritt, déi se brauch, fir hiren alldeeglechen Aufgaben zum Wuel vun der Sécherheet vun de Bierger an eiser Demokratie beschtméiglech nozekommen. Ech denken hei un adequat an effikass gesetzlech an och materiell Moyenen, déi konkreet zu méi Sécherheet bäidroen.

An de rezenten Interpellatioune betreffend d'Police an och d'Kriminalitéit sinn ech, ënner anerem, nieft dem Effectif vun der Police, dem massive Rekrutement, der Preventioun, der Digitaliséierung, der Kompetenzerweiderung vun Agent-municipallen an dem Platzverweis, och ëmmer erëm op d'Bodycams ze schwätze komm. D'Bodycam – an d'CSV wäert mer et net veriwwelen, wann ech rappelléieren, dass mer déi schonn 2013 am DP-Walprogramm stoen haten – ass eng Iddi, déi net eng Partei gebucht huet, mee ech mengen, déi vu ville politeschen an och net politeschen Acteure begréisst gëtt.

Et ass och eng Iddi, déi de Kolleeg Max Hahn an ech selwer 2017 beim deemolege Policeminister Étienne Schneider via Question parlementaire opgeworf hunn. An deemools huet hie vun engem Pilotprojet geschwat. D'Iddi ass also definitiv net nei, mee d'Iddi ass weiderhi ganz gutt.

An eisen Nopeschlänner Frankräich, der Belsch, Däitschland an och Holland gi Bodycams vu ville Polizisten um Terrain getest an och aktiv agesat. Studien aus Däitschland an der Schwäiz, déi sech haaptsächlech op Pilotprojeten a verschiddene Bundesländer baséieren, hunn eng verbessert Zesummenaarbecht tëscht dem Bierger an der Police, déi mat Bodycams ekipéiert war, kënne feststellen. Och an der Belsch hunn d'Bodycams sech als Plus-value bewisen, andeems ugespaant Situatioune verstäerkt konnte berouegt ginn, an déi opgezeechent Biller bei der Identifikatioun vu verdächtege Persoune bei Strofdoten als Beweis och konnte benotzt ginn.

Bei eise franséischen Nopere ginn d'Bodycams no enger Evaluatioun vun den Erfarunge vum Terrain aus de Joren 2016–2018 zanter 2021 vu ganz ville Policebeamten am Alldag benotzt. Nieft der preventiver Auswierkung, dem manner aggressiven Optriede vu private Leit géintiwwer vu Polizisten, konnten duerch den Asaz vu Bodycams och Interventiounstechnike vun der Police um Terrain verbessert ginn.

Hei zu Lëtzebuerg gouf d'Fro um Terrain ganz oft a leschter Zäit, kommt, mir soen, méi haart oder et gouf méi duerno gefrot, spéitstens, wann alt nees Iwwergrëff op Polizisten oder och delikat Interventiounen um Terrain um Ordre du jour stoungen, ouni natierlech och déi sälleg Policeinterventioune wärend de Covidmanifestatiounen ze vergiessen.

Opgrond vun den Erfarungen aus Pilotprojeten aus dem Ausland an dem Bedierfnis no physescher Sécherheet vun eise Policebeamten um Terrain begréisse mir als Demokratesch Partei, dass Bodycams mat dësem Projet de loi direkt als Standardausrüstung fir d'Poliziste kënnen integréiert ginn.

Här President, et héiert een ëmmer méi oft, dass verschidde Polizisten och reegelrecht, kommt, mer soen, Respekt – fir kee méi staarkt Wuert ze benotzen – hätten, fir ze intervenéieren, well se herno selwer viru Geriicht kënne stoen, well eng Plainte géint d'Policebeamte ka gemaach ginn.

Dëse Constat ass u sech bedenklech an dierf ganz kloer net sinn – net, dass ee keng Plainte késint féieren, mee dass een eigentlech Angscht als Policebeamte muss hunn, seng Aufgab ze maachen! Als Demokratesch Partei sti mir zu de Bodycams an dat als deeskaléierenden Outil, dee souwuel de Policebeamte wéi och de Bierger mam richtege gesetzleche Kader zegutt kënnt, ouni d'Handlungsfräiheet vun de Polizisten anzeschränken!

Une voix | Très bien!

M. Claude Lamberty (DP) | Dat fir d'Sécherheet vun de Polizisten, awer och fir Biller ze hunn, déi et erméiglechen, eng objektiv Vue op Faiten ze hunn, déi geschitt sinn. Eng objektiv Vue vun engem ..., mir hunn de Mëtte schonn zwee Leit héieren, déi driwwer geschwat hunn: Mir sinn an enger Zäit, wou ee riskéiert, iwwerall vun iwwerall kënne gefilmt ze ginn. Jiddwereen huet haut en Handy an der Täsch a meeschtens ass den Handy fir villes méi geduecht, wéi just fir unzeruffen. Dat heescht, Biller gëtt et souwisou!

Hei ass et, mengen ech, awer elo wichteg, dass mer och Biller aus der Siicht vun den handelnde Beamten, vun de Polizisten, kréien. Biller, déi iwwregens à charge oder och à décharge kënne sinn, mee, ech mengen, einfach eng aner Vue op d'Asätz bidden. Reegelméissegen Training ass essentiel, fir a Stresssituatioune kënnen de sécheren Ëmgang mat de Bodycams ze garantéieren. Dës Weidere sinn d'Datesécherung an den Accès op déi gespeichert Donnéeë vu ganz grousser Bedeitung bei dësem Projet de loi.

Als Demokratesch Partei soe mir op dëser Plaz awer och ganz kloer, dass et net ëmmer ganz evident ass, den Equiliber tëscht dem Recht op Privatsphär an enger sënnvoller Notzung vun de Bodycams fir Polizisten um Terrain hinzekréien. An deem Kontext begréisse mir et als DP, dass déi initial Versioun vum Text nach eng Kéier iwwerschafft gouf a Prezisioune bäigefüügt goufen. Et ass gutt an och wichteg, dass d'Poliziste wëssen, ënnert wat fir engen Ëmstänn si Bodycams dierfe benotzen a wou et dann och kloer den Ënnerscheed gëtt tëscht ëffentlechen a private Plazen. Als DP ass et fir eis och wichteg, dass d'Dispositiounen, déi mer haut am Gesetz festhalen, sollen evaluéiert ginn an och analyséiert ginn, a bei Bedarf och duerchaus kënnen nei ugepasst ginn.

Ech wéilt op dëser Plaz awer och nach eng Kéier d'Dashcams an d'Gespréich bréngen, en Outil, dee mir och als Demokratesch Partei zanter 2013 am Programm hunn. D'Aféierung vun Dashcams an de Policeautoe géif och eng objektiv Erfaassung vun de Virfäll erméiglechen a potenziell Mëssstänn oder Feelinformatiounen effektiv opklären. Dobäi leeë mer och hei grousse Wäert drop, dass de legale Kader a Richtlinne fir den Asaz vun Dashcams kloer a prezis definéiert musse ginn, fir d'Privatsphär vun de Bierger kënnen ze schützen!

Här President, d'Aféierung vun de Bodycams ass eng Mesür, déi säit Längerem am Gespréich ass, eng Mesür, déi säit Laangem och vun de Policebeamten um Terrain gefuerdert gëtt. Haut maache mir no villen an och ganz berechtegten Diskussiounen endlech Neel mat Käpp. Mir stellen de Polizisten am Alldag en Outil zur Verfügung, deen hinnen hir Aarbecht soll vereinfachen an och de Bierger e gréissere Schutz soll bidden. Als Demokratesch Partei stëmme mir natierlech dëse Projet de loi mat.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächste Riedner ass den Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Jo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zil vum Projet de loi, iwwert dee mer haut bestëmmen, mat der Aféierung vun de Bodycams, ass jo, um Terrain bestëmmt Situatioune kënnen an Toun a Bild festzehalen.

Meng Virriedner si schonn op eng Rei Historiquen agaangen zu der Entsteeung vun dësem Projet. Et gouf d'ailleurs och 2017 eng Petitioun, déi d'Aféierung vun de Bodycams gefuerdert huet, mee wann een och déi verschidden Etappe kuckt vum ëffentlechen Diskurs och hei am Haus an och vun der Volontéit, d'Bodycams anzeféieren, och am Kader vun engem Pilotprojet, waren ëmmer Elementer do, déi mer och haut beschwätzen, déi et net méiglech gemaach hunn. Et waren déi ronderëm och den Dateschutz, a mir wäerten haut nach am Haus an dës Woch iwwert de JU-CHA an iwwert d'Policefichieren schwätzen, wou och den Dateschutz erëm den Haaptkär ass vun de Gesetzer, déi mer hei deementspriechend stëmmen.

Wat op alle Fall awer begréissenswäert ass, ass, dass mer hei eng Voie d'issue fonnt hunn, dass hei am August 2022 e Projet de loi deposéiert gouf, mengen ech, och ënnert der Initiativ vun enger ganzer Rei vu Ministeren, dorënner och den Étienne Schneider a senger fréierer Funktioun als Policeminister.

D'LSAP begréisst dëse Grondprinzipp vun de Bodycams, well Kamerae fir méi Transparenz um Terrain suerge kënnen, an dat souwuel zum Schutz vun de Beamtinnen a Beamte wéi och vun de Biergerinnen a Bierger. Eng Bodycam kann enger Agentin oder engem Agent um Terrain eng Schutzfunktioun bidden, d'Bodycam kann deeskaléierend op aggressiv Leit wierken, well se dann hei och signaliséiert kréien, datt hiert Behuelen opgezeechent gëtt an, deemno wéi d'Behuelen och ass, dat och Konsequenze kann hunn. An déi rezent, mengen ech, Situatiounen a Fäll vu Gewalt géint Poliziste weisen, dass d'Agentinnen an Agenten um Terrain esou eng Schutzfunktioun brauchen, mee d'Biergerinnen an d'Bierger och, wann een erëm aner rezent Situatioune kuckt vun Interaktiounen tëscht der Police a Bierger.

Et kënnt natierlech vir, an dat wësse mer, datt et tëscht Beamten a Bierger zu problematesche Situatioune kënnt. Dat gëllt et ze verhënneren, ass net ëmmer ze verhënneren, mee ech mengen, hei sinn dann och preventiv Mesüren néideg, fir dass et eeben och net onbedéngt ëmmer zu esou Situatioune kënnt. An, mengen ech, virop ass ëmmer de respektvollen Ëmgang ënnertenee wichteg an eng objektiv Trace. An d'Bodycams kënnen déi matbréngen, mee

d'Bodycams eleng, déi kënnen dat och net erreechen. Et brauch ee sécherlech och nach weider Mesüren, well eng Bodycam, déi kann a wäert och net déi direkt Interaktioun ersetzen. Se wäert se wuel opzeechne kënnen, effektiv d'Stëmmung erëmginn an och deementspriechend herno fir eng Analys an zur Beweislag och kënne genotzt ginn. Also ass se och eng Zort Kontrollinstrument, wat se och deementspriechend hei kann erfëllen.

A wann eng Situatioun eskaléiert an déi betraffe Persoune sech net eens sinn, kënnen also d'Opzeechnunge vun der Bodycam am Réckbléck wierklech eng objektiv Vue vun der Situatioun ginn. An et kann och iwwerpréift ginn, ob d'Agentinnen an d'Agenten an enger bestëmmter Situatioun, wéi och d'Biergerinnen an d'Bierger, appropriéiert agéiert hunn oder net. An dat selwecht, wéi gesot, gëllt jo dann och fir d'Biergerinnen an d'Bierger. D'Bodycam kann also fir méi Transparenz suergen op béide Säiten, net unilateral, a kann doduerch awer och d'Vertrauen an d'Police stäerken, och dat wëll ech hei betounen.

Et ass also ze begréissen, dass d'Aféierung vun de Bodycams an deem Kader, an deem se elo hei, wéi gesot, haut de Mëtte gestëmmt gëtt, souwuel à charge an och à décharge ka wierken, mee de Kader an d'Konditioune vun hirer Notzung, déi ze definéieren, ech mengen, dat bleift immens wichteg, an ech mengen, dat ass och déi Aarbecht, déi mer hei zesumme gemaach hunn.

D'Bodycams sinn awer och eng gutt Investitioun, well et ass virgesinn, dass 1.682 Agenten déi effektiv solle kréien, an, op fënnef Joer gekuckt, kascht dat de Staat 6 Millioune Euro, fir dass d'Agenten um Terrain, mengen ech, hir Aarbecht och an deem Sënn zousätzlech do kënne maachen.

E Punkt, deen op alle Fall interessant ze beliichten ass, dat ass am Fong, wéi d'Bodycams wierklech solle funktionéieren, an déi verschidden Avisen, déi och virleien, an och d'Diskussiounen, déi mer an der Kommissioun haten, spigelen dat natierlech erëm. Dat gesäit een ab deem Moment, wou och deementspriechend d'Kamera ufänkt mat ophuelen, mam Declenchement, mat der Obligatioun, dat och ze mellen als Polizistin oder Polizist, fir och, mengen ech, e kloert Bild kënnen erëmzespigelen. An och déi Avise vun der Commission nationale pour la protection des données grad do ronderëm déi do Thematik vum Enregistrement a vun der Notzung vum Enregistrement, mengen ech, sinn net onwichteg, och an den Amendementer, déi geholl goufen, wou kloer definéiert sollt ginn, a wat fir enge Situatiounen d'Agentinnen an d'Agenten d'Bodycam sollen notzen am ëffentleche Raum respektiv am privaten, net ëffentleche Raum.

Op alle Fall: Eng Flicht, se ze notzen, ass et net. Den Agent kann decidéieren, se ze notzen, e kann decidéieren, se, wéi gesot, ze aktivéieren. An ech mengen, et ass och grad hei, vu dass och keng Flicht ass, wou awer d'Aschätzungsverméige vun der jeeweileger Polizistin, vum jeeweilege Polizist eng ganz grouss Roll spillt. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg à ce stade – dofir féiere mer jo d'Bodycams an – nach keng Erfarung mat dësem neien Instrument, soudass och d'Praxis eis wäert sécherlech wäertvoll Erkenntnisser liwweren, fir ze gesinn, wat engersäits gutt klappt, wat manner gutt klappt, a fir och dann deementspriechend nozebesseren. An dofir ass och an den Ae vun der LSAP eng Evaluatioun iergendwann och eng Kéier deementspriechend néideg. Well et gëtt bestëmmt Situatiounen, déi mer an der Praxis wäerten hunn, déi sech wäerten zoudroen, déi duerch dëse Gesetzesprojet net ofgedeckt sinn, an dat wäert eis natierlech och dann d'Praxis um Terrain weisen.

Mir begréissen och als LSAP, datt virum Declenchement vun der Kamera den Agent respektiv d'Agentin och déi gefilmt Leit doriwwer informéiere muss, souwuel, wéi gesot, am ëffentleche wéi am net ëffentleche Raum an dass och dee Signal sonore kënnt. Ech mengen, datt dat en état de cause, mengen ech, wichteg ass, fir ze wëssen, effektiv, wou een an där Situatioun, an där een ass, an där Interaktioun, wou een ass, an där Stresssituatioun, wou een ass ..., dass jiddereen och deementspriechend weess, wou en drun ass.

Gradesou wichteg sinn, mengen ech, och déi kloer Delaie fir d'Späichere vun den Opnamen, wou och definéiert gëtt, ënnert wat fir Konditiounen d'Opname gemaach ginn a wien och Zougrëff dorop huet. Och do gouf et jo verschidde Vuen, déi eng méi large, déi aner méi restriktiv, notamment um Niveau vun den Avisen. Ech mengen, dass et awer wichteg ass, kloer ze definéieren, wien Accès huet op déi doten Enregistrementer a wien net.

Ech rappelléieren nach eng Kéier: Dës Woch féiere mer Diskussioune ronderëm de JU-CHA, ronderëm d'Policefichieren. Och do ass kloer definéiert, wien ënnert wéi enge Konditioune wou a wéini Accès op Donnéeë kann hunn, déi och deementspriechend eng verschidde Gradualitéit hunn. An, mengen ech, ganz wichteg ass et och, wann ee Stresssituatiounen huet, dass natierlech do um Niveau vun de Rechter, vun de Privatrechter, keng Entorse dierf stattfannen. Och dat, mengen ech, kann een am Avis noliese vum Staatsrot.

Also ass et, mengen ech, och hei wichteg, en Equiliber ze fannen. Dat hu mer mat deem Gesetz hei probéiert ze maachen; en Equiliber ze fannen, engersäits, wéi gesot, tëschent der Aschätzung vum Terrain an effektiv och dem Respekt vun de Privatrechter. Ech mengen, et ass och dat, wat d'Commission consultative des droits de l'homme an hirem Avis ganz kloer ervirsträicht, dass mer en Equiliber fannen tëschent Schutz vum Ordre public a Respekt virum Agrëff an individuell Rechter, an dat grad beim Asaz vun neien Technologien.

An déi Diskussioun hate mer och virun e puer Méint hei am Kader vum neie Gesetz iwwert d'Videosurveillance. „La boucle se boucle". Ech mengen, et sinn ëmmer déi selwecht Thematiken, déi am Raum stinn, wa mer eis nei Moyene gi mat neien Technologien. Engersäits gëllt et, der Police nei Moyenen ze ginn. Op der anerer Säit gëllt et awer och, eis Biergerinnen a Bierger am Kader ze schützen.

Ursprénglech muss een awer och feststellen, dass am ëffentlechen Diskurs an awer och hei am Haus et och initialement am Ausland ..., an et sinn och Beispiller gefall, wou d'Bodycams am Ausland ugewannt ginn, Bodycams agefouert goufen, fir de Bierger virun der Polizeigewalt ze schützen. Bon, am aktuellen Diskurs mierkt een awer och, dass et dës Tendenz och deementspriechend ëmgedréit gëtt. Dat mengen ech och par rapport zu Dissuasiounen an der Evolutioun vum ëffentlechen, wéi gesot, Diskurs.

Wann ech nach op en anere Punkt wéilt agoen, dat ass am Fong de Volet vun de Formatiounszwecker. Dat schéngt mer och e ganz, ganz wichtege Bestanddeel ze sinn a puncto Necessitéit a Proportionalitéit. Wann een interagéiert an deene méi quokelege Situatiounen a wann een och Zougrëff huet op déi Date fir effektiv och Formatiounszwecker, da kann dat natierlech och am Kader vun der Formatioun fir d'Polizistinnen a Polizisten hiert Aschätzungsverméige stäerken am Alldag, wa se intervenéieren, an och, mengen ech, dass se dorauser kënne léieren, am ëffentlechen an net ëffentleche Raum, wéini se sollen en Declenchement vun der Kamera maachen a wéini se et och vläicht net brauchen. Well, ech mengen, och dat kann eng Optioun sinn. Et muss net automatesch en Automatismus, wéi gesot, ginn, fir dat kënnen och deementspriechend ëmzesetzen.

Well och an deem dote Kontext ass, mengen ech, generell an eisen Diskussiounen hei am Haus ëmmer ënnerstrach ginn, dass d'Police eng wichteg Roll anzehuelen huet. A si huet awer och eng Virbildfunktioun anzehuelen um Niveau Rechtsstaatlechkeet, um Niveau Professionalitéit an och um Niveau vun der Verhältnisméissegkeet, fir och an deem Kontext ze agéieren, grad wa se mat méi kriddelege Situatioune konfrontéiert ass, fir engersäits och déi zivill Rechter vun de Bierger ze respektéieren a si och deementspriechend ze schützen an effektiv och do dat ze erfëllen an och dat deementspriechend ze gewärleeschten, an op der anerer Säit awer och, fir dass se den néidege Respekt fir hir wichteg Aarbecht an eiser Gesellschaft kritt vun de Biergerinnen a Bierger, an och dat wësse mer, dass dat net ëmmer de Fall ass.

Mee fir ofzeschléissen: D'Bodycams kënnen also ganz kloer hire Bäitrag leeschten, fir d'Vertraue vun de Bierger an d'Police engersäits och ze sécheren an ze stäerken, an awer och, mengen ech, derfir ze suergen, datt d'Polizistinnen a Poliziste virun Aggressiounen an och falschen Uschëllegungen deementspriechend geschützt ginn. Dofir ënnerstëtze mer als LSAP d'Aféierung vun de Bodycams a soen och der Rapportrice Merci fir hiren ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächste Riedner – dee stoung zwar net hei, mee ech ginn him awer selbstverständlech d'Wuert –, dat ass den Här Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, villmools merci, Här President. An och merci der Madamm Empain fir hire Rapport. Ech mengen, wat si gesot huet am Ufank, dat weist eigentlech, a wéi engem Geescht mer ugefaangen hunn, iwwert dëst Gesetz ze schwätzen, an dat ënnerstëtze mir. Si huet gesot, et géif e Mangel u Respekt virun der Police ginn, a se sot, d'Aféierung vun de Bodycamme sollt deeskaléierend wierken, preventiv an dissuasiv. Dat ass och genau déi Approche, déi mir ëmmer hunn an där doter Saach. An dofir soe mir och am Prinzipp Jo zu de Bodycammen, well et ass eigentlech dat, wat soll sinn. A mir soen och selbstverständlech Jo dozou, datt mer elo eng legal Basis schafen.

Eise Problem ass éischter doranner, wéi et ëmgesat gëtt. Mir kënnen natierlech eis op vill Nopeschlänner oder aner Staate beruffen, wou dat scho gemaach ginn ass a wou mer natierlech kënnen op Erfarungen och zréckgräifen. Mee et ass awer ..., wat eis elo interesséiert, ass, wéi d'Diskussioun sech hei am Land entwéckelt huet.

Den eigentlechen Zweck, sou wéi d'Madamm Empain en och beschriwwen hat, war jo kloer, der Police en Hëllefsmëttel ze ginn, en Hëllefsmëttel, fir ze dokumentéieren, och fir sech virun onjustifiéierten Attacken ze schützen. Déi Kriticken, déi komm sinn, oder déi Ureegunge vu verschiddene Säiten, hunn dat awer lues a lues och e bëssen an eng aner Richtung orientéiert. De Staatsrot huet zum Beispill insistéiert, wann d'Kameraen am private Raum sollte benotzt ginn, datt d'Police do muss sinn, fir d'„sécurité publique" ze garantéieren, d'„sûreté publique", d'„défense de l'ordre" an d'„prévention d'une infraction pénale".

Mee dat ass natierlech ..., dofir ass d'Police jo do! Se geet jo net ouni dee Grond dohinner an iergendengem säi private Raum, soudatt dat eigentlech eng

Selbstverständlechkeet ass, firwat d'Police iergendwou dann intervenéiert. Et kann och si fir iergendeen Noutfall zum Beispill, wou Leit an enger Noutsituatioun sinn. Mee ech mengen, eis Grondhaltung ass natierlech emol dat Vertrauen an d'Police, datt se net an e private Raum geet, ouni dofir e gudde Grond am Kader vun der Exekutioun vun hire Missiounen ze hunn!

Et ass dann déi Entwécklung weidergaangen. Och aner Instanzen hunn eigentlech méi argumentéiert aus enger Mësstrauenshaltung géintiwwer der Police eraus, déi awer a sech net justifiéiert ass. Da gëtt dann zum Beispill gesot – souguer am Rapport! –, et géif gehofft ginn, datt méi Leit géifen da kritiséieren. Gutt, ech mengen, et ass ganz onbestridden, datt eeben hei esou Kameraen op déi zwou Säite musse kënne wierken. Engersäits selbstverständlech, wéi mer et grad beschriwwen hunn, fir der Police en Hëllefsmëttel ze sinn, och fir herno d'Wouerecht ze etabléieren. An op der anerer Säit, fir och ze verifizéieren, ob d'Handlunge vun der Police appropriéiert a proportional waren. Déi zwou Saache si selbstverständlech, mee u sech ass déi Grondhaltung, déi mir hunn op jidde Fall, déi vun engem Vertrauen an d'Aarbecht vun der Police an net déi vun engem Mësstrauen. An dofir gesi mer verschidde Kriticken, déi formuléiert gi sinn, awer als iwwerzunn un.

Tatsaach ass op jidde Fall, datt mer eng ganz Rei ongekläert Froen hunn an der Ëmsetzung vum Gesetz. Wéi gesot, d'Iddi ënnerstëtze mir. Et ass e bürokratescht Gesetz, et si vill interessant Iddien an den Avisen opgeworf ginn, déi et sécher verdéngt hätten, méi an der Déift diskutéiert ze ginn. D'Rechter vun de Gemengen zum Beispill, d'Responsabilitéit vun de Buergermeeschteren, wann e Périmètre de sécurité gezu gëtt, wéi do Saache kënne gehandhaabt ginn, Et steet alles an den Avisen, Här Minister. Dir kuckt e bëssen iwwerrascht, et steet alles an den Avisen! Den Délai de conservation vun den Donnéeën, den Accès vun den Instances judiciaires, eeben och déi Schwieregkeeten – e Virriedner hat dat scho beschriwwen –, wann d'Poliziste selwer wëllen do Zougrëff hunn op déi Enregistrementer, ass et ganz bürokratesch. Dann déi awer relativ Schwieregkeeten, dann ze ënnerscheeden am Laf vun engem Asaz, wat ënnert den Espace public an den Espace privé ka falen, zumools, wann eng Kontinuitéit an engem Asaz ass.

Dann taktesch Problemer duerch déi Signaux sonores: Ass et ëmmer méiglech, Leit ze avertéieren. Ass et sënnvoll, Leit ze avertéieren, datt en Enregistrement gemaach gëtt? Dat waren taktesch Considerationen, déi eis presentéiert goufen, déi och net bis an déi lescht Instanz ausdiskutéiert gi sinn, déi et awer verdéngt haten.

Also, eis Approche an där ganzer Saach ass: Jo, mir hätte gär Bodycammen, mir ënnerstëtzen d'Iddi ganz kloer, mee déi Ëmsetzung, wéi se an dësem Gesetz ass, ass net bis zu Enn geduecht. Se kann der Police eng ganz Rei Problemer schafen an der Ausübung vun hiren Aufgaben. Heiansdo huet een den Androck, datt net d'Gläichgewiicht gesicht gëtt tëschent engem Hëllefsmëttel fir d'Police an deene berechtegten Uleiesse vun de Bierger, fir och d'Proportionalitéit vum Policeasaz kënnen ze iwwerpréiwen, mee éischter e bëssen eng Mësstrauensstëmmung do ass. Déi deele mir ganz kloer net, soudatt mir eigentlech zu der Konklusioun kommen, datt dat hei eng gutt Iddi ass, eng sënnvoll Iddi, déi awer net sou ëmgesat gouf, wéi mir eis et gewënscht hätten.

Aus deem Grond a well mer dat eebe vermëssen an och eigentlech der Meenung sinn, datt dat Gesetz sollt geschwënn eng Kéier nogebessert ginn, wäerte mir eis bei dëser Diskussioun enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Jeff Engelen (ADR) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An nächst ageschriwwe Riednerin ass d'Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, an eng Kéier e grousse Merci der Rapportrice fir hiren exzellente Rapport.

Jo, als Lénk si mir prinzipiell skeptesch, wat d'Iwwerwaachung ugeet, a stelle fest, och mat der CCDH zesummen, dass iwwerall an der Welt nei Technologië benotzt ginn, fir ëmmer méi ze iwwerwaachen. A mir gesinn dat allgemeng problematesch.

Iwwerwaache léist an eisen Aen net de Problem, et hëlt en an dësem Fall just op, et enregistréiert en an et deet en zum Deel verlageren. D'CCDH schreift an hirem Avis, dass et keng kloer wëssenschaftlech Erfarungswäerter gëtt, ob Bodycams dann elo wierklech wierksam sinn oder net.

An eisen Aen ass et schonn esou, dass Bodycams kënne positiv an och verschidden negativ Punkten hunn. Se kënne positiv si fir de Schutz vun der Bevëlkerung, dat ass och elo hei scho gesot ginn, ganz kloer. Ech hu beim Schreiwe vu menger Ried un de rezente Fall geduecht vun dem jonken Nahel zu Nanterre a Frankräich, wou de Polizist da keng Kamera hat. Vläicht hätt dat gehollef, wann en eng gehat hätt, fir d'Situatioun justement ze deeskaléieren, fir dass et net esou wäit komm wier. Dofir awer, denken ech mer, muss d'Kamera déi ganz Zäit enregistréieren, well ech froe mech, wann de Polizist deen Ament muss d'Kamera umaachen, da brauch e jo awer Recul, e brauch e gewëssenen Espace, fir kënnen dee Knäppchen ze drécken. An ech mengen, do gëtt et keen Automatismus vun haut op muer bei de Polizisten, fir dee Knäppchen ze drécken. Et ass warscheinlech am Ufank e relativ proaktive Schrëtt, deen ee muss maachen, fir eeben dann déi Kamera unzemaachen. Et geet warscheinlech net sou automatesch vun haut op muer.

Et kann ee sech virstellen, dass an enger Situatioun – an et gouf hei scho gesot –, an enger Stresssituatioun, déi grad amgaang ass, eventuell ze eskaléieren, de Polizist deen Ament eebe grad net vläicht de Recul huet, fir eeben déi Kamera unzemaachen, fir eeben déi Eskalatioun vläicht ze briechen deen Ament. Dofir denken ech mer, wär et besser gewiescht, wann d'Kamera hätt kënnen u sech déi ganz Zäit enregistréieren.

Aus Däitschland liest ee jo och vu Fäll, wou Polizisten d'Kamera haten, mee net ugemaach hunn, also wou et Fäll gëtt, wou et och zu Violence-policièrë koum, wou d'Kamera bewosst net oder onbewosst net ugemaach ginn ass. Also do gesäit ee schonn, dass dat net esou evident ass.

D'Umaache vun der Kamera kann awer iergendwann e Gest ginn, deen eventuell automatesch gëtt, dat ass jo déi ganz Fro, dofir si jo dann och Formatioune virgesinn. Well dat geet jo wuel kaum vun haut op muer, dass dee Gest u sech Deel gëtt vun deem Oflaf u sech.

D'Presenz vun der Kamera kann also deemno wéi deeskaléierend wierken, souwuel op de Polizist wéi och op deen aneren, well et ass jo quasi wéi eng drëtt Presenz, sou e fënneft A souzesoen. Mee mir hunn awer do ... Ech gesi scho kloer e puer positiv Punkten, ech muss awer och ganz kloer soen, dass et Limitte gëtt an dësem Projet de loi. De Polizist eleng mécht d'Kamera un, dat ass hei scho gesot ginn. De Staatsrot, d'CCDH an och d'CNPD bemängelen dat jo ganz kloer, dass et nëmmen den Agent vun der Police ass, deen d'Kamera kann umaachen an dee vis-à-vis ka filmen. An dat war jo och vun der Mënscherechtskommissioun gefrot ginn, dass eeben och deen aneren, déi aner Persoun, déi drëtt Persoun u sech kann den Declenchement vun der Kamera ausléisen. Mee wéi och elo grad virdrun d'Rapportrice gesot huet, ass dat net zréckbehale ginn. An d'Rapportrice huet och gesot, dass dat och am Ausland net de Fall ass. Mee wéi ech elo just gesot hunn, kann dat awer och problematesch sinn, dass dat am Ausland net de Fall ass, wéi een et jo un de Fäll dann eeben aus Däitschland zum Deel och gesäit.

Et ass dann och ganz kloer e Muechtverhältnis tëscht dem Polizist an där Persoun oder de Persounen, déi vis-à-vis stinn, well de Polizist als eenzegen, wéi gesot, d'Kamera u sech ausléist respektiv den Enregistrement ausléist. An d'CCDH seet och ganz kloer, dass dat u sech e Pouvoir ass, deen d'Agenten hunn, an doduerch och eng gewëssen Objektivitéit erausgeholl gëtt. Net just, well de Polizist als eenzegen den Enregistrement kann ausléisen, mee och, well d'Kamera aus der Perspektiv a just aus der Perspektiv vum Polizist oder der Polizistin filmt. Domadder seet dann och d'Mënscherechtskommissioun, dass eng gewëssen Objektivitéit an objektiv Beweislag, déi jo u sech gesicht gëtt mat dësem Projet de loi, zum Deel erausgeholl gëtt respektiv geschwächt gëtt.

D'Mënscherechtskommissioun geet dann och nach eng Kéier op de Punkt vun der Objektivitéit an, an ech zitéiere kuerz aus hirem Avis: „Par exemple, il ne faut pas oublier que la ‚bodycam fournit des prises de vues qui ne sont pas le reflet exact de ce que la policière ou le policier voit : celui ou celle-ci perçoit en effet des éléments que la bodycam ne voit pas, et inversément'." Dat heescht, si soen u sech, dass déi Objektivitéit nach eng Kéier a Fro gestallt ass, also u sech ass eng zweet Kéier d'Objektivitéit a Fro gestallt. Net just, well d'Perspektiv déi vun der Polizistin oder dem Polizist ass, mee en plus nach eng aner Perspektiv zum Deel wär. Voilà, dat heescht, dat wär ..., déi ganz Fro mat der Objektivitéit ass net sou einfach ze léisen, soe si. Deemno ass och den Equiliber vun dësem Projet de loi a Fro gestallt, schreift och d'Mënscherechtskommissioun. Si gesi carrement en Desequiliber, eebe well d'Kamera, wéi gesot, oder den Enregistrement nëmme vum Polizist oder der Polizistin kann ausgeléist ginn, mee och, well et nëmmen aus der Perspektiv vun der Polizistin oder dem Polizist ka gefilmt ginn.

Da wär et och net kloer, ënner wéi engen Ëmstänn d'Kamera aktivéiert gëtt. Well wat sinn dann déi konkreet objektiv Krittären, wéini e Polizist oder eng Polizistin en Enregistrement declenchéiert? Dat ass jo dann eng Aschätzung, déi jo awer och subjektiv ass. Dat heescht, déi Subjektivitéit, voilà, déi hëlt dann awer der Objektivitéit e bëssen eppes do eraus.

D'CCDH fënnt et dann och schued, dass keng Pilotprojeten duerchgefouert gi sinn. Ech muss soen, ech ralliéiere mech deem Avis, ech fannen dat och schued, dass kee Pilotprojet gemaach ginn ass, well dat hätt ee wierklech kënnen da méi einfach evaluéieren an och am Kontext vu Lëtzebuerg evaluéieren, well all Kontext ass jo awer en aneren. Ech hu virdrun d'Beispill vum Nahel vun Nanterre ginn, mee mir hunn definitiv e ganz anere Kontext zu Lëtzebuerg. Ech mengen, et kann een et net wierklech vergläichen. An awer, ne?

(Coups de cloche de la présidence)

Wéi gesot, mat all dëse Froen – ech sinn direkt –, mat all dëse Froen, déi fir eis och onzefriddestellend beäntwert sinn, a well dëse Projet de loi fir eis net genuch déi positiv Punkten erëmspigelt, ënnerstëtze mir dëse Projet net. Et deet mer e bësselche leed. Mir

haten een Ament och déi aner Punkte gesinn, mee mir ënnerstëtzen en net.

Villmools merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An et ass e bësse vill Gegrommels am Sall. Nächste Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Jo, d'Theema Bodycams gefält eis natierlech ganz gutt, well d'Technik, déi ee kann asetzen, kann um Terrain wierklech eppes bewierken. A mir wëssen alleguerten, dass den Job als Polizist net méi einfach ginn ass, mee éischter am Contraire.

Fir eis ass dofir de Projet immens interessant an ech hunn et och a menge Rieden all déi Jore virdru vertrueden, dass mer déi Bodycams bräichten. D'Fro, déi ee sech awer elo bei dësem Text ka stellen, ass: Wéi gutt ass en handwierklech geschriwwen? An do kommen ech op déi eenzel Punkten zréck, well et ass net einfach, dass ee seet, mat Bodycams ass een averstanen an et schaaft een awer herno fir eise Policecorps méi Problemer wéi eigentlech Léisungen.

Dat heiten ass en Text, dee vill Feeler dran huet, déi een hätt misse verbesseren. An ech hunn dat och an de Kommissiounen, a vill Kommissiounsaarbecht gesot, an och an den Amendementer gouf dat leider net zréckbehalen.

Fänke mer un zum Beispill beim Dateschutz. Dëse Projet huet vum Dateschutz u sech guer näischt verstanen. Dat war och eng laang Diskussioun, déi ech mam Minister an der Kommissioun hat. Dir schreift elo dran, déi Logfiles mussen au moins fënnef Joer gehale ginn. A priori kléngt dat gutt, mee, ech hunn et jo an der Kommissioun opgeworf gehat, do vergiesst Der ze schreiwen, dass, wann awer ee fräigesprach ass, wa kee Problem war, een déi da ka virun deene fënnef Joer läschen. Well mir hunn hei herno de Fall, dass Date musse gehale gi vu Fäll, wou guer kee Problem war, sief dat op der Säit vum Polizist oder sief dat op der Säit vum Bierger. Hei ginn d'Daten herno gehalen, well Der am Gesetzestext verpasst hutt, dranzeschreiwen – dat ass iwwregens och eng Kritick bei dem JU-CHA a beim Policefichier –, dass een d'Daten esou laang hält, wéi se mussen do sinn.

Well Dir maacht hei ganz einfach ... Huele mer un, déi 28 Deeg, hutt Der drageschriwwen, do geschitt näischt, et war falschen Alarm, da mussen awer fënnef Joer laang, „au moins", wéi Dir dat drageschriwwen hunn, déi Daten herno gehale ginn an de Logfiles. Dat ass einfach net kohärent an dat ass einfach e Problem, deen Der am Dateschutz opgeworf hutt, wou Der leider net kompromëssfäeg waart, fir hinzegoen an ze soen: „Mir halen déi Logfiles esou laang, wéi de Fichier existéiert", well dat wier nämlech déi räsonabel Approche gewiescht.

Deen anere Problem, deen ech mam Gesetz hunn, ass herno ganz speziell um Terrain, dat hat ech och schonn e puermol ugedeit. Dir schreift nämlech an Ären Text: „Le déclenchement de l'enregistrement fait l'objet d'un signal sonore." Dat musst Dir Iech esou virstellen: De Polizist geet op seng Interventioun an da mécht e jo seng Bodycam gudde Gewëssens un, da geet et ganz haart duerch d'ganzt Duerf: „Biiip!" An da mécht e seng Interventioun. Fir eis ass dat onlogesch.

Ech hu mat Polizisten um Terrain geschwat, déi hu gesot: „Aus taktesche Grënn kënne mir dat guer net maachen." Sou, wat geschitt? Si kënnen et net maachen, da gi se herno vläicht vernannt – nenne mer et emol léif –, dass si hir Bodycam net ageschalt hunn, well vläicht awer eppes geschitt ass an deem Haus, wou se vläicht geduecht hunn: Do ass e Gangster dobannen, mee ech wollt en awer am Viraus net warnen, wann ech nuets dohinner fueren. Ech fuere jo ouni Blo Luuchten, ech fueren, dass dee mech net gesäit, well soss leeft e jo fort.

Mee an Ärem Text steet awer da ganz kloer: Dee muss e Sonore maachen. A wéi ech an der Kommissioun erkläert kritt hunn, ass dat net lues. Ech weess net, wéi Dir Iech dat virgestallt hutt, dass Der dat herno um Terrain wëllt ëmsetzen. Ech hat et jo an der Kommissioun gesot, dass Der an Ären Amendementer dat do sollt eraushuelen, well dat wäert d'Poliziste viru ganz vill Problemer stellen.

Déi aner Geschicht ass mat deenen 30 Sekonnen. Jo, dat kléngt gutt, dass een déi allkéiers erëm iwwerschreift. Et muss een awer informatesch wëssen, wann Der dat bis erfaasst hutt, da gëtt et eréischt iwwerschriwwen, wann Der wierklech herno um Harddisk eppes Neies driwwerluet, also net no deenen 30 Sekonnen. Dir läscht et zwar, mee et ass awer nach um Harddisk. Dir kënnt dat e bëssen ... Wéi soll ech Iech dat erklären, Här Minister? Dat ass e bëssen, wéi wann Der um Laptop eppes läscht, kënnt Der jo nach ëmmer iwwer Recovery ..., dat mécht d'Police jo méi oft. Et gëtt jo alt Gangsteren, déi hunn eppes geläscht, fir eppes ze verstoppen, an da fënnt d'Police et awer um Harddisk erëm, bis et e puermol iwwerschriwwen ass. An dat ass eeben och genau dee Problem, deen Der hei bei de Bodycams hutt. Dat heescht, Dir spillt de Polizisten zwar vir, si géifen net déi ganz Zäit gefilmt ginn, sief et, wann ..., och de Polizist muss eng Kéier op d'Toilette oder hien huet eng Kéier e privat Gespréich, ... e géif net gefilmt ginn. Mee au contraire, dat bleift awer déi ganz Zäit op deem Harddisk. Dat ass nämlech ee vun de Problemer. Dir hätt do nämlech kënnen eng aner Léisung fannen.

Dann déi aner Geschicht ass: Wéi sinn d'Bodycams herno gereegelt am Büro? Haalt Der se un, haalt Der se net un? Haalt Der se un, wann Der eng Plainte ophuelt? Et ass e bëssen dat. Et feelen am ganzen Text e bësse ganz genau Consignen, wéi dat herno gemaach gëtt. Déi aner Fro, déi sech stellt, ass, wéi et ass mat de Schutzwesten, déi Der undot. Drënner? Jo, da musst Der nach eng Kéier schnell hin an hier. Drop? Dat sinn alles déi Problemer, déi sech herno um Terrain wäerte stellen. Sou.

Zu deenen anere Problemer, déi ech och an der Kommissioun opgeworf hat: Dir hat gesot, an dat fannen ech souguer gutt: „Eng Bodycam muss allkéiers eng eendeiteg ID hunn." Dat ass ze begréissen, well da gesäit ee genau, wéi e Polizist wat gefilmt huet. Mee do hat ech jo och d'Fro opgeworf an nach keng Äntwert kritt, wéi et dann ass, well dat ka jo ëmmer emol virkommen, dass sou eng Bodycam en Defekt huet. Hutt Der dann do Ersatz? Wéi wäert Der dat reegelen? Well da musst Der jo spontan, wann en Asaz ufänkt, deem kënnen eng aner zur Verfügung stellen.

Well soss ass et jo ..., dat hat ech an der Kommissioun jo gefrot. E Polizist, dee ka jo Sanktioune kréien, wann herno géif iergendee mengen, en hätt seng Bodycam fälschlecherweis net ageschalt. Well dat ass jo den anere Risiko bei der ganzer Geschicht, wéi Dir et geschriwwen hutt, dass, wann de Polizist eng Kéier mengt: „Dat do gëtt vläicht en harmlose Fall", an et gëtt eppes méi Schlëmmes, dass herno de Polizist dann, wann et zu engem Geriichtsfall sollt kommen, ka gesot kréien: „O, du has awer vergiess", brav ausgedréckt, „deng Bodycam anzeschalten."

Déi aner Fro, déi sech nach stellt, ass déi mam Transfer. Ech hoffen, de Minister huet do haut awer eng Äntwert matbruecht, wéi dat herno an der Praxis och soll oflafen, ob een déi an d'Statioune stellt oder ob dat – dat hat ech an der Kommissioun jo gefrot – iwwer Wi-Fi soll lafen. Well et ass net egal, firwat ech dat gefrot hunn. Ech hunn dat nämlech gefrot, well wann e Polizist laang seng Bodycam am Asaz unhuet ... An et si laang Schichten. Dir wësst, mir hu Poliziste mat 10-, 12-, 13-Stonne-Schichten, dann ass op eemol d'Memoire voll. Wann Der déi awer allkéiers musst drastellen an Dir musst op den nächsten Asaz, dann ass se net méi prett. Maacht Der et nämlech iwwer Wi-Fi, wéi ech Iech et virgeschloen hunn, dass déi automatesch dann den Download mécht ... An do ass eeben dann d'Fro herno mam Download, wéi dat wäert lafen. Well d'Fro ass jo och: Däerf deen Download herno op deene Servere lokal ... Dir hutt gesot, op engem geschützte Server, mee Dir hutt awer nach net erkläert, ob déi am Policekommissariat herno wäerte sinn, well dat ass jo u sech déi propperst Léisung, ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... oder ob se wäerten iwwert den Internet transferéiert ginn, sief et an d'Policezentral oder soss iergendwou. Well Dir hutt jo gesot, just de Policedirekter däerf et jo fräiginn. Mee da musst Der et jo och iergendwéi bis bei de Policedirekter kréien. Well wann net, dann ass et jo nach ëmmer um Kommissariat.

Dat sinn eeben déi Detailfroen am Dateschutz, déi sech stellen. Dat si Klengegkeeten, mee mir wäerten eis enthalen aus zwee Grënn, an dat sinn déi zwee konkreet Grënn. Dat ass eng Kéier deen immens haarde „Biiip", deen Der do dragesat hutt. Mir hu mat ganz vill Poliziste geschwat, an déi kënne sech et net virstellen, wéi se dat am Asaz solle maachen. Einfach e „Biiip", ier een iergendwou higeet. Si kënne sech och d'Blo Luucht op de Kapp dinn an da kënne se nach virdru jäizen: „Laaft fort!", wa se e Gangster fannen. Dat ass einfach am Text eppes, wat Der falsch opgeholl hutt.

An dat anert ass de Problem, dass Der d'Daten au moins fënnef Joer haalt. Et kann net sinn, dass, wann ee fräigesprach ass, wann ee sech näischt zu Scholde komme gelooss huet, dass Dir au moins fënnef Joer draschreift. Dir läscht et no 28 Deeg, well näischt do war, an Dir wëllt do kee Kompromëss fannen, also wäerte mir eis haut enthalen.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Domat si mer um Enn vum Débat général ukomm.

An d'Wuert huet den – däerf ech dat esou soen? – Här Polizeiminister, den Här Henri Kox. Dir hutt d'Wuert, Här Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Jo, Merci, Här President. Merci och allen Intervenanten. Ech probéieren, a menger Ausféierung op déi Froen, déi hei gestallt gi sinn, kuerz anzegoen. Éier ech awer wollt ufänken, wollt ech der Rapportrice Merci soe fir den ausféierleche schrëftlechen, awer och mëndleche Rapport.

Éier ech wëll ufänken, an dat war schonn dës Éfteren de Fall, wa mer hei iwwer nei Gesetzer geschwat hunn, sief et fir d'Police, awer net nëmme fir d'Police, awer hei speziell, hunn ech ëmmer den Artikel 2 vum Policegesetz genannt, deen awer fir all Handele vum Polizist wichteg ass. An ech zitéieren nach eng Kéier, wéi et am 2018er Gesetz seet, Artikel 2: „Dans l'exercice de ses missions, la Police veille au respect et contribue à la protection des libertés et des droits individuels." Dat ass wichteg, insbesondere, wa mer herno vläicht den Ënnerscheed zwësche Lieu privé a Lieu public maachen, wat jo grad an engem Rechtsstaat ganz wichteg ass, fir deen Ënnerscheed awer och ëmmer erëm present ze maachen.

An dann deen zweete Saz, dat mécht jo d'Aufgab vum Polizist net ganz einfach, well hien huet am Alldag extreem vill Missiounen ze erfëllen, an dofir zitéieren ech dee Saz och ëmmer gären. Éischtens, dass d'Police „est proche de la population, à laquelle elle fournit conseil et assistance", an da komme véier Adjektiver, déi et am Alldag net ëmmer ganz einfach maache fir si. Se mussen nämlech preventiv funktionéieren an och virgoen. Proaktiv an hirem Handele schonn am Virfeld wëssen: „Ok, wat kann ech erwaarden", wat net ëmmer ganz evident ass. Dissuasiv, dass et net zu engem Strofakt kënnt oder wat och ëmmer. An dann natierlech repressiv. Dat heescht, déi véier Adjektiver beschreiwe ganz kloer d'Komplexitéit, där d'Police am Alldag ausgesat ass.

Dofir kommen ech op véier Punkten, wéi ech hei op d'Gesetz nach eng Kéier wëll agoen. Dat éischt ass e bëssen den Historique, da wëll ech awer och nach eng Kéier d'Objektiver, da selwer d'Ëmsetzung am Gesetz an dann zum Schluss eeben nach eng Kéier den Ënnerscheed zwëschе Lieu privé a Lieu public soen.

Zum Historique: Jo, et stoung am Koalitiounsvertrag, et huet och e viregte Minister schonn emol Iddie gehat, fir d'Gesetz esou ëmzesetzen. Mir hunn et och diskutéiert am Paquet vun de Mesüre vun der Problematik géint d'Kriminalitéit, insbesondere wat d'Stupefianten ubelaangt. An mer hunn awer och eng Etüd maache gelooss an den Nopeschlänner, wou mer wierklech gesot hunn: Wéi ass et an Däitschland? Wéi ass et a Frankräich? Wéi ass et an der Belsch? Mir haten och ganz flott Kontakter mat Namur zum Beispill, der Police vun Namur.

An et stoung jo, dass mer sollten e Pilotprojet maachen. Fir e Pilotprojet muss ech gradesou rechtlech Handhabung hu wéi bei engem Projet, deen ech direkt wëll ëmsetzen. Dat heescht, ech hätt missen déi selwecht Iwwerleeunge maache fir de Pilotprojet mat all deene rechtleche Geschichten, déi mer gehat hätten. An dofir mengen ech, war et, jo, meng Entscheedung, fir ze soen: „Kommt, mir maachen et direkt!" A wann Der den Exposé des motifs och kuckt vum Gesetz selwer, do steet jo, dass mer lafend Evaluatioune maachen. A souwisou hu mer schonn eng ganz Rei Evaluatioune vum Policegesetz gemaach an och Adaptatiounen, soudass sech Adaptatiounen och direkt kënne maachen.

Zu den Objektiver vum Gesetz. Ech hunn der dräi, déi mir wichteg sinn. Dat eent ass, an dat ass vun enger Rei Intervenanten hei gesot ginn: De Polizist an der selwechter Chance ze loossen a sengem Asaz wéi all déi Leit ronderëm, well en eeben a sengen Asätz mëttlerweil des Ëfteren, fir net ze soen oft, gefilmt gëtt, an do déi Ausschnëtter net de reale Fait vun der Interventioun zréckspigelen. Dofir ass et fir mech ganz kloer: Den éischten Objectif ass de Schutz vum Polizist bei sengen Asätz, déi en am Alldag muss maachen. A mir hu rezent Beispiller, wou dat erëm zum Droe komm ass, an dofir war dat eng ganz wichteg Situatioun.

Dat zweet ass, an dat hu mer jo och gehat bei den Diskussiounen iwwert d'Manifestatiounen, wou der vill der Police virgeworf hunn, net genuch aggressiv ze sinn (veuillez lire: ze vill aggressiv ze sinn). An ech mengen, eis Police ass bei hiren Approchen ..., an dat ass, mengen ech, awer ganz wichteg, dass dat ëmmer erëm de Fall ass, déi Deeskalatioun, wa se an en Asaz ginn. Et huet kee Polizist eppes dovun, wann et eskaléiert, an dofir ass d'Ausbildung och dorobber ausgeriicht, fir eeben deeskaléierend virzegoen. An all deenen Etüden, déi mer gesinn hunn, dat, wat mer analyséiert hunn an och gekuckt hunn, sinn d'Bodycams en Deel vun enger Deeskalatioun. Et kann dobäi hëllefen, fir eng, jo, eng Aggressivitéit, déi sech do opspillt, fir déi awer da besser an de Grëff ze kréien.

An da Gerechtegkeet. Jo, mir hunn net drageschriwwen an d'Gesetz, dass d'office alles bei d'IGP geet, wat jo och e Punkt war an de Virverhandlungen, net Verhandlungen, awer Diskussiounen, déi mer mat de Policegewerkschaften haten. Et ass just an deem Fall natierlech, wann e Feelverhalen do ass a wann dat constatéiert ass, dass dat natierlech och à charge an à décharge ... Dat gëllt iwwregens natierlech och fir de Bierger. An dat ass deen Equiliber, deen, mengen ech, awer och hei an deem Gesetz fonnt gouf. An et ass jo net fir näischt, mee et ass jo net vun haut op muer, wou mer d'Gesetz geschriwwen hunn. Mir hunn e laange Prozess vun der Consultatioun gemaach a mir haten des Ëfteren an der Kommissioun och ganz vill Diskussiounen doriwwer.

Dann zum Projet de loi selwer. D'Rapportrice hat dat schonn exzellent hei developpéiert. Ech wëll dann op déi verschidde Fäll nach eng Kéier agoen. D'Ëmstänn, wien däerf, wien däerf net. Natierlech d'Police administrative, dat ass déi uniforméiert Police, wa se am Asaz ass, ka se ganz kloer huelen. D'Police judiciaire och, mee do schaffe se am Verdeckten, dat ass do e ganz anert Spill, well se do jo och Opklärung musse maachen deels ënnert der Tutelle oder fir net ze soen ënnert der Tutelle vun de Justizautoritéiten, soudass éischter den Asaz fir mech bei der Police administrative wäert virkommen.

Et geet drëms insbesondere am ëffentleche Raum. Jo, et ass hien, deen decidéiert. Ech kéint mer och net virstellen, dass e Bierger bei enger Manifestatioun seet: „Hei, du muss elo umaachen" oder „net umaachen". An dofir ass dat jo am Ausland net de Fall, vu déi véier Adjektiver am Gesetz, dass de Policebeamten a senger Ausübung vu sengem Mandat eebe proaktiv och domadder ëmgeet, wéini et muss ausgeléist ginn oder net. An dofir ass et fir mech selbstverständlech, dass et um Polizist ass, ze jugéieren, wéi d'Situatioun ass, well soss kann dat jo net funktionéiere mat der Deeskalatioun. Soss kann en dat Instrument jo guer net wëllen notze respektiv, wann en direkt scho mat der Kamera kënnt, wou ass dann do nach e gewëssent Spill vun him, fir ze soen, mat dem Bierger um Terrain, fir dat kënnen ze maachen, well soss gëtt d'office gefilmt an dann ass et keng Deeskalatioun méi. Et ass jo de Moyen dee Moment, wann et zur Stresssituatioun kënnt, wou mer him dee Gebrauch ginn. Dat ass d'Finalitéit, nach eng Kéier, dofir ass dat wichteg, dass dat sou ass.

An dann d'Modalitéiten, jo. Mir hunn am Abschnitt 4 jo laang och driwwer diskutéiert, och am Kader vum Avis vum Staatsrot: Wann et anescht net méiglech ass, da kann d'Kamera funktionéieren, ka se goen. Och wa se op en Asaz ginn, da si se jo an enger Stresssituatioun, déi hinne schonn e presuméierten Delikt virun Ae weist, da kënne se d'Kamera duerchaus schonn ugemaach hunn. Et geet jo drëms, sou wéi et am Gesetz steet, dass, wann e Bierger vis-à-vis steet an ech maachen d'Kamera un, dass ech en informéieren an dass dann och ..., a wann déi Informatioun net verbal konnt gi ginn, da sonor, an dass souguer eng Liichtchen ugoe wäert, soudass dat och richteg a wichteg ass, well soss si mer an engem anere Film. Soss, wéi gesot, soss funktionéiert dat jo net mat der Dissuasioun, an dofir ass et wichteg, dass hien dat esou kann ausléisen.

Iwwert déi 30 Sekonnen hu mer laang a breet an der Kommissioun diskutéiert. Et ass sécherlech e Kompromiss, et ass och eng Saach vun Datespäicher, et ass eng Saach vu Manipulatioun a sou wieder. Dat si fir mech Erfarungswäerter, déi duerchaus kënne geännert ginn. A verschiddene Länner gëtt et ënnerschiddlech Ausféierungen, dat muss d'Praxis herno weisen. Dofir mengen ech, ass dat keen Element, wou mer elo Jo oder Nee zu engem Gesetz soen. Dat ass wierklech an der Praxis.

An et ass jo esou, mir schafen de Kader – an dat gëllt iwwregens fir all Gesetz, wat mer hei diskutéieren – an den Operativen ... et gëtt herno jo an de Preskriptiounen, et gëtt an der Formatioun, an der Formation continue, um Terrain da weiderginn. Och wat d'Pläng vun den Donnéeën ubelaangt, ass et wichteg, dass mer eis och do op déi 28 Deeg gëeenegt hunn. Och do gëtt et Avisen, déi ënnerschiddlech Längte virgeschriwwen hunn. Och dat ass e Kompromiss mat all deem, wat mer vun Diskussiounen an der Kommissioun haten.

Wat deen „au moins cinq ans" ubelaangt, ech hunn an Erënnerung, Här Goergen, dass Der éischter d'Längt a Fro gestallt hätt. Dir hat souguer gesot, wann ee kuckt, de Logfile misst iwwert déi fënnef Joer erausgoen, fir ëmmer do sinn. Dat hei ass ni diskutéiert ginn an der Kommissioun. Et ass drëms gaangen ... An d'Preskriptioun, muss ech Iech soen, ass bei fënnef Joer, ab duerno gëtt et jo souwisou net méi verfollegt. An dofir sinn ech erstaunt, elo just de Contraire do ze héieren. Well iwwregens, déi Diskussioun hate mer jo och beim Fichiersgesetz, wou mer jo och dat „au moins" gesot hunn. Mir haten nach eng Kéier Diskussiounen an der leschter Kommissioun – den Här Mosar ass amgaang ze nicken –, well mer doriwwer diskutéiert hunn, well et an dem JU-CHA jo genau op fënnef Joer ass an hei duerch technesch Contraintë vläicht dat net direkt méiglech ass, awer duerchaus kann an der Längt erëm verbessert ginn. An dofir, e Gesetz gëtt ëmmer emol adaptéiert, wann et sech net méi ëm déi richteg Kritären handelt.

Dann den Accès zu den Donnéeën. Och do hu mer den Ënnerscheed gemaach zu deem, deen d'office ..., dee gefilmt huet, steet do, e muss eng Demande maachen. Natierlech, dat wäerten automatiséiert Demandë ginn, well et ass jo hien, deen ... An dofir steet jo ganz kloer am Abschnitt 4 (veuillez lire: Abschnitt 5), dass en, wann e sech am Kader vum Abschnitt 1 beweegt, dann däerf en natierlech dorunner seng Enquête vervollstännegen an en Deel nëmme vun deem Gefilmte beschaffen, fir de Rapport kënnen ze maachen, de Protokoll, an dofir huet hie méi en automatiséierten Zougang zu deenen Donnéeën. All aneren, mengen ech, war et jo wichteg ..., an déi Diskussioun hate mer insbesondere beim Fichiersgesetz, dass grad deen, dee kuckt, och dann an e Logfile kënnt, an dass e Friemen, en Drëtte kann ëmmer novollzéien, wéini wien eng Manipulatioun gemaach huet. An no fënnef Joer ass dat jo preskribéiert an da kënne mer dat aus dem Gesetz erausloossen.

De leschte Punkt, deen ech dann elo nach eng Kéier wëll developpéieren, dat ass de Lieu privé an de Lieu public. Jo, mir haten am ursprüngleche Gesetz „dans tout lieu" stoen, wëssend awer, dass mer ganz explizitt am Commentaire des articles drop higewisen hunn, fir ze soen ... An dat weess de Polizist. Also de Polizist weess ganz genau, wann en an eng Privatsphär erakënnt, wann en de Lieu privé betrëtt, wat ze spillen huet. An dofir, mengen ech, ass et grad aus deem Gesiichtspunkt ëmsou méi wichteg, dass mer deen Ënnerscheed maachen, dass mir him och weisen, dass et deen Ënnerscheed gëtt. An e weess dat jo. An dofir, jo, et bleift ëmmer eng Handlung, déi en Akt verlaangt. Et bleift ze ënnerscheeden: A wéi enger Situatioun sinn ech? An drëttens muss ech deen Ënnerscheed maachen. E wäert och net muer duerch d'Groussgaass lafen a jiddereen ..., e Bierger filmen. Nee! Et geet ëm d'Situatioun, wou en ass, datt et em hëlleft a Situatiounen, herno och eng Beweislaascht kënnen ze féieren, déi den Delikt, de Crime oder wat och ëmmer ass, herno an der Justiz besser opklären ze kënnen.

Dofir, deen Ënnerscheed, mengen ech, do ass et ëmsou méi wichteg, dass deen och am Gesetz elo kloer do steet – an et ass jo näischt aneres, wat de Staatsrot geschriwwen huet! De Staatsrot seet: „Il est vrai que le commentaire de l'article fournit une lecture assez restrictive du texte proposé."

Mir hunn drageschriwwen, den Artikel 10 musst Der kucken: „Der musst oppassen, wann Dir an e Lieu privé eragitt, da musst Dir Iech mat anere Situatiounen ausenanersetzen!" Dofir ass et fir mech wéinst der Transparenz ëmsou méi wichteg, dass dat och esou am Gesetz steet, well herno kënnt en an d'Situatioun, dass en am Feeler wier an en hätt dat net berücksichtegt: „Jo, ma ech hunn ‚dans tout lieu' gelies!" Ech mengen, hei ass et och, fir eng Objektivitéit eranzekréien, an dofir ass et fir mech ganz wichteg an dofir seet de Staatsrot: „Il demande que le paragraphe 1er soit reformulé dans le sens exposé par le Gouvernement."

Vläicht nach zwee Sätz an dann ass meng Zäit och eriwwer. Et wäert zwee Joer daueren, bis et elo ëmgesat ass, well mir kënne jo d'Ausschreiwung eréischt maachen, wann d'Gesetz gestëmmt ass. Déi wäert elo ausgeschafft ginn, fir déi Ausschreiwung kënnen ze maachen. An all déi technesch Froen, déi Dir do genannt hutt vu Wi-Fi a wat och ëmmer, alles gëtt natierlech an der Ausschreiwung vun deemjéinegen, deen dann och d'Ausschreiwung wäert gewannen, ëmgesat.

Ech ginn dervun aus, dass dat hei en zousätzleche Moyen ass, deen der Police am Alldag kann hëllefen. Awer wéi bei all zousätzlechem Moyen muss de Polizist sech och ëmmer erëm mat neien Technologien ausenanersetzen, an dat ass dat, wat et net ëmmer ganz einfach mécht fir de Polizist. Ech sinn awer sécher, dass dat hei en Element ass, dat hinnen am Alldag wäert hëllefen.

An dofir soen ech all deene Merci fir d'Ënnerstëtzung, déi dat Gesetz awer hei da matstëmmen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Parole après ministre oder just eng Prezisioun?

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo. Oder Fait personnel, well den Här Minister huet mer jo eng Fro gestallt.

Eppes vu béidem. Ech wollt dem Minister just op seng Fro äntweren, wéi dat mam Delai ass. Den „au moins" ass jo de Problem. Dir schreift selwer jo an Ärem Text: No 28 Deeg, wann näischt ass, gëtt dat geläscht. Oder wann och nach méi laang eppes gehale ginn ass an de Riichter géif ee fräispriechen, gëtt et no zwee Joer geläscht.

De Problem ass jo, dass Dir dat do drageschriwwen hutt mat deem „au moins", dat heescht, dat gëtt awer dann nach ëmmer gehalen, obwuel ee sech näischt zuscholde komme gelooss huet. Eis Approche ass jo, dass ee just esou laang déi Logfiles soll halen, wéi de Fichier gebraucht gëtt. Dat kënnen och zéng Joer sinn, wann dat e Fall ass, deen um Geriicht méi laang dauert. Dat kënnt jo och alt vir.

Well elo géift Dir jo higoen an Dir läscht en no deene fënnef Joer, dat ass jo Är Approche. Dir hat jo gesot, Dir wéilt e läschen. An dat war jo eng Diskussioun a mir haten déi Diskussioun an der Kommissioun an, ech mengen, Dir waart dobäi. Et war nach d'Madamm Polfer, déi och nach matdiskutéiert hat zu deem Sujet, well et jo eigentlech net gerecht ass, dass, wann Der fräigesprach sidd, awer nach eppes vun Iech gehale gëtt an deem Dossier. An dat war de Punkt, de Kritickpunkt, mat deem „au moins" fënnef Joer. Merci.

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Hei geet et ... Här President?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, Dir hutt d'Wuert. An dat war kee Fait personnel, dat war Parole après ministre!

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Jo. Ech denken, deen „au moins" bezitt sech jo net op deen, deen do elo gefilmt ginn ass, mee et geet ëm de Logfile vun dem Polizist, deen do eppes kucke war. An déi Diskussioun – ech wëll se elo net ze vill breet erëm opmaachen –, déi hate mer am Fichiersgesetz. Ech denken, dass mer hei eng propper Léisung fonnt hunn. Dee Parallelismus gëtt et am JU-CHA an et gëtt en elo am Fichiersgesetz an dofir mengen ech, dass hei – och op Wonsch vun Iech – deen „au moins" drabliwwen ass. An dofir mengen ech, dass mer awer richteg leien. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Da kënne mer elo ofstëmmen, wa jiddwereen ageloggt ass. Den Text fannt Der am Document parlementaire 8065[14].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8065 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmme fänkt elo direkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi ass mat 31 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen a 27 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Ont voté non : Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

M. Roy Reding.

Da bleift mer just nach d'Fro ze stellen, ob d'Chamber bereet ass, d'Dispens vum zweete Vott ze froen.

(Assentiment)

Dann ass och dat esou decidéiert.

Motion 1

An da géife mer op d'Motioun iwwergoen, déi vun de Kolleege vun der CSV abruecht ginn ass. Wie wëllt d'Wuert nach dozou ergräifen?

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Ech!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, d'Madamm Empain.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Villmools merci och fir d'Motioun, déi mir eis natierlech genau ugekuckt hunn. Virewech: Mir wäerte se net matdroen – net, well mer e Problem domadder hätten, dass do eng Evaluatioun misst gemaach ginn, et si just e puer Saachen, déi ech gäre géif an de Raum geheien. Direkt esou dranzeschreiwen, dass eng Distinctioun entre lieu public et lieu privé net ëmmer einfach wier ze maachen ... Bon, et ass elo och net onbedéngt Rocketscience. Mir wëssen, wat privat ass a wat ëffentlech ass, ne?

Wou et eventuell problematesch gëtt oder wou de Polizist effektiv muss jugéieren, dat ass dee Moment, wann en an e Privé erageet, da muss en ofweien, ob déi Situatioun, déi e virfënnt, der Rechtslag entsprécht, fir eebe kënnen am Lieu privé seng Kamera unzemaachen. Mee e weess duerchaus, wéini en am private Raum ass a wéini en am ëffentleche Raum ass!

Den zweeten Tiret: Einfach elo ze soen, dass dat „certaines lourdeurs administratives" wieren, domadder sinn ech och net d'accord. Mir ginn ëmmer nach dervunner aus, dass dat och Automatisme ginn innerhalb vun der Police, fir déi Demanden deen Ament ze maachen. À voir, falls et eng Lourdeur administrative wier, da kéint jo nogebessert ginn, mee elo schonn ze behaapten, et wier esou, ass e bësselche schwiereg an eisen Aen. An zum jëtzegen Zäitpunkt steet fir eis den Dateschutz ëmmer nach un ieweschter Stell.

Wat ech elo grad gesot hunn, bedeit, et kann een nach ëmmer kucken: Ergi sech herno Problemer aus deem Ganzen eraus? An do steet am Exposé des motifs, do liesen ech vir: „Une étude portant principalement sur le retour d'expérience (volet pratique, technique et juridique) de l'utilisation des caméras sera réalisée, après deux ans d'utilisation, pour dresser un bilan de cette utilisation et le cas échéant adapter le cadre légal, si cela s'avérait nécessaire."

Vun dohier geet dat, wat am Exposé des motifs steet, am Fong geholl méi wäit wéi dat, wat Dir an der Motioun gefrot hutt. An aus all deene Grënn géif ech eise Leit recommandéieren, d'Motioun net matzedroen.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Den Här Goergen huet d'Wuert gefrot.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. D'Motioun ass eigentlech sympathesch, dass een no zwee Joer nach eng Kéier kuckt. Ech hat e puer Feeler erwäänt, mee mir kënne se awer trotzdeem net matstëmmen, well mer eeben als Dateschutzpartei et gutt fannen, dass een den Direkter muss froen an dat mat engem gudde Motiv. Et ass nämlech ee vun deene Punkten, déi an der Kommissioun fir eis zum Besseren herno ëmgeännert gi sinn, well dat eeben eng Hürd ass, dass eeben net jiddereen herno kann déi Filmer kucke goen. Dat ass jo eppes, wat awer am Dateschutz immens wichteg ass an dofir kënne mir d'Motioun net matstëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. D'Madamm Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, ech hunn net vill dozou ze soen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | A!

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Ech fannen eigentlech, den Invite ass interessant, well mer sinn ëmmer derfir, dass Projete sollen evaluéiert ginn, mee ech ka mech net mat dem „saluant l'introduction des caméras-piétons" ufrënnen, dofir kënne mer dat net matdroen. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Da géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen, wa keen anere méi dozou wëllt Stellung bezéien.

Vote sur la motion 1

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

24-mol Jo, 36-mol Nee a keng Abstentiounen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par M. Laurent Mosar), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Domat ass d'Motioun zwar ofgeleent, mee, wéi gesot, gëtt dee Bilan jo souwisou gemaach.

6. 8208 – Projet de loi autorisant le Gouvernement à financer les frais d'exploitation, de maintenance et de maintien en condition opérationnelle de deux hélicoptères Airbus H-145M

Dat gesot, géife mer dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 8208, e Finanzéierungsprojet vun zwee Polizeihelikopteren. An d'Wuert huet erëm d'Rapportrice, d'Madamm Stéphanie Empain.

Rapport de la Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Villmools merci, Här President. Wéi gesot, et ass e Finanzéierungsgesetz, dat mer elo hei wäerte stëmmen.

Et geet ëm de Finanzement vun den Exploitatiounskäschten an de Maintenancekäschte vun eisen zwee Airbus-H145-Helikopteren, déi mer schonn hunn, ze assuréieren, an dëst fir den Zäitraum vun 2024 bis 2038. Mir schwätzen hei vun enger Enveloppe budgétaire vu ronn 86 Milliounen Euro.

Déi zwee Helikoptere sollen der Police jo och eng Capacité aérienne ginn, déi si ënnerstëtzt an de Beräicher Surveillance, Commandement, Transport an Interventioun. A gläichzäiteg kënnen dës Helikoptere vun der Arméi benotzt ginn en cas de besoin, fir Recherche- a Sauvetagemissiounen duerchzeféieren. Mir schwätzen hei also vun enger Utilisatioun, déi souwuel zivill wéi och militäresch ka sinn. Vum Typ vum Helikopter hier ass ze soen, dass dësen och an eisen Nopeschlänner de Standardhelikopter ass, deen de Besoine souwuel en terme de défense wéi och vun der Police gerecht gëtt.

D'Prozedur, fir dës Helikopteren unzeschafen, ass schonn 2017–2018 vun der Direction de la défense duerchgefouert ginn. D'Helikoptere sinn dunn duerno der Police zur Verfügung gestallt ginn an duerno ass dann och en Arrangement technique fonnt ginn tëscht dem Ministère de la Sécurité intérieure, der Police an der Defense, fir eeben ze klären, wie wéi eng Roll an deem Zesummespill kann iwwerhuelen a wéi dat Ganzt finanziell gereegelt gëtt.

Fir et kuerzzefaassen: Et war d'Direction de la défense, déi, wéi gesot, dës Helikopteren ugeschaaft huet, bis op déi spezifesch Ekipementer, déi fir d'Police néideg waren oder néideg sinn. Allerdéngs ass zum deem Zäitpunkt nach kee Finanzéierungsgesetz fir d'Exploitatioun ausgeschafft ginn, well et zu deem Zäitpunkt net kloer war, wéi genee déi Helikoptere géifen an den Asaz kommen, an deemno och, wéi eng Käschten domadder verbonne wieren.

Zënter 2021 sinn dës Helikopteren elo och am Asaz an am Alldag ass et haaptsächlech d'Police, déi dës Helikopteren awer gebraucht. An um Niveau vun der Exploitatioun ass et deemno och esou, dass d'Exploitatiounskäschten an d'Maintenance vun der Police gedroe ginn, bis op déi Fluchstonnen, déi vun der Defense gebraucht ginn.

Wa mer do da kucken, wéi dat sech och an Zukunft fir den Zäitraum 2024–2038 wäert deklinéieren, da gesi mer, dass d'Käschte sech follgendermoossen opdeelen:

Dat wier um Niveau vun de Frais d'exploitation, wou am Ganzen 71.533.500 Euro virgesi sinn. Dovunner entfale ronn 62 Milliounen op d'Police an 9,5 Milliounen op d'Defense.

Um Niveau vun dem Sécherstellen, dass dës Helikopteren och operationell kënne bleiwen, do schwätze mer da vu 14.300.000 Euro, wouvunner der 1.800.000 fir Search-and-Rescue-Ekipementer virgesi sinn, 2,5 Millioune fir Militärradioen an d'Installatioun vu fënnefbliederege Rotoren an engem Midlife Upgrade vu 5 Milliounen Euro. An et ass och nach eng Reserv vu 5 Milliounen Euro virgesinn. Déi ganz Onkäschte fir de sougenannte „Maintien en condition opérationelle" sinn dann à charge vum Fonds d'équipement militaire. Voilà.

Dat heescht, insgesamt nach eng Kéier e Finanzéierungsgesetz iwwer 86 Milliounen Euro hors TVA fir d'Période d'exploitation 2024–2038. An de Gesetzestext gesäit dann och vir, dass d'Depensë fir de Finanzement vun de Frais d'exploitation an der Maintenance vun dësen Airbus-Helikoptere vun der Police gedroe ginn an dass déi Onkäschten, d'Exploitatioun an d'Maintenance, déi am Kader vun de Missioune vun der Defense entstinn, vun der Direction de la défense gedroe ginn. Dann, déi Ausgaben, déi entsti fir de Maintien en condition opérationelle, déi entfalen dann op de Fonds d'équipement militaire.

Wat nach eventuell wichteg ass ze preziséieren, dat ass, dass aktuell d'Utilisatioun vun den Helikopteren duerch d'Police bestëmmt gëtt duerch déi Zivillaviatiounsbestëmmungen, an déi ass, bis op e puer Exceptiounen – Stand haut –, limitéiert op d'Recherche, den Appui, d'Surveillance oder och de Persounentransport. En gros also sinn dat Missiounen, wou kee mat Waffen an en Helikopter eraklëmmt. Dëst gëtt eis aktuell Gesetzeslag, wéi gesot, bis op e puer Exceptiounen, och net hier. Dofir hu mer an der Kommissioun och gesot kritt, dass e Projet de loi an der Maach ass, fir den operative Volet ganz ofzedecken, deen et der Police dann och soll erlaben, mat Waffen an déi Helikopteren ze klammen. An dëst wäert dann natierlech och déi operationell Capacitéite vun der Police verbesseren.

Wat d'Fléie vun den Helikopteren ubelaangt, do ass et esou, dass d'Police selwer keng Helikopterpiloten ausbilt, dofir ginn dës Helikoptere vun der Air Rescue geflunn. Et ass awer net ausgeschloss – dat hu mer och an der Kommissiounssëtzung beschwat –, dass d'Arméi iergendwann, ganz vläicht géif kënnen op de Wee goen, selwer Piloten auszebilden. Eventuell géif sech nämlech do e Besoin erginn am Kader vum belsch-lëtzebuergesche Bataillon, mee dat ass nach grouss Zukunftsmusek.

Zu den Aarbechten an der Kommissioun: De Projet ass de 5. Mee 2023 deposéiert ginn. De Conseil d'État huet säin Avis de 27. Juni ofginn, en hat keng gréisser Remarken ze formuléieren. An der Kommissioun hu mer de Projet de loi an den Avis vum Staatsrot den 11. Juli presentéiert kritt an de Rapport hu mer den 11. Juli ugeholl.

An domadder soen ech Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Dann, éischte Riedner, d'Madamm Diane Adehm.

Discussion générale

Mme Diane Adehm (CSV) | Merci, Här President. Erlaabt mer, datt ech fir d'éischt der Madamm Empain Merci soe fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Dat erlaabt et mir nämlech, eriwwerzegoen zu e puer Iwwerleeunge respektiv Froen, déi ech de Mëtteg awer hei stelle wéilt, oder Iwwerleeungen, déi ech wéilt mat op de Wee ginn.

Fir et kuerz an direkt ze soen: Mir droen dat heiten als CSV mat. Déi Helikopteren, déi sinn 2018 kaf ginn. Wa mer e bëssen zréckdenken: 2018, wat war 2018? Do ware Chamberwalen, jo, mee do ware mer an der selwechter Situatioun, wéi mer haut sinn. Dat heescht, dass erëm eng Partie Gesetzestexter ganz, ganz séier duerchgedréckt gi sinn en dernière minute, an do war och e LUXEOSys derbäi, e Militärsatellitt.

Deemools war Request for information gemaach ginn. Et hate sech der dräi drop gemellt, engersäits OHB-I, déi den Optrag kritt hunn, mir haten awer och Airbus, vun deene mer dat selwecht Joer d'Helikoptere kaf hunn, a mir haten Thales. A fir da komplett ze sinn, wär och nach ze soen, dass dann och nach e Recours gemaach gi war, deen awer spéiderhi falegelooss ginn ass.

Also, mir kafen da grad 2018 zwee Helikoptere bei Airbus fir 22,8 Millioune respektiv 27,3 Millioune mat den Ekipementer an d'Exploitatiounskäschte fir déi éischt véier Joer lafen iwwer de Policebudget. Am Gesetzesprojet vun haut steet dann, dass beim Kaf vun Helikopteren 2018 nach net gewosst war, fir wat se prezis géifen agesat ginn an duerfir ass eeben deemools kee Finanzéierungsgesetz gemaach ginn. Mee se si vun der Defense kaf ginn, well mir hate jo 2018 nach d'Lignes directrices vun der Defense, déi eng Composante aérienne um Findel virgesinn hunn. Spéider sinn déi Lignes directrices de la défense ëmgeännert ginn.

Wärend der selwechter Zäit, wéi déi heiten Helikoptere vun der Defense kaaft ginn, freet d'Police och no engem neien Helikopter, well hiren dann esou zimmlech um Enn vun der Liewenszäit ukomm ass. Da gëtt decidéiert, d'Helikopteren der Police zur Verfügung ze stellen, mee d'Defense bleift awer nach ëmmer Proprietär dovunner. D'Arméi stellt fest, dass si net

déi néideg Ressourcen huet, fir d'Helikopteren ze benotzen an engem militäreschen Ëmfeld, also gëtt, wéi gesot, dat Ganzt bei d'Police eriwwergedréckt fir ze benotzen, d'Defense bleift Proprietär a si mussen an Zukunft, wa si se da benotze wëllen, déi Fluchstonne selwer bezuelen.

Sou schéin, sou gutt. Mee et steet awer och kloer an däitlech am Gesetzesprojet, dass dës Helikoptere verschidde Polizeimissiounen net erfëlle kënnen, well de gesetzleche Kader duerfir feelt. Duerfir meng Fro: Wéini soll dann dëse gesetzleche Kader stoen? Dat misst awer elo iergendwann eng Kéier relativ séier goen!

Fir eis als CSV ass dëse Gesetzesprojet schonn e bësse speziell. No den Erfarungen, déi mir mam Militärsatellitt, also dem LUXEOSys, gemaach hunn, hu mir e komescht Bauchgefill, well elo erëm eng Kéier Helikoptere ganz séier kaf ginn. Se gi bei Airbus kaaft, mir hunn nach net direkt en Asazberäich, dofir gi se emol bei d'Police gesat. An iergendwéi erënnert dat een e bëssen un e Militärsatellitt, deen 2018 hei séier duerchgeboxt ginn ass. Voilà.

Mir als CSV sinn, wéi gesot, mam Gesetzesprojet averstan. Mir droen en och mat, mee well mer d'Erfarung 2018 gemaach hunn, erlaben ech mer, am Numm vu menger Fraktioun eng Motioun ze deposéieren, wou mer d'Regierung opfuerderen, eis reegelméisseg ze informéieren iwwert den „état d'avancement et l'évolution des dépenses occasionées par le financement des frais d'exploitation et de maintenance des deux hélicoptères". Voilà.

Wéi gesot, ech ginn nach eng Kéier d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– considérant l'importance des deux hélicoptères AIRBUS H-145M pour les opérations de la Police grand-ducale et de la Direction de la défense ;

– constatant que le projet de loi vise à garantir l'exploitation et la maintenance des hélicoptères H-145M entre 2024 et 2038 ;

– constatant qu'un montant de 86.000.000 euros hors TVA sera nécessaire pour couvrir les frais d'exploitation, de maintenance et de maintien en condition opérationnelle des deux hélicoptères ;

– considérant le budget important pour couvrir ces frais,

invite le Gouvernement

– à informer la Chambre des Députés régulièrement sur l'état d'avancement et l'évolution des dépenses occasionnées par le financement des frais d'exploitation et de maintenance des deux hélicoptères.

(s.) Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Dann ass den Tour um Claude Lamberty. Här Lambery, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Lamberty (DP) | Merci, Här President. Jo, ech bleiwen hei stoen, well ech mengen, ech kann et ganz kuerz maachen. Mir hate schonn des Ëfteren iwwert déi Geschierkëscht geschwat, déi eis Beamte bei der Police meeschtens hunn. Mir hunn och am Allgemenge bei der Arméi dervu geschwat, mee déi Geschierkëscht, déi eis Beamten um Terrain hunn, déi kann ee mat verschiddenen Outilen ausstatten. An ech mengen, déi zwee Policehelikopteren, déi soll een och als Outil gesinn. A wa virdrun och vun der CSV-Säit gesot gouf, datt se vläicht e bësse Bauchwéi hätte bei verschiddene Froen, muss ech hei soen: Ech gesinn dat éischter positiv, dass mer probéieren, Synergien hei ze sichen zwëschent der Force de l'ordre, wat d'Police duerstellt, also am Inland, an deem, wat awer och eis Arméi duerstellt, wa se och fir d'Defense, fir de Volet Defense, kënne benotzt ginn.

An dann hunn ech op der Policesäit iwwregens och gelies, dass souguer – dat kann den Här Minister vläicht bestätegen –, wann eng Kéier aner Administratiounen e Besoin hätte fir déi Helikopteren, wat och ëmmer dat ka sinn, och déi Administratioune kéinten drop zréckgräifen. Dat hunn ech, wéi gesot, op der Policesäit gelies.

Allgemeng, wat kann zum Beispill e Policehelikopter maachen? Ech mengen, mir gesinn en, mëttlerweil ass e jo an eisem Alldag. Et ass aus eisem Alldagsbild quasi net méi ewechzedenken, dass een en Helikopter gesäit iwwert d'Land fléien. Also, de preventive Charakter, d'Sich no Persounen, d'Unitéiten um Buedem ënnerstëtzen, allgemeng d'Iwwerwaachung vun eisem Territoire, dat si jo scho Saachen an och wichteg Missiounen, déi eis Police huet. An ech denken, dass een déi Synergien, déi een hei konnt fannen, sënnvoll kann asetzen.

A mam Vott vum haitege Projet garantéiere mer och, dass d'Exploitatioun, d'Maintenance an de Maintien vun den zwee Helikoptere bis 2038 garantéiert sinn. Net ze vergiessen, dass dës Helikopteren, wéi gesot, och an der Arméi kënnen zum Asaz kommen, also Synergië gemaach ginn. An et kann ee vläicht och nach soen ...

Nee, ech géif soen, domat hätt ech genuch gesot. Ech ginn einfach den Accord vun der DP-Fraktioun.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci gesot. Dann huet d'Wuert den Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Virop der Rapportrice merci fir hire ganz gudde mëndlechen a schrëftleche Rapport. Mir stëmmen och als LSAP dat heite Finanzéierungsgesetz fir déi zwee Policehelikopteren, déi souwuel fir zivill wéi och fir Militärzwecker kënne genotzt ginn. Dat ass net onwichteg. An ech mengen, mat deem heite Gesetz sinn och d'Maintenance an d'Asazbereetschaft vun deenen zwee Helikopteren, déi de Staat 86 Millioune wäerte kaschten an der Period 2024 bis 2038, ofgedeckt. A virun allem Asätz um Niveau vun der Iwwerwaachung, vum Transport, vun der Evakuéierung, Ënnerstëtzung um Territoire, Sich- a Rettungsasätz, dat si ganz wichteg Missiounen, déi mat deenen hei zwee zousätzlechen Helikoptere kënnen ofgedeckt ginn. An dofir stëmme mir och als LSAP dëse Projet mat. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci gesot. Den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. Ech wollt och heihikommen, well ech, wéi esou dacks bei deem Helikopter vun der Police oder vun der Arméi, wéi et och ëmmer ass, vun engem Gefill vun endlosem Staunen heihinner gedriwwe ginn, fir dat awer eng Kéier mat der Regierung ze diskutéieren.

Ech wéilt och der Madamm Empain Merci soe fir hire Rapport, an deem och nach eng Kéier d'Missiounen opgezielt sinn: „Les missions de la Police", wat d'Helikopteren ugeet, „sont limitées à la recherche, l'appui, la surveillance, le transport de personnes, les patrouilles et la documentation." Also keen Asaz mat Waffen, wéi zum Beispill den Asaz vun enger Spezialunitéit, déi sech da kéint därer Helikopteren do bedéngen, fir sech ofzeseelen an enger Noutsituatioun. Alles dat ass bis elo net méiglech.

Dat huet eis scho laang geiergert an dunn hu mer 2022 – ech wollt dat nach eng Kéier gär hei erzielen –, den 13. September 2022, eng Äntwert kritt op eng Question parlementaire, déi mer an deem Kontext gestallt haten, wou mer dann d'Regierung gefrot hunn, wou mer dru si mat dësem Projet. An do krute mer gesot – dat huet deen Abléck den Här Kox selwer ënnerschriwwen –, do géif fir d'éischt emol eng zukünfteg Adaptatioun vun engem Gesetzesprojet komme fir eng Aviation étatique an esou wieder. Dat ass och an der Tëschenzäit geschitt, den 9. Mäerz dëst Joer hu mer dat gestëmmt. Dat hu mer also elo.

An do sollen dann och Saache gekuckt gi wéi d'Méiglechkeet vun enger Landung baussent dem Flughafen, also „off airport", wéi dat gesot gëtt. A mir hunn do en immens bürokratescht Gesetz, mir haten dat och kritiséiert, mir hunn et awer matgestëmmt, well mer geduecht hunn, dat misste mer onbedéngt hunn. Do sinn immens bürokratesch Prozeduren iwwert déi Aviation étatique an Aviation militaire, wou Kommiteeë sollen agesat ginn.

An déi éischt Fro un de Minister ass dann natierlech: Elo hu mer dat Gesetz, mir hunn et schonn e puer Méint, wou si mer dann dru mat deene Landungen, déi mer sollten „off airport" maachen? Gëtt et déi Kommiteeën? Wat ass do agesat ginn an der Tëschenzäit? Kann d'Police elo endlech esou landen am Land, wéi dat gewollt ass? Deemools ass eis gesot ginn, dat war u sech ganz witzeg an där Question parlementaire, an der Äntwert, déi mer kritt hunn: „D'Thematik vun de Landunge vun deenen Helikoptere gouf a verschiddene Reuniounen tëschent der Police an dem Ministère fir bannenzeg Sécherheet ugeschwat, fir eng zefriddestellend Léisung am Sënn vun der Sécherheet vum Land ze fannen."

Also, d'Police schwätzt mat hirem Ministère, awer de Minister fir bannenzeg Sécherheet ass net kompetent dofir, e muss mat de kompetenten Acteure schwätzen. Da kréie mer an enger Commission parlementaire gesot: „D'Police schwätzt mat hirem Minister. Mee deen ass net kompetent." An am nächste Paragraf heescht et dann: „De Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte viséiert, nach dëst Joer", also 2022, „déi néideg Texter ze deposéieren, fir déi polícespezifesch Detailer unzegoen". 2022! Elo si mer 2023. Mir si Mëtt 2023 a mir hunn elo dat Gesetz iwwert d'Aviation étatique, dat mer den 9. Mäerz hei gestëmmt hate mat enger ganz grousser Majoritéit.

Also, d'Fro ass: Wéini kann d'Police dann elo endlech mat deenen Helikopteren esou schaffen, wéi dat néideg ass? Et gëtt ëmmer erëm en halleft Joer – en halleft Joer! – verlängert an et geschitt näischt. An dat ass eigentlech an eisen Aen net akzeptabel.

Dann huet eng Virriednerin och gesot, do wär eventuell eng Méiglechkeet, datt am Kader vum belsch-Lëtzebuerger Bataillon eng Helikopterausbildung géif ageféiert ginn an der Arméi. Dat ass natierlech absolutt onofhängeg dovunner. Et ass jo, dat hate mer och schonn hei op dëser Tribün gesot, absolutt onméiglech, esou eng Léisung, déi néierens standhält a vu kenger Logik ass, datt Helikopteren, déi vun der Arméi kaaft ginn oder vun der Defense, och vun der Police benotzt ginn, vun engem Zivilist geflu ginn! Wéi ee Statutt hätt deen? Also, déi sinn och ganz gutt, dat sinn och ganz gutt Leit bei der Air Rescue, dat steet net zur Diskussioun! Mee statutaresch ass dat do eng onméiglech Situatioun.

Et ass esou, dass mir gär hätten, datt d'Arméi elo déi Helikopterpilotenausbildung aféiert. Do brauche mer net op en hypotheetesche belsch-Lëtzebuerger Batailloun ze waarden, deen an e puer Joer kënnt. Näischt steet deem am Wee! D'Police kann dat och maache

fir hir Besoinen, well mer souwisou déi Besoinen am Lofttransport an esou weider musse reevaluéieren.

Also, mir sinn hei an enger Situatioun, mir droen dat Gesetz selbstverständlech mat, well mer jo gär hätten, datt d'Police do effikasst Material huet. Awer mir hätten emol gär, datt déi ganz Situatioun klarifiéiert gëtt, datt déi rechtlech Ramebedingunge stëmmen, datt mer kloerstellen, wie wat keeft. Wien ass fir wat zoustänneg, wie benotzt wat? Zumools an enger Zäit, wou d'Arméi och ënner groussem Drock steet, fir hir Depensen eropzesetzen. Mir hu léiwer, mir kafe Material, dat mer och national kënnen asetzen, wéi datt mer ëmmer nëmmen op de Wee ginn, fir u sech iwwert den Arméibudget strateegesch Interessen a strateegesch Besoine vun Drëttstaaten ze befriddegen. Mir hu léiwer, mir kafen eppes, wat mir hei am Land och kënne sënnvoll asetzen. Dat gesot, wéi gesot, mir droen dat hei mat, mee et bleiwe ganz, ganz, ganz vill Froen an dësem Dossier op.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. A leschten agedroene Riedner ass den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Déi zwee Helikopteren – den Airbus H-145M – si gutt, fir eis Sécherheet ze verbesseren, an et ass e Material, dat eis Police sécherlech brauch. Dir wësst alleguerten, dass mer jo awer an enger Situatioun si vun Erausfuerderungen an der Sécherheet an an der Kriminalitéit.

Mir Piraten stinn och ganz kloer zur NATO. Deementspriechend ass dat hei e Projet, dee mer wäerte matstëmmen. Mee ech bréngen awer e puer Kriticken un, well, nenne mer et mol esou: De Statutt, deen Der erausgewielt hutt, tëschent Defense a Police ass zimmlech kreativ erausgewielt a kreativ zesummegestallt.

Ech hat dat an der Kommissioun schonn ugeschwat. Ee Problem, dee mir gesinn, ass net qualitativ, mee éischter wéinst dem Statutt, dat ass d'Fro vun de Piloten. Bekanntlech sinn et Air-Rescue-Piloten, déi en ziville Statutt hunn, déi op deene Maschinne fléien, déi awer Policemissiounen erfëllen. Dat heescht, do ass et awer och perséinlech e bësse riskant, wann een als Zivilist emol an enger Policeoperatioun muss matfléien.

Dat kënnt Der Iech esou virstellen, wéi wa mer a Policeautoen emol géife privat Chauffere setzen, déi mat eise Poliziste géifen duerch d'Land fueren, fir déi dann iergendwou op eng Interventioun ze bréngen. Also, Dir waart hei zimmlech kreativ, wéi Dir d'Léisung mat de Pilote gesicht hutt!

An d'Fro ass jo och: Mussen déi eng Verschwiegenheetsklausel ënnerschreiwen? Wéi leeft dat iwwerhaapt do mam Dateschutz? Do gëtt ee jo alt Saache gewuer, wann een am Helikopter mat derbäi ass, wann esou eng Policemissioun ass.

En zweete Punkt, deen ech an der Kommissioun opgeworf hat, ass, dass nach ëmmer net ganz kloer ass, wéi et dann elo mat de Waffe wäert sinn. Wéi ass et mat eiser Unité spéciale? Däerf se den Helikopter elo benotzen herno oder net?

Wéi ass et zum Beispill mam Ofseelen? Ass dat zertifizéiert? Kann den Helikopter dat, wa mer deen elo kafen? Wéi wäert dat alles oflafen?

(Interruption par M. Henri Kox)

... kaaft hunn. Jo, Dir hutt ... Ma da kënnt Der mer jo och d'Äntwert ginn.

(Interruption par M. Henri Kox)

Et ass gutt, et ass jo gutt, Här Minister. Wann Dir sot, Dir hätt se scho kaaft, da kënnt Der mer jo och d'Äntwert ginn, ob der Iech dierft mat der Unité spéciale ofseelen, ob se dierfe Waffe mathuele fir hir Missiounen. Well dann hutt Der déi Äntwert jo schonn, wann Der se souwisou schonn operativ benotzt.

Déi aner Fro bei de Waffen ass jo och ... Dir hutt mir an der Kommissioun nämlech geäntwert, da misst deen d'DAC froen. Ech stelle mer dat dann esou vir: Dir gitt geruff op eng Interventioun. Da rufft der emol do un: „Jo, däerf ech Waffe mathuelen? Däerf ech dee Gangster, deen elo grad säin Abroch do gemaach huet, ech muss deem jo nofléien, däerf ech do meng Waffe mathuelen?" Wéi leeft dat? Dir hutt den Helikopter jo scho laang, sot Der. Dann hutt Der jo iergendwellech Erfarungswäerter, wéi laang dass dat gebrauch huet, bis esou eng Autorisatioun vun der DAC do ass. Well en däerf jo nëmme Waffe mathuelen, wann ech Iech richteg an der Kommissioun verstanen hunn, wann déi DAC dat iwwerhaapt erlaabt.

Dat ass jo ee vun de grousse Punkten, déi Der nach ze klären hutt. Well wat maache mer mat engem Policehelikopter, wann d'Polzisten herno net dierfe bewaffnet si fir hir Interventiounen? Mat wat solle se schéissen? Konfetti?

Déi aner Fro ass: Et gëtt jo nach aner Missiounen, déi esou en Helikopter vum Typ Airbus H-145M kann erfëlle. De Sven hat do eng Question parlementaire gestallt, 2019, also wäert Der bis elo jo eng Léisung oder eng Äntwert hunn. Dat sinn déi sougenannte „Bambi Bags". Ech erklären Iech dat kuerz: Déi kënnt der ënnen un den Helikopter hänken, dat ass fir den CGDIS, an da kënnen déi läschen. Dat heescht, dir huelt Waasser op, et ass e „Bambi Bag" do, dee geet op an dir kënnt är Bëschbränn läschen.

2019 hat Der dunn nach keng definitiv Äntwert, wéi dat iwwerhaapt méiglech wär. Mee, Dir hutt jo elo grad gesot, Dir hätt deen Helikopter elo an der Tëschenzäit an Dir hätt déi Erfarungswäerter. Da wäert Der jo sécherlech kënnen äntwerten, ob den CGDIS dat dann och esou kann ëmsetzen.

Dat heescht, d'Fro ass: Wéi ass et mat de Waffen, wéi ass et mam Seel, wann een do eng Interventioun huet? A wéi ass et mam Bag a mat de Piloten? Dat ass déi aner Fro, well dat si jo, wéi ech virdru gesot hunn, Zivilisten, déi der do asetzt, fir mam Helikopter ze fléien. Mee déi Fro hat ech jo an der Kommissioun schonn opgeworf. Ech hunn Iech jo elo Zäit gi vun der Kommissioun bis elo fir d'Äntwerten.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Domat ass déi allgemeng Diskussioun eriwwer an den Här Minister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Erlaabt mer, dass ech meng Interventioun vun hei hanne maachen. Ech denken, et sinn eng Rei Froe gestallt ginn, déi wäert ech dann och probéieren ze beäntweren, och wat d'Motioun ubelaangt.

Éischtens, dësen Helikopter, oder déi zwee Helikoptere sinn deemools vun der Arméi kaf ginn, well parallell an Däitschland och Soumissioune gelaf sinn. Déi Däitsch Arméi huet nämlech en änlechen Helikopter och sollen uschafen, an dee Moment hu si sech mat drugehaangen an dofir ass de Choix op den Airbus gefall, ouni dass ech elo e Verglach mam Satellitt wëll maachen. Mee an där Kooperatioun war virgesinn, dass och Ausbildung a weider Elementer sollte verfollegt ginn, dat ass awer elo net zum Schluss komm, soudass de Moment éischter eng Léisung hei zu Lëtzebuerg, à la luxembourgoise, emol gemaach ginn ass. An do probéiere mer, à la luxembourgeoise, awer positiv Synergien ze sichen!

Éischtens, Synergië mat der Police tout court, well d'Police och en Helikopter hat, deen awer, jo, scho laang an d'Jore komm ass. An dofir war dat hei eng Synergie, déi ganz positiv war. Dofir ass dat och esou gewielt ginn. Et war natierlech kloer, an dat war jiddefalls mäi Wonsch, fir e Finanzéierungsgesetz draus ze maachen. Dir wësst, dass ech dat och am Logement gemaach hunn, fir d'Käschten – hei ass et jo wierklech bis 2038 – och ze definéieren. An dofir war et mäi Wonsch, net nëmmen aus Contraintë vun der Constitutioun, dass mer dat och transparent maachen. Bon, wann Dir frot no Transparenz an de Käschten: Et ass e Budget, deen dran ass, fir d'Budgetskontrollkommissioun. Ech hunn awer absolutt kee Problem, dass eng Police ëmmer muss – a mir kommen des Ëfteren an d'Kommissiounen – och budgetär fir alles, wat ausgi gëtt, Rechenschaft ginn.

Dësen Helikopter, déi zwee Helikoptere sinn am Alldag haut schonn am Asaz. Dir gesitt se insbesondere, wa Recherchë gemaach ginn, Opklärunge vun der Police. Jo, de Gebrauch vun enger Schosswaff ass nach net gereegelt, dat ass och meng Demande gewiescht vun Ufank un, säit ech den Dossier hunn. Awer ech denken, dass dat Gesetz do ganz, jo, ganz exakt muss geschriwwe ginn.

An dofir ass jo d'zivill Aviatioun zoustänneg, fir den Accord ze ginn, wann een an der Operatioun flitt, well mer nämlech eng zweet Synergie gesinn hunn, dat ass déi mat der Air Rescue. Dir kënnt Iech jo virstellen, wa mer Pilote sollten ausbilden, wat dat mat sech bréngt. Fir dann éischtens Helikopterpiloten ze hunn an der Villfalt, ass déi Synergie mat engem Private geholl ginn, mat der Air Rescue, déi jo awer schonn hir Erfarung hei um lëtzebuergeschen Territoire huet, an och ganz gutt Erfarungen. An dofir ass do och déi Synergie gesicht ginn, an dofir ass déi zivill Aviatioun och zoustänneg derfir, wat dann do passéiert.

An dofir, dat Gesetz, mir hunn an der Kommissioun – an Dir kënnt Iech erënneren, den Direkter war och do – versprach kritt, dass bis Enn des Joers dat och gereegelt ass mam Schoss, also wann eng USP, eis Unité spéciale, ënnerwee wäert sinn an an hirem Asaz dann och ka Gebrauch maache vu Waffen. D'Legislatioun haut gesäit vir, dass dann d'Waff iergendwou hikënnt, entcharget gëtt an esou weider. Am Operative kann ech mer virstellen, dass dat net dat Richtegt ass. An dofir ass et wichteg, dass dat Gesetz awer esou geschriwwe gëtt, dass et souwuel dem Pilot wéi och dem Asaz gerecht gëtt, dass jiddwereen, och deen, deen den Asaz féiert, och weess, dass en ofgeséchert ass an net zur Responsabilitéit gezu gëtt. Dat ass nämlech ganz wichteg, dass dat an allen Detailer wäert gekuckt ginn.

Dofir mengen ech, dass et wichteg ass, dass mer elo e Gesetz kréien. Dass mer e Suivi kréie vun dem budgetären Asaz, ass absolutt kee Problem fir mech. An ech si frou, d'ici fin d'année, esou wéi mer dat ugekënnegt hunn oder ugekënnegt kritt hunn an der Kommissioun, dann an der ganzer Breet och kënnen den Helikopter fir d'Police esou ze benotzen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech wollt just Parole après ministre froen. Ganz kuerz, fir dem Här Minister ze soen: Ech hu jo vill Fantasie an deem do Beräich, mee ech ka mer beim beschte Wëllen net virstellen, wou soll de Problem sinn, fir elo hinzegoen an e Programm ze lancéieren, fir Militärpiloten auszebilden, Helikopterpiloten.

Et géif souguer d'Méiglechkeete vum Asaz an deem Sënn nach esou wäit vergréisseren, datt mer eng Kéier iwwert d'Nuetslizenze misste schwätzen, fir och nuets den Asaz vun deenen Helikoptere kënnen ze maachen a fir d'Ekipementer fir d'Helikopteren unzepassen, datt mer se 24/24 Stonne kënnen asetzen. Well wann eng Noutsituatioun ass, ass et nun emol sou, datt weeder an enger humanitärer Noutsituatioun nach an iergendengem kriminellen Oflaf d'Leit, wann et däitscher gëtt, ophalen. Dat si just eis Helikopteren, déi dann ophalen.

Do sinn einfach esou vill Deficiencen an deem System, datt et net anzegesinn ass, datt Der net elo op Äre Büro zréckgitt an direkt de Kolleege vun der Arméi urufft, dem Här Bausch, a sot: „Hei, mir maachen dat, et si genuch Schoulen do, déi bereet sinn, dat ze maachen!"

Rekrutéiert Leit, bilt se aus! Kommt, mir kucken, datt mer endlech virukommen! Well mir kréien an all Diskussioun dat selwecht erzielt. An all Diskussioun, wou mer heidriwwer schwätzen, sot Der: „Et geschitt geschwënn, mir maachen eppes." Et geschitt guer näischt! An ech muss éierlech soen, am Interessi vum Land ass dat do keng Politick, déi mir wëlle matdroen.

Ech soen Iech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Minister, ech ginn direkt dem Sven Clement d'Wuert. Da kënnt Der ...

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. Et ass och Parole après ministre, da musst Der net froen.

Ech hunn elo den Explikatioune vum Minister gutt nogelauschtert, ech hunn och virdru gutt nogelauschtert, wéi d'Madamm Adehm nach eng Kéier e gewëssenen Historique gemaach huet, an ech hunn och de Rapport virdrun nogelauschtert. An ech muss mer awer Froe stellen. Mir wäerten de Projet matstëmmen, dorun ännert sech näischt, och no deem Debat hei, well mer der Meenung sinn, datt mer dee Finanzement net kënnen a Fro stellen.

Nichtsdestotrotz mierken ech, datt mer 2019 well d'Fro opgeworf hunn derno, ob déi Helikoptere kënne fir zivill Läschasätz benotzt ginn. Do ass et nach net emol drëm gaangen, wéi déi Waffesituatioun ass, et ass net drëm gaangen, ob déi Winch elo geneemegt ass, homologéiert ass, ob d'USP se kann notzen. Déi lescht Kéier huet d'USP trainéiert, dunn huet se e belsche Policehelikopter komme gelooss, fir kënnen ze trainéieren. Dat kann dach net d'Léisung sinn, wa mer hei zwee deier Helikopteren hunn, déi eis elo déi nächst Jore wäerte 86 Millioune kaschten, hors TVA!

Dat heescht, mir missten dach tatsächlech, nodeem mer well 2019 d'Fro no deene Läsch-Buckets, „Bambi Buckets", wéi se dann heeschen, gestallt hunn, awer 2023 eng Äntwert drop hunn. Déi Helikoptere fléien net säit gëschter, mir hunn nach ëmmer keng Léisung mat der DAC fonnt, fir dat onkomplizéiert ze maachen.

Da muss ee sech vläicht eng Kéier d'Fro stellen, ob een net muss nieft enger Direction de l'aviation civile eng Direction de l'aviation militaire hunn. Da brauche mer vläicht en Aviatiounsgesetz fir d'Militär. Mir hu mëttlerweil en A400M, mir sinn am MRTT (ndlr: Multi-Role Tanker Transport) mat dran, gläichzäiteg schwätze mer driwwer, an der Erneierung vum AWACS-Programm matzemaachen, a mir hunn als Lëtzebuerg keen Aviatiounsgesetz fir d'Militär, wou mer all déi Froe kéinte reegelen, ouni datt mer dat missten an enger ICAO (ndlr: International Civil Aviation Organization) reegelen, wou et natierlech komplizéiert ass, den Transport vu Waffen ze reegelen.

Ech stellen einfach fest, dat hei ass en Dossier, deen elo säit Jore schleeft an iergendwéi net vum Fleck kënnt. Den Helikopter flitt, mir dréie Kreesser, üben. En ass och sënnvoll, fir Detektioun a Poursuitten ze maachen. Mee schlussendlech, wann d'USPen e géife brauchen, fir sech ofzeseelen, kéinte si mam Helikopter op den Asaz fléien, mee et misst hannendrun en Auto matfueren, fir d'Waffen ze transportéieren. Also, da seele si sech ouni Waffen of a se huelen d'Waffen aus dem Auto! Da kënne se och mam Auto dohinner fueren.

Da kënnt déi Fro, déi de Marc Goergen opgeworf huet: Mir hunn Zivilisten, et sinn zwar fréier Militär aus der Schwäiz an aus Frankräich, déi haut dann als Ziviliste fir d'Air Rescue fléien. Dat sinn dann déi, déi haut eis Agenten, eis Beamten transportéieren. Iergendwéi ass dat Ganzt awer eng komesch Mëschung. Et gëtt dem Militärbudget imputéiert, datt mer den Helikopter kaaft hunn, mee dann hu mer an der Exploitatioun d'Militär, d'Police, gläichzäiteg eventuell de CGDIS, wa mer géife läsche goen, dee géif nach derbäikommen, an da kënnt nach d'Air Rescue als privaten drëtten Acteur oder véierten Acteur derbäi – ech verléiere schonn d'Zuelen.

Also, mir sollten eis vläicht do wierklech e Gesetz iwwert d'Aviation miltiaire ginn, da géife mer déi Problemer do léisen, amplaz datt mer hei ëmmer erëm schousteren. An et ass awer vill Geld, do sollt ee sech vläicht e bësse méi seriö druginn.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Just drop higewisen, dass dat do awer, jo, neelech bei der Parole après ministre war an éischter eng zweet Interventioun.

Här Minister.

M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure | Jo, ech sinn u sech heihinner komm mat dësem Gesetz, fir dass mer och déi budgetär Éierlechkeet do erakréien, an dofir hunn ech derfir gesuergt, dass et e Finanzéierungsgesetz gëtt, fir dass déi Finanzen emol kloer sinn an dass dat vis-à-vis vun der Chamber och transparent ass.

All déi Froen, déi ech elo nach gestallt kritt hunn, vu militäreschen Asätz, vun Zivillaviatioun, all déi doten, do sinn ech gär bereet, mäi Wuert eranzebréngen, och d'Uleies vun der Police, wat ech iwwregens an de leschte Joren och gemaach hunn. Mee leider sinn ech do awer op d'Liwwerung vun aneren ugewisen.

Ech wëll de Ball net engem aneren dohinner geheien, ech wëll Iech just soen: Wann d'Léisung esou einfach wier, dann hätte mer se schonn, ganz kloer! A wann et esou einfach wär, och nach eng militäresch Aviatioun fir Lëtzebuerg opzebauen! Dir kënnt Iech jo all virstellen, wat fir e budgetären, militäreschen, gesetzleche Kader mer dann nach musse maachen.

Mir musse kucken, dass mer déi Bréidercher, déi mer hei baken, sënnvoll maachen, a kucken, Synergien ze sichen, an natierlech vis-à-vis vun der Chamber esou transparent wéi méiglech sinn! An dat war mäin Uleies mam Finanzéierungsgesetz. All déi aner Froen, déi musse gekläert ginn, déi wëll ech och gekläert hunn, fir dass d'Police och déi néideg Asätz domat ka fléien.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci gesot.

Da kéinte mer zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8208 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

Unanimitéit.

(Le projet de loi 8208 est adopté à l'unanimité des 60 votants.)

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. André Bauler), Fernand Etgen (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas (par M. Gilles Baum), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par M. Yves Cruchten), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Da bleift mer nach just ze froen no der Dispens vum zweete Vote constitutionnel.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

An da géife mer nach d'Motioun vun de Kolleeginnen a Kolleege vun der CSV zur Diskussioun stellen. Wëllt do nach een d'Wuert ergräifen? Madamm Empain.

Jo, Dir sidd am doudege Wénkel. Entschëllegt.

(Hilarité)

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Villmools merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Mam Helikopter géif een dat besser gesinn.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Richteg, richteg.

(Hilarité)

Villmools merci fir den Depot vun dëser Motioun. Mir hunn näischt fonnt, wat eis heirunner stéiert, au contraire, mir fannen, dass dat absolument legitimm ...

(Interruption)

Dir verstitt mech net?

Une voix | Nee.

Mme Stéphanie Empain (déi gréng), rapportrice | Mir fannen déi Demande ganz legitimm. Mir wëllen hei op Transparenz spillen. De Minister huet et och grad gesot: Ee vun de Grënn, firwat dëse Gesetzesprojet gemaach ginn ass, ass, fir eng finanziell Kloerheet an déi ganz Situatioun ze kréien. A mir hunn absolument kee Problem domadder, dëst och iwwert déi nächst Joren, natierlech an der Kommunikatioun vis-à-vis vun der Chamber, oprechtzeerhalen.

Vun dohier géif ech eiser Fraktioun recommandéieren, dës Motioun matzedroen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ass dat den allgemenge Wonsch vun der Chamber?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Ma da géif ech ëm en Handzeeche bieden.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Da bleiwe mer bei der Unanimitéit.

(La motion 1 de Mme Diane Adehm est adoptée.)

7. Dépôt d'une proposition de loi par M. Laurent Mosar

An ier mer zum nächste Projet iwwerginn, hunn ech d'Demande vum Här Mosar, fir eng Proposition de loi ze deponéieren.

Exposé

M. Laurent Mosar (CSV), coauteur | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Numm vu menger Kolleegin Martine Hansen a mir géif ech hei wëllen eng Proposition de loi deposéieren, wou et ëm Hëllefe fir jonk Leit geet, déi en ofgeschlossenen Universitéitsdiplom hunn an déi am Kader vun engem innovative Projet wëllen eng Entreprise grënnen. Hei geet et also drëm, den Entrepreneurship vu jonke Leit ze ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

8279 – Proposition de loi portant création d'une aide à la création d'entreprise émanant des sciences et portant modification à la loi du 17 mai 2017 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ma merci och.

8. 8220 – Projet de loi portant modification de la loi du 2 novembre 2021 relative à un contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions

A mir géifen dann elo definitiv zum nächsten, zum leschte Projet vum Ordre du jour iwwergoen, de Projet de loi 8220. Ech wollt just drop hiweisen: Op Propositioun vun der Kommissioun gëtt no der Presentatioun vum Rapport duerch d'Madamm Rapportrice, d'Francine Closener, keng Diskussioun gefouert a mir kënnen direkt ofstëmmen. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Mme Francine Closener (LSAP), rapportrice | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, d'Beruffsfräiheet ass e Grondrecht, an national Bestëmmungen, déi den Accès zu reglementéierte Beruffer respektiv hiren Exercice limitéieren, mussen dofir op hir Proportionalitéit kontrolléiert ginn, fir eeben diskriminatoresch Dispositiounen opzedecken oder ze verhënneren.

Genee dat gesäit d'EU-Direktiv 2018/958 vir, déi schonn 2021 an nationaalt Recht transposéiert gouf. Allerdéngs huet d'EU-Kommissioun festgestallt, datt d'Direktiv net komplett ëmgesat gouf a Lëtzebuerg krut dowéinst eng Mise en demeure, well déi ganz Transpositioun e Règlement grand-ducal verlaangt, deen am Artikel 7 vum Gesetz virgesi war, iwwert d'Participatioun vun de Parties prenantes.

Dee Règlement gouf am Dezember 2022 adoptéiert, allerdéngs hat de Staatsrot a sengem Avis vum November 2022 Bedenken an huet op d'Gewaltentrennung verwisen. Effektiv ass et esou, datt den Delai, deen Établissements publics a Betriber imposéiert kruten, wa se professionell Reglementatiounen huelen, net vun der Regierung, mee vum Legislateur muss fixéiert ginn.

Deen Delai gouf du wéinst de Bedenke vum Conseil d'État aus dem Règlement erausgeholl, en ass awer indispensabel, fir datt d'Bierger, d'Clienten an all d'Parties prenantes richteg informéiert ginn. Dofir kënnt en eeben elo an d'Gesetz. Et gëtt am Projet de loi kloergestallt, datt d'Ännerunge vun de Dispositiounen op d'mannst ee Mount op enger elektronescher Plattform musse public gemaach ginn.

Donieft preziséiert den Article unique vun dësem Projet de loi awer och, datt den Exame vun der Verhältnisméissegkeet och bei Amendementer vun der Regierung oder vum Parlament gëllt. Dat ass eng wichteg Prezisioun, well soss kéint eng Dispositioun, déi alleguerten d'Krittäre vun der Proportionalitéit erfëllt hätt, duerch d'Amendementer ëmgedréit ginn, wat jo wierklech net de Sënn vun dësem Exercice ass.

Zu dësem Projet de loi goufe véier Avisen agereecht, an zwar vum Collège vétérinaire, vum Collège médical, der Chambre de Commerce an natierlech vum Staatsrot. Et gouf keng Oppositioun, am Géigendeel, de Projet de loi gouf souguer begréisst. A fir den Detail verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport a ginn heimadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci gesot. Wann ech dat da richteg verstanen hunn, hutt Der jo net dann nëmmen am Numm vun der ...

(Brouhaha)

Jo, mee kommt, mir stëmmen direkt of, ouni Literatur. Kommt, mir stëmmen iwwert de Projet de loi 8220 of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8220 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Wannechgelift, nach e bësse Gedold. Dann d'Procuratiounen.

(Brouhaha)

De Vott ass elo ofgeschloss.

Mam Resultat, dat ze erwaarde war: Unanimitéit.

(Le projet de loi 8220 est adopté à l'unanimité des 60 votants.)

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Elisabeth Margue, M. Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi (par M. André Bauler), Fernand Etgen (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas (par M. Pim Knaff), Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Claude Lamberty) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser et Fred Keup (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis ;

M. Roy Reding.

Ech soen Iech Merci, froen nach just no der Dispens.

(Assentiment)

Merci.

Domat si mer um Enn vun eisen Aarbechten ukomm a mir gesinn eis muer de Moien um 8.00 Auer erëm.

(La séance publique est levée à 16.21 heures.)

Sommaire

Objet	Nº	Auteur	Page
Fermeture définitive de la structure d'hébergement dite Don Bosco	8000	Nathalie Oberweis	80
Élèves souffrant de troubles du comportement	8002	Sven Clement	81
Service de lutte contre les abus et la fraude du CNS	8003	Sven Clement	82
Refus de remboursement d'un certificat médical	8004	Sven Clement	82
Messagerie sécurisée de santé	8005	Sven Clement	83
Construction d'une éolienne à Burden	8006	André Bauler	83
Contrôles aux frontières	8007	Sven Clement	84
Lait de pâturage	8008	André Bauler, Gusty Graas	85
Nuisances de l'activité aéroportuaire de l'Aéroport de Luxembourg	8009	Fernand Kartheiser	85
Absence de bornes de chargement au parking du Centre sportif national « Coque »	8010	Mars Di Bartolomeo	86
Agents de gardiennage	8011	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	86
PET-Scan au Centre Hospitalier du Nord	8012	André Bauler, Carole Hartmann	86
Choix des langues à l'ECG (École de Commerce et de Gestion)	8013	Martine Hansen	87
Carnet de vaccination électronique	8014	Sven Clement	87
Disponibilité de salles sur le campus de l'Université du Luxembourg	8015	Sven Clement	87
Demande de transfert à l'étranger auprès de la CNS	8016	Sven Clement	88
Dossier de soins partagé (DSP)	8017	Sven Clement	88
Amende record dans le cadre du Règlement général européen sur la protection des données (RGPD)	8018	Laurent Mosar	89
Effectif de la Police grand-ducale	8019	Elisabeth Margue, Laurent Mosar	89
Police de la Grande Région	8020	Fernand Kartheiser	90
Établissements publics	8021	Fernand Kartheiser	90
État de pénurie en personnel enseignant	8022	Myriam Cecchetti	91
« Gigaliners »	8023	Mars Di Bartolomeo, Carlo Weber	92
Factures de gaz et d'électricité	8024	Mars Di Bartolomeo	92
Écoles internationales	8025	Martine Hansen	93
Obligation d'entretien de l'enfant majeur	8026	Sven Clement	93
Commission de contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions	8027	Sven Clement	93
Groupe d'amis sur le vote à la majorité qualifiée dans la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC)	8028	Gusty Graas	94
Aides au logement	8029	Marc Goergen	94
Normes européennes applicables pour la construction d'une étable au Luxembourg	8030	Martine Hansen	94
Ligne de bus K45	8031	André Bauler	95
Installations photovoltaïques	8032	Max Hengel, Paul Galles	95
Rapport annuel de l'ITM pour l'année 2022	8033	Myriam Cecchetti	95
Réforme du code des douanes européen	8035	Mars Di Bartolomeo	97
Radars fixes à Hollerich	8036	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	98
Vaccins contre la bronchiolite chez les enfants	8385 urgente	Marc Spautz	98

Fermeture définitive de la structure d'hébergement dite Don Bosco | Question **8000** (17/05/2023) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Ayant pris note d'une lettre envoyée par recommandé et courrier simple aux résidents de la structure d'hébergement SHTDPI Limpertsberg 162b, je me dois de constater que les résidents sont informés de leurs « non-droits » et en particulier de leur statut d'« occupant sans droit ». La lettre informe les résidents qu'ils devront « avoir définitivement quitté la précitée structure pour le 30 novembre 2023 au plus tard ». Puis, on les informe qu'« à défaut d'y donner suite, l'ONA se verra contraint d'entamer une procédure en déguerpissement ».

Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile, je me dois de constater avec désapprobation le ton de la lettre. Non seulement les résidents sont informés qu'ils occupent un logement sans droit, l'ONA écrit que l'office a « continué de (les) héberger » afin de leur « permettre de [...] s'intégrer dans la société et d'effectuer les démarches [...] » pour enfin constater que les résidents occupent « un logement qui a été mis à disposition par l'ONA » et de leur dire que leur résidence constitue un « engagement unilatéral ».

Monsieur le Ministre, vous n'êtes pas sans savoir que beaucoup de BPI se trouvent dans une situation particulièrement vulnérable face à un marché du logement en crise, un marché du logement qui n'a pas ou peu de solutions pour des personnes dans une situation de vulnérabilité. C'est bien pour cela que les BPI ont été tolérés dans les structures de DPI.

Par conséquent, permettez-moi de vous poser les questions suivantes :

1) Monsieur le Ministre, pouvez-vous me confirmer la fermeture définitive de ladite structure ?

2) Combien de personnes sont concernées par cet ordre de quitter les lieux ?

3) Est-ce que ladite lettre envoyée est la seule source d'information concernant la fermeture que les résidents ont reçue ?

4) Selon nos informations, les résidents n'ont pas été informés sur des propositions d'alternatives de logement. Si tel est le cas, pourquoi avez-vous opté pour un ordre de quitter les lieux et non pas pour un relogement des résidents ?

5) Concrètement, si les résidents ne trouveront pas un logement, y aura-t-il des solutions d'urgence ou est-ce que les résidents se retrouveront dans la rue ? Avez-vous prévu un plan de relogement pour celles et ceux qui n'auront pas trouvé de logement ?

6) Puisque c'est l'absence de logement voire le non-accès au logement des BPI sur le marché du logement au Luxembourg qui est la raison de leur résidence prolongée à ladite structure, avez-vous pu échanger avec votre collègue, le Ministre du Logement ? Avez-vous pu voir avec lui si vous pourriez trouver des solutions d'urgence pour les résidents de la structure ?

7) Est-ce qu'il y a des échanges entre l'ONA et la Ville de Luxembourg voire avec les autres communes et aussi avec les fondations et associations ? Si oui, avez-vous pu identifier des solutions de logement ?

8) Avez-vous pu échanger avec le Syvicol afin de faire jouer la solidarité entre communes ? Ne jugez-vous pas qu'il est temps que toutes les communes (ou presque) se montrent solidaires pour héberger des DPI et BPI ?

9) Est-ce que vous jugez que c'est la Ville de Luxembourg qui sera responsable de reloger les résidents éventuellement dans la rue puisque ladite structure se trouve sur son territoire ?

10) Plus généralement, la crise du logement affecte toutes les populations notamment les plus vulnérables au Luxembourg. Monsieur le Ministre, ne faudrait-il pas que votre Gouvernement déclare l'urgence logement afin de pouvoir prendre des mesures d'urgence de logement et de relogement ?

11) Monsieur le Ministre, ne trouvez-vous pas, sans vouloir froisser quiconque, que le style d'écriture sec voire culpabilisant de la lettre ne contribue pas à soutenir la situation individuelle des BPI qui ont justement le besoin d'être soutenus ?

Réponse (15/06/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre de l'Immigration et de l'Asile

ad 1) La structure d'hébergement pour demandeurs de protection internationale (DPI) Don Bosco fermera définitivement ses portes en date du 31 décembre 2023.

ad 2) 80 personnes sont concernées par cet ordre de quitter les lieux.

ad 3) Outre la lettre envoyée par courrier en date du 31 mars 2023 par l'Office national de l'accueil (ONA), les personnes hébergées ont également été informées oralement par les encadrants de la Croix-Rouge qui sont en charge du suivi social de la structure d'hébergement.

ad 4) Les personnes hébergées dans la structure ont été informées par écrit et oralement (cf. question 3) de la fermeture de la structure d'hébergement Don Bosco. Concernant le relogement, il faut distinguer les différents statuts des personnes hébergées :

– les demandeurs de protection internationale (DPI) hébergés dans la structure vont être relogés par l'ONA au plus tard pour le 30 novembre 2023 ;
– les bénéficiaires de protection internationale (BPI) hébergés dans la structure et ayant un engagement avec l'ONA qui expire ou qui a expiré doivent quitter la structure mentionnée au plus tard pour le 30 novembre 2023 ;
– les bénéficiaires de protection internationale (BPI) hébergés dans la structure et ayant un engagement valable avec l'ONA vont être relogés ;
– les personnes ayant une autorisation de séjour temporaire et étant hébergées dans la structure vont être relogées au plus tard pour le 30 novembre 2023 ;
– les personnes déboutées hébergées dans la structure ont reçu une lettre par courrier par l'ONA avec un délai de 2 mois pour quitter la structure.

ad 5) Référence est faite à la réponse 4.

Un groupe de travail issu de différents services compétents a également été créé afin de trouver une solution de logement pour chaque personne hébergée.

ad 6) Les personnes bénéficiaires du statut de protection internationale sont inscrites sur les listes d'attentes des différents bailleurs sociaux tels que le Fonds du logement, la SNHBM et les différentes communes et associations au même titre que les autres personnes disposant d'un droit de séjour au Luxembourg.

ad 7) L'ONA a eu des échanges réguliers concernant la fermeture de la structure d'hébergement « Don Bosco » avec les instances responsables suivantes :

– Ville de Luxembourg
– Office social de la Ville de Luxembourg
– Croix-Rouge Luxembourg
– Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région
– Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
– Office national d'inclusion sociale

Les échanges ont débuté en février et vont durer jusqu'à la fermeture de la structure d'hébergement afin de trouver des solutions adéquates.

ad 8) Actuellement, plus de 30 communes accueillent des structures d'hébergement de l'ONA et les discussions se poursuivent avec certaines communes afin d'augmenter les capacités d'accueil. Dans ce contexte, des échanges ont lieu entre les responsables du Ministère des Affaires étrangères et européennes, de l'ONA et du Syvicol, en étroite coopération avec les responsables du Ministère de l'Intérieur.

ad 9) Référence est faite à la réponse 7.

ad 10) Le Gouvernement est conscient de la situation difficile du marché immobilier du Luxembourg. À cet égard je me permets d'informer l'honorable Députée des multiples efforts entrepris au courant des dernières années et qui sont amplement documentés à travers de la stratégie nationale du logement abordable et les projets de grande et moyenne envergure.

ad 11) Les personnes hébergées dans la structure d'hébergement pour DPI Don Bosco doivent être mises au courant de leurs droits et obligations par courrier. Outre la communication par écrit, les personnes ont été informées oralement et un groupe de suivi a été mis en place comme décrit sous le point 7.

Élèves souffrant de troubles du comportement | Question **8002** (19/05/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An der parlamentarescher Fro N° 6684 hunn ech mech iwwert Gewalt am Enseignement fondamental informéiert. An der Äntwert vum Minister ginn eng Rei Mesurë genannt, falls et zu Virfäll mat Gewalt an der Schoul kënnt.

Et ginn ëmmer nees Fäll un eis eru gedroen iwwert Kanner mat grave Verhalensopfällegkeeten. Riets ass vu Fäll, wou Kanner souwuel an der Schoul ewéi och ausserhalb vun der Schoul duerch gewalttätegt Verhalen opfalen an hir eege Famill, d'Léierpersonal oder och déi aner Kanner kierperlech attackéieren a blesséieren. Eis ass souguer vun engem Fall bericht ginn, wou eng Léierin privat Verdeedegungscoursë mécht, fir sech virun de physeschen Attacke vun engem extreem gewalttätege Kand schützen ze kënnen.

Den Asaz vu spezialiséierten Educateure wier och dacks réischt vill ze vill spéit méiglech an d'Léierpersonal misst dacks Méint oder souguer méi wéi e Joer waarden, bis iwwerhaapt Hëllef um Terrain géif ukommen. Riets ass och dovun, dass spezialiséiert Educateuren d'Situatioun net verbessert kréien, well si selwer physesch attackéiert a blesséiert géife ginn an duerno duerch Krankeschäiner ausfalen. Dem Kand gëtt esou och ze spéit déi Hëllef zu Deel, déi et brauch.

Eng Rei Enseignante wéi och Eltere bekloen sech, dass vusäite vun den Direktiounen näischt oder net genuch gemaach gëtt a si mat de Problemer géifen eleng gelooss ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung dës Froe stellen:

1. Wéi laang dauert et an der Moyenne, bis dës Hëllef, zum Beispill a Form vun engem spezialiséierten Educateur, um Terrain ukënnt? Wat war bis elo dee schnellsten an dee längsten Delai, bis dës Hëllef um Terrain ukomm ass?

2. Wat fir Méiglechkeete gëtt et, falls sech d'Situatioun och mat der Betreiung duerch spezialiséiert Personal net verbessert?

3. Wéi vill Éducateurs gradués an Instituteurs spécialisés dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (I-EBS) gëtt et aktuell hei zu Lëtzebuerg? Wéi vill dovu schaffen direkt an de Schoulen (Centres de compétences net matgezielt) mat de betraffene Kanner an Enseignanten?

4. Wéi vill Schülerinnen a Schüler a wéi vill Enseignantë ginn, opgelëscht pro Joer, vu spezialiséierten Educateur-graduéen oder I-EBSe betreit?

5. Wéi vill Krankeschäiner, opgelëscht pro Joer, gouf et bei den Éducateurs gradués, den I-EBS an den Enseignanten?

6. Wéi gëtt de Suivi vun den Dossieren am Fall vun engem Krankeschäi vun engem Educateur oder engem I-EBS assuréiert? Wéi dacks, opgelëscht pro Joer, kënnt et vir, dass keng Persoun disponibel ass, fir den Dossier an de Suivi ze iwwerhuelen?

7. Wat fir Mesurë ginn direkt geholl, fir d'Léierpersonal an déi aner Kanner ze schützen, wann e Kand esou schwéier verhalensopfälleg ass, dass et eng direkt Gefor fir sech selwer an d'Persounen a sengem schouleschen Ëmfeld duerstellt?

8. Firwat mussen d'Enseignanten Dossieren, déi bis zum Enn vum viregte Schouljoer net traitéiert gi sinn, eng weider Kéier ganz nei erareechen?

Réponse (27/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. an 2. Am Enseignement fondamental kann ee Schüler mat spezifesche Besoine vu verschiddene Fërdermesurë profitéieren. Dës Ënnerstëtzung ass jeeweils un dem Schüler seng individuell Bedierfnisser a seng eventuell Léierschwieregkeeten adaptéiert. Fir engem Schüler mat besonnesche Besoinen de beschtméiglechen Encadrement ze bidden, huet mäi Ministère een Dispositif op dräi Niveauen entwéckelt:

Lokalen Niveau:

Den Instituteur spécialisé dans la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques (I-EBS) ass ee spezialiséierten Enseignant, deen un eng oder méi Schoulen affektéiert ass an als Missioun huet, d'Assistance an d'Prise en charge vun de Schüler mat besonnesche Besoinen ze assuréieren. Hie mécht dëst unhand vun enger inklusiver Approche innerhalb vun der Schoul an a Kollaboratioun mat de concernéierte pedagogeschen Equippen. Vu datt d'I-EBSen direkt an eng Schoul affektéiert sinn, identifizéiere si reegelméisseg zesumme mat de pedagogeschen Equippen, wéi eng Schüler vun enger zousätzlecher Prise en charge duerch den I-EBS am meeschte profitéieren a kënnen deemno och ganz kuerzfristeg bei Bedarf den Enseignant beim Encadrement vun de Schüler mat besonnesche Besoinen ënnerstëtzen.

Ab der Rentrée 23/24 wäerten zousätzlech 50 Assistants pour enfants à besoins spécifiques (A-EBS) an de Grondschoulen intervenéieren, fir ënnert der Uleedung vun den I-EBS d'Schüler mat spezifesche Besoinen ze ënnerstëtzen. No engem éischte Rekrutement ginn iwwert déi nächst zwee Joer weider 100 A-EBSen agestallt, fir datt dës zousätzlech lokal Hëllef de Schoule flächendeckend zur Verfügung steet.

Regionalen Niveau:

Ass eng Interventioun iwwert d'Prise en charge vun der pedagogescher Equipe an den I-EBS eraus néideg, fir dem Schüler déi Ënnerstëtzung ze bidden, déi senge Besoine gerecht gëtt, da kënnt d'Équipe de soutien des élèves à besoins spécifiques (ESEB), déi vun engem vun den Directeurs-adjoints koordinéiert gëtt, zum Asaz. An all Regionaldirektioun gëtt et esou eng Equipe, déi d'Enseignanten op regionalem Niveau ka beroden, wéi se d'Kanner mat besonnesche Besoinen an hirer Klass am beschte bei der Entwécklung vun hire Kompetenze kënnen ënnerstëtzen. Sollt et sech als néideg erweisen, kënnen dës spezialiséiert Membere vun der ESEB mat multidisciplinareschem Profill wann néideg och eng ambulant Prise en charge vum Schüler an der Klass (assistance en classe) assuréieren. Wéi am Artikel 27 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental festgehalen, kënnen d'Membere vun der ESEB am Fall vun enger Situation de crise direkt an enger Klass intervenéieren.

Op regionalem Niveau gëtt et ausserdeem nach d'Inklusiounskommissioun (CI), déi entweeder vum Enseignant oder vun den Eltere kann aberuff ginn, an där hir Missioun et ass, eng adequat Prise en charge vun de Schüler mat spezifesche Besoine festzeleeën. D'CI erstellt an dësem Kontext een Dossier, deen ënnert anerem e Plan de prise en charge individualisé enthält.

D'Mesuren, déi an dësem Plang decidéiert kënne ginn, sinn am Artikel 29 vum Gesetzestext Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental festgehalen a gi vun enger Upassung vum Unterrecht duerch den Titulaire de classe bis zu enger spezialiséierter Scolarisatioun. Dëse Plang gëtt den Eltere fir hiren Accord virgeluecht a muss, en fonction vun der Envergure vun den decidéierte Mesuren, vun der Commission d'inclusion nationale (CNI) approuvéiert ginn. D'CI evaluéiert en all Joer, fir, wann noutwenneg, déi néideg Adaptatioune kënne virzehuelen.

Fir een optimale Suivi vun den eenzelne Kanner sécherzestellen, déi der CI signaléiert ginn, definéiert dës eng Personne de référence. Dës Persoun ënnerstëtzt d'Concertatioun an d'Kollaboratioun vu sämtlechen Acteuren, déi am schouleschen an am periscolairë Beräich den Encadrement vun de Schüler assuréieren an ass esouwuel fir d'Eltere wéi och fir d'Schüler deen éischten Uspriechpartner.

Nationalen Niveau:

Um nationale Plang gëtt et aacht Kompetenzzentren, déi mam Gesetz (loi du 20 juillet 2018 portant création de centres de compétences en psychopédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire) geschafe goufen. Eng vun den Aufgabe vun den nationale Kompetenzzentre besteet doranner, d'Léierpersonal ze beroden, wéi et mat engem Schüler mat spezifesche Besoinen an der Klass kann ëmgoen. Eng aner Aufgab ass d'Promotioun vu Wëssen, dat si unhand vun theemespezifesche Formatiounen un d'Léierpersonal aus dem Enseignement fondamental weiderginn.

Déi national Inklusiounskommissioun (CNI) traitéiert d'Demanden en vue vun enger Prise en charge duerch e Kompetenzzenter. Laut enger rezenter Etude läit d'Gesamtdauer fir d'Beaarbechtung vun esou enger Demande (d. h. vun der Date d'entrée bis hin zur Entscheedung hisiichtlech enger eventueller Prise en charge) en moyenne bei 203 Deeg (139 Deeg wärend der Schoulzäit, 64 Deeg ausserhalb vun dëser)[1].

Och opgrond vun den Erkenntnisser aus där selwechter Etude huet de Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend d'Université du Luxembourg mat enger Analys vun de Prozeduren an de Prozesser vum Diagnostik op allen Niveaue vum Dispositif chargéiert, fir esouwuel „Best Practices" wéi och potentiell Piste fir Ajustementer ze identifizéieren.

Des Weideren ass d'Digitaliséierung vun de Schülerdossieren an d'Mise en place vun engem elektronesche System fir d'Dokumenteverwaltung schonn amgaangen ëmgesat ze ginn. Och dëst erlaabt et, d'Prozedure weider ze optimiséieren.

ad 3. Ab der Rentrée 2023/2024 intervenéieren 146 I-EBSen an de Lëtzebuerger Grondschoulen.

Wat den Encadrement duerch eng ESEB betrëfft, ass et hei wichteg ervirzehiewen, datt an de Lëtzebuerger Grondschoule multiprofessionell Equippen intervenéieren, déi nieft Éducateurs gradués och aner divers Profiller enthalen (hei wieren ënnert anerem Orthophonisten, Ergotherapeuten a Psychoreeducateuren ze nennen). Insgesamt wäerten ab der Rentrée 2023/2024 454 Agente vun der ESEB eng Assistenz an der Klass fir d'Schüler mat besonnesche Besoine leeschten.

ad 4. D'I-EBS sinn eng Personalressource, déi flexibel asetzbar ass, a kuerzfristeg och do kann agesat ginn, wou se grad gebraucht gëtt. An dësem Zesummenhang kënnt et och reegelméisseg vir, datt eng kuerzweileg Prise en charge vun engem Schüler stattfënnt, wärend aner Schüler iwwert ee laangen Zäitraum encadréiert ginn. Aus dësem Grond ginn d'Schüler, déi duerch en I-EBS an hirer Klass betreit ginn, net statistesch erfaasst.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 5. Dësen Tableau gëtt d'Unzuel vun den Deeg un, fir déi d'Motiv „Maladie" am Kader vun der Krankmeldung saiséiert gouf. Eventuell Isolementer respektiv Quarantainë wärend der Pandemie ginn net matgezielt.

Et läit op der Hand, datt d'Unzuel vun de Feeldeeg a Funktioun vun der Unzuel vun de concernéierten Agente variéiert. Esou ass et net weider verwonnerlech, datt d'Unzuel vun de krankheetsbedéngte Feeldeeg vum fest ugestallte Léierpersonal am héchsten ass, vu datt dëst bei Wäitem deen héchste Prozentsaz vum Personalkontingent ausmécht, dee fir d'Grondschoule bereetgestallt gëtt.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 6. Berechent een déi global Moyenne vun der Längt vun de krankheetsbedéngten Ausfäll, esou kënnt een op den opgeronnte Mëttelwäert vun dräi Deeg. An esou engem kuerzen Zäitraum ass et an der Reegel net sënnvoll, ee kuerzfristegt an temporairet Iwwerhuele vun der Prise en charge vun engem Schüler mat spezifesche Besoinen ze plangen an ëmzesetzen. Aus deem Grond ginn zum aktuellen Zäitpunkt sämtlech Ressourcen, déi am Kader vun der ESEB zur Verfügung stinn, mam Suivi vun den Dossiere vun de Schüler betraut a se ginn net zréckgehalen, fir eventuell Remplacementer ze assuréieren.

ad 7. Wéi am Artikel 27 vun der Loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental festgehalen, assuréiert d'ESEB an enger Krisesituatioun eng éischt Interventioun an erstellt eng éischt allgemeng Diagnos. Op Basis vun dëser kann d'ESEB uschléissend eng Decisioun huelen, déi fir de concernéierte Schüler ewéi och fir seng Matschüler an den Enseignant déi beschte Léisung duerstellt. D'ESEB kann decidéieren:

1. den Titulaire de classe an déi pedagogesch Equipe, den I-EBS, d'Schoul an d'Eltere vum concernéierte Schüler ze beroden an si bei der Ëmsetzung vun Differenzéierungsmesuren ze ënnerstëtzen;
2. selwer eng Prise en charge vum concernéierte Schüler mat spezifesche Besoinen ze assuréieren;
3. der CI ze proposéieren, eng spezialiséiert Institutioun anzeschalten.

ad 8. Dossieren, déi komplett sinn an un déi jeeweils zoustänneg CI weidergeleet goufen, musse selbstverständlech net fir all Schouljoer nach eemol nei erageereecht ginn.

Service de lutte contre les abus et la fraude du CNS | Question **8003** (19/05/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'CNS huet hire Service de lutte contre les abus et la fraude (LAF) opgestockt. Offiziell sichen si net no eenzele Fäll, wou ongewollt e Feeler geschitt ass, mee systematesch no Persounen oder Entitéiten, déi de System abuséiere wéilten. Et gouf un eis eru gedroen, dass eng ganz Rei Leit elo vun der Gesondheetskeess e spezielle Bréif kritt hätten. An deem Bréif ass e Questionnaire, deen als allgemeng Ëmfro betitel gëtt. An dësem Questionnaire gëtt ënner anerem gefrot, ob et sech bei engem Dokter ëm deen Dokter handelt, bei deen den Assuré géing goen oder och, ob hien op engem gewëssen Datum e Rendez-vous bei engem bestëmmten Dokter gehat hätt. Fir d'Assuréen ass aus dem Questionnaire awer net direkt ersiichtlech, dass et sech dobäi ëm eng offiziell Enquête handelt, déi grouss Konsequenzen no sech zéie kann.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Fro stellen:

– Misst de Patient bei esou enger Enquête net direkt doriwwer informéiert ginn, dass et sech dobäi ëm eng offiziell Enquête handelt an dowéinst och iwwert seng Rechter beléiert ginn?
Wa jo, firwat gëtt dat net nach gemaach?
Wann nee, firwat gëtt dëst net gemaach?

Réponse (04/07/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

Wéi schonn an der Äntwert vum 9. Dezember 2020 op d'parlamentaresch Fro N° 3272 uginn, bilden déi allgemeng Enquêten e wichtegt Instrument an der neier Politick géint de Bedruch an de Mëssbrauch bei der Gesondheetskeess (CNS). Initiéiert am Beräich vun der Kinesitherapie ass präziséiert ginn, dass dës Enquêten sech och géifen op aner Secteure vun der Gesondheetsversuergung applizéieren.

D'CNS widderhëlt, dass d'Deelhuelen un esou enger Ëmfro op fräiwëlleger Basis stattfënnt. Des Weidere sinn d'Froebéi automatesch vun engem Courrier begleet, deen den Assuré a voller Transparenz iwwer den Objet vun der Ëmfro, seng Zwecker an den eventuelle prakteschen Impakt informéiert.

De Bréif beseet a kengem Fall, dass d'Deelhuelen un der Ëmfro obligatoresch ass. Den Assuré gëtt drop opmierksam gemaach, dass seng Äntwerte kéinte benotzt ginn, esou dass et der Persoun da fräigestallt ass, ob se op d'Froen äntwere wëll oder net.

Der CNS ass et wichteg, bei de realiséierten Ëmfroen Informatioune vun de Versécherten an de Gesondheetsberuffler ze kréien. Dës erlaabt et, méi cibléiert ze agéieren. Allerdéngs ass drop higewisen, datt och hei de Prinzipp vun der Présomption d'innocence voll a ganz spillt an dës Ëmfroen dozou bäidroen, eventuell Systemer vun Abusen oder Frauden ze entdecken, ewéi se zum Beispill och schonn an auslännesche Systemer vun der Krankeversécherung entdeckt goufen.

Refus de remboursement d'un certificat médical | Question **8004** (19/05/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Et gouf un eis eru gedroen, dass et virkënnt, dass d'Krankekeess de Remboursement vun engem Krankeschäi refuséiert, well si dësen net unerkennt. Dëst kann awer net nëmme fir den Assuré zu engem grousse Problem ginn, mee stellt och de Patron virun eng ganz Rei Froen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wat fir eng Prozedure si virgesinn, wann d'Krankekeess de Remboursement vun engem Krankeschäi refuséiert?

2. Wat fir eng Méiglechkeeten huet e Patron, wann d'Krankekeess de Remboursement vun engem Krankeschäi refuséiert?

Réponse (04/07/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. All Refus vun engem Krankeschäi féiert dozou, datt d'Gesondheetskeess (CNS) eng Decisioun ausstellt am Kader vum Artikel 47 Alinea 2 vum Code vun der sozialer Sécherheet. Dësen Artikel beseet Follgendes:

„La cessation du droit à la conservation légale de la rémunération et du droit au paiement de l'indemnité

[1] Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (2022) : Le dispositif de prise en charge des élèves à besoins spécifiques au Grand-Duché de Luxembourg – Rapport d'évaluation 2022.

pécuniaire de maladie peut faire l'objet d'une décision du président de la Caisse nationale de santé ou de son délégué et doit le faire à la demande de l'assuré. Cette décision est acquise à défaut d'une opposition écrite formée par l'assuré dans les quarante jours de la notification. L'opposition est vidée par le conseil d'administration. Ces décisions de la Caisse nationale de santé sont notifiées pour information à l'employeur, auquel elles s'imposent."

Am Fall wou den Assuré net mam Refus averstanen ass, kann den Assuré eng „décision présidentielle" ufroen an duerno e Recours virum Conseil arbitral de la sécurité sociale aleeën.

ad 2. Dëst ass am Aarbechtsgesetzbuch gereegelt. Do gesäit den Artikel L. 121-6 vir:

„(1) Le salarié incapable de travailler pour cause de maladie ou d'accident est obligé, le jour même de l'empêchement, d'en avertir personnellement ou par personne interposée l'employeur ou le représentant de celui-ci.

L'avertissement visé à l'alinéa qui précède peut être effectué oralement ou par écrit.

(2) Le troisième jour de son absence au plus tard, le salarié est obligé de soumettre à l'employeur un certificat médical attestant son incapacité de travail et sa durée prévisible.

(3) L'employeur averti conformément au paragraphe (1) ou en possession du certificat médical visé au paragraphe (2) n'est pas autorisé, même pour motif grave, à notifier au salarié la résiliation de son contrat de travail, ou, le cas échéant, la convocation à l'entretien préalable visé à l'article L. 124-2 pour une période de vingt-six semaines au plus à partir du jour de la survenance de l'incapacité de travail.

Le salarié incapable de travailler a droit au maintien intégral de son salaire et des autres avantages résultant de son contrat de travail jusqu'à la fin du mois de calendrier au cours duquel se situe le soixante-dix-septième jour d'incapacité de travail pendant une période de référence de dix-huit mois de calendrier successifs. Un nouveau droit à la conservation du salaire n'est ouvert qu'au début du mois suivant celui pour lequel cette limite n'est plus atteinte. Le droit au maintien intégral du salaire et des autres avantages résultant du contrat de travail cesse pour le salarié en cas de décision de refus émise par la Caisse nationale de santé en vertu de l'article 47, alinéa 2 du Code de la sécurité sociale, qui s'impose à l'employeur. La période d'interdiction de notification de la résiliation du contrat de travail ou de convocation à l'entretien préalable visée à l'alinéa qui précède cesse à l'expiration du délai de recours de quarante jours courant à partir de la notification de la décision de la Caisse nationale de santé à l'assuré. La Caisse nationale de santé informe l'employeur en cas de recours exercé par le salarié contre la décision, auquel cas la période d'interdiction de notification de la résiliation du contrat de travail ou de convocation à l'entretien préalable visée à l'alinéa qui précède est maintenue. Le droit au maintien intégral du salaire et des autres avantages résultant du contrat de travail est rétabli en cas de révision de la décision de refus susvisée ayant mis fin au droit, l'employeur en étant informé par la Caisse nationale de santé."

Den 2. Alinea vum Paragraph 3 gouf duerch follgend Gesetz agefouert:

Loi du 7 août 2015 modifiant les attributions du Contrôle médical de la sécurité sociale et modifiant :

1. le Code de la sécurité sociale ;
2. le Code du travail ;
3. la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale.

De Commentaire vun den Artikele vun deem Gesetz seet Follgendes zu dësem ofgeännerten Alinea:

„Le nouvel alinéa 2 met par ailleurs fin à l'insécurité juridique qui existait jusqu'à présent, liée à deux procédures de recours différentes, l'une devant les juridictions du travail pendant la période de l'obligation patronale et l'autre devant les juridictions sociales lorsque la charge se situait auprès de la Caisse nationale de santé. Dorénavant, la Caisse nationale de santé pourra prendre des décisions de non-paiement du salaire et de l'indemnité pécuniaire de maladie suite par exemple au constat de capacité ou au refus de l'assuré de se soumettre au contrôle médical, l'assuré disposant d'une voie de recours devant le comité directeur de la Caisse nationale de santé, puis devant les juridictions sociales. Ces décisions s'imposeront automatiquement en matière de droit du travail."[2]

Fir ze vermeiden, datt zwou Prozedure parallell lafen, huet d'Gesetz vum 7. August 2015 entscheet, datt de Salarié géint d'Entscheedunge vun der Gesondheetskeess ka Recours aleeën an datt d'Sozialjuridictioune kompetent sinn.

Als Konsequenz dovunner huet de Patron am Aarbechtsrecht kee Moyen zur Verfügung, fir géint d'Entscheedung vun der Gesondheetskeess virzegoen.

Nom Refus vum Krankeschäin duerch d'Gesondheetskeess erginn sech am Aarbechtsverhältnis tëscht dem Patron an dem Salarié 3 verschidden Hypotheesen:

1. de Salarié fänkt rëm un ze schaffen, den Aarbechtsvertrag leeft ënnert den normalen Aarbechtskonditioune weider; oder
2. de Salarié kënnt net schaffen a contestéiert d'Entscheedung vun der Gesondheetskeess innerhalb vu 40 Deeg ab dem Datum vun der Notifikatioun vun der Entscheedung; oder
3. de Salarié kënnt net schaffen a contestéiert d'Entscheedung vun der Krankekeess net innerhalb vu 40 Deeg ab dem Datum vun der Notifikatioun vun der Entscheedung, dës Entscheedung gëtt dann definitiv.

An der 2. Hypothees huet de Salarié d'Demarche ageleet, fir d'Entscheedung vun der Gesondheetskeess unzefechten. Soulaang dem Patron keng definitiv Entscheedung virläit, ass de Salarié duerch seng Krankheet vun enger Kënnegung geschützt:

„La présomption créée par le certificat médical n'est pas renversée par un constat d'aptitude du contrôle médical de la CNS tant que le recours, respectivement le délai de recours contre ce constat n'est pas expiré, même si le salarié a annoncé son intention de se représenter au travail."[3]

Duerch de Refus vun der Gesondheetskeess gëtt d'Krankheetsperiod net ausbezuelt.

Falls d'Entscheedung vun der Gesondheetskeess reforméiert gëtt an de Krankeschäin unerkannt gëtt, muss de Patron den Deel vum Salaire, deen zu senge Laaschten ass, retroaktiv ausbezuelen.

An der 3. Hypothees huet de Salarié d'Entscheedung vun der Gesondheetskeess net innerhalb vun der Frist vu 40 Deeg contestéiert, esou ass de Krankeschäin net unerkannt, an de Salarié ass net vun enger Kënnegung geschützt.

De Patron muss de Salaire fir déi Period net ausbezuelen. Dës Period gëllt als Absence injustifiée a kéint gegeebenefalls esouguer als Grond fir eng fristlos Kënnegung (licenciement pour motif grave) invoquéiert ginn.

[2] Doc. parl. n° 6656/01, p. 19, point 10°
[3] CSJ, 8e, 11 mars 2021, CAL-2020-00376

Messagerie sécurisée de santé | Question **8005** (19/05/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Et gehéiert quasi zum Alldag vun den Dokteren hei am Land dozou, dass si wichteg Informatiounen iwwert hir Patiente brauchen, sief dat vu Laboen, aneren Dokteren asw. Si sinn op dës Informatiounen an Donnéeën ugewisen, fir eng gutt Prise en charge respektiv e gudden Traitement assuréieren ze kënnen. Traditionell goufen dës Informatiounen an Donnéeën ëmmer iwwert de Wee vun engem Fax oder engem Bréif tëscht de verschiddenen Acteuren hin- an hiergeschéckt. Et ass awer mëttlerweil esou, dass d'Dokteren eng speziell a securiséiert E-Mail hunn, iwwert déi si dës Donnéeën austausche kënnen. Vu verschiddenen Acteuren um Terrain gouf eis awer gesot, dass dës Méiglechkeet deels net bekannt ass respektiv quasi guer net géif benotzt ginn. Gläichzäiteg soll de Fax awer an den nächste Jore verschwannen, well en net méi zäitgeméiss ass.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Digitalisatioun a Gesondheet dës Fro stellen:

– Gëtt et Statistiken doriwwer, wéi vill Dokteren hei am Land hir securiséiert E-Mail benotzen?
• Wa jo, wéi hunn d'Notzerzuelen zënter der Aféierung vun de securiséierten E-Mailadressen evoluéiert?
• Wann nee, firwat net?

Réponse (19/06/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Am follgenden Tableau gesäit een, wéi d'Notzerzuele fir Dokteren, déi a Spideeler oder a private Praxisse schaffen, zënter der Aféierung vun de securiséierten E-Mailen evoluéiert hunn:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

An der Moyenne ginn eng 20.000 securiséiert E-Mailen am Dag verschéckt:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Fir den Austausch vu Resultater vu Laboratoireanalysen tëschent Spideeler a Laboratoirë gesäit een am follgenden Tableau, wéi d'Benotze vun dem securiséierten Outil op der Plattform vun der Agence eSanté evoluéiert huet:

(graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Construction d'une éolienne à Burden | Question **8006** (19/05/2023) de **M. André Bauler** (DP)

An der Press war rezent ze liesen, datt d'Genehmegunge fir de Bau vun enger Wandmillen op Ettelbrécker Territoire no bei der Uertschaft Bierden an der Gemeng Ierpeldeng-Sauer souwuel vum Buergermeeschter vun der Stad Ettelbréck wéi och vum Ëmweltministère erdeelt gi sinn.

An deem Kader wollt ech der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Wat sinn déi genee Krittären, no deenen d'Entscheedung vum Ëmweltministère an dësem Kontext geholl gouf?

2. Wat fir Krittäre schwätze speziell fir de Site no bei Bierden? Wéi grouss ass d'Distanz par rapport zum Duerf Waarken an der Gemeng Ettelbréck?

3. Wat hunn d'Analysen a punkto Infraschall, Vulleschutz a Schietfelder erginn?

4. Ween huet dës Analysen duerchgefouert? Ginn d'Avise just vun engem Expert duerchgefouert oder ginn och aner Experten ëm hiren Avis gefrot, fir eng zweet oder drëtt Meenung ze kréien?

5. Ass den Ëmweltministère bereet, fir d'Gespréich mat de Leit vu Bierden an och vu Waarken ze sichen?

Réponse (27/06/2023) de **Mme Joëlle Welfring,** Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. Administrativ Decisioune sinn ëmmer am Kontext vun dem jeeweilege Gesetz ze gesinn. An dësem Fall applizéieren sech zwee Gesetzer aus dem Ëmweltberäich, déi jeeweils hir spezifesch Objektiver hunn: d'Kommodosgesetz an d'Naturschutzgesetz.

D'Kommodosgesetz gesäit eng integrativ Approche bei der Präventioun an der Reduktioun vu Pollutioune vir, déi duerch en Etablissement entstoe kënnen. Bei Wandmille sinn déi weesentlech Pollutiounen de Kaméidi vun der Anlag an de Schiet, dee beim Dréine vum Rotor entsteet.

D'Bewäertungskrittäre vum Kaméidi am Kader vum Kommodosgesetz si fir d'Wandmillen am Joresbericht 2013 vum Ëmweltdepartement beschriwwen. De Kommodosdossier huet dës Virgaben och iwwerholl. De virgenannte Joresbericht ass iwwer Internet accessibel (https://gouvernement.lu/fr/publications). An dësem Kontext ass ze soen, dass et ugeduecht ass, dës Krittäre mëttelfristeg op de Leescht ze huelen an, falls néideg, ze adaptéieren an ënner Form vun engem Guide un d'Etüdebüroen ze vermëttelen. Aktuell gëtt et awer keng Unhaltspunkter, dass déi aktuell Krittären net méi de wëssenschaftleche Standarde géingen entspriechen.

Beim Schiet gëtt et keng spezifesch national Legislatioun. Am Kader vum Kommodosgesetz gëtt sech un déi däitsch Approche ralliéiert, déi och am Dossier beschriwwe gëtt. Déi däitsch Approche gëtt am Dokument „Hinweise zur Ermittlung und Beurteilung der optischen Immissionen von Windenergieanlagen – Aktualisierung 2019 (WEA-Schattenwurf-Hinweise)" vum LAI (Bund/Länder-Arbeitsgemeinschaft für Immissionsschutz) präziséiert (https://www.lai-immissionsschutz.de/).

D'Krittären, no deenen Decisiounen am Kader vum Naturschutzgesetz geholl ginn, si bei Wandmillen an der Reegel méiglech Impakter op d'Landschaftsbild, op den Aarten- an Naturschutz souwéi d'Präsenz vun Naturschutzgebidder, geschützte Biotoper, „habitats d'intérêt communautaire" asw.

Soulaang d'Wandmille keng signifikant Impakter op ënner anerem dës Krittären opweist, schwätzt näischt géint d'Implantatioun vun der Wandmillen. Sou huet d'Wandmille bei Bierden, soulaang d'Kompensatiounsmesuren an d'Ausgläichsmoossnamen (CEF-Mesuren) duerchgefouert ginn, keng signifikant Impakter op den Aarten- an Naturschutz a kann naturverträglech ëmgesat ginn.

ad 2. No deenen zwee virgenannte Gesetzer muss de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung fir ee Projet, fir deen eng Geneemegungsufro virläit, Decisiounen huelen, dëst op Basis vun sengem Ëmweltimpakt. Dobäi läit et net an der Kompetenz vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, fir iwwer d'Opportunitéit vum Projet ze jugéieren an e kann och keen Alternativsite virschreiwen.

De Projet läit op 996 m zum éischten Haus vun der Agglomeratioun Waarken. Zwëschent Waarken an der autoriséierter Wandmille sinn och nach eenzel Haiser, fir deenen hire Schutz Betribslimitatioune virgeschriwwe sinn.

ad 3. D'Analysen hunn erginn, dass d'Auswierkunge vum Projet innerhalb vun den zoulässege Limitte leien, wann d'Grenzwäerter (am Beräich vum Kommodo) agehalen an d'Kompensatiounsmesuren an d'Ausgläichsmoossnamen (CEF-Mesuren) (am Beräich vum Naturschutz) ëmgesat sinn.

D'Kommodosautorisatioun fixéiert d'Konditiounen zu den zoulässegen Auswierkungen, wat Kaméidi a Schiet ugeet. Aktuell gëtt et keng Erkenntnisser zum Infraschall bei Wandmillen, déi géife spezifesch dofir Grenzwäerter justifiéieren.

A punkto Natur- a Vulleschutz si virun allem d'Impakter op d'Aarte Roude Schéierschwanz a Léierche relevant. Fir dës béid Aarte mussen am Kader vum Wandpark Bierden Ausgläichsmoossnamen ëmgesat ginn. Duerch déi Ausgläichsmoossnamen, déi musse fir d'Dauer vum Betrib vun der Wandmillen agehale ginn, kënne signifikant Impakter op Aarten an Natur ausgeschloss ginn.

Des Weidere sinn ënner anerem d'Zwergfliedermaus, déi grouss Bëschfliedermaus an déi kleng Bëschfliedermaus vun der Implantatioun vun der Wandmille betraff. Duerch déi virgeschriwwe geziilt Ofschaltalgorithme kann den Impakt vun der Wandmillen op dës Aarten ënnert d'Signifikanzschwell erofgesat ginn, sou dass net vun negativen Impakter op dës Aarte kann ausgaange ginn.

An dësem Fall goufen, wéi an änleche Fäll och, Léisunge gesicht a fonnt, fir d'Installatioun am Respekt viru Mënsch an Natur ze realiséieren.

ad 4. D'Etüden zu Kaméidi, Schiet a Fauna si vun engem agreéierte Büro erstallt ginn. Ausser dësen Etüde gouf nach eng Etüd zum Landschaftsimpakt duerchgefouert an een Dokument mat Detailer a Pläng zu Ausgläichsmoossnamen (CEF-Mesuren) ausgeschafft, inklusiv sämtlech Konventioune mat de Besëtzer vu landwirtschaftleche Flächen.

D'Agrementer vun den zwee Etüdebüroen, déi dës Dokumenter ausgestallt hunn, baséieren op engem Gesetz vum 21. Abrëll 1993 (loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques autres que l'État, pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement).

Duerch en Agrement huet de Büro bestëmmten Obligatiounen anzehalen, fir d'Qualitéit vun den Etüden ze assuréieren. Informatiounen dozou ginn um Site www.emwelt.lu publizéiert (Ëmweltprozeduren – Agréments et certifications).

D'Etüde ginn natierlech och vun den zoustännege Verwaltunge kontrolléiert. Bei engem Doute ginn Avise vun aneren Experten gefrot, wat awer an dësem Dossier net de Fall war.

ad 5. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung ass net de Bauhär oder den Exploitant vun dëser Anlag. Et läit och net a senge Kompetenzen, d'Opportunitéit vun engem konkreete Projet ze jugéieren. En huet eleng e Projet, sou wéi e virläit, op seng Impakter op Mënsch an Natur ze bewäerten. Dëst ass an dësem Fall och geschitt.

Am Kader vun der Enquête publique nom Kommodosgesetz haten d'Bierger d'Méiglechkeet, sech an d'Detailer vun der Demande anzeliesen an hir Observatiounen ofzeginn. Déi Observatioune sinn all considéréiert ginn, iert eng Kommodosdecisioun geholl gouf.

Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4246 vum Mee 2021 gesot, gouf et och Informatiounsreunioune vum Bedreiwer vun der envisagéierter Anlag.

Sollt dem Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung en Alternativprojet virgeluecht ginn, sou géif dësen no de selwechte Krittäre bewäert ginn an dee wär och an enger Enquête publique fir jiddereen anzegesinn.

Contrôles aux frontières | Question **8007** (19/05/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Och no der Covid-19-Pandemie kënnt et nach zu Kontrollen op de lëtzebuergesch-däitsche Grenziwwergäng. Ee Memberstaat muss laut Kapitel II vum Schengen-Accord de Conseil européen an d'Europaparlament informéieren, wa Kontrollen op de Bannegrenze vum Schenge-Raum stattfannen.

Däitschland mécht dann och nach ëmmer Grenzkontrollen a Richtung Éistraich an Éistraich mécht der op senger Grenz mat Slowenien. D'EU-Kommissioun huet elo rezent vun Éistraich de schrëttweisen Ofbau vun dëse Kontrolle gefuerdert.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeënheeten an Europa dës Froe stellen:

1. Ass den Ausseministère ëmmer iwwert d'Kontrolle vun eisen däitschen Noperen informéiert? Wa jo, wat fir Informatioune krut Lëtzebuerg an deem Zesummenhang?

2. Wéi gesäit den Ausseminister generell d'Anhale vum Schengen-Accord an der EU am Moment?
Wat muss gemaach ginn, fir oppe Grenzen an deem Zesummenhang ofzesécheren?

3. Wat ka Lëtzebuerg maachen, fir d'Anhale vum Schengen-Accord ze sécheren?

Réponse (19/06/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1. Déi däitsch Autoritéiten hunn d'Membere vum Schenge-Raum Mëtt Abrëll 2023 iwwert d'Verlängerung vun den temporairë Kontrollen op der däitsch-éistraichescher Bannegrenz ab dem 12. Mee 2023 fir eng Dauer vu 6 Méint informéiert, dëst no den Artikele 25 bis 27 vum Reglement (EU) 2016/399 („Schengener Grenzkodex").

An der selwechter Notifikatioun deelt Däitschland mat, u sengen anere Schenge-Bannegrenze situatiounsofhängeg Kontrollen an ënnerschiddlecher Intensitéit duerchzeféieren. Den Artikel 23 vum Schengener Grenzkodex erlaabt et den zoustännegen Autoritéiten, an der däitscher Grenzregioun stéchprouweméisseg Kontrollen duerchzeféieren am Kontext vu méigleche Menacë vun der ëffentlecher Sécherheet. Dëst ënnert der Viraussetzung allerdéngs, dass dës Kontrollen net déi selwecht Wierkung hunn ewéi Grenziwwergangskontrollen, also eng regulär Iwwerwaachung op der Grenz.

ad 2. Aus dem Schenge-Statusbericht 2023 vun der Europäescher Kommissioun geet ervir, datt d'Memberstaaten d'lescht Joer am Ganzen 28-mol Kontrollen un de Bannegrenzen nees agefouert oder verlängert hunn. Vun deenen 28 Kontrolle stinn der 19 a Relatioun mat der Verlängerung vun existenten, zënter 2015 a Kraaft getruedene Kontrollen op den EU-Bannegrenzen. Aktuell (Stand 13. Juni 2023) hunn ëmmer nach sechs Schenge-Staate Kontrollen op hire jeeweilege Bannegrenzen notifiéiert. Dës Zuele weisen, datt de Schenge-Raum den Ament net esou funktionéiert wéi e soll.

D'Lëtzebuerger Regierung setzt sech dofir an, datt d'Persounefräizügegkeet e Grondrecht fir ons Bierger bleift, an all Ausnam vun dësem Grondprinzipp muss proportional sinn an enger strenger Kontroll ënnerleien. Et mussen Ustrengungen ënnerholl ginn, fir

Moossnamen ze promovéieren, déi dat grenziwwerschreidend Liewen, d'Mobilitéit vun eise Bierger a Wirtschaftsacteure manner staark beanträchtegen ewéi d'Neesaféiere vu Kontrollen op onse Bannegrenzen.

Dës restriktiv Lecture gouf och vum Europäesche Geriichtshaff a sengem Urteel vum 26. Abrëll 2022 (Affäre C-368/20 a C-369/20) zur maximaler Dauer vu Kontrollen un de Bannegrenze confirméiert: Och wann de Schengener Grenzkodex d'Neesaféiere vun temporäre Bannegrenzkontrollen ënner ganz bestëmmte Konditiounen erméiglecht, sou kann sou eng Mesure, déi sech op eng bestëmmte Menace bezitt, déi maximal Gesamtdauer vu 6 Méint net depasséieren.

ad 3. Souwuel um politeschen ewéi och um techneschen Niveau féiert d'Regierung hir Beméiunge weider, fir den Acquis vun der Persounefräizügegkeet ze verdeedegen an ze konsolidéieren. Lëtzebuerg encouragéiert d'Kommissioun an hirer Roll als Wiechterin vun den europäesche Verträg déi néideg Moossnamen ze huelen, fir datt de Schenge-Grenzkodex integral respektéiert gëtt. Zënter dem Hierscht 2022 ass d'Kommissioun an engem enken Dialog mat de concernéierte Schenge-Staaten, fir op en Ophiewe vun de laangfristege Kontrollen hinzeschaffen. Des Weideren huet d'Kommissioun am Kader vum Schenge-Statusbericht 2023 annoncéiert, e formelle Consultatiounsprozess geméiss Artikel 27 vum Schengener Grenzkodex mat alle betraffene Memberstaaten anzeleeden, souwéi hir Intentioun manifestéiert, vun deenen hir zur Dispositioun stoende rechtleche Mëttele Gebrauch ze maachen, sollten dës Consultatiounen zu kengem Resultat féieren.

Ze notéieren ass och, datt um europäeschen Niveau aktuell un enger Reform vum Schengener Grenzkodex geschafft gëtt. Déi generell Orientatioun vum EU-Conseil gouf am Juni 2022 vun de Memberstaaten ugeholl an ass e wichtege Schrëtt zu weidere Garantien zum Schutz vun der Persounefräizügegkeet vun onse Bierger. Lëtzebuerg huet sech wärend den Negociatiounen am Conseil zur Reform vum Schengener Grenzkodex fir eng signifikant Verbesserung vum Text staarkgemaach: Déi generell Orientatioun vum Conseil stellt kloer, datt Kontrollen op de Bannegrenzen dat lescht Mëttel solle sinn, gesäit obligatoresch Consultatiounen an Dialoger vir, a verlaangt wierksam Moossnamen, fir Auswierkunge vu Grenzkontrollen op déi grenziwwerschreidend Regiounen esou kleng wéi méiglech ze halen. Aktuell waart de Conseil nach op d'Positioun vum Europäesche Parlament, fir datt d'Trilogen ufänke kënnen.

Lait de pâturage | Question **8008** (19/05/2023) de **M. André Bauler** | **M. Gusty Graas** (DP)

Weedmëllech schéngt ëmmer méi eng Raritéit an Europa ze ginn. An Däitschland ginn nach just 4 vun 10 Kéi op d'Weed. Déi aner ginn am Stall gehalen. Et ass natierlech kloer, datt et fir etlech Betriber immens käschtenopwändeg ass, fir d'Kéi all Dag, wou et geet, op d'Weed ze schécken. Och ass et net einfach, sou wéi dat fréier de Fall war, fir d'Kéi iwwer d'Strooss an hir Pierch ze dreiwen. Do stellen sech ouni Zweiwel Sécherheetsfroen.

Doriwwer eraus huet och net all Bauerebetrib direkt Plaz beim Koustall, fir seng Kéi op d'Weed ze schécken, ouni se mussen ze transportéieren oder iwwer d'Strooss ze begleeden. Et gëtt awer behaapt, datt Kéi, déi dobausse weeden, sech méi wuel fillen an datt d'Weede besser fir de Klima wier.

Aus deem Grond wollte mir dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Betriber setzen och nach haut nach heiheem op Weedmëllech? Wat ass hiren Undeel an der Mëllechproduktioun?

2. Ënnerstëtzt de Ministère spezifesch Projekter, déi nees méi op Weedmëllech setzen?

3. Gëtt et Qualitéitsënnerscheeder tëschent Weedmëllech a Stallmëllech?

4. Gëtt et eng genee Definitioun vun deem, wat präzis ënner Weedmëllech ze verstoen ass?

Réponse (16/06/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. 87 Betriber hunn am Agrarëmweltprogramm „Weidegang von Milchkühen" 2022 mat enger Gesamtzuel vu 5.994 Mëllechkéi matgemaach. Dat sinn ongeféier 11 % vum nationale Mëllechvéibestand.

Mat der Upassung vum Agrarëmweltprogramm „Weidegang von Rindern" am Kader vum neien Agrargesetz/Plan stratégique ass d'Zuel vun de Betriber, déi dëse Programm fir hir Mëllechkéi ugefrot hunn, op 329 Betriber geklommen. De Succès vun der neier „Weideprämie" erklärt sech doduerch, dass déi nei Weideprimm méi flexibel gestallt ass a punkto Weidegang. Déi Flexibilitéit ass noutwendeg, fir dem Klimawandel Rechnung ze droen. Déi 329 Betriber hunn eng Gesamtzuel vun 22.154 Mëllechkéi. Dat stellt 40,5 % vum nationale Mëllechvéibestand duer.

Laut engem Recensement vun 2020 gesäit et a punkto Weidegang bei de Mëllechkéi wéi follgend aus:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2. Nieft dësem Agrarëmweltprogramm ënnerstëtzt de Ministère och am Beräich vun der Fuerschung Weedprojeten, wéi beispillsweis den EIP-Projet „Méi-Weed". Hei geet et drëms, fir d'Prognosmodeller ze erstellen, fir de Graswuesstem an de verschiddene Regioune vum Land virauszeschätzen, fir esou dem Betrib eng Hëllefsstellung bei sengem Weedmanagement ze ginn. Och an der Vergaangenheet sinn divers Initiativen a Projeten ënnerstëtzt ginn, fir d'Grénglandhaltung an d'Weedhaltung ze férderen. An der Berodung besteet och ee Module „Prairie permanente et temporaire", deen zu 80 % vum Landwirtschaftsministère kofinanzéiert gëtt. Ausserdeem ass d'ASTA zoustänneg fir d'Duerchféierung vu Grénglandversich. Och ënnerstëtzt de Ministère mat Hëllef vun Investitiounsbäihëllefen déi néideg Infrastrukturen, déi erfuerderlech sinn, fir de Weidegang vu Mëllechkéi ze férderen, wéi beispillsweis d'Opriichte vu Weedzénk, Weeddiren, d'Uleeë vu Weedweeër etc.

Aktuell gëtt zu Lëtzebuerg awer keng Mëllech produzéiert, déi als Weedmëllech ausgewisen ass. De Biomëllechsecteur mat der Obligatioun fir Weidegang kënnt deemno dem Konzept vun der Weedmëllech am noosten.

ad 3. Et gëtt eng Rei vu wëssenschaftlechen Aarbechten, déi Qualitéitsënnerscheeder tëschent Weedmëllech a Stallmëllech ënnersichen. D'Qualitéit vun der Mëllech gëtt staark iwwert d'Fidderung beaflosst. Eng grénglandbetounte Fidderung huet ee positiven Impakt op den Undeel u gesonde Fettsaieren. De Gehalt vun Omega-3-Fettsaieren an der Mëllech vu Kéi, déi haaptsächlech Gras friessen, ass däitlech méi héich wéi dat bei enger mais- a kraaftfudderbetounte Stallfidderung de Fall ass. Omega-3-Fettsaieren hunn ee positiven Impakt op d'Gesondheet vum Mënsch (Häerz-Kreeslaf-Erkrankungen).

ad 4. Déi Bezeechnung „Weidemilch" ass aktuell net liewensmëttelrechtlech gereegelt. Et muss séchergestallt sinn, dass all fakultativ Angab op engem Produkt den Ufuerderunge vun der allgemenger Etiquetage-Gesetzgeebung (EU-Reglement 1169/2011) entsprieche muss, an de Konsument net getäuscht gëtt. An Holland an an Däitschland beispillsweis gëtt et verschidde „Weidemilch"-Labelen. Wéi vill Zäit eng Kou op der Weed muss gehale ginn, fir dass d'Mëllech als Weedmëllech ka bezeechent ginn, ass ëmstridden. Als allgemeng Orientéierung gëllt awer, dass d'Kéi mindestens 120 Deeg am Joer wärend mindestens 6 Stonnen op der Weed solle gehale ginn, an dass dës Krittären och mussen transparent op der Mëllechpackung ausgewise ginn. Den Agrarëmweltprogramm „Weidegang von Rindern" zu Lëtzebuerg fuerdert, dass d'Kéi mindestens wärend 5 Méint wärend 6 Stonnen am Dag am Zäitraum vum 15. Mäerz bis de 15. November op der Weed gehale musse ginn. Soumat wär dës Agrarëmweltmoossnam eng gutt Basis, fir och zu Lëtzebuerg eng Weedmëllech anzeféieren.

Nuisances de l'activité aéroportuaire de l'Aéroport de Luxembourg | Question **8009** (22/05/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

De 16. Mee 2023 war am „Le Quotidien" ze liesen, datt d'ASBL „DIGHSE", déi aus 200 Awunner vu Schëtter besteet, sech zënter Januar 2020 iwwer chaotesch Zoustänn beklot. Mat chaoteschen Zoustänn si Kaméidi, Schuedstoffer a visuell Belästegunge vun de Fligeren, déi iwwert Schëtter fléien, gemengt. Ee vun de Vertrieder vun der ASBL behaapt, datt de Fluchverkéier iwwert sengem Quartier vun „0 op 50 Iwwerflich pro Dag explodéiert" wier.

Den Här Mobilitéitsminister huet affirméiert, datt et zu dësen drastesche Verännerunge komm wär, well den däitsche militäresche Beräich TRA (Temporary Reserved Airspace) Lauter sech an der Géigend am Oste vum Land befënnt. D'ASBL DIGHSE behaapt, si hätt bei der däitscher Botschaft an dem zoustännegen däitsche Ministerium ouni Erfolleg no Beweiser fir déi Erklärung gefrot. D'ANA (Administration de la navigation aérienne) avancéiert dann nach, datt d'Anhale vun EU-Virschrëften de Grond fir d'Verännerunge wieren. Een Noper vum Findel seet dogéint, datt de Grond fir déi drastesch Verännerungen eng Opfuerderung un d'Fluchgesellschafte wier, fir Kerosinn ze spueren.

Et gëtt also zu engem Phenomeen, dee per se net schéngt a Fro gezunn ze ginn, op d'mannst ganz ënnerschiddlech Erklärungen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Mobilitéitsminister gär dës Froe stellen:

1. Kéint den Här Mobilitéitsminister matdeelen, ob Kerosinnsaspuerunge fir Fligeren ugeuerdent goufen? Falls jo, wéi gëtt decidéiert, wéi eng Fligeren Aspuerunge maache mussen, a wéi gëtt decidéiert, wéi vill se aspuere mussen? Wéi eng Inzidenzen huet dat op d'Afluchschneisen?

2. Kann den Här Mobilitéitsminister dokumentéiert Erklärunge ginn, déi beleeën, datt d'Ariichte vun der TRA Lauter en Afloss op d'Fluchbeweegungen um Findel huet? Ass Lëtzebuerg vun Däitschland consultéiert ginn, ier dës Zon ageriicht gouf? Wa jo, wéi huet Lëtzebuerg sech positionéiert? Wann nee, wéi wëll déi Lëtzebuerger Regierung reagéieren?

3. Falls déi drastesch Verännerungen am Lëtzebuerger Loftraum zënter Januar 2020 duerch EU-Virschrëften entstane si sollten, kéint den Här Minister matdeelen, wéi eng Virschrëften dat genee sinn a wéi d'Lëtzebuerger Regierung sech an deem Beräich positionéiert?

Réponse (05/07/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Et goufen a gi keng Kerosinnsaspuerunge fir Fligeren ugeuerdent. An dësem Kader ass d'Verännerung vun de Fluchrouten eleng op d'Changementer vu Prozeduren zréckzeféieren. Generell ass Kerosinn ee grousse Käschtepunkt fir Fluchgesellschaften, a se hunn all Interêt drun, es esou mann wéi méiglech ze verbrauchen, ouni dass dëst muss virgeschriwwe ginn.

ad 2. Op Nofro bei der Administration de la navigation aérienne (ANA), kann ech Iech matdeelen, datt op der „Departure Route GTQ" vun der Pist 06 (Richtung Osten), an de leschte Joer e puer Ännerunge gemaach goufen, déi ënner anerem mat der Militärzon TRA Lauter op däitscher Säit ze dinn hunn. Dës Militärzon huet awer och scho virdrun existéiert; si ass also net nei ageriicht ginn.

D'Militärzon TRA Lauter (TRA205) ass ee militäresche Loftraum, wou keen zivillе Fliger dierf erafléien, dee sech exklusiv um däitschen Territoire bis op d'Lëtzebuerger Grenz streckt. Dës Zon limitéiert d'Méiglechkeet, an der Achs vun der Pist 06 un Héicht ze gewannen. Däitschland huet d'Souveränitéit iwwert säi Loftraum a brauch Lëtzebuerg net ze consultéieren, fir Militärzonen a sengem eegene Loftraum anzeriichten oder ze änneren. Dat ass eng Entscheedung vun der däitscher Defense.

Bis den 1. Januar 2020 konnten d'Fligeren eréischt no Süden ofdréinen, nodeems se eng Navigatiounshëllef (NDB) passéiert haten, déi um Buedem installéiert war. Fir konform ze si mat der europäescher Reglementatioun, déi d'Fluchroute betrëfft an d'Aféierung vun der „Performance Based Navigation" (PBN), ass entscheet ginn, fir déi NDBen zu Lëtzebuerg ofzeschafen. Dëst ass am lëtzebuergesche „PBN Transition Plan" festgeluecht a publizéiert ginn. Dës Routë sinn duerno an Zesummenaarbecht mat Spezialiste vu Skeyes (dem belsche Fluchsécherungsdéngscht) ëmgeännert ginn.

Dësen neien Design vun der Departure Route an de Süden op GTQ vun der Pist 06 gëtt zanter dem 2. Januar 2020 applizéiert. Zanterhier gëtt vun de Fligere verlaangt ze dréinen, soubal se eng gewëssen Héicht erreechen, wouduerch ka séchergestallt ginn, datt déi néideg Distanz zu der Militärzon TRA Lauter agehale gëtt.

Den 2. Januar 2020 war d'Minimalhéicht virum Ofdréinen no Süden op 1.700 Fouss festgeluecht ginn. Als Äntwert op d'Reklamatioune vu Bierger aus der Gemeng Schëtter, huet d'ANA dës Prozedur nach eng Kéier analyséiert an iwwerschafft:

– den 31. Dezember 2020 ass d'Héicht fir ze dréinen op 2.200 Fouss adaptéiert ginn;
– Ufank Hierscht 2023 gëtt d'Héicht weider op 2.700 Fouss eropgesat fir eng Testperiod vu 6 bis 12 Méint.

ad 3. D'Aféierung vun der PBN op Virschlag vun der European Union Aviation Safety Agency (EASA), ass definéiert am Reglement EU N° 2018/1048 vum 18. Juli 2018 (règlement d'exécution (UE) 2018/1048 de la Commission du 18 juillet 2018 fixant des exigences pour l'utilisation de l'espace aérien et des procédures d'exploitation concernant la navigation fondée sur les performances).

Als lëtzebuergesche Prestataire de services de gestion du trafic aérien et de navigation aérienne ass d'ANA obligéiert, dës EU-Virschrëften innerhalb vun den Delaien ëmzesetzen, fir d'Missioune vun der Fluchsécherung weider kënnen ze garantéieren.

Absence de bornes de chargement au parking du Centre sportif national « Coque » | Question **8010** (22/05/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le parking du Centre sportif national « Coque » accueille chaque jour des centaines de véhicules et de plus en plus de voitures électriques. Or, ce parking très fréquenté par les sportifs et les participants, respectivement spectateurs, des manifestations sportives ne dispose actuellement pas de bornes de chargement.

1) J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et de Monsieur le Ministre de l'Énergie si l'installation de bornes de chargement y est prévue à courte échéance.

2) Quelles sont les raisons pour lesquelles ce parking n'a pas bénéficié d'une priorité pour l'aménagement de telles bornes ?

3) Combien de parkings publics disposent actuellement de telles bornes et quel est leur degré d'utilisation ?

Réponse (28/06/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

L'honorable Député s'enquiert de l'installation de bornes électriques sur le parking du Centre national sportif et culturel.

ad 1) En prenant en considération les dispositions de la loi modifiée du 29 juin 2000 organisant le Centre national sportif et culturel, la situation des propriétés domaniales et d'éventuelles clauses conventionnelles, les représentants de l'État et de l'établissement public Centre national sportif et culturel se concerteront prochainement en vue de l'installation de bornes électriques sur le parking du Centre national sportif et culturel.

ad 2) Comme énoncé ci-avant, les raisons sont d'ordre juridique, domanial et conventionnel.

ad 3) À l'heure actuelle, plus de 1.500 points de charge font partie du réseau « Chargy » dont la majorité a été installée par les gestionnaires de réseau sur des parkings ou des emplacements publics. S'y ajoute encore un nombre similaire de points de charge accessibles au public installés par d'autres acteurs publics ou privés. Le degré d'utilisation des points de charge « Chargy » varie fortement selon la localisation.

Agents de gardiennage | Question **8011** (22/05/2023) de **M. Dan Biancalana** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Actuellement, en Belgique, il est prévu d'introduire respectivement d'offrir aux agents de gardiennage des formations pour détecter des situations de harcèlement sexuel dans des établissements de nuit.

Cette volonté intervient suite à de nombreuses violences sexuelles dénoncées par les victimes dans les milieux en question. Ainsi, il reviendra aux agents de sécurité d'endosser un rôle préventif face à ces situations non tolérables.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Madame la Ministre et Monsieur le Ministre ont-ils connaissance de ce genre de violences à caractère sexuel dans les bars et boîtes de nuit au Luxembourg ?

2) Quel est le nombre de plaintes en la matière déposées au cours des cinq dernières années ?

3) Existe-t-il actuellement au Luxembourg des formations spécifiques de ce genre pour les agents de gardiennage ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

Réponse (21/06/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice

ad 1) Madame la Ministre de la Justice n'a pas connaissance d'éventuelles interventions par des agents de gardiennage en relation avec des personnes se déclarant victime de violences à caractère sexuel. À noter d'ailleurs que les agents de gardiennage ne sauraient intervenir activement dans ce genre de situation mais devront faire appel à la police.

ad 2) Étant donné que les moyens informatiques en place ne font pas de différence quant au lieu de survenance des violences à caractère sexuel, le détail sur le nombre de plaintes en la matière déposées au cours des cinq dernières années ne saurait être fourni. En outre, le lieu de survenance et la qualité des plaignants sont sans incidence sur les poursuites éventuelles exercées par le ministère public.

ad 3) Actuellement, il n'existe aucune formation spécifique obligatoire de ce genre pour les agents de gardiennage. Cependant, le Service de la formation professionnelle du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, en étroite collaboration avec le Ministère de la Justice, est en train d'élaborer une nouvelle future formation pour les agents de gardiennage dont la réussite se soldera, d'après l'orientation actuelle des travaux en cours, par un Diplôme d'aptitude professionnelle.

PET-Scan au Centre Hospitalier du Nord | Question **8012** (22/05/2023) de **M. André Bauler** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Mir si gewuer ginn, datt e weidere PET-Scan an engem Spidol soll installéiert ginn. Aktuell ass jo ee PET-Scan an der Stad, am Centre hospitalier, ugesidelt, ma et wier wierklech exzellent, wann dee weideren Apparat kéint an d'Ettelbrécker Klinick kommen. All kriibskrank Leit, déi nämlech am Norde vum Land wunnen an op sou e medezinneschen Apparat ugewise sinn, musse wäit Weeër op sech huelen, verbonne mat engem enormen Zäitopwand. Op Ettelbréck kéinten och Patienten aus dem Zentrum an aus dem Weste vum Land kommen – net ze vergiessen och aus dem Kanton Iechternach.

Aus dësem Grond wollte mir d'Madamm Gesondheetsministesch Follgendes froen:

1. Ass et virgesinn, datt en neie PET-Scan op Ettelbréck komme soll? Läit eng Demande vun der Ettelbrécker Klinick vir?

2. Wa jo, fir wéini kéint mat sou engem Apparat zu Ettelbréck gerechent ginn?

Réponse (27/06/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Den Equipement PET-CT ass een Équipement national no der Annex 3 vum ofgeännerte Gesetz vum 8. Mäerz 2018 betreffend d'Spideeler an d'Spidolsplanung, déi am Moment virgesäit, dass just een esou een Apparat am Land däerf exploitéiert ginn. Deen Apparat ass am Centre national PET (CN PET) installéiert, deen zum Service d'imagerie médicale vum CHL gehéiert. Am Kader vun der Spezialitéit médecine nucléaire ass dës national Aktivitéit zougänglech fir all Dokteren, déi vun engem Centre hospitalier als Médecin-nucléariste agreéiert sinn. D'Exploitatioun vum CN PET gëtt koordinéiert vun engem Comité de gestion an d'Aktivitéite gi begleet vun engem Comité scientifique.

De Kader vun den Aktivitéite vum CN PET ass an de leschte Jore staark gewuess duerch nei medezinnesch Indikatiounen an nei nuklear Traceuren, déi agesat ginn am Kader vun der Diagnos an och der Therapie vu verschiddene Kriibsaarten. D'Prise en charge vu Patienten an d'Preparatioun vun den Traceuren erfuerderen

ee spezifesche Laboratoire, well d'Wierkungsdauer vun de Moleküle limitéiert ass.

Et ass de Wonsch, souwuel vum Comité scientifique wéi och vum Comité de gestion, dass d'Kapazitéite vum CN PET erweidert solle ginn, fir verlängert Waardezäiten ze vermeiden. An dësem Sënn ass et wichteg, d'Offer u Plagen duerch een 2. Apparat ze verstäerken. Eng zukünfteg Adaptatioun vun der Annex vum Spidolsgesetz wäert och d'Acquisitioun vun engem zousätzleche PET-CT virgesinn.

Et sief nach ze bemierken, dass keng Demande vum ChdN an dësem Beräich virläit.

Choix des langues à l'ECG (École de Commerce et de Gestion) | Question **8013** (22/05/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Zënter 2019 léisst den ECG (École de Commerce et de Gestion) senge Schüler vu 4e bis 1re am Enseignement secondaire général bei de Sproochen de Choix, andeem si tëschent Franséisch an Englesch als Branche fondamentale kënne wielen. Dat ass 2019 esou autoriséiert ginn a soll mengen Informatiounen no vun der Schoulrentrée 2023/2024 un net méi däerfe weidergefouert ginn, ausser op den 2e- a 1re-Klasse „Marketing“ a „Finanzen“.

An deem Kontext wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

– Wéi motivéiert den Här Minister seng entspriechend Decisioun?

– Firwat däerfe Schüler op de 4e GCM- an 3e GCM-Klasse souwéi och an der 2e a 1re GCG-Sektioun (Gestion) dëse Choix net méi hunn?

– Ass eng Evaluatioun vum Konzept vum Choix tëschent Franséisch an Englesch als Branche fondamentale gemaach ginn?
• Wa jo, wien huet déi Evaluatioun duerchgefouert a wéi eng Conclusioune goufe gezunn?
• Wann net, firwat net?

– Wéi erklärt den Här Minister d'Ofschafe vun dësem Choix an engem „traditionellen“ ëffentleche Lycée, wärend seng allgemeng Bildungspolitick duerch eng grouss Ouverture bei Enseignement an Evaluatioun vun de Sprooche gekennzeechent ass an de Choix tëschent verschiddene Sproochen an den ëffentlechen Europaschoule systematesch geférdert gëtt?

– Wéi erklärt den Här Minister d'Tatsaach, dass Bréiwer vu verschiddene Membere vun der Communauté scolaire (Elterecomité, Schülercomité, Conférence du lycée, SePAS, Franséisch- an Englesch-Professeren a Schouldirektioun) net consideréiert ginn?

Réponse (27/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Demande vun der École de Commerce et de Gestion (ECG) ass effektiv déi, datt d'Schüler op de Sektioune vun der Division administrative et commerciale de Choix tëscht Franséisch an Englesch als Discipline fondamentale an de Sprooche solle kréien.

Op de Sektioune Finance a Marketing, Médias et communication, déi nëmmen am ECG ugebuede ginn, ass dëst als Projet autoriséiert ginn, dee selbstverständlech nom Oflaf vun engem kompletten Zyklus wäert evaluéiert ginn.

Op de Klasse vu 4e an 3e GCM gradewéi och op deene vun der Sektioun Gestion (2e GCG a 1re GCG) stellt d'Situatioun sech anescht duer.

Fir d'éischt sief gesot, datt en Aarbechtsgrupp ënnert der Leedung vum Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) sech wäert mat enger méi genereller Analys an enger méiglecher Reform vum Curriculum vun deene Klassen auserneesetzen. Et ass dofir elo net de Moment, dësen Aarbechte virzegräifen, a just um Niveau vun de Sproochen ze agéieren.

Ausserdeem handelt et sech ëm Klassen, déi landeswäit ugebuede ginn, an op deenen Honnerte vu Schüler ageschriwwe sinn. Et ass also net ubruecht, de Schüler vun enger Schoul eng Méiglechkeet unzebidden, déi anerer net hunn: De Choix vun der Discipline fondamentale ass nämlech promotiounsrelevant a kann dofir net ënnerschiddlech vun enger Schoul zur anerer gehandhaabt ginn.

De Verglach mat den ëffentlechen agreéierten Europaschoulen ass dofir och net richteg; et handelt sech hei ëm Schoulen, an deenen en anere Sproocheregimm applizéiert gëtt.

Iwwert all dës Considératiounen ass den Direkter vun der École de Commerce et de Gestion mëndlech a schrëftlech informéiert ginn; hie wäert d'Membere vun der Schoulcommunautéit doriwwer informéieren.

Carnet de vaccination électronique | Question **8014** (22/05/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Den elektronesche Carnet de vaccination (CVE) à jour ze halen, ass fir den Dokter oder d'Doktesch am Moment relativ ëmständlech. Den Dokter oder d'Doktesch muss sech dofir ëmständlech aloggen, fir dann déi entspriechend Donnéeë manuell anzeginn. Et gëtt vu Regierungssäit zënter Jore propagéiert, dass déi administrativ Demarchë misste vereinfacht ginn, dëst och am Gesondheetsberäich, fir dass d'Doktere méi Zäit fir hir Patienten hunn. De CVE informéiert den Assuré och per Noriicht doriwwer, dass eng Impfung fälleg ass. Den Assuré kritt awer net gesot, ëm wat fir eng Impfung et geet, respektiv am Fall wou et ëm e Kand vun enger Persoun geet, ëm wat fir eent vun de Kanner et sech handelt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Digitalisatioun a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Firwat gëtt net mat engem API (Application Programming Interface) geschafft, wou d'Entwéckler vun de Logiciellen, déi haut well vun Dokteren agesat ginn, kéinten automatiséiert ugebonne ginn?

2. Firwat gëtt den Assuré net direkt am Message doriwwer informéiert, ëm wat fir eng Impfung et geet?

3. Firwat gëtt den Assuré net direkt am Message doriwwer informéiert, ëm wat fir eent vu senge Kand et geet?

Réponse (22/06/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Eng API vum Carnet de vaccination électronique (CVE) ass zurzäit amgaangen entwéckelt ze ginn, a wäert an nächster Zukunft den Entwéckler vu Logiciellen am Gesondheetssecteur zu Verfügung gestallt ginn. Dës wäert d'Iwwerdroe vum Historique vum Patient sengen Impfungen aus dem CVE dann duerno automatesch an den Dossier de soins partagé (DSP) erméiglechen.

D'Saisie vun den Date vum Impfstoff selwer gëtt mat engem Handscanner gemaach, dee vun der Agence eSanté allen Dokteren, déi Leit impfen, gratis zur Verfügung gestallt wäert ginn. Domat ginn automatesch all Impfstoffdate sécher an de System iwwerdroen.

ad 2. Eng Notifikatioun per E-Mail an/oder SMS gëtt un den Titulaire vum CVE geschéckt, wann dësen (oder säin Dokter) seng Kontaktdaten am CVE an déi dofir virgesinne Felder richteg aginn huet. An der Notifikatioun vum Impfrappell, déi per E-Mail verschéckt gëtt, gëtt den Impfstoff vun der virzebeugender Krankheet uginn. Et bleift awer den Dokter, dee mam Patient entscheet, wéi een eenzelnen oder eventuell kombinéierten Impfstoff benotzt gëtt. An der Notifikatioun vum Impfrappell, déi per SMS geschéckt gëtt, ass d'Unzuel vun den Zeechen aus technesche Grënn limitéiert, soudass et hei net méiglech ass, déi betraffe Krankheet(en) ze ernimmen; d'Verschécke vum SMS kéint soss refuséiert ginn.

ad 3. Deen Elterendeel vum Kand, deen e CVE huet an dee seng Kontaktdaten uginn huet, kann iwwert de CVE eng Notifikatioun matgedeelt kréien (esou wéi och de behandelnden Dokter). Am Message vum Impfrappell gëtt de Virnumm vun der Persoun, déi Titulaire vum CVE ass, erwäänt. Dass nëmmen de Virnumm bei Notifikatiounen ugewise gëtt, ass, fir d'Vertraulechkeet an der Veraarbechtung vu medezinneschen Donnéeën iwwer SMS oder E-Mail ze erméiglechen.

Disponibilité de salles sur le campus de l'Université du Luxembourg | Question **8015** (22/05/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Et gouf un eis eru gedroen, dass et am Kader vun der Ausbildung zum Enseignant am Fondamental op der Universitéit ëmmer nees dozou géif kommen, dass Coursen net en présentiel kënne stattfannen, well keng Säll zur Verfügung géife stoen. De Studente wier gesot ginn, dass dës Säll net géifen zur Verfügung stoen, well de Lycée Guillaume Kroll eng ganz Rei vu Säll um Campus vun der Universitéit géif benotzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass dës Informatiounen der Realitéit entspriechen?

2. Sollten dës Informatiounen der Realitéit entspriechen, kann de Minister erklären, firwat de Lycée Guillaume Kroll dës Säll benotzt an ëm wéi vill Säll et konkreet geet?

3. De Minister huet viru Kuerzem säin neie Programm virgestallt, mat deem Leit iwwert een neie Programm vum Quereinsteiger sollen an de Beruff vum Enseignant am Fondamental kommen. A senger Presentatioun schwätzt hien dovun, dass op dësem Wee nach vill méi Leit kéinten ausgebilt ginn. Wann et aktuell awer schonn un den néidege Raimlechkeete feelt, wéi wëll de Minister innerhalb vun deenen nächste puer Méint dofir suergen, dass genuch Säll fir déi entspriechend Coursen zur Verfügung stinn?

Réponse (15/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Ech reagéieren op dem honorabelen Deputéierte seng Froe mat dëse Prezisiounen.

De Lycée Guillaume Kroll hat 2021 ee Besoin u Säll fir verschidde Formatiounen um Niveau vum BTS (Brevet de technicien supérieur), an doropshin huet d'Universitéit Lëtzebuerg um Campus Belval ab dem 21. September 2021, fir dräi Joer, sechs Säll dem Lycée Guillaume Kroll zur Verfügung gestallt.

D'Universitéit Lëtzebuerg huet am Abrëll 2023 decidéiert, dass déi Mise à disposition net iwwert 2024 eraus verlängert gëtt.

Laut der Universitéit Lëtzebuerg huet d'Mise à disposition vun deene sechs Säll keng Inzidenz gehat op den Accès zu Formatiounssäll vum Bachelor en sciences de l'éducation. D'Universitéit Lëtzebuerg huet och keng Indikatioun, dass et net genuch Raimlechkeete gëtt

fir déi entspriechend Coursë vun den zwee Bachelorprogrammen, déi am Studiejoer 2023/24 op de Beruff vum Enseignant am Fondamental virbereede wäerten

Demande de transfert à l'étranger auprès de la CNS | Question **8016** (22/05/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Leider kënnt et ëmmer nees vir, dass Assuréen zum Beispill no engem Accident am Ausland musse bei den Dokter oder an e Spidol goen, fir sech behandelen ze loossen. Domat ass et awer net ëmmer an all Fall gedoen an et sinn och an der Zäit duerno weider Behandlungen noutwenneg. Well si den Traitement am Ausland ugefaangen hunn, si verschidden Dokteren hei am Land net gewëllt, de Patient ze behandelen, mee e soll den Traitement am Ausland ofschléissen. Fir dass dësen Traitement vun der Gesondheetskeess iwwerholl gëtt, muss den Assuré eng Demande fir en Transfert à l'étranger eraginn.

Et gouf eis zougedroen, dass vill Demandë réischt no Méint beäntwert ginn, obwuel eng Operatioun zu deem Zäitpunkt schonn duerchgefouert ginn ass. Des Weidere géifen Dokumenter wéi extreem detailléiert Rapporten an Informatioune gefrot ginn, déi dacks net virleien.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Demandë fir een Transfert à l'étranger gouf et, opgelëscht pro Joer, zënter 2015?

2. Bei wéi vill vun dësen Demanden, opgelëscht pro Joer, huet d'Gesondheetskeess den Transfert à l'étranger refuséiert?

3. Wat waren déi 5 heefegst Motiver fir dës Refusen, respektiv wat kënnen d'Grënn fir de Refus vun enger Demande sinn?

4. Wéi laang dauert et an der Moyenne, bis ee Patient eng Äntwert op seng Demande fir en Transfert à l'étranger kritt? Wat war säit 2015 déi längsten Dauer?

5. A wéi ville Fäll gouf eng Demande fir en Transfert à l'étranger beäntwert, nodeems den Traitement am Ausland schonn duerchgefouert ginn ass?

6. Ass geplangt, fir d'Prozedur ze vereinfachen an ze beschleunegen, fir nach besser am Interêt vum/vun der Assuré:e ze schaffen?

Réponse (21/06/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de la Sécurité sociale

D'Auslandsiwwerweisunge sinn am europäesche Reglement 883/2004 (règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale) virgesinn. Dës Reglementatioun gesäit och den S2-Formular vir. Den Artikel 20 vum Reglement 883/2004 gesäit vir:

„Article 20

Déplacement aux fins de bénéficier de prestations en nature – Autorisation de recevoir un traitement adapté en dehors de l'État membre de résidence

1. À moins que le présent règlement n'en dispose autrement, une personne assurée se rendant dans un autre État membre aux fins de bénéficier de prestations en nature pendant son séjour demande une autorisation à l'institution compétente.

2. La personne assurée qui est autorisée par l'institution compétente à se rendre dans un autre État membre aux fins d'y recevoir le traitement adapté à son état bénéficie des prestations en nature servies, pour le compte de l'institution compétente, par l'institution du lieu de séjour, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme si elle était assurée en vertu de cette législation. L'autorisation est accordée lorsque les soins dont il s'agit figurent parmi les prestations prévues par la législation de l'État membre sur le territoire duquel réside l'intéressé et que ces soins ne peuvent lui être dispensés dans un délai acceptable sur le plan médical, compte tenu de son état actuel de santé et de l'évolution probable de la maladie.

3. Les paragraphes 1 et 2 s'appliquent mutatis mutandis aux membres de la famille de la personne assurée.

4. Si les membres de la famille de la personne assurée résident dans un État membre autre que l'État membre où réside la personne assurée, et que cet État membre a opté pour le remboursement sur la base de montants fixes, le coût des prestations en nature visées au paragraphe 2 est pris en charge par l'institution du lieu de résidence des membres de la famille. Dans ce cas, aux fins du paragraphe 1, l'institution du lieu de résidence des membres de la famille est considérée comme l'institution compétente."

Déi national Prozedur gëtt dann duerch d'Statute vun der CNS gereegelt, déi dës europäesch Dispositiounen ëmsetzen.

ad 1. an 2. De follgenden Tableau weist d'Unzuel vun den Ufroen an de Refuse fir eng Auslandsiwwerweisung[4] fir d'Joren 2015 bis 2022.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Fir d'Joer 2022 muss präziséiert ginn, datt am Dezember 2022 d'Prozedur geännert gouf.

ad 3. Déi heefegst Grënn fir e Refus sinn ënner anerem, datt d'Konditioun vum néidege prealabelen Accord fir eng Auslandsiwwerweisung net erfëllt ass, datt de Prinzipp vum „utile et nécessaire", wéi en am Artikel 23 vum Code vun der sozialer Sécherheet virgesinn ass, net erfëllt ass, de Manktem vun enger medezinnescher Motivatioun, de Fakt, dass dat ugefrotent Traitement och zu Lëtzebuerg méiglech ass, souwéi och datt de Formulaire vun der Demande net richteg ausgefëllt ass (Artikel 27 Paragraph 2 vun de Statute vun der Gesondheetskeess (CNS)).

ad 4. Den duerchschnëttlechen Delai fir eng Äntwert läit aktuell bei 3 Deeg. Wann awer eng Demande net komplett ass, beispillsweis mussen zousätzlech Informatiounen nogefrot ginn, dann ass den Delai dovunner ofhängeg, wéi séier déi dann un d'CNS geschéckt ginn.

ad 5. Et ass net méiglech, eng konkreet Unzuel u Fäll unzeginn.

Tatsächlech kritt d'Gesondheetskeess awer reegelméisseg Demandë fir eng Auslandsiwwerweisung, nodeems d'Behandlung am Ausland scho stattfonnt huet, respektiv Demanden, déi ze spéit gestallt ginn a wouduerch et duerch de knappen Delai net méiglech ass, eng Decisioun virun der Behandlung auszestellen.

Des Weidere kann d'Decisioun net nodréiglech gemaach ginn, falls zousätzlech Informatiounen oder de Rapport vum am Ausland behandelnden Dokter réischt no der Behandlung bei der Gesondheetskeess eragereecht ginn.

Et muss awer präziséiert ginn, datt am Fall vun enger medezinnescher urgenter Behandlung, dëst natierlech berécksiichtegt gëtt an dann den Accord och nodréiglech (also nom Ufank vun der Behandlung am Ausland) ugefrot a prinzipiell och accordéiert gëtt, falls et och motivéiert ass.

ad 6. Zënter 2015 si scho vill prozedural Ännerungen agetrueden. Déi lescht Ännerunge vun de Statute vun der CNS am Zesummenhang mat der Prozedur fir d'Prise en charge vun den Auslandsiwwerweisunge sinn den 1. Dezember 2022 a Kraaft getrueden an dës hunn et erméiglecht, den Delai vun der Veraarbechtung vun den Ufroe weider ze verkierzen.

An deem Kontext wäert vun der CNS eng Analys gemaach ginn, fir erauszefannen, ewéi sech déi aktuell Prozedur par rapport zur Prozedur virun Dezember 2022 ausgewierkt huet. Doriwwer eraus wäert d'Prozedur weider vereinfacht ginn, virun allem wat de Formular vun der Demande ubelaangt an och d'Transmissioun vun dësem un d'CNS.

[4] Dans le cadre du règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale et de la directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers.

Dossier de soins partagé (DSP) | Question **8017** (22/05/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mir hunn an der Vergaangenheet schonn eng Rei Froen zum Dossier de soins partagé (DSP) vun der Agence eSanté gestallt. Aus der Äntwert op meng Fro N° 7583 geet ervir, dass just e relativ klenge Prozentsaz vun den Assuréen hei am Land hiren DSP wierklech notzen. Fir dass en Dokter (ausserhalb vum Spidol) op den DSP zougräife kann, muss den Assuré dësen als Personne de confiance am Dossier hannerleeën. Et gouf un eis erugedroen, dass déi geréng Notzungszuele verschidde Grënn hätten, dorënner och, dass vill Doktere vun den Notzer vum DSP eeben net als Personne de confiance hannerluecht ginn an deementspriechend guer keen Accès op den Dossier kréien a wichteg Informatiounen iwwert aner Weeër mussen ufroen an hannerleeën.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. A wéi vill DSPen ass keng eenzeg Personne de confiance hannerluecht?

2. Wéi hunn d'Zuele vun den hannerluechte Personnes de confiance bei den DSPen zënter hirer Aféierung evoluéiert? Kann d'Ministesch mir d'Zuelen a Form vun engem Tableau an engem Histogramm presentéieren?

3. Wéi vill Personnes de confiance sinn an der Moyenne an engem Dossier hannerluecht?

4. Wéi vill Dokumenter sinn an der Moyenne an engem Dossier hannerluecht?

5. Wéi vill Dokumenter sinn an der Moyenne an Dossieren hannerluecht, op déi iwwerhaapt keen Dokter Accès huet, well an den Dossiere guer keng Personne de confiance hannerluecht ginn ass?

6. Wéi vill Prozent vun den hannerluechten Dokumenter an den DSPe stamen entweeder aus Laboratoiren oder aus Spidolsservicer?

7. Wéi vill Doktere kënnen net als Personne de confiance am DSP dobäigesat ginn, well se net an der Lëscht sinn?

Réponse (22/06/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Aleedend muss een ënnersträichen, dass et net esou ass, dass en Assuré en Dokter a säi „cercle médical de confiance" androe muss, fir dass en Dokter (ausserhalb vum Spidol) op den DSP vun senge Patienten zougräife kann. All Dokter, deen zu Lëtzebuerg autoriséiert ass fir ze exerzéieren an deen e Patient behandelt, ka wärend der Dauer vun der Behandlung, déi legal virgesinn ass, op den DSP vun sengem Patient zougräifen, dëst

souwuel aus engem Spidol, wéi aus enger Praxis ausserhalb vum Spidol, wéi och aus enger Pfleegeariichtung. Dëst ass just net de Fall, wann e Patient engem Dokter zum Beispill den Zougrëff op säin DSP net erlaabt hätt oder wann en Dokter, deen net am „cercle médical de confiance" agedroen oder Referenzdokter ass, déi permanent Accès op den DSP vun hire Patienten hunn, ausserhalb vun der virgeschriwwener Dauer vun der Behandlung op den DSP zougräife wéilt.

Opgrond vun de Froen, déi den Zougrëff vun Dokteren op den DSP betreffen, ass dovun auszegoen, dass den honorabelen Deputéierte mat „personne de confiance" de „cercle médical de confiance" am DSP mengt an net d'Vertrauenspersoun, déi e Patient gemäss dem Gesetz vum 24. Juli 2014 iwwert d'Rechter an d'Verpflichtunge vum Patient ausweise kann. De „cercle médical de confiance" am DSP besteet aus engem oder méi Dokteren, ausser dem Referenzdokter, déi d'Leit an hirem DSP ugi kënnen, an hinnen domat e permanenten Accès zu hirem DSP ginn.

ad 1. Wéi virausgesot kann all Dokter, deen e Patient behandelt, op den DSP vun sengem Patient zougräifen, och wann dësen Dokter net vum Patient an de „cercle médical de confiance" agedroe gouf. An 76.632 DSPen hunn d'Titulairë vum DSP op d'mannst een Dokter an hirem „cercle médical de confiance" uginn, soudass dës Dokteren e permanenten Accès op den DSP vun dëse Patienten hunn.

ad 2. an 3. All Persoun kann a sengem DSP een oder méi Dokteren an de „cercle médical de confiance" setzen. D'Agence eSanté huet keen Zougrëff op déi eenzel DSPe vun de Leit an huet och keng Statistik iwwert déi eenzel Zuele vun Dokteren, déi d'Leit an hirem DSP am „cercle médical de confiance" uginn. Den Indikateur weist just, dass dës Fonctionnalitéit a 76.632 DSPe benotzt gouf.

ad 4. Op Basis vun engem Total vun 9.516.861 Dokumenter ass dat eng Moyenne vun 13,5 Dokumenter fir all net eidelen DSP, dat heescht, vun all den DSPen, déi op d'mannst een Dokument beinhalten. D'Plattform eSanté zielt eng ronn 700.000 DSPen, déi op d'mannst een Dokument enthalen.

ad 5. Wéi am Viraus gesot, kann all Dokter, deen e Patient behandelt, op d'Dokumenter aus dem DSP vun sengem Patient zougräifen, ausser op déi, déi de Patient selwer als vertraulech agestuuft hätt, an ausser deenen Dokteren, deenen de Patient eventuell den Accès net erlaabt hätt.

ad 6. Bis haut stamen ongeféier 97 % vun all den Dokumenter entweeder aus Laboratoiren oder aus Spidolsservicer.

ad 7. All Dokter, dee vum Gesondheetsministère zu Lëtzebuerg eng Autorisatioun fir ze exerzéieren huet, steet automatesch op der Lëscht vun den autoriséierten Doktere bei der Agence eSanté, fir kënne vum Patient a sengem DSP an de „cercle médical de confiance" registréiert ze ginn. Wann en Dokter net an där Lëscht steet, sou ass dëst normalerweis, well hie beim Gesondheetsministère entweeder nach keng, keng oder keng Autorisatioun méi huet.

Amende record dans le cadre du Règlement général européen sur la protection des données (RGPD) | Question **8018** (22/05/2023) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Meta, la maison mère du réseau social Facebook, a écopé ce lundi 22 mai 2023 d'une amende historique de 1,2 milliard d'euros par le régulateur irlandais. Le groupe Meta ayant son siège à Dublin, l'autorité irlandaise de protection des données est donc responsable de sa conformité aux règles de l'Union européenne (UE).

Cette amende record a été infligée pour avoir enfreint le Règlement général européen sur la protection des données (RGPD). Le groupe Meta, qui a déjà annoncé vouloir faire appel de cette décision, est condamné pour avoir continué de transférer des données personnelles de l'Europe vers les États-Unis. Cette sanction intervient alors qu'il n'existe pas de règles claires pour les entreprises entourant le transfert de données transatlantiques et qu'elles doivent agir sans base juridique dans le trafic transatlantique de données. Ce que le géant américain n'a d'ailleurs manqué de souligner : « des milliers d'entreprises et d'organisations se reposent sur la possibilité de transférer des données entre l'UE et les États-Unis », a-t-il déclaré, « il existe un conflit de droit fondamental entre les règles du Gouvernement américain sur l'accès aux données et les droits européens en matière de confidentialité ».

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Comment est-ce que Monsieur le Ministre évalue cette sanction ?

2) Est-ce que des utilisateurs de Facebook luxembourgeois sont concernés par le transfert de leurs données vers les États-Unis ? Dans l'affirmative, de combien d'utilisateurs s'agit-il ?

3) Où en sont les travaux entourant un nouvel accord entourant le transfert de données transatlantique entre l'UE et les États-Unis ?

Réponse (09/06/2023) de **M. Xavier Bettel,** Ministre des Communications et des Médias

ad 1) Il ne revient pas au Ministre des Communications et des Médias d'évaluer les sanctions prononcées par l'autorité de contrôle en matière de protection des données irlandaise.

ad 2) La Commission nationale pour la protection des données n'est pas en mesure de fournir le nombre d'utilisateurs luxembourgeois concernés.

ad 3) Comme suite à l'accord de principe signé le 25 mars 2022 entre la Présidente de la Commission européenne et le Président des États-Unis, ce dernier a énoncé, le 7 octobre 2022, des actes réglementaires (« executive orders ») permettant d'ouvrir les négociations pour une éventuelle nouvelle décision d'adéquation. La Commission européenne a conclu, à la fin de l'année 2022, son évaluation du niveau de protection en matière de protection des données à caractère personnel américain à l'aune des « executive orders » et proposé un projet de décision d'adéquation sur le cadre de transfert de données entre l'Union européenne et les États-Unis (en anglais « EU-US Data Privacy Framework » ou « DPF »).

Les premiers échanges entre la Commission européenne et les représentants des États membres de l'Union européenne ont eu lieu au début de l'année 2023 dans le cadre du comité établi par l'article 93 du Règlement général sur la protection des données de l'UE (« RGPD »). Ils se poursuivent et prennent notamment en compte l'avis publié par le Comité européen de la protection des données (en anglais « EDPB ») au sujet du projet de décision d'adéquation sur le DPF.

Pour plus d'informations sur la procédure relative à ces travaux, l'honorable Député peut utilement se référer aux éléments de réponse à la question parlementaire n° 6102.

Effectif de la Police grand-ducale | Question **8019** (22/05/2023) de **Mme Elisabeth Margue | M. Laurent Mosar** (CSV)

De Sonndeg, 21. Mee 2023, ass et um Radio 100,7 an der Emissioun „Kaarten op den Dësch" ëm d'Sécherheetssituatioun am Land, an notamment der Stad Lëtzebuerg, gaangen. Eng Vertriederin vun déi gréng huet dobäi follgend Zuelen, zum Effectif vun der Police an de rezente Rekrutementer, genannt: „30 % méi Police ass schonn um Terrain. De Minister Kox huet et fäerdegbruecht, säit 2020 900 Policepersounen ze engagéieren, dat heescht, et ass méi Police um Terrain. Mee Repressioun eleng geet definitiv net duer."

An deem Kontext wéilte mir follgend Froen un den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet stellen:

– Kann den Här Minister déi uewe genannten Zuelen an Informatioune confirméieren?

– Wéi vill méi Personal ass, an Nettozuelen, y inclus all méiglech Forme vun Ofgäng, säit 2020 beim Effectif vun der Police um Terrain dobäikomm? Wéi eng Zomme mécht dat Stand haut?

De Plan de recrutement fir d'Police, deen am Joer 2019 an Accorde mat de Gewerkschafte festgehale ginn ass, gesäit vir, dass bis 2026, 621 méi Polizisten um Terrain solle sinn.

– Wéi wëll den Här Minister dës Zuel erreechen?

– Ass d'Regierung der Meenung, dass dës Unzuel u Poliziste géif duergoen, fir der aktueller Sécherheetssituatioun am Land gerecht ze ginn?

Réponse (07/07/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

Opgrond vun engem Mëssel goufen den honorabelen Deputéierte leider inkorrekt Zuelen an der viregter Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 8019 kommunizéiert.

De Rectificatif vun der Äntwert presenteiert sech follgendermoossen:

Den 1. Januar 2020 hat de Policekader vun der Police een Effectif vun 1.890 Polizisten an et ware 76 Stagiairen an der Ausbildung. Op den 1. Juli 2023 sinn et 2.070 Polizisten an 397 Stagiairen, vun deenen der 166 Ufank Juni 2023 no hirem Serment spécial an der praktescher Ausbildung um Terrain ugefaangen hunn. Den Effectif vum Policekader ass also an dräi Joer vun 1.966 Memberen Ufank Januar 2020 op 2.467 Memberen Ufank Juli 2023 eropgaangen.

An dësem Kontext ass et och wichteg ze ënnersträichen, datt gläichzäiteg den Effectif vum Zivillkader vun der Police vun 394 Persounen Ufank Januar 2020 op 674 Persounen Ufank Juli 2023 eropgaangen ass. Dëst weist, datt d'Polizisten iwwert déi lescht 3 Joer ëmmer méi vum Zivillkader konnten entlaascht ginn, wat et hinnen erméiglecht, sech ëmmer méi op hir Aarbecht um Terrain ze konzentréieren.

De Gesamteffectif vun der Police ass also vun 2.360 Memberen Ufank Januar 2020 op 3.141 Ufank Juli 2023 ëm 781 Memberen eropgaangen.

Wat de Rekrutement betrëfft, huet d'Police dräi ganz erfollegräich Campagnen hannert sech. Dëst Joer goufen an den Traitementsgruppe B1 a C1 191 Stagiairen den 1. Mee ugestallt. D'Efforte fir de Rekrutement vun der Police wäerten an den nächste Jore weidergefouert ginn, fir esou déi néideg Verstäerkungen ze erreechen, déi d'Police brauch, fir och weiderhin hir Missioune kënnen ze erfëllen.

Police de la Grande Région | Question **8020** (23/05/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Nodeems et rezent am franséische Villerupt bei enger Drogenaffär zu enger Schéisserei komm ass, stellt sech d'Fro vun der Policezesummenaarbecht an der Groussregioun op en Neits. An deem Kontext huet en héichrangege Vertrieder vun der franséischer Police am Grand-Est ze bedenke ginn, datt eeben dës Policezesummenaarbecht an der Groussregioun staark ze wënschen iwwreg léisst. Deemno géife Kriminneller, dorënner haaptsächlech Abriecher a Verkeefer vun illegale Substanzen, massiv vun där mangelnder Policekooperatioun profitéieren. Doduerch gëtt d'Grenzgebitt verstäerkt zu engem Hotspot fir den internationalen Drogentrafick. An deem Kader fuerdert de genannte Policevertrieder grenziwwerschreidend Policeunitéiten, reegelméisseg Reuniounen tëscht der lëtzebuergescher, belscher an däitscher Police an en trinationaalt Kommissariat mat konkreete Kompetenzen.

An deem Kontext géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi schätzt d'Regierung d'Sécherheetssituatioun an de Grenzgebidder vun der Groussregioun an? Wéi huet sech déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit an deene leschte Joren entwéckelt?

2. Ass d'Regierung am Hibléck op d'Aussoe vum genannte Policevertrieder aus dem Grand-Est och der Meenung, datt Efforten ënnerholl musse ginn, fir déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit verstäerkt ze bekämpfen?

3. Wéi eng Schrëtt wëll d'Regierung konkreet ënnerhuelen, fir d'Kooperatioun tëscht de Policeunitéiten am Grenzgebitt auszebauen?

4. Wär d'Regierung bereet, fir d'Grenzen elektronesch ze iwwerwaachen, z. B. duerch eng temporär Registréierung a Späicherung vun den Autosplacken?

Réponse (27/06/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure | **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Max Hahn,** Ministre à la Grande Région

ad 1. Grenziwwerschreidend Kriminalitéit ass a bleift leider eng Realitéit, besonnesch am Beräich vum Drogenhandel a vun den Abréch. Dofir gëtt déi regional Justiz- a Policezesummenaarbecht och vu Joer zu Joer verstäerkt.

ad 2. D'Aussoe vum Secrétaire départemental du syndicat Unité SGP Police FO 54 aus dem Grand-Est, d'Policezesummenaarbecht an der Groussregioun géing staark ze wënschen iwwereg loossen, ass net nozevollzéien, well d'Kooperatioun tëscht de Policeunitéiten am Grenzgebitt ganz gutt ass a vill Forme vu Kooperatioun an der Groussregioun scho bestinn.

Lëtzebuerg kollaboréiert reegelméisseg mat den Nopeschlänner op bilateraler Basis, mee och am Kader vun interregionalen an internationalen Accorden.

Um Niveau vun der Police kann ee vun engem bal deeglechen Austausch tëscht der Lëtzebuerger Police an hire franséische Kolleege schwätzen, virun allem mat der Police judiciaire, der Brigade de recherche et d'intervention vu Metz an och den anere Policebrigaden am Grenzgebitt.

Besonnesch an der grenziwwerschreidender Drogekriminalitéitsbekämpfung huet Lëtzebuerg e ganz gutt Verhältnis mat den Enquêteuren aus dem Grand-Est, souwéi och mat den aneren Nopeschlänner. Et besteet quasi alldeeglechen Austausch vun Informatiounen tëscht dësen Enquêteuren. E weidert gutt Beispill vun der gudder Kollaboratioun ass de Centre de coopération policière et douanière, deen 2003 mat Sëtz zu Lëtzebuerg gegrënnt ginn ass. De Centre de coopération policière et douanière, dee schonn zanter 20 Joer existéiert, bréngt d'Police an d'Douane aus de véier Länner (Frankräich, Belsch, Däitschland a Lëtzebuerg) zesummen an erméiglecht den Austausch vu Policeinformatiounen tëscht dëse Länner souwéi eng Verkierzung vun den Déngschtweeër.

Um Niveau vun der Justiz bestinn och intensiv Kontakter, notamment mat de Parquete vun Arel, Marche, Briey, Thionville a Metz respektiv mat der Juridiction interrégionale spécialisée (JIRS) vun Nanzeg. Reegelméisseg Reuniounen tëscht de Magistrate vun de verschiddene Geriichter an dem Parquet ginn organiséiert. D'Magistrate ginn notamment och an de Stage respektiv an d'Formatioun bei hir auslännesch Kolleegen.

Ufroe fir europäesch Ermëttlungen am Hibléck op Perquisitiounen a Saisië vun de franséische Justizautoritéite gi reegelméisseg op nationalem Territoire ausgefouert. Ëmgekéiert funktionéiert d'Zesummenaarbecht mat de franséische Justizautoritéiten och exzellent.

ad 3. An der Groussregioun gëtt et zanter 2003 den Aarbechtsgrupp „Sécherheet a Preventioun", fir déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht ze stäerken an d'bannenzeg Sécherheet an der Groussregioun ze garantéieren. Et handelt sech dobäi ëm ee consultativen Aarbechtsgrupp, an deem virun allem Best-Practice-Fäll ausgetosch ginn.

Dës Echangë bezéien sech op Beräicher wéi d'Formatioun vu Policebeamten an der Groussregioun, d'Verkéierssécherheet, d'Kriminalitéitspreventioun an den Zivillschutz.

Fir déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht tëscht de Policeinstanzen an der Groussregioun weider ze verdéiwen, goufen zanter der Grënnung vum Aarbechtsgrupp zousätzlech spezifesch Aarbechtsgruppen an d'Liewe geruff. Dorënner fält zum Beispill den Aarbechtsgrupp vun der operationeller polizeilecher Zesummenaarbecht, fir, ënner anerem, gemeinsam Grenzalarmpläng an der Groussregioun auszeschaffen. An dësem Grupp ass och de „plan alerte frontière" ausgeschafft ginn, deen zesumme mat Frankräich am Joer 2021 ënnerschriwwe gouf.

Ausserhalb vun den Aarbechtsgruppen am Kader vun der Groussregioun gouf een Aarbechtsgrupp tëschent Frankräich a Lëtzebuerg an d'Liewe geruff, deen sech, ënner anerem, op déi operationell polizeilech Zesummenaarbecht am Beräich vun der Kriminalitéitspreventioun fokusséiert.

Dëse Grupp besteet aus Policevertrieder vun de concernéierte Länner a Regiounen. Am Kader vun dësem Grupp goufen och weider bilateral Accorden ausgeschafft, déi déi polizeilech Kooperatioun am Beräich vun der Kriminalitéitsbekämpfung nach weider verdéiwe wäerten. Zum Beispill ass et virgesinn, gemeinsam Kontrollen an de Garen an am Zuchverkéier ze maachen, fir de Menacë virzebeugen an d'Sécherheet ze verstäerken. Ausserdeem gouf een operationelle Protokoll ausgeschafft, fir franko-lëtzebuergesch Patrullen op de grenziwwerschreidende Stroossenachsen en place ze setzen. Den Objektiv ass, d'Zesummenaarbecht ze stäerken an d'Iwwerwaachung vum grenziwwerschreidende Verkéier.

Am Kader vun dësem Aarbechtsgrupp gëtt och den „Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française relatif à la coopération dans leurs zones frontalières entre les autorités de police et les autorités douanières, signé à Luxembourg, le 15 octobre 2001" iwwerschafft.

Am Juni 2022 gouf zu Lëtzebuerg en neit Gesetz publizéiert, wat de Policebeamten aus Frankräich, Däitschland oder der Belsch erlaabt, eng grenziwwerschreidend Policeverfollgung um Territoire vu Lëtzebuerg duerchzeféieren, dëst no de Konditiounen, déi am Gesetz vum 22. Juni 2022 opgefouert sinn.

Nennenswäert ass och d'Policekooperatioun am Kader vun der Benelux-Unioun mat de belschen an hollännesche Kolleegen. Den neien Traité vun 2018 renforcéiert déi polizeilech Kooperatioun tëschent der Belsch, Holland a Lëtzebuerg. Och ginn déi grenziwwerschreidend Enquêtë verstäerkt an d'Policeautoritéite kënne méi effizient kooperéieren an och méi Informatiounen ënnereneen austauschen, fir déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit ze bekämpfen.

D'Kooperatioun Hazeldonk tëschent der Belsch, Holland a Lëtzebuerg fokusséiert sech op déi gemeinsam Bekämpfung vum illegalen Drogenhandel. Gemeinsam Aktiounen a Kontrollen an ee verstäerkten Echange vun Informatioune sollen et erméiglechen, dass den illegalen Drogenhandel ka limitéiert respektiv bekämpft ginn.

Och gi reegelméisseg Reuniounen tëscht Enquêteuren am Kader vun der EuRegio organiséiert, fir d'grenziwwerschreidend Police- a Justizzesummenaarbecht ze förderen, den Austausch an d'Deele vun Informatioun ze encouragéieren, grenziwwerschreidend kriminell Phenomeener ze observéieren an ze analyséieren an eng gemeinsam regional Strategie ze bestëmmen. Déi franséisch Justizbezierker Briey, Charleville-Mézières, Thionville a Verdun bedeelegen sech un dëse Reuniounen.

ad 4. D'Mise en place vum ANPR-System an och den Traitement vun dësen Donnéeë setzt viraus, dass ee legale Kader do ass an den Traitement vun den Donnéeë konform zum Dateschutzrecht erfollegt. Aktuell gëtt et zu Lëtzebuerg kee spezifesche legale Kader fir den Traitement vun ANPR-Donnéeën. Esou e legale Kader misst d'Finalitéit, den Detail vu perséinlechen Donnéeën, déi gesammelt an traitéiert ginn, d'Persounen, déi Accès hunn op d'Base de données, d'Dauer vun der Conservatioun vun den Donnéeën, de Choix vun den techneschen Equipementer etc. präziséieren.

D'Mise en place vum ANPR-System setzt och viraus, dass d'Agente vun der Police forméiert sinn, wat d'Benotzung vun den techneschen Equipementer an de Suivi vun den Traitementer vun de gesammelten Donnéeën ugeet.

Ausserdeem misst bestëmmt ginn, wou déi richteg Emplacementer wieren, fir esou ANPR-Systemer ze placéieren a wéi ee Material am beschten déi technesch a logistesch Exigenzen erfëlle géif. D'Mise en place vun engem ANPR-System muss also gutt duerchduecht a virbereet sinn, sief dat vum legalen oder och technesche Standpunkt.

Établissements publics | Question **8021** (23/05/2023) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Déi gréisste Gewerkschaft vun der ëffentlecher Funktioun beklot zanter Laangem, datt d'Accorden – notamment och wat de Statut vun de Beschäftegten ugeet –, déi tëscht der CGFP an der Regierung ausgehandelt goufen an déi sech op d'Établissements publics bezéien, nach ëmmer net integral appliziéiert ginn. Viséiert ass an dësem Accord, datt de Statut vum Personal an den Établissements publics assimiléiert soll gi mam Statut vum Personal vun der ëffentlecher Funktioun.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Bekennt sech d'Regierung nach ëmmer zu hirem Engagement, datt déi Beschäftegt an den Établissements publics sollen en ëffentlech-rechtleche Statut hunn?

2. Wéi ass déi aktuell Situatioun – opgeschlësselt no Établissement public –, wat de Statut vum Personal ugeet? Gëtt et an all Eenzelfall eng gesetzlech Basis fir déi respektiv Personalstruktur an deenen eenzelen Établissements publics a ginn déi Dispositioune korrekt applizéiert?

3. Am Fall, wou déi uewe genannten Accorden tëschent der Regierung an der CGFP nach ëmmer net integral an all den Établissements publics ëmgesat goufen: Firwat sinn déi betreffend Accorde bis dato nach ëmmer net ëmgesat? Wou leien hei konkreet d'Problemer an Hürden, firwat dës Accorden nach ëmmer net iwwerall ëmgesat goufen?

4. Am Fall, wou déi uewe genannten Accorden nach ëmmer net integral an all den Établissements publics ëmgesat goufen: Wéi gedenkt d'Regierung, elo konkreet virzegoen, fir datt elo zäitno déi Accorden ëmgesat ginn? A wéi engem zäitleche Kader ka mat der Ëmsetzung vun deene Bestriewunge gerechent ginn?

Réponse (21/06/2023) de **M. Marc Hansen,** Ministre de la Fonction publique

Als Éischt ass ze notéieren, dass – am Géigesaz zu deem, wat den honorabelen Deputéierte schreift – am Accord salarial net steet, dass de Statut vum Personal vun all Établissement public soll mam Statut vum Personal vun der ëffentlecher Funktioun assimiléiert ginn, mee et steet do, dass all déi Mesurë mutatis mutandis op déi Agenten an den Établissements publics applizéiert ginn, deenen hire Statut assimiléiert ass zu deem vum Fonctionnaire oder Employé de l'État.

Déi Mesuren, déi am Accord salarial vum 9. Dezember 2022 stinn, sinn och beim Staat nach net all ëmgesat. Just déi zwee éischt Punkte sinn duerch e Gesetz vum 29. Mäerz 2023 ëmgesat ginn. Fir d'Ëmsetzung vun de Punkten 3, 4 an 11 ass e Projet de loi Enn Februar an der Chamber deposéiert ginn. Fir d'Punkte 5 an 10 wäert d'CGFP virum kommenden 1. Juli en Avant-projet de loi ënnerbreet kréien, esou wéi dat och ofgemaach ass. Bei deenen anere Punkte geet et ëm en Austausch tëschent dem Minister fir d'Fonction publique an der CGFP an ëm d'Asetze vun Aarbechtsgruppen.

Wat d'Ëmsetzung vun de Mesuren an den Établissements publics betrëfft, kann ech dem honorabelen Deputéierte just soen, dass de Minister fir d'Fonction publique keen Établissement public ënnert senger Tutelle huet.

État de pénurie en personnel enseignant | Question **8022** (23/05/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

En 2018, en réponse à la pénurie de personnel enseignant, Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale avait mis en place le programme de recrutement d'urgence « Quereinsteiger » qui donne la possibilité à des détenteur.ice.s d'un bachelor dans d'autres domaines que les sciences de l'éducation d'accéder au métier d'enseignant.e du fondamental via des heures de formation obligatoire et l'accomplissement du stage d'insertion pour futur.e.s enseignant.e.s du fondamental.

Alors que Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale avait proclamé vouloir limiter la mesure d'urgence des « Quereinsteiger » dans le temps, cette dernière est toujours en vigueur aujourd'hui. En effet, le programme de formation et d'insertion d'urgence « Quereinsteiger » arrivera à échéance pour l'année scolaire 2024-25. Le Bachelor en formation pédagogique (BFP) proposé à l'Université du Luxembourg constitue désormais une nouvelle option d'intégration en cours de route du métier d'enseignant. Ce bachelor s'étend sur une année de formation intense et est censé remplacer à terme le programme de formation actuellement en vigueur.

Dans la mesure où le programme de recrutement « Quereinsteiger » était censé pallier à la situation de pénurie de main-d'œuvre dans l'enseignement public et considérant la prolongation de cette mesure via le Bachelor en formation pédagogique, je me permets de poser un certain nombre de questions à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en rapport avec l'impact du programme « Quereinsteiger » sur l'évolution de la situation de pénurie en question :

1) Monsieur le Ministre peut-il me dire combien de personnes ont intégré le programme « Quereinsteiger » depuis son introduction jusqu'à aujourd'hui en précisant le nombre de postulants par année scolaire ?

2) Pour chaque année scolaire, quel a été le nombre de personnes postulant retenues ?

3) Toujours en fonction de l'année scolaire, combien de personnes ayant démarré leur formation de « Quereinsteiger », l'ont finalement poursuivie jusqu'au bout ? Combien de personnes ont quitté la formation en cours de route ?

4) Pour chaque année scolaire, combien de « Quereinsteiger » ont accédé au stage d'insertion pour futur.e.s enseignant.e.s du fondamental ? Combien de personnes ont réussi leur stage ? Combien l'ont raté ?

5) Parmi les personnes ayant raté leur stage, combien de personnes se sont réinscrites pour une nouvelle tentative ?

Parallèlement à l'introduction de la mesure d'urgence « Quereinsteige », Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale a procédé à une réforme du stage d'insertion pour les futur.e.s enseignant.e.s du fondamental. Ceci en réponse également à la situation de pénurie en partie liée aux conditions d'évaluation et de rémunération des stagiaires, alors jugées mal appropriées par les représentant.e.s syndicaux, les élèves stagiaires et le corps enseignant lui-même. Partant, je voudrais poser un certain nombre de questions à Monsieur le Ministre relatives à l'impact que cette mesure a pu avoir sur le recrutement futur des enseignant.e.s :

6) Pour chaque année scolaire écoulée depuis l'entrée en vigueur de la réforme du stage d'insertion, combien de nouvelles recrues issues d'un parcours classique (formation universitaire de 4 années en sciences de l'éducation et/ou Bachelor en sciences de l'éducation de l'Université du Luxembourg) ont réussi leur stage par rapport à la dernière phase de recrutement avant la réforme ?

Quant à la formation des futur.e.s enseignant.e.s dans le cadre du Bachelor en sciences de l'éducation (BScE) j'aimerais savoir comment cette formation répond actuellement à l'enjeu de lutte contre la pénurie de personnel enseignant dans le fondamental :

7) Depuis 2021, combien de personnes se sont présentées à l'examen-concours d'admission organisé une fois par année et qui donne accès à la formation BScE ? Quel a été le taux de réussite pour ces deux dernières années ?

8) Quel a été le taux d'abandon en formation BScE pour les années académiques 2021 et 2022 ?

Réponse (27/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

ad 1) et 2) *(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Dans le cadre du recrutement des détenteurs d'un bachelor en relation avec un des objectifs de l'enseignement fondamental, il y a lieu de mettre en avant les candidats retenus disposant déjà au moment de leur engagement de la qualification d'enseigner dans le cycle 1, les cycles 2-4 respectivement les quatre cycles de l'enseignement fondamental. La formation en cours d'emploi proposée par l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) à l'égard de ces détenteurs d'un diplôme d'études supérieures préparant à la profession d'instituteur tient compte du profil des candidats retenus en leur permettant d'acquérir, le cas échéant, la qualification d'intervenir dans les quatre cycles de l'enseignement fondamental et/ou de développer leurs compétences linguistiques en vue de réussir les épreuves préliminaires au concours réglant l'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur.

Le tableau ci-dessous reprend l'intégralité des candidats retenus dans le cadre des différents recrutements tout en les catégorisant en fonction de leur diplôme d'études supérieures :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3) La participation aux formations du certificat de formation pédagogique se révèle obligatoire. Il peut en être déduit que les candidats n'ayant ni joui d'une dispense d'un ou de plusieurs modules de formation, ni souffert une situation impliquant un congé pour raisons de santé, ni bénéficié d'un congé de maternité, ni démissionné du statut d'employé de l'État au cours de la première année qui suivait leur engagement, ont participé à l'intégralité des formations du certificat de formation pédagogique.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4) et 5) La réussite du stage préparant à la fonction d'instituteur va de pair avec la nomination de l'agent à cette dernière. Cependant, la période minimale entre l'engagement de l'agent et sa nomination s'élève à deux ans, étant donné que le temps à consacrer pour l'accomplissement des formations menant au certificat de formation pédagogique s'élève à une année scolaire et la durée du stage préparant à la fonction d'instituteur ne peut pas non plus être inférieure à une année. Il s'ensuit que pour les agents de la promotion 2021 du recrutement concerné, la nomination des premiers agents ayant réussi le stage préparant à la fonction d'instituteur ne se révèle possible qu'à la fin de l'année scolaire actuelle. La durée minimale du stage peut être prolongée au cas où le stagiaire bénéficie d'une prolongation respectivement d'une suspension du stage pour les motifs prévus par l'article 2 de la Loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

Le tableau repris ci-dessous reprend la situation des agents des différentes promotions pour le 1er trimestre de l'année scolaire en cours :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Pour les promotions 2018, 2019 et 2020, quatre agents ayant débuté le stage préparant à la fonction d'instituteur n'ont pas terminé ce dernier, dont trois agents ayant opté pour une démission volontaire et un agent pour lequel une résiliation de stage a été décidée. Aucun de ces agents ne s'est de nouveau soumis au concours réglant l'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur.

ad 6) *(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)*

Pour instituteurs-stagiaires engagés en septembre 2022, l'évaluation du stage est actuellement en cours et il s'avère trop tôt pour en tirer des conclusions. Pour quatre agents engagés en septembre 2021, le stage préparant à la fonction d'instituteur est toujours en cours.

ad 7) et 8) En ce qui concerne les questionnements relatifs à la formation des futurs enseignants dans le cadre du programme de Bachelor en sciences de l'éducation (BScE), je suis en mesure d'apporter les précisions suivantes sur base des informations fournies par l'Université du Luxembourg :

En 2021, l'examen-concours donnant accès à la formation menant au BScE de l'Université du Luxembourg n'a pas eu lieu, la procédure de sélection ayant été modifiée pendant la période Covid-19.

En 2022, 199 personnes se sont présentées à l'examen-concours d'admission donnant accès à la formation BScE. Sur ces 199 personnes, 140 candidats étaient admissibles (95 en admission directe, et 45 en admission conditionnelle), soit un taux de réussite de 70 %.

Sur les 353 étudiants inscrits lors du semestre d'hiver 2020-2021 (toutes années d'études confondues), 52 ont été diplômés, et 23 ne se sont pas inscrits pour poursuivre leurs études dans le programme BScE lors de l'année académique 2021-2022. Sur les 110 étudiants inscrits en première année lors du semestre d'hiver 2020-2021, 16 n'étaient plus inscrits dans le programme du BScE lors du semestre d'hiver 2022-2023.

Sur les 394 étudiants inscrits lors du semestre d'hiver 2021-2022 (toutes années d'études confondues), 75 ont été diplômés, et 29 ne sont pas inscrits pour poursuivre leurs études dans le programme BScE lors de l'année académique 2022-2023. Sur les 110 étudiants inscrits en première année lors du semestre d'hiver 2021-2022, 18 n'étaient plus inscrits dans le programme du BScE lors du semestre d'hiver 2022-2023.

« Gigaliners » | Question **8023** (23/05/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Carlo Weber** (LSAP)

Demnächst will die Europäische Kommission einen Vorschlag vorstellen, der den sogenannten „Gigalinern" oder „Riesen-LKW" freie Fahrt für die gesamte EU sichern soll.

In diesem Zusammenhang möchten die Unterzeichnenden vom Minister für Mobilität und öffentliche Arbeiten wissen:

– Betrifft dieser Vorschlag nur längere Lastwagen oder auch 60-Tönner statt wie bisher nur 40–44-Tönner?

– Wie steht die Luxemburger Regierung zu einem solchen Vorschlag, der mit ökologischen Argumenten begründet wird?

– Welchen Mehrwert und welche Risiken stellen diese Riesentrucks dar?

– Wie präsentiert sich aktuell die Situation in Luxemburg betreffend die Gigaliner?

Réponse (27/06/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

In ihrer parlamentarischen Anfrage erkundigen sich die Abgeordneten über den geplanten Vorschlag der Europäischen Kommission zur Zulassung der sogenannten „Gigaliner" auf den öffentlichen Straßen in Europa und speziell auch in Luxemburg.

Es sei an dieser Stelle darauf hingewiesen, dass bereits Informationen und Antworten in Bezug auf diese außergewöhnlichen Fahrzeuge mit den parlamentarischen Fragen N° 4356 und N° 5167 gegeben wurden.

Zum besseren Verständnis muss erwähnt werden, dass ein Gigaliner oder auch „European Modular System" (EMS) ein Fahrzeug darstellt, welches aus mehreren normalen, der Straßenverkehrszulassungsordnung entsprechenden Fahrzeugen, zusammengesetzt wird. Beispielsweise kann ein Gigaliner also aus einer Sattelzugmaschine mit Sattelanhänger und eines zusätzlichen Anhängers bestehen, welche einzeln den europäischen sowie den nationalen Zulassungsbestimmungen entsprechen. Diese zusammengesetzte Fahrzeugkombination kann dann eine Gesamtlänge von bis zu 25,25 Meter aufweisen. In Abhängigkeit der gewählten Fahrzeugkonfiguration, kann ein Gigaliner zum Beispiel bis zu 8 Achsen aufweisen, womit das theoretische Gesamtgewicht des beladenen Fahrzeugs bis zu 60 Tonnen erreichen kann.

Der Vorschlag der Europäischen Kommission sieht ein Gesamtgewicht von bis zu 60 Tonnen vor. Es sei jedoch in diesem Zusammenhang bemerkt, dass in den direkten Nachbarländern von Luxemburg, in welchen die Gigaliner in Feldversuchen zum Einsatz kommen, das Gesamtgewicht auf 40 bis 44 Tonnen begrenzt ist, mit Ausnahme einiger Regionen in Belgien, in welchen 60 Tonnen mittels spezieller Genehmigung erlaubt sind. Es ist jedoch anzumerken, dass Gigaliner in Finnland und Schweden mit einem Gesamtgewicht von 60 Tonnen zugelassen sind und in den Niederlanden, Dänemark, Spanien, Portugal sowie in der Tschechischen Republick mit einem Gesamtgewicht zwischen 40 und 60 Tonnen zu Testzwecken zugelassen sind. Außerdem ist vorgesehen, dass diese Fahrzeuge nur auf vorher festgelegten Straßen- und Autobahnabschnitten verkehren dürfen. Dies hat insbesondere damit zu tun, dass die Straßeninfrastruktur für den regulären Verkehr von Fahrzeugen dieser Dimensionen nicht ausgelegt ist und die Sicherheit der anderen Verkehrsteilnehmer beeinträchtigt werden könnte.

Was Luxemburg betrifft, so sei darauf hingewiesen, dass auch hier das öffentliche Straßennetz nicht für den Verkehr solcher Fahrzeugkombinationen ausgelegt ist. Speziell die existierenden Kreisverkehre, das Nichtvorhandensein von Abstellmöglichkeiten und Notfalleinbuchtungen für Fahrzeuge dieser Dimensionen, die kurzen und engen Auf- und Abfahrten der Autobahnen sowie die erhöhte statische und dynamische Belastung der Brückeninfrastruktur, welche beim Überfahren solcher Fahrzeuge auftritt sind unter anderem Gründe, die momentan ein generelles Zulassen der Gigaliner auf Luxemburgs Straßennetz nicht ermöglichen.

Das Erreichen eines emissionsfreien Gütertransports war ein Hauptmerkmal bei der UN-Klimakonferenz. Dieses Ziel lässt sich bevorzugt erreichen durch die Kombination mehrerer Transportmodi. Unter anderem mit dem Bau des Standorts des CFL Multimodal in Bettemburg setzt sich Luxemburg seit Jahren für die Förderung der Kombination des Straßentransportes mit dem Schienentransport ein. Längere Strecken sollten also idealerweise mittels Schienentransport zurückgelegt werden und die kurzen Strecken mittels Straßentransport. Als kurze Strecke können beispielsweise die Verteilung von der Entladezone des Güterzuges bis zum Endkunden angesehen werden beziehungsweise die Strecken der Zubringerdienste zur Ladezone des Güterzuges.

Als Mehrwert der Gigaliner wird oftmals die größere Ladekapazität genannt und die damit einhergehende Reduzierung der Gesamtzahl der Lastkraftwagen auf den öffentlichen Straßen. Folglich ließe sich eine Reduzierung des Kraftstoffverbrauches erreichen, da mit weniger Fahrten mehr transportiert werden könnte. Allerdings birgt das Genehmigen der Gigaliner das Risiko einer Verlagerung von Transporten von der Schiene auf die Straße. Dadurch würde man das Verkehrsaufkommen und den Kraftstoffverbrauch zusätzlich erhöhen und somit das Gegenteil der zuvor aufgeführten Vorteile erreichen.

Wie weiter oben bereits angeführt, sei zusätzlich darauf hingewiesen, dass erhöhte Steuermittel für den Umbau des bestehenden Straßennetzes aufgebracht werden müssen, um den sicheren Verkehr der Gigaliner zu gewährleisten.

Auch das alleinige Durchqueren Luxemburgs über die Autobahn (Transitverkehr) würde erhebliche Investitionen bedeuten. In diesem Kontext sei zum Beispiel auf die Tankstellen und Raststätten entlang der Autobahnen verwiesen, welche keine geeigneten Abstellmöglichkeiten für Fahrzeuge dieser Größenordnung bieten sowie auf das Fehlen von dimensionsgerechten Notbuchten.

Es ist zusätzlich zu beachten, dass die Dimensionen dieser Fahrzeuge ein nicht zu vernachlässigendes Risiko für die Straßenverkehrssicherheit darstellen. Die reduzierte Übersichtlichkeit einer Fahrzeugkombination dieser Länge kombiniert mit den spezifischen Begebenheiten der luxemburgischen Autobahninfrastruktur mit verhältnismäßig zahlreichen sowie engen, kurvenreichen Auf- und Abfahrten stellen eine besondere Herausforderung für das Sicherheitsgefühl aller Verkehrsteilnehmer dar.

Abschließend sei erwähnt, dass Luxemburg derweil an keiner Testphase zum Zulassen der Gigaliner teilnimmt und auch nicht geplant ist, Gigaliner in Zukunft auf luxemburgischen Straßen verkehren zu haben.

Factures de gaz et d'électricité | Question **8024** (23/05/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Le régulateur fédéral belge de l'énergie vient de comparer les factures de gaz et d'électricité des ménages belges à celles en vigueur en Allemagne, en France, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni pour le mois de février 2023. Pour une consommation de 3.500 KWh, le coût annuel varie de 843 €/an en France, 1.400 €/an en moyenne en Belgique à 1.612 €/an aux Pays-Bas.

En ce qui concerne le gaz, la Belgique est le pays le moins cher, pour les particuliers (consommation moyenne de 23.260 KWh). La Flandre (3.495 euros par an) est la région belge la plus onéreuse, devant Bruxelles (2.655 euros) et la Wallonie (2.732 euros). La Belgique est suivie de près par la France (2.766 euros), le Royaume-Uni (2.965 euros) et l'Allemagne (2.993 euros). Les Pays-Bas, quant à eux, sont beaucoup plus chers, avec une facture moyenne de 344 euros. « Les bons résultats de la Belgique s'expliquent par des coûts de réseau moins élevés et une faible composante TVV », précise la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG).

1) J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire comment se situent actuellement les factures de gaz et d'électricité des ménages luxembourgeois par rapport aux ménages des pays prémentionnés.

2) Comment évoluent les avances fixées par les fournisseurs ?

Réponse (27/06/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

Le régulateur au Luxembourg, l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR), avait lancé en 2013, un

comparateur en ligne dénommé « Calculix » qui permet de comparer les prix d'électricité et de gaz naturel des différents fournisseurs actifs au Luxembourg. Ce comparatif s'adresse surtout aux clients résidentiels mais depuis 2020 également à des petites et moyennes entreprises. Sur le site www.calculix.lu, le consommateur peut avoir un aperçu de tous les offres et produits actuellement disponibles sur le marché par moyen d'une estimation des coûts annuels en fonction notamment de sa consommation d'énergie et le cas échéant, de sa puissance souscrite de raccordement.

Concernant l'électricité et pour une consommation annuelle de 3.500 kWh telle que prise en compte par le régulateur belge dans son tableau de bord mensuel d'avril 2023 et selon la situation de février 2023, le coût annuel pour les clients résidentiels au Luxembourg varie entre 750 € et 825 € (TTC) par an comparé aux 843 € en France, 1.623 € en Belgique et 1.601 € par an en Allemagne.

Le tableau suivant montre les coûts annuels pour l'électricité pour des clients résidentiels avec une consommation de 3.500 kWh par an :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Pour ce qui concerne le gaz naturel et pour une consommation annuelle de 17.000 kWh[5] (ou 1.545 m^3) et une puissance installée de 25 kW, le coût annuel moyen s'élève à 1.680 € (TTC) par an pour les clients résidentiels au Luxembourg comparé aux coûts qui varient entre 2.260 € en Belgique, 2.398 € en Allemagne ou même 3.582 € par an aux Pays-Bas, selon les chiffres présentés par le régulateur belge dans son tableau de bord mensuel susmentionné.

Le tableau suivant montre les coûts annuels pour le gaz naturel pour des clients résidentiels avec une consommation de 17.000 kWh :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Il convient de préciser que ces prix incluent les aides étatiques qui ont été mises en place par les différents gouvernements en Europe.

Au Luxembourg, cette aide pour l'électricité est déterminée par une contribution négative au mécanisme de compensation pour les clients d'électricité avec une consommation annuelle inférieure à 25.000 kWh à hauteur de -0,1146 €/kWh. Pour un client avec une consommation électrique de 3.500 kWh, cette contribution étatique s'élève à environ 430 € (TTC) par an.

Dans le secteur du gaz naturel, l'État luxembourgeois prend en charge les frais pour l'utilisation du réseau et octroie une contribution étatique au prix du gaz naturel pour assurer que les prix intégrés de gaz naturel pour les ménages restent au niveau de septembre 2022. En total cette contribution étatique représentait en moyenne 1.160 € (TTC) par an.

Il est à préciser dans ce contexte que les aides étatiques vont être prolongées jusqu'à fin 2024 et que le Luxembourg a atteint les objectifs d'économies d'énergie et de réduction des émissions de CO_2. Par ailleurs grâce à ces mesures, le Luxembourg atteint un des taux d'inflation les plus bas au sein de l'Union européenne.

Compte tenu de ce qui précède et vu la stabilisation des prix de l'électricité et de gaz naturel grâce aux mesures mises en place par le Gouvernement dans le cadre des réunions du Comité de coordination tripartite, il est peu probable que les avances fixées par les fournisseurs varient beaucoup si ce n'est pour adapter ces dernières en fonction des consommations variables de leurs clients.

[5] Le régulateur belge (CREG) a adapté le profil standard de consommation de gaz naturel pour le secteur résidentiel de 23.260 kWh/an à 17.000 kWh/an depuis avril 2022.

Écoles internationales | Question **8025** (23/05/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

Lëtzebuerg huet aktuell sechs sougenannten international Schoulen, déi nom System vun den agreéierten europäesche Schoule fonctionéieren: zu Clierf, Déifferdeng, Jonglënster, Miersch a Munneref souwéi och an der Stad Lëtzebuerg (Märel).

Mengen Informatiounen no ass de Ministère am Moment amgaang, no Standuerter fir weider internationnal Schoulen ze sichen an huet an deem Kontext scho verschidde Gemengen demarchéiert.

Dowéinst wéilt ech follgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend riichten:

1. Kann den Här Minister confirméieren, dass aktuell no weidere méigleche Standuerter gesicht gëtt?
– Wa jo, wéi eng Gemenge ginn dofir an d'A gefaasst?

2. Ganz allgemeng, soll de Reseau vun internationale Schoule weider ausgebaut ginn?
– Wa jo, no wéi enge Krittären?

Réponse (27/06/2023) de **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Vu de Succès vun den internationale Schoulen, sief et zu Déifferdeng, zu Clierf, zu Munneref, zu Jonglënster, zu Miersch oder an der Stad Lëtzebuerg, ass de Staat mat verschiddene Gemengen a Kontakt fir ze préiwen, ob et Méiglechkeete gëtt, fir de Reseau vun internationale Schoulen auszebauen. Aktuell sinn dat d'Gemenge Schëffleng, Diddeleng a Suessem.

ad 2. Kee Kand soll opgrond vu senger Hierkonft oder dem sproochlechen Hannergrond vu sengem Elterenhaus an der Schoul en Nodeel hunn. Am Géigendeel soll all Kand déi selwecht Chancen hunn. Dofir soll Däitsch net déi eenzeg Sprooch sinn, an där e Kand zu Lëtzebuerg alphabetiséiert gëtt; donieft ginn och Schoule gebraucht, déi no engem anere Sproocheregimm funktionéieren, wéi dëst am nationale Schoulsystem de Fall ass. Fir dem Succès vun den internationale Schoule gerecht ze ginn, gëtt dofir envisagéiert, déi international Offer weider auszebauen.

Obligation d'entretien de l'enfant majeur | Question **8026** (24/05/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Am Artikel 372-2 vum Code civil (Livre Ier, Titre IX, Chapitre Ier) heescht et:

„Chacun des parents contribue à l'entretien et à l'éducation des enfants à proportion de ses ressources, de celles de l'autre parent, ainsi que des besoins de l'enfant. Cette obligation ne cesse pas de plein droit lorsque l'enfant est majeur."

Och iwwert d'Volljäregkeet eraus kënnen Elteren also verflicht sinn, fir hir Kanner do ze sinn, z. B. wann dës eng Vollzäitausbildung maachen.

Grad wann d'Verhältnis tëscht den Elteren an de Kanner schwiereg ass, kann et fir déi Betraffen oftmools awer schwéier sinn, och no der Volljäregkeet nach an engem Ofhängegkeetsverhältnis ze liewen.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Justiz dës Froe stellen:

1. Awéifern sinn Eltere verflicht, hir volljäreg Kanner bei sech wunnen ze loossen? Ass e volljäregt Kand am Elterenhaus anescht geschützt wéi een einfache Colocataire ouni schrëftleche Locatiounskontrakt?

2. Wéi vill volljäreg Jonker kruten an de leschten zéng Joer (pro Joer) vum Office national de l'enfance (ONE) eng Ënnerkonft vermëttelt, well si net méi am Elterenhaus bleiwe konnten?

Réponse (27/06/2023) de **Mme Sam Tanson,** Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. D'Gesetz vum 21. September 2006 iwwert de Bail à usage d'habitation gesäit kee spezifesche Regimm fir volljäreg Kanner vir. A priori si volljäreg Kanner domadder Bewunner ouni Berechtegung a kënnen expulséiert ginn, wann e Geriicht dëst ordonéiert.

Den Artikel 372-2 vum Code civil obligéiert Elteren awer, hir Kanner och no der Majoritéit ze hebergéieren, bis datt déi erwuesse Kanner hir Bedierfnisser selwer decke kënnen a finanziell autonom sinn. Bei erwuessene Jonken, déi justifiéierte Studien noginn oder nach keng regulär Aarbechtsplaz fonnt hunn, sinn d'Elteren deemno verflicht, hir Kanner bei sech wunnen ze loossen.

ad 2. Den ONE bitt follgend Mesuren un:

– Service logement en milieu ouvert (SLEMO):

Jugendlecher vu 18–26 Joer kréien een Ënnerdaach mat professionellem Encadrement ugebueden, wann eng Détresse psychosociale festgestallt gëtt.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

– Bon d'hébergement d'urgence (BHU):

E Bon d'hébergement d'urgence (BHU) ass en Angebot vum Service de la jeunesse vum Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend, a gëtt zum Deel och vum ONE ausgestallt. Jugendlecher vu 18–26 Joer kënnen de BHU fir e Maximum vun 30 Deeg an Usprooch huelen, wa si an enger Situation de crise sinn. Si kommen dann an enger Jugendherberg ënnerdaach. Zanter 2023 gouf den Dispositif adaptéiert. Elo sinn et nach dräi Deeg an der Jugendherberg an déi aner Deeg, wann néideg, bei der Partner-ASBL „Wunnengshëllef".

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Commission de contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions | Question **8027** (24/05/2023) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mam Gesetz vum 2. November 2021 ass eng EU-Direktiv ëmgesat ginn, iwwert d'Kontroll vun der Proportionalitéit beim Accès zu verschiddene Beruffer. Am Mäerz 2023 ass dann och d'Kommissioun, déi zoustänneg ass fir d'Kontroll vun der Proportionalitéit, per Arrêté ministériel ernannt ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Héichschoul a Fuerschung a fir Wirtschaft dës Froe stellen:

1. Wéi vill Sëtzungen hat d'Kommissioun bis ewell?

2. Op wéi enge Gesetzesprojeten oder Gesetzespropositiounen ass bis elo geschafft ginn?

3. Wéini sinn déi nächst Reunioune virgesinn?

Réponse (13/06/2023) de **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

De generelle Prinzipp vum Gesetz vum 2. November 2021 zu der Proportionalitéitskontroll virun der

Adoptioun vun enger neier Reegelung zu de Beruffer gesäit vir, dass de Staatsrot déi zentral Instanz ass fir d'Kontroll vun der Proportionalitéit, souwuel wat Gesetzprojete wéi och Projete vu groussherzogleche Reglementer ugeet.

Eng separat Prozedur ënnert der Form vun enger onofhängeger Kommissioun, déi en Avis ofgëtt, ass virzegesi fir déi spezifesch a seele Fäll vun:

– groussherzogleche Reglementer, déi an der Urgence ausgeschafft ginn an déi Reegelen am Beräich vun de reglementéierte Beruffer virgesinn, fir déi déi legislativ Prozedur keen obligatoreschen Avis vum Staatsrot virgesäit;
– administrativen Dispositiounen, déi vu Ministere geholl ginn an déi eng Professioun reglementéieren.

Déi genannte Kommissioun gouf bis elo nach net zesummegeruff, well et nach keen Text ginn ass, deen ënnert dëser Prozedur hätt missen aviséiert ginn. De Prinzipp ass, dass dës Kommissioun op enger ad hoc Basis wäert aberuff ginn, wann Texter ënnert dës spezifesch Prozedur falen.

Groupe d'amis sur le vote à la majorité qualifiée dans la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) | Question **8028** (24/05/2023) de **M. Gusty Graas** (DP)

Le 4 mai 2023, dix États membres de l'Union européenne, sur initiative de l'Allemagne, se sont unis en tant que « Groupe d'amis sur le vote à la majorité qualifiée dans la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) ». En ce faisant, ce groupe poursuit une amélioration au niveau de l'efficacité des travaux. Par un recours au vote à la majorité qualifiée (VMQ), le groupe d'amis vise notamment à éviter des minorités de blocage et à accélérer la prise de décision au sein de l'Union européenne.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre, estime-t-il que le but recherché par ce « groupe d'amis » est compatible avec l'esprit européen et la démocratie communautaire ?

2) Sachant que le Conseil européen doit voter à l'unanimité sur un certain nombre de domaines dits « sensibles » et dont fait partie la PESC, qu'en est-il de l'impact réel d'un « groupe d'amis » au sein de l'Union européenne quant au processus de la prise de décision ?

3) Monsieur le Ministre n'a-t-il pas crainte qu'un groupe à part puisse davantage enfoncer un coin entre les États membres participant au groupe et les États membres exclus ?

Réponse (22/06/2023) de **M. Jean Asselborn,** Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) Oui. Le Groupe d'amis sur le vote à la majorité qualifiée dans la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) vise à contribuer à l'amélioration de l'efficacité et de la rapidité de la prise de décision en matière de la PESC afin de renforcer le rôle de l'UE en tant qu'acteur de la politique étrangère. Le groupe est ouvert à tous les États membres. La participation luxembourgeoise à ce groupe s'inscrit dans le respect de l'accord de coalition du Gouvernement 2018-2023, qui préconise que le Luxembourg s'engagera en faveur d'une prise de décision à la majorité qualifiée dans le processus décisionnel dans la PESC.

ad 2) L'impact réel est la suggestion de pistes de réflexion visant l'amélioration du processus décisionnel dans le domaine de la PESC selon les modalités actuellement prévues par les traités. Ceci inclut notamment l'abstention constructive au Conseil, un recours accru à la majorité qualifiée comme prévu par l'article 31 (2) TUE, et la clause passerelle spécifique de l'article 31 (3) TUE, toujours dans le domaine de la PESC. Il est clair que dans ce dernier cas, l'activation de la clause passerelle dépend d'une décision adoptée à l'unanimité par le Conseil européen, de sorte que tous les États membres de l'UE doivent être d'accord avant de pouvoir activer cette clause.

ad 3) Le Groupe d'amis partagera les résultats de ses délibérations avec l'ensemble des États membres de l'UE et tous les États membres souhaitant délibérer des sujets susmentionnés sont encouragés à participer au débat.

Aides au logement | Question **8029** (24/05/2023) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Logementskris huet am leschte Joer staark evoluéiert. D'Resultat ass awer nach ëmmer dat selwecht: Ëmmer manner Leit kënnen sech een Eegenheem leeschten. Wann de Stat Hëllefe proposéiert, sinn dës och net ëmmer de Leit bekannt. An dësem Fall geet et ëm Leit, deenen hire Revenu net niddreg genuch ass, fir kënne vun der Gestion locative ze profitéieren, déi sech awer och mat Hëllefe wéi dem Bëllegen Akt keen Doheem kënne kafen a kee Prêt vun enger Bank kréien.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

– Wat mécht d'Regierung fir déi Leit, déi net vun der Gestion locative kënne profitéieren, deenen awer gläichzäiteg de Revenu feelt, fir sech eppes selwer ze kafen?

Réponse (26/06/2023) de **M. Henri Kox,** Ministre du Logement

Fir de Leit ze hëllefen, deenen et u Revenu feelt, fir sech eng Wunneng kënnen ze kafen, huet de Wunnengsbauministère eng ganz Panoplie vu Moossnamen en place gesat.

1. D'Loyerssubventioun

Fir unzefänke sief do op d'Loyerssubventioun higewisen, déi an de leschte 5 Joer zweemol substanziell an d'Luucht gesat gouf. Dës finanziell Bäihëllef gëtt vum Wunnengsbauministère accordéiert an hëlleft Stéit mat niddregem Akommes, fir Zougang zu enger adequater Locatiounswunneng ze kréien.

De Betrag vun dëser Hëllef, déi all Mount ausbezuelt gëtt, gëtt jee no Akommes an der Zesummesetzung vum Stot festgeluecht.

Mam Onlinerechner kann eng Schätzung vun der méiglecher Loyerssubventioun ermëttelt ginn.

Mat der Reform vun der Loyerssubventioun, déi den 1.8.2022 a Kraaft getrueden ass, kënne méi Leit vun der Loyerssubventioun profitéieren an d'Montante si gehéicht ginn.

Den Impakt ka mat follgende Beispiller illustréiert ginn.

Virun der Reform huet e Stot mat zwee Kanner an engem Akommes vu 4.500 € pro Mount an engem Loyer vun 1.800 € eng Loyerssubventioun vun 187 € de Mount kritt. Dem Stot sinn 2.887 € iwwreg bliwwe fir ze liewen, nodeems de Loyer bezuelt war.

No der Reform kritt dee selwechte Stot ënnert de selwechte Konditiounen eng Loyerssubventioun vun 360 € de Mount. Et bleiwen deem Stot, nodeems de Loyer ofgaangen ass, nach 3.060 € iwwreg fir ze liewen. D'Verdueblung vun der Finanzhëllef bedeit eng Erhéijung vu 6 % vum disponibelen Akommes.

Dee selwechte Stot kritt mat der Reform ëmmer nach eng Loyerssubventioun vun 336 €, wann d'Nettoakommes vum Stot op 5.400 € klëmmt. Virun der Reform huet dee Stot just 30 € kritt.

E Stot vun enger Persoun mat engem Akommes vun 2.400 € de Mount an engem Loyer vun 900 € huet virun der Reform 134 € Loyerssubventioun kritt. Der Persoun sinn dunn nach 1.634 € iwwreg bliwwe fir ze liewen. Mat der Reform kritt déi Persoun, ënnert de selwechte Konditiounen, eng Loyerssubventioun vun 200 € de Mount. Et bleiwen hir deemno 1.700 € fir ze liewen. Dat ass e Plus vum disponibelen Akommes vu 4 %!

An der Moyenne ass d'Loyerssubventioun mat der Reform ëm 78 % an d'Luucht gaangen, an ass vun 157 € de Mount pro Stot op 280 € gehéicht ginn!

Insgesamt goufen iwwert dee Wee am Joer 2022 ronn 17 Milliounen € u Subventiounen ausbezuelt. Dëse Montant wäert sech fir d'Joer 2023 op ronn 30 Millioune belafen, well d'Reform réischt am August 2022 a Kraaft getrueden ass.

Nieft der Loyerssubventioun gëtt et och d'Garantie locative, déi de Leit hëlleft, déi net déi néideg Garantie kënnen opbréngen, fir eng Wunneng ze lounen.

2. Hëllefen, fir den Accès zur Proprietéit ze erliichteren

Déi Hëllefen, déi de Ministère en place gesat huet, fir den Accès zum Wunnen ze erliichteren, sinn am Rapport annuel am Detail duergeluecht.

Insgesamt goufen iwwert dee Wee am Joer 2022 ronn 25 Milliounen € u Subventiounen a Subsiden ausbezuelt.

Ech verweise fir méi Detailer op de genannte Rapport annuel, vun deem der och d'Säiten 32 bis 42 an der Annex reproduzéiert erëmfannt.

3. Ausbau vum ëffentlech abordabele Wunnengspark

Fir e Wunnrecht fir jiddereen ze garantéieren, gesäit déi „national Strategie fir bezuelbaart Wunne" vir, datt de Stock vu knapp 2 % ëffentlech abordabele Wunnenge massiv ausgebaut gëtt. Zil ass, fir op d'mannst 10-mol méi där Wunnengen ze schafen, fir besonnesch déi 20 % vun eiser Bevëlkerung, déi et am meeschte brauchen.

Déi ëffentlech Investissementer an den ëffentleche Wunnengsbau si vu 40 Milliounen € am Joer 2017 op 173 Milliounen € am Joer 2023 geklommen[6]. De Stock u bezuelbaren ëffentleche Locatiounswunnenge vun den ëffentleche Promoteuren (Gemengen, Fonds du logement, SNHBM) ass bannent engem Joer ëm 5 % an d'Luucht gaangen a louch op den 31.12.2023 bei 4.065 Wunnengen. 950 zousätzlech Wunnengen, déi am Inventaire vum Fonds spécial opgelëscht sinn, sinn drop an drun, fäerdeggestallt ze ginn.

An dëser Legislatur sinn 10 Finanzéierungsgesetzer fir grouss ëffentlech Wunnprojete vun der Chamber gestëmmt ginn oder si sinn an der Preparatioun. Dës Projete representéieren 3.300 Wunnenge mat enger staatlecher Participatioun vun 1,5 Milliarden €.

Déi zousätzlech Instrumenter vum Pacte Logement 2.0 an d'Reform vum abordabele Wunne ginn dëser Dynamik en zousätzlechen Opdriff. Dës Strategie fir bezuelbaart Wunne wäert, mëttelfristeg, e global positiven Impakt op d'Wunnoffer an deemno op d'Präisser um Wunnengsmaart hunn.

Normes européennes applicables pour la construction d'une étable au Luxembourg | Question **8030** (25/05/2023) de **Mme Martine Hansen** (CSV)

[6] Quell: Rapport 2023, Fonds spécial de soutien au développement du logement

Den Här Minister sot an der Reunioun vun der Agrarkommissioun vum 28. Abrëll sënngeméiss, datt laut der europäescher Reglementatioun an Zukunft Ställ just nach dierften no der Bionorm gebaut ginn.

An deem Zesummenhang wëll ech follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister stellen:

– Wat fir eng europäesch Reglementatioun gesäit vir, datt och Betriber, déi net biologesch schaffen, déi europäesch Bionorme beim Bau vu Ställ mussen erfëllen?

– Kann de Minister eis dës Reglementatioun zur Verfügung stellen?

Réponse (22/06/2023) de **M. Claude Haagen,** Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Deen aktuelle Gesetzesprojet betreffend déi nohalteg Ënnerstëtzung vun de ländleche Gebidder, deen sech de Moment um Instanzewee befënnt, gesäit vir, dass, fir an de Genoss vun enger Ënnerstëtzung fir een neie Stall kënnen ze kommen, déi betreffend europäesch Bionorme mussen erfëllt ginn. Am Fall wou Bäihëllefe fir Aarbechten un engem bestoende Stall gefrot ginn, sinn dës Normen och applikabel fir déi Partie vum Gebai, wou d'Aarbechte realiséiert ginn. Déi betreffend Bäihëllefen an d'Normen an aner minimal Konditiounen, déi bei Investitiounsbäihëllefe mussen agehale ginn, hunn als Zil, déieregerecht Ställ ze fërderen an déi einschlägeg Emissioune sou niddereg wéi méiglech ze halen. Doriwwer eraus ass de Betrib dann och virbereet, fir eng eventuell Ëmstellung op déi biologesch Landwirtschaft ze maachen.

Gi keng Bäihëllefen ugefrot, ass de Bauer fräi ze decidéieren, ob hien sech un den europäesche Bionormen orientéiert oder net.

Doriwwer eraus gëtt aktuell un der Neifaassung vun der europäescher Industrieemissiounsrichtlinn geschafft, an där groussen Déierenhaltungsbetriber kloer Leitlinne virgi ginn, fir déi richteg Investitiounen ze tätegen, fir dass d'Schuedstoffemissioune wierksam reduzéiert ginn.

Zil vun der Regierung ass et, fir déi landwirtschaftlech Betriber effikass an zilorientéiert bei hiren Investitiounen ze ënnerstëtzen, fir modern an déieregerecht Ställ kënnen ze baue respektiv sou ze moderniséieren, dass si och deene kommenden Emissiounsrichtlinne gerecht ginn.

Ligne de bus K45 | Question **8031** (25/05/2023) de **M. André Bauler** (DP)

Et ass wierklech eng exzellent Nouvelle, datt de Bus K45 och dat nächst Schouljoer weider tëscht Buerschent iwwer Bierden op Dikrich fuere gelooss gëtt.

Mir ass awer an Tëschenzäit an deem Kontext vu betraffene Leit gemellt ginn, datt d'Schülerinnen a Schüler aus dem Dikricher Kolléisch (LCD) um Réckwee eng zimmlech laang Waardezäit zu Ettelbréck hunn. D'Coursen zu Dikrich halen nämlech um 14.35 Auer op. Déi Jonk mussen awer no hirem Depart zu Dikrich ronn 25 Minutten op de Linnebus 134 waarden, dee géint 15.00 Auer zu Ettelbréck ukënnt an um 15.26 Auer do op der Gare fortfiert. Zu Bierden ass de Bus dann theoreetesch um 15.35 Auer – wat awer wéinst dem Stau zäitlech seelen erausgeet. Dacks ass en nämlech ëm dës Zäit eréischt um Arrêt „Ancienne clinique" ukomm, sou datt d'Kanner net viru 16.00 Auer zu Bierden sinn.

Aus deem Grond wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte follgend Froe stellen:

– Gëtt d'Schülerbuslinn Dikrich–Ettelbréck–Bierden–Buerschent och an deem Sënn iwwerschafft, datt déi betraffe Schülerinnen a Schüler däitlech manner laang waarde mussen?

– Kënnen d'Schülerinnen a Schüler aus dem Nordstad-Lycée och vun dëser Linn profitéieren?

Réponse (26/06/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den opgeworfene Problem vun der Schülerlinn K45 ass bekannt. Aus deem Gronn gëtt den Horaire fir de Fuerplangwiessel am September ugepasst. D'Course 6550 vun der Linn 134 wäert dann 10 Minutten éischter zu Ettelbréck fortfueren.

Installations photovoltaïques | Question **8032** (25/05/2023) de **M. Max Hengel** | **M. Paul Galles** (CSV)

An de leschte Méint heefen sech d'Fäll, dass Projete mat gréissere PV-Anlagen, sief et op groussen Diecher vun ëffentleche Gebaier oder op Hale vu Bauerenhäff, net kënne realiséiert ginn. D'Begrënnung vun der Creos ass oftmools, datt déi lokal Netzinfrastrukturen et net hierginn, esou vill Stroum an d'Netz kënnen ze speisen. Am Kontext vun der grousser Erausfuerderung vun der Energietransitioun si mir awer zwéngend op déi erneierbar Energien ugewisen.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un den Energieminister stellen:

– Ass sech de Minister dëser Problematik bewosst?

– Wat gesäit de Minister vir, fir dëser Problematik kuerz-, mëttel-, a laangfristeg entgéintzewierken?

– Wéi wëll de Minister den Ausbau vun den Netzinfrastrukture besser virubréngen, fir dass an Zukunft méi einfach PV-Anlagen uechtert d'Land ouni gréisser Limitatioun an Upassungen (z. B. duerch en Traffo op Käschte vum Aspeiser vun der Energie) un d'Netz kënne goen?

Réponse (27/06/2023) de **M. Claude Turmes,** Ministre de l'Énergie

Am Kontext vun dëser Problematik ass et wichteg drun ze erënneren, dass d'Netzbedreiwer laut dem Artikel 5 vum Stroumgesetz[7] d'Obligatioun hunn, an hirem Netzgebitt all Ufro fir en Uschloss nozekommen an dem Client eng Käschteschätzung fir dësen Uschloss matzedeelen. An der Reegel muss fir Anlagen tëschent 70 an 200 Kilowatt en neien Uschloss un den noosten Traffo realiséiert ginn, an iwwer 200 Kilowatt en eegenen Traffo fir de Projet installéiert ginn. Dës Käschte kënnen, virun allem ausserhalb vum Bauperimeter a fir gréisser Anlagen esou héich ginn, dass de Projet wirtschaftlech kaum nach realiséierbar ass. Dëse Phänomeen, deen déi éierewäert Deputéiert beschreiwen, gëtt et also effektiv, e betrëfft awer nëmmen e ganz klenge Prozentsaz vun den Anlagen, déi geplangt ginn. Op Nofro hin huet d'Creos matgedeelt, dass säit Ufank 2022 vun engem Total vu 4.176 Demanden, fir PV-Anlagen unzeschléissen, an 31 Fäll déi gefroten Anlag net konnt ugeschloss ginn. Bei dëse Fäll handelt et sech gréisstendeels ëm gréisser Anlagen, fir déi d'Netz op där Plaz misst ausgebaut ginn oder en eegenen Traffo fir d'Anlag huet misse virgesi ginn. Bei Agri-PV-Projete mat Leeschtungen am Megawattberäich kann et virkommen, dass d'Anlag net kann ugeschloss ginn, well d'Mëttelspannungsnetz net dofir ausgeluecht ass.

Och wann d'Stroumnetz zu Lëtzebuerg am europäesche Verglach gutt ausgebaut ass, ass et also net ze verhënneren, datt et vereenzelt dozou kënnt, dass punktuell net genuch Kapazitéit am lokale Stroumnetz ass, fir gréisser Fotovoltaikprojeten ëmzesetzen. D'Netzbedreiwer sinn sech dëser Erausfuerderung bewosst a plange stänneg un enger Entwécklung vun den Netzer, déi am Aklang mat der Evolutioun vun der Energietransitioun ass.

An deem Kontext ass notamment am ëmgeännerte Stroumgesetz rezent eng Obligatioun fir all Netzbedreiwer agefouert ginn, fir Netzentwécklungspläng opzestellen an ëffentlech ze consultéieren. Dës Pläng sollen déi zukünfteg Besoine méi siichtbar maachen an de Gestionnairen als Outil déngen, fir hiert Netz méi effizient an nach méi bedarfsgerecht auszebauen. Plazen, wou et eventuell Enkpäss gëtt, kënnen esou proaktiv identifizéiert a prioritär ausgebaut ginn.

E Grond, firwat et virun allem op méi ofgeleeëne Plaze wéi Aussiidlerhäff ëmmer kann zu Netzenkpäss kommen, wann eng Fotovoltaikanlag geplangt gëtt, ass, dass bei der Planung vum Netz eng Produktiounsanlag net betruecht gouf. D'Netzbedreiwer hunn hir Planungscritèrë fir nei Netzdeeler a Reseauen, déi erneiert ginn, rezent ugepasst fir sécherzestellen, dass op deene Plazen, wou de Reseau nei geluecht gëtt, d'Kapazitéit den zukünftege Besoine vun der Energietransitioun gerecht gëtt. Dës Critèrë stellen z. B. sécher, dass innerhalb vum Bauperimeter op all Haus eng PV-Anlag vun op d'mannst 20 Kilowatt ka geluecht ginn. D'Stroumgesetz bitt och neierdéngs eng legal Basis fir e Règlement grand-ducal, deen déi minimal Dimensionéierungscritèrë fir spezifesch Situatioune soll festleeën. Meng Servicer wäerten elo an Zesummenaarbecht mat den Netzbedreiwer eng Analys vun de Situatioune maachen, wou sou eng Virgab hëllefe kéint, Enkpäss an der Zukunft ze vermeiden.

Dat kierzlech ëmgeännert Stroumgesetz gesäit och d'Méiglechkeet vir, dass d'Netzbedreiwer Netzuschlëss ubidden, bei deenen déi gesamt Leeschtung net garantéiert ass. No dësem Konzept kann op Plazen, wou Netzenkpäss bestinn, dem Produzent oder Client ugebuede ginn, fir en Uschloss ze kréie mat engem reduzéierten Uschlosstariff, bei deem hien zu Zäite vun operative Restriktiounen, also wa grad net genuch Kapazitéit verfügbar ass, muss seng Leeschtung reduzéieren. De Rescht vun der Zäit kann en awer déi gefrote Leeschtung notzen, an domat an deene meeschte Fäll säi Projet ëmsetzen.

Ofschléissend wier nach ze soen, dass d'Creos, fir och der mëttel- a laangfristeger Entwécklung vum Stroumreseau kënne Rechnung ze droen, aktuell och d'Netzer um Niveau vun der Héichspannung verstäerkt. Den Detail vun de geplangte Projete kann een dem Netzentwécklungsplang vun der Creos entheulen[8]. Besonnesch ervirzehiewen ass de Projet 380, deen d'Importkapazitéit aus Däitschland signifikant ausbaue wäert, an d'Verstäerkung vum Héichspannungsnetz a verschiddenen Deeler vum Land. Dës wäert et erlaben, méi erneierbare Stroum an den nationale Reseau integréieren ze kënnen.

Rapport annuel de l'ITM pour l'année 2022 | Question **8033** (25/05/2023) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Le rapport de l'Inspection du travail et des mines (ITM) pour l'année 2023 indique que le montant des amendes infligées par l'ITM dans le cadre de ses contrôles est monté à 10,42 millions d'€ en 2022. Ce montant a donc atteint un nouveau point culminant après qu'il avait atteint 8,9 millions d'€ en 2020 et 9,2 millions d'€ en 2021.

7 Loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité

8 https://www.creos-net.lu/fileadmin/dokumente/NEWS/pdf/2020-2023/20210820_Network_Development_Plan_2040_-_HV_Transport_Grid__final__mod2022.pdf

Le nombre de contrôles effectués par les agents de l'ITM suivrait selon les rapports annuels une trajectoire semblable à celle des amendes avec plus de 10.000 contrôles en 2022 contre 8.500 en 2021 et 7.400 en 2020. Même si l'évolution de ces chiffres peut être due à l'impact de la pandémie de la Covid-19, il en ressort qu'une augmentation des contrôles conduit à une augmentation comparable des amendes ce qui pose la question de la dissuasivité des modes de contrôle en place.

Dans un reportage télévisé du 21 avril 2023, Monsieur le Directeur de l'ITM a précisé dans ce contexte que les amendes n'auraient pas toujours un caractère dissuasif pour les employeurs contrairement aux fermetures de chantiers.

Une des missions principales de l'ITM étant la protection de la sécurité et de la santé des salarié.e.s sur leur lieu de travail, l'objectif poursuivi par le régime des contrôles et des amendes serait évidemment la réduction des risques de santé et de sécurité des salarié.e.s et la prévention des accidents. Or, les chiffres de l'Association d'assurance accident (AAA) montre qu'au contraire, la fréquence des accidents est repartie à la hausse en 2021 et reste très élevée dans nombre de secteurs économiques comme le bâtiment, l'industrie, l'intérimaire ou encore la santé et l'action sociale. Les chiffres pour l'année 2022 n'ont pas encore été publiés par l'AAA.

Dans ce contexte je voudrais poser à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire les questions suivantes :

1) Le montant total des amendes infligées a-t-il effectivement été payé ? Quel est le montant des amendes effectivement payé à l'Administration de l'enregistrement ? Dans la négative à la première question, quelles sont les raisons pour le non-paiement d'amendes ?

2) Comment s'explique la baisse conséquente des fermetures de chantiers en 2022 par rapport à 2020 et 2021 tout en sachant que l'activité économique dans ce secteur était moins prononcée pendant ces deux années ?

3) Au vu de l'augmentation des accidents de travail en 2021 et en attendant le bilan de l'AAA pour 2022, Monsieur le Ministre estime-t-il que le travail de prévention d'accidents est suffisamment efficace ?

4) Au vu de la fréquence élevée des accidents de travail dans les secteurs cités plus haut, existe-t-il des stratégies de prévention spécifiques pour ces secteurs à risque ? Si oui, Monsieur le Ministre peut-il me donner des précisions ?

5) Comment Monsieur le Ministre voit-il l'image de l'ITM ? Est-il d'avis comme l'a affirmé Monsieur le Directeur lors de la présentation du rapport annuel que l'image de l'ITM devrait être améliorée ? Dans l'affirmative, dans quelle direction l'image de l'ITM devrait-elle évoluer ?

Réponse (27/06/2023) de **M. Georges Engel,** Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

ad 1) En ce qui concerne les amendes administratives qui peuvent être infligées par l'ITM en matière de détachement de salariés, l'article L. 143-2, paragraphe 1er, du Code du travail dispose que : « Les infractions aux dispositions des articles L. 142-2, L. 142-3 et L. 281-1 sont passibles d'une amende administrative entre 1.000 et 5.000 euros par salarié détaché et entre 2.000 et 10.000 euros en cas de récidive dans le délai de deux ans à compter du jour de la notification de la première amende. Le montant total de l'amende ne peut être supérieur à 50.000 euros. […]. »

Pour les 5 dernières années, les amendes administratives suivantes ont été prononcées et payées en matière de détachement de salariés :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

En ce qui concerne les amendes administratives qui peuvent être infligées en cas de non-respect des injonctions de l'ITM en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail, l'article L. 614-13, paragraphe 5, du Code du travail dispose que : « Le montant de l'amende administrative est fixé selon le degré de gravité de l'infraction par le directeur de l'Inspection du travail et des mines à :

a) entre 25 euros et 25.000 euros pour les injonctions qui ont été notifiées en application de l'article L. 614-4 ;
b) entre 1.000 euros et 25.000 euros pour les infractions qui ont été notifiées en application de l'article L. 614-5 ;
c) entre 25 euros et 25.000 euros pour les injonctions qui ont été notifiées en application des articles L. 614-6 et L. 614-8 à L. 614-11 ;
d) entre 25 euros et 25.000 euros pour les injonctions qui ont été notifiées en application de l'article L. 246-3, paragraphe 5. […]. »

Pour les 5 dernières années, les amendes administratives suivantes ont été prononcées et payées en cas de non-respect des injonctions de l'ITM en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

L'ensemble des amendes administratives suivantes (total des amendes administratives des deux tableaux précédents) ont été infligées par l'ITM au cours des 5 dernières années :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

À noter également que le recouvrement des amendes administratives est effectué par l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA.

La différence entre les montants des amendes prononcées et ceux des amendes effectivement payées s'explique par un manque d'effectifs auprès de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA.

À noter également qu'un décalage subsiste entre le moment où l'amende est infligée et celui où celle-ci est recouvrée qui découle du délai de recours de trois mois dont disposent les entreprises concernées pour intenter une action devant les juridictions administratives.

Par ailleurs, en ce qui concerne les entreprises détachantes, le principe de la territorialité ne permet pas à l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA de procéder au recouvrement forcé des amendes sur le territoire des autres États membres.

Enfin, la différence entre les montants des amendes prononcées et ceux des amendes effectivement payées résulte également du fait que certaines entreprises ont été déclarées en faillite ou bien ont cessé leurs activités après avoir été sanctionnées.

ad 2) Le nombre de fermetures complètes ou partielles suite à des contrôles en matière de sécurité et santé au travail sur des chantiers temporaires ou mobiles a évolué comme suit entre 2019 et 2022 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Néanmoins, le nombre des contrôles qui ont été effectués par l'ITM au cours des 5 dernières années, que ce soit en matière de sécurité et santé au travail sur des chantiers temporaires ou mobiles ou en entreprise ou bien en matière de conditions de travail, ont continuellement augmenté comme le démontrent les chiffres résultant des différents rapports annuels de l'ITM.

Le tableau suivant reprend les chiffres clés relatifs aux effectifs et activités de l'ITM des 5 dernières années :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Les tableaux suivants reprennent le détail des contrôles de l'ITM ainsi que leurs suites (régularisations ou amendes) sur les 5 dernières années :

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Il s'avère que l'augmentation des contrôles a pour corollaire une augmentation du nombre des amendes administratives.

À noter toutefois que le nombre des amendes qui ont été infligées suite à un contrôle en matière de sécurité et santé au travail n'est pas aussi élevé qu'en matière de détachement de salariés ou de conditions de travail.

Ceci s'explique par le fait que les mesures les plus efficaces en matière de sécurité et de santé au travail sont celles ordonnant l'évacuation des lieux de travail menacés, la fermeture complète ou partielle de ces lieux, l'interdiction d'utilisation des machines, des appareils, des outils, des installations, ou de tout autre équipement utilisé au travail, l'arrêt du travail du salarié ou bien les mesures d'urgence, à des fins de remise en état et de cessation de violations des lois en relation avec la sécurité et la santé des salariés sur le lieu de travail.

À noter également que le nombre des mesures prononcées en matière de sécurité et santé au travail a continuellement augmenté au cours de 5 dernières années.

Ainsi, malgré la baisse de fermetures de chantiers en 2022, l'ITM a tout de même contribué à réduire les risques de sécurité et de santé au travail des salariés par l'augmentation des contrôles et des mesures qui ont été prononcées en matière de sécurité et santé au travail.

ad 3) L'ITM a notamment comme mission de contribuer au développement d'une culture de prévention et de coopération en matière de conditions de travail englobant la sécurité et la santé du salarié, ceci dans le cadre du droit du travail dans toutes ses dimensions.

Dans le cadre de ses missions, l'ITM a comme première compétence de conseiller et d'assister les salariés et les employeurs, de fournir des informations juridiques et techniques pratiques dans la mise en œuvre des dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de droit du travail et de la sécurité et santé au travail.

Son rôle consiste ensuite également de veiller et de faire veiller à l'application de la législation notamment aux conditions de travail et à la protection des salariés et de mettre fin aux situations en contradiction avec les dispositions légales, réglementaires, administratives et conventionnelles en matière de droit du travail et de sécurité et santé au travail.

Ce n'est que lorsque les employeurs ou les salariés ne se conforment pas aux dispositions précitées que l'ITM peut leur infliger des amendes administratives ou bien aviser le procureur d'État sur les infractions constatées.

En ce qui concerne la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, l'ITM a continué à développer la formation des inspecteurs du travail en vue d'améliorer la qualité des échanges et des collaborations entre ces derniers et les employeurs ainsi que

les salariés permettant ainsi une meilleure prévention des risques dans tous les secteurs économiques confondus, de continuer à recruter de nouveaux inspecteurs du travail et de continuer à augmenter le nombre de contrôles en vue de veiller et faire veiller à ce que les dispositions légales en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail soient respectées par tous les acteurs concernés aux fins de réduire les accidents de travail et les maladies professionnelles.

Par ailleurs, l'ITM a continué à développer les formations externes, ensemble avec des organismes de formation, en faveur notamment des travailleurs désignés et des coordinateurs de sécurité et santé au travail aux fins de contribuer au développement d'une culture de prévention en matière de sécurité et santé au travail et de coopération entre les différents acteurs du monde du travail.

Aussi, l'ITM a effectué en 2022 plusieurs campagnes de prévention concernant, par exemple, le travail en hauteur ou le fait de se protéger sur son lieu de travail (campagne super-héros). L'ITM a également organisé et participé à des conférences, comme par exemple, celle sur les troubles musculosquelettiques (campagne « Lieux de travail sains » 2020-2022), celle en partenariat avec l'Institut de formation sectoriel du bâtiment (IFSB) « Sécurisons nos travaux en hauteur ! » ou celle de la journée mondiale de la sécurité et santé au travail 2022, afin de sensibiliser tous les acteurs à cette problématique.

ad 4) Actuellement, le MTEESS, en collaboration avec l'ITM et les acteurs concernés, est en train de mettre en place une stratégie nationale en matière de sécurité et santé au travail, dont le but est de réduire sensiblement les accidents de travail et les maladies professionnelles dans tous les secteurs économiques confondus et non seulement pour ceux du bâtiment, l'industrie, l'intérimaire ou encore la santé et l'action sociale.

À noter également que la prévention ne constitue qu'un seul élément de cette stratégie.

Un autre élément de cette stratégie constitue le débat sur la mise en place d'un système d'inspection unique et le regroupement des compétences de prévention en matière de sécurité et santé au travail sous l'égide de l'ITM, ce qui permettrait également de contribuer à accroître le développement d'une culture de prévention en matière de sécurité et santé au travail et de réduire davantage le nombre et la gravité des accidents du travail et des maladies professionnelles.

À noter que cette approche a été corroborée par le Conseil d'État dans son avis du 14 juillet 2009 dans le cadre de la réforme de l'Association d'assurance accident (projet de loi n° 5899-6, page 18) qui a précisé qu'« à moyen terme, le législateur serait bien inspiré de regrouper les compétences en matière de sécurité et de santé au travail dans une structure unique ».

ad 5) En ce qui concerne l'image de l'ITM, il est indéniable que cette dernière a très sensiblement été améliorée au cours des dernières années, mais l'ITM est très souvent encore perçue comme étant uniquement une autorité de contrôle ou une instance sanctionnatrice alors que l'ITM est avant tout un partenaire des entreprises et des salariés dans la lutte contre les accidents et maladies du travail et pour la protection de la santé et sécurité au travail.

Or, comme l'a affirmé son directeur, la volonté subsiste de mettre plus en avant le conseil et assistance, qui est la mission principale de l'ITM depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réforme de l'Inspection du travail et des mines. L'ITM devrait avant tout être perçue comme une instance d'assistance, dont le rôle serait nettement plus accentué en matière préventive.

En effet, nous considérons que les politiques d'inspection essentiellement axées sur la coercition sont peu efficaces, car elles conduisent l'entreprise à substituer la prévention de la sanction à la prévention du risque lui-même.

Dans le cadre de cette mission de conseil et d'assistance, il s'agit avant tout de convaincre les entreprises de mettre elles-mêmes en œuvre des systèmes de management et gestion de la sécurité et de la santé au travail qui seraient bénéfiques non seulement pour le bien-être des salariés, mais également pour la compétitivité et l'attractivité des entreprises.

Ce n'est que si le système mis en place par l'entreprise ne produirait pas les résultats escomptés que l'ITM interviendrait coercitivement.

Réforme du code des douanes européen | Question **8035** (26/05/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

La Commission de l'Union européenne envisage de réformer le code des douanes européen.

– J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre des Finances quel est le contenu de ce projet.

– Quels sont les changements visés à court et moyen terme ?

– En quoi les consommateurs seront-ils concernés par ces changements, notamment en matière de taxes douanières ?

Réponse (28/06/2023) de **Mme Yuriko Backes,** Ministre des Finances

En date du 17 mai 2023, la Commission a présenté tout un paquet de mesures législatives visant à réformer l'union douanière dans son ensemble, à savoir :

1. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant le code des douanes de l'Union et l'autorité douanière de l'Union européenne, et abrogeant le règlement (UE) n° 952/2013 ;
2. Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 2658/87 en ce qui concerne l'introduction d'un traitement tarifaire simplifié pour les ventes à distance de marchandises et le règlement (CE) n° 1186/2009 en ce qui concerne l'élimination de l'exonération des droits de douane ;
3. Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne les règles de TVA applicables aux assujettis qui facilitent les ventes à distance de biens importés et l'application du régime particulier applicable aux ventes à distance de biens importés de tiers.

D'après les termes employés par la Commission, il s'agit de la réforme « la plus ambitieuse et la plus complète de l'union douanière de l'UE depuis sa création en 1968 ».

Les motifs de cette réforme sont multiples et la Commission souligne particulièrement :

– l'accroissement du commerce électronique, surtout des envois de faible valeur (<150 euros) provenant de pays tiers et importés dans l'UE. Les ventes en ligne hors Union européenne ont substantiellement augmenté. Si en 2002 9 % des résidents européens (EU27) passaient des commandes en ligne hors Union européenne, en 2021 ils sont plus de 70 %. Le nombre d'envois de faible valeur importés est passé de 150 millions en 2015 à 2 milliards d'envois de ce type en 2021.

– le développement du nombre de législations sectorielles regroupées sous le terme de « mesures de prohibition et restriction (P&R) », lesquelles confèrent une compétence de contrôle aux douanes aux frontières extérieures de l'UE. La vérification précédant l'importation dans l'UE (mise en libre pratique) porte aujourd'hui sur plus de 350 législations différentes dont, entre autres, les domaines comme les biens culturels, la contrefaçon, les mesures sanitaires et phytosanitaires, la sécurité des produits. À ces mesures « P&R » existantes de nouvelles viendront s'ajouter par exemple celles du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières extérieures, de l'éco design ou encore de l'interdiction d'importation de produits issus du travail forcé.

Les ventes en ligne posent ainsi aux douanes un défi croissant tant fiscal, c'est-à-dire de la perception des taxes à l'importation, que non fiscal, c'est-à-dire du volet sureté et sécurité. Un autre défi pour les douanes consiste dans l'impératif de devoir s'adapter rapidement et en permanence aux changements géopolitiques et apporter leur soutien à la gestion des crises, à titre d'exemples le Brexit, la pandémie de la Covid-19 et les sanctions de l'UE, dernièrement celles prises dans le cadre de l'attaque militaire russe en Ukraine.

Finalement les douanes, en tant que facilitateur du commerce légal international, se doivent de participer à la simplification renforcée des formalités douanières évolutives et à la digitalisation progressive de celles-ci afin d'alléger la charge administrative des opérateurs économiques, notamment aussi pour les flux commerciaux de la vente en ligne et la logistique y relative.

Ainsi, la proposition de la Commission visée sub point 1er comprend trois éléments phares, à savoir :

– une plateforme (data space) pour la gestion des données douanières (collecte, analyse de risque et exploitation),
– une révision des procédures douanières par une approche modernisée pour le commerce en ligne, et
– la création d'une autorité douanière européenne pour assurer une uniformité poussée de la gouvernance en la matière au niveau européen et laquelle se verra confiée des missions diverses dont, entre autres, l'analyse de risque, la gestion de crise, la coopération et le support au déploiement des fonds prévus pour les douanes.

La proposition sub point 2° quant à elle établit un tarif douanier simplifié réparti sur 5 catégories, dont chacune comporte une série de marchandises toutes soumises au même droit de douane ad valorem :

– Catégorie A : 0 % ad valorem
– Catégorie B : 5 % ad valorem
– Catégorie C : 8 % ad valorem
– Catégorie D : 12 % ad valorem
– Catégorie E : 17 % ad valorem ;

et consacre un alignement aux dispositions de la directive TVA en matière de commerce électronique en abolissant le seuil actuel des 150 euros en dessous duquel les marchandises importées de pays tiers sont exonérées de tout droit de douane ad valorem. Ainsi, une fois la proposition applicable et comme pour la TVA et sauf le cas où la marchandise relèvera de la catégorie A susvisée, un droit de douane ad valorem sera dû à partir du 1er centime d'une marchandise importée d'un pays tiers.

La proposition de la Commission visée sub point 3° découlant en fait de la proposition sub point 2°, en soi de nature plus « technico-administrative », élargit le champ d'application de l'Import One Stop Shop (IOSS) mis en place en matière de TVA depuis le 1er juillet 2021. L'IOSS, aujourd'hui limité aux ventes à distance n'excédant pas

les 150 euros, sera ainsi disponible peu importe la valeur de la marchandise importée.

Quant aux changements visés à court et moyen terme :

1. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant le code des douanes de l'Union et l'autorité douanière de l'Union européenne, et abrogeant le règlement (UE) n° 952/2013

Une fois le code des douanes de l'Union actuellement en vigueur complètement implémenté et le développement des systèmes électroniques requis par ce dernier terminé, la roadmap présentée par la Commission comprend les phases suivantes :

– À court terme, un « forerunner project » (2023-2025) visant à adresser les difficultés liées au commerce électronique, notamment pour analyser en détail les meilleures options techniques pour la mise en place du data space, établir le business case et effectuer une analyse de marché pour identifier les technologies adéquates.
– À moyen terme (2025-2030), après une évaluation du « forerunner project », l'interopérabilité du futur noyau embryonnaire du data space et de ses dépendances sont à assurer afin de garantir les prérequis pour une intégration des systèmes douaniers nationaux dans le data space. Dans cette phase d'élaboration d'une stratégie de migration un projet pilote pourrait être mis en place afin de partir sur un modèle opérationnel sécurisé adéquat et solide. Par la suite un portail et une interface pour les opérateurs économiques seront intégrés dans le concept du data space.
– À long terme (2030-2035), la phase de migration conclura l'intégration des systèmes douaniers nationaux dans le data space afin de le parfaire de manière à être conforme à la future législation douanière et d'y intégrer aussi les autres autorités mentionnées par la réforme (par exemple : les autorités de surveillance du marché).

2. Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 2658/87 en ce qui concerne l'introduction d'un traitement tarifaire simplifié pour les ventes à distance de marchandises et le règlement (CE) n° 1186/2009 en ce qui concerne l'élimination de l'exonération des droits de douane

La proposition de la Commission prévoit que le système du tarif simplifié basé sur 5 catégories de droits de douane ad valorem deviendra applicable à partir du 1er mars 2028.

3. Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne les règles de TVA applicables aux assujettis qui facilitent les ventes à distance de biens importés et l'application du régime particulier applicable aux ventes à distance de biens importés de tiers

La future directive est à transposer par les États membres pour au plus tard le 31 décembre 2027 afin que les dispositions puissent s'appliquer à partir du 1er mars 2028. Le système IOSS serait donc disponible peu importe la valeur des marchandises importées de pays tiers à partir du 1er mars 2028.

Quant à l'impact sur les consommateurs notamment en matière de taxes douanières l'impact final du paquet de réforme proposé par la Commission européenne sur les consommateurs dépendra bien évidemment du sort desdites propositions suite à la procédure législative européenne. Comme celle-ci n'a pas encore débuté, il convient de se limiter au seul impact potentiel des trois propositions tel que la Commission les conçoit actuellement. À cet égard, la mesure proposée d'abolir le seuil des 150 euros, montant à partir duquel des droits de douane ad valorem sont aujourd'hui dus sur les marchandises importées de pays tiers constituera certainement la mesure ressentie directement par les consommateurs. Sauf une marchandise classée catégorie A, l'abolition du seuil augmentera pour le consommateur les coûts en relation avec des marchandises importées à faible valeur par rapport à aujourd'hui.

Il convient de souligner que d'après l'analyse d'impact établie par la Commission, 40 % des consommateurs ayant participé à la consultation publique indiquent qu'une augmentation de 5 % des prix des marchandises importées n'aurait aucun impact sur leur comportement d'acheter en ligne en dehors de l'UE à condition que le prix total pourrait être payé au « checkout » en ligne.

Par contre, si les frais supplémentaires seraient collectés séparément, par exemple lors de la livraison du colis, 92 % des participants indiquent qu'ils achèteraient moins via les plateformes et parmi eux, 40 % cesseraient même de commander auprès de plateformes étrangères.

En tout cas, la Commission vise par ses propositions à contribuer à l'efficience de la chaîne d'approvisionnement internationale et à rendre les processus du commerce électronique plus transparents et prévisibles pour les consommateurs précisément en ce qui concerne les droits de douane à payer et à réduire la complexité des formalités douanières d'aujourd'hui.

Radars fixes à Hollerich | Question **8036** (26/05/2023) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Yves Cruchten** (LSAP)

Alors que les radars fixes installés à la route d'Esch et dans la rue Dr Charles Marx à Hollerich détectant des excès de vitesse et le non-respect des feux rouges montrent des taux d'infractions comparables à d'autres radars installés dans notre pays, le radar installé à proximité du Lycée Aline Mayrisch à Hollerich est en train de battre tous les records.

Pour les seuls mois de décembre 2022 à mi-mai 2023, 51.000 infractions ont été constatées et ont donné lieu à des amendes de 49 € chacune. Un maximum de vitesse de 65 km/h a été mesuré alors que la grande majorité des véhicules flashés ne dépassaient que très légèrement la vitesse maximum. En extrapolant le nombre des infractions sur une année entière, le radar en question devrait atteindre près du quart de toutes les infractions détectées sur l'ensemble du pays.

Alors qu'il n'y a pas d'excuses pour les conducteurs verbalisés pour le non-respect de feux rouges, il faut constater que la situation est plus nuancée pour les légers excès de vitesse à l'approche de l'entrée de l'autoroute. En effet, il s'agit d'une route large à trois voies et le signalement de la vitesse maximale est plutôt discret. De plus, le panneau annonçant le passage de limite de vitesse de 50 km/h à 70 km/h est visible en fin de parcours et incite les automobilistes à accélérer la course.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre s'il n'estime pas que ce radar situé dans une zone qui n'est pas connue comme étant particulièrement dangereuse, devrait être mieux signalisé et que les panneaux signalisant la vitesse, respectivement les modalités de fonctionnement, devraient être revus. Ceci d'autant plus que la très grande majorité des conducteurs verbalisés ne sont pas de chauffards.

2) Quels sont les taux de dépassement de vitesse retenue constatés sur ce site ne dépassant pas les 10 km/h pour les 51.000 infractions pendant les cinq premiers mois ?

Réponse (12/07/2023) de **M. François Bausch,** Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Henri Kox,** Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1) Deux accidents ont eu lieu en 2018 sur le carrefour contrôlé par le radar en question, causant un blessé grave et deux blessés légers. De plus, le carrefour se situe en face de plusieurs complexes scolaires et est fréquenté par de nombreux étudiants.

Depuis au moins 2011, les services de l'Administration des ponts et chaussées ont été contactés par les lycées des alentours au sujet des nombreux accidents qui se sont produits au carrefour entre le boulevard Pierre Dupong et la route d'Esch en direction d'Esch-sur-Alzette, notamment au niveau du passage pour piétons équipé de feux tricolores et emprunté par les lycéens afin de traverser la route d'Esch.

L'Administration des ponts et chaussées a procédé à un certain nombre d'améliorations du chemin scolaire, telles que la stabilisation et l'élargissement du chemin, la mise en place d'un mur de protection pour les piétons et enfin l'installation d'un radar feu rouge avec contrôle de la vitesse maximale autorisée afin de garantir la sécurité des piétons à cet endroit.

Vu la présence de piétons, il est absolument essentiel que la vitesse maximale autorisée soit limitée à 50 km/h, ce qui est clairement indiqué après la place de Hollerich. La transition vers une route à caractère périurbain, voire autoroutier, ne commence qu'après ledit carrefour et la limitation de vitesse se voit donc progressivement augmentée.

ad 2) Pour la période du 1er décembre 2022 au 31 mai 2023, le radar fixe en question a enregistré un total de 51.351 infractions valides. Le taux de dépassement de la vitesse retenue ne dépassant pas les 10 kilomètres à l'heure constitue 99,98 % des cas, ce qui revient à 51.341 infractions valides. Ainsi, seulement 10 infractions ont été validées avec une vitesse retenue dépassant les 10 kilomètres à l'heure.

Vaccins contre la bronchiolite chez les enfants | Question urgente **8385** (19/10/2023) de **M. Marc Spautz** (CSV)

An Ärer Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 8369 vum 5. Oktober 2023 hutt Dir bestätegt, datt eng 4.500 Dosen Nirsevimab den 21. September geliwwert gi sinn an datt d'Kannerdokteren iwwert d'Impfstoffbestellungsprozedur kéinten Dose bestellen. Mengen Informatiounen no kënnt et momentan awer zu engem Enkpass bei de Pediateren.

D'Recommandatioune vum Conseil supérieur des maladies infectieuses gesi vir, datt Kanner, déi no dem 1. Januar 2023 gebuer gi sinn, sollen ab Oktober 2023 bei engem Pediater geimpft kënne ginn an datt Kanner, déi tëscht dem 1. Oktober 2023 an dem 30. Mäerz 2024 gebuer ginn, an der Maternité solle kënne geimpft ginn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsministesch stellen:

1. Ass et richteg, datt momentan net genuch Dose fir all Pediater disponibel sinn?

2. Firwat gëtt sech an deem Kontext net un d'Recommandatioune vum Conseil supérieur des maladies infectieuses gehalen?

3. Am Fall vun enger Infektioun vun engem Puppelchen, deen net konnt geimpft ginn, wat fir Precautiounen huet de Gesondheetsministère geholl, fir aner Kanner an de Crèchen ze schützen?

PRIORITAIRE
BY AIR MAIL

IBRS/CCRI n°1001256

No stamp required
Ne pas affranchir

RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID
LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
ENVOI-RÉPONSE 1001256
L - 3208 BETTEMBOURG

Réponse (27/10/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

Gemäss de Recommandatioune vum Conseil supérieur des maladies infectieuses, gouf den Eltere vu Puppelcher, déi tëscht Januar 2023 a September 2023 op d'Welt komm sinn, eng Impfung beim Pediater proposéiert an 80 % vun den Elteren hunn op dës Impfstoffer zeréckgegraff, wat ongeféier 4.000 Gebuerte representéiert. Déi Puppelcher, déi tëschent Oktober 2023 a Mäerz 2024 op d'Welt kommen, kënnen direkt an der Maternité geimpft ginn. Bis elo si ronn 80 % vun de Puppelcher op déi Manéier geimpft ginn. Dëst entsprécht ongeféier 2.600 Gebuerten.

Fir d'Saison 2023/2024 sinn am Ganze 14.200 Dose bestallt ginn, dovun 8.000 Dose fir 2023 a 6.200 Dose fir 2024. Vun der 1. Liwwerung den 21. September si 4.500 Dose betraff a bei der 2. Liwwerung den 20. Oktober nach emol 300 Dosen. Eng weider Liwwerung vun 3.200 Dosen ass fir den November geplangt.

Well déi éischt Bestellunge vun de Pediateren iwwert den deemools disponibele Stock erausgaange sinn, ass eng Ëmverdeelung virgeholl ginn tëschent den Dosen, déi de Maternitéen zur Verfügung gestallt goufen, an dem disponibele Stock fir d'Pediateren, an anerersäits sinn d'Bestellungen op 5 Dose pro Pediater limitéiert ginn. Op déi Manéier konnt deem temporairen Enkpass entgéintgewierkt ginn a mëttlerweil kënnen d'Pediateren och rëm weider Dose bestellen.

Réponse (30/10/2023) de **Mme Paulette Lenert,** Ministre de la Santé

ad 1. Gemäss de Recommandatioune vum Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI), gouf den Eltere vu Puppelcher, déi tëschent Januar 2023 a September 2023 op d'Welt komm sinn, eng Impfung beim Pediater proposéiert. Et sief ënnerstrach, dass genuch Dosen den Ament zu Lëtzebuerg disponibel sinn, esou datt all de Pediateren den Accès op de Produit garantéiert ass. Netdestotrotz, well déi éischt Bestellunge vun de Pediateren iwwert den deemools disponibele Stock erausgaange sinn, ass eng Ëmverdeelung virgeholl ginn tëschent den Dosen, déi de Maternitéen zur Verfügung gestallt goufen, an dem disponibele Stock fir d'Pediateren. Anerersäits sinn d'Bestellungen op 10 Dosen (Beyfortus 100 mg) respektiv 5 Dosen (Beyfortus 50 mg) pro Pediater limitéiert ginn, esou datt jiddwer Pediater am Land d'Garantie huet, eng Commande erstellen ze kënnen. Op déi Manéier konnt deem temporairen Enkpass entgéintgewierkt ginn a mëttlerweil kënnen d'Pediateren och rëm weider Dose bestellen.

Déi Puppelcher, déi tëschent Oktober 2023 a Mäerz 2024 op d'Welt kommen, kënnen direkt an der Maternité geimpft ginn. D'Dosen innerhalb vun de Maternitéë sinn ausreichend present fir dës Puppelcher ofdecken ze kënnen.

ad 2. D'Quantitéiten, déi beim Fournisseur kontraktuell fir d'Direktioun vun der Santé reservéiert si fir d'Saison Hierscht-Wanter 2023/2024, si mat de Recommandatioune vum Conseil supérieur des maladies infectieuses alignéiert.

Fir d'Saison 2023/2024 sinn am Ganze 14.200 Dosen bestallt ginn, dovun 8.000 Dose fir 2023 a 6.200 Dosen fir 2024. Mat der éischter Liwwerung den 21. September si 4.500 Dosen agetraff a mat der zweeter Liwwerung den 20. Oktober nach emol 300 Dosen. Eng weider Liwwerung vun 3.200 Dosen ass fir den November geplangt.

ad 3. Wann ee sech op d'Statistike vun den Neigebuerenen zu Lëtzebuerg vun de leschte Jore baséiert, sinn d'Quantitéiten, déi beim Fournisseur reservéiert si fir d'Saison 2023/2024, ausreichend fir engersäits d'Bëbeeën ze protegéieren, déi virun der Immunisatiounscampagne (Januar 2023 bis September 2023) gebuer sinn, wéi weiderhin och all déi, déi vum 1. Oktober u gebuer sinn. D'Direktioun vun der Santé empfeelt drénglechst d'Immunisatioun an de Maternitéen.

D'Immunisatioun duerch Beyfortus ass iwwerdeems vum CSMI recommandéiert, fir de Risiko vu graven Infektioune vun den Otemweeër, déi RSV-bedéngt sinn, ze reduzéieren, wéi och de Risiko, hospitaliséiert mussen ze ginn, ze reduzéieren. Wéi och déi lescht Joren sinn d'Crèchë gehalen, d'preconiséiert Mesures d'hygiène unzewennen, fir de Risiko vun enger Infektiounstransmissioun generell ze reduzéieren.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress, Code postal an Uertschaft ugitt
– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

◯ fir déi gedréckte Versioun* ◯ fir déi elektronesch Versioun op follgend E-Mails-Adress: ______________________

Ech desabonéiere mech:

◯ vun der gedréckter Versioun* ◯ vun der elektronescher Versioun op follgend E-Mails-Adress: ______________________

*Déi follgend Casen ausfälle beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: ______________________ Virnumm: ______________________

Societéit/Administratioun: ______________________

Adress: ______________________ Boîte postale: ______________________

Code postal: __________ Uertschaft: ______________________ Land: ______________________

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donneéë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatioune kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.

1 8

4 8

Du 10 juillet au 2 décembre 2023

Archives nationales – Plateau du Saint-Esprit

Lundi à vendredi 08h30 – 17h30

Samedi 08h30 – 11h30

Exposition en langues allemande et française

Entrée et visites guidées gratuites

Informations

Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |

PERIODIQUE

POST LUXEMBOURG

Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799